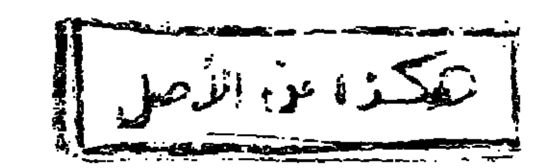


Le Monde

Le Monde des livres
Georges Dumézil

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE – Nº 15637 – 7 F — SAMEDI 6 MAI 1995 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Les Croates infligent une véritable défaite aux milices serbes

L'OFFENSIVE CROATE a infligé une véritable défaite aux milices sécessionnistes serbes qui occupent, depuis plus de trois ans, le quart du territoire de la Croatie. L'armée croate a même fait prisonniers, jeudi 4 mai, en violation d'un accord passé avec l'ONU, un millier de Serbes, civils ou combattants, après la prise de la ville de Pakrac, à l'est de Zagreb. Mais cette victoire, obtenue sans que l'armée croate subisse de graves pertes, a provoqué un réflexe d'unité dans les rangs des différentes milices serbes en contribuant à gommer les dissensions apparues depuis un an et en offrant un regain de popularité aux plus extrémistes d'entre elles.

Lire page 3

■ Cinq étrangers assassinés en Algérie

Cinq étrangers (deux Français, un Canadien, un Anglais, un Tunisien) et un Algérien ont été assassinés vendredi matin à Ghardaïa dans une zone industrielle, annonce un communiqué officiel. p. 3

■ Les surprises du compte suisse du sénateur Arreckx

Maurice Arreckx, sénateur (UDF-PR), détenu depuis août 1994, a indiqué au juge Rolland que son compte bancaire suisse a été alimenté par la Compagnie générale des eaux et la Lyonnaise des eaux-Dumez. p. 12

■ La rivalité Fabius-Aubry

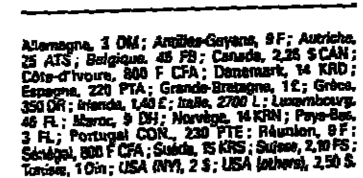
Lui a presque tout connu de la politique, elle a encore beaucoup à en apprendre. L'un et l'autre incarnent les espoirs de rénovation du PS. p. 14

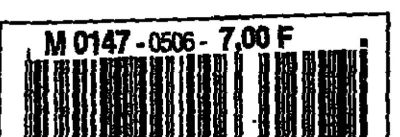
■ Les crèmes bronzantes en procès

L'Europe veut interdire les produits accélérateurs de bronzage contenant du psoralène qui multiplierait les risques de cancer cutanés. Seule la France a voté contre cette proposition. p. 11

■ Les éditoriaux du « Monde »

Tension au Sri Lanka ; Un référendum de dernière minute p. 16


Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 350 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2700 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 9 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 230 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 800 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.



M. Jospin accuse M. Chirac d'« irresponsabilité » après sa proposition de référendum sur l'Europe

Deux entretiens au « Monde » : le maire de Paris précise ses projets de réforme fiscale et le candidat socialiste insiste sur sa volonté de moderniser la vie politique

LES DERNIERS JOURS de la campagne pour le second tour de l'élection présidentielle sont dominés par un petit coup de théâtre : l'annonce par Jacques Chirac, dans un entretien publié par *La Croix* (daté 5 mai), d'un nouveau référendum sur l'Europe, au terme de la conférence intergouvernementale qui doit élaborer, en 1996, un traité sur les institutions de l'Union. Ce référendum aurait aussi valeur de confirmation de l'engagement de la France dans l'Union économique et monétaire, un ou deux ans avant le passage à la monnaie unique.

Le maire de Paris avait évoqué cette possibilité à la fin de 1994, sans y revenir dans son exposé de politique étrangère, le 16 mars, marqué par une affirmation forte de sa volonté de continuité dans la construction européenne. Lionel Jospin a aussitôt accusé M. Chirac, jeudi 4 mai, de *« légèreté »* et d'*« irresponsabilité »* pour avoir *« tout d'un coup sorti une proposition qui semble créer un trouble sur les marchés monétaires »*. Le franc a accusé une légère baisse au cours de l'après-midi. Dans un entretien accordé au *Monde*, M. Jospin précise ses critiques sur les fluctuations européennes de M. Chirac.



Proche du maire de Paris, Alain Juppé a précisé, le même jour, le projet d'une réforme fiscale. Dans un entretien accordé au *Monde*, M. Chirac confirme, pour sa part, qu'il mettra en chantier, s'il est élu, deux projets. Le premier vise à relever provisoirement le taux supérieur de la TVA dans un double but, celui d'assurer un financement provisoire à la Sécurité sociale, en attendant que la croissance génère des recettes supplémentaires, ensuite abaisser le coût du travail en réformant le système de financement de la protection sociale. La seconde réforme, qui bouleverserait de fond en comble le paysage fiscal français, tendrait à fusionner à moyen terme l'impôt sur le revenu et la contribution sociale généralisée. M. Juppé nous a précisé que le rapprochement de ces deux impôts pourrait être accompagné d'un début de mise en œuvre du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu.

Lire pages 6 à 10

Le limogeage de Kiran Bedi, directrice adulée de la plus grande prison indienne

NEW DELHI
de notre correspondant

Pour des millions d'Indiens, elle était le symbole de la probité, du courage et de l'efficacité, trois qualités très appréciées par l'élite d'un pays qui conspue souvent la corruption et le laxisme des fonctionnaires ou des politiciens. Kiran Bedi était la directrice de Tihar Jail, la prison de New Delhi. Son brutal limogeage, le 3 mai, fait déjà dire à ses partisans que Mme Bedi a peut-être été victime de son succès...

A son arrivée, la plus grande maison d'arrêt du sous-continent indien – huit mille prisonniers pour une capacité moitié moindre – était un univers carcéral surpeuplé et chaotique, où les « matons » arrondissaient volontiers leurs fins de mois en vendant de la drogue aux détenus. Aujourd'hui, elle laisse derrière elle une prison dont les conditions de vie se sont considérablement améliorées : les prisonniers assistent à des cours de langues étrangères, les analphabètes apprennent à lire et à écrire, et tous ont le choix de pratiquer, à l'aube, la méditation bouddhiste.

Casque de cheveux courts, vêtue à la garçonne et refusant obstinément de porter le sari, Mme Bedi travaillait avec acharnement, visitant chaque matin les différents blocs de cette immense prison et s'informant personnellement des desiderata de ses « pensionnaires ». Elle avait même institué un système de boîte à lettres qui permettait aux détenus de lui envoyer des messages personnels en cas de problème. *« Maintenant, nous ne sommes plus des gardes-chiourmes, nous sommes des surveillants »*, proclamait-elle. Ce qui ne l'empêchait pas de manier son monde d'une main de fer, conduisant le personnel masculin à la baguette.

Mais *« madame »*, comme tout le monde l'appelait ici, était peut-être devenue trop populaire, s'attirant les jalousies de l'administration pénitentiaire. Le lieutenant-gouverneur de New Delhi vient de la démettre de ses fonctions au motif que son comportement allait à l'encontre des *« règles de sécurité »*. Entre autres « erreurs », on lui reproche d'avoir fourni une machine à écrire électrique au fameux criminel français d'origine vietnamienne Charles Sobhraj, dit *« le Serpent »*, qui est en train d'écrire un livre sur *« madame »* !

Sa soif de reconnaissance et sa lune de miel avec les médias – indiens ou étrangers – avaient fait d'elle une héroïne de l'Inde moderne. Tihar Jail prenait parfois des allures de studio de télévision où se bousculaient les équipes de tournage venues filmer les surprenantes réalisations de Mme Bedi... Un tel *« laxisme »* était devenu intolérable aux yeux du gouverneur.

« Les intérêts des gens en place ont triomphé », a-t-elle déclaré au *Monde* à l'annonce de son limogeage, qui est officiellement présenté comme un *« transfert »*. Et d'ajouter : *« Le système féodal encore en vigueur en Inde se sent menacé par ceux qui osent se conduire en professionnels. »* Qu'importe : cette féministe, qui croit à l'Inde *« qui marche »* et s'enorgueillit du sang afghan qui coule dans ses veines, nourrit de plus hautes ambitions. *« La politique ? Je vais y réfléchir »*, nous avait-elle répondu récemment alors que les différents partis indiens commençaient sérieusement à la courtiser.

Puritaine jusqu'à la caricature – elle a interdit les préservatifs en prison, estimant que l'homosexualité *« n'existe pas dans les murs »* –, cette cheftaine de quarante-cinq ans, qui vit loin de son mari et ne s'en porte pas plus mal, a parcouru le monde ces derniers mois. Elle a pris le petit-déjeuner avec Bill Clinton, assisté au sommet de la pauvreté à Copenhague et délivré son message du *« carcéral à visage humain »* dans les prisons américaines ou britanniques.

Ancienne championne de tennis, elle a été la première femme reçue au concours du prestigieux corps de l'Indian Police Service. Elle s'était distinguée dès le début de sa carrière pour avoir osé charger toute seule, avec un bâton, une manifestation de sikhs qui avançaient sur elle sabre au clair... Le prix Magsaysay, équivalent asiatique du Nobel, était venu récompenser en 1994 cet itinéraire hors du commun. Mercredi soir, alors qu'elle sortait d'un séminaire, la foule l'a ovationnée et des femmes ont éclaté en sanglots. Kiran Bedi s'en va. Le mythe, lui, reste intact.

Bruno Philip

La tentation populiste

LE CLASSIQUE affrontement droite-gauche au second tour de l'élection présidentielle ne doit pas masquer la tentation populiste qui séduit les Français de manière récurrente. Jean-Marie Le Pen mêle les héritages du général Boulanger et de Pierre Poujade, auxquels il ajoute un zeste de pétainisme. Au premier tour, un électeur sur cinq a voté pour le Front national ou pour Philippe de Villiers, et si la justice a privé le *« populisme de gauche »* de son héraut en disqualifiant Bernard Tapie, il ne faut pas oublier qu'au scrutin européen, l'année dernière, les candidats protestataires avaient réuni sur leur nom plus de suffrages que les formations politiques classiques.

Le phénomène dépasse la permanence d'une extrême droite raciste et antidémocratique et déborde les frontières françaises. Il épargne largement les Etats stables, aux institutions politiques éprouvées, à l'économie sinon prospère, du moins policée, aux relations sociales codifiées. Il éclate au contraire dans les pays en crise ou en mutation, où la classe politique ne répond plus aux aspirations des gouvernés, où le système représentatif ne représente plus la société, où les élites sont soupçonnées de corruption, les corps intermédiaires déconsidérés, les technocrates accusés de monopoliser le pouvoir. Apparaissent alors des personnalités charismatiques, des apprentis-chefs qui prétendent sentir et interpréter les besoins du peuple et s'adresser à lui sans médiation.

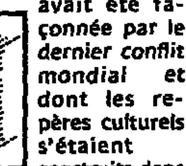
Ils n'ont certes pas attendu le triomphe de la télévision et des sondages pour se manifester, mais ils utilisent ces instruments de la *« démocratie d'opinion »* qui doivent, selon leurs vœux, compléter, voire remplacer les procédures traditionnelles de la démocratie représentative.

Daniel Vernet

Lire la suite page 16

Nos choix

Au terme du plus long « règne » républicain de son histoire, la France va donc voter. Et changer d'époque. Avec François Mitterrand, une génération s'en va, qui avait été façonnée par le dernier conflit mondial et dont les repères culturels s'étaient construits dans la première moitié du siècle. On ne pouvait d'ailleurs rêver symbole plus fort de ce tournant historique : au lendemain même du vote sera célébré le cinquantième anniversaire de la victoire contre la barbarie nazie. Ceux qui s'apprêtent à prendre en charge le destin du pays ont devant eux un monde incertain, aux crises imprévisibles parce qu'elles échappent aux anciennes grilles de lecture. Ils devront d'abord prouver qu'ils sont à même de les déchiffrer et de tenter d'en maîtriser le cours.


ÉDITORIAL

Pour mieux souligner l'ampleur des défis qui attendent le prochain président, nous les avons, dans ces colonnes, autant que possible, inventoriés ; en préférant le débat des idées au choc des petites phrases, l'analyse des programmes aux effets de manche et de mode.

Vient maintenant le temps du choix. C'est-à-dire celui de la liberté, et parfois, aussi, de l'indécision démocratique. Notre rôle, en une telle occasion, n'est certes pas de prescrire, mais de contribuer à l'exercice de cette liberté ; il est encore moins de prétendre penser pour nos lecteurs, mais plutôt de leur offrir nos analyses, forts de la diversité de nos sources. Il est aussi de les informer en leur faisant connaître nos propres choix, tout en respectant leur liberté et leur réflexion.

Il a pu paraître nécessaire de prendre parti fermement, lorsque, par exemple, l'alternance tardait, au point de figer le système de représentation politique et de paraître museler la société.

J.-M. C.

Lire la suite page 16

L'embellie des travaillistes anglais


TONY BLAIR

LE SCRUTIN local du jeudi 4 mai, en Angleterre et au pays de Galles, a été remporté haut la main par les travaillistes, au détriment du Parti conservateur du premier ministre John Major. Les résultats, encore partiels vendredi en fin de matinée, indiquent que les tories, avec environ un quart des voix, sont pratiquement balayés du paysage local. Tony Blair, le nouveau chef du Labour, se pose désormais en concurrent crédible en face d'un Parti conservateur divisé et usé par seize ans de pouvoir. D'autant que le chef du Labour vient d'arracher aux militants une formulation rénovée des statuts excluant toute référence à la *« propriété commune des moyens de production »*.

Lire page 2

DÉBÂCLE Le scrutin local qui s'est déroulé jeudi 4 mai en Angleterre et au Pays de Galles a confirmé la tendance déjà perçue voici un mois en Ecosse : le Parti conservateur au pouvoir n'est désormais plus que la troisième force politique britannique, derrière le Parti travailliste et même les libéraux-démocrates. ● LES RÉSULTATS, encore partiels vendredi en fin de matinée, compte tenu de la complexité du scrutin, représentent une véritable débâcle pour le premier ministre John Major, et un premier succès pour le jeune dirigeant du Labour Party, Tony Blair. ● LA RÉNOVATION des statuts travaillistes réalisée le week-end dernier, malgré l'opposition de l'aile gauche du parti et des syndicats, n'est sans doute pas pour rien dans ce succès électoral. Le Labour se présente désormais avec une certaine crédibilité comme le parti des classes moyennes.

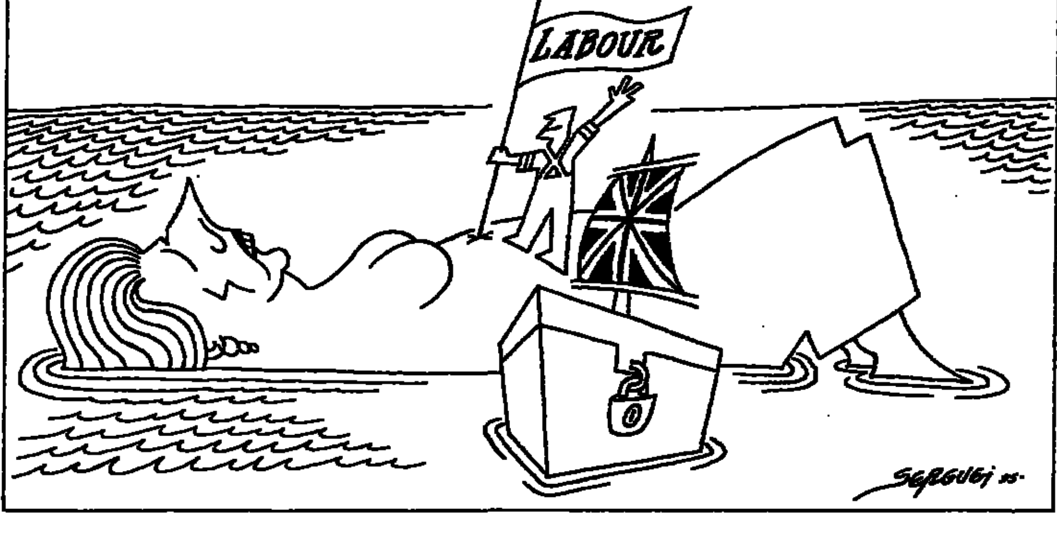
Les conservateurs ont subi une déroute aux élections locales en Angleterre

Le parti du premier ministre, John Major, n'a recueilli que le quart des suffrages, tandis que le Labour approche ses meilleurs scores historiques

LONDRES
de notre correspondant

La nuit de jeudi 4 à vendredi 5 mai aura sans doute été l'une des plus noires de l'après-guerre pour le Parti conservateur. Il n'a obtenu qu'environ un quart des votes exprimés lors des élections locales de jeudi, tandis que l'opposition travailliste peut se féliciter d'approcher, avec 47 % des voix, ses résultats les meilleurs (49,9 % en 1951). Les Anglais (à l'exception des Londoniens) et les Gallois votaient en effet pour élire environ 12 000 conseillers locaux des diverses assemblées, locales et municipales. Ils suivaient les Ecossais qui, le mois dernier, avaient relégué les Tories en quatrième position avec 11 % des voix, très loin derrière le Labour.

Il faudra attendre tard dans la journée de vendredi pour avoir les résultats définitifs de ce scrutin, dans un système de circonscriptions tellement complexe que nombre d'électeurs ont du mal à savoir qui les représente et que d'autres ont voté pour des conseillers qui ne siégeront pas avant avril 1996. Mais, déjà, les résultats obtenus paraissent dépasser les pires craintes des stratèges conservateurs. Jeudi matin, en effet, le quotidien conservateur *Daily Telegraph* publiait un baromètre selon lequel une perte de 500 sièges, sur les 4 000 que les Tories remettaient en jeu, causerait une *« jubilation »* chez John Major, et qu'en perdre 2 000 créerait une *« panique »*. Or ces pertes pourraient approcher les 2 500, reléguant, en termes de nombre de conseillers élus, les conservateurs au troisième rang. Ils seraient non seulement loin derrière le Labour, mais dépassés même par les libéraux-démocrates, qui en gagnant environ 500 sièges, ont fait forte impression.



La déroute est générale. Le parti au pouvoir ne contrôle plus aujourd'hui qu'une vingtaine d'assemblées dispersées à travers le pays. Les conservateurs ont perdu le dernier conseil qu'ils détenaient dans une grande agglomération (à Trafford, dans la banlieue de Birmingham), tandis que l'opposition a fait son entrée en force dans le Sud-Est du pays, cette Angleterre moyenne, traditionnellement « bleue » (la couleur des tories), avec des gains de 15 % à 20 %. En particulier, une ville comme Royal Tunbridge Wells, un des symboles du conservatisme, a désormais une majorité travailliste-libérale.

L'USURE DU POUVOIR

Les conservateurs n'ont pas été à même de trouver des candidats pour tous les sièges à pourvoir, et certains conseillers sortants ont préféré garder dans leur poche leur rosette bleue et faire campagne comme indépendants. Non seulement les libéraux-démocrates, mais aussi les travaillistes ont brisé l'hégémonie conservatrice dans une région qui envoie traditionnellement aux Communes les plus gros bataillons de députés de droite.

L'usure du pouvoir après seize années de conservatisme, les scandales, mais aussi la politique de taxation, les coupes claires dans le budget de l'éducation, la menace de privatiser les chemins de fer, le chômage et surtout l'étalage de ses divisions par le Parti tory expliquent que tant d'électeurs aient voté pour l'opposition. Pour éviter ce phénomène de rejet, les conservateurs espéraient que les électeurs se prononceraient avant tout sur les questions de gestion locale, sur lesquelles ils pensent être mieux armés et plus économes des deniers publics que le Labour. Mais les électeurs ont préféré se prononcer sur la politique nationale et donner une leçon au gouvernement. La reprise de l'économie ne lui aura en rien profité.

Cependant, plus que ce vote de protestation contre un pouvoir qui bat les records d'impopularité, y compris ceux de Margaret Thatcher lors de la controverse sur la Poll Tax, c'est l'« effet Blair » qui apparaît comme la nouvelle donne électorale de ces premières élections à un niveau national depuis que le tandem Tony Blair-John Prescott est arrivé au pouvoir *(lire ci-dessous l'entretien avec M. Prescott)*, et quelques jours après la naissance d'un « nouveau Labour » débarrassé de sa symbolique idéologique. M. Blair ne fait plus peur, il est l'homme politique le plus populaire du pays, il inspire confiance à nombre d'électeurs qui jamais, auparavant, n'auraient pensé mettre un bulletin pour le Labour dans l'urne.

« BLUES » DE MILIEU DE MANDAT

Selon une estimation de la BBC, cette poussée des travaillistes se serait traduite – en cas d'élections législatives – par un raz-de-marée rouge et par une majorité de plus de 200 sièges aux Communes, tant a été fort le déplacement des votes. On n'en est pas encore là et, comme le dit M. Prescott, les élections locales ne sont pas des élections générales. D'autant que moins de 40 % des électeurs se sont dérangés.

De tels résultats catastrophiques ne sont pas une bonne nouvelle pour M. Major, même s'ils étaient attendus. Et il n'est pas à exclure que certains députés, en particulier euro-sceptiques ou nostalgiques du thatchérisme, souhaitent contester sa direction d'ici à l'automne. Mais le premier ministre est pourtant, pour le moment, bien plus populaire que son propre parti, avec 22 % d'opinions favorables. Changer de cheval au milieu du gué en faveur d'un homme qui risquerait d'être encore plus impopulaire et alors que leur appareil local est décapité et démoralisé, pourrait se révéler désastreux. Les tories tentent donc de se consoler en voyant dans ce scrutin un vote de protestation, une sorte de « blues » de milieu de mandat, et comptent sur la reprise économique et sur l'habileté de M. Major pour redresser la barque d'ici à 1997.

Mais il faudra pour cela que le premier ministre trouve une stratégie pour contrer l'irrésistible avance de l'« effet Blair » et que son gouvernement cesse d'accumuler les gaffes et les mesures impopulaires. La fermeture récente d'hôpitaux, les économies qui touchent de plein fouet certains services publics, les controverses au sein du cabinet sur de nouveaux impôts alors que l'on ne cesse de parler d'une baisse de la pression fiscale, la cacophonie sur l'Europe sont du plus mauvais effet sur l'opinion, alors qu'en face M. Blair étale sa force tranquille.

Jusqu'ici, ce dernier a fait un sans-faute. L'avenir sera, pour lui, moins aisé lorsqu'il devra rédiger son programme électoral, qui devra être à la fois crédible pour l'opinion et obtenir l'adhésion de son parti.

P. de B.

Scrutin compliqué, résultats clairs

Le scrutin du jeudi 4 mai avait pour but d'élire quelque 12 000 conseillers de 36 conseils métropolitains, 274 conseils de district, 14 « autorités unitaires » (une nouvelle instance locale) en Angleterre et 22 au Pays de Galles. Ces dernières, à une exception près, entreront en fonctions en avril prochain.

Dans certains cas il s'agissait de renouveler l'ensemble des élus, dans d'autres un tiers seulement. Ce vote a eu lieu un mois après les élections locales en Ecosse, à la suite desquelles les conservateurs ne contrôlent plus aucune assemblée locale. Ils étaient arrivés bons derniers avec 11 % des voix derrière les travaillistes (47 %), les nationalistes du SNP (21 %) et, en nombre de sièges, les libéraux démocrates de Paddy Ashdown.

Selon les derniers résultats disponibles vendredi 5 mai en milieu de matinée, les travaillistes se sont assuré la majorité dans 143 conseils (+ 33), les libéraux-démocrates dans 43 (+ 13), les conservateurs dans 8 (– 51) et des candidats indépendants dans 17 (– 6). En nombre de conseillers, les pertes des tories étaient d'environ 1600 sièges, tandis que le Labour en gagnait 1400 et les libéraux-démocrates plus de 400.

John Prescott, « numéro deux » du Parti travailliste

« Tony Blair représente les valeurs des classes moyennes »

LE PARTI travailliste, qui vient de rénover ses statuts avec l'abandon du principe de propriété collective des moyens de production et de distribution (*le Monde* du 3 mai), se sent le vent en poupe alors que s'achève le décompte des élections locales du jeudi 4 mai. Son « numéro deux », John Prescott, a toutefois appelé, dans un entretien au *Monde*, à éviter tout triomphalisme prématuré. *« Nous avons déjà obtenu d'excellents résultats et nous comptons continuer. Nous devenons de plus en plus forts, nous n'avons jamais eu autant de sièges aux élections locales.*

Mais il ne faut pas se complaire dans l'autosatisfaction. » En effet, *« les conservateurs sont très doués pour laisser prévoir le pire. Ils avaient dit qu'ils pourraient perdre 2 000 sièges* [sur les 4 098 qu'ils remettaient en jeu, NDLR]. *Pour moi, c'était impossible. »* Il semble, en fait, que l'ampleur de la défaite soit encore plus grande, on s'orienterait vers une perte de 2 500 sièges.

« Depuis notre arrivée, le rythme des nouvelles adhésions a doublé »

« Des élections locales ne sont pas des élections générales, ces dernières sont prévues dans deux ans, et nous devons pousser notre avantage pour que de plus en plus de gens nous rejoignent. Depuis notre arrivée au pouvoir, Tony Blair et moi [en juillet 1994], *le rythme des nouvelles adhésions a doublé. »* Le dirigeant travailliste affirme même : *« Des tories quittent leur parti pour venir directement chez nous, et non plus chez les libéraux-démocrates. »* John Prescott attribue très largement ce renforcement du courant anticonservateur au *« leadership de Tony et à ce qu'il représente »*. En prenant le risque de modifier la clause IV, qui est au cœur des statuts du Labour, M. Blair a fait un pari qui, selon son adjoint, s'est révélé payant.

« C'était important, explique-t-il, *car cela mettait l'accent sur un nouveau Labour. Cela a créé un déclic dans l'esprit des gens qui ne votaient pas pour nous. Ils pensent désormais que Tony représente mieux leurs valeurs, celles des classes moyennes, qu'il est l'un d'entre eux. Ils savent ce qu'il défend. Le principal test de leadership consiste à savoir si un dirigeant est fort ou faible face aux syndicats, et l'attitude de Tony Blair a impressionné le public. De même que l'impopularité des tories et le sentiment généralisé de l'incompétence du premier ministre, John Major ».* Mais, ajoute-t-il, on peut s'interroger sur la profondeur de ce soutien, s'il ne s'agit pas seulement de gens qui ont pris le train en marche.

Pour consolider ses acquis, le Labour compte sur le charisme de son chef, *« son courage et sa vision »* qui lui ont permis de lancer un débat jugé, à tort, perdu d'avance sur la clause IV. *« Sa nouvelle formulation est plus appropriée même si,* ironise M. Prescott, *il faudra imprimer des cartes de membre beaucoup plus grandes pour qu'elle puisse y figurer en texte intégral. Mais il faudra aussi la mettre en pratique. Lors de la campagne pour les législatives, nous ferons encore moins de promesses qu'auparavant : nous ne voulons pas seulement être élus une fois, mais être réélus au bout de cinq ans. »*

Cette campagne sera préparée dans le plus grand sérieux – cela a d'ailleurs déjà commencé – et *« il n'est pas question de rendre public un manifeste trois semaines avant le vote pour passer les derniers jours à en convaincre l'électorat »*. Le programme de M. Blair, affirme son second, sera centré sur la renationalisation du système de santé, la question brûlante de l'éducation *« pour éviter un système à deux vitesses »*, la hausse de la criminalité et l'emploi. *« Sur ces problèmes, nos valeurs diffèrent de celles du gouvernement. Nous devons proposer une alternative crédible. Par exemple, nous pensons que la société existe, pas les tories ; nous pensons que la société et la communauté se portent mieux si le gouvernement y a un rôle à jouer, eux croient que tout gouvernement est néfaste. »*

M. Prescott, qui a dirigé le groupe travailliste au Parlement de Strasbourg, regarde avec intérêt l'évolution de l'Europe et avec sympathie la candidature de Lionel Jospin. Ce qui n'empêche pas les différences d'approche entre Labour et PS, sur le rôle interventionniste de l'Etat, sur le consensus gauche-droite sur les questions d'intérêt national – comme la dissuasion nucléaire – ou sur la Politique agricole commune. *« La Grande-Bretagne est différente, nous sommes des insulaires. Nombre de nos hommes politiques ne sont pas ouverts au flux d'idées venues du continent ; ils ne comprennent pas les craintes des Européens d'une autre guerre, et les compromis qu'ils sont prêts à faire pour l'éviter. Ici, on pense que le nationalisme britannique, c'est bien, et que les nationalismes en Europe sont mauvais. »* Phrase révélatrice à la veille de la célébration du cinquantième anniversaire de la fin de la guerre.

Propos recueillis par
Patrice de Beer

La justice espagnole prononce 39 inculpations pour le financement illicite du Parti socialiste

MADRID
de notre correspondant

Pratiquement quatre ans après l'éclatement du scandale Filesa, du nom du dossier sur le financement occulte du Parti socialiste, le juge Marino Barbero vient de conclure son enquête. Trente-neuf personnes sont officiellement mises en accusation depuis le jeudi 4 mai dans cette affaire qui fut la première à éclabousser le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) sur le thème de la corruption. Parmi elles, figurent d'anciens dirigeants du parti comme Guillermo Galeote, responsable des finances, et Carlos Navarro, coordinateur financier du groupe parlementaire socialiste, qui furent contraints à la démission, ainsi que Josep Maria Sala, sénateur et dirigeant de cette formation en Catalogne. Tous sont accusés de faux en écritures commerciales et d'infraction à la législation électorale.

Après cent trente-six interrogatoires, trois perquisitions spectaculaires au siège central du PSOE, à Madrid, une autre à la Banque d'Espagne, la saisie de plus de cent mille documents, le juge Barbero, qualifié d'« *incorruptible* », n'a pas pu remonter plus haut dans l'échelle des responsabilités. Guillermo Galeote a tout pris sur lui, et le magistrat n'a pu retenir aucune charge contre le numéro deux du parti, Alfonso Guerra, considéré comme l'homme qui avait la haute main sur tout l'appareil.

« VÉRITÉ HISTORIQUE »

Ce juge, qui se faisait fort d'aboutir à la *« vérité historique »* de ce scandale, n'a pas mis au jour ce qu'il espérait. Il est vrai que le pouvoir socialiste ne lui a pas facilité la tâche et a multiplié les chausse-trappes. Sa ténacité a finalement abouti alors que la Cour des comptes avait estimé en juin 1992 qu'il n'y avait pas eu d'irrégularités et que le ministère public avaient jugé ses investigations superflues. Au bout du compte, pas moins de deux anciens membres de l'exécutif du PSOE, ainsi que dix-huit responsables d'entreprise et quatre patrons de banque accusés de faux en écritures commerciales, de détournement de fonds et de fraude fiscale risquent, si ces accusations sont confirmées dans les trois mois à venir de se retouver sur les bancs de la justice. Parmi eux, figurent notamment Emilio Ybarra, président de la BBV (Banque Bilbao Viscaya), l'ancien président du Banco Central Hispano (BCH), Alfonso Escamez, et une multitude de chefs de sociétés connues, dont Jean-François Pontal, des grands magasins de distribution Pryca, filiale de Carrefour, et des compagnies pétrolières.

Tous sont accusés d'avoir participé au financement illicite du PSOE pour la campagne des élections législatives de 1989 à travers une société holding comprenant les sociétes Filesa, Malesa et Time Export. Ces trois firmes étaient chargées d'alimenter les caisses du parti, sérieusement mises à mal par le référendum sur le maintien de l'Espagne dans l'OTAN, qui en 1986 avait coûté beaucoup d'argent et beaucoup d'efforts au pouvoir socialiste. Le procédé était classique. Il s'agissait de facturer à de grandes entreprises des études de marché ou des enquêtes bidons. En revanche, il n'a jamais pu être établi en échange de quoi ces *« simples libéralités »*, selon le rapport de trois experts, avaient été effectuées. Il s'agissait d'un véritable réseau de sociétés liées au PSOE dont la tâche était non seulement de procurer des fonds, mais de monter des campagnes de promotion.

Depuis quatre ans, cette affaire empoisonne le PSOE, qui en a toujours minimisé la portée. La clôture de l'instruction a été accueillie presque comme un soulagement par les responsables du parti, même si elle intervient à trois semaines d'une échéance électorale, les élections municipales et régionales du 28 mai. Tout d'abord, parce que l'enquête n'a pas permis de mettre en cause de hauts responsables. Ensuite, parce qu'on est convaincu, au sein du parti, que la substance de cette affaire ne mérite pas le bruit qui en a été fait autour. Enfin et surtout, parce qu'il va être possible désormais de démonter pièce par pièce l'instruction, dont le pouvoir dit que Marino Barbero a fait *« une affaire personnelle »*.

La suite judiciaire du dossier montrera le bien-fondé ou non de ces affirmations. Toujours est-il que Felipe Gonzalez a salué ces trente-neuf mises en accusation par cette phrase : *« Il était temps »*, alors que l'opposition estime que le financement délictueux du PSOE est aujourd'hui démontré et que ses principaux responsables doivent rendre des comptes.

Michel Bole-Richard

Les Serbes tentent de renforcer les liens entre leurs diverses milices d'ex-Yougoslavie

L'offensive croate a contribué à gommer les dissensions entre Belgrade, Pale et Knin

Comme après chaque épreuve militaire d'envergure, la Croatie, en relançant les hostilités, a provoqué un réflexe d'unité dans les rangs des différentes milices serbes. L'attaque en Krajina a en effet contribué à gommer les dissensions entre Serbes – ainsi, ceux de Croatie et de Bosnie ont tenu, jeudi 4 avril, un « conseil de défense conjoint » –, et a aussi offert un regain de popularité aux plus extrémistes d'entre eux.

SARAJEVO
de notre correspondant

L'offensive croate serait-elle en train de revitaliser l'alliance entre tous les Serbes d'ex-Yougoslavie ? Attaqués par leurs ennemis, se sentant incompris par la communauté internationale, les Serbes nationalistes sont en train d'utiliser l'attaque de Zagreb en Krajina pour fortifier les liens entre les diverses milices, comme cela fut le cas lors de chaque épreuve militaire d'envergure. Les troupes de Knin – le fief des sécessionnistes serbes de Croatie – ne peuvent seules faire face à l'armée gouvernementale croate, décidée à rétablir son autorité sur certains territoires perdus en 1991. Elles peuvent toutefois compter sur le soutien inconditionnel des « frères » de Bosnie-Herzégovine ou de Serbie.

Cette alliance des combattants pourrait poser de sérieux problèmes aux leaders politiques, notamment à Slobodan Milosevic, souvent désavoué par son peuple depuis qu'il a officiellement « lâché » les Serbes de Bosnie pour qu'ils acceptent le plan de paix du « groupe de contact ».

Les Serbes de Croatie et de Bosnie ont tenu, jeudi 4 avril, un « conseil de défense conjoint », à l'issue duquel ils ont menacé d'utiliser *« tout le potentiel disponible »* pour contrer l'offensive croate et reconquérir la Slavonie occidentale. Ce conseil, créé en février dernier, est présenté par les chefs des deux « Républiques » autoproclamées comme un premier pas vers l'unification.

LES EXTRÉMISTES RELANCÉS

Dès le premier jour de l'attaque de l'armée croate, Radovan Karadzic avait prévenu que les troupes serbes *« se défendront ensemble »*, précisant que les Serbes de Bosnie considéraient *« la Krajina comme étant* [leur] *terre »*. Les milices serbes de Knin et de Pale se battent ensemble, depuis six mois déjà, autour de l'enclave musulmane de Bihac, et collaborent pour le transport du carburant et du matériel militaire.

En Serbie où le président Milosevic demeure silencieux depuis qu'il a discrètement condamné l'*« acte criminel »* de la Croatie, des milices de volontaires ont été constituées afin de venir en aide aux Serbes de Krajina. Le plus célèbre chef paramilitaire, Zeljko Raznatovic, dit Arkan, a appelé jeudi *« les volontaires qui désirent défendre le peuple et les territoires serbes »* à rejoindre sa brigade. Depuis quatre ans, les « Tigres » d'Arkan, spécialisés dans le « nettoyage ethnique » des villes conquises, ont semé la terreur en Croatie puis en Bosnie. Un autre chef de milice, Vojislav Seselj, président du Parti radical serbe, a annoncé que des volontaires étaient déjà sur la route de la Krajina, où ils allaient combattre aux côtés des Serbes de Croatie. Ces brigades de volontaires, qui ont été vues l'an dernier en Bosnie, à Gorazde et à Bihac, ne sont pas totalement incontrôlées. Elles ne pourraient franchir les frontières sans l'assentiment de l'armée régulière, toujours contrôlée par Slobodan Milosevic.

Les Serbes de Radovan Karadzic, occupés par leurs combats avec l'armée gouvernementale bosniaque, ne pourront pas s'investir considérablement en Krajina. Toutefois, l'élément le plus important est dans le message politique. Les Serbes, d'où qu'ils soient, défendront toujours les autres Serbes. En utilisant ce thème dans ses discours, M. Karadzic s'attire des sympathies qui dépassent largement les frontières de son fief de Pale. Jusqu'en Serbie, le peuple a conscience que la guerre en ex-Yougoslavie ne sera gagnée que si les Serbes font front commun. La Croatie, en relançant les hostilités, aura contribué à gommer les dissensions apparues depuis un an entre Serbes, et à offrir un regain de popularité aux plus extrémistes d'entre eux.

Rémy Ourdan

Okucani, ville fantôme

OKUCANI
de notre envoyée spéciale

Quatre jours après l'offensive victorieuse de l'armée croate contre les milices sécessionistes serbes qui contrôlaient depuis 1991 une partie de la Slavonie occidentale, Okucani est toujours une ville fantôme. Les voitures de police et de l'armée font leurs rondes dans les rues désertes de cette petite ville située à une centaine de kilomètres au sud-est de Zagreb et où vivaient, avant la guerre, quelque 4 000 personnes, dont une moitié de Serbes et l'autre moitié de Croates. Depuis mardi 2 mai dans l'après-midi, les forces croates ont libéré la ville mais la situation reste précaire. Le long de la route qui mène au centre-ville s'alignent des maisons récemment abandonnées par les habitants. Poules, cochons et chiens errent paisiblement entre la rue et les jardins, sans se soucier de savoir aux mains de quelle armée est aujourd'hui Okucani.

Les façades des maisons portent les traces des combats, certes violents mais pas acharnés. Okucani n'a pas été dévastée : pas de gravats ni de ruines, seulement quelques murs éventrés par des obus ou criblés d'impacts de balles et de nombreuses vitres cassées. De toute évidence, les miliciens serbes n'ont pas opposé de résistance et ont fui avant l'entrée des troupes croates. Les voitures abandonnées dans les cours laissent également supposer que les civils ont été évacués de façon organisée en autobus pour être conduits par leurs propres milices de l'autre côté de la rivière Save, en territoire sous contrôle serbe de Bosnie, peu de temps après le déclenchement de l'offensive croate, dont tous savaient qu'elle visait à reprendre l'autoroute qui longe Okucani et qui relie Zagreb à l'est du pays.

En trente et une heures, l'armée croate concluait sans difficulté son offensive en Slavonie occidentale. 7 500 hommes appuyés par une vingtaine de chars et une soixantaine de pièces d'artillerie lourde infligeaient ainsi une première véritable défaite aux milices sécessionnistes serbes qui occupent depuis plus de trois ans le quart du territoire de la Croatie. Sans subir de graves pertes : le ministre croate de la défense, Gojko Susak, reconnaissait, jeudi 4 mai, avoir perdu dans cette opération-éclair 36 hommes et soulignait n'avoir *« engagé que 12 % de* [ses] *unités de combat »*.

Dans l'immédiat, la priorité du gouvernement croate reste de rétablir au plus vite la normalité dans les régions libérées et d'y restaurer l'autorité croate. Les délégations officielles sont ainsi dépêchées chaque jour dans des villes fantômes pour assister à l'ouverture d'un poste de police ou d'une radio locale ou à la prise de fonctions du maire. *« Cela semble peut-être paradoxal de venir aujourd'hui dans un village désert pour y rouvrir une banque, une poste ou une école, mais c'est la première étape pour que les gens reviennent »*, explique Vesna Fricki, représentante de la Banque commerciale de Zagreb, en visite jeudi à Jasenovac. *« C'est aussi par le biais de ce type d'établissement public que l'on restaure la souveraineté croate dans le pays »*, ajoute la jeune femme.

Les événements de ces derniers jours en Slavonie occidentale marquent sans doute un tournant décisif dans la politique de Zagreb. Après avoir démontré la capacité de son armée à planifier et à mener rondement une action, mais aussi sa volonté de rétablir dans les plus brefs délais une vie normale dans les régions reconquises afin de permettre le retour rapide des réfugiés croates et des Serbes qui le souhaitent, les autorités croates estiment que la balle est, cette fois, dans leur camp. Zagreb abandonne donc l'offensive qui avait caractérisé sa politique de ces dernières années pour adopter une attitude de plus en plus agressive vis-à-vis des Serbes. L'objectif est de débloquer la situation en accentuant la pression sur ces derniers jusqu'à ce qu'ils infléchissent leur position et acceptent de négocier.

Parallèlement à l'offensive en Slavonie occidentale, l'armée croate avait mis la pression sur les fronts sud et est. Près d'un millier de soldats ont déjà pénétré, depuis le début de la semaine, dans la région de Gospic et Otocac, s'emparant d'une colline stratégique d'où l'on peut observer l'aérodrome d'Udbina, utilisé par les avions serbes pour bombarder l'enclave bosniaque de Bihac. Plusieurs centaines de soldats se sont également regroupés face à la Slavonie orientale, limitrophe de la Serbie.

Florence Hartmann

Les étudiants russes, désormais appelés sous les drapeaux dès la fin de leurs études, craignent d'être envoyés en Tchétchénie

MOSCOU
de notre correspondant

« On ne se signe pas avant que la foudre soit tombée » : les responsables des syndicats d'étudiants russes, héritiers des centrales contrôlées par le Parti communiste, expliquent par un proverbe pourquoi les universités n'ont pas encore réagi à la volonté d'une armée russe, enlisée en Tchétchénie et qui manque d'hommes, d'appeler les étudiants sous les drapeaux. Pourtant la foudre menace. Le président Boris Eltsine a signé samedi 29 avril, en pleine période de fêtes, des amendements à la loi sur le service militaire (*Le Monde* du 3 mai).

Selon ces modifications adoptées par le Parlement lors d'une séance à huis clos, les étudiants, qui étaient jusqu'alors, dans leur grande majorité, dispensés du service par le jeu des reports et des formations militaires, devront accomplir, dès l'obtention du diplôme, leurs obligations militaires, rallongées par le décret d'un an et demi à deux ans.

Pire, les étudiants risquent de servir, pendant la première année, comme soldats et non plus comme officiers. Ce qui, dans l'armée russe, revient presque à dire en tant que victimes et non pas bourreaux. Les sévices et autres bizutages subis par les soldats du rang poussent près de la moitié des appelés à l'insoumission. Si la plus grande confusion règne encore dans les facultés de Moscou, c'est que les étudiants et leurs dirigeants syndicaux ignorent toujours à quelle sauce ils vont être mangés. Et pour cause : la version finale de la loi signée par le président russe n'avait toujours pas été publiée vendredi 5 mai.

Certes, les deux oukases qui accompagnent la loi amendée ont finalement été reproduits, jeudi 4 mai, par le journal officiel du gouvernement, la *Rossiskoïa Gazeta*. Et ils n'augurent rien de bon. Les seules dispenses accordées par ces textes concernent ceux qui soutiennent une thèse de doctorat de troisième cycle ou ceux qui travailleront dans le secteur d'Etat.

Si la révolte n'est pas au rendez-vous sur les campus russes, c'est peut-être, outre l'apathie générale de la société, parce que le scénario, classique, mis au point par le pouvoir pour diluer l'effet de choc semble bien fonctionner : la loi a été adoptée en catimini par les députés, qui ne disposaient pas de texte écrit, puis signée en période de vacances par le président, enfin diffusée par bribes par une presse en congé.

Mais c'est sans doute aussi parce que les syndicats d'étudiants ressemblent plus à des relais de transmission du pouvoir qu'à des organisations contestataires. *« Ce sont les mêmes qu'avant avec un nom différent. Les syndicats ne font rien : c'est la nomenklatura »*, estime un responsable du Comité des mères de soldats, hébergé dans un local d'État qui a été placé sous bonne garde pour en filtrer l'accès. Oleg Denissov, le leader des étudiants russes, a étudié dans l'un des instituts réputés, contrôlés par le KGB. Président de l'Association des syndicats d'étudiants de Russie, il était dans la section la plus liée *« aux organes »*, celle où l'on apprend à construire des missiles...

Officiellement, les étudiants ne manifestent pas contre la fin des exemptions mais contre l'abolition du privilège d'être officier

Quoi qu'il en soit, les syndicats d'étudiants, auxquels il est indispensable d'adhérer pour toucher sa bourse ou avoir sa carte de transport, sont bien entendu *« apolitiques »* et ont choisi une ligne de défense *« patriotique »*. Oleg Denissov, qui n'aime pas *« les extrémistes »*, explique que *« cela ne fait pas bien de dire que l'on ne veut pas faire l'armée »*, même s'il concède que c'est souvent le cas. Les étudiants interrogés sur le campus avouent tous leur peur d'être envoyés en Tchétchénie, où la guerre dévore chaque jour des vies russes. Pourtant, officiellement, les étudiants ne manifestent pas contre la fin des exemptions mais contre l'abolition du privilège d'être officier.

Si personne, pour l'instant, ne se révolte, c'est aussi parce que les lois en Russie ont une valeur toute relative. L'existence des sursis n'a pas empêché l'armée d'enrôler des étudiants, selon le Comité des mères de soldats, qui fait état de soixante à soixante-dix cas dans la seule région de Moscou pour janvier et février. Et la fin de l'exemption n'est pas non plus vécue comme un drame. Les étudiants estiment que les prix des documents qui permettront encore d'échapper au service (contrat avec une entreprise d'Etat, certificat médicaux) vont tout simplement grimper.

Jean-Baptiste Naudet

Cinq étrangers assassinés dans le sud de l'Algérie

CINQ ÉTRANGERS – deux Français, un Canadien, un Anglais, un Tunisien – et un Algérien ont été assassinés, vendredi 5 mai, à Ghardaïa, à 600 km au sud d'Alger. Selon un communiqué officiel, les assassinats ont eu lieu dans la zone industrielle de Bou Noura, située un peu à l'écart de la capitale du M'zab. Les cinq victimes travaillaient comme coopérants dans une entreprise de fabrication de matériel d'irrigation. Depuis septembre 1993, 79 étrangers, dont 27 Français, ont été tués dans des attentats attribués, officiellement, aux groupes islamistes armés. – *(AFP, Reuter.)*

Fin de l'intervention turque dans le nord de l'Irak

LE MINISTRE turc de la défense, Mehmet Gölhan, a déclaré, jeudi 4 mai, que l'ensemble des troupes engagées depuis le 20 mars dernier contre les bases du PKK au nord de l'Irak avaient été rapatriées. Le vice-premier ministre, Hikmet Cetin, a, par la suite, précisé que quelques hommes se trouvaient encore en territoire irakien, mais l'incursion militaire semble sur le point de se terminer. Le bilan officiel des pertes infligées au PKK serait de 555 morts et 13 prisonniers. Le gouvernement cherche maintenant à définir la politique régionale de la Turquie, après son offensive en Irak. Une délégation du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) est en pourparlers avec les autorités turques pour tenter de trouver une formule satisfaisante pour le maintien de la sécurité frontalière contre les incursions du PKK.– *(Corresp.)*

AMÉRIQUES

■ **ÉTATS-UNIS : le défenseur russe des droits de l'homme, Sergueï Kovalev,** a été brièvement reçu, jeudi 4 mai, par le président américain, Bill Clinton. M. Kovalev a été démis de ses fonctions de conseiller du président russe Boris Eltsine en mars pour avoir dénoncé les exactions de l'armée russe en Tchétchénie. – *(AFP.)*

■ **Les secouristes** ont mis fin, vendredi 5 mai, à leurs recherches pour retrouver de nouvelles victimes de l'attentat du 19 avril à Oklahoma City, le bilan s'établissant maintenant à 168 morts et 2 disparus, ont annoncé les autorités locales.

■ **ARGENTINE : les avocats des familles de deux religieuses françaises** et d'une ressortissante suisse ayant disparu sous la dictature militaire (1976-1983) ont réclamé, jeudi 4 mai, la réouverture des dossiers des trois femmes. Les avocats de la jeune Suissesse, Dagmar Hagelin, ont demandé également l'annulation des mesures de grâce dont ont bénéficié les officiers condamnés pour leurs actes durant cette période noire. – *(AFP.)*

■ **José Estenssoro, président de la compagnie pétrolière argentine** semi-publique Yacimientos Petroliferos Fiscales (YPF), est mort dans un accident d'avion le 4 mai près de Quito (Equateur). Aucun survivant ne figurait parmi les dix-huit passagers. – *(AFP.)*

EUROPE

■ **ESPAGNE : la police municipale d'Algesiras, port** du sud de l'Espagne, a renforcé ses contrôles des camions de poissons provenant du Maroc, a-t-on appris jeudi 4 mai, de source policière locale. Cette mesure a été prise en représailles à la suspension des négociations pour le renouvellement de l'accord sur la pêche entre l'UE et Rabat. – *(AFP.)*

■ **RUSSIE : l'élection présidentielle devrait avoir lieu** comme prévu en juin 1996, aux termes de la loi approuvée, jeudi 4 mai, par le Conseil de la Fédération (Chambre haute du Parlement russe) et qui ne nécessite plus que la signature du président Boris Eltsine. Un million de signatures seront suffisantes pour les candidats qui veulent entrer en lice, au lieu de 1,5 million initialement exigées par la Douma (Chambre basse). – *(AFP.)*

■ **Le ministre russe de la défense Pavel Gratchev** a demandé, jeudi 4 mai, de prendre en main les ventes d'armes à l'étranger, qui sont jusqu'à présent le monopole de la compagnie d'Etat Rosvooroujenié. – *(AFP.)*

■ **BULGARIE : Sofia posera en 1996 sa candidature à l'Union européenne (UE),** a annoncé le premier ministre bulgare, Jean Videnov, lors d'une rencontre, jeudi 4 mai, avec Hans van den Broek, commissaire européen chargé des relations avec les pays de l'Est. – *(AFP.)*

■ **LETTONIE : Riga a célébré ses cinq ans d'indépendance,** jeudi 4mai, en dynamitant en grande pompe le *« monstre de Skrunda »*. Ce bâtiment abritait le radar stratégique russe en Lettonie, symbole de l'occupation militaire soviétique des pays baltes. – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

■ **ISRAËL : des roquettes tirées à partir du Liban** sont tombées, vendredi 5 mai, sur le nord d'Israël, faisant trois blessés légers, selon des sources militaires. La veille, Israël avait bombardé plusieurs villages du Liban sud, tuant deux civils, dont une fillette, et blessant trois autres. – *(AFP, Reuter.)*

AFRIQUE

■ **SIERRA LEONE : deux cents personnes ont été tuées** lors d'une attaque sur la ville de Koidu, à 250 kilomètres à l'est de Freetown, la capitale. La télévision gouvernementale, qui a diffusé des images de cadavres jonchant les rues de la ville, a attribué ce massacre à la rébellion du Front révolutionnaire uni (RUF). Le porte-parole de ce mouvement à Abidjan a rejeté toute responsabilité dans cette opération. – *(AFP.)*

ÉCONOMIE

■ **GRANDE-BRETAGNE : le gouvernement a donné son feu vert,** jeudi 4 mai, à un plan de privatisation de l'électricité nucléaire en Angleterre, au Pays de Galles et en Ecosse. Cette mesure pourrait rapporter jusqu'à 3 milliards de livres (23,4 milliards de francs). Selon les informations obtenues par la BBC, l'annonce officielle de la privatisation devrait intervenir dans les prochains jours. – *(AFP.)*

■ **ESPAGNE : le produit intérieur brut (PIB)** a augmenté au premier trimestre de 2,8 % par rapport à la période correspondante de 1994, indique le rapport trimestriel de la Banque d'Espagne publié jeudi à Madrid. La demande intérieure s'est accrue de 3 % grâce aux investissements (+ 6 %). La consommation des ménages (+ 2 %) connaît une relative stagnation. Le retour à la croissance (+ 2 % en 1994) se traduit par une amélioration sur le plan de l'emploi, mais le déficit public, en hausse de 26 % pour le trimestre, reste un problème. Ce trimestre a été marqué aussi par des tensions inflationnistes liées à des augmentations d'impôts indirects et à la sécheresse. Au 31 mars, l'inflation évoluait au rytme de 5,1 % par an.- *(AFP.)*

■ **RUSSIE : des banques russes proposent à l'Etat de le soutenir,** en échange de prises de participation dans les entreprises privatisées. L'opération, qui permettrait de réduire le déficit budgétaire du pays, va être officiellement étudiée par le gouvernement, a déclaré cette semaine Alexandre Livchits, le principal conseiller économique de Boris Eltsine. Elle prendrait la forme d'un crédit fait à l'Etat, d'un montant de 2 milliards de dollars environ, grâce auquel les établissements de crédit intéressés (Inkombank, Stolitchny, Imperial, Menatep, Oneximbank, Vozrojdenye et la Compagnie financière internationale) pourraient obtenir des minorités de contrôle dans le capital des grandes entreprises concernées. La proposition suscite déjà des controverses, certaines grandes entreprises étant farouchement opposées à de telles prises de participation, qui accroîtraient indûment le pouvoir de quelques banques sur le tissu industriel russe.

La peine de mort est requise contre l'ancien chef des Forces libanaises

AMMAN
de notre correspondante au Proche-Orient

« Si vous voulez me crucifier, faites-le, mais sans dénaturer les faits. » C'est ainsi que Samir Geagea, ancien chef de la puissante milice chrétienne des Forces libanaises (FL), s'est adressé à la Cour de justice, à la fin du procès sur l'assassinat du dirigeant chrétien Dany Chamoun, et de sa famille. Le procureur général, Mounif Oueidate, venait de requérir contre lui la peine de mort.

Clamant son innocence depuis l'ouverture du procès, le 19 novembre, M. Geagea a ajouté, traduisant un sentiment très largement partagé au Liban : *« Ma libération dépendra, comme cela a été le cas pour mon incarcération, de considérations d'ordre politique. »* Ce thème a été au centre de la plaidoirie des avocats, qui ont demandé son acquittement faute de *« preuves tangibles »*, jugeant que l'accusation est fondée sur des déductions, des racontars et des ragots. La défense a néanmoins affirmé qu'elle gardait confiance dans la Cour de justice, tribunal d'exception, dont les verdicts sont sans appel. Faisant référence à un autre procès très politique, celui du Parti populaire syrien (PPS), en 1961, l'ancien bâtonnier, Issam Karam, a rappelé qu'un juge avait alors démissionné en raison des pressions politiques et qu'un autre avait exprimé son désaccord avec le verdict.

Le procureur a conclu à la *« responsabilité directe »* de M. Geagea, se basant sur la *« convergence des preuves matérielles et des mobiles du crime »*. Selon lui, l'intéressé voulait *« se débarrasser d'un obstacle à son ambition d'imposer sa suprématie sur le camp chrétien »*. Dany Chamoun et les siens ont été assassinés le 20 octobre 1990, une semaine après la chute du général Michel Aoun, évincé du pouvoir par une opération militaire syro-libanaise.

Cinq ans après la fin de la guerre, M. Geagea est le seul chef de milice à avoir été inquiété, ses rivaux pro-syriens étant aujourd'hui ministres. Après avoir soutenu les accords de réconciliation de Taëf de 1989, il avait refusé d'entrer au gouvernement, considérant que les chrétiens étaient insuffisamment représentés. Il s'était placé dans l'opposition, ce qui lui vaut sans doute ce procès, comme l'ont laissé entendre de hauts responsables de l'Etat.

A l'exception du patriarche maronite Nasrallah Sfeir, qui a dénoncé une justice à deux vitesses pour les crimes de guerre, ce procès n'a pas suscité de grandes polémiques. Le verdict, prévu le 24 juin, pourrait être couplé avec celui d'un deuxième procès sur un attentat à l'explosif qui avait fait onze morts dans une église, près de Jounié, et pour lequel M. Geagea risque aussi la peine de mort.

Françoise Chipaux

Les éleveurs tutsis reviennent au Rwanda

L'irruption dans la région de la Mutara et le parc national de l'Akagera, au nord du pays, des troupeaux des pasteurs exilés en Ouganda au moment où la saison sèche approche pourrait provoquer une catastrophe écologique

Les Hutus du camp de Kibeho, théâtre d'un massacre perpétré par l'Armée patriotique rwandaise (APR), le 22 avril, ont continué de regagner leurs villages. Jeudi 4 mai, il ne restait plus sur place qu'un millier de « déplacés », dont de nombreux enfants malades. La veille, à Kigali, la commission d'enquête internationale sur le massacre de Kibeho s'était réunie pour la première fois. Le ministre de l'information, Jean-Pierre Nkuliyingoma, a qualifié cette rencontre de *« symbolique »*, la totalité des membres de la commission, dont les travaux devraient commencer le 8 mai, n'étant pas encore arrivés au Rwanda. Le retour des « déplacés » chez eux s'accompagne fréquemment de violences. Dans le nord-est du pays, ce sont les Tutsis, exilés depuis des décennies en Ouganda, qui reviennent, avec leurs troupeaux, menaçant le fragile équilibre d'une région déshéritée.

NYAGATARE
de notre envoyé spécial

Au nord-est du Rwanda, la région de la Mutara n'est plus – en apparence – *tout à fait* rwandaise. Sur la route qui relie l'Ouganda au Burundi, les taxis collectifs, les voitures et les camions ont tous la conduite à droite et des plaques minéralogiques ougandaises. *Dans les hameaux et les villes*, les femmes arborent des robes chatoyantes aux épaulettes proéminentes. Ceux qui parlent une autre langue que le kinyarwandais s'expriment en anglais. La diaspora tutsie *qui avait fui le Rwanda au* cours des dernières décennies rentre de son long exil ougandais.

Les femmes et les enfants arrivent seuls. Les hommes les rejoignent, quelques semaines plus *tard. Ils viennent à pied, poussant* devant eux leurs troupeaux. Les Tutsis sont des pasteurs. Ils n'ont pas perdu leurs traditions. Selon le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR), six cent mille sont déjà là, *avec un cheptel de 1,5 million de* têtes de bétail. Quatre cent mille sont encore en Ouganda et pourrait bientôt rentrer au pays. D'autant qu'à Kampala, on se dispose à adopter une loi qui rendrait illégal le séjour de tout Rwandais ne pouvant justifier d'antécédent familial en Ouganda avant le 1er février 1926...

600 ARRIVÉES PAR JOUR

Nyagatare, la principale agglomération de la région, a changé de visage. En contrebas de la rue principale, un nouveau quartier a surgi. *Les murs de* terre n'ont pas eu le temps de sécher. Les véhicules tout terraint des organisations humanitaires croisent les blindés de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda *(Minuar) : 500 « casques bleus »* nigériens sont cantonnés à la sortie de la ville. L'Agence adventiste pour le développement et le secours (ADRA), organisation non gouvernementale (ONG) américaine, *a installé un camp de transit* pour les nouveaux arrivants.

« Nous nous sommes installés ici en septembre, pour quatre mois, pensant que tout irait très vite, raconte Etienne Rukundo, le chef du projet. *Mais ils continuent d'affluer au rythme de 600 à 700 chaque jour. Ils sont démunis. On doit les aider. »* Le HCR leur fournit des couvertures, des bâches de plastique et des marmites. ADRA les enregistre et leur distribue les vivres acheminés par le Programme alimentaire mondial (PAM).

Dès que les hommes les ont rejointes, les familles, munies de provisions pour deux semaines, partent s'installer là où elles pensent trouver des pâturages. *« Ils ne peuvent pas vivre sans leurs vaches. Ils arrivent avec quelques dizaines de têtes, le gros des troupeaux reste en Ouganda. Mais il ne leur vient pas à l'idée de vendre leurs bêtes pour s'installer. Ils sont pasteurs, c'est un bétail de prestige qui montre leur statut social »*, remarque Etienne Rukundo.

FIN DES PLUIES

Comme dans un western-spaghetti, un troupeau de vaches se détache au faîte d'une colline, *dans le rougeoiement du soleil levant*. Deux silhouettes munies de bâtons poussent lentement les bêtes vers le sud-est, à travers le parc national de l'Akagera, réserve naturelle pour la faune et la flore. *Hommes et troupeaux ont repoussé* les buffles et les antilopes, qui foisonnaient auparavant, plus à l'est vers la frontière tanzanienne.

La savane est constellée de taches bleues et blanches. Des milliers de familles sont installées. Certaines ont déjà dressé des enclos, faits de branches d'épineux. *« On pourrait penser que tout va pour le mieux*, explique le responsable d'une autre ONG occidentale, *mais, en réalité, on court à la catastrophe. Les éleveurs sont en compétition avec les agriculteurs et le parc, chacun essayant de tirer le maximum du peu de ressources naturelles existantes, alors qu'il y a peu d'eau, peu de terres cultivables et pas assez de pâturages. »*

Le piège de la Mutara et de l'Akagera *se referme sur eux. La* saison sèche va succéder aux pluies, l'herbe va jaunir, les bêtes vont mourir. Celles qui sont plus à l'est dans le parc sont déjà la proie des mouches tsé-tsé, et de divers parasites. *Sans un minimum de* soins, sans eau, sans pâtures, le bétail ne survivra pas. L'expérience des anciens n'aura pas servi. Plusieurs *tentatives de peuplement* de cette région ont échoué *dans* le passé.

Seule, la bande de terre bordant l'Ouganda est fertile. Agronomes et spécialistes de l'écosystème estiment que 50 000 personnes pourraient raisonnablement s'installer dans la Mutara. Mais la région – la réserve de chasse et l'Akagera – est truffée de mines qui tuent ou blessent tous les jours. Les soldats du Front patriotique rwandais (FPR) contrôlaient cette partie du pays depuis l'invasion d'octobre 1990. La plupart des Hutus sont partis, leurs biens ont été repris par les Tutsis. Et le gouvernement est décidé, vaille que vaille, à développer cette région qu'il considère comme le foyer tutsi du Rwanda.

DISTRIBUTION DE PARCELLES

Le ministère de la réhabilitation a commencé à identifier et à distribuer des parcelles de terre autour de Nyagatare. Il compte sur l'aide internationale et les ONG – qu'il voue aux gémonies – pour *faire sortir de terre les infrastructures et... l'eau*. Une étude présentée au gouvernement et au HCR, début avril, montrait pourtant que l'Akagera et la réserve de chasse, véritables pompes à devises, ne *devaient en aucun cas être touchées* tant que la population du Rwanda n'atteindrait pas les 10 millions d'habitants.

Frédéric Fritscher

Le pouvoir sud-africain juge la presse trop critique

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Le pasteur Allan Boesak n'en a pas encore fini avec les accusations de corruption. Alors qu'une commission d'enquête, créée par la présidence, vient de le laver de tout soupçon, de nouvelles révélations relancent une affaire que le pouvoir croyait classée.

Figure marquante de la lutte contre l'apartheid, M. Boesak, ancien président de l'Alliance mondiale des Eglises réformées et, il y a peu de temps encore, « patron » du Congrès national africain (ANC) pour la partie occidentale de la province du Cap, avait été accusé, à la fin de l'an dernier, d'avoir utilisé à son profit une partie de *l'argent versé par les églises danoises* pour financer les œuvres de sa Fondation pour la paix et la justice. Accusations vigoureusement réfutées par l'intéressé, mais qui l'avaient néanmoins conduit à renoncer provisoirement au poste d'ambassadeur auprès des Nations unies à Genève, où venait de le nommer le président Mandela (*Le Monde* du 15 février). Soucieux de ne pas être accusé de couvrir les errements de ses amis, le président avait commandé une enquête « interne » afin de faire toute la lumière sur les détournements de fonds supposés. Confiée à une avocate, Mojanku Gumbi, conseiller juridique du vice-président Thabo Mbeki, cette investigation, qui court-circuite l'enquête judiciaire en cours, a conclu, la semaine dernière, à l'innocence du pasteur Boesak. M. Mandela s'en est aussitôt félicité, ajoutant que le pasteur Boesak méritait *« un poste diplomatique important »*.

L'ARGUMENT SPÉCIEUX DES CAPITAUX BLANCS

Il n'en a pas fallu davantage pour que les représentants locaux des donateurs scandinaves, les partis politiques autres que l'ANC et une bonne partie de la presse accusent la présidence de vouloir blanchir à bon compte l'un de ses proches. Selon Mme Gumbi, *l'examen des pièces existantes* ne fournit aucune preuve d'enrichissement personnel. Mais le cabinet d'audit chargé par les Scandinaves de passer au *peigne fin les comptes du pasteur ne l'entend pas de* cette oreille. Mme Gumbi s'est *« grossièrement trompée »* dans l'évaluation des documents en sa possession, affirme-t-il, réfutant point par point son rapport dans la dernière livraison de l'hebdomadaire *Weekly Mail & Guardian*.

Au delà du cas Boesak, la polémique est en train d'investir le terrain de la déontologie journalistique. Plusieurs hauts responsables de l'ANC estiment en effet que dans cette affaire, comme dans celle – récente – mettant en cause Winnie Mandela, les médias se sont montrés partiaux. A plusieurs reprises, M. Mbeki a *affirmé que la presse, majoritairement* contrôlée par des capitaux blancs, menait un combat d'arrière-garde pour conserver ce qui peut l'être encore de l'ancien ordre des choses. L'argument est spécieux, mais cette réthorique hâtive trouve un écho dans les rangs de l'appareil de l'ANC ainsi qu'au sein des petits partis nationalistes noirs, tels que le Congrès panafricain et l'Azapo, non représentés au gouvernement mais dont l'audience idéologique est importante.

Coïncidence ou offensive concertée ? C'est le moment qu'a choisi le gouvernement pour faire connaître sa volonté de présenter bientôt, chaque semaine et aux heures de plus grande écoute, les résultats de sa politique sur les chaînes de la radio et de la télévision nationales. Le Parti national, l'Inkhata et le Parti démocratique ont aussitôt souligné les dangers de propagande que comportait un tel projet. Mais le pouvoir semble ne pas vouloir en démordre. Dans un récent entretien accordé au quotidien *The Star*, M. Mbeki affirmait ainsi que la presse jugeait l'action gouvernementale d'*« un point de vue hostile »*, en mettant l'accent sur ce qui va mal. *« Le problème n'est pas ce qu'elle écrit*, ajoutait-il, *mais ce qu'elle n'écrit pas. »*

Georges Marion

L'opposition ivoirienne réunit dix mille manifestants à Abidjan

POUR LA PREMIÈRE FOIS depuis 1992, Abidjan a connu une manifestation de rue. A l'appel des partis d'opposition réunis au sein *du Front républicain, dix mille* manifestants ont demandé le retrait du code électoral voté par les députés du Parti démocratique de Côte-d'Ivoire (PDCI), l'ancien parti unique. Le cortège, qui a évité le *quartier du Plateau – celui des affaires* et des boutiques de luxe –, est allé, sans incidents, du stade Félix-Houphouët-Boigny au quartier populaire de Marcory.

Le 18 février 1992, une manifestation antigouvernementale *qui* avait traversé le Plateau, avait été suivie de pillages. Le dirigeant de gauche Laurent Gbagbo avait alors été emprisonné en vertu d'un texte inspiré de la loi anticasseurs française.

Les deux principaux partis d'opposition – le Front populaire ivoirien (FPI), social-démocrate, de M. Gbagbo et le Rassemblement des républicains (RDR), centriste, créé pour soutenir la candidature à la magistrature suprême de l'ancien premier ministre, Alassane Ouattara – estiment que le code électoral a été rédigé dans le seul but d'assurer le succès d'Henri Konan Bédié, chef de l'Etat depuis la mort de M. Houphouët-Boigny, en décembre 1993. Le scrutin présidentiel qui est prévu pour octobre 1995, devrait être suivi d'élections législatives et municipales.

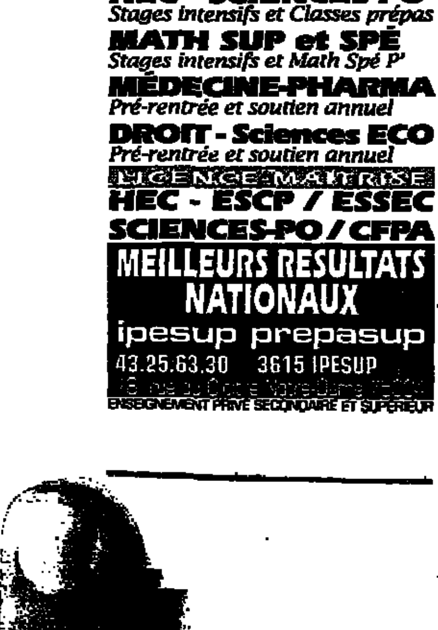
Le code électoral exige du futur *président qu'il soit « ivoirien de naissance né de père et de mère eux-mêmes ivoiriens de naissance »* et qu'il ait résidé en Côte-d'Ivoire dans les cinq ans précédant le scrutin.

RECHERCHE D'APAISEMENT

M. Ouattara, directeur adjoint du FMI, d'ascendance burkinabé, selon les partisans de M. Bédié, serait ainsi écarté. Or, M. Gbagbo *estime qu'un face-à-face entre lui-même* et l'actuel président se solderait presque certainement par une victoire de ce dernier dès le premier tour.

Le FPI milite donc avec le RDR pour que M. Ouattara puisse être candidat. En revanche, les deux partis ont entamé des pourparlers afin de présenter des candidats communs aux élections législatives. Après une période de vive tension, il semble que le pouvoir et l'opposition cherchent à apaiser les choses. Le chef de l'Etat a récemment reçu les dirigeants du FPI et du RDR. Il a aussi accepté la présence d'observateurs étrangers lors de l'élection présidentielle.

T. S.



L'aide au développement mise à mal par les pays industriels

LES REPRÉSENTANTS des pays industriels pour l'aide au développement s'inquiètent du risque de réduction massive de l'aide extérieure des Etats-Unis. Si le Congrès, à majorité républicaine, mettait à exécution ses menaces d'une réduction drastique des crédits d'aide au développement, c'est l'avenir de l'ensemble de l'effort de coopération pour le développement qui serait remis en question ont estimé les 22 membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE réunis mercredi 3 et jeudi 4 mai au château de la Muette, à Paris.

Carol Lancaster, vice-administrateur de l'Agence américaine pour le développement international (Usaid) a indiqué que le Congrès cherchait actuellement à réduire d'environ 4 milliards de dollars le budget de 20 milliards de dollars des affaires étrangères, dont près de la moitié est consacrée à l'aide extérieure. Les Etats Unis ont apporté un peu moins de 10 milliards d'aide en 1993, soit seulement 0,15 % de leur PNB, deux fois moins que la norme du Comité d'aide au développement, qui est de 0,30 % du PNB. De son côté, James Michel, le président américain du CAD a déclaré qu'il y avait actuellement des *« opportunités et des besoins remarquables »* en matière d'aide officielle. Le CAD fournit environ 90 % de l'aide officielle au développement accordée aux pays les plus pauvres.

L'attitude des Républicains au Congrès est une menace d'autant plus importante pour l'aide au développement qu'elle trouve des échos dans d'autres pays donateurs en proie à de graves difficultés budgétaires. Signe des tensions qui opposent le gouvernement Clinton au Congrès à *majorité républicaine*, James Michel a déclaré que toute réduction de l'aide américaine pousserait les autres pays donateurs à se demander pourquoi ils devraient *« faire plus alors que d'autres font moins »*.

La disparition des quatre Français en Casamance compromet la reprise du tourisme au Sénégal

DAKAR
de notre envoyé spécial

Un mois presque jour pour jour après leur disparition, le 6 avril en basse Casamance, dans le sud du Sénégal, les quatre touristes français demeurent introuvables. *« Nous n'avons encore trouvé aucune piste fiable »*, a admis le *premier ministre, Habib Thiam, jeudi* 4 mai, à Dakar, à l'issue d'un entretien avec Marie-Joëlle Gelifier, la sœur de l'un des quatre disparus, venue avec son mari *« s'informer »* sur place.

« Plus d'un millier de soldats d'élite de l'armée sont engagés dans les recherches. Elles continueront aussi longtemps que nécessaire », a indiqué M. Thiam, qui a exclu l'hypothèse d'une « bavure » des militaires. *« C'est une hypothèse à rejeter. Le Sénégal est un pays organisé »*, s'est-il exclamé, avant de rappeler que quatre soldats participant aux recherches avaient été tués et une vingtaine d'autres blessés au cours d'accrochages avec les indépendantistes du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC), soupçonné d'être à l'origine de la disparition des deux couples de Français.

Le premier ministre n'a pas écarté l'hypothèse selon laquelle les touristes seraient retenus en Gambie ou en Guinée-Bissau par les indépendantistes. Dès le départ, le MFDC a nié être impliqué dans cet enlèvement. Pourtant, son animateur principal, l'abbé Diamacoune Senghor, a été placé en résidence surveillée à Ziguinchor (*Le Monde* du 4 mai). M. et Mme Gelifier ont, semble-t-il, été invités par les autorités locales à ne pas demander à le rencontrer lors de leur visite, cette fin de semaine, dans la capitale de la basse Casamance.

La disparition des quatre Français pourrait avoir des conséquences graves pour l'économie sénégalaise. Le tourisme constitue en effet la troisième source de devises du pays derrière la pêche et l'exploitation des phosphates, et une source d'emplois non négligeable. Après deux années détestables – accident d'un avion charter en 1992, massacre d'une trentaine de pêcheurs en Casamance, l'année suivante –, le tourisme avait repris, dopé par la dévaluation du franc CFA. En 1994, le nombre de visiteurs étrangers – 346 000, dont une bonne partie de Français – a crû de 44 %.

Ce regain d'activité, qui avait surtout profité à la basse Casamance, principale zone touristique du pays grâce à l'existence de liaisons sans escale avec Paris, devrait déboucher sur un nouveau développement aujourd'hui remis en cause. Certes, la saison touristique – de décembre à mai – vient de s'achever. Mais, observe un spécialiste, *« les professionnels commencent d'ores et déjà à préparer leurs catalogues de la saison prochaine. Or, sauf si les touristes sont rapidement retrouvés sains et saufs, l'image de marque du Sénégal va être durablement ternie »*.

Jean-Pierre Tuquoi

La Chine renforce son emprise sur Hongkong

Pékin est en train d'étoffer ses réseaux politiques et économiques dans la colonie britannique

HONGKONG
de notre envoyé spécial

Nichée au pied du gratte-ciel verdâtre qui surplombe les flots de Victoria Harbour, la librairie ne désemplit pas. Aux côtés d'ouvrages navrés sur les mœurs royales de Buckingham Palace, on peut consulter un rayon bien approvisionné de livres sur la Chine. Toutes les biographies de Deng Xiaoping y trônent, bien sûr, mais une série d'abécédaires sur la structure du capital ou le système institutionnel chinois y sont aussi fort bien mis en valeur. Un titre résume cette encyclopédie embryonnaire : *How to Deal with Chinese ?* (comment traiter avec les Chinois ?). Détail croustillant : la librairie est logée dans le même immeuble qui abrite... la Bourse de Hongkong.

Personne ne trouve plus vraiment insolite, ici, cette coexistence entre Pékin et l'un des temples du capitalisme mondial. Depuis la déclaration commune sino-britannique de 1984 programmant pour le 1er juillet 1997 le retour de Hongkong dans le giron chinois, le compte à rebours scande inexorablement la vie quotidienne. Le transfert de souveraineté, c'est dans... près de huit cents jours, répète-t-on à chaque conversation. Les Hongkongais s'accoutument à l'inévitable. Nulle émeute n'a enfiévré la ville quand Hongkong a appris que l'état-major de l'Armée populaire de libération s'installera au cœur même de la City, à une rame de tramway de la Bourse. En fait, la Chine communiste a déjà pris ses quartiers. La vague de protestations soulevée, ici, par le massacre de Tiananmen, en juin 1989, a incité Pékin à accélérer son infiltration méthodique de la société locale. Le Parti communiste chinois (PCC) envoie ses cadres et met sur orbite ses affidés du cru, chacun ayant pour consigne d'encadrer strictement le processus de transition selon le scénario mis au point par Pékin.

GOUVERNEMENT DE L'OMBRE

Il est assez délicat de prendre l'exacte mesure de cette mise sous tutelle anticipée. Selon la revue *Zhengming*, Hongkong abriterait environ 3200 sociétés chinoises dépendant de l'Etat, des provinces ou des municipalités et plus de 65 000 ressortissants du continent. Concernant le nombre de membres du PCC, la même revue estimait qu'en 1993 il avait déjà dépassé les 50 000, soit un décuplement en dix ans.

A en juger par ses premiers résultats, ce travail de promotion de la cause *« patriotique »* ne saurait se réduire, tant s'en faut, aux frasques de la progéniture des dirigeants de Pékin en poste à Hongkong, ou aux folles équipées des cadres continentaux en mission célèbres pour leur goût immodéré des bijouteries et des boîtes de nuit. Les acquis sont en effet indiscutables. Rééditant sa stratégie dite du *« front uni »* utilisée au lendemain de son arrivée au pouvoir à Pékin, en 1949, le PCC peut se targuer d'avoir déjà placé sous influence une bonne partie de l'*establishment* local qui avait été jusqu'alors le collaborateur zélé du colonisateur britannique. Ces *« conseillers sur les affaires de Hongkong »*, reçus avec les honneurs dans la capitale chinoise, comptent des personnalités aussi prestigieuses que Li Ka-shing, le capitaliste le plus fortuné du territoire, ou Sir Sze-yuan Chung, un ancien serviteur de haut rang du gouvernement colonial.

Air du temps oblige, certains de ces notables recyclés s'éveillent opportunément aux vertus du patriotisme, tel cet ancien magistrat de la Cour d'appel qui avoue à la *Far Eastern Economic Review* regretter de ne pas avoir transmis les valeurs traditionnelles chinoises à sa fille, une avocate militante de la cause démocratique.

Depuis que la rupture avec le gouverneur Chris Patten est officiellement consommée, Pékin est passé à la vitesse supérieure. La récente mise sur pied d'une structure baptisée « comité de travail préliminaire » témoigne ainsi d'une volonté de jeter les bases d'un véritable « gouvernement de l'ombre » court-circuitant l'administration coloniale. Composé de diverses commissions travaillant sur les implications techniques du transfert de souveraineté, ce groupe pro-Pékin prépare assidûment l'après-1997 et adresse, à l'occasion, d'insistants appels du pied à certains hauts fonctionnaires dans l'espoir de leur arracher des informations stratégiques.

Le terrain des joutes électorales n'est pas délaissé pour autant. Afin de faire pièce à la mouvance pro-démocratique de Hongkong, le PCC a déjà « finlandisé » la partie molle du paysage politique, qui, pour être minoritaire, n'est pas négligeable. Il est vrai que le mouvement qu'il a suscité, l'Alliance démocratique pour l'amélioration de Hongkong, se garde bien de verser dans le prosélytisme marxiste-léniniste, préférant embrasser des causes aussi sympathiques et consensuelles que le ramassage des ordures ou le désengorgement de la circulation.

RELAIS DES CONSERVATEURS

Dans un contexte de résignation collective, la manœuvre commence à prendre : si l'Alliance a fait plutôt pâle figure, en mars, lors des élections pour le conseil régional et le conseil urbain, elle n'avait pas été ridicule, à l'automne 1994, lors de l'élection des conseils de quartier. Avec environ 15 % des suffrages, ce parti pro-Pékin *« vient de gagner une certaine respectabilité politique »*, note Joseph Cheng, professeur de sciences politiques.

Le second relais du message de Pékin, le Parti libéral, est autrement plus précieux car il détient une partie des clés du coffre-fort. Expression politique des milieux d'affaires cherchant à sauvegarder à tout prix leurs intérêts, ce parti conservateur s'est fixé pour ligne de conduite de ne jamais offenser les communistes chinois.

« Qu'on le veuille ou non, nous allons devenir un territoire chinois, explique Selina Chow, porte-parole des libéraux au conseil législatif. *A partir de là, il faut que Hongkong puisse communiquer avec la Chine. Et nous sommes convaincus qu'un certain style occidental de confrontation ne fera que détériorer la situation. »* Acerbe vis-à-vis de Londres, qu'elle accuse de se soucier de son seul standing international, et bienveillante à l'égard de Pékin, Mme Chow n'en a pas moins obtenu en 1994 un... passeport britannique. Au cas où les choses finiraient par se gâter...

Frédéric Bobin

L'osmose des capitaux

Hongkong et la Chine n'ont pas attendu la rétrocession de 1997 pour commencer à marier leurs intérêts. Les hommes d'affaires de Hongkong ont déjà massivement délocalisé au-delà de la frontière – surtout dans la province voisine du Guangdong –, concentrant, à eux seuls, les deux tiers des investissements étrangers en Chine. De leur côté, les hommes de Pékin ont accouru dans la colonie au point de s'y imposer comme les premiers investisseurs étrangers. Cette masse de capitaux, aujourd'hui évaluée à environ 95 milliards de francs, a doublé depuis 1989. La Bank of China détient par exemple 25 % des dépôts de Hongkong. Depuis peu, les Chinois s'intéressent de très près à la Bourse de Hongkong, où une quarantaine de leurs sociétés – soit 6 % de la capitalisation – sont cotées.

Le Sri-Lanka demande à l'Inde de l'aider à combattre la rébellion séparatiste tamoule

Colombo semble pris de court par la reprise de la guerre civile

Le premier ministre indien, Narasimha Rao, a qualifié, jeudi 4 mai, d'*« inquiétante pour l'Asie du Sud »* la récente utilisation de missiles sol-air par les séparatistes tamouls du Sri-Lanka (*Le Monde* daté 30 avril-2 mai). Selon des sources diplomatiques, la capitale sri-lankaise a sollicité une aide militaire auprès de New-Delhi afin de combattre la rébellion du nord de l'île. Trente-cinq mille Sri-Lankais ont déjà trouvé la mort dans ce conflit.

NEW DELHI
de notre correspondant en Asie du Sud

Le gouvernement sri-lankais vient de demander à l'Inde une aide militaire après la reprise des combats entre l'armée de Colombo et les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE), ont affirmé, jeudi 4 mai, à New-Delhi, des sources diplomatiques citées par l'AFP. Cette demande, formulée lors du sommet des pays de l'Association des pays de l'Asie du Sud pour la coopération (SARC) a été discutée *« au plus haut niveau »*, précisent ces mêmes sources.

Dans un entretien au quotidien *The Asian Age*, le secrétaire d'Etat indien aux affaires étrangères, Salman Curcheed, a cependant démenti cette information, affirmant qu'il *« n'était question d'aucune demande d'aide militaire »* lors du passage-éclair, mardi, à New Delhi, du président sri-lankais, Chandrika Kumaratunga. Cette dénégation ne signifie pas pour autant que l'information soit inexacte car il s'agit là, pour les Indiens, d'un sujet ultrasensible. Si la nature exacte de cette aide n'a pas été précisée par les sources diplomatiques à l'origine de l'information, certains observateurs estiment que l'armée indienne pourrait accepter d'entraîner les soldats sri-lankais et de renforcer la surveillance navale dans le détroit de Palk séparant l'ancienne Ceylan du territoire indien.

ESCALADE

La rupture d'une trêve de près de trois mois par les « Tigres » tamouls, qui viennent d'abattre deux avions de transport de troupes sur une base militaire, a brutalement annihilé tout espoir de paix dans ce conflit de douze ans, où plus de 35 000 Sri-Lankais ont déjà trouvé la mort. Le fait que les « Tigres » disposent maintenant de lance-missiles leur permettant de gêner l'approvisionnement par air de bases militaires gouvernementales situées sur la ligne de front, a confirmé les pires craintes de la hiérarchie militaire sri-lankaise.

La soudaine escalade des hostilités semble avoir pris les Sri-Lankais par surprise. Le président s'était déjà attiré les critiques de ceux qui, dans l'armée, voyaient d'un mauvais oeil son acharnement à continuer les négociations avec la guérilla tamoule. L'envoi précipité de délégations militaires en Russie et en République tchèque afin d'acheter des avions et des blindés, vient de prouver que l'armée sri-lankaise n'était plus vraiment préparée à faire face à une reprise des combats.

La demande d'aide militaire à New-Delhi est en tout cas un sujet épineux pour l'Inde : celle-ci s'était embourbée sans gloire, en 1987 et 1990, au Sri Lanka, après l'envoi d'une « force de paix » destinée à séparer les belligérants. Mais la guerre avait fini par éclater entre troupes indiennes et « Tigres » tamouls. Mal préparée à combattre dans les jungles sri-lankaises, l'armée indienne avait fini par se retirer en ayant perdu plus de 1 100 hommes. L'ironie de l'histoire veut que ces mêmes « Tigres » aient été auparavant entraînés par les Indiens, qui entendaient défendre les droits de leurs « cousins » tamouls du Sri-Lanka...

Si l'Inde acceptait aujourd'hui d'entraîner des soldats de l'armée sri-lankaise, il est probable qu'elle refusera de s'engager plus avant. Les Indiens n'ont oublié ni leur humiliante retraite sri-lankaise ni l'assassinat de l'ex-premier ministre Rajiv Gandhi, qui a sans doute payé de sa vie la guerre avec les « Tigres », ces derniers étant toujours soupçonnés d'avoir commandité son assassinat, en mai 1991. Chandrika Kumaratunga elle-même vient d'affirmer au magazine *India Today* que les guérilleros ont *« tué Rajiv de sang-froid »*, accusant ainsi pour la première fois ses adversaires d'être responsables du meurtre de l'ancien dirigeant indien.

Si le gouvernement de Colombo s'estime rassuré par la retenue de la diplomatie indienne, il lui faut tout de même se tourner vers son puissant voisin pour espérer contrer les visées séparatistes de ces guérilleros très motivés dont les commandos-suicide laissent souvent impuissants les soldats sri-lankais.

Bruno Philip

FIN DE CAMPAGNE Lionel Jospin a tenu, jeudi 4 mai à Toulouse, le dernier grand meeting de sa campagne, qui a rassemblé 40 000 personnes. Le candidat socialiste, qui a redoublé de critiques à l'encontre de Jacques Chirac, notamment sur l'Europe, croit désormais sa victoire possible. ● ACHEVANT sa campagne, le candidat socialiste se rend vendredi successivement à Caen, Mulhouse et Besançon. ● JACQUES CHIRAC – qui dénonce le « danger Jospin » –, a provoqué une ultime polémique avec son adversaire en proposant un référendum afin d'« associer les peuples » à l'adaptation des institutions européennes que doit réaliser la conférence intergouvernementale de 1996, dont les conséquences seront « considérables ». ● LE MAIRE DE PARIS et ses lieutenants ont enfin mis en garde les électeurs sur les risques de l'abstention au second tour.

Lionel Jospin attaque vivement Jacques Chirac à propos de l'Europe

S'appuyant sur la participation croissante à ses meetings – 20 000 personnes à Paris, 40 000 à Toulouse – le candidat socialiste croit désormais sa victoire possible à l'élection présidentielle

TOULOUSE
de notre envoyé spécial

Si les chances de victoire sont à la mesure de l'ampleur du cortège qui accompagne les candidats, Lionel Jospin voit les siennes augmenter chaque jour davantage. Pour son dernier grand meeting, jeudi 4 mai, à Toulouse, et sans préjuger des réunions auxquelles il devait participer, vendredi, à Caen, à Mulhouse et à Besançon, *on avait, à l'évidence, changé* d'échelle. Finis les « coucous » de poche. C'était un gros porteur qui avait été nécessaire pour conduire vers la ville rose la caravane du candidat socialiste, 350 journalistes, membres du comité de soutien, capitaines ou soutiers de l'équipe de campagne, sans oublier sa famille et, notamment, la mère de M. Jospin qui accompagnait son fils pour la première fois dans un de ses déplacements.

Si les chances de succès sont à la mesure du nombre et de l'enthousiasme des participants aux réunions publiques, Toulouse aura été, là encore, de bon augure. Ils étaient 20 000, mercredi, à Bercy. Ils furent le double, jeudi, en Haute-Garonne. Joyeux, euphoriques, déchaînés, interrompant cent fois le discours de leur champion, moqueurs à l'évocation de Jacques Chirac, rageurs à celle du Front national et de la « *résurgence odieuse des idéologies antisémites et racistes* », pour revenir, *inlassablement*, à l'espoir tracé par Lionel Jospin : après avoir provoqué « *la surprise du premier tour* », « *créer l'événement du second tour* » en l'emportant le 7 mai.

Car le candidat socialiste, à l'évidence, croit désormais la victoire possible et il aura tout fait, jeudi soir, pour communiquer cette confiance et la faire partager. En jouant des symboles, tout d'abord. Toulouse, qui fut le point d'orgue de toutes les campagnes présidentielles de François Mitterrand, a ainsi donné à M. Jospin le prétexte d'un hommage appuyé, comme libéré de tout complexe, au président de la République *(lire ci-contre)*. Autre symbole : comme pour mieux substituer l'image d'un futur président à celle du candidat, Lionel Jospin a terminé son discours fleuve par un vibrant « *Vive la République, vive la France !* ». Puis, seul en scène mais porté par la foule, il a entonné *La Marseillaise*, encore un peu raide peut-être, mais préparant déjà la mue espérée.

« C'EST QUI CETTE MARTINE ? »

En jouant du public, ensuite. Comme il s'engageait, une nouvelle fois, à assurer l'égalité entre les hommes et les femmes, à assurer aux secondes une meilleure représentation dans la vie politique française, quelques centaines de jeunes se mirent à scander « *Martine, Martine...* ». Lionel Jospin laissa retomber la vague avant d'interroger, l'œil malicieux vers Martine Aubry, assise au premier rang : « *C'est qui cette Martine ?* » Et comme la vague reprenait, il a ajouté : « *Oui, vous avez bien raison...* », ajoutant un signe suplémentaire en direction de celle que beaucoup voient déjà premier ministre si lui-même s'installait à l'Elysée.

Mais l'essentiel de son propos a été consacré à dénoncer systématiquement son adversaire du second tour, afin d'effacer, s'il en était besoin, le sentiment créé par le débat télévisé de mardi dernier d'une certaine retenue dans la critique. Rien n'aura donc été épargné à Jacques Chirac, cet homme qui « *ne comprend pas les attentes d'une société moderne* », dont « *la vision du pouvoir et de l'avenir est celle d'un homme qui a formé sa pensée dans les schémas du passé* », cet homme enfin « *qui retombe finalement dans l'ornière de l'immobilisme conservateur* », quand lui, Lionel Jospin, entend « *incarner face à notre peuple une réponse réaliste et novatrice aux problèmes qui sont les siens et incarner une vraie volonté d'agir et de transformer* ».

L'actualité immédiate lui offrait une nouvelle occasion de dénoncer le manque de « *constance* » de son adversaire. Il ne l'a pas laissé passer. Après les déclarations de Jacques Chirac, dans un entretien à *La Croix*, évoquant à nouveau son projet de référendum sur l'Europe, le candidat socialiste a lancé : « *Il y avait déjà eu la polémique sur la Banque de France avant le premier tour. Voilà qu'il récidive avec cette étrange proposition de référendum. Il nous avait dit qu'il y avait renoncé puis il y était revenu, avant d'y renoncer à nouveau. Voilà qu'il y revient. Par légèreté, par irresponsabilité, M. Chirac a sorti une proposition qui jette le trouble sur les marchés monétaires.* »

Cinglante, la conclusion est prévisible : « *C'est la deuxième fois qu'ils jouent avec la monnaie nationale. Ces hommes qui se disent des hommes d'Etat sont bien irréfléchis dans leurs propositions. Je promets de mettre plus de constance dans mes propositions. Et je me sens pleinement apte à exercer cette fonction à la tête du pays* ».

Vient ensuite l'inventaire des impuissances supposées, des immobilismes redoutés par Lionel Jospin si son concurrent était élu dimanche. Sur la laïcité, par exemple, car « *comment faire confiance au candidat du RPR et ne pas craindre que, dans les recoins de son référendum sur l'école, il ne remettra pas les dispositions sur la loi Falloux que nous avons rejetées* ». Sur l'écologie et la « *responsabilité de la planète que nous laisserons à nos enfants* », domaine dans lequel le candidat du RPR ne « *fait aucune proposition* ». Sur la reprise, encore, des essais nucléaires, où la position de Jacques Chirac est « *irresponsable* ». Sur les changements nécessaires dans la pratique des institutions, où l'attitude de Jacques Chirac est d'une « *incroyable passivité* ». Sur l'ensemble du projet économique et social, enfin, car les propositions du candidat RPR « *non seulement heurteraient les intérêts de la plus grande partie de la population, mais en outre ne seraient pas supportées longtemps par le peuple* ». Pour faire bonne mesure, Lionel Jospin a renouvelé ses critiques sur les dépenses de campagne de son adversaire, qui « *dépasseront, et de beaucoup, le plafond autorisé* ». A tout cela, a-t-il conclu, les Français sauront « *réfléchir avant de se décider* », dimanche prochain.

Gérard Courtois

Hommage à François Mitterrand

Rappelant la tradition qui, lors des campagnes d'élection présidentielle, avait fait de Toulouse le lieu du plus grand meeting du candidat socialiste, Lionel Jospin a déclaré, jeudi 4 mai : « *Cette tradition, je ne peux la séparer de la personne et de la personnalité politique de François Mitterrand, qui a ici soulevé les foules et soulevé tant d'espérance. (...) Au début de la campagne, j'avais dit que j'étais fier de lui avoir succédé deux fois* [comme premier secrétaire du PS, puis comme candidat]. *Je ne peux dire si, comme lui, je vous apporterai la victoire, mais je veux, en ce lieu, lui rendre hommage et vous y associer.* »

Après avoir laissé les quarante mille personnes présentes acclamer longuement le nom du président de la République, M. Jospin a ajouté : « *Au-delà des avancées et des reflux. (...) personne n'oubliera jamais, dans sa vie personnelle, dans sa conscience, dans son engagement militant, les dates du 10 mai 1981 et du 8 mai 1988.* »

Le maire de Paris provoque une ultime polémique avec son projet de référendum

« *TOUT RESTE POSSIBLE, même le pire* », s'est alarmé le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, jeudi 4 mai, à Lille. « *S'abstenir ou voter blanc, c'est une forme de démission* », a prévenu Alain Juppé, président par intérim du RPR, à Marseille. A trois jours du second tour, les deux plus proches lieutenants de Jacques Chirac ont soudainement sonné le rassemblement. Sur Europe 1 vendredi matin, le candidat lui-même a lancé une mise en garde contre l'abstention. Dans un « *appel* » publié vendredi en « une » du *Figaro*, il dramatise l'enjeu du scrutin du 7 mai, en estimant qu'« *il y a un vrai danger Jospin* ». Les Français « *ont-ils mesuré les risques de désordre s'ils élisent dimanche un président socialiste et sans majorité parlementaire ?*, s'interroge M. Chirac. *Nombre de nos compatriotes sont dans le désarroi, ils peuvent demain succomber à la tentation du désespoir. Aussi la nécessité d'une forte mobilisation est-elle impérieuse.* »

Le « *danger Jospin* » est venu, notamment, d'un entretien publié jeudi après-midi dans *La Croix* (daté du vendredi 5 mai). M. Chirac y expliquait que la conférence intergouvernementale de 1996, sur l'adaptation des institutions européennes, aurait « *des conséquences considérables* ». « *Il faudra bien sûr y associer les peuples*, précisait le maire de Paris. *Selon quelles modalités ? Vous connaissez ma volonté de réconcilier les Français sur l'Europe et avec l'Europe ; le référendum me paraît constituer la bonne solution.* » Cette ultime proposition a aussitôt déclenché une offensive en règle de la part des socialistes. « *Cette proposition me sidère*, a ainsi déclaré Lionel Jospin sur France 2. *Cette nouvelle volte-face, à trois jours d'un deuxième tour, sur des questions aussi sensibles, me plonge dans la perplexité.* » « *C'est une mauvaise action contre la France. Il s'agit de pêcher les voix des anti-Maastricht* », a renchéri l'ancien président de la Commission européenne, Jacques Delors, lors d'une conférence de presse à Longwy.

D'un sourire amusé, M. Chirac a répondu, toujours sur France 2 : « *C'est tout à fait, tout à fait étonnant cette capacité que j'ai à susciter des polémiques.* » L'ancien premier ministre a dû expliquer que, après la conférence intergouvernementale de 1996, le nouveau traité devrait faire l'objet d'« *une procédure de ratification* ». « *Il est tout à fait légitime que les Français sachent les choses, et donc il est tout à fait vraisemblable qu'il y aura effectivement un référendum* », a-t-il précisé. Interrogé de nouveau, sur Europe 1, M. Chirac a, cette fois, montré quelque agacement, en lançant : « *Il y a des limites à la polémique.* » Le candidat a reçu le renfort du ministre de l'économie, Edmond Alphandéry, pour lequel M. Jospin est de « *mauvaise foi* » lorsqu'il entretient « *la confusion entre un référendum sur les institutions européennes et un référendum sur la monnaie unique* ».

« COUP DE REINS »

Dans une multiplicité de déclarations, le maire de Paris s'est aussi attaché à compléter son propre projet ou à critiquer celui de son concurrent. Sur RFO jeudi, il s'est ainsi prononcé pour une augmentation de l'aide bilatérale à l'Afrique, en la justifiant de cette façon : « *Il y a là une exigence morale, une exigence économique et une exigence politique, si on ne veut pas voir des hordes d'Africains chercher ailleurs ce qu'ils ne trouveraient pas chez eux.* »

Dans un entretien publié par *L'Equipe* de vendredi, le candidat estime que les rythmes scolaires sont « *inadaptés* » et qu'il faudrait « *donner aux enfants une journée scolaire durant laquelle la matinée serait consacrée aux enseignements fondamentaux et l'après-midi aux activités sportives et culturelles* ». Il se déclare, en outre, « *prêt à favoriser une candidature française à l'organisation de futurs Jeux olympiques* », si « *le mouvement sportif et les collectivités intéressées en prennent l'initiative* ».

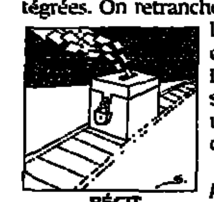
En réponse à un groupe de six grands quotidiens régionaux, M. Chirac s'attaque de nouveau au programme du candidat socialiste. Il réaffirme sa « *préférence* » pour la TVA afin de financer le transfert « *au budget de l'Etat d'une partie des cotisations relevant de la solidarité* » et indique qu'il faudra peut-être avoir recours à « *une recette supplémentaire qui serait, en toute hypothèse, transitoire* ».

Sur le même thème, M. Juppé a précisé sur RTL qu'en cas de victoire de Jacques Chirac, il faudrait « *vraisemblablement* » augmenter provisoirement la TVA pour alléger « *immédiatement* » les charges sociales des entreprises puis, dans le cadre du budget de 1996, « *restructurer l'impôt sur le revenu et la CSG* ». « *Notre objectif, comme nous l'avons fait en 1986, 1987, 1988, est de réamorcer le cercle vertueux des finances publiques*, a affirmé M. Juppé. *Quand on baisse les taux des impôts, ça stimule l'activité économique, les affaires reprennent, les bénéfices augmentent et donc, paradoxalement, les rentrées fiscales augmentent ; on en a apporté la démonstration en 1987-1988.* »

De son côté, Philippe Séguin a préféré se livrer à une analyse de la poussée lepéniste. « *Si la profonde fracture du corps social n'était pas si forte, jamais le Front national (...) n'aurait pu atteindre 15 % des suffrages* », a-t-il affirmé à Lille. « *Je ne suis évidemment pas là pour juger, condamner, morigéner ces électeurs*, a ajouté le président de l'Assemblée nationale. *Je doute d'ailleurs qu'ils répondent aux mêmes motivations d'une ville à l'autre, d'une région à l'autre. Je doute encore davantage qu'ils soient toujours bien au fait des positions réelles de leur candidat. Mais ce dont je suis sûr, c'est que cette avalanche de votes protestataires confirme notre analyse : avec 12 % de chômeurs, des salaires stagnants, une dynamique sociale alanguie par la récession, il est grand temps de se ressaisir et de donner un grand coup de reins pour relancer la France, sans oublier personne au bord de la route. Sinon la colère qui monte du peuple (...) finira par mettre en péril la démocratie.* »

Comptes, acomptes et mécomptes

DANS LES DEUX CAMPS, on fait et on refait les comptes. Crayon à papier en main, on s'assure que toutes les variables ont bien été intégrées. On retranche ici, on ajoute là, on divise, on multiplie. L'équation présidentielle est une opération complexe.



RÉCIT

« *29 300 élus, parmi lesquels 713 parlementaires, 2 348 conseillers régionaux et généraux, et 6 210 maires* » soutiennent Jacques Chirac, recense-t-on fièrement au QG de campagne du maire de Paris. On y ajoute 150 personnalités du « monde des arts et de la culture ».

Le président du Sénat, René Monory, ancien ministre des finances, a calculé, de son côté, que le maire de Paris dispose d'un avoir solide du côté des partisans d'Edouard Balladur, puisque, pronostique-t-il, « *90 % au moins des balladuriens vont se reporter* » sur son nom.

Chez les socialistes, où l'on a longtemps douté de pouvoir trouver la solution au problème présidentiel, on n'est pas mécontent des progrès réalisés. 40 000 personnes – selon les plus optimistes – à Toulouse, pour la dernière réunion publique de la campagne de Lionel Jospin, c'est un chiffre ! Si la somme socialiste est entière, si l'on y ajoute un gros pourcentage communiste, si l'on y intègre un coefficient écologiste raisonnable et même si l'on retranche une fraction de Lutte ouvrière, le compte pourrait être bon.

Philippe Séguin, partisan de Jacques Chirac, crie déjà sur tous les tons à la triche, en accusant les socialistes d'ajouter des radis à des navets. « *La victoire de Lionel Jospin ne pourrait être que celle d'un conglomérat hétéroclite (...). Ce serait celle d'un front non républicain, qui s'étendrait d'Alain Minc à Jean-Marie le Pen, d'Arlette Laguiller à tel régent vétilleux de la Banque de France, des éditorialistes néo-conservateurs de la presse parisienne officieuse aux édiles staliniens et fiers de l'être des dernières banlieues rouges.* »

Des deux côtés, on est resté un instant perplexe devant la variable Le Pen. 15 % de coefficient, ça mérite réflexion. Les candidats ont tout d'abord essayé de comprendre d'où pouvait bien sortir cette addition-là. Ils ont ensuite tenté de la régler, avec un peu plus de proportionnelle à gauche, et de facteur sécuritaire à droite. Par prudence, ils ont finalement renoncé à l'intégrer, de peur qu'elle ne fausse entièrement leurs calculs.

Il est d'autres variables dont on ignore la portée. Quand le quotidien britannique *Financial Times* proclame : « *il faut que cela soit Chirac* », on hésite à compter comme coefficient multiplicateur dans le camp chiraquien l'appui de ce symbole européen de la « *pensée unique* ». Le doute vaut aussi lorsque les anciens ministres d'« *ouverture* » de Michel Rocard, Jean-Pierre Soisson, Bruno Durieux, Jean-Marie Rausch et Gilbert Baumet cherchent à tout prix à s'ajouter aux chiffres de la majorité en indiquant que « *seul Jacques Chirac a la capacité de rassembler au-delà de son camp* ». Comme ils expriment, dans le même mouvement, leur « *reconnaissance à François Mitterrand pour l'action que le président de la République leur a permis de conduire à ses côtés* », on ne sait toujours pas dans quelle colonne les inscrire.

En revanche, pour Lionel Jospin, l'abbé Pierre est une donnée sûre. Puissance 10. Le fondateur d'Emmaüs a fait ses propres comptes et s'est déclaré « *très satisfait de la précision et de la qualité des réponses* » apportées par le candidat socialiste à l'appel qu'il avait lancé sur la politique du logement social. Il a en conclu que « *Lionel Jospin, s'il est élu président de la République, fera ce qu'il a écrit* ». Plus délicate, pour le candidat socialiste, est l'opération qui consiste à intégrer la baisse du CAC 40 après les déclarations de Jacques Chirac sur son projet de référendum européen. L'héritier de Jaurès n'est pas censé additionner aux voix des travailleurs les jérémiades de la corbeille.

Récit de la séquence France

هكذا من الأصل

La recherche de voies nouvelles pour lutter contre le chômage

Les mesures envisagées par les candidats ne sortent guère des sentiers battus et ne suffiront pas à créer suffisamment d'emplois. Les conditions exceptionnelles des « trente glorieuses » ne se reproduiront pas

RIEN NE SUFFIT *pour régler, définitivement et rapidement, la question du chômage. Ni la réduction hebdomadaire du temps de travail, prônée par Lionel Jospin,* quelles qu'en soient les modalités, 37 heures en 1997 et 35 heures après demain, référence à l'Allemagne ou pas. Ni le contrat initiative-emploi (CIE) de Jacques Chirac, qui ressemble déjà au contrat de retour à l'emploi (CRE) en application depuis Martine Aubry, les effets pervers en plus. Même l'idée, caressée par les deux finalistes de l'élection présidentielle, d'une baisse *ou d'une exonération*, voire d'une *franchise*, des charges sociales pour les salaires les plus faibles aurait des résultats limités.

CHANGEMENT ?

Dans tous les cas de figure, la solution envisagée ne correspond pas à l'ampleur du problème. Ou, ce qui revient au même, les conditions de sa mise en œuvre en restreignent l'efficacité.

Certes, l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) a pu calculer qu'une diminution du temps de travail de deux heures par semaine pourrait dégager 400 000 emplois supplémentaires. Mais, outre que le gain n'est pas forcément renouvelable, la distinction opérée par le candidat socialiste entre un objectif légalement fixé à une échéance acceptable – deux ans – et la durée effective du travail a pour conséquence de réduire les bénéfices immédiats de la mesure.

Pareillement, l'aide accordée pour l'embauche d'un chômeur inscrit à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) depuis plus d'un an, soit 1,2 million, ne devrait pas provoquer plus de 40 000 recrutements ainsi ciblés. C'est, du moins, ce que laissait entendre l'entourage du maire de Paris, quand il était soucieux de répliquer au chiffrage du programme chiraquien par les partisans d'Edouard Balladur.

Mais, outre le coût élevé pour les finances publiques, qui demeure, y compris dans cette hypothèse basse, les experts craignent un effet d'aubaine ou de substitution, ces postes pouvant être pourvus de toute manière ou ces embauches s'effectuant à la place d'autres qui ne seraient pas subventionnées. Certains, parmi les plus critiques des observateurs, vont jusqu'à considérer que, compte tenu des avantages accordés, les employeurs auraient intérêt à attendre un an pour accueillir un demandeur d'emploi ayant un an d'ancienneté...

Quant aux dispositions qui visent d'une manière ou d'une autre à abaisser le coût du travail, elles supposent toutes, en dépit de la différence entre les formules proposées, que l'offre d'emploi disponible, grâce aux performances économiques, pourrait être considérable dès lors que les conditions salariales seraient révisées.

Au pis, dans une optique strictement libérale, cela signifie que le niveau de revenu finirait par s'aligner sur le moins-disant et qu'il conviendrait, pour les catégories les moins performantes de la main-d'œuvre, de se rapprocher des pays où, justement, l'industrie nationale a tendance à se délocaliser. Au mieux, il s'agirait d'opter pour une facilité transitoire, les non-qualifiés français ne pouvant rivaliser avec leurs concurrents étrangers, en attendant que leur formation permette une « sortie par le haut ».

Soit parce qu'elle entraînerait une paupérisation relative dont *on voit bien où elle conduit*, soit parce qu'elle impliquerait un insupportable effort dans la durée, l'élévation de la formation dans les pays émergents étant au moins aussi rapide qu'en France, chacune de ces voies est ou dangereuse, ou insuffisante.

Mais elles font également l'une et l'autre l'impasse sur deux points essentiels, dont on comprend que Lionel Jospin et Jacques Chirac répugnent à parler : d'une part, une réforme de la fiscalité qui rétablirait l'équilibre entre l'imposition du travail, directe ou indirecte, et celle du capital ou de l'ensemble des revenus ; d'autre part, la remise en cause de l'objectif du plein emploi tel qu'il a été défini par les « trente glorieuses » *dans des conditions exceptionnelles.*

> **Plutôt que le jeu des illusions actuel, il serait urgent de dire que l'emploi tel que nous l'avons connu ne se retrouvera plus ou, du moins, pas pour tous**

Autant *sur le premier point* – la fiscalité – des réflexions existent dans les deux camps, tout en restant discrètes, autant les propositions se font rares sur le second – l'emploi –, sauf chez quelques utopistes et, du côté de M. Chirac, chez Philippe Séguin. A croire que tout le monde hésite à aborder ces sujets pour ne pas troubler la quiétude électorale ou, plus grave, ne pas évoquer les débats qui préoccupent les Français. Peut-on, dans ces conditions, se réclamer du « vrai » changement ?

A ne rien changer, pourtant, MM. Jospin et Chirac savent où l'on va tout droit. Quelques aménagements mis à part, le chômage demeurera ce qu'il est, insoutenable, et pour longtemps encore. On l'a bien vu en 1994, 218 000 emplois supplémentaires – contrats de travail supplémentaires, dirait Michel Godet, pour tenir compte du temps partiel et des contrats emploi-solidarité (CES), *entre autres* – *n'ont pas empêché que le nombre de chômeurs augmente de 26 000.*

A ce rythme, une, voire deux générations seront nécessaires pour revenir à la situation d'avant le premier choc pétrolier. Si on y parvient.

Plutôt que le jeu des illusions actuel, il serait urgent de dire que l'emploi tel que nous l'avons connu ne se retrouvera plus ou, du moins, pas pour tous. Mieux vaudrait expliquer que la *« crise », qui n'en est plus une depuis le temps qu'elle dure, a masqué une formidable mutation* à la fois de l'emploi et du travail. En conséquence, ou nous acceptons le partage et répartissons le gâteau entre tous les convives en restant sur la défensive, ou nous découvrons des marges d'action offensive. Après tout, l'activité humaine est plus riche que sa stricte conception industrielle, et des quantités de domaines restent à explorer, profitables économiquement et socialement.

Si l'urgence est là, le « comment faire » n'est établi pour personne. Trop de discussions sont encore à mener pour que les besoins non formulés et les craintes que suscite l'avenir reçoivent un début de réponse. Lionel Jospin et Jacques Chirac, on le comprend, hésitent l'un et l'autre à s'engager dans cette direction. Ils se contentent d'invoquer le changement. Qui le leur reprocherait ?

Alain Lebaube

Lionel Jospin : les 37 heures hebdomadaires

Pour favoriser l'emploi, le candidat socialiste propose de réduire la durée du travail hebdomadaire à 37 heures en 1997 selon des modalités négociées avec les partenaires sociaux et grâce à des aides financières et une réglementation plus incitative. Il recommande également le lancement de quatre grands programmes (développement du logement social, création d'emplois de proximité, ainsi que dans les domaines de l'environnement et de l'action humanitaire) et l'abaissement des charges sociales sur les bas salaires.

Affirmant que *« le temps de la rigueur salariale doit cesser »*, il indique qu'une conférence nationale sur les salaires devra permettre de faire le point sur les négociations salariales. Afin de *« lutter contre les agressions commerciales »*, il se prononce pour la création d'une taxe sur les produits venant des pays qui ne respectent pas *« un code social minimum »* et pour l'imposition de sanctions *« à l'égard des pays qui léseraient les intérêts commerciaux des pays de l'Union européenne »*.



Jacques Chirac : un contrat « initiative-emploi »

***« Mieux vaut payer pour qu'un chômeur retrouve un emploi plutôt que de le payer à ne rien faire. »* Selon ce principe, Jacques Chirac propose d'*« engager les entreprises dans une action sans précédent contre le chômage de longue durée »*. Un contrat *« initiative-emploi »* sera créé, prévoyant une exonération totale des charges sociales et une prime mensuelle de 2 000 francs pendant deux ans. L'amélioration de la situation de l'emploi passe aussi, selon le maire de Paris, par un encouragement de l'esprit d'entreprise et une *« remise en ordre de nos finances publiques »*, en commençant par éliminer *« les doubles emplois, les gaspillages et des dépenses inutiles »*. Elle implique également un allègement des *« contraintes administratives qui paralysent le développement de nos entreprises »*.**

L'ancien président du RPR se prononce en outre pour une augmentation des salaires : *« Si l'on cesse de récompenser le travail, le mérite et l'effort,* explique-t-il, *on grippe du même coup les mécanismes de la croissance et de l'emploi. »* Il suggère également de mettre à l'étude les différentes formes d'aménagement du temps de travail.

Le calendrier du « véritable changement » de Jacques Chirac

Le candidat de droite aura, samedi 6 mai, un tête-à-tête avec M. Balladur

Le calendrier du « véritable changement » de Jacques Chirac, s'il est élu à la présidence de la République, se précise, avec notamment, avant la fin juin, l'examen par le conseil des ministres d'un projet de loi de finances rectificatives. Avant le second tour, Edouard Balladur s'entretiendra en tête à tête avec le maire de Paris.

CHANGER, changement, vrai changement, véritable changement... Incontestablement, les variations autour du mot changement, seul ou accompagné, auront fourni une matière inépuisable aux discours de Lionel Jospin et de Jacques Chirac dans la campagne du second tour de l'élection présidentielle. Mais, dans le cas du maire de Paris, que recouvre précisément la formule ? A la veille du second tour de l'élection présidentielle, on en a maintenant une idée assez précise, non seulement, parce que, les grands choix politiques que pourrait faire M. Chirac, en cas de victoire, commencent à transparaître, mais aussi parce que, dans les derniers jours de la campagne, il a levé le voile sur de nombreux aspects, et *non des moindres, de ses orientations* de politique économique et sociale.

Le premier acte politique du nouveau chef de l'Etat serait la nomination d'un premier ministre. Les noms le plus fréquemment cités sont ceux d'Alain Juppé et de Philippe Séguin (*Le Monde* du 5 mai). L'hypothèse d'un chef de gouvernement ne venant pas du mouvement néogaulliste n'est que très rarement évoquée. L'entrée du ministre des affaires étrangères à l'hôtel Matignon serait, pour l'UDF, une garantie, notamment sur les questions monétaires et européennes. L'arrivée du président de l'Assemblée nationale au 57, rue de Varenne aurait l'avantage, elle, de mettre en conformité les actes et les discours de M. Chirac sur l'*« autre politique »* qui, en fait, constitue la toile de fond du programme présidentiel de l'ancien président du RPR.

IMPORTANTE RÉFORME FISCALE

Une fois le premier ministre choisi et le gouvernement constitué, la première urgence, pour le nouveau chef de l'Etat, serait la mise en œuvre des premières grandes réformes annoncées. Dans ce cas, on sait maintenant avec une relative précision ce que pourrait être le calendrier de travail de la nouvelle équipe.

D'abord, avant la fin juin, le conseil des ministres examinerait un projet de loi de finances rectificatives. Comme M. Chirac le laisse entendre dans l'entretien qu'il a accordé au *Monde (lire en page 8)*, ce collectif budgétaire devrait d'abord comprendre un plan d'économies *qui permettrait de réduire en-deça des 275 milliards de francs le déficit budgétaire initialement prévu pour* 1995. De plus, le projet de loi devrait englober les premières mesures d'urgence défendues par le maire de Paris : le contrat *« initiative-emploi »* serait créé pour favoriser l'embauche des chômeurs de longue durée, et un plan de construction de logements serait décidé en faveur des exclus qui ne sont actuellement pas accueillis dans les HLM.

Le collectif budgétaire comprendrait, de surcroît, un très important volet fiscal. C'est la grande surprise de cette fin de campagne présidentielle : alors que depuis plusieurs semaines, Alain Juppé et Alain Madelin évoquaient une réforme de très grande ampleur mais que M. Chirac ne confirmait pas, ce dernier s'est finalement résolu, à la veille du second tour, à en dévoiler les contours.

D'abord, une hausse provisoire de la TVA pourrait être décidée pour limiter les déficits de la Sécurité sociale. La précision est évidemment très importante et alimente les dernières polémiques de cette fin de campagne présidentielle, les partisans de Lionel Jospin *faisant* remarquer que cet impôt est fiscalement *injuste et aurait pour effet de ponctionner le pouvoir des ménages. Cette hausse de* la TVA, dont le taux supérieur pourrait passer de 18,6 % à près de 20 %, n'aurait toutefois pas pour seul objet de limiter les déficits sociaux. M. Chirac souhaite aussi en profiter pour diminuer fortement le coût du travail non qualifié, en baissant les charges sociales et y substituant cette recette fiscale. C'est la raison pour laquelle le transfert devrait être de forte ampleur et avoisiner 50 milliards de francs.

Alors que dans sa plate-forme initiale il ne l'évoquait pas – il n'a longtemps parlé que de la poursuite de la baisse de l'impôt sur le revenu –, M. Chirac envisage aussi, mais à moyen terme, la mise en œuvre d'une réforme qui bouleverserait de fond en comble le paysage fiscal. Comme il l'indique dans son entretien avec *Le Monde*, il souhaite la mise en œuvre d'une *« réforme de l'impôt sur le revenu et de la CSG, dans le cadre d'une modernisation d'ensemble de notre système fiscal »*. Concrètement, la CSG, l'impôt préféré des socialistes, mais honni par les chiraquiens, pourrait être fusionnée avec l'impôt sur le revenu. M. Juppé nous a précisé que cette refonte pourrait être l'occasion de commencer à mettre en œuvre le prélèvement à la source. C'est donc un véritable électrochoc fiscal qui pourrait être *décidé.*

Si M. Chirac remportait l'élection présidentielle, il y aurait aussi du changement à la mairie de Paris. Après l'intérim logiquement assuré par un adjoint au maire jusqu'aux élections municipales de juin, la question porterait sur le choix du chef de file de la majorité dans la capitale. Premier adjoint, Jean Tiberi brigue cette succession depuis de nombreuses années mais le maire du 13e arrondissement, Jacques Toubon, n'a pas caché son désir d'occuper, lui aussi, la fonction. Le plus chiraquien des élus UDF de la capitale, Jacques Dominati, maire du 3e arrondissement, ne voudrait pas, non plus, être écarté de la compétition.

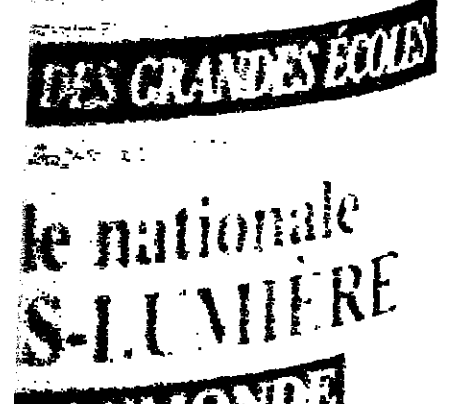
Afin de sortir de ce dilemme cornélien, *M. Chirac a envisagé une autre solution : demander à M. Séguin de quitter Epinal pour prendre* Paris (*Le Monde* daté 23-24 avril). *Il* s'agissait alors de calmer *le* président de l'Assemblée nationale qui, on peut l'imaginer, voit d'un mauvais œil la confirmation de M. Juppé à la tête du RPR. Ce *« lot de consolation »* parisien n'ayant pas été accepté par l'intéressé, une dernière hypothèse circule : la mise sur orbitre de Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale.

Quoi qu'il arrive le 7 mai, cette élection présidentielle va aussi marquer un changement pour le trio balladurien constitué par le premier ministre et ses deux lieutenants : Nicolas Sarkozy et François Léotard. Avocat, le ministre du budget va se réinscrire au barreau et il a l'intention de réactiver le cabinet généraliste qu'il avait fondé, en 1984, avec ses confrères Arnaud Claude et Michel Leibovici. Avant les vacances d'été, M. Sarkozy sollicitera le renouvellement de son mandat de maire de Neuilly (Hauts-de-Seine) aux municipales et, après les vacances, il envisage, tout comme MM. Balladur et Léotard, de tenter un retour à l'Assemblée, en demandant à son suppléant de donner sa démission.

Olivier Biffaud et Laurent Mauduit

Les mystères de la fusion impôt sur le revenu-CSG

La fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG constituerait un bouleversement majeur de la fiscalité française, même s'il est difficile d'en mesurer la portée, tant que les modalités pratiques de la réforme ne sont pas connues. Différents indices donnent une idée de la philosophie du projet. D'abord, les experts chiraquiens ont toujours été hostiles à la CSG et ont longtemps souhaité qu'elle devienne déductible de l'impôt *sur* le revenu (ce qui équivaut à la vider *d'une partie de son contenu social). Ensuite, ils considèrent qu'il faut poursuivre la baisse de l'impôt sur le revenu, en diminuant* encore le nombre de tranches d'imposition et en abaissant le taux supérieur, actuellement fixé à 56,8 %. Enfin, ils sont de fervents partisans de la TVA. Autant de pistes qui laissent à penser que le but de la réforme serait double : d'abord diminuer le poids global du prélèvement direct, à commencer par celui qui pèse sur les plus hauts revenus, et limiter fortement la progressivité de l'impôt.



Jacques Chirac, candidat de la majorité à l'élection présidentielle

« Le pouvoir politique s'est effacé au profit de l'administration qui est conservatrice et réticente au changement »

Restaurer l'équilibre entre le président de la République, le gouvernement et le Parlement ; *soumettre à un référendum* une loi-cadre sur l'éducation nationale, destinée à rétablir l'école dans sa fonction de promotion sociale ; réduire les dépenses de l'Etat et *réformer le système fiscal ; réexaminer* le dispositif d'application de la convention de Schengen sur la libre circulation entre les sept Etats européens signataires, afin *de vérifier si le contrôle de l'immigration* est correctement assuré ; s'engager dans la réforme des institutions européennes sur la base de l'entente avec l'Allemagne, mais *en faisant en sorte que la France soit en* position d'équilibre entre les conceptions allemande et britannique : tels sont quelques-uns des objectifs à court terme que Jacques Chirac se fixe s'il est élu chef de l'Etat le 7 mai.

« Beaucoup de Français, si l'on *en croit leur vote du 23 avril*, attendent des changements dans les comportements des responsables politiques. Comment appréhendez-vous cette demande de changement et comment envisagez-vous d'y répondre ?

– Les Français ont exprimé, en particulier à travers l'importance du vote protestataire, un profond besoin de changement. Ils souhaitent des réformes ayant des incidences concrètes sur leur vie quotidienne. *Mais ces réformes ne* seront possibles qu'en modifiant notre pratique des institutions. C'est en ce sens que la façon de gouverner est en cause dans cette élection présidentielle.

» Je souhaite que nous retrouvions l'équilibre des pouvoirs que le général de Gaulle avait voulu. Le chef de l'Etat n'est pas un super-premier ministre ; il définit les grandes orientations de la politique de la nation. Le gouvernement est chargé de leur mise en œuvre. Le Parlement élabore la loi et contrôle l'action gouvernementale. La dérive monarchique nous *a éloignés de cet équilibre originel.* Peu à peu, le pouvoir politique s'est effacé au profit de l'administration qui est, par nature, conser*vatrice et réticente au change*ment. Cette évolution a rendu les réformes impossibles. C'est le fond du problème.

– Quand vous invitez les hommes politiques à reprendre leurs responsabilités, pensez-vous que cela doit les conduire à se réformer, et dans quel sens ?

– Il est nécessaire de rétablir la primauté du pouvoir politique, l'administration restant dans le rôle de proposition et d'exécution qui doit être le sien. C'est ainsi que les préoccupations des Français, leurs inquiétudes, leurs attentes, leur désarroi, pourront être bien pris en compte.

> « Le système fiscal actuel est trop complexe et ne favorise pas assez l'emploi et la croissance »

– Les comportements des responsables politiques ne sont-ils *pas en cause ?* N'y a-t-il pas lieu, selon vous, de répondre à ce que l'on appelle le discrédit des hommes politiques, lié aux « affaires » ou à la corruption ?

– La corruption doit être combattue avec la plus grande énergie. La justice doit suivre son cours et disposer d'une parfaite indépendance. C'est le cas depuis deux ans. Mais si les Français sont parfois conduits à juger avec une certaine sévérité les responsables *politiques dans* leur *ensemble*, ils se déclarent aussi très attachés à leur maire ou à leur député, dont ils ont tendance à faire des exceptions. Cela signifie que, en réalité, c'est le système – et non les hommes – qui est en cause. C'est donc le système qu'il faut réformer.

– Quel processus envisagez-vous pour le référendum ? Vous souhaitez élargir son champ d'application et vous avez an*noncé un référendum sur l'édu*cation nationale. Quelle voie allez-vous utiliser pour cet élargissement et quand pourrait intervenir un premier référendum nouvelle manière ?

– Je souhaite associer davantage les Français aux choix qui engagent leur avenir et je propose d'élargir le champ d'application du référendum. Cette révision de la Constitution, sur laquelle tout le monde semble d'accord, interviendrait par la voie du Congrès. Dès lors, je crois que le référendum constituerait la meilleure voie pour réformer notre système éducatif.

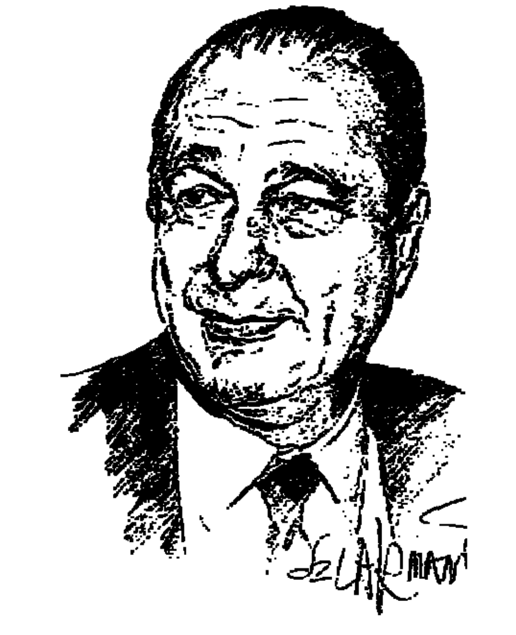
» *C'est un enjeu essentiel. Mal*gré la grande qualité de nos enseignants, l'école ne parvient plus à jouer correctement son rôle, *comme le montre l'importance de* l'échec scolaire et du chômage des jeunes. Les thèmes de débat sont nombreux : l'acquisition, dès l'enfance, des savoirs essentiels ; l'accès aux enseignements artistiques ; la place de l'enseignement professionnel et technique ; l'ouverture des établissements sur leur environnement régional et professionnel, et, bien sûr, l'aménagement du temps de l'enfant, les rythmes scolaires actuels pénalisant les élèves issus de milieux défavorisés.

» Nous devons revenir aux sources de notre système d'éducation et de formation et réinventer, *en quelque sorte, l'école de la République*, celle de l'égalité des chances et de la juste récompense du travail et du mérite. Comment le faire ? Les enjeux concernent les acteurs du système éducatif, mais aussi l'ensemble des Français. Ce qui en cause, c'est la possibilité pour les parents d'élever, au sens propre du terme, leurs enfants, c'est-à-dire de leur donner des perspectives supérieures à celles qu'ils ont eux-mêmes connues.

» *Je propose* donc *un grand dé*bat national qui fera l'objet d'une synthèse, comme on l'avait fait dans le cadre de la commission Marceau Long pour préparer la réforme du code la nationalité. Il appartiendra au gouvernement, sur cette base, d'élaborer un projet de loi-cadre pour réformer notre système éducatif. Ce texte sera soumis à l'approbation des Français par la voie du référendum, qui conférera donc à la réforme l'auto*rité et une portée supérieures* à celle de la loi parlementaire.

– Lors de votre face-à-face avec Lionel Jospin, vous avez souhaité que les dépenses de l'Etat n'évoluent pas plus vite que les recettes de l'année antérieure. Faut-il en conclure que, dans la conjoncture actuelle, vous êtes partisan d'une réduction du déficit budgétaire de l'ordre de 50 milliards de francs par an ?

– De façon générale, je souhaite que nous remettions de l'ordre dans nos finances publiques et que nous réduisions nos déficits pour *mieux lutter contre le chômage* et aussi pour respecter nos engagements européens. Il reviendra au Parlement d'évaluer l'ensemble de nos dépenses avec le souci de supprimer les gaspillages et les doubles emplois. Nous devrons être fidèles à un certain nombre de principes de bonne gestion : affecter les recettes de privatisation des entreprises publiques du secteur concurrentiel au désendettement de l'Etat ; consacrer les plus-values fiscales liées à la croissance à la réduction du déficit budgétaire ; financer les priorités grâce aux économies budgétaires.



– Ce plan d'économies, à hauteur de 50 milliards de francs, devra-t-il être pris en compte dès 1995, dans le cadre du collectif budgétaire de printemps ?

– *Le premier collectif budgétaire* devra, bien entendu, comporter un premier train de mesures permettant d'assainir nos finances.

– C'est un objectif très rigoureux...

– Il n'y a pas d'autre solution : nous ne pourrons encourager la croissance et lutter efficacement contre le chômage sans une diminution de nos taux d'intérêt. La réduction des déficits et de l'endettement en constitue le préalable.

***– Les crédits de la défense* doivent-ils aussi contribuer à ces économies ?**

– Aucune dépense ne doit être exclue de l'évaluation, mais je doute qu'il y ait là un gisement d'économies très important.

– Malgré ce souci de rigueur, vous préconisez, ce qui est contradictoire, que les déficits cumulés de la Sécurité sociale soient absorbés par la dette de l'Etat...

– *Il n'y a pas là contradiction.* Nos comptes sociaux, dont les déséquilibres résultent pour l'essentiel du chômage, posent un problème *particulier*. Le retour à l'équilibre des comptes supposera des réformes de structure, que j'ai eu plusieurs fois l'occasion de détailler. Mais l'impact de ces réformes ne sera pas immédiat. C'est la raison pour laquelle l'Etat devra sans doute reprendre à son compte une part de la dette sociale, comme on l'a fait en 1993.

» Parallèlement, il conviendra, comme je l'ai toujours dit, de transférer au budget de l'Etat le financement d'une partie des cotisations qui relèvent de la solidarité. Pour financer ces opérations, il faudra sans doute envisager une recette supplémentaire, TVA ou CSG, qui devrait être, en toute hypothèse, provisoire.

– Vous penchez en faveur de la TVA...

– *J'ai donné ma préférence, tout* en précisant, s'agissant d'une mesure technique, qu'il appartiendra au futur gouvernement de décider.

– Entre la CSG et la TVA, le choix n'est pourtant pas indifférent...

– S'agissant d'un relèvement temporaire d'impôt, la TVA a l'avantage d'être plus souple d'utilisation. Je précise que le taux réduit applicable aux produits de première nécessité ne serait pas *modifié. Mais l'objectif que nous* devons garder à l'esprit pour lutter efficacement contre le chômage, c'est la baisse des prélèvements obligatoires. C'est une priorité si l'on veut renouer, comme en 1986-1988, avec le cercle vertueux de la croissance qui procurera des suppléments de recettes fiscales.

> « La France a vocation à faire la synthèse entre les différents points de vue en présence au sein de l'Union européenne »

– En matière de réforme fiscale, *Alain Madelin a fixé la* barre encore plus haut : il a préconisé une réforme de la CSG, voire une fusion de la CSG et de l'impôt sur le revenu. Cela vous paraît-il opportun ?

– Nous devons nous orienter vers une réforme de l'impôt sur le revenu et de la CSG dans le cadre d'une modernisation d'ensemble de notre système fiscal, qui dans sa forme actuelle est trop complexe et ne favorise pas assez l'emploi et la croissance.

– Quelles instructions donnerez-vous aux représentants de la France lors du premier bilan de l'application des accords de Schengen, le 1er juillet ?

– Les accords de Schengen ont été conçus dans un double objec*tif : d'abord, faciliter les déplace*ments des citoyens des sept Etats signataires en les dispensant de contrôle aux frontières, conformément à l'esprit de liberté auquel s'identifie la construction européenne. Ensuite contrôler les flux migratoires, c'est-à-dire lutter plus efficacement contre l'immigration clandestine.

» J'ai reproché aux gouvernements socialistes de ne pas s'être suffisamment préoccupé des conditions technique d'application de ces accords. De fait, nous ne sommes pas en mesure aujourd'hui d'apprécier avec certi*tude les conséquences de leur mise* en œuvre. Nous devrons donc, fin juin, en faire un premier bilan, en particulier au regard de l'exigence de contrôle de l'immigration clandestine. Si celle-ci n'était pas satisfaite, la France devrait réexaminer les modalités d'application de ces accords en liaison avec ses partenaires, conformément aux dispositions mêmes du traité.

– La réunion du Conseil européen, à Cannes, les 26 et 27 juin, *aura à son ordre du jour* le lancement de la conférence intergouvernementale sur les institutions de l'Union. Comment l'aborderez-vous et comment envisagez-vous les rapports avec l'Allemagne pour la préparation de cette conférence ?

– La conférence intergouverne*mentale de 1996 constitue une* échéance capitale pour l'avenir de l'Europe. Le traité qui en résultera devra tirer les conséquences de *l'élargissement* à l'Est et moderniser les institutions européennes, pour les rendre à la fois plus démocratiques et plus efficaces. Si nous ne parvenions pas à un accord, l'Europe serait en panne pour plusieurs années. Je ferai tout pour que cette conférence réussisse. Mais l'expérience prouve que son issue dépendra largement de l'entente franco-allemande. J'ai déjà eu l'occasion de le dire, dans votre journal, il y a quelques mois *[voir le « point de vue » de M. Chirac, « Une volonté pour l'Europe »*, dans Le Monde *du 16 décembre 1994]*. Cette entent=, si elle est nécessaire...

–... Et possible aujourd'hui ?

–... Tout à fait possible ! J'ai d'ailleurs indiqué que si j'étais élu, l'une de mes premières initiatives consisterait à rencontrer le chancelier Kohl, avec qui j'entretiens d'excellentes relations personnelles. Mais nous ne devons pas, pour autant, ignorer les autres Etats-membres. Je pense en particulier à la Grande-Bretagne, dont les conceptions européennes n'ont pas toujours été identiques aux nôtres. J'approuve tout à fait le renforcement des liens franco-britanniques qui s'est opéré depuis deux ans, et je crois que la France a vocation à faire la synthèse entre les différents points de vue en présence dans le cadre de cette confé*rence. C'est une grande responsa*bilité au regard de la construction européenne.

– Pourquoi estimez-vous nécessaire de recourir à un référendum pour faire ratifier le nouveau traité sur les institutions européennes ?

– Comme je le répète depuis des mois, la conférence intergouvernementale de 1996, portant sur l'adaptation des institutions européennes, sera une étape décisive pour l'Europe et devrait être conclue par un nouveau traité qu'il faudra ratifier. Cet accord aura des conséquences considérables pour *l'Europe, comme pour les Etats qui* la composent. Comme à chacun des grands moments de la construction européenne, il est normal que les peuples européens, et pour ce qui nous concerne, le peuple français, y soient associés. La ratification de ce traité pourrait donc se faire par référendum, comme ce fut le cas pour le premier élargissement en 1972. »

Propos recueillis par Olivier Biffaud, Patrick Jarreau et Laurent Mauduit

Mme Laguiller veut constituer un vrai parti des travailleurs

ARLETTE LAGUILLER ne manque pas *d'ambitions. Dopée* par son score du premier tour de l'élection présidentielle (5,32 %), elle continue de battre la campagne. Le 2 mai à Orléans, le 3 mai à Nantes, le 4 mai à Paris, dans un Cirque d'hiver bien rempli, elle a appelé de ses vœux un « *troisième tour social* » et la constitution d'un « *parti représentant réellement les intérêts des travailleurs, des chômeurs et des jeunes* ».

Pour le porte-parole trotskiste de Lutte ouvrière (LO), en effet, peu importe qui de Jacques Chirac ou de Lionel Jospin l'emportera le 7 mai au soir puisqu'il s'agit, selon elle, comme elle l'a indiqué jeudi 4 mai au soir à Paris, « *des deux faces d'une même médaille* ». « *Les urnes n'ont jamais donné aux travailleurs que de fausses victoires* », a-t-elle assuré après avoir réitéré les propositions de son plan d'urgence pour les travailleurs, dont la réquisition des entreprises – à commencer par celles qui licencient –, l'augmentation des salaires de 1 500 francs, la suppression des aides au patronat et la création *d'emplois par l'Etat. La candidate* de LO se réfugiera d'ailleurs dans l'abstention le 7 mai, même si elle s'est refusée à condamner ceux de ses électeurs « *qui voteront Jospin* ».

Puisque le rapport des forces électorales est durablement défavorable à la gauche, « *compte tenu de l'exclusion de la fraction émigrée de la classe ouvrière* » qui ne dispose pas du droit de vote, Mme Laguiller a souhaité « *une explosion sociale* », après avoir estimé qu'il ne faut pas « *vendre la mobilisation ouvrière pour un plat de lentilles* ». Le porte-parole de Lutte ouvrière a mis en accusation le PC et le PS, qui « *n'aspirent* », selon elle, « *qu'à une seule chose, gérer les intérêts de la bourgeoisie* ».

« POLITIQUE ANTI-OUVRIÈRE »

Selon la candidate à l'élection présidentielle, le parti qu'elle souhaite voir se constituer devra « *être présent et agir partout* », contre l'exploitation, les trafiqu=nts de drogue et l'extrême droite. Selon l'analyse de Mme Laguiller, « *c'est la situation faite aux travailleurs qui explique la montée de Le Pen* ». « *Renvoyer les travailleurs étrangers, ce n'est pas le problème de Le Pen*, a-t-elle assuré. *Il ne le fera pas, la bourgeoisie a trop besoin de* [cette] *main-d'œuvre.* » Mme Laguiller a encore estimé que le président du Front national n'aspire qu'à « *une politique anti-ouvrière plus violente* », « *au nom du travail, de la famille, de la patrie et de Dieu* ».

La candidate de LO a donné rendez-vous à ses électeurs à la fête annuelle de son mouvement qui se tiendra pendant le week-end de la Pentecôte, à Presles (Val-d'Oise). Elle s'est enfin félicitée de l'intérêt manifesté, selon elle, pour sa démarche par « *une minorité de la Ligue communiste révolutionnaire* ». Favorable, sans illusion, à M. Jospin pour le second tour de l'élection présidentielle, la LCR (trotskiste) est sévèrement critiquée dans le numéro de *Lutte ouvrière* daté du vendredi 5 mai.

Gilles Paris

La presse d'extrême droite opte pour un vote blanc ou nul

APRÈS une série d'articles dont *l'objectif était manifestement de « déculpabiliser »* les électeurs de M. Le Pen tentés par un vote Lionel Jospin au second tour, la presse d'extrême droite opte, à l'image du leader du Front national, pour un vote « Jeanne d'Arc » (blanc ou nul). « Votez Jeanne d'Arc », titre *National-Hebdo* du 4-10 mai, qui écrit en une : « *Nous avons à choisir entre la peste et le choléra, entre Charybde et Scylla. Nous ne pouvons cautionner aucun des candidats d'un système détestable qui mène la France à sa perte. Nous les refusons pour préserver l'avenir. Pour constituer un recours.* » Dans *Présent* du jeudi 4 mai, Georges-Paul Wagner, membre du bureau politique du FN, estime que M. Chirac et M. Jospin, « *à peine adversaires, mais tout au plus antagonistes, paraissaient à la fin* [de leur face-à-face] *tout à fait égaux en médiocrité et en social-démocratie* ». Le quotidien *Le Français*, parle, lui, de « *deux jumeaux issus du même moule. L'un à droite et l'autre à gauche* », ayant « *le même projet de renoncement* ». Mais quelques dissonances sont observées à l'extrême droite. L'hebdomadaire *Minute* du mercredi 3 mai lance en une le mot d'ordre « *Tout sauf Jospin !* ». Dans un article titré « *Chirac malgré tout* », le journal d'extrême droite écrit : « *Jospin au pouvoir, ce serait la porte ouverte à l'invasion étrangère, l'accueil sans la moindre restriction de tous les Algériens qui risquent, un jour ou l'autre, d'être chassés de chez eux par les islamistes. Jospin au pouvoir, ce serait l'impunité pour les clandestins et la naturalisation quasi automatique de tous ceux dont on se sera empressé de régulariser la situation. Quel serait le visage de la France après sept années de « jospinades » ? On n'ose l'imaginer.* »

Président de l'Alliance populaire, mouvement dissident du Front national, Jean-François Touzé affirme dans *Le Figaro* du vendredi 5 mai que « *Jean-Marie Le Pen, en invitant ses électeurs à voter blanc, mais en réservant en même temps ses coups les plus durs à Jacques Chirac, a franchi la ligne jaune. Il est clair qu'il prend sciemment le risque de faire élire le candidat socialiste* ». M. Touzé, un moment candidat à l'élection présidentielle avant de rallier M. Le Pen, invite « *les électeurs nationaux* » à voter pour M. Chirac « *afin de faire barrage à Lionel Jospin. Il faut tout faire pour éviter un troisième septennat socialiste, qui serait une véritable catastrophe pour la France* ».

Dans un entretien à *Minute* du 3 mai, Alain Griotteray, député UDF du Val-de-Marne, qui a rejoint M. Chirac après avoir soutenu M. Balladur, explique : « *J'ai d'excellentes relations avec Jacques Chirac, mais je partage les préoccupations des 15 % de Français qui ont voté pour Jean-Marie le Pen et des 4 % qui ont voté pour Philippe de Villiers.* » Et, ajoute M. Griotteray, « *je ne crois vraiment pas que la masse de l'électorat du Front national qui fait passer l'intérêt du pays avant les querelles partisanes puisse se laisser aller au mauvais exemple de la politique du pire. J'ai confiance en l'électorat de Le Pen...* ».

Lionel Jospin, candidat socialiste à l'élection présidentielle

« Rénover la politique pour amener plus de Françaises et de Français à participer à la vie publique »

Dans l'entretien qu'il a accordé au *Monde*, Lionel Jospin reproche à Jacques Chirac *« ses brusques changements d'avis »* sur la question européenne, l'idée d'un nouveau référendum lui semblant *« malvenue »*. Etablissant un bilan de sa campagne présidentielle, le candidat de la gauche se réjouit d'avoir soulevé dans le pays *« un extraordinaire élan »* et affirme sa volonté, s'il est élu le 7 mai, de *« mettre la France en mouvement »*. M. Jospin assure être le meilleur rempart contre la montée du Front national et le plus apte à éviter le troisième tour social redouté par beaucoup. Enfin, M. Jospin confirme son ambition de rénover la vie politique française, *« pour mobiliser plus de talents, plus d'idées, plus de dynamisme pour résoudre les problèmes urgents qui se posent à la société »*.

« Jacques Chirac vient de relancer l'idée d'un référendum sur l'Europe, qu'il qualifie de *« bonne solution »*. Partagez-vous ce sentiment ?

– Non. Voilà un dernier et nouvel exemple des brusques changements d'avis de Jacques Chirac. Il avait émis cette idée en début de campagne. Il l'avait ensuite abandonnée. Il y revient maintenant... Qui avait dit que M. Chirac avait changé et qu'il était devenu plus stable ?

» Sur le fond, cette suggestion est inopportune. D'abord parce qu'elle va inquiéter. La France, pilier de la construction européenne, qui a ratifié par référendum, en septembre 1992, le traité de Maastricht, va-t-elle vaciller dans ses convictions ?

» Les capitales européennes comme les acteurs économiques vont s'interroger. Au moment où la France assure la présidence de l'Union européenne, cette initiative est vraiment malvenue.

> « Les Françaises et les Français sont sévères pour la « classe politique »

– S'il était élu, M. Chirac a expliqué qu'il s'emploierait à conforter aussitôt l'axe franco-allemand. Cela vous semble-t-il nécessaire et urgent ?

– La relation franco-allemande est l'un des axes de la construction européenne, sur la solidité duquel il faut veiller. Mais je crois qu'au moment où la France assure la présidence de l'Union, il faut développer une politique de contacts, équilibrée ; il faut associer tous les partenaires à la grande discussion qui s'engage sur les nouvelles institutions européennes.

» C'est en reconnaissant à chacun toutes ses prérogatives que l'on mobilisera les énergies, pour aller de l'avant. C'est dans le cadre de contacts avec l'ensemble des chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Union qu'une rencontre avec le chancelier Kohl sera le plus utile.

– En mars 1988, vous pressentiez que les Français n'accepteraient pas d'élire Jacques Chirac, parce qu'il *« leur faisait peur »*. Estimez-vous que, sept ans plus tard, M. Chirac fait toujours aussi peur aux Français ?

– Les discours teintés de républicanisme social qu'il nous a servis durant toute la campagne du premier tour ne sont pas parvenus à masquer le contenu réel du programme de M. Chirac, qui reste fondamentalement celui d'un conservateur traditionnel. Comme beaucoup de Français, je peux craindre chez Jacques Chirac l'inconstance des attitudes et la constance de la politique : celle d'un groupe d'hommes qui n'est guidé que par la volonté d'accéder au pouvoir. C'est ce que Raymond Barre avait appelé, durant sa campagne présidentielle de 1988, « l'Etat-RPR ».

– Votre principale difficulté au cours de cette campagne aura été, semble-t-il, de persuader les Français que vous pouvez avoir un destin présidentiel. Pensez-vous, au terme de cette campagne, les avoir totalement rassurés ?

– En politique, la subjectivité est mauvaise conseillère. La démocratie veut que le vote soit la base de tous les raisonnements. Faute de l'avoir gardé en mémoire, on fait bien des erreurs d'appréciation, comme nous l'ont montrés les cinq derniers mois.

» Au premier tour, les Français m'ont placé en tête, ce qui est la preuve que je représentais, à leurs yeux, une certaine capacité présidentielle. Lors de la campagne du second tour, j'ai senti monter dans le pays un extraordinaire élan. J'ai eu l'impression que beaucoup de mes compatriotes me découvraient. Alors, attendons le résultat du second tour pour répondre complètement à votre question !

– Beaucoup se sont plaints de l'aspect terne de cette campagne, de son manque de souffle et d'ambition. Alain Etchegoyen, dans *Le Monde*, notait, après votre face-à-face télévisé avec M. Chirac, *« qu'on attend un président »*, mais qu'il ne nous est donné que d'*« observer des énarques »*. Ce jugement vous inspire quel commentaire ?

– Même si Alain Etchegoyen conclut en me choisissant, je m'interroge : ces affirmations sont-elles justes ? J'ai développé, devant un pays et des médias de plus en plus attentifs, mes propositions, qui traitent de manière précise et concrète de problèmes dont dépend la vie de millions de Français : le chômage, le logement, l'éducation, la place des femmes dans la société, l'avenir des jeunes, la protection sociale et la santé, les rapports de l'homme avec la nature, la place de la France dans le monde, l'Europe, l'aide au tiers-monde, les priorités pour construire l'avenir.

» Avez-vous gardé souvenir des débats de la campagne présidentielle de 1988 ? Peut-être ai-je été aussi moins lyrique que nous ne le fûmes en 1981 ? Peut-être ai-je manié moins de concepts abstraits que par le passé ? Mais est-ce cela, l'attente de nos concitoyens, aujourd'hui, dans une société injuste, dans une période difficile et compte tenu des récentes expériences du pouvoir ?

– La gauche promettait jadis de changer la vie. Vous, vous n'avez cessé de promettre de changer d'abord la vie politique. Est-ce vraiment de la première urgence ? Les élus eux-mêmes sont-ils disposés à une telle évolution ?

– Changer la vie politique est tout à la fois un moyen et un symbole. Les Françaises et les Français sont sévères pour la classe politique. Ils lui reprochent, pêle-mêle, son incapacité à résoudre les problèmes de chômage et d'exclusion et la multiplication des affaires. Nous devons répondre à ces critiques et à l'attente qu'elles expriment.

» Mais, d'une manière plus profonde, pour moi, il n'y a pas la politique d'un côté – champ clos des affrontements sectaires – et, de l'autre, les choses sérieuses, le gouvernement, les grands dossiers. La politique, c'est la manière démocratique de gouverner et de proposer des solutions aux problèmes du pays. Le mot de démocratie a pour moi un sens plein. Je veux rénover la vie politique, pour amener plus de Françaises et de Français à participer à la vie publique. Pour mobiliser plus de talents, plus d'idées, plus de dynamisme. Pour résoudre les problèmes urgents qui se posent à la société.

» Mettre la France en mouvement, cela passe aussi par la réhabilitation de la politique, de la vie syndicale et de la vie associative. Cela passe par l'intensification du dialogue social.

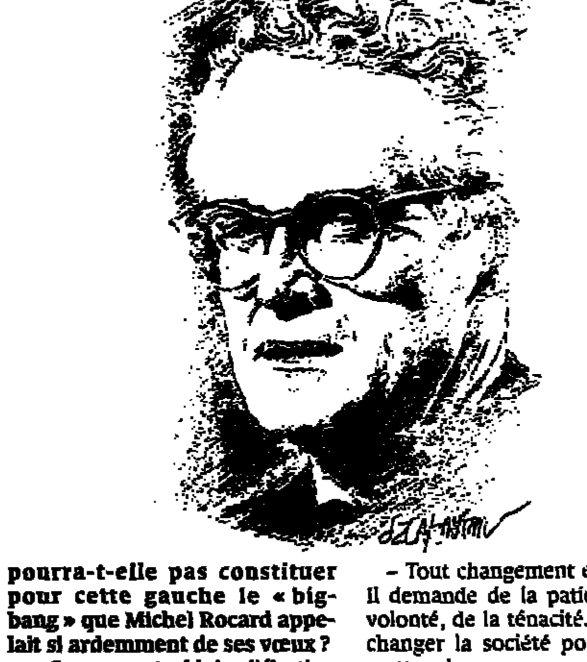
> « Les idées libérales sont là, toujours présentes, mais déguisées, masquées derrière un discours « républicain »

– Les solutions économiques et sociales avancées par M. Chirac vous paraissent-elles vraiment annoncer un réveil libéral ?

– Les idées libérales n'ont pas besoin de se réveiller. Elles sont là, toujours présentes. En France comme dans le monde, elles imprègnent la pensée économique du plus grand monde, elles sont responsables des désordres économiques et monétaires et d'abord du chômage.

» Simplement, les idées libérales, que l'on déployait comme une oriflamme en 1986, lorsque Mme Thatcher et M. Reagan étaient au pouvoir et servaient de références, sont aujourd'hui déguisées, masquées derrière un discours « républicain ».

– Certains pensent que votre victoire signifierait l'installation de la social-démocratie en France. On a parlé aussi d'une troisième gauche ou d'une nouvelle gauche. Quoi qu'il advienne, votre campagne ne pourra-t-elle pas constituer pour cette gauche le « big-bang » que Michel Rocard appelait si ardemment de ses vœux ?



– On ne peut réduire l'élection présidentielle à ces formules. Ce qui est vrai, c'est que l'équipe qui m'entoure et moi-même avons cherché ensemble à bâtir une nouvelle manière de penser la politique, qui s'est adaptée aux temps présents, qui tire les leçons du passé, mais qui s'appuie sur des valeurs de référence très solides, bien que très simples, comme la justice, l'égalité des chances, la liberté, la fraternité, la laïcité.

» Nous avons voulu concilier l'efficacité économique et la justice sociale, l'équilibre de l'homme dans la société avec l'équilibre de l'homme avec la nature. Ce qui surprend sans doute dans la démarche, c'est qu'au lieu de s'exprimer par des concepts abstraits et un nouveau vocabulaire, elle s'illustre à travers des propositions concrètes et avec un vocabulaire simple.

» Attendons encore avant de qualifier cet effort, qui a, bien sûr, des rapports avec la social-démocratie, mais qui présente une originalité. Cette vision, je la propose aux Français pour cette élection présidentielle avec l'objectif de gagner.

– Le comportement du Parti socialiste dans cette campagne vous rend-il optimiste pour la suite ?

– Le Parti socialiste, après m'avoir désigné, m'a soutenu et épaulé. Il a fait la preuve de sa force. C'est bien pour son avenir. Mais il n'a pas été le seul à me soutenir. D'ailleurs, une élection présidentielle ne se joue pas seulement au niveau des partis. Elle repose sur la mobilisation des citoyens.

– Peut-on changer aussi facilement la France qu'un parti, que la gauche ?

– Tout changement est difficile. Il demande de la patience, de la volonté, de la ténacité. Mais faire changer la société pour lui permettre de progresser, d'être plus harmonieuse et plus juste, qu'on y vive mieux, n'est-ce-pas l'ambition de tout homme de progrès ?

– Votre proposition du quinquennat ne trace-t-elle pas le chemin vers une présidentialisation définitive du système politique français ?

– Nullement. Ramener la durée du mandat présidentiel à cinq ans, ce qui est la durée du mandat de nos députés, permettra de faire vivre la démocratie en équilibrant davantage les pouvoirs. C'est le contraire de la présidentialisation.

– Vous affirmez ne pas douter de pouvoir disposer d'une majorité, à l'Assemblée nationale, au lendemain de votre installation à l'Elysée. Quels en seraient les contours, puisque le PS n'est plus en mesure de la représenter à lui seul ? Pensez-vous trouver des bonnes volontés au centre ? Si, cependant, une autre période de cohabitation devait vous être imposée, quelle serait votre attitude ?

– Je crois, effectivement, que mon élection entraînerait une modification substantielle sur l'échiquier politique et qu'autour de mon programme se mobiliserait une majorité dans la nouvelle Assemblée issue des élections législatives. Je ne veux pas aller au-delà de cette conviction ni me situer dans des semaines qui aujourd'hui sont encore à écrire.

***– Le Front national a pesé sur* cette campagne du second tour. Pensez-vous être un meilleur rempart que M. Chirac contre la montée continue de ce mouvement ?**

– Je pense profondément que la politique que je mènerai pour la jeunesse, pour l'emploi, pour la sécurité, pour la réhabilitation des banlieues, contre le trafic de drogue sont les meilleures armes contre le développement des idéologies xénophobes et égoïstes. C'est le sens de mon engagement.

> « Ramener la durée du mandat présidentiel à cinq ans permettra de faire vivre la démocratie en équilibrant les pouvoirs »

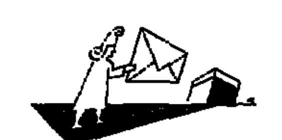
– Si vous êtes élu, pensez-vous être en mesure d'éviter ce fameux « troisième tour » social que tant d'observateurs semblent aujourd'hui redouter ?

– Oui, je le crois. La conférence nationale sur les salaires que j'entends proposer, la mise en place immédiate de grands programmes pour l'emploi, l'élaboration de la réforme fiscale, la méthode de concertation que mon gouvernement développera seraient autant de signes concrets qui changeraient la donne sociale.

– En 1981, invité à imaginer la France des années 90, vous souhaitiez que le visage de ce pays soit *« plus souriant, moins tendu, moins amer »*. Prétendriez-vous, à votre tour, que votre élection pourrait demain ouvrir « une ère nouvelle » ?

– Le problème de la France est peut-être qu'elle a aujourd'hui deux visages. Je veux les réunir. Certes, nous sommes aujourd'hui dans un temps où il faut se garder d'être présomptueux et tracer des perspectives d'une manière trop assurée. Mais, durant toute cette campagne, j'ai imaginé des voies pour l'avenir et indiqué, comme futur chef d'Etat, mon ambition pour le pays. Je n'ai pas oublié ce rêve de 1981. Je voudrais aider à construire un pays plus souriant, moins tendu, moins amer. Mais je ne le ferai pas seul. Si je réalise ce vœu, c'est que j'aurai réussi à mettre la France en mouvement, un mouvement au service de l'homme. »

Propos recueillis par
Daniel Carton



PRÉSIDENTIELLE M. Chirac et M. Jospin, les candidats du second tour de l'élection présidentielle, ont évoqué, durant leur campagne, plusieurs grands thèmes de politique intérieure ou étrangère. S'ils s'en sont tenus à leurs programmes, ils n'en ont pas moins donné quelques inflexions à leur projet initial au cours de leurs meetings ou dans leurs déclarations à la presse. A la veille du scrutin, nous présentons les dix grands dossiers ouverts par les candidats ces derniers mois – emploi, protection sociale, fiscalité, éducation, *logement, environnement, institutions, justice, Europe, défense* – et les réponses qu'ils entendent apporter *aux problèmes soulevés, s'ils* sont élus.

JACQUES CHIRAC

LIONEL JOSPIN

EMPLOI ET SALAIRES

M. CHIRAC VEUT privilégier le « *traitement économique* » du chômage en libérant les intiatives des chefs d'entreprise : baisse de la fiscalité, notamment sur les droits de succession ; simplification des démarches administratives ; allégement des charges sur les bas salaires. Il propose par ailleurs le « contrat initiative-emploi » (exonération totale de charges et prime de 2 000 francs pendant deux ans) pour l'embauche d'une personne au chômage depuis plus d'un an, et une activation des dépenses d'indemnisation des Assedic. Il ne rejette pas une réduction de la durée du travail, à condition qu'elle soit négociée dans chaque entreprise, mais il privilégie le « *temps choisi* », notamment le temps partiel. Il est partisan d'une hausse du SMIC le 1er juillet (sans préciser à quel niveau) et invite les entreprises qui le peuvent à relever les salaires. Il prône l'augmentation du salaire direct par une baisse des charges. Une « *hausse provisoire de la TVA* » compenserait les pertes de recettes qu'une telle réduction des charges entraînerait pour la Sécurité sociale.

M. JOSPIN ESTIME que le nouveau président de la République devra faire de la lutte contre le chômage une « *priorité absolue* », remettre l'homme « *au cœur de l'économie* » et opérer un partage de la croissance « *plus favorable aux salariés* ». Il propose une franchise de 5 000 francs sur la cotisation patronale d'assurance maladie. Cet allégement serait financé par une hausse de l'impôt sur les sociétés (pour les bénéfices non distribués) et le relèvement progressif de la même cotisation à partir de 14 000 francs de salaire brut. Résultat : le coût d'un SMIC serait réduit de 570 francs par mois, celui d'un salaire de 20 000 francs augmenté de 410 francs. M. Jospin préconise aussi un passage de 39 à 37 heures de la durée hebdomadaire du travail en deux ans et quatre « *grands programmes* » (logement, emplois de proximité, environnement, humanitaire). Ces mesures généreraient environ 600 000 emplois annuels en trois ans. Il promet un « *coup de pouce* » au SMIC au 1er juillet et une « *conférence nationale salariale* » si patronat et syndicats ne se mettent pas d'accord.

PROTECTION SOCIALE

M. CHIRAC ENTEND *fiscaliser certaines dépenses sociales* jusqu'à présent financées par des cotisations et prévoit pour cela une augmentation « *provisoire* » de la TVA. Il refuse de plafonner les dépenses de santé par rapport au PIB et propose des « *contrats d'objectifs* » entre les hôpitaux et les financeurs pour réguler le système de soins. Il veut revoir dès le 1er juillet le niveau des retraites (Sécurité sociale) afin que les retraités bénéficient de la croissance, plaide pour que le taux des pensions de réversion des veuves soit « *le plus vite possible* » porté de 54 % à 60 % et prône la création de fonds de pension (retraite par capitalisation) en complément du système actuel. Une « *allocation de grande dépendance* » devra aussi être créée pour 500 000 personnes âgées. Il veut instaurer une « *allocation de libre choix* » versée à terme dès le premier enfant, que les parents travaillent ou non. Enfin, l'Etat devra reprendre pour un temps le déficit de la Sécurité sociale (110 milliards fin 1995).

M. JOSPIN NE PROPOSE PAS de réformer à fond le financement de la Sécurité sociale mais veut « *mieux utiliser la CSG (plus juste que la TVA) en l'étendant à l'ensemble des revenus du capital (hormis le livret A)* ». Défenseur de l'hôpital et d'une politique de santé publique, il estime aussi que le généraliste doit être remis « *au centre du dispositif de soins* ». Chaque année, les « *grandes masses de recettes et de dépenses* » seront définies en concertation avec les partenaires sociaux. Les retraités devront participer au partage des fruits de la croissance, et les salariés ayant cotisé quarante ans pourront prendre une retraite à taux plein avant 60 ans. Le taux des pensions de reversion des veuves sera porté à 60 % en cinq ans. Une allocation dépendance sera créée. Enfin, M. Jospin entend développer les structures d'accueil pour les jeunes enfants et créer une aide au premier enfant pour les familles modestes, financée par une réduction des allocations versées aux « *familles à hauts revenus* ».

FISCALITÉ

M. CHIRAC PROPOSE une « *remise en ordre des finances publiques* », après un audit de la Cour des comptes. Il juge que la réduction de la fiscalité pesant sur les ménages et les entreprises est une « *tâche prioritaire* », car la baisse des prélèvements « *stimule l'activité économique et donc augmente les recettes de l'Etat* ». Il envisage de diminuer l'impôt sur le revenu (sans préciser son calendrier) et, d'une manière générale, de reconstruire un système fiscal « *plus favorable à l'argent qui s'investit qu'à l'argent qui dort* ». Il prévoit ainsi une réforme de la fiscalité de l'épargne pour « *encourager les placements dans les PME et dans le logement* » et une révision de la fiscalité des entreprises qui favorise leurs fonds propres et leurs investissements. Il préconise une « *réforme immédiate* » pour faciliter les transmissions d'entreprises. Enfin, il juge qu'il faudra revoir l'ensemble de la fiscalité locale, et notamment alléger les droits de mutation et reconsidérer l'assiette de la taxe professionnelle.

M. JOSPIN ENTEND réduire les déficits publics (45 milliards par an, hors effets de la croissance) et réexaminer les dépenses budgétaires « *en fonction de leur effet sur l'emploi* ». Il plaide pour « *plus de justice, plus d'efficacité* » et propose de remettre à plat les abattements et exonérations qui, dans l'impôt sur le revenu, n'ont pas d'objectifs économiques et sociaux. Il ne préconise pas de réduire les charges des entreprises : l'allègement sur les bas salaires serait compensé par une augmentation sur les hauts salaires, un passage de l'impôt sur les sociétés de 33 % à 40 % (pour les bénéfices non distribués) et une hausse de l'imposition des plus-values à long terme (de 19 % à 25 %). Selon lui, la fiscalité des placements financiers comporte « *des exonérations et des privilèges qui ne sont plus justifiés* ». Il veut généraliser le taux de prélèvement libératoire (17 %). La fiscalité locale devra prévoir « *une meilleure répartition des ressources entre collectivités prospères et collectivités en difficulté* ».

ÉDUCATION ET FORMATION

M. CHIRAC VEUT une école qui « *fasse du mérite le vrai moteur de la promotion sociale* ». Il propose « *davantage d'autonomie* » aux enseignants et aux chefs d'établissement, un « *renforcement des moyens partout où l'échec scolaire se développe* » et une refonte des rythmes scolaires. Il souhaite que des milliers d'emplois soient créés pour encadrer les activités culturelles et sportives. M. Chirac veut organiser un référendum précédé d'une « *large consultation nationale* » et créer un statut de l'étudiant plus juste. L'apprentissage et les formations techniques devront devenir « *des voies complètes de formation* » et l'entreprise « *un lieu de formation à part entière* ».

M. JOSPIN ESTIME que « *l'éducation doit retrouver la priorité qui était la sienne* » quand il en était ministre. Pour une « *véritable autonomie des établissements* », il défend « *un ajustement du statut de l'enseignant sur le niveau de sa responsabilité sociale* », quitte à appliquer « *plus fermement le principe de "l'inégalité positive" dans la distribution des moyens* » aux établissements des zones difficiles. Critique sur un enseignement « *à la tendance parfois encyclopédique* », il insiste sur l'apprentissage de base (lire, écrire, compter) et réserve au secondaire celui des disciplines plus abstraites. Le « plan social étudiant » sera réactivé pour assurer l'égalité des chances à l'université.

LOGEMENT

M. CHIRAC ESTIME qu'il faut aujourd'hui « *changer de politique* », car « *elle ne correspond plus aux besoins* ». Il plaide d'abord pour que les salariés gagnant entre 1,5 et 3 fois le SMIC puissent accéder à la propriété grâce à « *une aide directe de l'ordre de 120 000 francs pour une famille de deux enfants* », à des prêts à taux très bas et à des prêts complémentaires qui tiennent compte des accidents de la vie sociale (chômage, divorce). Cela libérerait, selon lui, un à deux millions de logements sociaux et réduirait les listes d'attente pour l'obtention de HLM. De plus, il propose « *un grand programme de logements d'insertion* », notamment pour résoudre le problème des sans-abri.

M. JOSPIN ENTEND donner « *une priorité absolue au logement social* ». Il propose de faire passer de 85 000 à 120 000 par an le nombre de prêts locatifs aidés, dont 40 000 seraient réservés aux personnes les plus démunies. Les attributions de logements sociaux devront s'effectuer « *dans la transparence* » et les préfets pourront exercer leurs droits (attribution de 30 % des logements). Il veut aussi développer la réhabilitation des HLM (200 000 par an contre 120 000). Enfin, il entend aider les propriétaires privés qui souhaitent louer un logement à des ménages modestes en leur accordant des « *avantages fiscaux* » ainsi que des garanties sur le règlement de leur loyer.

ENVIRONNEMENT

M. CHIRAC N'A PAS FORMULÉ de propositions dans son programme, mais il a eu l'occasion de préciser sa position. Il entend « *réunifier le cadre de vie des Français* », « *réconcilier l'économie et l'environnement* » et, à l'extérieur, « *promouvoir une véritable diplomatie de l'environnement* ». Il propose notamment de « *rétablir la solidarité des territoires* ». Il préconise un développement des transports collectifs, le renforcement des normes anti-bruit, des mesures pour multiplier les industries liées à l'environnement, des aides aux associations et aux collectivités qui promeuvent l'écologie.

M. JOSPIN ENVISAGE de « *développer les territoires et la qualité de la vie par l'écologie* ». Cela passe par un « *plan de reconquête des paysages* », la prévention des catastrophes naturelles et la lutte contre la pollution. Il propose la création d'une « *écotaxe à l'échelle européenne sur les émissions de gaz carbonique* ». Il veut aussi renforcer les solidarités entre collectivités riches et pauvres pour assurer un développement solidaire du territoire. Enfin, il s'est prononcé contre le projet de tunnel routier du Somport, la remise en service de Superphénix et la construction du canal Rhin-Rhône.

INSTITUTIONS

M. CHIRAC VEUT mettre fin à « *la dérive monarchique de nos institutions* ». Il défend le maintien du septennat renouvelable et l'élargissement du champ du référendum afin de donner aux Français « *les moyens de peser sur les choix de société* ». Il juge que la Ve République, qui est « *un régime parlementaire* », prévoit un président arbitre traçant les grandes lignes de l'action politique et un gouvernement qui gouverne. Quant au Parlement, il « *débat, fait la loi et doit contrôler plus efficacement l'action du gouvernement* ». M. Chirac souhaite aussi que l'administration n'empiète pas sur le politique et propose, symboliquement, de réduire les cabinets ministériels et de limiter le nombre des responsables nommés par le chef de l'Etat. Il est hostile au mandat unique (le cumul est limité à deux mandats électifs). Enfin, pour favoriser l'accès des femmes à la vie publique, il suggère d'accorder une subvention aux partis en fonction des places qu'ils leur accorderont sur leurs listes.

M. JOSPIN ENTEND être un « *président citoyen* » *dans une société qui souffre d'*« *un déficit démocratique* ». Il promet de ramener la durée du mandat présidentiel à cinq ans – et de s'appliquer la réforme – et de « *restaurer le rôle du gouvernement et celui du Parlement* ». Pour éviter le cumul des mandats, il souhaite que les ministres, dont le nombre serait réduit, et les députés « *ne puissent plus exercer de responsabilité exécutive dans une collectivité locale* ». Cette réforme serait soumise à référendum. Il souhaite un usage limité du 49-3 et une plus grande maîtrise de l'ordre du jour par le Parlement, qui doit « *retrouver sa place dans l'initiative des lois* ». M. Jospin souhaite ouvrir aux citoyens le droit de saisir le Conseil constitutionnel. Un « *débat public* » sera organisé pour « *faire avancer la parité hommes-femmes* (dans la vie publique) *au cours des cinq prochaines années* ». Enfin, la direction du budget serait « *placée auprès du premier ministre* » afin de limiter la puissance de Bercy.

DROIT ET JUSTICE

M. CHIRAC PRÉCONISE un « *grand effort de réécriture, de simplification et de codification de notre droit* » (8 000 lois, 400 000 réglementations). Il veut « *aller plus loin encore dans la moralisation de la vie publique* » et propose « *l'indépendance des juges* » et la « *transparence des relations entre le parquet et le ministère de la justice* ». Il estime qu'« *il y a un effort considérable à faire sur le budget de la justice, dont l'Etat ne peut plus s'exonérer* ». Il entend adapter le droit aux « *nouvelles formes de délinquance* », comme le trafic de drogue et aux « *risques nouveaux* », comme l'immigration clandestine.

M. JOSPIN ESTIME que la « *modernisation* » de la justice doit être « *une priorité forte du prochain mandat présidentiel* » et propose de « *doubler le budget de la justice* » en cinq ans pour accélérer les procédures, mieux répartir les magistrats et renforcer l'aide juridique. Il veut « *renforcer l'indépendance de la justice* » en « *coupant le lien entre le parquet et le garde des sceaux* », et les garanties en matière de protection de la vie privée en réglementant plus sévèrement les écoutes administratives. Enfin, « *la justice doit pouvoir instruire librement et sanctionner avec sérénité* » pour extirper la corruption.

EUROPE

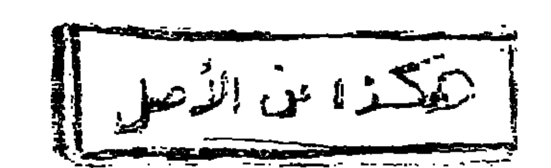
M. CHIRAC ESTIME que « *l'Europe est aujourd'hui une ambition nécessaire* », mais que pour « *réconcilier les Français et l'Europe* » il faut un référendum. Mais il n'en précise pas la date. L'Union économique et monétaire doit, selon lui, être réalisée « *lorsque les conditions prévues par le traité de Maastricht seront réunies* ». Il juge que ces conditions, notamment la réduction des déficits publics, sont impossibles à réaliser en 1997 et qu'il faudra attendre 1999 pour passer à la monnaie unique. Lors de la conférence intergouvernementale de 1996, il faudra « *un véritable renforcement de l'accord franco-allemand* » et « *la prise en compte des préoccupations britanniques* ». Il pense que les Parlements nationaux doivent être impliqués « *dans le processus d'élaboration des normes de l'Union* » et avoir le droit de « *soulever une exception de subsidiarité* ». L'élargissement à l'Est doit se faire « *dans une zone de libre-échange et en renforçant nos politiques communes* (notamment la PAC) *et nos institutions* ».

M. JOSPIN SE DÉCLARE « *profondément européen* » et juge que la France doit rester « *au premier rang de sa construction* ». Il estime qu'il faut « *vigoureusement avancer dans la construction de l'Europe politique* » pour éviter qu'elle ne devienne qu'une zone de libre-échange. Il importe donc de « *clarifier et de simplifier les mécanismes de décision* », et de remplacer dans de nombreux domaines la règle de l'unanimité par celle de la majorité. L'élargissement à l'est suppose de « *renforcer nos politiques communes (PAC) et nos institutions* », et d'engager « *sur des points limités mais essentiels de véritables actions communes* » (militaires, humanitaires). Au moment du passage à la monnaie unique – M. Jospin a retenu 1999 –, la France devra prendre « *l'initiative d'une négociation mondiale visant à rétablir un nouveau système monétaire international stable et équilibré* ». L'UE devra aussi mener une politique commune pour l'emploi, et ses législations sociales devront être « *harmonisées vers le haut* ».

DÉFENSE

M. CHIRAC CONSIDÈRE que sa « *première tâche* » sera de « *mener à bien la modernisation de nos forces nucléaires stratégiques* ». Il juge qu'il serait « *totalement irresponsable* » d'arrêter les essais nucléaires tant que la France ne dispose pas des moyens de faire des simulations. A cette réserve près, il se prononce pour « *l'interdiction complète et définitive des essais nucléaires* » et la reconduction indéfinie et inconditionnelle du traité de non-prolifération nucléaire. Par ailleurs, il estime que l'on n'évitera pas une « *professionnalisation de l'armée* », comme dans toutes les grandes démocraties. Il suggère de remplacer progressivement le service militaire par un service civil ouvert aux filles et aux garçons, qui mobiliserait les jeunes sur des actions sociales, humanitaires ou de sécurité.

M. JOSPIN PROPOSE de « *repenser notre politique de défense* ». Il entend « *maintenir la dissuasion nucléaire* », tout en prolongeant le moratoire sur les essais et en poursuivant les négociations pour la reconduction du traité de non-prolifération. Il s'agit d'assurer « *un désarmement sûr et contrôlé* » sur l'ensemble de la planète. Par ailleurs, il souhaite « *jeter les bases d'une défense européenne* », en liaison avec l'Union de l'Europe occidentale et l'OTAN, et plaide en particulier pour la mise sur pied d'une force d'intervention rapide et d'une industrie européenne d'armement. Partisan du service militaire, qui a « *un rôle irremplaçable de brassage social* », il propose de lui adjoindre un service civil d'une durée équivalente et tourné vers des missions sociales et humanitaires.



SANTÉ **Le Comité d'adaptation au progrès technique de l'Union européenne vient de proposer l'interdiction à la vente des produits solaires accélérateurs de bronzage dont la composition dépasse un dosage infime de psoralène, une molécule présente dans certaines essences végétales qui active la pigmentation de la peau. Seul le représentant français a voté contre. ● LE CONSEIL SUPÉRIEUR de l'hygiène publique de France estime que ces produits sont *« acceptables sur le plan de la santé publique »*, mais le rôle des psoralènes dans l'apparition des cancers cutanés fait l'objet d'une controverse. ● UNE ÉTUDE réalisée en Allemagne, en Belgique et en France conclut que le risque d'apparition d'un mélanome malin est multiplié par 4,5 chez les personnes à peau claire utilisant des produits solaires contenant des psoralènes.**

L'Europe veut interdire les produits bronzants contenant du psoralène

L'innocuité des crèmes, laits ou gels solaires incluant des essences naturelles, tels le citrus et la bergamote, suscite une virulente bataille d'experts.

USUS NON ABUSUS. La formule, déjà valable pour les amateurs de chocolat, de café, de cigarettes, de vin, et *a fortiori* de drogues licites ou illicites, mérite d'être appliquée aux adeptes du bronzage : la relation de cause à effet entre l'exposition prolongée aux rayons solaires durant l'enfance et l'apparition d'un mélanome malin à l'âge adulte est aujourd'hui scientifiquement démontrée. Vendredi 28 avril, le Comité européen pour l'adaptation au progrès technique (CAPT) a suivi à la lettre l'avis du Comité scientifique de cosmétologie, chargé de réviser chaque année, en fonction de l'évolution des connaissances, la directive européenne du 27 juillet 1976 relative au rapprochement des législations des Etats membres en matière de produits cosmétiques. Le CAPT a ainsi demandé que *« tout produit solaire contenant une quantité de psoralène supérieure à une partie par million »* [la partie est une unité de mesure] soit retiré de la vente.

Certaines essences végétales, en particulier l'essence de bergamote, contiennent une molécule, le 5-méthoxypsoralène (5-Mop), pouvant stimuler fortement la pigmentation de la peau. Le 5-Mop est présent dans les produits solaires accélérateurs de bronzage de la marque Bergasol, visés au premier chef par la norme européenne en cours d'adoption. Les psoralènes sont par ailleurs couramment utilisés en dermatologie dans le cadre de la puvathérapie pour traiter par exemple le vitiligo ou le psoriasis. Ils sont alors appliqués localement sur la peau ou administrés par voie orale et couplés à des expositions aux rayons ultraviolets, et potentialisent l'action cutanée de ces rayons, jouant ainsi un rôle de photocatalyseurs.

Le commissaire européen responsable de la consommation proposera *« avant le 15 juin »*, assure-t-on à Bruxelles, que la demande du comité soit amendée et figure en annexe de la directive de 1976. Si la Commission des Communautés européennes décide de suivre l'avis du CAPT, ce qui est vraisemblable, celui-ci ayant été adopté à la majorité qualifiée, les produits Bergasol devront être retirés du marché dans un délai qui reste à fixer. Il convient ici de souligner que seul le représentant français a voté contre la proposition d'interdiction.

Le problème des psoralènes est soulevé par de nombreux spécialistes depuis au moins dix ans. Saisi par un groupe de médecins, la Commission de la sécurité des consommateurs (CSC) avait adopté, le 17 septembre 1986, un avis dans lequel elle jugeait que *« les produits solaires contenant des psoralènes, notamment du 5-Mop, d'origine naturelle ou non, devraient être interdits »*. La CSC avait alors été poursuivie en justice par le fabricant, sans succès, la responsabilité de l'Etat ne pouvant être engagée.

UNE GAMME « ACCEPTABLE »

Sept ans plus tard, le 11 février 1993, le Conseil supérieur de l'hygiène publique de France estimait pour sa part que *« ces produits de la gamme Bergasol sont acceptables sur le plan de la santé publique, dans leur formulation actuelle, du fait de l'association d'essences naturelles contenant des psoralènes à des filtres solaires et à des excipients adaptés »*. En juin 1994, alertée par des cas de brûlures graves ayant nécessité des hospitalisations à la suite de l'utilisation en puvathérapie de deux produits activateurs de la pigmentation, l'Agence du médicament rappelait que ces médicaments, la Méladinine et le Psoraderm, *« ne doivent être délivrés et administrés que sous contrôle médical strict et ne doivent en aucun cas être utilisés à des fins cosmétiques pour le bronzage »*.

Il s'agit bien, dans un tel contexte, de distinguer les patients suivis en dermatologie avec des médicaments contenant du psoralène des candidats au bronzage naturel ou artificiel utilisant des produits solaires renfermant du psoralène. Le docteur Jean-Pierre Césarini, chargé de recherche à l'Inserm, assure que les modes d'administration, les dosages et les types d'ultraviolets utilisés en dermatologie, combinés au fait que les patients sont généralement suivis à vie, sont de sérieuses garanties.

A l'échelon européen, le débat sur les psoralènes, engagé en 1990, semble avoir été reporté d'année en année faute d'études véritablement concluantes. On peut également se risquer à évoquer une aimable pression des laboratoires concernés. Des dermatologues se souviennent encore de *« soirées luxueuses »* et de *« grands shows »* organisés en France ou à l'étranger par ladite société pour vanter les mérites de ses préparations solaires. Jean-Jacques Goupil, président-directeur général des laboratoires Bergaderm, nous a affirmé que *« depuis vingt ans, on dit des bêtises »*. *« Des concurrents déloyaux ont fait du mauvais lobbying à Bruxelles »*, nous a encore assuré l'homme d'affaires.

M. Goupil soutient, publications scientifiques à l'appui, que les accélérateurs de bronzage Bergasol *« ont des effets bénéfiques démontrés et protègent à 80 % l'ADN, cette matière vivante des cellules de la peau, vis-à-vis des dommages provoqués par les ultraviolets »*. Evoquant la *« calomnie »* dont il dit être victime *« depuis 1987 »*, M. Goupil a chiffré le total de ses pertes financières à 106 millions de francs.

En vertu de l'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique et sur la foi de certaines études, la France soutient le fabricant et campe seule sur ses positions. Harmonisation européenne oblige, elle devra très prochainement être amenée à les réviser ou à inciter les laboratoires Bergaderm à changer leur formule. *« Nous n'avons aucune politique concernant ces produits »*, déplore le professeur Gérard Lorette (CHU, Tours). *« Si l'on interdit la gamme Bergasol*, estime-t-il, *la logique voudrait qu'on interdise aussi les cabines d'UVA, qui sont, à mon avis, beaucoup plus dangereuses »* (*Le Monde* du 13 janvier). Face à une controverse scientifique vivace, on est en droit de s'interroger sur la priorité accordée par Bruxelles à la question des psoralènes quand des centaines de milliers de personnes s'exposent sans le moindre contrôle à des rayons artificiels proposés en libre-service par des marchands de soleil.

L. F.

Les dangers du bronzage accéléré

UNE ÉTUDE MULTICENTRIQUE sans précédent conduite en Allemagne, en Belgique et en France par l'Organisation européenne de recherche et de traitement du cancer (OERTC), à paraître dans le numéro de juin de l'*International Journal of Cancer*, conclut que le risque de développer un mélanome est 4,45 fois plus élevé chez les personnes à peau claire utilisant des écrans solaires contenant des psoralènes que chez celles usant régulièrement d'autres types de produits.

Réalisée en 1991 et 1992 auprès de 418 patients atteints de mélanomes diagnostiqués après le 1er janvier 1990 et d'un groupe témoin de 438 personnes indemnes de cancers cutanés choisis au hasard dans les communes de résidence des malades, et après ajustement multiple sur l'âge, le sexe, la couleur des cheveux et l'exposition au soleil pendant les vacances, cette étude évalue le risque de mélanome à 1,50 chez les utilisateurs réguliers d'écrans solaires et à 2,28 chez ceux qui utilisent des produits accélérateurs de bronzage.

Le risque de mélanome n'est en revanche pas corrélé avec l'utilisation de produits autobronzants. *« L'utilisation d'écrans solaires, et particulièrement de ceux contenant des psoralènes, était associée à une densité plus forte des lésions pigmentées de la peau »*, ont constaté les chercheurs. *« Bien que nous ne puissions pas exclure la présence d'un facteur de confusion inconnu*, ajoutent-ils, *nos résultats confortent l'hypothèse selon laquelle les écrans solaires ne protègent pas du mélanome. »* Prudents, ils concluent que *« de sérieux doutes sont soulevés quant à l'innocuité des écrans solaires contenant des sporalènes »*.

HAUT NIVEAU DE RISQUE EN FRANCE

Les experts ont en outre calculé que le risque de mélanome lié à l'utilisation d'écrans solaires contenant des psoralènes était de 4,01 quand les sujets passaient trois à quatre semaines de vacances dans une station balnéaire et de 14,8 quand ils prenaient cinq semaines ou plus de congés... Un gradiant nord-sud est par ailleurs apparu, montrant *« un haut niveau de risque en France malgré le nombre relativement faible de sujets »* inclus dans l'enquête. L'explication avancée par les auteurs est fondée sur *« l'histoire commerciale du produit »*, qui a d'abord été commercialisé en France au début des années 70, a été introduit plus tard en Belgique, et qui est resté rare en Allemagne.

Philippe Autier (Institut Jules-Bordet, Bruxelles), cosignataire de l'étude, a failli faire les frais de son labeur. Fin 1993, il avait dévoilé les premières conclusions de ces travaux dans le cadre d'une campagne de prévention de l'Œuvre belge du cancer – l'équivalent de la Ligue française contre le cancer. La société Bergaderm l'avait alors poursuivi en justice pour assertions mensongères et sans fondement scientifique. Elle a été déboutée. *« Nous attaquions également les bancs solaires (ou cabines) à UVA mais nous n'avons pas eu de procès du principal fabricant, la firme Philips »*, affirme M. Autier, qui précise qu'à l'heure actuelle en Europe seules la France, la Belgique et la Grèce autorisent encore la gamme des produits Bergasol contenant de l'essence de bergamote.

L. F.

Jean-Paul Escande, chef du service dermatologie à l'hôpital Cochin

« Le vrai problème est celui de l'acceptabilité du risque »

« Vous êtes dermatologue et spécialiste du mélanome. Comment réagissez-vous à la décision des experts de Bruxelles ?

– Tout d'abord, il convient de rappeler que M. Goupil a créé la gamme Bergasol à un moment où le bronzage était une valeur sociale. A cette époque, le problème était d'être le plus bronzé possible, le plus vite possible. Il a donc utilisé les accélérateurs du bronzage et les psoralènes, connus depuis les pharaons. Les dermatologues ont alors commencé à dire qu'accélérer le bronzage, c'était de la folie. Mais, si on est parfaitement honnête, il faut bien reconnaître qu'on n'a pas vu de drames épouvantables – on a vu quelques accidents mais on en a vu sans Bergasol. Je traite quantité de mes malades qui ont du vitiligo, du psoriaris ou des prurits au cours du sida avec des médicaments contenant du psoralène. Les commissaires européens ont-ils bien fait de crier au loup ? Faut-il être très autoritaire et interdire, dans un domaine où le risque est statistiquement faible, ou faut-il laisser le produit autorisé en prévenant les utilisateurs qu'il peut être dangereux ? Et s'il n'y a qu'une catégorie de la population qui est en danger, faut-il l'interdire pour tout le monde ? La question est posée. Mais il ne faut pas être marchand de peur. C'est trop facile. Le mélanome, c'est quand même une horreur.

– Que sait-on précisément des risques liés à ce type de produits ?

– Pas grand-chose en réalité. On sait de façon certaine que les populations celtes, c'est-à-dire les demi-roux, exposées au soleil des tropiques, développent beaucoup de mélanomes. On sait également que les coups de soleil de l'enfance font développer des mélanomes à l'âge adulte. On commence par ailleurs à démontrer que, plus les gens se protègent, plus ils développent de cancers. Les gens qui se croient totalement protégés passent en effet plus de temps au soleil et finissent par développer plus de cancers que ceux qui ne se protègent pas et s'exposent peu au soleil.

» Le vrai problème est celui de l'acceptabilité du risque. Le risque qui est acceptable pour une maladie très invalidante socialement, très marquante, n'est sans doute pas acceptable lorsqu'il s'agit simplement d'acquérir un bronzage. Ma conviction personnelle est que la bergamote n'a pas un tel intérêt pour le bronzage qu'il faille faire courir le risque à une seule personne. Si ces produits solaires n'existent plus, cela ne fera de peine à personne et cela sauvera sûrement quelques vies. Mais, au nom des principes généraux du droit et de la démocratie, cela peut être discuté.

– Pourquoi, selon vous a-t-il fallu tant attendre pour que Bruxelles se saisisse réellement de la question ?

– Premièrement, les lenteurs de l'administration ne nous décevront jamais. Ensuite, nous vivons actuellement avec des règles éthiques qui sont des règles de contrôle. Désormais, le contrôle tient lieu d'éthique, et il se renforce. Avant, lorqu'on disait *« attention, c'est dangereux »*, tout le monde s'en moquait. Aujourd'hui, on dit *« attention, ceci n'est pas éthique »*, et cette fois on est entendu et les mesures suivent. La raison fondamentale de ce mouvement général, c'est l'affaire du sang contaminé. Elle a valeur d'exemple et de symbole de ce que peut entraîner l'alliance de l'insouciance médicale et de l'appât du gain. »

Propos recueillis par Laurence Folléa

L'incidence croissante du mélanome malin

Une conférence scientifique*, dite « de consensus », a été organisée *début avril* par l'Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale (ANDEM) *sur* le thème du *suivi* des patients opérés d'un mélanome au premier stade de son développement (80 % des personnes atteintes). *Les membres du jury ont souligné que le mélanome malin est « la plus grave des tumeurs cutanées mettant en jeu le pronostic vital des patients atteints »* et qu'il *« représente également le cancer dont l'incidence augmente le plus vite (doublement de cas tous les dix ans) »*. En France, sa fréquence varie de neuf à dix nouveaux cas par an pour 100 000 habitants, soit environ 6 000 nouveaux cas chaque année. *« Si le pronostic des formes métastasées est redoutable,* ont encore estimé les experts, *en revanche, le traitement des formes reconnues précocement (stade 1) permet la guérison lorsque la tumeur n'est pas trop épaisse. »

Au vu des dernières données disponibles, il apparaît que, chez les malades opérés d'un mélanome primitif, *« le taux de survie entre cinq et dix ans, tous paramètres confondus, se situe entre 74 % et 80 % »*. *« Aux stades local et loco-régional,* a encore indiqué le jury, *la maladie est accessible à des traitements efficaces avec des chances de guérison. Au-delà, les chances d'un traitement curateur sont quasiment nulles. »*

La Générale des eaux et la Lyonnaise auraient alimenté le compte suisse de M. Arreckx

Des poursuites pourraient être engagées contre ces sociétés

TOULON
de notre correspondant régional

L'instruction menée à Toulon dans une affaire de corruption mettant en cause le sénateur (UDF-PR) et ancien président du conseil général du Var, Maurice Arreckx – écroué depuis le 1er août 1994 –, a fait un progrès décisif après la transmission par le juge genevois Paul Perraudin, du compte rendu de la commission rogatoire dont il avait été saisi par son collègue toulonnais, le juge Thierry Rolland, au sujet d'un compte bancaire détenu en Suisse par M. Arreckx. De 1988 à 1994, ce compte aurait été alimenté par sept ou huit sociétés françaises appartenant, pour la plupart, selon l'un des avocats de M. Arreckx, à la Compagnie générale des eaux (CGE) et à la Lyonnaise des eaux. Entendu, mercredi 3 mai, par le juge Rolland, M. Arreckx a confirmé et complété les informations recueillies par la justice helvétique.

Le compte bancaire « Charlot » détenu, depuis septembre 1982, par M. Arreckx, à la Banque de gestion privée (BGP) de Genève n'a, désormais, plus de secrets, ou presque, pour le juge Thierry Roland. Le solde de ce compte de placement en actions et obligations avait atteint 6,3 millions de francs (produits financiers compris). En août 1992, M. Arreckx, souffrant d'un cancer de la prostate, avait ouvert, dans la même banque, des comptes au nom de ses quatre enfants et fait transférer, sur chacun d'eux, une somme de 1 million de francs. Dès le 21 octobre 1994, il avait consenti à s'expliquer sur ce compte suisse dont l'ouverture lui aurait été suggérée, à l'origine, par une entreprise qui souhaitait « *aider les hommes politiques de droite, à parité avec les financements sollicités par le nouveau pouvoir socialiste* » (*Le Monde* daté 23-24 octobre).

Mais il s'était refusé, alors, à révéler le nom de cette entreprise comme celui des autres sociétés qui, par la suite, l'avaient fait profiter de leur « générosité ». La commission rogatoire internationale, dont le compte rendu est parvenu, récemment, au juge Rolland, s'est, toutefois, révélée fructueuse. Dans un volumineux rapport de près de 600 pages tous les mouvements du compte « Charlot », entre 1988 et 1994, ont été méthodiquement reconstitués et complétés par un tableau de renseignements recueillis par la police judiciaire suisse sur l'identité des bailleurs de fonds de M. Arreckx. Interrogé mercredi 3 mai, le sénateur du Var, mis en examen, le 23 mars dernier, pour recel d'abus de confiance et recel d'abus de biens sociaux, a confirmé, sans difficulté, l'ensemble des éléments transmis au juge Rolland. Il a accepté, de surcroît, de combler les « blancs » de la commission rogatoire. Au total, sept ou huit sociétés françaises auraient alimenté son compte, exclusivement sous la forme de virements bancaires. Selon l'un de ses avocats, Me Hervé Andréani, la plupart de ces sociétés seraient liées à la CGE et à la Lyonnaise des eaux. L'un de ces virements, d'un montant de 275 000 francs suisses, soit environ un million de francs, provenant de l'Union des banques suisses, a été effectué le 25 avril 1992. La CGE – qui a fait opposition à la divulgation des informations la concernant – ou l'une de ses filiales *en serait à l'origine d'après les déclarations faites par M. Arreckx.* Parmi les « donateurs » identifiés figurent, également, la société Lyonnaise des eaux - Dumez, pour deux virements, l'un de 155 000 francs, le 26 novembre 1990, l'autre de 500 000 francs, le 4 mars 1991, ainsi que la société de travaux publics héraultaise, Bec Frères SA, première entreprise française de terrassement, *qui apparaît pour un seul versement* de 290 000 francs, le 6 juin 1990. M. Arreckx a, par ailleurs, indiqué avoir reçu un million de francs de la société des Constructions navales et industrielles de la Méditerranée (CNIM) de La Seyne, près de Toulon, par un virement de la Banque continentale du Luxembourg en date du 3 mars 1993. La même entreprise aurait également versé à M. Arreckx *une somme de* 200 000 francs, le 4 décembre 1990.

UNE ROSERAIE AU MAROC

L'ancien président du conseil général du Var n'a, en fait, jamais puisé sur son compte car ses économies personnelles lui auraient toujours permis, par compensation, de faire face à ses dépenses électorales. La question se pose également de savoir *si les fonds qui lui ont été versés* ont correspondu à des contreparties. M. Arreckx aurait fait remarquer que le service de distribution d'eau de la ville de Toulon a été concédé – à la CGE – en 1986, soit un an après qu'il a renoncé à son mandat de maire de *la ville. Un réquisitoire supplétif* sera, probablement, délivré, dans les prochaines semaines, par le parquet de Toulon, pour permettre au juge Rolland d'engager des poursuites contre les entreprises concernées. Aucun indice – ni virement bancaire ni versement en espèces – n'est venu, par ailleurs, étayer le versement d'un pot-de-vin à M. Arreckx par la société Campenon-Bernard pour la *construction de la Maison des* technologies de Toulon. Rappelons que Campenon-Bernard a reconnu avoir versé une commission occulte de 2 millions de francs. Sur cette somme, 500 000 francs ont été prélevés par un faux facturier, Raymond Lafforgue, et 440 000 francs ont abouti, sous la forme d'un don officiel, entre les mains du trésorier national du PR. Le million restant aurait *été remis, au début de 1992, en* Italie, à l'ancien « parrain » toulonnais, Jean-Louis Fargette.

L'examen du compte suisse de M. Arreckx a fait apparaître, enfin, une opération de placement relative à la création d'une roseraie au Maroc, dans les années 1988-1989, par le biais d'une société fiduciaire de l'île de Man, Caïman Trust Co. Le sénateur avait investi environ 1,6 million *de francs mais, cette opération étant* peu rentable, il avait récupéré l'essentiel de sa mise, par deux virements, en 1990 et 1991. Le compte « Charlot » avait été clôturé en avril 1994 et M. Arreckx avait transféré ses avoirs (2,2 millions de francs) sur l'un des comptes de ses enfants. Ses avocats ont indiqué qu'ils déposeraient une nouvelle demande de mise en liberté – la septième – *vendredi 5 mai.*

Guy Porte

Les gendarmes ont entendu le secrétaire général de la mairie de Montpellier

L'enquête concerne la privatisation de l'eau

MONTPELLIER
de notre correspondant

Des enquêteurs de la section de recherche de la gendarmerie de Paris *se sont rendus, jeudi 4 mai*, à la mairie de Montpellier. Ils ont entendu le secrétaire général, et ont recueilli divers documents, dont le procès-verbal de la délibération du conseil municipal qui avait attribué, en 1989, le marché des eaux de la ville à la Compagnie générale des eaux (CGE). Les gendarmes ont aussi emporté le contrat d'affermage correspondant et une revue de presse qui relate les événements de l'époque.

Cette opération s'inscrit dans l'information judiciaire ouverte au cabinet du juge parisien Jacqueline Meyson pour enquêter sur des commissions que la CGE aurait versées à la Sicopar, bureau d'études proche du Parti communiste, en vue de faciliter l'obtention du marché des eaux dans une centaine de villes *en France.* Entre 1984 et 1992, ce sont ainsi 24,6 millions de francs qui auraient été versés à sept filiales du groupe Gifco (*Le Monde* du 15 avril).

Dans le cadre du dossier montpelliérain, le juge soupçonne plus précisément deux bureaux d'études proches du Parti communiste, Sicopar et Languedoc Roussillon Equipement, d'avoir perçu respectivement de la CGE 4,4 millions de francs et 3,6 millions de francs, pour des prestations fictives, destinées en fait à intervenir auprès d'élus et de syndicalistes afin que le contexte local soit favorable à la privatisation du marché des eaux. Lors du vote en conseil municipal, les élus communistes s'étaient abstenus. Mis en examen pour *« trafic d'influence, faux et usage de faux et corruption »* en avril dernier, Jean-Dominique Deschamp, *directeur général adjoint* de la CGE, avait précisé au juge le rôle de la société Sicopar, expliquant qu'elle *« agissait auprès des gens de sensibilité de gauche et plus particulièrement des élus communistes »*, ce que conteste la Sicopar.

Bernard Franck, ancien directeur de la CGE pour le Languedoc- Roussillon, qui avait négocié les contrats de ces deux bureaux d'études, a, lui aussi, été entendu par les gendarmes, puis remis en liberté sans être mis en examen.

La mairie de Montpellier précisait, jeudi, qu'il ne s'agissait pas d'une perquisition mais d'une « *visite* » effectuée dans le cadre d'un tour de France des mairies concernées par l'affaire. Georges Frêche, le maire socialiste, affirme n'être au courant de rien, sans exclure que des accords entre la CGE et le Gifco *aient pu* être passés au niveau national. Mais il n'y aurait, selon lui, pas eu de justification à une éventuelle intervention auprès des élus du PCF et de la CGT à Montpellier. A l'époque, précise-t-il, le contexte local était favorable à la privatisation, puisque lui-même venait d'être reconduit à la tête de la mairie avec le soutien du PC. Et il aurait veillé à ce que les salariés *repris* par *la CGE bénéficient* d'avantages sociaux (35 heures hebdomadaires et augmentation de salaires). *« Pourquoi aurais-je participé au financement du PC ?* demande encore Georges Frêche, *alors que je me suis battu pendant des années contre les bureaux d'études, Urba compris, au moment où, au PS, nous étions considérés comme les mauvais élèves ? »* La privatisation des eaux avait rapporté 250 millions de francs à la ville, sans compter une redevance annuelle de 17 millions. Le maire, toutefois, se déclare prêt à se constituer partie civile s'il s'avérait, d'une manière ou d'une autre, que Montpellier a été lésée dans l'opération.

Jacques Monin

■ **AFFAIRE BOTTON : le parquet de Lyon a fait appel,** jeudi 4 mai, du jugement rendu le 20 avril par le tribunal correctionnel de Lyon. Cette décision ne concerne que neuf des douze prévenus. Condamné à quatre ans de prison, dont deux avec sursis, et à 2 millions de francs d'amende, M. Botton avait protesté contre ce jugement mais, contrairement à son beau-père, Michel Noir, à Michel Mouillot, maire de Cannes, et au *journaliste Patrick Poivre d'Arvor* – tous trois condamnés à quinze mois de prison avec sursis –, il avait décidé de ne pas faire appel. Le gendre de M. Noir a par ailleurs été entendu à Paris par la brigade financière de Lyon (*Le Monde* du 5 mai). M. Botton a été interrogé sur l'utilisation de comptes suisses qu'il a toujours affirmé avoir ouvert en 1986 à la *demande du maire de Lyon.* A l'inverse de ce que nous écrivions, il a été entendu à titre de témoin, sans être placé en garde à vue – ce que certaines sources proches de l'enquête confirmaient pourtant à tort, jeudi matin. Le juge Courroye a également conduit des perquisitions dans les bureaux de Pierre Botton et dans ses appartements, anciens et actuels.

■ **AFFAIRE PAPON : *Lionel* Jospin considère que la procédure concernant ce dossier** *« doit être menée jusqu'à son terme »* et *« la justice rendue dans des délais raisonnables ».* Cette prise de position fait suite à une lettre ouverte adressée par Me Gérard Boulanger, avocat de vingt-six parties civiles, aux deux candidats à la présidence de la République, leur *demandant de « prendre l'engagement de tout mettre en œuvre pour que la justice en finisse avec cette procédure ».* L'instruction concernant l'ancien secrétaire général de la préfecture de Gironde et responsable du *« service des questions juives »* de 1942 à 1944 fait suite à une plainte déposée le 8 décembre 1981.

■ **MEURTRE DE BRAHIM BOURAAM : l'information judiciaire pour assassinat** ouverte contre X... par le parquet de Paris, jeudi 4 mai, après la mort du Marocain Brahim Bouraam, poussé à la Seine par un skinhead pendant la manifestation du 1er mai du Front national (*Le Monde* du 5 mai), a été confiée au juge d'instruction parisien Jean-Paul Valat.

Fugueur sans frontières

AVANT DE CONNAÎTRE son nom, les gendarmes du peloton de Malataverne (Drôme) l'avait surnommé « Indiana Jones ». A douze *ans et pas mal de poussière*, cet « *enfant sauvage* » qui, dimanche 30 avril, fut découvert sur l'aire du Tricastin, entre Montélimar et Bollène, en train de chercher sa pitance dans les poubelles autoroutières, venait de s'offrir une sacrée aventure. Mais il lui fallut beaucoup de temps et l'aide d'un interprète pour la raconter, par bribes. Lorsque les gendarmes-mères poules eurent réconforté le garçonnet en lui offrant l'un des plateaux-repas destinés aux stagiaires, un grand Coca et quelques vêtements dénichés dans les placards de leurs propres enfants, et qu'une bonne douche l'eut débarrassé du noir de fumée ou de cambouis qui le recouvrait de la tête aux pieds, l'étrange voyageur glissa qu'il s'appelait Nabil et brisa là les confidences. Sa peau restait colorée, il ne parlait que l'arabe, il avait l'air espiègle et son regard rieur disait des rêves d'horizons lointains...

DOUBLEMENT CLANDESTIN

Nabil pouvait aussi bien être un gosse abandonné qu'un enfant perdu, mais il donnait davantage l'impression d'un fugitif lucide, d'un trimardeur précoce, d'un fugueur sans frontières. On le plaça à la maison départementale de l'enfance de Valence où il lorgna vite vers la sortie mais apprécia à sa juste splendeur la grande balade en Ardèche du lundi. Mardi, grâce à l'interprète, le juge des enfants de la ville apprit l'essentiel. Nabil, qui s'appelait en fait Hicham, venait de Tanger d'où il avait pris un aller simple très particulier pour l'Europe en se glissant dans un compartiment, proche du moteur ou de la climatisation, sous l'arrière d'un gros autocar de touristes allemands. Le soutier, doublement clandestin, se retrouva bientôt dans la cale d'un ferry qui cracha sa cargaison touristique à Sète. Le plus gros était fait et, *ratatiné dans son caisson*, le *passager* de l'ombre frôla vite l'asphalte de l'autoroute du soleil. C'est lorsque le chauffeur entreprit d'inspecter son véhicule, à l'occasion d'une pause, que le gamin s'éclipsa. Sale, suffoquant, les vêtements en lambeaux et affamé à en fouiller les poubelles...

La suite, c'est-à-dire le prologue, en forme d'état-civil, de cette moderne odyssée à rebours, le consulat du Maroc, à Lyon, en obtint la primeur, mercredi. Nom, prénom : Hicham, définitivement ; profession du père : employé aux chemins de fer marocains ; motif du voyage : l'envie de voir du pays ; adresse, etc. Restait à vérifier. Jeudi 4 mai, le consul général disait attendre encore les *« réponses des autorités locales marocaines »* en excipant du décalage horaire (deux heures), et restait ainsi dans *un flou fort diplomatique.* Hicham aurait avoué ne pas en être à sa fugue d'essai. Déjà, une fois, vers l'Espagne des châteaux...

Si tout se confirme et si tout va bien, dans la logique des adultes, le petit voyageur sans bagages et sans pécule sera rapatrié chez ses parents muni d'un passeport et d'un visa. *« Il faudra sans doute compter quelques semaines »*, prévoit la patiente juge des enfants.

Robert Belleret

Deux ans de prison sont requis contre le sénateur Pradille

Le jugement de l'affaire des HLM du Gard sera rendu le 24 mai

NÎMES
de notre correspondant

Deux ans de prison ferme, trois ans d'inéligibilité et une amende de 300 000 francs ont été requis, jeudi 4 mai, devant le tribunal correctionnel de Nîmes, à l'encontre du sénateur socialiste Claude Pradille, prévenu dans le cadre de deux affaires de corruption et d'escroquerie liées à sa gestion de l'office départemental d'HLM (*Le Monde* du 4 et du 5 mai). Détenu depuis le 5 janvier, l'homme politique gardois a réintégré à l'issue du procès sa cellule numéro 110 de la prison de Nîmes où, sauf décision contraire de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nîmes, il attendra le jugement, mis en délibéré au 24 mai.

Le procureur de la République, Bertrand de Loze de Plaisance, a également requis deux ans et six mois de prison ferme à l'encontre respectivement du beau-frère et de l'ancien directeur du cabinet de Claude Pradille et des peines allant de trois à huit mois d'emprisonnement avec sursis pour sept des autres prévenus. Le représentant du ministère public n'a pris aucune réquisition contre le président du conseil général du Gard, Alain Journet (PS), prévenu pour faux en écriture. *« Je ne suis pas en mesure de montrer qu'il a commis un faux document. Les règles administratives et pénales ne se rejoignent pas toujours »*, a-t-il expliqué.

L'OMBRE DE GILBERT BAUMET ?

Décortiquant la manœuvre qui, selon lui, a permis à Claude Pradille de faire construire gratuitement sa piscine sur les fonds de l'office HLM, puis l'escroquerie par laquelle le sénateur a fait bénéficier, sans aucune contrepartie, son beau-frère d'un marché informatique d'un montant de 1 million de francs, le procureur a vivement critiqué *« les dénégations et les dérobades »* du sénateur. *« Après s'être couvert par des factures de complaisance, il n'a pas hésité à solliciter une enquête judiciaire. M. Pradille espérait une justice fabriquée, il décrédibilise la classe politique. Au moment où le droit au logement est rappelé comme l'un des fondements des droits de l'homme, n'est-il pas choquant qu'un parlementaire utilise l'argent d'un office HLM à des fins personnelles ou familiales ? »* L'avocat de Claude Pradille, maître Jean-Pierre Cabannes, a proposé une autre lecture du dossier que celle du parquet, trop orientée à son goût. Réclamant la relaxe, il a justifié les *« bêtises »* de son client par *« le tempérament méditerranéen que semble ne pas comprendre le procureur et qui fait que les devis et les factures n'ont pas toujours dans le Midi une grande importance ».*

Profitant ensuite de plusieurs témoignages contradictoires, il a tenté d'insinuer un doute dans l'esprit des magistrat en voyant derrière chacune des révélations de ce dossier l'ombre machiavélique de Gilbert Baumet, l'ancien président du conseil général (Mouvement des réformateurs), démis de ses fonctions en avril 1994, notamment par ses anciens alliés socialistes. *« Ce dossier n'est pas né des hasards de l'enquête judiciaire. C'est un procès politique »*, dira maître Cabannes, en restituant le climat de *« chasse à l'homme »* qui, dit-il, entoure cette affaire depuis un an.

Richard Benguigui

DISPARITIONS

Jacqueline Beaujeu-Garnier

Une éminente géographe

JACQUELINE BEAUJEU-GARNIER, qui est décédée vendredi 28 avril, était présidente de la Société française de géographie depuis 1983. Née le 1er mai 1917 à Aiguilhe (Haute-Loire), elle a mené une brillante carrière universitaire à la Sorbonne, où elle débuta comme assistante (1942-1946), puis aux universités de Poitiers (1947-1948), Lille (1948-1960) et Paris-1 (1960-1986). Parallèlement, outre la présidence de la Société de géographie, elle assurait, depuis 1940, le secrétariat général de la revue *L'Information géographique*, et la codirection des *Annales de géographie* (depuis 1983). Elle présidait aussi la commission sur les grandes métropoles à l'Union géographique internationale.

Parmi les nombreux ouvrages publiés par Jacqueline Beaujeu-Garnier, on notera, notamment, *Le Morvan*, sa thèse, en 1948, *L'Économie de l'Amérique latine*, *L'Économie du Moyen-Orient*, *Géographie de la population*, *Trois milliards d'hommes*, *Images économiques du monde* (annuel), *Atlas du nord de la France*, *Le Relief de la France*, *La Population française*, *Les Régions des Etats-Unis*, *La Géographie : méthodes et perspectives*, *Géographie du commerce*, *Atlas et géographie de Paris et de l'Ile-de-France*, *Géographie urbaine* et *Paris, hasard ou prédestination ?*, son dernier livre, paru en 1993.

■ **HENRI DE MENTHON**, industriel, auteur dramatique et directeur de théâtre, est mort mercredi 3 mai 1995 à La Celle-Saint-Cloud (Yvelines) à l'âge de soixante-sept ans. Né dans une famille de diplomates, homme d'affaires – il fut président-directeur général de la Cellulose du Pin –, Henri de Menthon a affiché très tôt son goût pour le théâtre et plus largement pour les arts. Il s'est traduit par la rédaction de deux pièces de théâtre (*Les Larbins*, en 1976, et *L'Inscription*, jouée au Petit Théâtre de l'Est parisien en 1981). De 1981 à 1984, il dirige à Paris le Théâtre des Mathurins avant d'être nommé directeur du Théâtre Paris-Villette par le maire de Paris l'année suivante.
Là, en 1987, il permettra de découvrir *Conversations après un enterrement*, la première pièce d'un jeune auteur promis au succès, Yasmina Reza. A la suite d'une triste affaire de contrefaçon d'un scénario consacré à Alexandre Vialatte, Henri de Menthon s'éloigne du théâtre en 1990, année où il ouvre dans la capitale une galerie d'art.

NOMINATIONS

Mouvement préfectoral

Sur proposition de Charles Pasqua, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le conseil des ministres a adopté, mercredi 3 mai, les mesures individuelles suivantes : **Jacques Deschamps**, préfet délégué pour la sécurité et la défense auprès du préfet de la zone de défense sud, préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et préfet des Bouches-du-Rhône, est nommé préfet hors cadre. **Michel Sappin**, administrateur civil hors classe, est nommé préfet délégué pour la sécurité et la défense auprès du préfet de zone de défense sud, préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet des Bouches-du-Rhône.

[Michel Sappin est né le 8 avril 1948 à Paris. Licencié en histoire, il commence sa carrière comme attaché principal d'administration centrale, au ministère de l'urbanisme et du logement. Il entre à l'Ecole nationale d'administration, et devient administrateur civil au ministère de l'éducation nationale, en 1982. En juin 1986, il devient directeur de cabinet du président du conseil général des Hauts-de-Seine (Paul Graziani). L'année suivante, il est détaché en qualité de sous-préfet, commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de Vendôme. En 1989, il est nommé sous-directeur des élèves et de l'action éducative et culturelle au ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports. En 1991, il est affecté dans l'arrondissement d'Orléans, en qualité de sous-préfet de première classe, et de secrétaire général de la zone de défense Centre-Ouest. En mai 1993, il devient secrétaire général de la préfecture du Calvados. Peu après, il entre au cabinet de Charles Pasqua, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. Il en devient le directeur adjoint, en août 1994.]

Épiscopat

Le pape a nommé, vendredi 5 mai, archevêque d'Aix-en-Provence et Arles (Bouches-du-Rhône), **Mgr Louis-Marie Billé**, qui était évêque de Laval (Mayenne). Il succède à Mgr Bernard Panafieu, devenu archevêque de Marseille.

[Né à Fleury-les-Aubrais (Loiret) le 18 février 1938, Louis-Marie Billé a fait ses études à la faculté de théologie de l'Université catholique d'Angers, à l'Institut biblique de Rome et à l'École biblique de Jérusalem. Il a été ordonné prêtre en 1962 pour le diocèse de Luçon, dans lequel il a eu plusieurs fonctions, avant d'être nommé, en 1984, évêque de Laval. Au plan national, Mgr Billé est, depuis 1991, président de la commission épiscopale de la catéchèse et du catéchuménat.]

Santé publique

Pierre Ducimetière a été nommé vice-président du Haut Comité de la santé publique (HCSP), en remplacement du professeur Guy Nicolas, vendredi 28 avril, par le ministère des affaires sociales et de la santé. Le professeur Nicolas devient rapporteur général du HCSP. M. Ducimetière, directeur de l'unité U 258 (épidémiologie cardiovasculaire) de l'Inserm depuis 1982, est ancien élève de l'École polytechnique et docteur ès sciences. Il a travaillé dans l'unité de recherches statistiques du professeur Daniel Schwartz de 1965 à 1976 et dans l'unité de recherches épidémiologiques sur les maladies chroniques du professeur Lellouch de 1976 à 1982. Les nouveaux membres du HCSP, nommés pour trois ans, sont Adrien Bedossa, pharmacien biologiste, Maryvonne Thepaut, infirmière générale, les docteurs Jean-Daniel Rainhorn, Jean-François Dodet, Daniel Gautier, Michel Ghysel, Pierre Guillet, les professeurs Arnold Munnich et Roland Sambuc.

ACAT

Philippe Warnier a été élu président de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT). Ancien responsable des Scouts de France, puis de La vie nouvelle, directeur de la revue mensuelle *Prier*, Philippe Warnier, journaliste catholique, succède, à la tête du mouvement œcuménique de lutte contre la torture, à deux présidences protestantes, celles de Jacqueline Westercamp et d'André Jacques. Il était déjà porte-parole de textes collectifs sur la non-violence ou la bioéthique et fondateur du groupe *Paroles* (réunissant surtout des laïcs d'Eglise).

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du jeudi 4 mai sont publiés :

● **Pollution** : un décret instituant une taxe parafiscale sur les émissions de polluants dans l'atmosphère. Cette taxe est affectée au financement de la lutte contre la pollution de l'air et perçue par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

● **Réfugiés** : un décret déterminant les conditions dans lesquelles le délégué du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés ou ses représentants ainsi que les associations humanitaires ont accès à la zone d'attente d'une gare ferroviaire ouverte au trafic international, d'un port ou d'un aéroport (*Le Monde* du 5 mai).

● **Nouvelle-Calédonie** : un décret portant convocation des électeurs pour procéder aux élections aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie. Ces électeurs sont convoqués le dimanche 9 juillet.

● **Transports scolaires** : une circulaire relative à l'amélioration des transports scolaires. Soucieux de limiter la fatigue des élèves, le ministre de l'Education nationale préconise une meilleure concertation entre les présidents de conseils généraux, chargés de cette compétence depuis la décentralisation, et le personnel scolaire.

● **IUFM** : un arrêté fixant la répartition du nombre des allocations d'année préparatoire à l'institut universitaire de formation des maîtres et des allocations d'institut universitaire de formation des maîtres à attribuer à compter du 1er septembre 1995.

● **Service militaire** : un décret modifiant le code du service national.

● **Voies navigables** : un décret relatif à la composition et aux modalités de fonctionnement du comité de transport par voie navigable.

● **CAECL** : un décret portant nomination du président du conseil d'administration de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (CAECL) : il s'agit de Jean-Pierre Delalande, député (RPR) du Val-d'Oise, représentant du Parlement à la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations.

● **Mines** : plusieurs décrets concernant les nominations aux postes de présidents de conseils d'administration des écoles des mines.

AU CARNET DU MONDE

Naissances

Danielle DALAN
et Jean TAUFENEKER
sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille

Sarah,

le 29 avril 1995.

Sainte-Abondance,
47200 Virazeil.

Anniversaires de naissance

– Bon anniversaire,

Bon papa,

Paulette, Geneviève,
Jean et Madeleine,
Jacques, François et Martine,
Annie et Henri,
Et tes petits-enfants.

Décès

– Le président de l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne,
Les enseignants,
Le personnel administratif,
Les étudiants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Jacqueline BEAUJEU-GARNIER,
professeur émérite de géographie,

survenu le 28 avril 1995.

– L'association des professeurs d'histoire-géographie (APHG)
a la tristesse de faire part du décès de

Jacqueline BEAUJEU-GARNIER,
professeur émérite à la Sorbonne,

survenu le 28 avril 1995.

Membre éminent de l'association, ce grand professeur a été de tous les combats pour la défense et la promotion de la géographie dans l'enseignement.

APHG - BP6541,
75065 Paris Cedex 2.

– Mme Denise Schaller,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Adrien-Jean Bouhéret,
leurs enfants et petits-enfants,
M. Claude Bouhéret,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Roland BOUHÉRET,
écrivain, architecte, professeur à l'école des beaux-arts de Besançon,
chevalier dans l'ordre des arts et lettres,

survenu le 3 mai 1995, à Besançon.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 6 mai, à 15 heures, en l'église paroissiale de Morteau.

20, rue des Villas,
25000 Besançon.

– Me Simone Goldschmidt,
avocat à la cour,
Mme Nicole Battegay,
M. Pierre Fabius,
M. Fernand Fabius,
ses cousines et cousins,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Madeleine CERF,
ancien président-directeur général de la société Précision électro-magnétique
et ancien administrateur de la société Brillié Frères,

survenu en son domicile, le 19 avril 1995.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

– Sylvie et Laurent Cohen,
Mme Luce Niederhauser,
Et toute la famille,
font part du décès de

Mme Annie COHEN-DEBRAY,

Les obsèques auront lieu le mercredi 10 mai, à 12 h 15, au crématorium du Père-Lachaise.

– Mme Marie-Claude Dock,
sa fille,
a la douleur de faire part du décès de

Mme Suzanne DOCK,

survenu le 4 mai 1995.

Un hommage musical lui sera rendu le mercredi 10 mai, à 15 heures, au funérarium des Batignolles, 10, rue Pierre-Rebière, à Paris-17e.

L'inhumation suivra, dans la sépulture de famille au cimetière du Père-Lachaise.

45, boulevard de Montmorency,
75016 Paris.

– La fédération Force ouvrière des syndicats des arts, des spectacles, de l'audiovisuel, de la presse et de la communication
a la tristesse de faire part du décès de son camarade

Gérard DUQUESNE,
secrétaire général du syndicat national des opérateurs projectionnistes FO,

survenu à Paris le 25 avril, dans sa soixante-seizième année.

La levée du corps aura lieu à l'hôpital Lariboisière, 41, boulevard de la Chapelle, 75010 Paris, le mardi 9 mai, à 10 heures, suivie de l'inhumation au cimetière de Thiais (Val-de-Marne).

– Ginette Vigouroux,
Françoise Dargois,
ont la douleur de faire part du décès de

Marie EPSTEIN,

leur vieille amie, fidèle collaboratrice de leur père Jean Benoît-Lévy.

– Mme Renée Erenfrid,
son épouse,
Brigitte et Jean-Michel Gainot,
Dominique et Yves Mamou,
ses enfants,
Ainsi qu'Alexis, Maxime et Hugo,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Léon ERENFRID,
ancien déporté,

survenu le 4 mai 1995.

Les obsèques auront lieu vendredi 5 mai, à 16 h 30, au cimetière parisien de Bagneux.

Ni fleurs ni couronnes.

– Sa famille,
Ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Claude FORGET,
née France Métin,

survenu le 3 mai 1995.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 10 mai, à 15 heures, en l'église réformée de l'Oratoire, 145, rue Saint-Honoré, à Paris-1er.

« Si je n'ai pas l'amour, je ne suis rien ».
(Corinthiens, I, 13, 2).

Cet avis tient lieu de faire-part.

– M. et Mme Antoine Gonin,
Florence Gonin et Wulf Rohland,
ses enfants,
Alice et Thilo Rohland,
Pierre Gonin,
ses petits-enfants,
Et toute la famille,
ont le regret de faire part du décès de

Claude GONIN,

dans sa soixante-quatorzième année.

L'incinération a eu lieu dans l'intimité familiale.

« Vis comme si tu devais mourir demain,
travaille comme si tu pouvais vivre toujours »
Erasme

« J'ai toujours senti une joie secrète lorsqu'on a fait quelque règlement qui allât au bien commun »
Montesquieu

– C'est avec une profonde tristesse que l'association des amis d'Isaac Pougatch a appris la disparition de son président d'honneur,

Vladimir HALPERIN.

Que son épouse, sa famille sachent que nous partageons leur douleur.

– Marie-Christine Seguin,
sa compagne,
Ketty Lecardonnel, Claude Taub,
et Guillaume,
Mme Albertine Lecardonnel,
M. et Mme Gustave Lecardonnel,
Et tous les enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Gérard LECARDONNEL,

le 3 mai 1995.

Son corps reposera à Cambernon (Manche).

Une messe sera dite le 13 mai, à 18 h 30, en l'église Saint-Marc, 67, rue Hoche, à Malakoff (Hauts-de-Seine).

5, allée Marie-Jeanne,
92240 Malakoff.

– Sa famille
a la douleur de faire part du décès de

Claude LEMARQUIS,

survenu brutalement le 2 mai 1995, à l'âge de cinquante-cinq ans.

« Seulement la Liberté à défendre.
Seulement la Vie à transformer.
Seulement l'Amour à aimer. »

– Mme veuve Jean-Michel Fanton,
et ses enfants,
M. et Mme Philippe Verheggen,
et leurs enfants,
Mme veuve Jean-Jacques Pradier,
et ses enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Jacques LIETART,
née Odette Pradier,

Leur sœur, belle-sœur,
Tante et parente,

survenu le 30 avril 1995, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La levée du corps aura lieu le mardi 9 mai, à 10 h 30, à l'amphithéâtre de l'hôpital Cochin, 12, rue Méchain, Paris-14e.

L'incinération aura lieu le même jour, à 12 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, suivie du dépôt des cendres dans le caveau de famille.

1, rue de Gergovie,
75014 Paris.
8, rue Charles-Longuet,
92290 Châtenay-Malabry.
35, rue de Seine,
75006 Paris.

– Nous apprenons le décès de

M. Frédéric MAX,
ministre plénipotentiaire,
commandeur de la Légion d'honneur,
médaille militaire,
croix de guerre.

M. Frédéric Max, né en 1913, s'est engagé dans les Forces françaises combattantes en juillet 1943. Interné et déporté de la Résistance (juillet 1943-juin 1945), il est entré dans la carrière diplomatique en octobre 1945. Il a occupé différents postes en Orient et à l'administration centrale de 1953 à 1959, et a été conseiller diplomatique à Dakar (1959-1960), sous-directeur à l'administration centrale (Afrique-Levant), ambassadeur au Honduras (1963-1969) et à Séoul (1969-1971). Chef de la section diplomatique de l'Institut des hautes études de défense nationale (1972-1975), il a terminé sa carrière comme ambassadeur au Népal.

De la part,
de Mme Frédéric Max,
Et des familles Max, Thirion, Gadrat, Leteinturier.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, avenue de Bretteville,
92200 Neuilly-sur-Seine.

– Mme Philippe Meyer,
M. et Mme Antoine Meyer,
et leurs enfants,
M. et Mme Jean-François Meyer,
et leur fille,
M. et Mme Olivier Meyer,
et leurs enfants,
M. Vincent Meyer,
Mme Christiane Meyer,
et leurs enfants,
M. et Mme Renaud Meyer,
et leur fille,
Mlle Elise Mironneau,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Philippe MEYER.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Paris, le 2 mai 1995.

34, rue Laugier,
75017 Paris.

– Saint-Ouen-les-Vignes (Indre-et-Loire).
On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

M. Antoine MOREAU DE BELLAING,

en son domicile de la Louisiane à Saint-Ouen-les-Vignes, survenu dans sa quatre-vingt-treizième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité familiale, suivie de l'inhumation au cimetière de Lavardin (Loir-et-Cher).

De la part de son épouse,
Ses enfants, petits-enfants,
arrière-petits-enfants,
Ainsi que toute sa famille
Et ses amis.

– Mme Jane SEGAL,
née Streusand,

s'est éteinte à l'âge de quatre-vingt-dix-huit ans, le 30 avril 1995.

Elle a été incinérée dans l'intimité familiale.

– Martine Peronnet,
Juliette, Sarah, Martin et Benjamin,
Sa fille et ses petits-enfants,
font part du décès de

Gilberte STOUFF,
née Niel,

survenu le 30 avril 1995, dans sa quatre-vingt-huitième année.

La messe de ses obsèques sera célébrée mardi 9 mai, à 9 heures, dans sa paroisse Saint-Jean-Baptiste de Grenelle (chapelle Saint-Etienne, place Etienne-Pernet, Paris-15e).

Elle sera suivie de son incinération au crématorium du Père-Lachaise, à 10 h 45.

Plutôt que des fleurs, elle aurait préféré des dons pour des œuvres qu'elle soutenait.

– Collonges au Mont d'Or, Lyon.
Le Sappey, Paris,
Henfield (Sussex), Arpajon,

Michèle Noirclerc,
sa fille,
Patrick, Marianne, Magali,
Sonia Noirclerc,
Florence, Christopher,
Natasha Varley,
ses petits-enfants,
Ginette Lumbroso,
sa sœur,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Andrée VINCENT-DANNE,

le 3 mai 1995.

Un moment de recueillement aura lieu, au temple de la rue Lanterne à Lyon, samedi 6 mai, à 11 heures.

Anniversaires

– Pour le vingtième anniversaire de la mort du

Général Jean BREUILLAC.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu, aimé et sont restés fidèles à son souvenir.

– « Et moi j'ai dit n'ouvre pas ton lit à la tristesse. »
Saint-John-Perse

Le 6 mai 1989,

Alisa GLÜCKSMANN

disparaissait, victime d'un cancer.

– Pour

Raphaële GEORGE,
peintre et poète.

Ses amis.

« Pourtant, il y a cette envie d'être du côté du vent... ce désir de faire partie de l'inconnu. »
Psaume de Silence.

– Il y a onze ans, quelques jours avant d'avoir vingt ans,

Bruno HUBERT

a quitté la vie.

Nicole et Etienne-Alain Hubert,
Agnès et Denis,

demandent à ceux qui l'ont connu de se souvenir de lui.

– Il y a cinquante ans (en souvenir des martyrs),
le déporté,

Louis SEILLAN,
Kz Oranienbourg Sachsenhausen 65059
Block 2A, commando Heinkel,

mourait d'épuisement à Grabow, le 6 mai 1945, poussé dans la marche de la mort pour l'évacuation du camp vers la Baltique.

Morts pour la France ainsi que ses parents par alliance.

Armand Saint-Martin,
alias Mathieu,
et son épouse,

Josette,
née Latrille,

torturés et assassinés le 26 juin 1944 avec leurs camarades du maquis de Canté, secteur de Justiniac (Ariège) par les SS de la Das Reich.

Leurs familles n'oublient pas.

– Toujours présent et plus jamais là, un an déjà, mon ange.
Dis,

Mathias,

c'est comment le paradis ?

Ta maman, Annie.

Simone-Marie,

9 mai 1965.

Monique,

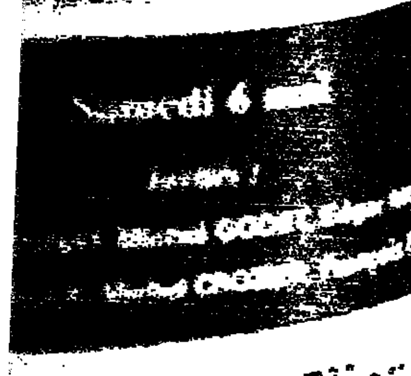
17 avril 1990.

Priez pour elles.

Conférences

– **Zen et vie quotidienne**, par Roland Rech, moine zen, samedi 6 mai, 15 h 30, Espace zen, 19, pas. Charles-Dallery, Paris-11e, suivie d'une initiation au Zazen, à 17 heures. Entrée libre. Pour tous rens., tél. : 48-05-47-43.

– Carrefour protestant 1995. Thème général : « Va... ne crains point... ». 4e et dernière conférence : Le silence de Dieu, pasteur Jacques Stewart, président de la fédération protestante de France. Marek Halter, écrivain. Mardi 9 mai 1995, à 20 h 30, à l'église réformée de l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Armée, 75017 Paris.



PORTRAIT

Martine Aubry, Laurent Fabius, rivaux de demain

Lui a presque tout connu de la politique, elle a presque tout à apprendre. Il a été spectateur d'une campagne présidentielle qu'elle a animée. L'un et l'autre incarnent les espoirs de rénovation du PS

TOUT les oppose. A quarante-huit ans, Laurent Fabius a presque tout connu de la politique, de ses honneurs et de ses misères, de ses griseries et de ses corvées. Doté, à trente ans à peine, d'un fief électoral, plus jeune premier ministre de France à trente-sept ans, président de l'Assemblée nationale à quarante et un, chef du Parti socialiste à quarante-six, cette éclosion si précoce lui permet de lancer, modeste et provocateur : *« Je peux, avec une expérience qui, d'ordinaire, remplit toute une vie, commencer maintenant la deuxième partie de la mienne. »*

Elle, Martine Aubry, a encore presque tout à apprendre et beaucoup à prouver. Mille fois sollicitée, elle a jusqu'à présent esquivé l'épreuve du feu électoral. Au point de paraître victime d'un atavisme familial, aussi hésitante devant le suffrage universel que son père, Jacques Delors. Des cuisines du PS, des manœuvres d'appareil, des responsabilités partisanes, elle s'est aussi, comme lui, superbement tenue à l'écart, persuadée, répète-t-elle sans cesse, qu'il faut *« faire de la politique autrement »*. Depuis longtemps, pourtant, elle *« se prépare »*. A quarante-quatre ans, elle vient de franchir le seuil. Pour la bataille municipale de Lille, dans le sillage de Pierre Mauroy. Pour l'élection présidentielle, dans celui du candidat socialiste.

LÀ encore, tout distingue Martine Aubry et Laurent Fabius. Depuis que Lionel Jospin a forcé sa chance, saisi le relais tombé des mains de Michel Rocard puis refusé par Jacques Delors, elle s'est installée avec aplomb à l'avant-scène. Seul porte-parole du candidat socialiste à s'autoriser réellement ce rôle, elle fait ses classes de jeune première, multiplie les réunions publiques, se plonge sans réserve dans les bains de militants, se plie avec bonne grâce aux signatures d'autographes, ferraille contre les ténors chiraquiens, s'arrache dans les radios et les télévisions. A côté d'un Jospin ombrageux, elle a été l'une des rares directement associées à la conception de son projet. Et chacun, déjà, en fait son premier ministre si le sort électoral est favorable au candidat socialiste. *« Ce qui m'intéresse, ce n'est pas de savoir quelle place j'occuperai, mais comment je pourrai être le plus utile. Demain, on verra... »*, élude-t-elle, tout en laissant dire.

Consciente d'avoir encore à faire ses preuves, elle s'est d'emblée exclue, au mois de janvier, de la compétition pour l'investiture socialiste. Lionel Jospin s'était déjà lancé en solitaire et comptait quelques longueurs d'avance. Prise de court, la direction du PS se cherchait un autre champion. Jack Lang caressait l'espoir d'être appelé. Pierre Joxe et Robert Badinter se récusaient. Henri Emmanuelli s'apprêtait à se dévouer. Bon nombre de ses amis, pourtant, voyaient en elle une chance d'échapper à l'éternelle querelle des caciques. Martine Aubry n'écouta aucune de ces sirènes : *« Je ne suis pas prête »*, a-t-elle constamment tranché.

> « Je peux, avec une expérience qui, d'ordinaire, remplit toute une vie, commencer maintenant la deuxième partie de la mienne »

Laurent Fabius, aussi, a alors écarté tous les solliciteurs, les amis et les conseilleurs qui le poussaient à se lancer. Mais ses raisons étaient tout autres. Lui se sentait prêt. Depuis longtemps il y songe, il s'est préparé à franchir cette ultime étape, ce dernier honneur du *cursus* politique. *« Cette élection, je la sentais bien »*, a-t-il même confessé, dès le 15 janvier. Et il y a, aujourd'hui encore, comme un regret tenace quand il évoque le discours qu'il aurait voulu tenir, la vision à long terme qu'il se sent capable de faire partager, les nouvelles frontières vers lesquelles il se croit en mesure d'entraîner la gauche et les Français.

MAIS c'est pour lui une évidence tout aussi forte : *« Je ne suis pas en situation »*, note-t-il. Depuis des mois, depuis des années, la douloureuse affaire du sang contaminé par le virus du sida l'a convaincu qu'il était, pour cette fois-ci, obligé de *« passer son tour »*. Mis en cause, depuis l'automne 1991, pour sa responsabilité, lorsqu'il était premier ministre, dans l'affaire de contamination des hémophiles, explicitement soupçonné d'avoir contribué au retard de la mise en place de la politique de dépistage du virus, Laurent Fabius porte, depuis, ce soupçon comme une croix.

Suffoqué par cette accusation, meurtri de la haine qui sourd dès lors contre lui, il hésite un moment, semble même, un instant, à l'automne 1992, vouloir se dérober à sa responsabilité, avant de comprendre que son destin, au-delà de son honneur, est en jeu. Depuis lors, il n'aura de cesse que la justice établisse enfin la vérité. Mis en examen le 30 septembre 1994 pour complicité d'empoisonnement, il ne songe plus, désormais, qu'à préparer son procès devant la Cour de justice de la République, en principe à l'automne prochain.

« Peut-être suis-je trop rationnel, mais je pense que la vérité finit toujours par s'imposer », lance-t-il aujourd'hui, comme un exorcisme. Mais le doute affleure lorsqu'il glisse, à mi-voix : *« C'est vrai. Les politiques qui m'ont mis ça sur le dos ont probablement l'espoir que ça ne s'arrêtera pas. »* Avant de se convaincre, philosophe, que *« c'est dans les grandes épreuves que se forgent les grands chemins. Je m'en serais passé, mais il est intéressant de savoir comment on réagit dans ces situations-là. De ce point de vue, je me suis plutôt surpris moi-même »*.

Stoppé dans son élan, interdit de candidature, quoi qu'il lui en coûte, le voilà donc, depuis trois mois, placé, selon les jours, en *spectateur ou en bon petit soldat* de la campagne de son rival depuis dix ans. Faute d'alternative, il joue le jeu, fait bonne figure lorsque Lionel Jospin triomphe, le 5 février à la Mutualité, porté par les deux tiers des voix des militants socialistes. Il accepte de jouer les utilités, de chauffer une salle ici, de répondre, là, aux sollicitations de l'équipe de campagne du candidat, même s'il admet qu'il *« aurait fait plus »* si on le lui avait demandé. Avant de corriger immédiatement : *« De toute façon, ce qui intéresse dans une campagne, c'est d'abord le candidat. »* Pour demain, il se dit prêt, si Lionel Jospin l'emporte le 7 mai, à *« faire ce que l'on jugera utile »* qu'il fasse, pourquoi pas en retrouvant l'hôtel de Lassay. Une chose est sûre : on ne le prendra pas en défaut de camaraderie. *« Au fond*, constate-t-il, même dans un sourire, *cette campagne nous aura permis de dépasser nos conflits. Et ça, c'est bien. »*

Bref, il a tout le loisir d'observer Martine Aubry déployer ses talents. Il feint un instant de mettre son éclosion au chapitre des passions ou des engouements de la vie politique. *« Il fallait faire apparaître des visages nouveaux. »* Mais il sait bien, orfèvre en la matière, qu'elle a tout pour devenir très vite une rivale à sa mesure. Tant elle semble, par bien des similitudes, porteuse d'avenir à l'horizon de l'an 2000, comme il l'a été, pour sa part, dès l'aube des années 80.

Tout les rapproche, en effet. L'âge, bien sûr. Le moule commun de l'ENA, même si Laurent Fabius a poussé l'élégance jusqu'à y ajouter Normale sup'. Cette façon, d'entrée de jeu, de sortir du lot, dans « la botte » de leur promotion respective, même si Martine Aubry a poussé la coquetterie jusqu'à préférer le ministère du travail plutôt que le Conseil d'État auquel elle pouvait prétendre. Tout les confond encore, comme cette ambition tenace et assumée, ce culte de l'intelligence, cette obsession du professionnalisme en toutes choses, ce perfectionnisme, cette volonté de s'entourer des esprits les mieux faits et les plus divers.

> « Je ne me satisferai pas de l'immobilisme. Je ferai tout pour que le parti bouge »

On pourrait ajouter ces mêmes manières tour à tour cassantes ou charmeuses, cette affectation de n'être point pressé pour mieux brûler les étapes, cette aisance presque insolente à user des médias, à imposer un ton, à affoler les sondages. Ou encore ces réflexes d'enfants gâtés, par lesquels chacun, à sa manière, s'est construit sa liberté. Laurent Fabius a accepté, avec nonchalance, dix ans durant, tous les cadeaux que lui offrait François Mitterrand, son mentor. Martine Aubry s'est permis de choisir – le cabinet de Jean Auroux en 1981, où elle est maître d'œuvre des lois sur les droits des travailleurs, le ministère du travail, en 1991, dans le gouvernement d'Edith Cresson –, mais aussi, et plus souvent encore, de décliner les offres les plus séduisantes : celle de Jean Gandois, par exemple, qui tente en 1993 de la faire revenir chez Pechiney, dont elle avait été directrice générale-adjointe entre 1989 et 1991 ; mais aussi celle de François Mitterrand, qui lui proposait, à la même époque, de devenir son porte-parole, après la défaite des législatives de 1993. Celle d'entrer à la direction du Parti socialiste également.

Plutôt que de participer parmi d'autres au pilotage d'un parti qui *« s'est peu à peu coupé de la réalité et desséché »*, elle préfère *« s'installer »*, comme le dit Pierre Mauroy, dans la fédération du Nord, la seconde du Parti socialiste, et bâtir pour son compte ses propres réseaux. C'est l'objet de la Fondation agir contre l'exclusion (Face), qu'elle met sur pied à l'automne 1993, et du tout récent réseau Agir, qui réunit élus locaux, responsables associatifs, représentants du monde syndical et économique, et intellectuels soucieux de réfléchir à la meilleure façon de faire, dès demain, de la *« politique autrement »*. Et qu'importe si ce souci de conserver, à l'égard du PS, un pied dedans, un pied dehors, a le don d'exaspérer les gardiens de la « vieille maison » PS.

Bref, ils ont pu donner tous deux cette même apparence d'être bénis des dieux, d'être *« l'un et l'autre marqués par le destin »*, comme l'observe Pierre Mauroy. Le maire de Lille a vu le premier prendre son essor et brûler toutes les étapes avec férocité. Aujourd'hui, il couve l'autre sous son aile protectrice, s'emploie à lui donner des racines militantes et à lui faire passer l'étape du suffrage universel. L'un et l'autre comptent bien faire fructifier, demain, leurs atouts pour parvenir à prendre la tête de la relève de génération au Parti socialiste et incarner, chacun pour son compte, la possible rénovation de la gauche.

Pour y parvenir, Laurent Fabius affiche aujourd'hui son souci de s'extraire des *« petites haines recuites »* qui ont si longtemps constitué la trame des péripéties internes du PS. Il est vrai que l'ancien premier ministre en a tout connu, depuis le congrès de Rennes, en 1990, aux épisodes qui ont conduit à son éviction du poste de premier secrétaire en 1993, à celle, au parfum de revanche, de Michel Rocard l'année suivante. Il entonne donc une nouvelle fois l'air de la rénovation.

LE calendrier historique, plaide-t-il, favorise cette entreprise. La *« respiration générationelle »* qui a conduit la famille socialiste à opérer sur elle-même une refondation tous les vingt-cinq ans (1920, 1945, 1971), ne saurait plus tarder. Comme à chaque fois, analyse-t-il, elle se fera à partir de la structure partisane existante, dût-elle être profondément modernisée, et *« sur la base d'une idée-force et d'un héraut »*. L'idée-force, encore mal définie, ne pourra se résumer à la récurrente invocation du modèle de la social-démocratie. Quant au héraut... Laurent Fabius compte bien en être, à tout le moins, l'un des principaux artisans.

Cohérente avec sa démarche « décalée », Martine Aubry affiche, elle, le souci prioritaire de renouer le lien avec les volontés militantes qui rechignent, et rechigneront encore demain, à *« se laisser embrigader dans une structure partisane »*. *« On ne fera plus de la politique comme avant »*, en la réservant aux seuls encartés, diagnostique-t-elle.

Martine Aubry fixe donc à la gauche la tâche prioritaire de faire naître de nouveaux lieux de débats et de confrontations. Les partis politiques devront, selon elle, se résoudre à *« laisser plus de place à ceux qui sont sur le terrain »*, à se régénérer à travers l'*« expérimentation »*, eux qui n'ont plus aujourd'hui de réponses toutes faites ni d'*« explication globale de la société »*.

A ce travail nécessaire de renouveau idéologique et organisationnelle, Martine Aubry, comme Laurent Fabius, entend bien prendre toute sa part. *« Je ne me satisferai pas de l'immobilisme »*, prévient-elle, et *« je ferai tout pour que le parti bouge »*. Leur trajectoire, leurs atouts, leurs ambitions, tout semble les destiner aux rôles de nouveaux rivaux au sein du Parti socialiste.

Cécile Chambraud
et Gérard Courtois

هكذا في الأصل

Fabius,
lemain

de la politique,
prendre. Il a été
ne présidentielle
l'autre incarnent
rénovation du PS

Objectif Bruxelles

par Luc Guyau

CELA ne peut plus durer ! la crise est là, il faut faire face. Le moment s'y prête, d'ailleurs : les Français sont sur le point d'élire un nouveau président de la République ; la responsabilité d'agir (vite et fort) lui revient.

Qui plus est, jusqu'en juillet, la France est présidente de l'Union européenne. En juin prochain, elle accueillera les chefs d'Etat et de gouvernement au conseil européen de Cannes. C'est là, à Cannes, qu'il faudra trancher le problème monétaire, remédier à ses conséquences.

Beaucoup de politiques feignent de l'ignorer – campagne électorale oblige –, mais c'est un fait : l'Europe est en pleine crise. Jugeons plutôt : sur les quinze pays membres de l'Union européenne, un tiers ne participent pas au mécanisme de stabilisation des taux de change, le système monétaire européen (SME). Et pour les dix autres, le SME tolère désormais des fluctuations de + 15 % et-15 %, autant dire, plus l'infini et moins l'infini !

Résultat : depuis que le SME s'est révélé épileptique il y a trois ans, les dépréciations des monnaies européennes face au franc français vont de 15 % pour l'escudo portugais, à 35 % pour la lire italienne. Du jamais vu depuis la création du SME !

L'Europe est en crise. Le futur président doit reprendre la situation en main Les agriculteurs, inquiets, attendent

Cette crise monétaire a des répercussions économiques et commerciales gravissimes. Premières victimes : les petites entreprises, incapables de se protéger des fluctuations monétaires. Parmi celles-ci, les entreprises agricoles, bien sûr : pour un agriculteur, pas moyen de se prémunir en délocalisant sa production, avec deux usines en Espagne, une autre en Italie... Nos concurrents aux monnaies faibles tirent les cours à la baisse ; les prix chutent. A moins de consentir des baisses de prix de 15, 20 %, impossible de vendre. La viande bovine ? 15 % de baisse depuis l'an dernier. Et ainsi de suite pour les légumes, les fruits, le vin, l'horticulture, les autres viandes...

Pas besoin d'aller chercher ailleurs la raison du mécontentement agricole et des manifestations qui vont agrémenter les semaines à venir : tout est là, dans les soubresauts monétaires.

Quelle est la réaction des responsables politiques ? Ils détournent le regard, ni plus ni moins. Pourquoi ? Par crainte de voir remis en cause l'Union monétaire et le traité de Maastricht. C'est que l'Union monétaire est censée avancer dans la bonne voie ; pas question de dire le contraire ! Sans compter que, pour aller au fond des choses, il faudrait *défier le dollar...*

Mais on ne peut pas non plus ne rien dire du tout, quand on est responsable politique ! Alors, une voie de sortie, une seule, nous dit-on : la monnaie unique. C'est le remède, la solution à tous les maux.

Et pourquoi pas la monnaie unique, en effet ? Nous sommes d'accord. Mais que doivent faire nos entreprises entre-temps, qui nous le dira ? C'est maintenant que les problèmes se posent ; maintenant qu'il faut les résoudre. Le ciel peut attendre, dit-on. Nos entreprises, elles, n'en ont pas les moyens.

Ce n'est d'ailleurs pas la seule responsabilité urgente du futur président de la République auprès de l'Union européenne : la politique commerciale de l'Europe est en pleine dérive. Sir Leon Brittan en tête, la Commission européenne prépare *frénétiquement* de grands accords de libre-échange inconditionnels. Europe de l'Est, Amérique du Nord, Bassin méditerranéen, Amérique latine, Afrique du Sud, tout y passe ! Avec tous, nous commercerons librement, comme la Corrèze avec la Haute-Garonne : voilà le projet de la Commission européenne.

Ce serait le plus grand désarmement *unilatéral de l'histoire* économique : en face de nous, prêts à nous faire concurrence, nous trouverions, et les Etats-Unis, grands spécialistes des subventions « commercialement correctes », et les pays pour lesquels la protection sociale est la dernière des préoccupations. Passer des accords de libre-échange avec de tels concurrents ? Autant faire tout de suite notre deuil de notre agriculture. Et ce qui vaut pour l'agriculture vaut aussi pour une foule d'autres secteurs, qu'on se le dise.

Qui commande en Europe ? Les ministres des Etats membres, ou les commissaires européens ? L'autorité politique, ou la machine administrative ? Les leçons des négociations du GATT n'ont pas suffi, manifestement. Il est plus que temps que l'autorité politique reprenne les choses en main.

En conséquence de quoi il revient au futur président de la République de préparer sans plus attendre l'échéance de Cannes. Un tel sommet se prépare de longue main : nous attendons déclarations et premiers messages dès le lendemain de l'élection. Avec un sommet franco-allemand extraordinaire par exemple, pourquoi pas ?

Tout cela, dans un seul but : que le sommet de Cannes marque, pour l'Europe, la reprise en main de son destin monétaire, économique et commercial.

***Luc Guyau**, agriculteur, est président de la FNSEA.*

Le débat escamoté

par Jacques Robin

NOUS voici à quelques *dizaines d'heures du* résultat du scrutin présidentiel en France. Dès le mois de juin, l'élu désigné représentera notre pays au sommet du G7 à Halifax, au Canada. Le sujet à l'ordre du jour conditionne au premier chef l'avenir des *habitants de la planète...* et donc celui des Français : il s'agit de la réforme des institutions issues des accords de Bretton Woods, il y a plus de cinquante ans : la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et la dernière-née, l'Organisation mondiale du commerce, qui prend la place du GATT.

On pourrait croire qu'une telle question serait au centre du débat actuel. Force est de constater l'inverse : l'opacité est totale pour l'immense majorité de l'opinion publique. Certes, plus de cinquante organisations ont adressé, dans le cadre de la campagne *« Banque mondiale, FMI, GATT/OMC : 50 ans, ça suffit »*, une lettre ouverte d'interpellation aux deux candidats encore en lice. Parions que la presse et les médias audio-visuels n'en feront pas leur miel et que les réponses seront expédiées en quelques phrases apaisantes.

Nous sommes pourtant au coeur d'un sujet essentiel, car ces institutions ont acquis une emprise sans précédent sur les politiques économiques des Etats.

Le FMI devient de fait l'organe d'évaluation des politiques économiques mondiales ; il réclame aujourd'hui pour l'Europe *« des changements fondamentaux dans les systèmes d'assurance-chômage, une réforme des lois sur les salaires minimum, une transformation des règles sur la protection de l'emploi ».*

La Banque mondiale impose aux pays les moins bien lotis des *« programmes d'ajustement structurel »* reposant sur l'ouverture des frontières, la compression des budgets publics, les privatisations, la dévaluation, qui aboutissent à l'asphyxie des économies locales et à l'anéantissement des capacités de production vivrière.

L'OMC a succédé au GATT le 1er janvier. La tâche de son nouveau responsable sera en priorité la mise en conformité des législations nationales pour assurer la mondialisation des échanges : un plan d'ajustement structurel, mais cette fois à l'échelle planétaire.

Tout va très vite dans cette perspective d'accélération des échanges commerciaux, credo de l'économisme. Ainsi Lord Brittan, le *commissaire européen chargé des* relations avec l'Amérique du Nord, fait-il étudier d'urgence par ses services – après que la Commission a engagé sans mandat des négociations avec le Mercosur en Amérique latine – *« la faisabilité d'une zone de libre-échange entre l'Union européenne et les Etats-Unis ».*

Les organisations *« 50 ans, ça suffit »* demandent, à côté de l'abolition des dettes des pays du tiers-monde : un double moratoire sur les programmes d'ajustement structurel et sur les projets de la Banque mondiale ; la suspension de l'application du traité de l'OMC, afin de permettre auparavant un large débat démocratique à l'échelle planétaire.

Les réponses à ces questions sont directement liées à la position de fond des candidats sur l'économie capitaliste de marché. Or, le terme « marché » se prête aux pures confusions. Quand on fait du mot « marché » le génitif du terme économie, on commet ce que l'on nomme en logique une *« erreur de catégorie »* : on identifie le génitif au sujet, la partie au tout, le marché à l'économie. On fait croire que le *marché est la seule organisation* valable de l'économie, dans laquelle les relations économiques et la détermination des prix obéissent à la fameuse loi de l'offre et de la demande, considérée comme une donnée naturelle. Nous finissons par oublier que, depuis trois siècles, le promoteur de *« l'économie de marché »* est un capitalisme dont le visage présente aujourd'hui des aspects de plus en plus inquiétants : logique forcenée de puissance, *fonctions conjointes d'accumulation* de capital et de production, recherche de profit financier maximum dans les plus brefs délais, rationalisation intégrale au mépris de l'humain. Alain Minc en vient à écrire : *« Le capitalisme ne peut s'effondrer, c'est l'état naturel de la société. La démocratie n'est pas l'état naturel de la société, le marché oui »* (*Cambio 16*, Madrid, 5 décembre 1994).

Préférer à l'extension illimitée de l'économie capitaliste « de » marché une économie plurielle « avec » marché : tel est le choix central

Nous constatons aujourd'hui l'abus de la prétention du marché à réguler l'économie, sa mise au service des mieux lotis et des plus puissants, son incapacité à maîtriser la double mutation actuelle, technologique et socio-culturelle. Ce que *nous devons proposer, ce sont* les pistes d'une économie plurielle, où prennent place, à côté du marché, l'économie de l'utilité sociale, celle du développement durable, les premiers germes d'une économie plus distributive, avec le nécessaire arbitrage des flux financiers, fiscaux et monétaires par des pouvoirs publics démocratiques plus transparents et mieux adpatés.

Passe encore que Jacques Chirac – admirateur récent de Margaret Thatcher – *ne puisse* « pousser son changement » jusqu'à remettre en cause son choix de l'économie de marché, hautement revendiqué par lui et ses lieutenants. Mais Lionel Jospin *ne pressent-il pas que c'est* justement là « l'épreuve » pour la social-démocratie ? Cette dernière a joué un rôle considérable pour limiter les dégâts de l'économisme débridé des XIXe et XXe siècles et obtenir des acquis sociaux de grande importance dans le cadre de l'Etat-*providence*. Mais, à l'aube du XXIe siècle, le problème est devenu la construction d'un monde solidaire et durable. Sans doute Lionel Jospin vient-il de déclarer *« qu'il fallait reconstruire un autre système monétaire international que celui de Bretton Woods et que l'on ne pouvait confier l'économie mondiale à la seule main invisible du marché »* (*Politis*, nÀ 335). Il lui faut aller plus loin et, dans le cours d'une mondialisation qui n'a de sens que pour les firmes transnationales et les marchés financiers en délire, faire émerger, en priorité dans l'Union européenne, une véritable *solution de rechange à l'économie* de marché : une politique de civilisation et de coopération planétaire dotée d'une économie plurielle.

Nous assistons depuis quelques mois à un véritable détournement des termes de la réflexion. Comment les citoyens ne seraient-ils pas désorientés ? Des querelles peuvent bien s'installer entre partisans de l'économie capitaliste de marché, mais il ne faut pas *qu'elles créent la confusion* en utilisant des termes qui occultent le sens de la pensée unique : dénoncer *l'économie capitaliste de* marché, son extension sans limites ; proposer de mettre en place une économie plurielle *avec* marché dans la perspective d'une politique de civilisation. Tel est le choix central.

***Jacques Robin** est écrivain scientifique et directeur de la* Lettre Transversales Science Culture.

Jospin, pourquoi pas ?

par Georges Hourdin

LES résultats du premier tour de l'élection présidentielle ont étonné l'opinion publique. Pourquoi ? Parce qu'un socialiste est en tête et qu'on nous annonçait la mort du socialisme ? Je ne pense pas que ce soit là la raison. Le vrai sujet de stupéfaction est ailleurs : 37 % *des électeurs sont situés aux* extrêmes, 20 % à la droite de la droite, 17 % à la gauche de la gauche. Si l'on tient compte des abstentions, ou même d'une partie seulement d'entre elles, les électeurs qui acceptent officiellement et sans réserves les règles de la démocratie sont devenus une minorité en France. C'est certes étonnant. C'est même inquiétant. Personnellement, je suis moi aussi stupéfait, *mais de l'étonnement général.* Car, enfin, ce problème des exclus et des chômeurs dont on nous rebat *à juste titre les oreilles sans* lui trouver de solution et qui met hors jeu sept ou huit millions de Français aurait pu depuis longtemps provoquer l'explosion.

La France reste un pays où, en dépit de beaucoup d'incohérences, les habitants restent très raisonnables et très patients, et les hommes politiques très habiles. Il y fait toujours bon vivre si l'on compare notre *situation* à celles d'autres pays, en Afrique ou au Moyen-Orient. Beaucoup d'étrangers *regardent* la France *comme* une sorte de paradis inaccessible. Je le sais bien car j'ai été et suis encore très engagé dans l'action menée par France terre d'asile. Bref, la France risque de tomber en morceau, en attendant la dictature, si on ne prend pas rapide*ment un certains nombres de décisions.*

Ce qui me rapproche du candidat socialiste est plus fort que ce qui m'en sépare

La présidentielle était l'occasion d'élaborer un programme de solidarité nationale. Au début de la campagne électorale, j'en ai établi un, en fonction de mon expérience personnelle, en remettant à plus tard *le choix du candidat* avec lequel je me sentirais d'accord. Voici ces mesures :

1) *Je suis partisan de la réduction* à cinq ans du mandat présidentiel, avec, dans la mesure du possible, renforcement des pouvoirs de l'exécutif. J'entends par là que l'interprétation jurisprudentielle de la Constitution doit aller dans le sens de la stabilité et de l'autorité de *l'homme qui représente la France.*

2) Je demande l'application de la représentation proportionnelle. *J'ai pris position en faveur de ce* scrutin pour la première fois en 1938. A partir du moment où nous avons un système présidentiel avec usage du référendum, tous les partis ayant atteint la barre de 5 % ont le droit d'être représentés. Il n'est pas sain que l'on puisse recueillir aux élections législatives 40 % des voix et obtenir 80 % des sièges. Les partis extrémistes seront donc représentés *légalement, ce qui est la* meilleure façon de les ramener à leur juste proportion.

3) *Il me semble d'autre part* nécessaire de réduire légalement et fortement les horaires de travail. Il *est nécessaire également d'arrêter* les privatisations. Un programme de travaux d'utilité publique comprenant notamment la construction de logements sociaux et d'autoroutes *complétera la lutte* contre le chômage. Ce programme pourra être étendu aux pays voisins.

4) Je suis un partisan convaincu de l'Union européenne. Il faut en poursuivre la réalisation rigoureuse.

Quand j'ai comparé ce programme à ceux des candidats, il m'est apparu que Lionel Jospin *était proche de mes idées. Oui, je* sais, il est socialiste et l'on dit beaucoup de mal de ce courant *d'idées.* Le bilan de François Mitterrand est beaucoup plus positif qu'on ne le croit. Le franc fort, la balance des comptes avec l'étranger excédentaire, la protection sociale maintenue, l'Union européenne assurée, ce n'est pas rien. En ce qui concerne le programme, *ce qui me rapproche de M. Jospin* est plus fort que ce qui m'en sépare, comme disait autrefois Marc Sangnier. *Il me faut donc voter* Jospin. Certainement.

***Georges Hourdin** est le fondateur de l'hebdomadaire La Vie catholique illustrée » (devenu La Vie).*

Heil ! Heilo: danger !

par Philippe Briand

En réponse à la tribune d'Agnès Verlet (« Balladur, Baldur ? Chirac, Schirach ?) publié dans *Le Monde* du 5 mai, Philippe Briand, député RPR, nous a fait parvenir le texte suivant.

GROSSIER et indécent ! Tel était donc le jeu de mots scandaleux *publié* par *Le Monde* du 5 mai. Mais peut-être le droit d'opinion de cette dame *qui avoue enseigner* la littérature n'est-il qu'une couverture. De qui ? Au service de quoi ? Les lecteurs *du Monde*, habitués à davantage de discernement, auront répondu eux-mêmes à la question.

Le jeu démocratique a ses règles. Rien n'est encore décidé, les Français iront aux urnes ce dimanche. On verrait là volontiers et sans trop se forcer la raison des coups bas qui pleuvent.

Qui est l'Adolf que fantasment certains esprits affolés par la peur de perdre une *élection* ? D'où vient si brutalement cette obstination à déstabiliser le citoyen en insultant la mémoire des victimes du nazisme ? Depuis le naufrage du socialisme, la gauche cherche vainement les voies de sa survie. D'autres ténors, qui avaient fait le choix prétendument sans risque des sondages, se laissent à présent contaminer par une *volonté de* nuire sans retenue.

Quant à moi, je ne me laisserais *pas aller à ces expédients. Non, je* respecte la démocratie qui garantit notre liberté de parole. Non, je ne céderai pas à la calomnie car je respecte une adversaire. *Oui, je* fais confiance à la jeunesse de mon pays, qui a choisi l'homme du renouveau *et du vrai changement,* Jacques Chirac.

Le cœur des lecteurs de ce journal, *je n'en doute pas,* aura *chaviré* devant tant d'insinuations qui relèvent d'une vulgarité digne des torchons de l'extrême droite ! Tant de haine et tant de parti pris, la revanche des mauvais perdants ne fait plus dans le détail et ne connaît plus de limites.

La haine viscérale de ce que certains s'obstinent à appeler le néo-gaullisme égare les faibles esprits. Si les passions *suscitées* par la fin d'une longue camapagne électorale nous emportent quelquefois, je le reconnais bien volontiers, il ne faudrait pas pour autant salir la réputation d'un quotidien du soir mondialement réputé pour son sérieux et sa dignité.

***Philippe Briand** est député (RPR) d'Indre-et-Loire et responsable de JAC (Jeunes avec Chirac).*

AU COURRIER DU « MONDE »

LE DEVOIR DE RÉSERVE DE L'ENA

Mon attention est appelée sur un article paru dans votre édition datée des 23-24 avril publié sous la rubrique *« Les élèves de l'ENA élisent Jospin au premier tour ».*

J'ai été d'autant plus surpris de découvrir cette information que, *à la suite de la parution de* cette même information dans le journal *Libération* du 21 avril, une dépêche AFP du même jour avait précisé la position de l'école que ne reprend pas votre article.

Je me permets donc de vous indiquer quelle est, sur ce point, ma position :

L'Ecole nationale d'administration, *qui accueille des fonc*tionnaires en formation, n'a évidemment pas pour mission de *formuler un avis ou de faire des* choix qui anticipent ceux, souverains, du citoyen.

Si les élèves de la promotion Victor-Schoelcher, en formation à Strasbourg, ont cru bon d'organiser, à leur initiative, une simulation de consultation sur leurs intentions de vote, s'inscrivant probablement en cela dans une certaine tradition étudiante, la direction de l'école n'est, évidemment, pas concernée par cette démarche des élèves et ne saurait, en aucun cas, la cautionner.

Les élèves inscrits à l'Ecole nationale d'administration ne sont pas des étudiants mais des *fonctionnaires en formation*. Ils sont, à ce titre, comme tout fonctionnaire, tenus à un devoir de réserve dans le cadre et sur le lieu de leurs fonctions.

Ils y sont d'autant plus tenus qu'ayant à exercer dans le futur des responsabilités importantes dans l'administration française, ils doivent être eux-mêmes, dans leur vie de fonctionnaires, des exemples d'impartialité et de morale civique.

J'ai eu, dès ma prise de fonction, l'occasion de le faire savoir aux élèves. Je le leur rappellerai.

Raymond-François Le Bris,
directeur de l'ENA

Le Monde

Tension au Sri-Lanka

LA reprise de la guerre civile au Sri-Lanka est un événement déprimant pour tous ceux qui espéraient voir enfin la raison l'emporter dans ce pays déchiré par le conflit le plus meurtrier du sous-continent indien. Les Etats de la région, eux-mêmes travaillés par les intégrismes religieux et les irrédentismes, ne cachent plus leur inquiétude face au « saut qualitatif » que viennent d'accomplir les séparatistes tamouls en faisant usage de missiles sol-air pour abattre des avions militaires sri-lankais.

Face à ce fâcheux précédent, il y a fort à parier que New-Delhi ne restera pas insensible à la demande d'assistance militaire que Colombo vient de lui présenter.

En prenant l'initiative de rompre une trêve de plus de trois mois, les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) viennent de montrer, une fois encore, leur inflexibilité. Ils ont surtout conforté les certitudes des « faucons » de l'armée qui n'ont jamais vu d'un très bon œil les initiatives de paix engagées par la présidente sri-lankaise, Chandrika Kumaratunga.

De nombreux obervateurs avancent que la structure même du LTTE – l'une des guérillas les plus efficaces au monde – ne saurait s'accommoder par nature d'un processus de négociations qui oblige les adversaires à faire montre de souplesse. En outre, si la paix avait pu être conclue, la population tamoule, écœurée par cette guerre sans fin, n'aurait peut-être pas apporté ses voix aux « Tigres ».

L'accusation des séparatistes contre le chef de l'Etat, qui aurait, à les en croire, profité de la trêve pour permettre à son armée de mieux repartir en guerre, peut, en réalité, se retourner contre les « Tigres ». Ce n'est un secret pour personne que ces derniers ont toujours utilisé les cessez-le-feu précédents pour reconstruire des bunkers et regrouper leurs forces. Mme Kumaratunga avait, de son côté, fait un geste de compromis et accepté, dans des limites raisonnables, un certain nombre d'exigences de la guérilla. En face, elle n'a trouvé que des négociateurs polis mais têtus, refusant de céder un pouce de terrain à l'« ennemi ».

La déception de Mme Kumaratunga, elle-même d'ethnie majoritaire cinghalaise mais soucieuse de redonner aux Tamouls des droits qui ont été bafoués, doit donc être à la mesure de son attente. Reste à savoir quelle sera la réaction de son armée : les militaires ont non seulement perdu beaucoup d'hommes dans le conflit, mais ils n'ont jamais pu écraser une guérilla qui, elle, a réussi à imposer une indépendance *de facto* dans son bastion de la péninsule de Jaffna.

Un référendum de dernière minute

L'EUROPE surgit à la dernière minute dans le débat présidentiel, sous la pression, comme il se doit, de nécessités tactiques. Afin d'incliner en sa faveur les électeurs de Jean-Marie Le Pen et de Philippe de Villiers, hostiles à la construction européenne, Jacques Chirac a ressorti de l'oubli dans lequel il l'avait laissée, ces dernières semaines, la proposition d'un référendum pour ratifier le nouveau traité prévu au terme de la conférence intergouvernementale de 1996 sur les institutions.

Le maire de Paris avait envisagé initialement, fin 1994, un référendum préalable au passage à la monnaie unique européenne, prévu par le traité de Maastricht pour une période comprise entre 1997 et 1999. Cette position, apparue comme une remise en question du traité de 1992, avait entraîné des interrogations chez les partenaires européens de la France et des remous sur les marchés monétaires. M. Chirac avait alors corrigé sa formulation initiale, en indiquant qu'un référendum porterait non pas sur la monnaie unique, mais sur les nouvelles institutions de l'Union, telles qu'elles sortiraient de la conférence intergouvernementale, étant entendu que le vote qu'émettraient alors les Français vaudrait aussi acceptation ou refus de la mise en œuvre de l'union monétaire.

L'ancien président du RPR avait, par la suite, laissé dans l'ombre cette proposition. Dans l'exposé de sa politique internationale, le 16 mars, il avait longuement détaillé sa vision de la réforme des institutions européennes, sans évoquer un référendum pour la ratifier. A Rennes, le 26 avril, M. Chirac, s'exprimant en terre centriste et en présence de Pierre Méhaignerie, ministre de la justice et ancien président du CDS, avait mis en valeur son engagement européen, sans qu'il soit question, là non plus, d'un nouveau référendum. Il avait insisté à plusieurs reprises, dans cette période, sur sa prise de position pour le « oui » au traité de Maastricht, dans un parti majoritairement favorable au « non », afin de souligner la continuité de son propre choix au cours des dernières années.

Le retour à la perspective d'un référendum, dans les derniers jours de la campagne, n'est donc nullement anecdotique. Il s'agit bien, pour le maire de Paris, de se situer de nouveau au confluent des pro et des anti-européens, afin de réunir une droite que cette question divise souterrainement et de rallier une extrême droite nationaliste et hostile à l'Union.

Lionel Jospin, qui avait lui-même apporté au traité de Maastricht une adhésion réservée – il défendait le « non au non » plutôt que le « oui » pur et simple –, peut faire valoir que, décidément, les positions de son adversaire sur l'Europe sont toujours fluctuantes. Le candidat socialiste, lui, n'a pas varié depuis le début de sa campagne, quant à son engagement de concevoir l'Union européenne dans la continuité de l'action de François Mitterrand et de Jacques Delors.

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.
Directoire : Jean-Marie Colombani, président du directoire, directeur de la publication ;
Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur de la rédaction

Eric Pialloux, directeur de la gestion ; Anne Chaussebourg, directeur délégué

Rédacteurs en chef : Thomas Ferenczi, Edwy Plenel, Robert Solé,
adjoints au directeur de la rédaction : Bruno de Camas, Laurent Greilsamer,
Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Luc Rosenzweig

Manuel Lucbert, directeur du *Monde des débats* ; Alain Rollat, conseiller de la direction ; Daniel Vernet, directeur des relations internationales ; Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction

Médiateur : André Laurens

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président

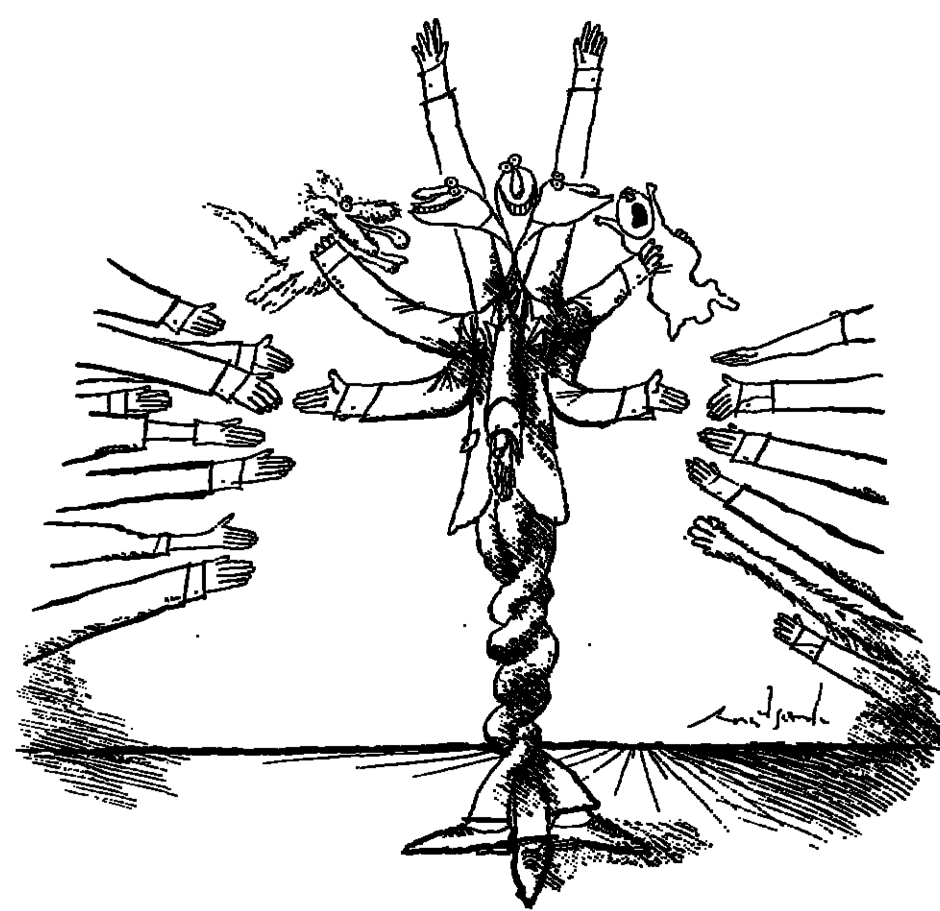
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du directoire

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
TÉL. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
TÉL. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

Le candidat *par Ronald Searle*



La tentation populiste

Suite de la première page

Après son revers au récent scrutin régional, Silvio Berlusconi n'a-t-il pas déclaré que les sondages préélectoraux reflétaient mieux l'état de l'opinion que le résultat de la consultation ?

L'effondrement du monde bipolaire en Europe a libéré les pulsions populistes à l'Est comme à l'Ouest. La faillite du communisme a laissé les pays d'Europe centrale et orientale sans société civile, sans organisation juridique, sans pouvoir légitime, sans mémoire démocratique pour la plupart d'entre eux. Dans un premier temps, les élites de l'ancien système ont été rejetées, les intellectuels dissidents marginalisés, si bien qu'après une période d'instabilité, le retour à un certain ordre est attendu des néocommunistes repeints aux couleurs de la social-démocratie. Ou d'un chef-président, autocrate qui ne répugnerait pas à employer des méthodes antidémocratiques *« pour sauver la démocratie »* ; ou encore, comme en Pologne, d'une combinaison des deux.

Mais cet effet de la destructuration politique et sociale n'est pas propre à l'Europe de l'Est. Dans un article de la revue *Le Débat* (numéro 67, novembre-décembre 1991), un spécialiste de la Yougoslavie, Joseph Krulic, avait bien montré comment le populisme *« présuppose comme condition de possibilité une crise de la légitimité politique »*, que celle-ci intervienne dans un Etat de droit ou dans un Etat totalitaire. L'éclatement des structures traditionnelles provoque une désorientation propice à toutes les aventures.

Le populisme a une longue histoire. Comme doctrine politique, il est apparu au XIXe siècle en Russie, chez les intellectuels qui, influencés par le romantisme allemand et les théories *völkisch* de Herder et de Schelling, se découvrent coupés du peuple – à cette époque essentiellement les paysans – dans lequel ils trouvent le secret de la vie véritable. Selon le philosophe russe Nicolas Berdaïev, *« le populisme est avant tout la foi dans le peuple russe »*. Les *narodniki* – de *narod*, peuple – créent un parti clandestin qui influencera largement le mode d'organisation des bolcheviks, même si Lénine critiquera les théories des populistes, contraires à la lutte des classes, et la dérive terroriste d'une partie d'entre eux. A la même époque, naît aux Etats-Unis un autre mouvement populiste dont la base sociale est également la paysannerie.

Au tournant du siècle, le populisme se caractérise par une double idée. D'une part, le « peuple », les « petits », les défavorisés, constituent un terreau fertile, obscur, anonyme, d'où jaillit la vérité. D'autre part, ce peuple est le creuset de la communauté nationale. Ces deux composantes se retrouvent dans les variétés de populisme qui connaissent leur apogée après la première guerre mondiale.

L'exemple le plus frappant est sans doute le fascisme italien. Enfant illégitime du socialisme, il veut imposer un idéal social à la place de la lutte des classes. Issu du Parti socialiste qu'il a quitté parce que celui-ci s'oppose à la guerre, Mussolini tente une synthèse entre des tendances contradictoires, *son passé anarcho-syndicaliste et sa ferveur* nationaliste. Ce que Joseph Krulic appelle la *« bouillie »* populiste trouve son expression dans une idéologie anticapitaliste, antidémocratique, antiintellectuelle, xénophobe enfin, parce que les menaces de désagrégation censées peser sur la communauté nationale viennent aussi de l'étranger, que cet étranger prenne la figure du juif ou de l'immigré, ou la forme plus impersonnelle du *« cosmopolitisme »* que les légataires de l'extrême droite débusquent derrière l'Europe supranationale.

L'Europe d'aujourd'hui n'est pas celle des années 30 ; à l'Ouest, l'intégration européenne a canalisé les rivalités nationales ; à l'Est, la plupart des Etats aspirent plus à rejoindre l'Union qu'à en découdre avec leurs visions. Mais le terreau populiste reste fertile. En France, la dénonciation de *« l'établissement »*, comme dit Jean-Marie Le Pen, trouve un écho d'autant plus fort que la fracture sociale se creuse et que les porte-parole patentés des défavorisés ont été emportés dans le discrédit du communisme.

En France, l'élection du président de la République est « un contrat entre un homme et un peuple »

La crise de la gauche a marginalisé le PC, le mitterrandisme au pouvoir n'a pas permis l'installation d'un puissant mouvement social-démocrate ; la crise de la droite tiraillée entre l'hyperlibéralisme et la tradition colbertiste a *laissé le champ libre* au Front national qui a récupéré une partie des laissés-pour-compte, déçus du communisme. Le système français fondé sur l'école républicaine, la laïcité, le service public ne répond plus à ses objectifs. Le fossé entre les gouvernés et les gouvernants est élargi par le développement de la *« démocratie féodale »* – l'expression de l'hebdomadaire allemand *Die Zeit* ne s'applique pas seulement au sommet de l'Etat. Le rêve de l'enrichissement personnel et rapide a refoulé les valeurs d'effort et de solidarité. L'immédiateté l'emporte sur la réflexion, le sentiment sur la raison.

Aussi décriées soient-elles, les organisations politiques traditionnelles résistent pourtant mieux que ne le pensaient les théoriciens de la *« démocratie d'opinion »*. On le voit, en France, où les partis politiques ont joué leur rôle dans l'élection présidentielle, comme en Italie où les paillettes télévisuelles et le marketing politique n'ont pas suffi à pérenniser le succès de Berlusconi. Sans doute la Ve République est-elle plus propice que les régimes parlementaires à la tentation populiste, parce que l'élection du président de la République est, pour reprendre une formule gaulliste, *« un contrat entre un homme et un peuple »*.

C'est précisément pour cette raison que le rôle des corps intermédiaires doit être valorisé, que l'importance du politique doit être *soulignée, que tous les médiateurs – partis*, associations, syndicats – doivent être associés à l'exercice du pouvoir. Afin de ne pas laisser le « chef » et la « plèbe » dans un face-à-face aliénant où la télévision et les sondages renvoient les images de l'un et de l'autre. Afin que, comme le disait Jean-Jacques Rousseau à propos des Anglais, les citoyens ne se sentent jamais aussi libres qu'au moment d'élire leurs représentants.

Daniel Vernet

RECTIFICATIFS

PHILIPPE BERTRAND

Le dessin Le Sondeur repu paru en page 16 du *Monde* du 5 mai est de Philippe Bertrand, et non de Philippe Bernard comme indiqué par erreur.

SKINHEADS

Le témoignage décrivant le meurtre du Marocain poussé à la Seine par un agresseur de *« genre skin »* émane d'un homme observant les faits du quai du Louvre et non, comme nous l'avons écrit à la suite d'une erreur de transmission, du pont du Carrousel (*Le Monde* du 5 mai).

Nos choix

Suite de la première page

Il pourrait être nécessaire de brandir résolument l'étendard de la résistance si la démocratie *venait à être menacée*, comme ce serait le cas si l'intolérance et la xénophobie parvenaient au seuil de la République. Nous ne sommes pas aujourd'hui dans une situation de cette nature : la droite a pu gouverner quatre ans, durant le règne mitterrandien, et la gauche gouvernante lui a, allègrement, fait quelques notables emprunts ; les deux candidats à l'Elysée partagent une égale *aversion* à *l'encontre de* l'extrême droite, même si leur détermination à la combattre en ne cédant en rien à ses thèmes de prédilection ne pourra être jugée qu'à l'aune de leur pratique du pouvoir ; au reste, l'un et l'autre ont fait assaut, lors de leur débat télévisé, de compliments et d'énoncés de leurs points d'accord.

Aussi le choix, pour un journal qui vient de se *donner les moyens de conforter* son indépendance vis-à-vis de tous les pouvoirs, ne se résume pas à celui d'un homme. Il est – et serait, quel que soit l'élu – remis en jeu à chaque inflexion de la politique suivie. *Le Monde* ne peut pas être, et ne serait pas, vis-à-vis de la droite, un organe d'opposition systématique ; ni, vis-à-vis de la gauche, un lieu de soutien inconditionnel : il fait crédit aux gouvernants, et *s'efforce de les juger sur* pièces, à leurs actes plus qu'à leurs paroles. En gardant à l'esprit que la vigilance critique, qui est notre exigence, fonde notre volonté d'être un journal de référence ; y compris pour ceux qui, parmi nos lecteurs, ne partagent pas nos engagements. Ces derniers sont connus :

– le choix de l'Europe, et de la monnaie unique, qui marquera l'affirmation d'une véritable identité européenne, contre le repli national ; à la condition que l'édifice communautaire s'incarne davantage auprès des peuples et tourne le dos à la perspective d'une simple zone de libre échange ;

– la démocratisation de nos institutions et le renouvellement de la vie politique, étape nécessaire de la réhabilitation de la classe politique dans un pays dont les partis du gouvernement sont récusés par plus d'un Français sur trois ;

– la priorité sociale dans ce qu'elle implique de combat sans relâche contre les inégalités et les injustices, dans ce qu'elle suppose de mobilisation et de solidarité dans la bataille contre le chômage et l'exclusion ;

– le souci accordé aux libertés, qui reculent dès qu'elles cessent d'avancer, et dont le respect s'apprécie d'abord dans le comportement quotidien de la justice et de la police vis-à-vis des immigrés, au moins autant que dans la réaffirmation, par les textes, de cette belle part de l'identité française qui est le droit d'asile, la tradition d'accueil *et d'ouverture* ;

– le refus d'un monde dominé par les riches du Nord, inconscients des drames du Sud ; car, à ne pas assumer notre part de responsabilité, les régressions intégristes et antidémocratiques continueront de s'étendre.

Tels sont nos choix.

*
**

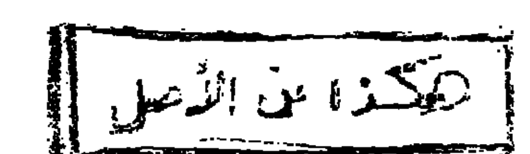
Sans doute la personnalisation de la vie politique induite par l'élection présidentielle au suffrage universel conduit-elle à passer des programmes aux hommes, des engagements aux personnalités. Jacques Chirac a, de ce point de vue, le bénéfice de la volonté qu'il a manifestée et de l'élan qui semble le porter, de la longévité politique aussi, qui lui permet de mettre en avant son expérience ; c'est aussi son handicap : durant les vingt années où il a su se placer au cœur du « système », dans la majorité comme dans l'opposition, il a pu donner l'impression de « changer » plus souvent qu'à son tour ; avec lui peut apparaître le risque, toujours possible, d'un changement de pied inopiné. Comment, après l'annonce soudaine d'un référendum non plus sur la monnaie unique, mais sur les futures institutions européennes, et d'un bouleversement de notre fiscalité, à quarante-huit heures du second tour, ne pas être enclins à craindre une certaine instabilité ?

Lionel Jospin a l'avantage de la rigueur et de l'éthique, qu'il paraît être à même de restaurer, et de la nouveauté et du renouvellement qu'il promet ; son passage au gouvernement ne l'a pas privé d'exprimer avant bien d'autres un regard critique bienvenu sur les septennats mitterrandiens ; c'est aussi son handicap : il lui faudrait plus de temps que ne lui en a donné le choix, heureux mais tardif, des militants socialistes pour réussir à imposer la rénovation intellectuelle et *morale dont la gauche a besoin*.

Dans les deux cas, le pays fait un pari. Pari pour Jacques Chirac sur le changement d'un homme qui a, dans un passé récent, épousé trop de postures politiques différentes pour que l'on soit assuré de la cohérence de son projet. Pari pour Lionel Jospin sur le fait qu'un rapide retour de la gauche au pouvoir ne s'accompagnerait pas de pratiques de pouvoir condamnées par les Français, venant notamment de la part d'un parti qui a pu se montrer moins sensible au partage des richesses qu'à celui des places.

Quelle que soit l'issue du scrutin, la garantie démocratique semble désormais acquise d'une opposition solide : à droite, naturellement, si Lionel Jospin est élu ; à gauche, si Jacques Chirac est élu, grâce à Lionel Jospin qui a déjà gagné son pari *personnel en montrant qu'on pouvait incarner* l'espérance sans démagogie. Mais l'essentiel et le plus dur resteront à faire. Eviter au pays une gestion à la petite semaine, lui tracer de nouvelles frontières, surtout être capable d'unifier des intérêts variés et divergents, alors que le lien organique au sein de la société se défait. Retisser donc le lien social, si l'on veut avoir une chance de *transformer la Ve République en un régime citoyen*, et nous garder de réduire la politique à la fascination d'un pays envers un homme.

J.-M. C.



Nos choix

ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 6 MAI 1995

MONNAIE La force du deutschemark face au dollar inquiète de plus en plus les industriels en Allemagne. Le commerce extérieur outre-Rhin ne sera pas trop affecté dans les six prochains mois car les commandes avaient été passées avant les turbulences monétaires. Mais la situation s'aggravera par la suite. Le textile et la sidérurgie sont les secteurs les plus menacés, la rentabilité de l'aéronautique est compromise. ● LES CHIMISTES, qui profitent de la baisse du prix des matières premières, ont su s'adapter à un dollar instable en diversifiant leurs implantations hors d'Allemagne. BASF, pour sa part, se tourne vers la Russie pour le gaz et se développe, notamment en Chine. ● À FRANCFORT, la Bourse a perdu 5 % quand Paris gagnait 10 %. La hausse du mark pourrait coûter de 0,5 % à 1,3 % de croissance à l'économie allemande.

L'industrie allemande s'inquiète de la force du deutschemark

La faiblesse de la devise américaine pourrait coûter jusqu'à 1,3 point de croissance à nos voisins cette année et réduire de près de moitié la progression de leur commerce extérieur en 1996

COLOGNE
correspondance

La force du deutschemark donne des frissons aux industriels allemands. La remarque d'un expert patronal selon laquelle une nouvelle chute du dollar serait une *« catastrophe pour l'économie mondiale »* traduit bien l'inquiétude provoquée par les turbulences monétaires. Le BDI (Union fédérale de l'industrie) estime que les fluctuations actuelles auront à moyen terme des conséquences négatives sur la conjoncture et le marché du travail. Selon la Deutsche Bank, la faiblesse de certaines monnaies européennes est même plus préoccupante que celle du dollar.

Tous les regards se tournent bien sûr vers les exportations, dont trois quarts sont libellés en marks et près de 11 % en dollars. Le commerce extérieur *« ne devrait pas subir une chute trop brutale cette année car les parts de marché ne sont pas menacées dans les prochains mois »*, indique Günter Albrecht, du DIHT (la chambre de commerce), la plupart des commandes en fabrication ayant été passées avant les turbulences monétaires. *« En revanche dans six mois, la situation pourrait empirer, quand il va falloir partager avec nos clients le coût de la hausse du mark, c'est-à-dire augmenter les prix »*, ajoute-t-on au DIHT.

La compétitivité des produits allemands sera alors durement affectée et le taux de croissance des exportations risque, selon la Deutsche Bank Research, de tomber à 3,5 % en 1996, contre 8 % cette année. Les conséquences *« les plus négatives sont à attendre dans le textile et dans la sidérurgie »*, analyse Hans-Jürgen Meltzer, de la Deutsche Bank Research, car il s'agit de deux domaines très exposés à la concurrence des pays où les monnaies chutent.

Aujourd'hui, pourtant, ce sont les entreprises aéronautiques qui s'inquiètent le plus. Pour Daimler Aerospace (ex-DASA), dont 70 % des contrats sont facturés en dollars, l'équilibre attendu pour cette année avec un billet vert à 1,60 deutschemark paraît désormais difficile à atteindre. La maison mère, Daimler-Benz, imagine pour sa part de revoir à la baisse ses prévisions de bénéfices. Autre filiale, Mercedes redoute le pire tant les voitures allemandes risquent de perdre en compétitivité. Chez Siemens, qui souhaitait augmenter de 20 % ses profits, la stagnation des activités extérieures oblige à imaginer des résultats moins flatteurs si la tendance actuelle se confirme.

> « Une hausse du dollar de 10 pfennigs coûte 1 milliard de marks de chiffre d'affaires »

Pour ces géants, une parade s'impose : délocaliser la production, d'abord dans les pays de la zone dollar, puis en Europe. *« Il ne reste rien d'autre à l'industrie que de miser sur l'innovation, la qualité et des coûts plus faibles, quitte à supprimer des emplois ou à les transférer à l'étranger »*, a estimé dernièrement Hans-Olaf Henkel, le président du BDI. *« La politique de délocalisation va se renforcer »*, renchérit Günter Albrecht, du DIHT.

Cependant, pour les petites et moyennes entreprises, ces délocalisations sont quasiment hors de question. Pour celles qui sont tournées vers l'exportation, *« la limite du supportable est dépassée depuis longtemps »*, constate Dieter Härtbe, le secrétaire général de l'Union fédérale des PME, qui ajoute que les exportations en dollars perdent *« toute rentabilité économique et entraînent même des pertes (...). Il est à craindre qu'une série d'entreprises, particulièrement dans les nouveaux Länder, doivent geler ou même casser leurs relations commerciales dans la zone dollar »*.

Cependant, ces menaces ne planent pas sur toutes les sociétés tournées vers l'exportation. Ainsi, Linde paraît insensible à l'inquiétude générale et envisage toujours de respecter ses prévisions. Car 5 % du chiffre d'affaires seulement concerne les Etats-Unis ; et en Europe (50 % des ventes), la production est très largement délocalisée, en particulier pour des raisons techniques d'acheminement des produits.

Par ailleurs, l'industrie chimique escompte encore une forte croissance de ses résultats. Mais Bayer évalue déjà entre 400 et 500 millions de deutschemarks son manque à gagner. Chez Hoechst, les analystes indiquent qu'*« une hausse ou une baisse du dollar de 10 pfennigs rapporte ou coûte un milliard de deutschemarks de chiffre d'affaires et 200 millions de recettes »*. En revanche, la chimie compte profiter de la baisse attendue des prix des matières premières, un des rares avantages liés à la chute du dollar. En outre, ces entreprises se sont mises à l'abri des turbulences. Bayer, dont un quart du chiffre d'affaires est réalisé aux Etats-Unis, fabrique en Amérique du Nord 90 % de ce qu'elle y vend. *« Nous avons appris depuis longtemps à compter avec un dollar instable »*, commente un cadre de la société.

Même attitude chez Mannesmann AG, spécialiste des biens d'équipement, où l'on se montre plutôt serein : *« Depuis les années 60, notre production dans la zone dollar a doublé. »*

Bon nombre d'entreprises estiment qu'il est urgent... d'attendre. Selon Günter Albrecht, du DIHT, *« les menaces potentielles augmentent avec la durée du déséquilibre monétaire, mais [il compte] encore sur la soudaineté et la force des fluctuations du dollar pour renverser la tendance »*. Sans trop y croire, les industriels rêvent encore d'un billet vert à 1,60 DM, un dollar qui effacerait toutes les craintes.

Philippe Ricard

Les analystes financiers sont pessimistes

Les entreprises et les marchés financiers allemands n'ont plus la cote auprès des grands investisseurs internationaux. L'irrésistible montée du mark, depuis février, a rendu à leurs yeux la situation économique de plus en plus préoccupante. En deux mois, la Bourse de Francfort a perdu près de 5 %, quand dans le même temps Wall Street battait record sur record et Paris gagnait 10 %. Pour les économistes, la hausse de la monnaie allemande pourrait se traduire, selon les hypothèses, par une baisse comprise entre 0,5 % et 1,3 % de la croissance en Allemagne en 1995.

La surévaluation du mark, combinée avec les hausses de salaires, constitue ainsi pour la banque d'investissement américaine Morgan Stanley un handicap sérieux pour la compétitivité des entreprises allemandes. Une autre grande banque américaine, Merrill Lynch, recommande dans ses dernières études de *« sous-pondérer »* dans les portefeuilles les actions d'entreprises allemandes.

BASF accélère son redéploiement

« L'INDUSTRIE ALLEMANDE est confrontée à un nouveau défi », reconnaissait Jürgen Strube, président du directoire du groupe chimique BASF, de passage à Paris le 3 mai, en évoquant la surévaluation du mark. La préoccupation monétaire l'emporte sur les augmentations de salaires, même si les coûts salariaux représentent le quart des dépenses des chimistes allemands. Sans pouvoir se prononcer sur le caractère temporaire ou durable d'une telle situation, il estime cependant qu'à moyen ou long terme les monnaies convergeront vers une zone commune. D'ici là, *« la vraie réponse est dans l'innovation, les gains de productivité, la flexibilité et l'implantation dans des pays aux réglementations plus compétitives »*.

Face aux contraintes qui altèrent leur compétitivité, les chimistes allemands ont réagi en concentrant certaines de leurs productions, en réduisant leurs effectifs et en se délocalisant. BASF comme les autres. Le groupe figure parmi les dix plus grands chimistes mondiaux avec ses 153 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1994, et son résultat net (4,2 milliards de francs) a progressé l'an dernier de près de 50 %. Mais la crise a été rude. En cinq ans, il a réduit ses effectifs dans le monde de 130 000 à 100 000 salariés. Les sites allemands ont été les plus touchés.

Profitant des avantages proposés par les voisins de l'Est ou le Portugal, des entreprises clientes ont déplacé leurs productions vers d'autres pays ou se sont converties à la sous-traitance hors des frontières. *« Nous avons perdu des clients sur place »*, explique le patron de BASF. La tendance devrait se poursuivre. Aussi, à périmètre constant, la part du chiffre d'affaires réalisée en Allemagne, actuellement de 27 %, devrait encore baisser dans les cinq ans à venir, estime Jürgen Strube. *« Nous devons mieux nous adapter aux fluctuations. Nous disposons pour cela d'implantations industrielles en France, Belgique, Espagne, Italie et Grande-Bretagne. Nous ne raisonnons pas par pays, mais au niveau de l'Europe, qui est notre marché intérieur. »* Dans cette optique, le groupe réalisera à l'avenir *« l'essentiel de ses investissements »* dans cette zone qui représente 60 % de son activité.

GAZ RUSSE

BASF entend surtout continuer son développement en Chine (où six projets de joint-ventures sont à l'étude) et en Inde (où le groupe construit actuellement une usine, près de Bengalore). Ces délocalisations vers des régions en expansion devraient permettre de conforter les bases du groupe en permettant aux bureaux d'études du siège de Ludwigshafen d'intensifier les programmes de recherche et de développement. *« Vous pouvez transférer des technologies, mais pas la recherche. C'est une garantie pour maintenir des emplois en Europe. »*

BASF s'est aussi renforcé dans le gaz en signant un accord de fourniture avec le russe Gazprom pour disposer à Ludwigshafen des 2 milliards de mètres cubes nécessaires chaque année sur le site, et pour se développer dans la distribution. *« Il n'y avait qu'un seul fournisseur en Allemagne, nous sommes désormais deux. Nous avons ainsi changé les règles du jeu. »* Une manière de se défier des aléas monétaires en profitant des opportunités pour mener restructuration et redéploiement.

Dominique Gallois

Les marchés financiers redoutent un troisième tour monétaire

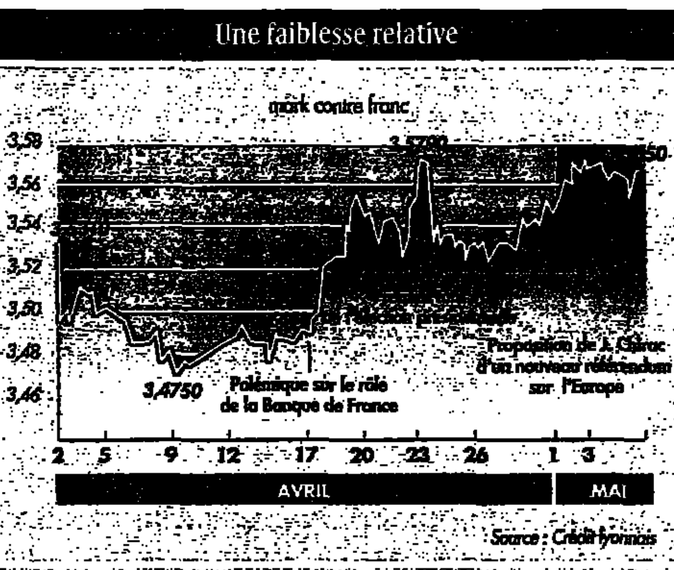
Certains analystes n'excluent pas une baisse du franc au lendemain de l'élection présidentielle.

Le franc s'est bien comporté durant la campagne électorale. *S'il s'est déprécié face à la monnaie allemande*, il s'est apprécié vis-à-vis de nombreuses autres devises. L'après-7 mai pourrait *être plus agité. Le flou des programmes économiques* des deux candidats inquiète les opérateurs. En revanche, du côté des actions, la *Bourse de Paris est optimiste et joue une relance* de la consommation.

ASSISTERA-T-ON à un troisième tour monétaire ? Le franc risque-t-il de décrocher après le 7 mai ? Ces questions préoccupent les investisseurs et divisent les analystes. S'il a réagi parfois aux petites phrases, aux polémiques, à l'évolution des sondages, aux résultats-surprises du premier tour, le franc a finalement passé sans encombre le cap de la campagne électorale. Il s'échangeait vendredi matin 5 mai à 3,5655 francs pour un deutschemark. Par rapport à son cours du début de l'année, le franc s'est déprécié de 3 % face à la monnaie allemande. Une baisse limitée et qui doit être relativisée. Car, dans le même temps, le franc s'est apprécié vis-à-vis de nombreuses autres devises. Une étude des économistes du Crédit agricole montre que, par rapport à cinquante-six pays recouvrant 93,5 % du commerce extérieur de la France, le franc a cédé du terrain face à sept monnaies (yen, franc suisse, deutschemark, schilling autrichien, florin néerlandais, franc belge, couronne danoise) mais a progressé face aux quarante-neuf autres, parmi lesquelles le dollar, la livre sterling, la lire italienne et la peseta espagnole. Le franc s'est au total apprécié de 2 % depuis le début de l'année. Se montrera-t-il aussi vaillant après l'élection *du président de la République* ?

Certains experts en doutent. Ils se montrent pessimistes et estiment que le franc pourrait tomber après le 7 mai à des plus bas niveaux historiques face à la monnaie allemande. *Les cours de 3,65, 3,70, 3,75 francs* pour un deutschemark sont fréquemment évoqués. Une victoire de Lionel Jospin serait très mal accueillie par les investisseurs internationaux. Moins parce que son programme économique les effraie qu'en raison de la situation politique extrêmement complexe, selon eux, qui résulterait de son élection. Une dissolution de l'Assemblée nationale inciterait les gérants internationaux à se tenir durablement à l'écart du marché français. La position des socialistes sur la politique de franc fort n'est pas non plus sans ambiguïté. Jacques Delors a affirmé qu'il préférait *« un franc stable »* à *« un franc fort »*. Henri Emmanuelli, premier secrétaire du Parti socialiste, a pour sa part invité le gouverneur de la Banque de France à se rendre *« dans les quartiers nord de Marseille pour venir expliquer aux gens dans la nécessité que l'alpha et l'oméga, en ce bas monde, c'est la tenue de la monnaie, la rigueur budgétaire et la déflation salariale »*.

Si Lionel Jospin inquiète les professionnels des marchés financiers, Jacques Chirac ne les rassure guère. Ils sont déroutés par le flou du programme économique du maire de Paris et par ses volte-face incessantes sur l'Europe. La priorité sera-t-elle donnée à la relance ou à la réduction des déficits ? Que signifie la proposition d'un nouveau référendum sur les institutions européennes au lendemain de la conférence intergouvernementale de 1996 ? Eux-mêmes experts en matière de volatilité, les opérateurs ne l'apprécient guère lorsqu'elle concerne les propositions d'un candidat à la présidence de la République.



Malgré quelques accès de faiblesse, le franc s'est plutôt bien comporté durant la campagne électorale.

SCÉNARIO-CATASTROPHE

La polémique sur le rôle de la Banque de France a également laissé des traces sur les marchés financiers, dont l'ancien président de la Bundesbank Karl Otto Poehl disait volontiers *« qu'ils ont une mémoire d'éléphant »*. A quelques jours du premier tour de l'élection présidentielle, Jacques Chirac avait violemment critiqué l'appel à la modération salariale lancé par le gouverneur de la Banque de France Jean-Claude Trichet. L'éventualité de voir Philippe Séguin s'installer à l'hôtel Matignon et Alain Madelin à Bercy constitue pour les opérateurs un facteur de stress supplémentaire. Le président de l'Assemblée nationale a récemment rappelé que *« l'escudo du bon docteur Salazar fut en son temps une monnaie forte… pour la plus plus grande satisfaction du peuple portugais »*. La conversion soudaine de l'actuel ministre des entreprises et du développement économique à la politique du franc fort leur paraît également très suspecte.

Certains analystes voient mal, si la Banque de France devait maintenir après le 7 mai des taux élevés pour défendre un franc fragilisé, comment Philippe Séguin et Alain Madelin pourraient rester longtemps silencieux. Ils les imaginent dénonçant à nouveau, comme ils l'avaient fait au début de l'année 1993, le coût pour l'économie française qu'implique la politique du franc fort. Un conflit entre l'institut d'émission et le nouveau pouvoir serait alors inévitable. Il aurait des conséquences désastreuses pour le franc.

D'autres spécialistes ne croient pas à ce scénario-catastrophe. Ils estiment que la pression sur le franc pourrait très rapidement retomber après le 7 mai. Il reviendrait même près de son cours pivot de 3,3538 francs pour un deutschemark. L'annonce rapide de mesures destinées à réduire les déficits publics et des preuves d'attachement à la construction européenne permettraient une telle embellie. En contrepartie, la Banque de France pourrait *abaisser très vite ses taux directeurs*. Ils viendraient s'aligner sur les taux allemands, qui se situent à un niveau très bas (le taux d'escompte allemand est à 4 %). Le débat sur la pertinence de la politique monétaire française perdrait dès lors de sa légitimité.

Pierre-Antoine Delhommais

Un mandat d'arrêt international lancé contre Giancarlo Parretti

L'homme d'affaires italien est sous le coup de divers chefs d'inculpation liés au rachat du studio hollywoodien MGM

L'ÉTAU SE RESSERRE autour de l'homme d'affaires italien Giancarlo Parretti. Un mandat d'arrêt international a été délivré mercredi 3 mai par le juge d'instruction parisien Patrick Fiévet, dans le cadre d'une information judiciaire ouverte le 10 octobre 1991 et dont la procédure s'est accélérée depuis un mois. Cette information judiciaire concerne la gestion des filiales françaises du studio hollywoodien Metro Goldwyn Meyer (MGM) et notamment les studios et laboratoires de cinéma de Joinville, acquis par Giancarlo Parretti (*Le Monde* du 16 mars 1995) L'homme d'affaires italien avait été jusqu'à présent relativement épargné par la justice, contrairement à son compère Florio Fiorini avec qui il avait acquis le studio américain au travers de leur holding commune Melia. Florio Fiorini, patron de la nébuleuse suisse Sasea, était détenu depuis octobre 1992 dans la prison genevoise des Champs Dollon pour faillite frauduleuse. A peine l'instruction menée par le *juge genevois* Crochet terminée, Florio Fiorini a été remis aux juges italiens, qui veulent l'entendre sur une autre faillite, celle d'une filiale de Sasea, la compagnie d'assurances d' Angeli Frua. *Son procès à Genève devrait* débuter le 26 juin prochain. C'est sur le terrain italien que se poursuivent aujourd'hui les démêlés judiciaires entre le Crédit lyonnais et les deux associés.

Mi-mars, Giancarlo Parretti, assigné à résidence à Pérouse depuis de longs mois, avait été mis en examen par le juge Fiévet. Ce dernier s'était déplacé pour l'occasion en Italie, muni d'une commission rogatoire internationale, pour signifier à l'homme d'affaires italien une mise en examen pour abus de biens sociaux, faux en écriture privée, escroquerie et contre-façon. La procédure, qui dure depuis quatre ans et demi, fait suite à une plainte avec constitution de partie civile du Crédit lyonnais. Elle a révélé un certain nombre de points obscurs : le juge Fiévet s'interroge sur les conditions dans lesquelles Giancarlo Parretti a obtenu, en 1990, 145 millions de dollars de la filiale hollandaise de la banque française, le Crédit lyonnais Bank Nederland (CLBN). Il se demande également pourquoi la banque a accordé cette somme à une société qui n'avait plus d'actifs.

Tout le dispositif mis en place ensuite par le Crédit lyonnais avait pour objectif d'écarter Giancarlo Parretti de la gestion de MGM. Un accord était intervenu en avril 1991, mais M. Parretti n'en aurait pas respecté les termes. Le Crédit lyonnais a alors fait nommer en référé un administrateur provisoire. Ce dernier a découvert que des actifs composés de titres de la Cité du cinéma en Allemagne auraient été cédés après l'accord à une société appartenant à M. Parretti à un *prix dérisoire* et par un acte antidaté.

Des avances en compte courant à des sociétés dans lesquelles M. Parretti était intéressé, un prêt consenti à sa société Pathé-Italia sans justification ni garantie sont *dans* le collimateur de la justice. Giancarlo Parretti aurait en outre conclu avec des sociétés lui appartenant des accords qui vidaient MGM de toute substance. M. Parretti a déjà été *condamné dans l'Etat du Delaware* aux Etats-Unis pour usage de faux dans un dossier ouvert sur plainte du Crédit lyonnais. En janvier dernier, la justice italienne avait autorisé l'extradition outre-Atlantique de l'homme d'affaires. Elle n'a pas encore été suivie d'effet.

Babette Stern

Les investisseurs étrangers reviennent à la Bourse de Paris

Ils parient sur une relance de la consommation

LA BOURSE DE PARIS se porte étonnamment bien depuis maintenant un mois et demi. Elle a regagné, un peu à la surprise générale, environ 14 % depuis la mi-mars. Si les gains depuis le début de l'année restent limités à un petit 3,5 %, le changement d'état d'esprit des investisseurs, notamment étrangers, à l'égard des entreprises françaises est spectaculaire. S'agit-il d'une embellie, d'une simple correction des excès de pessimisme ou au contraire d'un mouvement de fond ?

A en croire les analystes financiers, la tendance favorable pourrait perdurer, en dépit du petit coup d'arrêt jugé *« logique »* jeudi 4 mai qui s'est traduit par une baisse de 1,26 % de l'indice CAC 40. *L'échéance présidentielle*, après avoir effrayé ou inquiété les investisseurs par son incertitude, semble aujourd'hui *a contrario* les doper. Ils ont l'air de considérer – quelle que soit l'issue du scrutin – que l'élection va réserver des jours meilleurs à la Bourse. Jacques Chirac a, bien sûr, la préférence des investisseurs anglo-saxons, ne serait-ce que parce qu'ils le connaissent. Un succès de Lionel Jospin ne serait pourtant plus perçu comme un saut dans l'inconnu.

Les investisseurs étrangers, de retour à Paris depuis quelques semaines, considèrent que l'arrivée au pouvoir de Jacques Chirac ou de Lionel Jospin se traduira par une relance de la consommation, alimentée notamment par des hausses de salaires et par une petite période d'« état de grâce ». La conjoncture internationale est aussi plus favorable. *« Nous avons subi le contrecoup du ralentissement de la croissance américaine, assez sensible au premier trimestre, l'activité repart un peu outre-Atlantique et d'autre part les hausses de salaires en Allemagne vont soutenir la consommation de notre principal partenaire »*, souligne Alain Fiorucci, du cabinet d'études Soprofi.

Comme l'indique la Société de Bourse Leven dans son bulletin du jeudi 4 mai : *« Ce n'est pas le programme économique de tel ou tel candidat qui a provoqué l'explosion à la hausse du marché parisien, mais plutôt des transferts d'actifs en provenance des Etats-Unis. »* Les investisseurs étrangers, et les plus importants d'entre eux, les Anglo-Saxons, ont une influence décisive sur la tendance à la Bourse de Paris. Si les non-résidents détiennent environ un tiers de la capitalisation boursière française, ils possèdent la moitié du *« flottant »*, c'est-à-dire des actions réellement disponibles sur le marché qui ne sont pas gelées par les actionnaires.

Les investisseurs américains ont d'autant plus de raisons de privilégier les actions françaises que leurs gains au cours des trois derniers mois, convertis en dollars, sont les plus importants de ceux réalisés sur les grands marchés. Du début du mois de février à la fin avril, en dollars, la Bourse de Paris a gagné 12 %, celle de Tokyo 10 % (seulement sur la hausse du yen), celle de New York 9 %, celle de Londres 6,5 % *et celle de Francfort 4 %*.

Au début du mois d'avril, la banque d'investissemnt américaine Morgan Stanley recommandait *« d'augmenter la part des actions françaises dans les portefeuilles et de privilégier les secteurs des médias, de la banque et de l'énergie »*. Un mois plus tard, le sentiment outre-Atlantique reste le même. Un autre important établissement financier américain, Merrill Lynch, recommande de *« surpondérer »* la place française et, en revanche, de manifester beaucoup plus de prudence à l'égard de l'Allemagne, où la force du deutschemark inquiète parce qu'elle pèse sur la croissance.

Pour la Bourse de Paris, une relative faiblesse du franc serait plutôt considérée comme un atout immédiat, en améliorant la compétitivité des entreprises. Merrill Lynch considère aussi que, pour contrebalancer la force du mark, la Bundesbank pourrait être amenée à baisser de nouveau ses taux d'intérêt. La Banque de France devrait alors lui emboîter le pas, ce qui renforcerait la conjoncture française. *Alain Fiorucci prévient* tout de même que, si le nouveau gouvernement n'adopte pas rapidement une attitude *« réellement offensive »* dans son soutien à la croissance, l'optimisme pourrait faire place, après l'été, à la désillusion.

Eric Leser

Le groupe Accor renoue avec les bénéfices et prépare de nouvelles cessions

PAUL DUBRULE ET GÉRARD PÉLISSON, coprésidents d'Accor, ont gagné leur pari. Après avoir enregistré au premier semestre les premières pertes de son histoire (264 millions de francs), le groupe hôtelier a redressé la barre et affiche un résultat net (part du groupe) de 711 millions de francs pour 1994, en hausse de 15,6 % sur l'exercice précédent. Dans l'hôtellerie traditionnelle (marques Sofitel, Novotel, Ibis, Mercure), le deuxième semestre a connu *« une véritable explosion »*, avec une progression du résultat opérationnel de 9,5 %, a souligné Gérard Pélisson. En outre, les pertes du premier semestre étaient justifiées par l'absence de cession d'actifs sur la période et surtout par la prise en charge de frais exceptionnels occasionnés par la Cour de cassation belge imposant un surcoût de 103 millions de francs pour le rachat de Wagons-Lits (*Le Monde* du 24 juin 1994).

Ces cessions, qui initialement étaient estimées à 2,5 milliards de francs (*Le Monde* du 2 décembre 1994), ont finalement été supérieures à l'objectif annoncé au mois de novembre. Elles ont atteint 3,1 milliards de francs pour l'exercice écoulé. La moitié de ces cessions ont porté sur des chambres d'hôtel et l'autre moitié sur des activités de restauration. Elles ont permis de réduire l'endettement net du groupe de 23,4 milliards de francs à 21,2 milliards, l'objectif étant de ramener cet endettement à 17 milliards de francs à la fin de 1996. Les cessions futures devraient porter sur les chambres d'hôtel. Sur un total de 256 000 chambres, Accor en détient 132 000 en pleine propriété, le reste se répartissant entre la location-gestion et la franchise. La stratégie patrimoniale du groupe consisterait à porter d'ici à 1997 le nombre de chambres à 300 000 et à n'en conserver qu'un tiers en pleine propriété. *« Avoir un tiers d'hôtels en pleine propriété est un bon équilibre, aujourd'hui que l'inflation est plus faible »*, a estimé Paul Dubrule. Ce dernier relève notamment que les géants américains du secteur comme Hospitality Franchise System, Holiday Inn et Choice, les trois groupes de tête dans le classement mondial devant Accor, ne possèdent pas, comme eux, la moitié de leurs hôtels. Et d'ajouter que même Méridien – dont la vente par Air France a été une *« opération scandaleuse »*, *dixit* Paul Dubrule – n'est propriétaire que de 10 % de son parc immobilier. Ces cessions, à raison de 250 000 francs par chambre, devraient rapporter au groupe quelque 7 milliards de francs.

François Bostnavaron

Thomson-CSF subit l'impact des pertes du Crédit lyonnais

Le groupe français d'électronique professionnelle et militaire Thomson-CSF a annoncé le 5 mai avoir réduit ses pertes en 1994 à 962 millions de francs, selon les normes comptables internationales révisées, contre un déficit de 2,8 milliards de francs en 1993 selon ces mêmes normes. Ce résultat serait entièrement dû aux pertes du Crédit lyonnais, qui ont pesé pour 1,55 milliard de francs sur les comptes de Thomson-CSF (qui en détient 18,92 %). Pour 1995, le groupe prévoit un chiffre d'affaires *« à un niveau équivalent à celui de 1994 »*, soit 36,38 milliards de francs (+6,2 % par rapport à 1993). Thomson-CSF, qui n'avait pas distribué de dividende en 1993, va reprendre son versement en 1994 (2 francs par action).

■ **HOECHST : le chimiste allemand redevient le numéro deux** ***mondial de la pharmacie***, derrière le britannique Glaxo-Wellcome et devant l'américain Merck, avec l'acquisition, finalisée le 4 mai, de la société pharmaceutique américaine Marion Merrell Dow Inc. (MMD), filiale de Dow Chemical. L'investissement pour 71 % du capital est de 7,1 milliards de dollars, soit près de 35 milliards de francs (*Le Monde* du 30 mars). Cette cession doit encore être approuvée par les autorités anti-cartel aux Etats-Unis et en Europe. Parallèlement, Roussel-Uclaf, filiale française du groupe Hoechst, a annoncé l'acquisition des activités pharmaceutiques de Dow Chemical.

■ **BP : le groupe pétrolier britannique** aura un nouveau vice-président, Peter Sutherland, ex-directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), nommé le 4 mai. Agé de 49 ans, il remplacera à partir de juillet David Simon, promu président. Il rejoindra comme membre non exécutif le conseil d'administration du groupe, où il avait déjà siégé entre 1990 et 1993, avant de devenir directeur général du GATT, aujourd'hui OMC.

■ **NUCLEAR ELECTRIC : le plan de privatisation de l'électricité nucléaire** d'Angleterre et du Pays de Galles (Nuclear Electric) et d'Ecosse (Scottish Nuclear), a reçu le 4 mai le feu vert du gouvernement britannique. *Cette vente pourrait rapporter jusqu'à 3 milliards* de livres (23 milliards de francs). Nuclear Electric et Scottish Nuclear devraient être vendues comme une entité unique, privant ainsi les Ecossais d'une marge d'autonomie qu'ils ont toujours réclamée. Le siège de la nouvelle compagnie privée serait à Edimbourg.

■ **BULL : plusieurs centaines de salariés du constructeur informatique** ont manifesté, le 4 mai, au siège social à Louveciennes (Yvelines), au moment où se tenait le comité central d'entreprise au cours duquel la direction devait annoncer la suppression de 945 emplois. Selon les syndicats, le CCE *« n'a pu être mené à son terme »*. Pour la direction, le comité *« s'est tenu valablement et n'a pas été annulé »*, même si le CCE a établi un *« constat de carence »*. Un nouveau CCE devrait se réunir le 24 ou le 29 mai.

■ **CHAUSSON : les syndicats du constructeur automobile** vont reprendre les discussions avec l'administrateur judiciaire la semaine prochaine sur les garanties sociales globales qui accompagneraient la fermeture de l'usine de Creil (*Le Monde* du 5 mai).

■ **SNCF-AIR FRANCE : les deux entreprises lancent un billet** ***combiné avion-train.*** *A partir de juillet, un client* pourra acheter, dans les agences de voyages et les bureaux des compagnies aériennes, un billet associant un voyage en TGV entre Lille et la gare d'interconnexion de Roissy-Charles-de-Gaulle et un vol international (exclusivement Air France jusqu'à la fin de 1996). L'opération pourrait être étendue à Lyon et aux destinations desservies par le TGV Atlantique quand celui-ci sera connecté à la gare de Roissy, en 1996.

هكذا من الأصل

■ **LE DOLLAR** était stable lors des premiers échanges entre banques vendredi à Paris, se traitant à 4,8865/8880 francs contre 4,8845/8860 francs jeudi à la clôture.

■ **LES COURS DU PÉTROLE BRUT** se sont envolés jeudi sur le marché à terme de New York sur des achats de fonds d'investissement. Le baril a gagné 40 cents à 20,29 dollars.

■ **LES ÉTATS-UNIS** *« préféreraient un dollar plus fort »* et ils mènent la politique appropriée pour atteindre cet objectif, a déclaré jeudi un représentant du Trésor américain.

■ **LA BOURSE DE MADRID** a clôturé en hausse jeudi de 0,83 %, à son plus haut niveau de l'année sur un marché dominé par un retour en force des investisseurs étrangers.

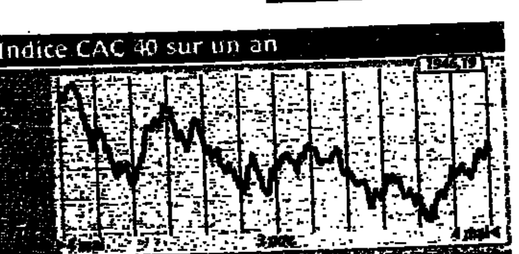
■ **LE NOUVEL INDICE BOURSIER** des 100 valeurs moyennes de la Bourse de Paris, le Midcac, va être lancé le 12 mai prochain. Il sera calculé et diffusé deux fois par séance.

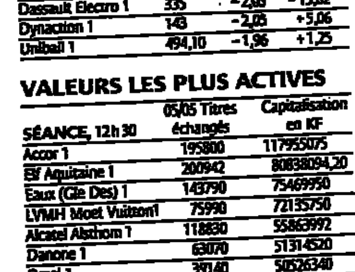
LES PLACES BOURSIÈRES

CAC 40 ↘ Clôture | CAC 40 ↗ 1 mois | CAC 40 ↘ 1 an | SBF 120 ↗ 3 mois

NEW YORK ↗ DOW JONES | LONDRES ↗ FT 100 | MILAN ↗ MIB 30 | FRANCFORT ↗ DAX 30

Léger effritement à Paris





APRÈS UN DÉBUT de séance plutôt soutenu, la Bourse de Paris a reviré à la baisse vendredi 5 mai à la veille du second tour du scrutin présidentiel. En hausse de 0,18 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait trois quarts d'heure plus tard un gain de 0,15 %. Peu après midi, les valeurs françaises retombaient dans le rouge et abandonnaient, aux alentours de 12 h 30, 0,18 % à 1 942,64 points. Le marché était moyennement actif avec un chiffre d'affaires sur le compartiment à règlement mensuel de l'ordre de 1,6 milliard de francs.

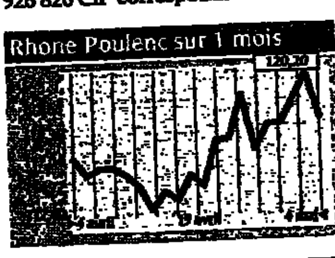
La veille, la Bourse de Paris avait cédé 1,26 % dans un marché nerveux, terrain pour toutes les rumeurs sur le résultat qui sortira des urnes dimanche soir. La séance de vendredi devrait encore mettre le marché sous pression à la veille de trois jours chômés en raison de la fête de la Victoire.

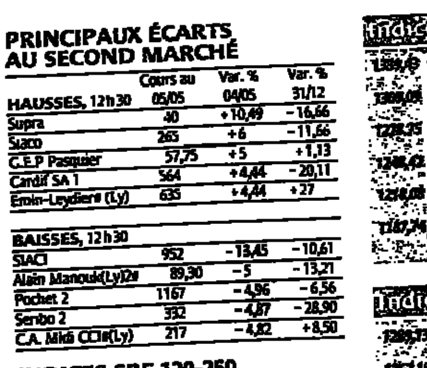
Depuis son point le plus bas atteint le 13 mars, l'indice CAC 40, qui en cours de séance jeudi avait atteint son plus haut niveau depuis le début de septembre 1994, affichait une hausse de 16 %. Depuis le début de l'année, les gains s'élèvent à 3,23 %.

Du côté des valeurs, Accor, qui a annoncé un bénéfice pour 1994 en hausse de 15 %, progressait de 3,4 % à 602 francs. Thomson-CSF, qui avait sensiblement baissé la veille, reprenait 2,9 %.

Rhône-Poulenc, valeur du jour

MÉDIOCRE SÉANCE jeudi 4 mai à la Bourse de Paris pour Rhône-Poulenc, qui abandonne 3,1 % à 120,20 francs dans un volume étoffé de 732 000 titres. Par ailleurs, l'entreprise a annoncé que son capital serait désormais composé d'actions, toutes assorties d'un droit de vote. L'assemblée générale des actionnaires a décidé la reconstitution en actions privilégiées « B » des certificats d'investissement privilégiés (CIP) et des certificats de droit de vote (CDV) existants. La reconstitution s'opérera par la remise gratuite le 9 mai des 926 820 CDV aux porteurs des 926 820 CIP correspondants.





PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 05/05	Var. % 04/05	Var. % 31/12
Accor 1	601	+3,26	+3,62
Sophia 1	450	+2,76	+5,14
Sanofi 1	280,50	+2,71	+13,88
Euro RSCG W.W 1	512	+1,99	−6,90
Rue Imperiale(Ly)1	3550	+1,95	+0,59
Eurotunnel 1	15,90	+1,92	−33,61
Salvepar (Ny) 2	434	+1,88	+7,77
Pechiney CIP 1	303	+1,68	−15,83
Legrand 1	7310	+1,67	+12,80
Worms & Cie 1	253,90	+1,56	−1,39
BAISSES, 12h30			
Olipar 1	10,90	−3,96	+6,86
Esso 1	595	−3,25	−16,78
Z Gr.Zannier #Ly 1	120	−3,23	−16,02
Dev.R.N-P.Cal#Li 2	68	−3,13	−4,22
CEP Communication1	507	−3,06	+8,79
Selectibanque 1	153	−2,55	−0,71
SGE 1	174,80	−2,07	−11,49
Dassault Electro 1	335	−2,06	−15,82
Dynaction 1	143	−2,03	+5,06
Unibail 1	494,10	−1,96	+1,25

VALEURS LES PLUS ACTIVES

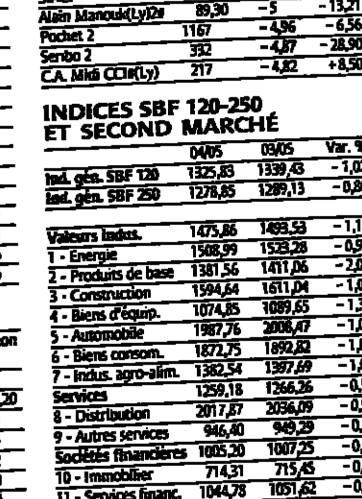
SÉANCE, 12h30	05/05 Titres échangés	Capitalisation en KF
Accor 1	195800	117955075
Elf Aquitaine 1	200942	80838094,20
Eaux (Gle Des) 1	143790	75469950
LVMH Moet Vuitton1	75990	72135750
Alcatel Alsthom 1	118830	55863992
Danone 1	63070	51314520
Oreal 1	39140	50526340
Total 1	150569	47691423
B.N.P. 1	186040	46750545
Paribas 1	137066	43022876,80

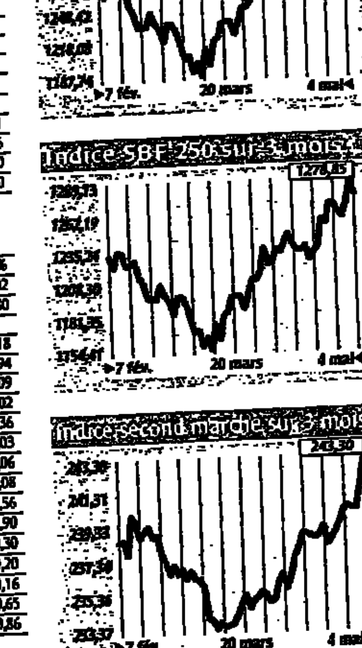
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

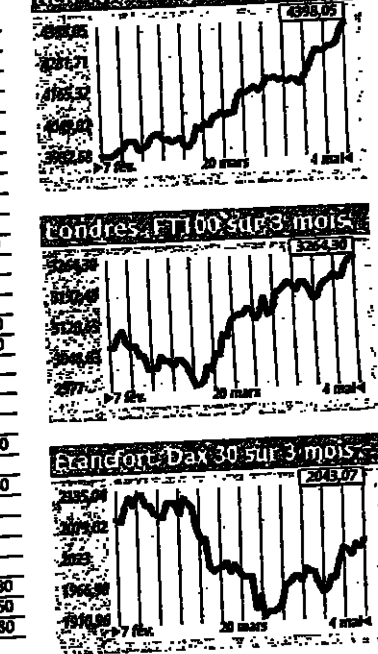
HAUSSES, 12h30	Cours au 05/05	Var. % 04/05	Var. % 31/12
Supra	40	+10,49	−16,66
Siaco	265	+6	−11,66
C.E.P Pasquier	57,75	+5	+1,13
Cardif SA 1	564	+4,44	−20,11
Emin-Leydier# (Ly)	635	+4,44	+27
BAISSES, 12h30			
SIACI	952	−13,45	−10,61
Alain Manoukl(Ly)2#	89,30	−5	−13,21
Pochet 2	1167	−4,96	−6,56
Serbo 2	332	−4,87	−28,90
C.A. Midi CCI#(Ly)	217	−4,82	+8,50

INDICES SBF 120-250 ET SECOND MARCHÉ

	04/05	03/05	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1325,83	1339,43	−1,02
Ind. gén. SBF 250	1278,85	1289,13	−0,80
Valeurs indus.	1475,86	1493,53	−1,18
1 - Energie	1508,99	1523,28	−0,94
2 - Produits de base	1381,56	1411,06	−2,09
3 - Construction	1594,64	1611,04	−1,02
4 - Biens d'équip.	1074,85	1089,65	−1,36
5 - Automobile	1987,76	2008,47	−1,03
6 - Biens consom.	1872,75	1892,82	−1,06
7 - Indus. agro-alim.	1382,54	1397,69	−1,08
Services	1259,18	1266,26	−0,56
8 - Distribution	2017,87	2036,09	−0,90
9 - Autres services	946,40	949,29	−0,30
Sociétés financières	1005,20	1007,25	−0,20
10 - Immobilier	714,31	715,45	−0,16
11 - Services financ.	1044,78	1051,62	−0,65
12 - Sociétés invest.	1127,63	1117,97	+0,86
Ind. Second Marche	243,30	241,78	+0,63







Prises de bénéfice à Wall Street

LA BOURSE DE TOKYO était toujours fermée vendredi 5 mai en raison de la Golden Week et ne rouvrira ses portes que le 8 mai. Jeudi, Wall Street s'est repliée sous la pression de prises de bénéfices en fin de journée, après avoir franchi à plusieurs reprises le seuil psychologique des 4 400 points en cours de séance grâce à une chute des taux d'intérêt à long terme. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé la séance à 4 359,66 points, en baisse de 13,49 points, soit un repli de 0,31 %. Le volume des échanges a été très fourni, avec 435 millions de valeurs traitées.

En revanche, la stabilité était de mise à Londres, où l'indice Footsie, également sous la pression de ventes bénéficiaires, n'a gagné que 1,7 point à 3 264,3 points. Il avait progressé jusqu'à 25 points en début de séance, atteignant ainsi son plus haut niveau depuis neuf mois. Ces gains se sont peu à peu amenuisés sous l'effet de prises de bénéfices et d'une certaine prudence des opérateurs face à une déroute annoncée du Parti conservateur aux élections locales. De son côté, la Bourse de Francfort a terminé en hausse, l'indice DAX gagnant 0,79 % à 2 044,79 points.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 04/05	Cours au 03/05	Var. en %
Paris CAC 40	1946,19	1971,07	−1,28
New-York/DJ indus.	4398,05	4373,15	+0,57
Tokyo/Nikkei	17088,70	17088,26	—
Londres/FT100	3264,30	3262,60	+0,05
Francfort/Dax 30	2043,07	2028,68	+0,70
Frankfort/Commer.	756,91	750,97	+0,78
Bruxelles/Bel 20	1643,81	1630,46	+0,81
Bruxelles/Général	1457,70	1445,86	+0,81
Milan/MIB 30	15411	15246	+1,08
Amsterdam/Gé. Cbs	284,60	284,10	+0,18
Madrid/Ibex 35	289,86	289,86	—
Stockholm/Affarsal	1232,86	1226,15	+0,54
Londres FT30	2486,20	2482,70	+0,14
Hong Kong/Hang S.	8319,75	8299,67	+0,24
Singapour/Strait t	2069,98	2066,35	+0,18

NEW YORK
Les valeurs du Dow-Jones

	04/05	03/05
Alcoa	43,87	45,62
American Express	34,87	35
Allied Signal	41	39,87
AT & T	51,25	51
Bethlehem	13,75	13,75
Boeing Co	55,50	56
Caterpillar Inc.	56,37	57,50
Chevron Corp.	48,50	48,62
Coca-Cola Co	59	58,62
Disney Corp.	54	54,25
Du Pont Nemours&Co	65,50	66,37
Eastman Kodak Co	60,37	60,50
Exxon Corp.	71	70,62
Gén. Motors Corp.H	43,25	43
Gén. Electric Co	57,12	56,62
Goodyear T & Rubbe	40	38,50
IBM	93,75	94,25
Intl Paper	78,87	78,50
J.P. Morgan Co	66,37	65,87
Mc Don Dougl	64,12	63,12
Merck & Co.Inc.	44,25	44
Minnesota Mng.&Mfg	60,12	59,87
Philip Moris	70,62	72,62
Procter & Gamble C	71,12	71
Sears Roebuck & Co	53,62	54
Texaco	68,12	68,87
Union Carb.	32,37	32,62
Utd Technol	74,50	74,75
Westingh. Electric	14,62	14,62
Woolworth	15,87	15,87

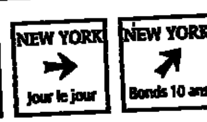
LONDRES
Sélection de valeurs du FT 100

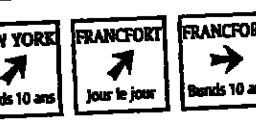
	04/05	03/05
Allied Lyons	5,55	5,57
Barclays Bank	6,47	6,52
B.A.T. industries	4,72	4,73
British Aerospace	5,37	5,50
British Airways	4,22	4,09
British Gas	3,07	3,09
British Petroleum	4,59	4,56
British Telecom	3,99	3,98
B.T.R.	3,34	3,31
Cadbury Schweppes	4,54	4,47
Eurotunnel	1,96	1,85
Glaxo	7,39	7,42
Grand Metropolitan	4	4,01
Guinness	4,72	4,74
Hanson Plc	2,36	2,36
Great Ic	6,04	6
H.S.B.C.	7,29	7,28
Impérial Chemical	7,49	7,43
Lloyds Bank	6,52	6,58
Marks and Spencer	4,26	4,27
National Westminst	5,44	5,49
Peninsular Orienta	5,81	5,82
Reuters	4,84	4,91
Saatchi and Saatch	1,01	0,96
Shell Transport	7,54	7,54
Smithkline Beecham	5,01	4,96
Tate and Lyle	4,35	4,43
Univeler Ltd	12,43	12,39
Wellcome	10,73	10,67
Zeneca	9,14	9,13

FRANCFORT
Les valeurs du Dax 30

	04/05	03/05
Allianz Holding N	2560	2543
Basf AG	314	309,70
Bayer AG	344	341,80
Bay hyp&Wechselbk	370	368
Bayer Vereinsbank	394	393
BMW	731	722,50
Commerzbank	336,80	335
Continental AG	206	205
Daimler-Benz AG	647,50	640,70
Degussa	433,50	427,50
Deutsche Babcock A	155,50	154
Deutsche Bank AG	688,50	684
Dresdner BK AG FR	388,50	386
Henkel VZ	558	546,50
Hoechst AG	302,70	296,80
Karstadt AG	602	600
Kaufhof Holding	491	495
Linde AG	809	793
DT. Lufthansa AG	185	183
Man AG	358	350,70
Mannesmann AG	395,50	389
Mettallges AG	28,50	28,40
Preussag AG	401,50	396
Rwe	465	464
Schering AG	929	999
Siemens AG	678	677
Thyssen	269	262,80
Veba AG	527,50	522,50
Viag	519	515,80
Wellag AG	1071	1070

LES TAUX

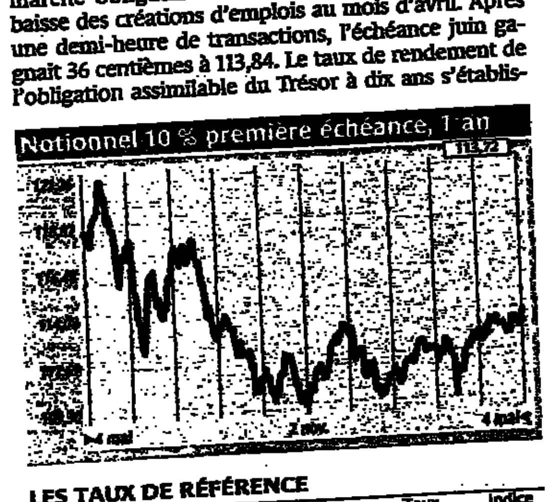


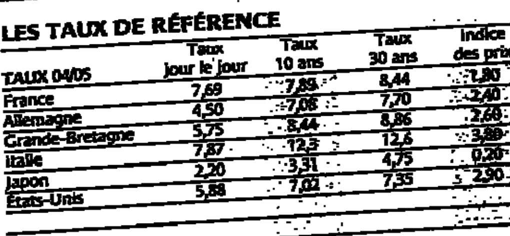


PARIS → Jour le jour | PARIS ↗ OAT 10 ans | NEW YORK → Jour le jour | NEW YORK ↗ Bonds 10 ans | FRANCFORT ↗ Jour le jour | FRANCFORT → Bonds 10 ans

Nouvelle hausse du Matif

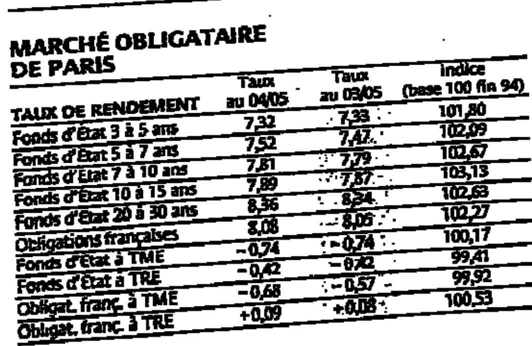
LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif – le contrat à terme sur les emprunts d'Etat français – a ouvert vendredi matin 5 mai en nette hausse, dans le sillage du marché obligataire américain qui s'attend à une baisse des créations d'emplois au mois d'avril. Après une demi-heure de transactions, l'échéance juin gagnait 36 centièmes à 113,84. Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor à dix ans s'établissait à 7,71 %, soit un écart de 75 points de base (0,75 %) au-dessus des titres allemands. Sur le front des taux d'intérêt à court terme, l'heure était aussi à la détente. Les taux à trois mois s'établissaient à 7,80 % et le contrat Pibor 3 mois du Matif échéance juin progressait de 11 centièmes à 92,77. Les opérateurs ne semblent pas s'inquiéter outre-mesure des résultats de l'élection présidentielle.





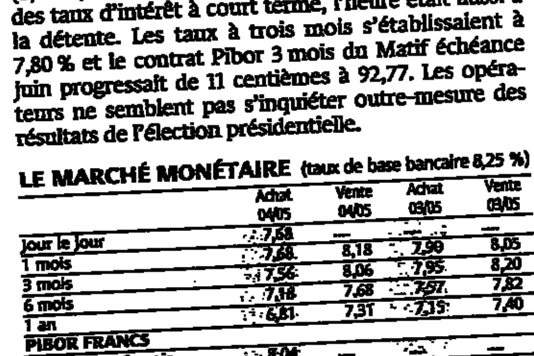
LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 04/05	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	7,69	7,89	8,44	1,80
Allemagne	4,50	7,08	7,70	2,40
Grande-Bretagne	5,75	8,44	8,86	2,60
Italie	7,87	12,5	12,6	3,80
Japon	2,20	3,31	4,75	0,20
États-Unis	5,88	7,02	7,35	2,90



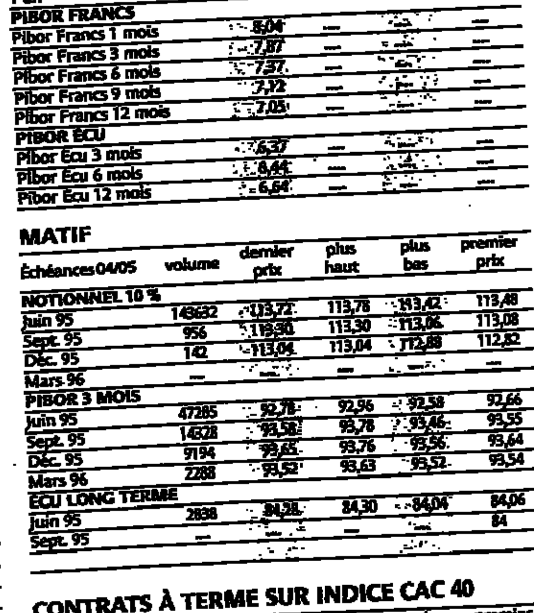
MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 04/05	Taux au 03/05	Indice (base 100 fin 94)
Fonds d'État 3 à 5 ans	7,32	7,33	101,80
Fonds d'État 5 à 7 ans	7,52	7,47	102,09
Fonds d'État 7 à 10 ans	7,81	7,79	102,67
Fonds d'État 10 à 15 ans	7,89	7,87	103,13
Fonds d'État 20 à 30 ans	8,36	8,34	102,63
Obligations françaises	8,08	8,05	102,27
Fonds d'État à TME	−0,74	−0,74	100,17
Fonds d'État à TRE	−0,42	−0,42	99,41
Obligat. franç. à TME	−0,68	−0,57	99,92
Obligat. franç. à TRE	+0,09	+0,08	100,53



LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,25 %)

	Achat 04/05	Vente 04/05	Achat 03/05	Vente 03/05
Jour le jour	7,68	—	—	—
1 mois	7,68	8,18	7,90	8,05
3 mois	7,56	8,06	7,95	8,20
6 mois	7,18	7,68	7,57	7,82
1 an	6,81	7,31	7,15	7,40
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	8,04	—	—	—
Pibor Francs 3 mois	7,87	—	—	—
Pibor Francs 6 mois	7,37	—	—	—
Pibor Francs 9 mois	7,12	—	—	—
Pibor Francs 12 mois	7,05	—	—	—
PIBOR ÉCU				
Pibor Écu 3 mois	6,37	—	—	—
Pibor Écu 6 mois	6,44	—	—	—
Pibor Écu 12 mois	6,64	—	—	—



MATIF

Échéances 04/05	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Juin 95	143632	113,72	113,78	113,42	113,48
Sept. 95	956	113,30	113,30	113,06	113,08
Déc. 95	142	113,04	113,04	112,88	112,82
Mars 96	—	—	—	—	—
PIBOR 3 MOIS					
Juin 95	47285	92,78	92,96	92,58	92,66
Sept. 95	14328	93,58	93,78	93,46	93,55
Déc. 95	9194	93,65	93,76	93,56	93,64
Mars 96	2288	93,52	93,63	93,52	93,54
ÉCU LONG TERME					
Juin 95	2838	84,28	84,30	84,04	84,06
Sept. 95	—	—	—	—	84

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

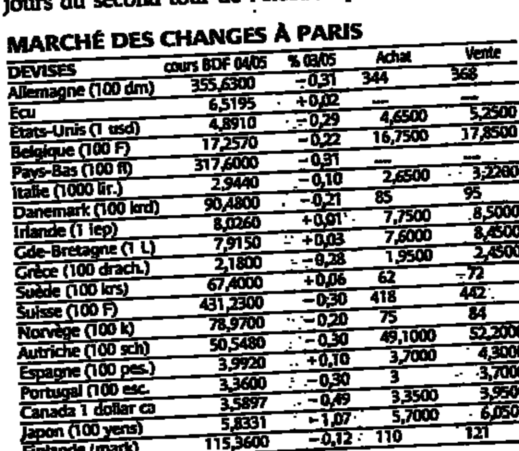
Échéances 04/05	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Mai 95	24877	1982	1990	1946	1947
Juin 95	643	1968	1972,50	1931	1930
Juillet 95	151	1971	1971	1943,50	1932,50
Sept. 95	150	1968	1968	1967	1954

LES MONNAIES

US/F ↘ 4,8910 | US/DM ↗ 1,3710 | US/¥ ↗ 83,8000 | DM/F ↘ 3,5563 | £/F ↗ 7,9150

Stabilité du franc

LE FRANC ÉTAIT STABLE vendredi matin 5 mai face à la monnaie allemande lors des premières transactions entre banques. Il s'échangeait à 3,5650 pour un deutschemark. La veille, il avait brièvement fléchi après la proposition de Jacques Chirac d'organiser un référendum sur les institutions européennes après la conférence intergouvernementale de 1996. A deux jours du second tour de l'élection présidentielle, les opérateurs hésitent à prendre des positions acheteuses ou vendeuses sur le franc. Les analystes sont très divisés sur les scénarios de l'après-7 mai. Certains estiment probable une baisse importante du franc, les marchés cherchant à tester la détermination du nouveau pouvoir à poursuivre la politique du franc fort. D'autres croient au contraire à un redressement rapide du franc, l'incertitude politique étant levée.



MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 04/05	% 03/05	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	355,6300	−0,31	344	368
Ecu	6,5195	+0,02	—	—
États-Unis (1 usd)	4,8910	−0,29	4,6500	5,2500
Belgique (100 F)	17,2570	−0,22	16,7500	17,8500
Pays-Bas (100 fl)	317,6000	−0,31	—	—
Italie (1000 lir.)	2,9440	−0,10	2,6500	3,2200
Danemark (100 krd)	90,4800	−0,21	85	95
Irlande (1 iep)	8,0260	+0,01	7,7500	8,5000
Gde-Bretagne (1 L)	7,9150	+0,03	7,6000	8,4500
Grèce (100 drach.)	2,1800	−0,28	1,9500	2,4500
Suède (100 krs)	67,4000	+0,06	62	72
Suisse (100 F)	431,2300	−0,30	418	442
Norvège (100 k)	78,9700	−0,20	75	84
Autriche (100 sch)	50,5480	−0,30	49,1000	52,2000
Espagne (100 pes.)	3,9920	+0,10	3,7000	4,3000
Portugal (100 esc.	3,3600	−0,30	3	3,7000
Canada 1 dollar ca	3,5897	−0,49	3,3500	3,9500
Japon (100 yens)	5,8331	−1,07	5,7000	6,0500
Finlande (mark)	115,3600	−0,12	110	121



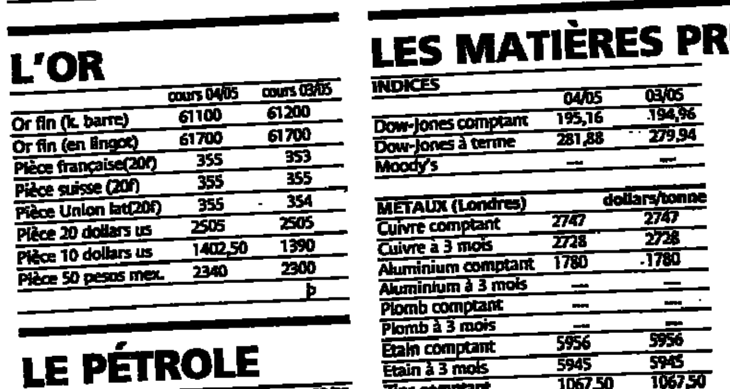
PARITÉS DU DOLLAR	05/05	04/05	Var. %
FRANCFORT : USD/DM	1,3710	1,3700	+0,07
TOKYO : USD/Yens	83,8000	83,7500	+0,06

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES comptant:	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar États-Unis	4,8647	4,8662	4,8950	4,9080
Yen (100)	5,8330	5,8383	5,8413	5,8542
Deutschemark	3,5375	3,5395	3,5365	3,5375
Franc Suisse	4,2635	4,2686	4,2725	4,2806
Lire ital. (1000)	2,8565	2,8608	2,8265	2,8343
Livre sterling	7,8040	7,8112	7,8680	7,8785
Peseta (100)	3,9502	3,9547	3,9419	3,9491
Franc Belge	17,193	17,204	17,206	17,241

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	7,84	7,43	7,18
Eurodollar	6,12	6,25	6,43
Eurolivre	6,56	7	7,50
Eurodeutschemark	4,50	4,56	4,87



L'OR

	cours 04/05	cours 03/05
Or fin (k. barre)	61100	61200
Or fin (en lingot)	61700	61700
Pièce française(20f)	355	353
Pièce suisse (20f)	355	355
Pièce Union lat(20f)	355	354
Pièce 20 dollars us	2505	2505
Pièce 10 dollars us	1402,50	1390
Pièce 50 pesos mex.	2340	2300

LE PÉTROLE

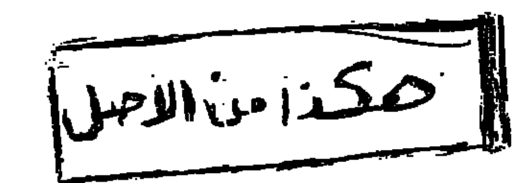
En dollars	cours 04/05	cours 03/05
Brent (Londres)	—	—
WTI (New York)	17,33	17,25
Crude Oil (New York)	—	—

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	04/05	03/05
Dow-Jones comptant	195,16	194,96
Dow-Jones à terme	281,88	279,94
Moody's	—	—

METAUX (Londres)	dollars/tonne	
Cuivre comptant	2747	2747
Cuivre à 3 mois	2728	2728
Aluminium comptant	1780	1780
Aluminium à 3 mois	—	—
Plomb comptant	—	—
Plomb à 3 mois	—	—
Etain comptant	5956	5956
Etain à 3 mois	5945	5945
Zinc comptant	1067,50	1067,50
Zinc à 3 mois	1090	1090
Nickel comptant	6995	6995
Nickel à 3 mois	6995	6995

METAUX (New-York)		cents/once
Argent à terme	4,73	4,73
Platine à terme	0,80	0,80
Palladium	168,25	167
GRAINES, DENREES (Chicago)		**$/boisseau**
Blé (Chicago)	1,24	1,24
Maïs (Chicago)	2,41	2,41
Grain. soja (Chicago)	—	—
Tourt. soja (Chicago)	—	—
GRAINES, DENRÉES (Londres)		**£/tonne**
P. de terre (Londres)	335,10	281,80
Orge (Londres)	108	107
SOFTS		**$/tonne**
Cacao (New-York)	1390	1400
Café (Londres)	3079	3079
Sucre blanc (Paris)	—	—
OLEAGINEUX, AGRUMES		**cents/tonne**
Coton (New-York)	1,10	1,10
Jus d'orange (New-York)	1,02	1,02



RÈGLEMENT MENSUEL

VENDREDI 5 MAI
Liquidation : 23 mai
Taux de report : 8,88
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 ↘ PARIS
−0,24 %
CAC 40 : 1941,59

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +−	Quotité négociation (1)
EDF-GDF 3%	7450	7370	−1,07	5
B.N.P. (T.P)	980	980	—	10
Cr.Lyonnais(T.P.)	845	865	+2,36	10
Renault (T.P.)	1881	1889	+0,42	10
Rhone Poulenc(T.P)	2085	2100	+0,71	10
Saint Gobain(T.P.)	1168	1170	+0,17	10
Thomson S.A (T.P)	1065	1074	+0,84	10
Accor 1	582	601	+3,26	25
Air Liquide 1	776	777	+0,13	10
Alcatel Alsthom 1	468,70	470	+0,28	10
Alcatel Cable 1	379	382,70	+0,98	10
Alspi 1	375	368	−1,87	50
AGF-Ass.Gen.France	167	168,50	+0,90	10
Axa 1	268	267,60	−0,15	5
Bail Invest. 1	865	863	−0,23	1
Bancaire (Cie) 1	544	548	+0,74	T
Bque Colbert C2#	65,25	—	—	25
Bazar Hot. Ville 2	520	517	−0,58	50
BIC 1	809	806	−0,37	25
BIS 1	390	396	+1,54	25
B.N.P. 1	250,30	250,70	+0,16	10
Bollore Techno.1	519	510	−1,73	1
Bongrain 1	2770	2810	+1,44	1
Bouygues 1	616	612	−0,65	25
Canal + 1	668	674	+0,90	5
Cap Gemini Sogeti1	179	176,50	−1,40	10
Carnaudmetalbox 1	180,40	179,50	−0,50	50
Carrefour 1	2473	2473	—	5
Casino Guichard 1	146,90	144,20	−1,84	50
Casino Guich.ADP 1	119	117	−1,68	50
Castorama Dl (Li)1	810	810	—	10
C.C.F. 1	217,20	214,80	−1,10	10
CCMX(ex.CCMC) Ly 2	52,70	52,50	−0,38	100
Cegid (Ly) 1	487	—	—	10
CEP Communication1	523	507	−3,06	50
Cerus Europ.Reun 1	87,70	86	−1,94	5
Cetelem 1	1070	1077	+0,65	10
CGIP 1	1136	1133	−0,26	5
Chargeurs 1	996	990	−0,60	1
Christian Dior 1	449,30	449	−0,07	5
Ciments Fr.Priv.B1	230	229,50	−0,22	25
Clarins 1	460	463	+0,65	10
Club Mediterranee1	514	506	−1,56	50
Coflexip	294,50	289	−1,87	1
Colas 1	886	888	+0,23	25
Comptoir Entrep. 1	219	—	—	100
Comptoir Moder. 1	1513	1513	—	5
CPR 1	365,50	360,50	−1,37	25
Cred.Fon.France 1	671	665	−0,89	10
Credit Local Fce 1	424,50	425,80	+0,31	1
Credit Lyonn.CIP 1	240	237	−1,25	25
Credit National 1	396,70	395	−0,43	10
CS(ex.CSEE)1	312,10	311	−0,35	25
Damart 1	4655	4700	+0,97	1
Danone 1	814	811	−0,37	10
Dassault-Aviation1	440	435	−1,14	10
Dassault Electro 1	342	335	−2,05	10
De Dietrich 1	2685	2690	+0,19	1
Degremont 1	390	392	+0,51	10
Dev.R.N-P.Cal#Li 2	70,20	68	−3,13	50
DMC (Dollfus Mi)1	253,90	253	−0,35	50
Docks France 1	746	750	+0,54	25
Dynaction 1	146	143	−2,05	25
Eaux (Gle Des) 1	521	523	+0,38	10
E.B.F 1	976	988	+1,23	5
Ecco 1	685	680	−0,73	25
Eiffage 1	958	945	−1,36	10
Elf Aquitaine 1	405,10	401,30	−0,94	1
Eridania Beghin 1	740	742	+0,27	50
Essilor Intl 1	858	850	−0,93	25
Essilor Intl ADP 1	601	601	—	25
Esso 1	615	595	−3,25	50
Eurafrance 1	1600	1570	−1,88	5
Euro Disney 1	15,30	15,35	+0,33	100
Euro RSCG W.W 1	502	512	+1,99	10
Europe 1-1	1237	1239	+0,16	1
Eurotunnel 1	15,60	15,90	+1,92	50
Filipacchi Medias1	720	720	—	10
Finextel 1	70,30	71	+1	100
Fives-Lille 1	470	473	+0,64	50
Fromageries Bel 1	4350	4390	+0,92	1
Galeries Lafayet.1	2120	2079	−1,93	1
GAN 1	174	174	—	10
Gascogne (B) 1	504	505	+0,20	50
Gaz et Eaux 1	1950	1959	+0,46	1
Geophysique 1	380	375	−1,32	50
G.F.C. 1	372,80	373	+0,05	10
Groupe Andre S.A.1	448	455	+1,56	10
Groupe De La Cite1	905	910	+0,55	10
GTM-Entrepose 1	435	438,10	+0,71	50
Guilbert 1	472	472	—	5
Guyenne Gascogne 1	1353	1370	+1,26	5
Havas 1	430	427	−0,70	25
I.D.I.A 1	137	136,50	−0,36	50
Imetal 1	528	523	−0,95	25
Immeubl.France 2	365	366	+0,27	10
Immob.Phenix 1	63,80	63,55	−0,39	100
Ingenico 1	86,25	85	−1,45	25
Interbail 1	349	350	+0,29	25
Intertechnique 1	553	560	+1,27	10
Jean Lefebvre 1	363,40	361	−0,66	10
Klepierre 1	580	580	—	25
Labinal 1	791	785	−0,76	25
Lafarge Coppee 1	378	376,50	−0,40	1
Lagardere (MMB) 1	112,10	111,30	−0,71	25
Lapeyre 1	328,50	331,80	+1	25
Lebon 2	242	241	−0,41	25
Legrand 1	7190	7310	+1,67	1
Legrand ADP 1	4841	4780	−1,26	1
Legris indust. 1	375,90	377	+0,29	50
Locindus 1	803	810	+0,87	25
LVMH Moet Vuitton1	950	944	−0,63	10
Lyonnaise Eaux 1	506	499	−1,38	5
Marine Wendel 1	388	384,20	−0,98	50
Matra-Hachette 1	110,70	109,60	−0,99	50
Metaleurop 1	66	65,90	−0,15	100
Metrologie Inter.1	32,35	32	−1,08	1
Michelin 1	221,10	220,40	−0,32	50
Moulinex 1	115,90	116,10	+0,17	100
Navigation Mixte 1	970	968	−0,21	5
Nord-Est 1	135	132,70	−1,70	100
Nordon (Ny) 2	356	355	−0,28	25
NRJ # 1	440	440	—	10
Olipar 1	11,35	10,90	−3,96	100
Oreal 1	1299	1285	−1,08	10
Paribas 1	312,30	314,50	+0,70	1
Pechiney CIP 1	298	303	+1,68	50
Pechiney Intl 1	127,50	127	−0,39	100
Pernod-Ricard 1	320,80	319,50	−0,41	5
Peugeot 1	727	718	−1,24	25
Pinault-Prin.Red.1	1130	1129	−0,09	5
Plastic-Omn.(Ly) 1	545	550	+0,92	25
Poliet 1	452	453	+0,22	25
Primagaz 1	917	904	−1,42	25
Promodes 1	1164	1169	+0,43	10
Publicis 1	418	423	+1,20	10
Radiotechnique 1	493	491	−0,41	25
Remy Cointreau 1	159,10	161,10	+1,26	25
Renault 1	174,10	174,10	—	1
Rexel 1	800	792	−1	25
Rhone Poulenc A 1	120,20	118,30	−1,58	10
Rochette (La) 1	51,70	51,80	+0,19	100
Roussel Uclaf 1	707	700	−0,99	25
Rue Imperiale(Ly)1	3482	3550	+1,95	1
Sade (Ny) 1	192,50	190	−1,30	50
Sagem 1	2700	2700	—	1
Saint-Gobain 1	654	648	−0,92	10
Saint-Louis 1	1575	1589	+0,89	5
Salomon (Ly) 1	2025	2005	−0,99	10
Salvepar (Ny) 2	426	434	+1,88	25
Sanofi 1	273,10	280,50	+2,71	5
Sat 2	2041	2050	+0,44	1
Saupiquet (Ns) 1	1130	—	—	25
Schneider 1	379,80	379,60	−0,05	25
SCOR S.A 1	117,70	117,70	—	10
S.E.B.1	519	524	+0,96	10
Sefimeg 1	304,10	301,50	−0,85	5
SEITA 1	150,60	148,50	−1,39	1
Selectibanque 1	157	153	−2,55	100
SFIM 2	910	900	−1,10	1
SGE 1	178,50	174,80	−2,07	100
Sidel 1	1490	1494	+0,27	5
Simco 1	437	430	−1,60	25
S.I.T.A 1	700	700	—	10
Skis Rossignol 1	1234	1235	+0,08	10
Sligos 1	428	423	−1,17	25
Societe Gale A 1	546	546	—	10
Sodexho 1	915	915	—	10
Sommer-Allibert 1	1920	1915	−0,26	1
Sophia 1	437,90	450	+2,76	25
Sovac 1	403	399,90	−0,77	10
Spie Batignolles 1	231,30	—	—	25
Spir Communic. 1	473	471,10	−0,40	1
Strafor Facom 1	643	650	+1,09	10
Suez 1	246	249,70	+1,50	1
Synthelabo 1	241,50	237,20	−1,78	25
Technip S.A. 1	298	297,80	−0,07	1
Thomson-CSF 1	128,70	122,80	−0,70	100
Total 1	318,20	313,70	−1,41	1
UAP 1	138	136,60	−1,01	10
UFB Locabail 1	360	360	—	10
UGC DA (M) 1	177	174,60	−1,36	25
Ugine S.A 1	356	355	−0,28	5
UIC 1	97	96,50	−0,52	10
UIF 1	465,20	466	+0,17	25
UIS 2	190,10	193	+1,53	10
Unibail 1	504	494,10	−1,96	25
Union Assur.Fdal 1	492,90	490,20	−0,55	1
Valeo 1	285,60	286	+0,14	10
Vallourec 1	264,40	263,60	−0,30	100
Via Banque 1	284,50	280	−1,58	25
Worms & Cie 1	250	253,90	+1,56	10
Z Gr.Zannier #Ly 1	124	120	−3,23	10
Zodiac 1	594	588	−1,01	1
Elf Gabon 1	1029	1019	−0,97	25

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +−	Quotité négociation (1)
ABN Amro Holding 1	194	192,10	−0,97	50
American Express 1	171,10	171	−0,05	50
Anglo American 1	289	275,60	−4,63	50
Amgold 1	445	450,10	+1,14	50
Arjo Wiggins App.1	21,50	21,40	−0,46	100
A.T.T. 1	252,40	250,80	−0,63	100
Banco Santander 1	184,60	[illegible]	—	50
Barrick Gold 1	119	121	+1,68	100
B.A.S.F. 1	1119	1099	−1,78	25
Bayer 1	1225	1210	−1,22	25
Blenheim Group 1	18,35	18,35	—	100
Buffelsfontein 1	34,05	34,10	+0,14	100
Chase Manhattan 1	214,40	213,80	−0,27	50
Cordiant PLC 1	8,20	8,45	+3,04	100
Daimler Benz 1	2270	2230	−1,76	10
De Beers 1	141,10	140,30	−0,56	100
Deutsche Bank 1	2455	2426	−1,18	10
Dresdner Bank 1	1377	1385	+0,58	10
Driefontein 1	71	71,90	+1,26	100
Du Pont Nemours 1	324	320,30	−1,14	50
Eastman Kodak 1	295	295,10	+0,03	50
East Rand 1	5,30	5,35	+0,94	500
Echo Bay Mines 1	47,45	48	+1,15	100
Electrolux 1	260,20	242,60	−6,76	100
Ericsson 1	339	333,50	−1,62	100
Exxon Corp. 1	351,80	345,60	−1,76	100
Ford Motor 1	137	127,70	−6,78	100
Freegold 1	60,60	60,80	—	100
Gencor Limited 1	16,05	16,15	+0,62	100
General Electric 1	275,60	278,30	+0,97	50
General Motors 1	217	213,30	−1,70	50
Generale Belgique1	376	387	+2,92	50
Grd Metropolitan 1	31,60	31,40	−0,63	100
Guinness Plc 1	38,50	37,70	−2,07	100
Hanson Plc 1	19	19	—	500
Harmony Gold 1	42,50	42,30	−0,47	100
Hewlett-Packard 1	338,90	331,40	−2,21	50
Hitachi 1	51	50,70	−0,58	500
Hoechst 1	1071	1084	+1,21	25
I.B.M 1	469	460,20	−1,87	25
I.C.I 1	61,85	60,10	−2,82	100
I.T.T. 1	535	532	−0,56	50
Ito Yokado 1	262,50	262,50	—	100
Matsushita 1	81,45	81	−0,55	500
Mc Donald's 1	176	177,50	+0,85	100
Merck and Co 1	215	216	+0,46	25
Minnesota Mining 1	290	292,40	+0,82	50
Mitsubishi Corp. 1	61,25	61,10	−0,24	100
Mobil Corporat. 1	474,20	485	+2,27	100
Morgan J.P. 1	320	—	—	25
Nestle SA Nom.3	4906	4940	+0,69	5
Nippon MeatPacker1	70,10	68,90	−1,71	100
Norsk Hydro 1	206	201	−2,42	100
Petrofina 1	1610	1612	+0,12	25
Philip Morris 1	352,10	344,90	−2,04	50
Philips N.V 1	190	191,10	+0,57	100
Placer Dome Inc 1	115	116,50	+1,30	100
Procter Gamble 1	344,70	346,10	+0,40	25
Quilmes 1	228	238	+4,38	50
Randfontein 1	29	29,70	+2,41	100
Rhone Poul.Rorer 1	207	204,50	−1,20	50
Royal Dutch 1	620	620	—	25
R T Z 1	65	64,10	−1,38	100
Sega Enterprises 1	226,10	226,10	—	10
Saint-Helena 1	45,85	—	—	100
Schlumberger 1	312,20	316,50	+1,37	100
SGS Thomson Micro.	179	179	—	1
Shell Transport 1	60	60,20	+0,33	500
Siemens 1	2405	2386	−0,79	30
Sony Corporation 1	253,90	250	−1,53	100
Sumitomo Bank 1	108,80	—	—	100
T.D.K 1	224,40	—	—	100
Telefonica 1	64,40	63,45	−1,47	100
Toshiba 1	32,80	—	—	500
Unilever 1	666	655	−1,65	50
Unit.Technologie 1	369	363,10	−1,59	50
Vaal Reefs 1	303,20	304	+0,26	50
Volkswagen A.G 1	1405	1419	+0,99	10
Volvo (act.B) 1	90,90	—	—	50
Western Deep 1	166,30	167,50	+0,72	100
Yamanouchi 1	110,60	110,10	−0,45	100
Zambia Copper 1	3,46	3,43	−0,86	500

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : quotité de négociation

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
VENDREDI 5 MAI

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
BFCE 9% 91-02	106,45	4,488
CEPME 8,5% 88-97CA	102	7,173 o
CEPME 9% 89-99 CA#	106	6,386 ↑
CEPME 9% 92-06 TSR	—	7,792 d
CFD 9,7% 90-03 CB	110,41	2,365 ↓
CFD 8,6% 92-05 CB	104,50	1,979
CFF 10% 88-98 CA#	107,61	5,342 d
CFF 9% 88-97 CA#	103,82	5,277
CFF 10,25%90-01CB#	111,25	1,428
CLF 8,9% 88-00 CA#	105,56	8,339
CLF 9%88-93/98 CA#	104,39	2,293 o
CNA 9% 4/92 CB	107,50	0,025 ↓
CRH 8,6%92/93/94CB	103,40	7,304
CRH 8,5% 87-88 CA#	104,30	1,417
EDF 8,6% 88-89 CA#	104,50	1,861
EDF 8,6% 92 CA#	—	0,611
Em.Etat10,26%86 CA	102,60	1,514
Emp.Etat 6%7/93 CA	98,20	4,816 ↑
Finansder 9%91CB#	107	3,945 ↓
Finansd.8,6%92CA#	104,25	2,309
Floral9,75% 90 CA#	108,50	7,613 o
OAT 8,7%5/88-95CA#	100,10	8,223 o
OAT 9,8% 1/96 CA#	101,80	2,551
OAT 8,50% 6/97 CA#	103,15	7,312 d
OAT 9,90%85-97 CA#	106,68	3,879
OAT 88-98 TME CA	100,50	2,002 d
OAT 9/1998 TRA	—	3,952 d
OAT 9,50%88-98 CA#	106,70	8,173 o
OAT TMB 01/99 CA	99,50	1,899
OAT 8,125% 99 CA#	103,61	7,680
OAT 8,50%90/00 CA#	105,32	0,883 o
OAT 85/00 TRA CA	102	4,839
OAT 10% 5/2000 CA#	110,94	9,397
OAT 01 TME CA	99,85	2,002 d
OAT 8,5% 11/02 CA#	105,55	3,749
OAT 8,50% 2019 CA#	102,25	4,471
OAT.8,50%92-23 CA#	102,80	0,232 d
PTT 11,2%85-95 CB#	102,40	4,446 ↑
SNCF 8,8% 87-94CA	103,20	2,218
Lyon.Eaux 6,5%90CV	841	—

ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
Arbel 2	415	416
Bains C.Monaco 2 ◆	685	685
B.N.P.Intercont.2	243	247
Bidermann Intl ◆	110	110
B T P (la cie) 2	14,50	14,50
Cambodge ◆	760	760
Carbone Lorraine 2	621	618
CBC 1	233	242
Centenaire Blanzy	280	280
Ceragen Holding	30	30
Champex (Ny) ◆	15,20	15,20
CIC Un.Euro.CIP 1	315	315
C.I.T.R.A.M. (B) ◆	2817	2817
Cpt Lyon Alem.2	370	388
Concorde-Ass Risq2 ◆	714	714
Gpe Valfond ex.CMP ◆	14,85	14,85
Credit Gen.Ind. ◆	20,50	22,55 d
Darblay ◆	470	470
Didot Bottin	600	601
Eaux Bassin Vichy ◆	2730	2730
Ecia 1	758	760
Ent.Mag. Paris ◆	3910	3910
Eridania Beghin CI ◆	730	730
Fidei(eximmofice)2	91,60	95,50
Finalens ◆	360	360
F.I.P.P. ◆	115	93,85 o
Fonciere (Cie)	533	533
Fonciere Euris	181	180
Foncina #	441	[illegible]
France I.A.R.D.	600	601
France S.A 1	715	738
From. Paul-Renard ◆	2050	2050
Gaumont 1	287	[illegible]
Genefim	168	168
Gevelot ◆	1120	1120
G.T.I (Transport)2	452	449
Immobail 2	258	262
Immobanque 2	835	[illegible]
Im.Marseillaise 2	5090	5130
Invest.(Ste Cie.)	1350	1365
Lille Bonnieres	1799	1765
Locafinanciere ◆	402	402
Louvre 1	197	195,10
Lucia	75	75
Machines Bull ◆	22,10	22,10
Monoprix ◆	180	180
Metal Deploye	450	460
Mors 2 #	16	15,60
Navigation (Nle) ◆	81	81
Origny-Desvroise ◆	1293	1293
Paluel-Marmont	345,20	346
Pap.Clairefont(Ny)	910	910
Parfinance 2	180	179
Paris Orleans ◆	234	257,90 d
Piper Heidsieck ◆	950	950
Porcher	190	190,60
Promodes (CI) ◆	860	860
PSB Industries 2Ly ◆	399	[illegible]
Rochefortaise Com.	180	[illegible]
Rosario 2	205	205
Rougier #	769	[illegible]
S.A.F.I.C.Alcan	308	[illegible]
Saga	285	[illegible]
Salins du Midi 2	366,20	[illegible]
Savoisienne M. ◆	149,90	[illegible]
Silic 2	700	[illegible]
S.I.P.H. ◆	176	[illegible]
Sofal ◆	300	[illegible]
Soffo ◆	391	[illegible]
Sofitam act.a reg. ◆	70,30	[illegible]
Sofragi	3527	[illegible]
Soudure Autogene ◆	905	[illegible]
Sovabail	407	[illegible]
Taittinger 1	2403	[illegible]
Tour Eiffel ◆	285,20	[illegible]
Elyo 2	272,60	[illegible]
Vicat 2	545	[illegible]
Virax ◆	128	[illegible]

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
Bayer.Vereins Bank	1332	1332
Commerzbank AG	1160	1160
Fiat Ord	21	20,20
Gevaert ■	266,30	265,30
Gold Fields South	129	[illegible]
Johannesburg Cons.	128	121,70
Kubota Corp	32	32
Montedison act.ep.	4,80	[illegible]
Olympus Optical	45,70	45,70
Ottomane(cie Fin.)	192	192
Robeco	316,20	[illegible]
Rodamco N.V.	138,20	138,20
Rolinco	335,10	[illegible]
Solvay SA	2692	[illegible]
Wagons Lit	1591	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
VENDREDI 5 MAI

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) # ◆	51,10	51,10
AFE 2 #	477	472
Aigle 2 #	281,90	279,90
Alain Manoukl(Ly)2#	94	89,30
Albert S.A (Ns) ◆	120,50	120,50
Altran Techno 1 #	540	545
Arnault Associes ◆	500	500
Axime (ex.Segin)	265	270
B.A.C. ◆	23,70	28,70
Bque Picardie (Li) ◆	601	601
Bque Sofirec (M)	450	450
Bque Tarneaud(B)#	214,90	215
Bque Vernes	640	640
Beneteau #	398	389
B I M P ◆	81,50	81,50
Boiron (Ly) 1 #	460	457,10
Bosset (Ly)#	271	271
Brioche Pasq.(Ns)1	550	547
But S.A. 1	980	980
Cardif SA 1	540	564
CDA-Cie des Alpes2	135,70	135,70
C.E.E 2#	490	500
CEGEP #	157	157
Cermex 2 # (Ly)	278	265
CFPI	265	265
Change Bourse (M) ◆	240	240
Christ.Dalloz 2 #	780	735
Cipe France Ly 2 #	688	690
CNIM CA#	250	249
Codetour	300	303
Comp.Euro.Tele-CET	159,50	164
Conflandey S.A	316	315
C.A. de la Brie 2	360	360
C.A.Gironde (B)	442	442
C.A.Haute Normand	397	396
C.A.Ille & Vilaine	332	330
C.A.Indre et Loire	307	307
C.A. Paris IDF 1	767	780
C.A.de l'Isere Ly#	370	366
C.A.Loire Atl.(Ns)	368	370
C.A.Loire/H.Loire#	800	805
C.A.du Loiret CCI#	463	463
C.A.Morbihan (Ns)	342	340
C.A.du Nord (Li)	425	420
C.A. Oise CCI	242	242,10
C.A.Pas de Calais ◆	407	407
C.A. Somme CCI 2	235	235
C.A.Toulouse (B)	340	340
CFJPE(exGAN part#2	89	89
Chaine et Trame #	260	261,10
C.A. Midi CCI#(Ly)	228	217
Credit de l'Est ◆	426	426
Creeks ◆	115	115
Dapta-Mallinjoud 2	129,90	135
Darnal Expansion#2	63	60
Dauphin OTA	262	262
Delta Prot.# C2 Ly ◆	305	305
Desquenne Giral	122	120
Devanlay 2	800	815
Deveaux(Ly)	605	605
Devernois (Ly)	490	490
Ducros Serv.Rapide	46	47,10
Ecco Trav. Tempo 1	340	339
Elysee Inv. 1 ◆	32,50	32,50
Emin-Leydier# (Ly)	608	635
Eramet 2	369,50	370,50
Europ.Extinc.(Ly)#	278	278
Europ Propulsion 2	315	315
Expand 2 ◆	327	327
Factorem	469	469,10
Faiveley #2	273	270
Finabail 2	126,80	122,50
Finacor 2	171,50	170
Fininfo	444	444
Fructivie 1	588	584
Gautier France 2#	335	335
Gel 2000 2	115	115
GFI Industries #	356	365
Girodet # (Ly)	67	67,85
GLM S.A	382	382
Grandoptic.Photo #	394	384
Gpe Guillin # Ly	157	155
Kindy #	170,70	175
Goerbet 2	325	320
Hermes internat.1#	639	644
Hurel Dubois ◆	380	380
ICBT Groupe # 2	191	191
I.C.C. 2	185	190
Idianova ◆	57,50	57,50
Immob.Hotel. 2 #	88	89
Installux (Ly)2	510	518
Int. Computer #	143	145
Invest.Paris 1	140	140
IPBM 2 ◆	59	59
J.Clairbois(Ly) ◆	112,10	112,10
Lambert-Riviere ◆	400	400
M6-Metropole TV 2	331	330,60
Manitou 2#	490	494
Manutan	498	497,90
Marie Brizard 2	1130	1122
Maxi-Livres/Profr.	425	422
Mecadyne	170,90	170,90
Mecelec 2 (Ly) ◆	122	122
MGI Coutier 2#	543	540
Michel Thierry# 2	700	710
Monneret Jouet # ◆	97	97
Naf-Naf 1#	144,50	140,80
Norbert Dentres.2#	464,50	461,90
N.S.C Schlum.2 Ny	923	[illegible]
OGF Omn Gest.Fin.1	722	720
Onet ◆	887	887
Paul Predault #	180	182
P.C.W. 2	73	77,50
Petit Boy #	101,50	100
Pier Import ◆	96	96
Pochet 2	1228	1167
Poujoulat Ets (Ns) ◆	210	210
Radiall 2#	374	[illegible]
Rallye(Cathiard)Ly	154,10	153
Reydel Indust.Li 2	1060	1040
Robertet #	1150	1140
Rouleau-Guichard 2	545	547
Securidev 2 #	131	131
Sediver 2 #	211	211
Serbo 2	349	[illegible]
Siparex (Ly) #	84	83,10
Smoby (Ly) 2	544	544
Sofco (Ly)	122	[illegible]
Softbus ◆	420	420
Sogepag 2 #	138,90	[illegible]
Sogeparc (Fin) 1	565	[illegible]
Sopra 2	309	[illegible]
Steph.Kelian #	92	[illegible]
Sylea 2	514	517
Teisseire-France ◆	230	230
TF1-1	469,50	465
Thermador Hold(Ly)	460	450
Trouvay Cauvin 2#	138	138
Unilog 2	350	[illegible]
Union Fin.France 1	469	[illegible]
Via Credit(Banque)	227	[illegible]
Viel et Cie #	162,90	[illegible]
Vilmorin et Cie#	355	[illegible]
Virbac	335	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ● cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV

Une sélection
Cours de clôture le 4 mai

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Crédit Mutuel Capital	1510,24	1480,63
Créd.Mut.Ep.Cour.T	803,11	803,11
Intersys D	105,19	104,93
Interoblig	5629,47	5573,73
Natio Placements	72559,39	72559,39
Natio Revenus	1094,08	[illegible]
S.I. Est	1154,17	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]

SYMBOLES
◆ cours du jour; ● cours précédent.

TOUS LES COURS DE LA BOURSE
3615 code LEMONDE

AUJOURD'HUI

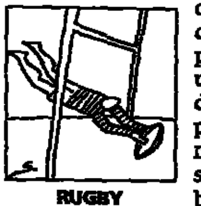
SPORTS

CHAMPIONNAT La finale du championnat de France opposera le Stade toulousain au Castres olympique, samedi 6 mai au Parc des Princes (20 h 30 sur France 2). ● TOULOUSE, tenant du trophée, deviendrait en cas de victoire le club le plus titré de France, devant Béziers, avec douze boucliers de Brennus. Les Toulousains confirmeraient également leur domination sur le rugby moderne grâce à des structures et un souci du jeu complet qui font encore figure d'exemple en France. ● CASTRES, champion en 1949, 1950 et 1993, s'est inspiré du modèle toulousain pour faire évoluer son rugby, longtemps fondé sur la solidité de ses avants. L'équipe du Tarn n'en comptera pas moins sur l'une de ses plus anciennes armes : l'ouvreur Francis Rui, fidèle au club depuis le début de sa carrière et l'un des meilleurs joueurs français à ce poste malgré ses trente-six ans.

Toulouse veut rester le porte-drapeau du rugby moderne

Le Stade toulousain est devenu la référence du rugby français. Il doit la permanence de ses succès depuis dix ans à son organisation tout autant qu'à son jeu

RENÉ BOUSCATEL *est un président heureux.* Le Stade toulousain joue sa sixième finale en dix ans, et cela n'étonne plus personne. Les « rouge et noir » ont apprivoisé le championnat de France, imposé leur loi à une décennie de jeu marquée par le souci de ne jamais laisser mourir le ballon. Qu'il gagne ou qu'il perde, Toulouse est un modèle, Toulouse est une référence.



RUGBY

Mais René Bouscatel s'en voudrait d'être dupe. Dans l'histoire du Stade toulousain, il n'y a pas de miracle. Chaque ligne de l'épopée était écrite par avance, fruit d'un plan longuement concerté, mêlant inextricablement projet de club et projet de jeu. « *C'est notre organisation qui explique la continuité des résultats depuis le début des années 80*, revendique le président. *Nous n'avons que repris et enrichi l'héritage.* »

1980, une finale perdue : Toulouse s'incline devant Béziers, et ses avants dinosaures. La défaite ouvre une crise au club. Dirigeants et entraîneur s'en vont. Ancien joueur et international stadiste, Jean Fabre arrive. « *Le Stade était refermé sur lui-même*, raconte-t-il aujourd'hui. *Les dirigeants étaient tous des anciens joueurs, et se laissaient aller à une sorte de ronron.* » « *On jouait un peu n'importe comment, comme ça venait* », se souvient Pierre Villepreux, revenu terminer en 1978 à Toulouse sa carrière de joueur.

Le vieux stade des Ponts-Jumeaux tombe alors sous le coup d'une expropriation. C'est un bout d'histoire qui s'en va. Le nouveau président rêve d'un bouleversement des structures, d'une vision nouvelle propre à enflammer une ville et une région *qui ont toujours eu le rugby au cœur.* Il sait qu'ici, sur cette terre cathare souvent contestataire, l'enthousiasme est l'enfant du spectacle. Il s'entoure de Robert Bru, le précurseur de ce jeu de continuité *qui deviendra le socle des équipes* rouge et noir, d'un groupe de dirigeants qui partagent son désir de révolution culturelle.

AUTONOMIE DU TERRAIN

Jean Fabre comprend que la réussite n'est pas que l'affaire du terrain dont il souhaite garantir l'autonomie. « *Il a usé de son autorité pour faire barrage aux interventions de dirigeants, qui étaient monnaie courante par le passé* », se souvient Robert Bru. « *Il a toujours donné carte blanche au projet sportif* », ajoute Pierre Villepreux, qui succédera à ce dernier dès 1983, en association avec Jean-Claude Skrela. Aujourd'hui encore, René Bouscatel se définit comme une sorte de « *premier ministre* » qui n'intervient qu'en dernier recours pour arbitrer.

En 1984, le club s'offre une nouvelle adresse, le stade des Sept-Deniers, dont il est le propriétaire. Il multiplie les projets ambitieux, avec ou sans l'accord d'une fédération qui le regarde d'un œil suspicieux. Il s'entoure de partenaires, des grosses entreprises implantées dans la région, comme Matra ou Aérospatiale. Parallèlement, le club cherche à développer un rapport privilégié avec les joueurs. Il bénéficie d'un environnement favorable, une sorte de vivier naturel où il puise les talents. Toulouse est un centre universitaire et étudiant d'importance. *Le département sportif de* l'université Paul-Sabatier fournit un contingent étoffé. Le lycée Jolimont crée une section sport-étude de rugby dirigée par Pierre Villepreux. Il y enseigne la manière toulousaine. *Huit joueurs de l'équipe actuelle* sont des anciens élèves. Avec le succès, les titres de champion se succèdent (1985, 1986, 1989, 1994).

Au club, toutes les équipes, des plus jeunes à la première, fonctionnent selon le même principe. Deux entraîneurs les encadrent sportivement. Un manager a la charge de les superviser, de gérer les relations avec les joueurs. Un médecin et un kinésithérapeute les suivent. *Le style toulousain* est la règle d'or que chaque éducateur a la charge de répéter inlassablement, comme si l'équipe première n'était que la vitrine d'un projet plus vaste englobant tous ceux qui portent le maillot rouge et noir.

Le Stade, « *un club où il fait bon vivre* ». Les dirigeants ont à cœur de prouver que le slogan publicitaire contient des parcelles de vérité. En 1988, un an avant son départ, Jean Fabre crée un centre de formation complémentaire destiné aux joueurs. Il s'appuie sur l'idée que beaucoup préfèrent se voir offrir un plan de carrière plutôt que d'importantes sommes d'argent. Toulouse « indemnise » ses joueurs, mais le club donne la priorité à la promotion sociale.

Quelques dérapages ont entaché ce parcours. Il y a d'abord eu l'étrange histoire d'un trésorier du club qui puisait dans les caisses du lycée agricole dont il était l'agent comptable. *Puis il y a eu le déficit de plus de 8 millions de francs enregistré* fin 1992. Aujourd'hui, selon René Bouscatel, le déficit est en voie de résorption. Et rien, dans ces difficultés passagères, ne l'empêche d'affirmer : « *Le Stade toulousain est le club le plus moderne de la première division.* » Saura-t-il le rester ? Pierre Villepreux est circonspect : « *Attention ! La réussite sportive n'est pas forcément créatrice de dynamisme. Regarder Lourdes ou Béziers, ils ont régné sur une époque, et aujourd'hui...* »

Pascal Ceaux

La treizième finale de François Mitterrand

Le président de la République assistera pour la treizième fois à la finale du championnat de France de rugby. En deux septennats, François Mitterrand n'en n'aura raté que deux. Elu le 10 mai 1981, le nouveau président n'avait pris ses fonctions que le 20, trop tard pour organiser sa présence au Parc des Princes le 23, afin d'assister à la victoire de Béziers sur Bagnères. En 1983, retenu au sommet de Williamsburg, il ne verra pas non plus les Biterrois battre Brive le 28 mai. Pour sa dernière finale, le président pourrait être rejoint dans la tribune officielle par Lionel Jospin, le candidat socialiste ayant manifesté le souhait d'assister au derby entre les deux clubs de Midi-Pyrénées.

Les bonheurs de Francis Rui

ALBI
de notre correspondant

Francis Rui est arrivé à Castres à la fin des années 70, quand le pack de granit de Gérard Cholley rendait périlleuse toute expédition en terre tarnaise. A dix-sept ans, il tirait sa première pénalité. Mais ce talent de buteur fut surtout utile quand, dans la lente érosion du club, il fallut sortir vainqueur des sombres batailles du groupe B, éclairées finalement par un titre de champion de France en 1989. Francis Rui avait presque trente ans. Certains auraient raccroché, se satisfaisant de ce bonheur. Mais le retour dans l'équipe fut une nouvelle aventure où, plus encore que son expérience, il mit de l'enthousiasme.

Vint alors cette finale de 1993 gagnée contre Grenoble et le cap des 2 000 points marqués dans sa carrière de numéro dix. L'heure de la retraite n'avait toujours pas sonné. Ce jour-là, Francis Rui avait pourtant appris par la presse le transfert d'Alain Penaud pour lui succéder. Or aujourd'hui, après dix-huit saisons, c'est en capitaine qu'il rentrera à nouveau au Parc. « *C'est vrai que cette histoire m'a très motivé, il y a deux ans. Mais cette deuxième finale, c'est un bonheur de plus, pas une revanche. Mon seul problème, c'est juste d'avoir trente-six ans.* »

EMBALLER LE JEU

Ce qui compte pour cet ouvreur, serein sur le terrain comme dans la vie, c'est d'être à l'écoute du groupe dans lequel il se fond pour distribuer le jeu. Inlassablement, avec cette régularité qui le caractérise, il endosse ses responsabilités de chef d'orchestre en même temps que son maillot numéro dix. Rarement blessé ou à court de forme, il est un de ces joueurs que l'histoire du rugby propose à l'étonnement des foules : un spécialiste maître de son art, aguerri par toutes les situations de jeu, mais jamais couché sur une feuille de match international. Sinon en B ou A', et comme remplaçant en Russie. C'était avant d'être « vieux ».

En l'enfermant dans un cliché de botteur, on a trop tendance à sous-estimer ses aptitudes à emballer le jeu. Quant à ses confrontations avec ses vis-à-vis les plus titrés, il ne les a jamais vécues comme des duels. « *Que ce soit face à Lacroix ou Delaigue, ou encore Deylaud pour cette finale, je ne fais pas de fixation sur mon adversaire. Moi, je joue sans faire de complexes, ce n'est qu'à la fin du match que l'on juge celui qui a le mieux joué.* » Orgueil de timide ? Pas forcément. Francis Rui est un homme équilibré qui a dépassé les mesquineries en royaume d'Ovalie.

Pour ce Gersois d'origine, qui revendique une citoyenneté castraise à part entière, l'objectif est de jouer « *quelques matches encore, le plus longtemps possible* ». Pour le plaisir qu'il prend et pour celui qu'il donne, à son public, à sa famille. Ce deuxième titre, il en rêve pour eux, peut-être plus encore que pour lui : « *j'aimerais pouvoir passer un deuxième Noël avec le bouclier de Brennus.* » Un rêve de gamin, à trente-six ans.

Jean-Pierre Barjou

Daniel Costantini, entraîneur de l'équipe de France

« Les handballeurs français ne sont pas en orbite pour être champions du monde »

A LA VEILLE des championnats du monde de handball qui ont lieu du dimanche 7 au dimanche 21 mai en Islande, l'entraîneur de l'équipe de France espère seulement décrocher une qualification pour les Jeux olympiques d'Atlanta. Pourtant, lors de la précédente édition, en 1993 à Stockholm, les Bleus avaient décroché la médaille d'argent.

« Comment va l'équipe de France depuis Stockholm ?

– Nous avons deux ans de plus et nous sommes tous un peu plus insupportables. Cela rend notre cohabitation un peu moins naturelle qu'elle ne l'était dans la foulée de Barcelone, où nous avions obtenu la médaille de bronze. Pendant quelques mois, nous avons connu une incroyable grâce et nous sommes devenus vice-champions du monde. Après, tout le monde s'est arrêté de travailler, moi y compris. Les clubs sont devenus plus exigeants et la fédération n'a pas voulu entreprendre de grands travaux pour renouveler l'équipe et lui accorder des vraies plages de travail. Nous avons continué à nous voir ponctuellement, avec plaisir, comme des copains qui ont vécu une aventure. De réévaluation, nous n'avons pas parlé. En juin 1993, nous avons fait des Jeux méditerranéens décevants, perdant de huit buts contre la Croatie en finale. A l'été 1994, nous avons terminé sixièmes aux championnats d'Europe. L'erreur que l'on a faite, c'est de pas avoir annoncé une pause d'un an pour ensuite reprendre le travail.

– Comment avez-vous préparé les championnats du monde ?

– Nous nous sommes retrouvés le 27 mars, deux jours après la fin du championnat de France. Pendant cinq petites semaines, nous nous sommes retrouvés aux Canaries, dans un véritable temple du muscle, puis dans un lieu plus rustique, à Chartres. Les retrouvailles ont été douloureuses. Pendant deux ans, nous avions oublié toute conscience professionnelle. Nous n'avions plus travaillé et avons perdu beaucoup de temps.

» Les vies ont changé depuis Barcelone. Il y a eu un peu de gloire, un peu plus d'argent. Au début de la préparation, j'avais toujours autant d'exigences et les joueurs ne me paraissaient pas aussi capables de les accepter. Ils sont devenus un peu plus susceptibles parce qu'ils vieillissent. S'ils acceptent les remarques sur la préparation physique, ils sont très susceptibles dès que j'interviens dans leur façon de jouer. Cela a donné cette opération intéressante et inquiétante. Nous travaillions, mais il manquait quelque chose : la confiance. Avant Barcelone, nous étions obligés de nous faire confiance puisque nous ne savions pas où nous allions. Aujourd'hui, les joueurs se disent : « Costantini va nous faire faire autant d'efforts qu'avant. Est-ce que cela va payer autant ? »

» Après notre victoire, en match amical, sur la Tunisie, début avril, nous avons été mauvais. En Slovénie, nous perdons contre les Slovènes. Contre Cuba, à Valence le 23 avril, nous faisons un match abominable. Alors, j'ai fait la gueule. Dans ces moments-là, je suis "service-service", j'arrive à l'heure de l'entraînement, je repars tout de suite après. Aux repas, je limite les contacts au maximum. C'était un peu la soupe à la grimace. Quelques jours avant le Tournoi de Paris [NDLR : où la France a notamment battu l'Espagne, le 29 avril], l'ambiance s'est améliorée.



DANIEL COSTANTINI

– Dans quel état d'esprit êtes-vous avant ces championnats ?

– Nous ne sommes pas en orbite pour être champions du monde. Si nous le devenons, cela veut dire qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond au royaume du handball. On ne peut pas rester deux ans sans rien faire et tout gagner en se préparant cinq semaines. Bien sûr, j'aimerais bien que le miracle se produise : l'approche de l'obstacle est dynamisante. Je veux que l'on se qualifie pour Atlanta, et pour cela il faut terminer parmi les sept premiers. Alors, l'année prochaine, avec ceux qui en ont envie, nous pourrions nous donner du temps pour faire du handball comme je l'entends, avec de la conscience professionnelle dans la préparation.

» L'affaire est délicate. Les joueurs sont payés par les clubs et y sont donc attachés. Il n'y a pas beaucoup d'entraînement et un peu d'argent, surtout pour les vétérans, qui arrivent à s'en sortir parce que le championnat de France n'est pas si difficile.

– L'équipe est quasiment composée des protagonistes des Jeux olympiques de 1992. Où sont les jeunes ?

– L'équipe a tenté de se renouveler mais sans grands moyens. Nous retrouvons, mais nous ne trouvons pas. C'est complètement fou de croire que l'on peut injecter dans une formation qui a un palmarès, des souvenirs, des lauriers, quelques jeunes, à doses homéopathiques, sans que ceux-ci puissent travailler et s'adapter. De plus, la relève est venue à cette période où il n'y avait plus une ambiance de travail. L'an prochain, si nous allons à Atlanta, il me faut cent cinquante jours, vingt-cinq matches de préparation pour intégrer les jeunes.

– Votre contrat court jusqu'en 1996 avec l'équipe. Et après ?

– Je suis entraîneur depuis 1986. Je suis au bout de mon parcours. Avant, j'étais un contestataire au sein de la fédération. Maintenant, je ne conteste plus rien. Je fais mon boulot. Je voudrais travailler avec des gens qui seraient persuadés que le système que je préconise est le bon, qui me donneraient en permanence la preuve que j'ai raison, et qui feraient un minimum d'investissement. Le miracle des derniers championnats du monde ne va pas se renouveler toujours. Ce que j'attends, c'est une qualification difficile pour les Jeux olympiques. Tout le monde comprendrait enfin l'évidence : que l'on n'a rien sans rien, que si l'on veut devenir les meilleurs il faut travailler. »

Propos recueillis par Bénédicte Mathieu

■ **TENNIS : l'état de santé de Mary Pierce** suscite des inquiétudes à trois semaines des Internationaux de France. La troisième joueuse mondiale a abandonné, jeudi 4 mai, en huitièmes de finale du tournoi WTA de Hambourg, contre l'Allemande Petra Begerow. Affaiblie par une infection rénale, la Française a été contrainte à l'abandon dans le dernier set. Son ultime rendez-vous avant Roland-Garros reste le tournoi de Berlin, la semaine prochaine.

■ **ATHLÉTISME : l'Ethiopien Mamo Wolde**, vainqueur du marathon et médaillé d'argent du 10 000 mètres aux Jeux olympiques de Mexico en 1968, se trouverait détenu dans son pays depuis près de trois ans sans que, selon Amnesty International, des charges aient été officiellement retenues contre lui. – (*AP.*)

■ **FOOTBALL : le conseil d'administration de la Ligue nationale de football** prendra une décision le 19 mai sur le passage de la première division de vingt à dix-huit clubs pour la saison 1997-1998. Un séminaire des présidents de clubs de D 1 et de D 2, réuni jeudi 4 mai, n'est pas parvenu à un consensus sur cette question. *Si elle devait être acceptée, cette mesure impliquerait le passage de la deuxième division* de vingt-deux à vingt clubs et la création d'une troisième division professionnelle.

■ **JUDO : David Douillet, victime d'une déchirure intercostale**, ne disputera pas les prochains championnats d'Europe, qui débuteront le 11 mai à Birmingham. Tenant du titre et champion du monde dans la catégorie des plus de 95 kilos, le Français a préféré ne pas compromettre la suite de sa saison, dont l'objectif reste la qualification pour les Jeux olympiques d'Atlanta en 1996.

RÉSULTATS

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE PRO A
Demi-finales

Antibes-Cholet	110-93 (96-81)
Antibes qualifié	
Limoges-Pau-Orthez	68-47 (68-81)

Match d'appui dimanche 7 mai à Limoges

CYCLISME

TOUR DE ROMANDIE
2e étape, Delémont-Villeneuve
1. M. Cipollini (Ita.), les 178 km en 4 h 28 min 18 s ; 2. J. Svorada (Svq.), m. t. ; 3. C. Capelle (Fra.) à 4 s ; 4. G. Fidanza (Ita.), m. t. ; 5. N. Minali (Ita.), m. t.
Classement général : 1. P. Ugrumov (Let.) ; 2. B. Zberg (Sui.) à 4 s ; 3. O. Rincon (Col.) à 5 s ; 4. T. Rominger (Sui.) à 27 s ; 5. O. Pellicioli (Ita.) à 33 s.
QUATRE JOURS DE DUNKERQUE
4e étape
Contre-la-montre individuel
1. C. Boardman (G-B) les 13,3 km en 16 min 5 s ; 2. J. Nijdam (P-B), à 10 s ; 3. J. Museeuw (Bel.) à 10 s ; 4. G. Duclos-Lassalle (Fra.) à 13 s ; 5. A. Tafi (Ita.) à 18 s.
Classement général : 1. C. Boardman ; 2. E. Magnien (Fra.) à 6 s ; 3. J. Museeuw à 8 s ; 4. E. Zabel (All.) à 13 s ; 5. G. Duclos-Lassalle à 13 s.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT D'ANGLETERRE
41e journée, match avancé

Arsenal-Wimbledon	0-0

Gare du Nord - Villejuif, une ligne de bus suivie par les étoiles

Pour régulariser le trafic de ses véhicules et offrir un meilleur service à ses usagers, la RATP fait appel à un système de localisation par satellite

Depuis deux semaines, la Régie autonome des transports parisiens affiche à chaque arrêt des autobus qui desservent la ligne 47, qui relie la Gare du Nord à Villejuif (dans la banlieue sud de Paris) le temps que les voyageurs doivent attendre avant de voir arriver le prochain véhicule. Ces indications sont très utiles au conducteur et au poste de commandes de la ligne. On les retrouve aussi à l'intérieur du bus, au-dessus du plan de la ligne, pour donner aux passagers des détails sur la durée de leur voyage. L'utilisation combinée de la technologie des 24 satellites américains du système GPS (Global Positioning System), pour localiser les bus, et de la radio-messagerie a permis la mise en place de ce nouveau moyen de reconnaissance qui améliore également la régularité du trafic et la sécurité du réseau. Le coût de cette innovation est faible pour la RATP et il pourrait encore diminuer si ce système pouvait être commercialisé pour localiser d'autres véhicules, comme les taxis, les ambulances, voire les voitures de police.

LA « TÊTE DE VACHE » de l'arrêt Kremlin-Bicêtre affiche : « 3 min » d'attente pour le prochain bus. Au dessous de cette indication, la seconde ligne de cristaux liquides mentionne : « Deuxième bus retardé ». Vous voilà prévenu. Mieux vaut prendre la première voiture, même si elle est un peu surchargée. A l'intérieur du bus, au-dessus du plan de la ligne 47 (Gare du Nord-Villejuif), les indications lumineuses défilent : *« Destination : Gare du Nord ; Arrivée dans 25 min. Prochain arrêt : Monge. Arrivée dans 3 min »*. Nous sommes dans l'un des 20 véhicules de cette ligne sur laquelle la RATP expérimente depuis quinze jours son nouveau système Altaïr (*Le Monde* du 16 novembre 1994).

Pour fournir ces précieuses informations aux voyageurs, la Régie fait appel aux vingt-quatre satellites américains du système GPS (Global Positioning System) qui gravitent à 20 000 kilomètres d'altitude. Dès que trois d'entre eux sont captés par l'antenne du bus, un micro-calculateur mesure par triangulation la position du véhicule à 10 mètres près, grâce à une mesure différentielle.

« Ce principe était réputé inexploitable dans les villes », indique André Ampelas, directeur du département Systèmes d'information et de télécommunications de la RATP.

> Pour la sécurité, l'objectif est de diviser par deux le temps moyen d'intervention, qui est de dix minutes

« En effet, en dehors des croisements qui sont dégagés, la hauteur des immeubles masque l'antenne qui ne peut donc recevoir les trois signaux nécessaires aux calculs », ajoute-t-il. Pour supprimer cette contrainte, baptisée « effet canyon », la Régie a mis au point un système de localication à l'estime utilisant pour la mesure de direction un gyromètre embarqué et pour la mesure de distance un odomètre. Lorsque le bus arrive au croisement suivant, ou dans toute autre partie dégagée de son trajet, le système se recale précisément sur les satellites. Un logiciel de *map matching* se charge alors de corriger l'erreur de position pour localiser le bus dans la rue et non au milieu d'un immeuble, ce qui peut arriver avec l'écart d'incertitude de dix mètres du système.

Sur l'écran de l'ordinateur du Poste de commandes local (PCL) de la ligne 47, à la Porte d'Italie, l'ensemble des bus s'affiche en correspondance parfaite avec la carte de Paris. C'est là que le régulateur de trafic entre en action. Auparavant, il devait contacter chaque bus par radio pour faire connaître sa position. Un système lourd qui perturbait la conduite des machinistes et encombrait les lignes du radio-téléphone.

Avec Altaïr, toutes ces informations parviennent automatiquement au régulateur du PLC qui, en retour, envoie des indications aux machinistes. *« Nous cherchons à améliorer la régularité de passage de nos bus »*, déclare Robert Jung, directeur du réseau bus de la RATP. *« Les irrégularités sont liées*, explique-t-il, *pour moitié, aux pertubations du trafic et, pour moitié aux faiblesses de l'exploitant »*. D'où l'objectif de supprimer ces *« convois de bus à la queue leu leu qui se forment sans qu'on l'ait voulu et qui peuvent comprendre jusqu'à cinq véhicules »*. Pour remédier à cette situation, le système Altaïr envoie donc un message au conducteur de bus pour qu'il retarde ou non son véhicule. Ce dernier dispose d'ailleurs, dans sa cabine, de l'indication de la distance qui le sépare du véhicule qui le suit et de celle de celui qui le précède.

Mais la localisation, outre son rôle en matière d'information du public et d'amélioration de la régularité du trafic des bus, est également exploitée par le service sécurité de la RATP. Un autre système, Aigle, la reprend à son compte en la couplant au signal d'alarme dont sont déjà équipés les 4 000 bus parisiens. Jusqu'à présent, il était possible de savoir si un bus était en difficulté, mais sans connaître sa position précise. Aigle localise non seulement le véhicule qui lance l'alarme mais aussi les cinquantes équipes d'intervention dont dispose la RATP. Depuis le PC Sécurité de Denfert-Rochereau, l'équipe la plus proche du bus qui a donné l'alarme est dépêchée sur les lieux. *« Notre objectif est de diviser par deux notre délai d'intervention moyen qui est aujourd'hui d'environ 10 minutes »*, affirme Robert Jung.

A la suite de l'expérience de la ligne 47, la RATP prévoit une généralisation de la localisation de ses véhicules. *« Notre objectif est d'équiper quarante lignes d'ici à 1997, soit 1 000 bus et environ 1 000 stations »*, déclare Jean-Paul Bailly, PDG de la RATP.

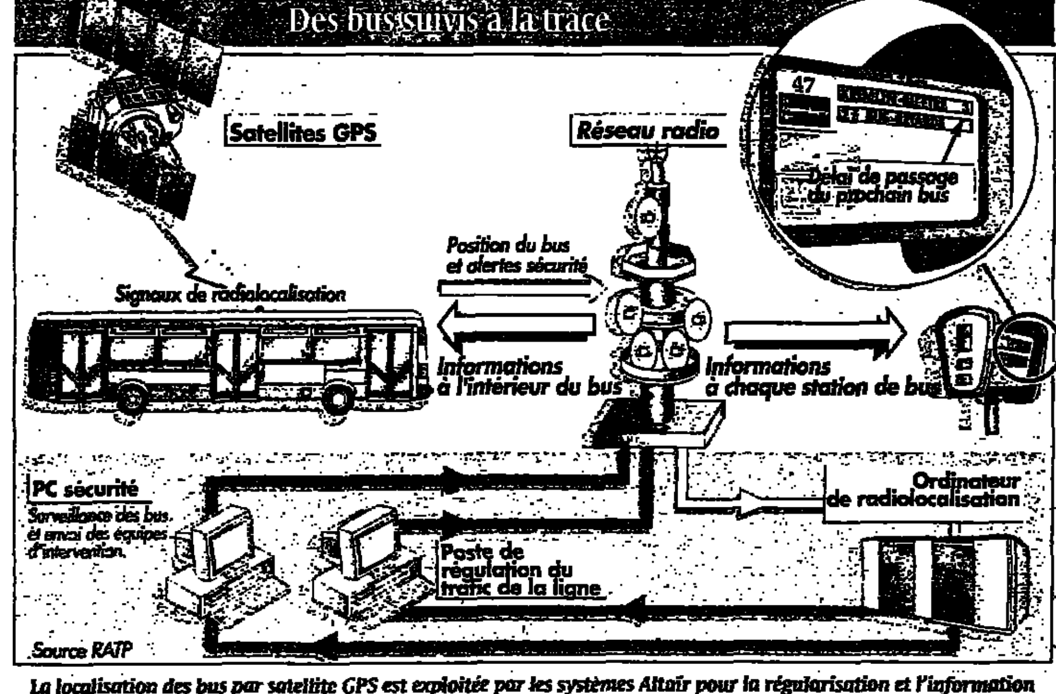
En termes de coût, André Ampelas se félicite des économies réalisées. *« Nous avons réduit le prix d'une borne de 100 000 francs à seulement 15 000 francs grâce à l'utilisation du système de radio-messagerie existant pour communiquer nos informations »*, explique-t-il. De même, l'équipement de chaque bus revient à 70 000 francs au lieu des 250 000 francs estimés initialement. Et, en prime, la RATP teste un serveur vocal qu'il suffira demain d'appeler par téléphone pour connaître l'heure de passage du prochain bus. Sans même descendre de chez soi.

Michel Alberganti

Un système aux multiples applications

Une fois rodé, le système de localisation des bus par satellite mis au point par la RATP pourrait trouver un grand nombre d'applications. La Régie travaille avec la police, qui pourrait exploiter le même système pour localiser ses véhicules, en prenant la précaution de crypter les signaux. Les taxis, les ambulances et les entreprises de livraison sont aussi des clients potentiels. Le système Altaïr pourrait donc s'imposer grâce à un prix particulièrement bas.

Le coût pour la RATP sera d'autant plus faible que l'information sur la position des bus eux-mêmes est commercialisable. En effet, l'affichage des délais de passage dans les stations fonctionne avec un système de radio-messagerie. Déjà, les abonnés du système Kobby (Bouygues) reçoivent des informations sur le trafic des bus, du métro, des trains de banlieue et du RER. Mais les données diffusées par ce biais ne concernent que les perturbations les plus sérieuses. Le système Kobby propose aussi des solutions alternatives en cas de problèmes importants sur une ligne.



La localisation des bus par satellite GPS est exploitée par les systèmes Altaïr pour la régularisation et l'information des voyageurs dans les véhicules et aux points d'arrêt, et Aigle pour la sécurité. Le calcul du temps de parcours de chaque véhicule est effectué à partir de l'enregistrement de la vitesse des bus qui le précèdent.

Un résistant sur le réseau

Diffuser un livre sur Internet ne coûte presque rien. Ainsi l'épopée d'un opérateur radio des FFL ne tombera pas dans l'oubli

LES RÉSEAUX n'avaient pas de secret pour Maurice de Cheveigné. Pas les réseaux numériques dont il est généralement question dans cette chronique. Mais des réseaux tissés par ceux qui n'hésitèrent pas à risquer leur vie pour sauver celle des autres.

Ouvrier spécialisé dans une fabrique d'appareils de TSF aux débuts de la guerre, il se retrouve après moult péripéties opérateur radio d'un réseau des Forces françaises libres en 1940. Cinquante ans plus tard, il a voulu consigner son expérience : la débâcle de 1940, la fuite par les Pyrénées, la prison en Espagne, l'entraînement en Grande-Bretagne pour apprendre tous les techniques des hommes de l'ombre : du morse aux émissions radio en passant par l'apprentissage des mesures de prudence qui s'imposent dans de telles situations.

Parachuté deux fois, il déjoue de nombreux pièges, mais finit par se faire prendre, télégrammes en poche, en avril 1944, dans un café parisien. Il connaît alors la prison à Loos-les-Lille, puis la déportation à Sachsenhausen en avril 1944.

« Plusieurs raisons m'ont poussé à écrire cette aventure : bien sûr pour la raconter à mes enfants, mais aussi, au cas où elle en serait jugée digne, pour être publiée et ainsi apporter ma petite pierre à l'histoire des transmissions de la guerre secrète », écrit l'auteur à la fin de son ouvrage *Radio Libre*. *« On peut lire sur la guerre clandestine tant de récits fantaisistes, tant de fruits de l'imagination, tant d'inexactitudes, que j'ai essayé de coller à la réalité, au mieux de mes modestes capacités, ce que mémoire me racontait. D'où mes recherches d'archives pour retrouver les dates des événements, les textes des télégrammes... »*

Mais l'auteur décède peu après avoir terminé la rédaction de son livre, avant d'avoir pu trouver un éditeur. Son fils, Alain de Cheveigné, décide de poursuivre le projet : *« Pour moi, il s'agissait, ayant perdu l'auteur, d'éviter de perdre le livre. »* Démarcher les éditeurs lui apparaît bien vite une tâche très ingrate. Un autre moyen de diffusion s'offre à lui : Internet. *« Le réseau semblait un média approprié pour la diffusion posthume du récit d'un ancien radio. »* L'auteur s'était acheté un Macintosh pour rédiger son livre. Il suffit donc à son fils de convertir les fichiers informatiques en HTML (Hyper Text Markup Language), langage de description de pages propre au WEB, le système de navigation le plus simple d'Internet (*Le Monde* du 14 avril). En deux mois de programmation, à raison de deux heures environ par jour, le travail était terminé.

Depuis la mi-avril, le texte est donc lisible sur le réseau. Sa publication précède de peu le 50e anniversaire de la libération du camp de Sachsenhausen, une échéance qu'Alain de Cheveigné s'était fixée à lui-même. Les notes de bas de page sont reliées au texte principal en hypertexte : c'est-à-dire que les mots qui étaient accompagnés d'un renvoi dans la version d'origine apparaissent soulignés à l'écran. Il suffit de cliquer dessus pour afficher le commentaire. Une façon élégante d'adapter l'écrit traditionnel aux spécificités de l'édition électronique. Il en est de même pour les photos.

ÉDITION ALTERNATIVE

L'ouvrage est hébergé sur le serveur du département de linguistique de l'université Denis-Diderot (Paris-VII) à Jussieu, où Alain de Cheveigné mène des recherches sur l'audition. La diffusion du livre paternel lui a permis de connaître intimement le réseau. Aujourd'hui, il fait profiter les autres chercheurs du département de son expérience. Ceux-ci s'en servent couramment pour communiquer grâce au courrier électronique ou accéder aux travaux de collègues du monde entier : thèses non publiées, textes de conférences, etc.

Un *netsurfer* qui n'aurait pas accès aux mêmes facilités pour s'équiper et qui désirerait éditer un ouvrage peut également le faire quasiment gratuitement. Des sociétés fournissant des accès à Internet aux particuliers, comme Calvanet ou ImagiNet, sont en effet prêtes à héberger gracieusement – ou à prix coûtant, c'est-à-dire pour quelques centaines de francs – les œuvres de leurs abonnés. A condition que celles-ci soient déjà au format HTML.

Une alternative intéressante à l'édition à compte d'auteur, mais qui suppose un contenu de haut niveau : il faut en effet un certain courage pour lire plus d'une dizaine de pages sur écran. Et les imprimer, pour ne pas se fatiguer la vue, nécessite également une certaine dose de patience.

Annie Kahn

★ L'adresse Internet de *Radio libre* est : « http : //lug. linguist. jussieu. fr/lug/garde.html »

REVUE DES REVUES

LA RECHERCHE

Le mensuel français publie dans son édition du mois de mai un long entretien sur la politique de la recherche française avec les trois principaux candidats à la présidence de la République.

Dix questions ont donc été posées par la rédaction de la revue à Edouard Balladur, qui, aujourd'hui, n'est plus en course pour le second tour, ainsi qu'à Jacques Chirac et Lionel Jospin.

Si aucun d'entre eux – ce n'est guère une surprise – ne remet en question le statut des chercheurs, cette belle unité s'effrite dès lors qu'il s'agit de savoir si la recherche doit dépendre d'un ministère propre déchargé des responsabilités relatives à l'enseignement supérieur. Seul M. Jospin note que *« l'enseignement supérieur et la recherche se sont toujours mieux portés quand ils étaient rattachés à l'éducation nationale »*.

Sur les faiblesses et les retards de la recherche *« en entreprise »* ou *« dans le secteur privé »*, les trois candidats se rejoignent à nouveau sur le constat sans être particulièrement précis sur les remèdes à apporter.

Quant à la question de savoir quelle est l'idée qui leur tient le plus à cœur en matière de recherche, Edouard Balladur estime qu'il faut faire en sorte que laboratoires et entreprises puissent utiliser les connaissances *« comme un facteur de compétitivité économique »*, tandis que Jacques Chirac invite à réfléchir sur *« la fracture scientifique qui s'élargit entre l'élite scientifique et la majeure partie des citoyens »*.

Lionel Jospin souhaite donner aux jeunes la possibilité de faire un peu de recherche et offrir à *« toutes les équipes d'excellence »* les moyens de rester compétitives, à charge pour les chercheurs de ne pas oublier *« leur devoir de transmettre leur savoir »*.

Dans un supplément de trente-cinq pages, le mensuel français fait, par ailleurs, le point sur *« dix ans de programmes* [scientifiques] *communautaires »*. On y trouve notamment un panorama des résultats dans les principaux domaines et la présentation des nouveautés du quatrième programme-cadre (1994-1998) ; des entretiens avec Edith Cresson, commissaire européen à la recherche, et Etienne Davignon, *« père spirituel »* du programme européen Esprit de recherche sur les technologies de l'information ; ainsi que cinq points de vue exprimés par des responsables ou de grands « ténors » de la science européenne.

SCIENCE

L'hebdomadaire scientifique américain publie, dans son numéro du 28 avril, une enquête sur la coopération scientifique mise en place entre les Etats-Unis et l'ex-URSS en matière de recherche nucléaire militaire.

Les anciens rivaux de la guerre froide *« ont tranquillement trouvé un terrain d'entente »* dans le cadre de ces projets destinés au départ à éviter la fuite des cerveaux russes vers des pays « sensibles », explique Gary Taubes, l'auteur de l'article. La méfiance est tombée avec le rideau de fer. Des équipes d'Arzamas 16, de Tcheliabinsk 70 ou de l'Institut Kourtchatov travaillent avec leurs homologues américains de Los Alamos ou du Lawrence Livermore National Laboratory sur des programmes aussi « pointus » que les lasers de puissance, le traitement des déchets radioactifs ou sur un puissant système de générateur à énergie dont le principe avait été imaginé par Andreï Sakharov.

Au-delà de l'apport financier, relativement modeste, les chercheurs russes gagnent avec cette coopération *« une légitimité au sein de leur propre communauté scientifique »*, estiment des responsables d'Arzamas et de Tcheliabinsk, cités par *Science*.

TIME

Un numéro spécial consacré au « cyberespace » accompagne le numéro du 8 mai de l'hebdomadaire généraliste américain, du groupe Time Warner Inc., impliqué dans nombre de projets multimédias.

On y trouve des reportages sur les principales applications des services en ligne : éducation, messagerie électronique, culture, téléachat, etc.

Une carte des principaux intervenants de ce nouvel univers complète le numéro, ainsi qu'un glossaire et une liste de ce qu'il faut faire et ne pas faire pour être un *netsurfer* distingué.

JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

MOTS CROISÉS
Problème n° 863

HORIZONTALEMENT

I. Dimanche à 20 heures. – II. Ce que fait le sondeur avec plus ou moins de bonheur. *Triste héroïne.* – III. Il a de plus en plus matière à s'indigner. Fait un premier diplôme. – IV. Sur le côté, au milieu ou sur le sable. Spécialement petit. – V. C'est une arme pour l'entreprenant. Supprimés. – VI. Résume bien l'insouciant. Exceptionnels. – VII. Manque de maturité. En ligne. Dans l'auxiliaire. – VIII. Représente un certain poids. On le piétine sans complexe. – *IX. Elle déchaîna jadis des discordes.* Premier conservateur. – X. Ont de l'huile partout. Elle se livra à une drôle de cuisine. – XI. Echapperont-elles aux foudres de Jean-Marie ?

VERTICALEMENT

1. Manifestée dimanche par une majorité. – 2. Applaudit. *Le mimosa est son cousin.* – 3. Mettront à l'aise. – 4. Rupture définitive ? Ainsi voit-on le mangeur d'hommes. – 5. Lancer. Touche le fond. Appelle d'en bas. – 6. Français ou Espagnole. Possessif. – 7. Pris à bras le corps. – 8. Au théâtre. Pour saucissonner. – 9. Voyelles. On les a donc mis à l'eau. – 10. Dans les ennuis. Vieux poète. – 11. Admet les ondulations. On lui a scié des branches. – 12. Peu survivent à la mécanisation.

SOLUTION DU N° 862

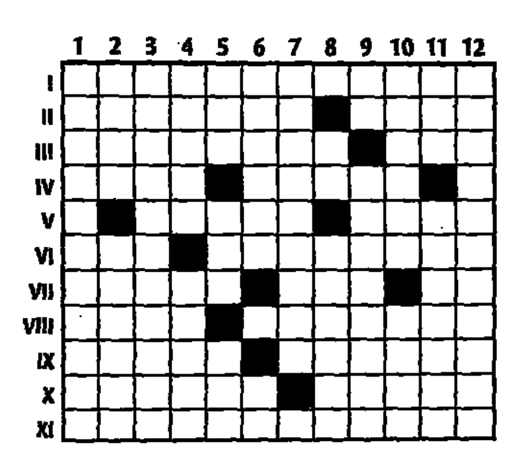
Horizontalement

I. Quatre saisons. – II. Urbaine. Mérou. – III. Egard. Sept. NB. – IV. Nettes. Brig. – V. On. Erable. Api. – VI. Utile. Rénales. – VII. Vendu. Avant. – VIII. Luette. Abonné. – IX. Lent. Mirliton. – X. Ensemencèrent.

Verticalement

1. Quenouille. – 2. Urgent. Uen. – 3. Abat. Ivens. – 4. Tartelette. – 5. Ridèrent. – 6. En. Sa. Dème. – 7. Ses. Bru. In. – 8. Eblé. Arc. – 9. Imprenable. – 10. Séti. Avoir. – 11. Or. Galante. – 12. Non. Pennon. – 13. Subsistent.

François Dorlet



SCRABBLE (R)
Problème n° 471

MAIS QUEL EST CE JEUNE HOMME ?

... Et comment il se nomme ? Si vous regardez depuis quelques semaines *l'émission* « Des chiffres et des lettres », vous savez qu'il s'agit d'Aurélien Delaruelle, domicilié à Gournay-en-Bray (Seine-Maritime), âgé de vingt-deux ans, futur ingénieur chimiste, joueur de volley-ball et, à la date d'aujourd'hui, déjà vainqueur de six concurrents. *Ce qu'on ne vous a* pas dit, en revanche, et qu'on ne vous dira sans doute pas, c'est qu'il joue au Scrabble et qu'il est le nouveau champion de France, n'ayant perdu que 6 points en cinq manches.

Voici certains des tirages qui ont fait la différence, en commençant par l'émission télévisée : OLUHENHTI (deux solutions à 7 lettres) – YIXNLOASW (cinq 6 lettres) – RIVENOSES (un 9 lettres) – RSAITLUOO (deux 7 lettres) – FENAJIDEC (un 8 lettres) *(solutions ci-dessous).* Notons aussi les mots *ODS* qui lui ont *valu un zéro, faute de figurer dans le* PLI ou le Petit Robert : AIGAGE, *droit d'amener de l'eau sur son terrain* – ARÉNEUX, *sablonneux* – FADET, *qui a un pouvoir de fée.*

Passons aux tirages difficiles du championnat de France, qui s'est joué à Schiltigheim (banlieue nord *de Strasbourg), les 15 et 16 avril derniers.* Première manche. RGAOEI? : un Scrabble sec avec un I, un S ou un T en 5e position (deux solutions) – AEQZRUP : *un neuf lettres* en appui sur ET placé sur la grille. Deuxième manche. SLTUON?. Trois solutions équivalentes : un Scrabble sec avec un E *ou un A en cinquième* position, ou un huit lettres en appui sur un I initial ou final. Quatrième manche. NAEELST : un huit lettres *en appui sur un I en quatrième ou* cinquième position – AAEMRTU : un huit lettres en appui sur un I (en 1re, 2e ou 3e position), un A, ou un L – PURSSEF : un huit lettres en appui sur un O. Cinquième manche. ILTTAAU : un huit lettres en appui sur un E, un I, un N, un O, un R ou un T – RONTTIS : *un huit lettres en appui sur un A* ; à défaut un autre huit lettres, moins juteux, en appui sur un I initial.

Solution des tirages : Ch. & L. : TONLIEU ou ÉLUTION – ONYXIS (pressé par *le temps, Aurélien a interverti le I et le Y, ce qui lui a valu un zéro de plus...*). INLAYS, OXALIS, ONLAYS et LAYONS – ÉVERSIONS – SAUTOIR, LORIOTS – DÉFIANCE. Scrabble : ERGO(T)AI ou AGIO(T)ER – PARQUETEZ – SOUL(A)NT ou NOUL(E)TS ; I(L)LUTONS – LÉSAIENT ou ENLIÂTES – AMIRAUTÉ – PROFUSES – TALUTAIT – NASITORT ou INTROÏTS.

Michel Charlemagne

Championnat de France 1995
3e manche, Strasbourg, 15 avril

N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉF.	PTS
1	AEESRUI	USERAI	H 4	14
2	E+HIIRUZ	HIIEZ	G 9	40
3	RU+AFEET	RAFTEUSE (a)	5 B	72
4	TNLAEEM	ALIMENTE (b)	11 E	86
5	LDDBOGI	BLOUSERAI	H 1	33
6	DDGI+ELA	AIDEZ	13 C	30
7	DGL+NJAS	GLANDAIS	C 3	76
8	EQANOLS	ANELS	M 9	22
9	QO+TNUCM	CINQ	D 12	42
10	OTUM+RTN	TRAM	8 A	21
11	OUTN+BEN	BOUTONNE	3 G	78
12	HJAMRPO	JAR	O 1	41
13	HMPO+T?E	TR(I)OMPHE	7 G	68
14	LRRSSOE	ROSSER	O 7	35
15	L+VWFUIA	QUALIF	15 D	48
16	VW+KTEEA	WOK	J 6	41
17	VTEEA+IC	CROSSERAIT	O 6	36
18	VEE+IYUE	VUE	B 10	27
19	EIYE+G?U	Y(A)NG	L 1	46
20	EIEU+XDP	EX	6 E	64
21	IEUDP+VO	OVIDE	A 11	50
22	UP+SOE	HIES	9 G	30
23	UPO+	POUF	D 2	25
				1 025

(a) FEUTRERA, 7 B, 64 ; (b) AMENTALE, 8 H, 80.
1. Delaruelle et Kermarec, 1 025 ; 3. Derval, 1 024.

Classement final : 1. Delaruelle ; 2. Lachaud ; 3. Treiber ; 4. Rivalan ; 5. Boccon ; 6. Pasquinet ; 7. Loubière ; 8. Clemenceau ; 9. Georget ; 10. Grellet ; 11. Maurin ; 12. Soisard ; 13. Delore ; 14. Le Fur ; 15. Maniquant ; 16. Caro ; 17. Marczak ; 18. Graffion et Leroy ; 20. Michel.

ANACROISÉS (R)
Problème n° 864

Les Anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais implaçables sur la grille. Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans l'*Officiel du Scrabble* (Larousse).

HORIZONTALEMENT

1. CEMOOPT. – 2. AACEEGHV. – 3. EELLRU. – 4. AAGNORU. – 5. AAEERSS (+ 1). – 6. CEINRSTU. – 7. EELNRRTU (+ 1). – 8. AGIOUVX. – 9. AAEIILSS. – 10. NNOOST. – 11. ABEEST (+ 1). – 12. EEPPSST. – 13. AAEILRST (+ 9). – 14. DEEELNT. – 15. ADEEFGIL. – 16. DEIRSSU (+ 2). – 17. EILLOTU (+ 1). – 18. AAGILNNT (+ 1). – 19. EEIILNN. – 20. AEEMNORU. – 21. AEEINSST (+ 2). – 22. AENNOSX.

VERTICALEMENT

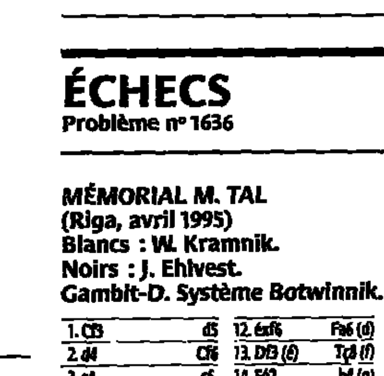
23. CCHNORU. – 24. ABCDEEHS (+ 1). – 25. BEEGLOT. – 26. AFIIIMTT. – 27. AINOOTTV. – 28. ACEELNOR (+ 1). – 29. EILNOTU (+ 2). – 30. EEERRSTU (+ 1). – 31. AAEGIIRST (+ 1). – 32. EEELLSS. – 33. AALRSSTU. – 34. CEEERS. – 35. DEEGNSU (+ 1). – 36. EEILNRV (+ 1). – 37. AINPSTU (+ 2). – 38. EINOPST (+ 3). – 39. ADEEILNN. – 40. DEIINOT. – 41. EEIQSUX. – 42. EEHIOSSS.

SOLUTION DU N° 863

1. OPULENCE. – 2. DIERESE (DESIREE SIDEREE). – 3. PURULENT. – 4. SPINALE (INALPES...). – 5. OLEANDRE (LEONARDE). – 6. BECTEE. – 7. APOLOGIE. – 8. DUUMVIRS. – 9. HYALITE, opale. – 10. RETIRE (REITRE...). – 11. RETIAIRE (ETIRERAI, ITERERAI, REITERAI). – 12. ELECTRO (RECOLTE). – 13. IRONIES (IRONISE, IONISER). – 14. GRENADIN. – 15. INSIGHT. – 16. NESCAFES. – 17. ARSENICS (NARCISSE, RANCISSE, RINÇASSE, SARCINES). – 18. ECURES (CREUSE...). – 19. REVISAI (IVRAIES, SEVIRAI, VISERAI). – 20. SECURITE (CERUSITE, RECUITES). – 21. OUSTACHI, nationaliste croate (TOUCHAIS). – 22. ENGLUES. – 23. FLORENCE, crin. – 24. UNIMODAL. – 25. LARCIN (CARLIN). – 26. EPANOUI. – 27. ETRANGER (ARGENTER...). – 28. TETRODE. – 29. CREPINE (EPINCER). – 30. IONISA. – 31. INCREE (RINCEE). – 32. DRUIDE. – 33. DELEGUE (REGLUEE). – 34. ROSIFERE. – 35. INECOUTEE. – 36. MISSIVE. – 37. VRENELI (NIVELER). – 38. ENDEMIE (DEMINEE, MENDIEE). – 39. ELEGISSE, réduisisse. – 40. EBENISTE. – 41. NOTARIE (NOTAIRE, NOTERAI, ORIENTA, RENOTAI).

ÉCHECS
Problème n° 1636

MÉMORIAL M. TAL
(Riga, avril 1995)
Blancs : W. Kramnik.
Noirs : J. Ehlvest.
Gambit-D. Système *Botwinnik*.



1. Cf3	d5	12. éxf6	Fa6 (d)
2. d4	Cf6	13. Df3 (é)	Td8 (f)
3. ç4	ç6	14. Fé2	b4 (g)
4. Cç3	é6	15. Cé4	ç5
5. Fg5	dxç4	16. d5!! (h)	éxd5 (i)
6. é4	b5	17. Df5! (j)	dxé4
7. é5	h6	18. 0-0-0! (k)	Tç7
8. Fh4	g5	19. Fg4!	Fb5
9. Cxg5	hxg5 (a)	20. Dxé4+	Rd8
10. Fxg5	Cb-d7	21. Fxd7! (l)	Fxd7 (m)
11. g3 (b)	Da5 (ç)	22. Th-é1 (n)	Fb6 (o)
		23. Da8+	abandon (p)

NOTES

a) La suite 9..., Cd5 qui donne lieu à d'extrêmes complications plus ou moins favorables aux Blancs n'est plus à la mode, mais, récemment, lors du tournoi interzonal européen de Struga en Macédoine, S. Asmaiparashvili, grand maître géorgien qui jouait sous le drapeau de la Bosnie-Herzégovine, eut à combattre cette variante contre Stanojski et répondit par 10. Cxf7!. Après 10..., Dxh4 ; 11. Cxh8, Fb4 ; 12. Dd2, ç5 ; 13. 0-0-0!, çxd4 ; 14. Dxd4, Dxd4 ; 15. Txd4, Cxç3 ; 16. bxç3, Fxç3 ; 17. Tg4, Cç6 ; 18. Tg8+, Rd7 ; 19. Tg7+, Ré8 ; 20. f4, les Blancs ont une qualité de plus et un gain probable.

b) 11. éxf6 est l'autre grande branche de ce système.

ç) Le développement du F-R en fianchetto (11. g3) a suscité de riches analyses de Kasparov, essentiellement la suite principale 11..., Fb7 ; 12. Fg2, Db6 ; 13. éxf6, 0-0-0 ; 14. 0-0, ç5 ; 15. d5, b4 ; 16. Ca4, Db5 ; 17. a3. Cependant, les Noirs peuvent essayer de sortir de ces sentiers trop parcourus et s'engager dans des déviations comme 11..., b4 ou 11..., Fb7 ; 12. Fg2, Tg8 ou 11..., Tg8 ; 12. h4, Txg5 ou encore 11..., Da5.

d) Une place étrange pour le F-D mais la suite logique de la sortie de la D qui cède à la T-D la case ç8 et rend inopérant le fianchetto adverse.

é) Ou 13. a3, 0-0-0 ; 14. Fé3, Cé5 ; 15. f4, ç5 ; 16. fxé5, çxd4 ; 17. Fxd4, Fb7 ; 18. Tg1, Txh2 ; 19. Fé2, Dç7 ; 20. Tç1, a6! avec un jeu équilibré.

f) Une idée intéressante de Kamsky contre Sokolov (Belgrade, 1991) qui a, cependant, l'inconvénient de laisser le R noir en plein centre.

g) Si 14..., ç5 ; 15. d5, Fb7 ; 16. 0-0!, Cb6 (et non 16..., b4 ; 17. Dé3!, bxç3 ; 18. dxé6!) ; 17. Dé3, Cxd5 ; 18. Cxd5, Fxd5 ; 19. Ta-d1, Fb7 ; 20. Fg4! et l'attaque des Blancs est irrésistible.

h) La partie précitée se poursuivit par 16. dxç5, Cxç5 ; 17. Cxç5, Fxç5 ; 18. 0-0, Fd4 ; 19. Df4, Dxé5 ; 20. Dxé5, Fxé5 et les Noirs ont un contre-jeu suffisant. Sokolov trouva plus tard le sacrifice 16. d5! qui permet d'ouvrir les lignes contre le R noir.

i) Encore plus fort que 17. 0-0, Fb7 ; 18. Tf-é1! menaçant 19. Fxç4.

j) Plus ou moins forcé. Si 17..., Cb6 ; 18. Dé5+ ; si 17..., Fb7 ; 18. Fg4, etc.

k) Un grand roque qui menace mat.

l) Un gain simple.

m) Si 21..., Txd7 ; 22. Da8+, Rç7 ; 23. Ff4+, etc.

n) Menace toujours mat.

o) Forcé, sinon 23. Dé8 mat.

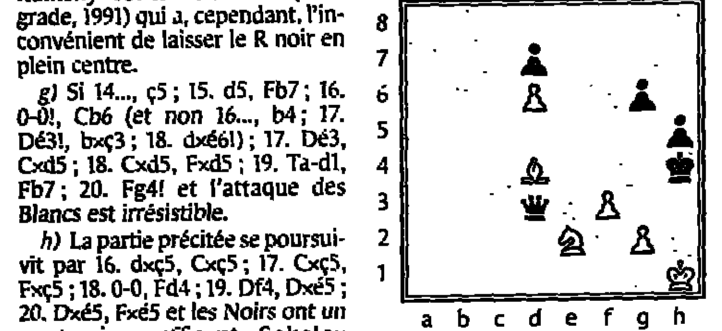
p) Car, si 23..., Tç8 ; 24. Txd7+, Rxd7 ; 25. Dd5+, Rç7 ; 26. Té7+, Rb8 (b6) ; 27. Db7 mat.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1635
V. EVREINOV (1968)

(Blancs : Rd3, Tb8, Fb7 et h6, Pé7. Noirs : Rb1, Tb2, Fç6, Pa2.)

1. é8=D!, Fxé8 ; 2. Fé4!!, Txb8 ; 3. Rç3+, Ra1 ; 4. Fg7, Tb7 ; 5. Fh8, Tb2 ; 6. Fç2, Fa4 ; 7. Rd2 !, Fxç2 ; 8. Rç1, suivi de 9. Fb2 mat.

ÉTUDE n° 1636
H. RINCK (1935)



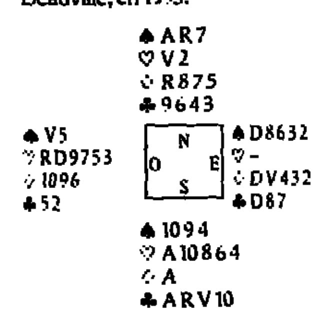
Blancs (6) : Rh1, Fd4, Cé2, Pd6, f3, g2.
Noirs (5) : Rh4, Dd3, Pd7, g6, h5.
Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

BRIDGE
Problème n° 1632

LES FAUSSES APPARENCES

Quand on connaît bien la technique, on arrive à gagner des contrats qui semblent infaisables. Ce fut le cas de cette manche déclarée au bridge rama du Tournoi des champions au Festival du Casino de Deauville, en 1993.



♠ A R 7
♡ V 2
◊ R 8 7 5
♣ 9 6 4 3

♠ V 5
♡ R D 9 7 5 3
◊ 10 9 6
♣ 5 2

♠ D 8 6 3 2
♡ –
◊ D V 4 3 2
♣ D 8 7

♠ 10 9 4
♡ A 10 8 6 4
◊ A
♣ A R V 10

Ann. : S. don. Tous vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
Les'ski	De Falco	Martens	Burgay
1 ♡	passe	1 ♠	passe
2 ♣	passe	3 ♣	passe
3 ♠	passe	4 ♡	passe

Ouest (de Falco) ayant entamé le Valet de Pique, le déclarant a pris avec le Roi, puis il a joué l'As de Carreau et le 4 de Cœur. Ouest a mis la Dame et il a continué Pique avec le 5 pour l'As du mort. *Comment Lesniewski en Sud a-t-il gagné QUATRE CŒURS contre toute défense ?*

Réponse

Lesniewski a tiré As et Roi de Trèfle *et a tranquillement rejoué Trèfle* en sachant que Ouest, étouffé par ses atouts, ne pourra l'empêcher de faire ses trois derniers Cœurs :

♡ R 9 7 5 3 ————
♡ A 10 8 ♣ V 10

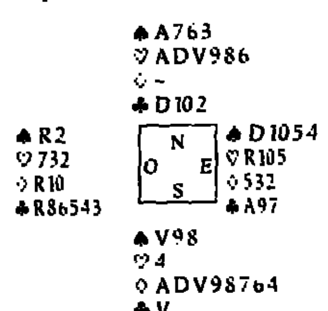
Sud joue de sa main le Valet de Trèfle et Ouest, obligé de couper avec le 3 de Cœur, *dut rejouer le 5 de Cœur* pour le 8. Sud a donc continué avec le 10 de Trèfle que le malheureux De Falco a dû couper avant de livrer à Sud As 10 de Cœur !

A l'autre table, le Polonais Wolny, après être resté muet au cours des 27 enchères, avait cru bon de contrer CINQ TRÈFLES, mais Buratti en Sud joua soigneusement pour faire onze levées.

UN SACRIFICE INDISPENSABLE

Pour mieux comprendre certaines manœuvres techniques, il est bon de les comparer à des faits historiques et de leur donner le même nom.

La donne suivante est un exemple typique, mais pour compliquer la tâche du... lecteur, on lui laissera chercher (jusqu'à la semaine prochaine) *comment le coup s'est déroulé* et quelle a été la manœuvre utilisée !



♠ A 7 6 3
♡ A D V 9 8 6
◊ –
♣ D 10 2

♠ R 2
♡ 7 3 2
◊ R 10
♣ R 8 6 5 4 3

♠ D 10 5 4
♡ R 10 5
◊ 5 3 2
♣ A 9 7

♠ V 9 8
♡ 4
◊ A D V 9 8 7 6 4
♣ V

Ann. : N. don. N-S vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
Rosenk.	X...	Wold	Y...
–	1 ♡	passe	2 ◊
passe	2 ♡	passe	3 ◊
passe	3 ♡	passe	4 ◊...

Quelle est l'entame qui peut faire chuter ce contrat de QUATRE CARREAUX et *quel a été le raisonnement* du Dr Rosenkranz *qui était en Ouest ?*

Note sur les enchères

Sur « 3 Carreaux », Nord avait un délicat problème d'annonce. Il était en tout cas exclu de dire « 3 SA » avec une chicane dans la couleur du partenaire, et la main n'était pas assez forte pour dire « 3 Piques ». Peut-être la sagesse aurait-elle été de passer sur « 3 Carreaux » ? Mais cette répétition est aujourd'hui forcing pour certains experts.

COURRIER DES LECTEURS

Surcontre d'un contre d'appel

« Que signifie, demande R. P., le surcontre d'un contre d'appel adverse (E : 1 Cœur – O : contre – N Surcontre) ?

Le plaisir de prononcer le mot surcontre et le complexe de supériorité qu'il semble procurer font que cette enchère est une annonce très imprécise. En théorie, c'est l'enchère la plus forte que puisse faire le partenaire d'un ouvreur. Il promet une main d'*au moins 10 points d'honneurs avec ou sans aucun soutien* dans la couleur du partenaire, et il demande à l'ouvreur de passer (sauf s'il est faible) afin de contrer éventuellement l'adversaire.

Philippe Brugnon

C'est toujours l'été

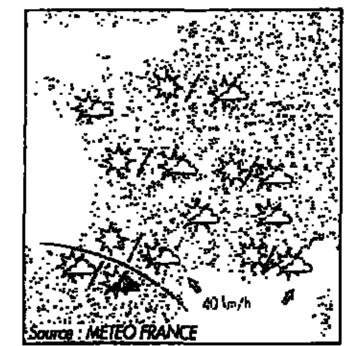
LES HAUTES PRESSIONS, bien alimentées en air très chaud pour la saison, se maintiendront durant le week-end sur l'ensemble de *notre pays.*

Samedi sera encore une belle et chaude journée, dont on bénéficie habituellement plutôt en juillet que début mai... Les bancs de brumes ou brouillard seront rares au lever du jour, et vite dissipés, ce qui permettra au soleil de chauffer rapidement l'atmosphère. Des nuages se développeront l'après-midi ; ils seront en général peu nombreux et inoffensifs. Toutefois, sur le relief des Alpes, des Pyrénées et du Massif Central, ils pourront suffisamment se développer durant l'après-midi pour qu'un orage isolé éclate en fin de journée. Sur le Pays basque, la brise de mer pourra amener par moments des nuages bas. Un vent d'autan modéré se lèvera autour du golfe du Lion durant la matinée, tandis qu'un vent de sud-ouest, modéré également, se lèvera sur la côte varoise ; ailleurs, les vents seront faibles, de nord-est dominant sur la moitié nord, de sud-ouest à sud-est sur la moitié sud.

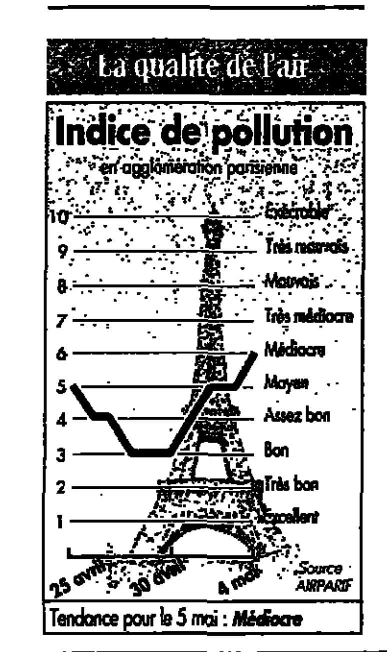
Les températures seront normales pour un mois de... juillet, donc très supérieures pour un début mai ! Les minimales seront comprises entre 7 et 10 degrés sur le Nord-Est et le Massif Central, entre 10 et12 ailleurs, jusqu'à 14 degrés sur les franges littorales ; quant aux maximales, elles seront à nouveau estivales : 20 à 23 degrés sur les côtes de la Manche, 22 à 24 sur les rives de la Méditerranée, 26 à 29 partout ailleurs, jusqu'à 30 degrés dans les Landes et en Gironde.

La journée de dimanche ressemblera beaucoup à celle de samedi : soleil et chaleur se maintiendront ; sur les Alpes, les Pyrénées et le Massif Central, un orage isolé pourra à nouveau éclater en fin de journée. La seule évolution notable concernera le quart nord-ouest du pays, où les nuages deviendront plus nombreux l'après-midi, avec l'apparition d'une tendance orageuse en fin de journée.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 6 mai vers 12h00



Tendance pour le 5 mai : *Médiocre*





TEMPÉRATURES		GRENOBLE	28/10	TOURS	26/11	CARACAS	30/24	LIMA	20/17	PRAGUE	20/8
		LILLE	25/10			CHICAGO	12/9	LISBONNE	32/20	PRETORIA	19/8
du 4 mai 1995		LIMOGES	25/12	ÉTRANGER		COPENHAGUE	19/7	LONDRES	27/10	RABAT	30/17
		LYON, BRON	26/11			DAKAR	24/20	LOS ANGELES	17/13	RIO DE JAN.	26/22
maxima/minima		MARSEILLE	24/12	ALGER	23/10	DJAKARTA	31/24	LUXEMBOURG	24/13	ROME	21/7
		NANCY	24/6	AMSTERDAM	25/10	DUBAI	39/22	MADRID	27/10	SAN-FRANC.	14/11
FRANCE		NANTES	28/13	ATHÈNES	18/9	DUBLIN	23/8	MARRAKECH	28/15	SANTIAGO	19/13
AJACCIO	20/9	NICE	21/12	BANGKOK	36/26	FRANCFORT	24/8	MEXICO	25/13	SÉVILLE	34/19
BIARRITZ	27/13	PARIS	28/16	BARCELONE	22/12	GENÈVE	24/8	MILAN	22/6	ST-PÉTERS.	6/1
BORDEAUX	28/12	PAU	27/12	BELGRADE	18/10	HANOI	26/23	MONTRÉAL	20/6	STOCKHOLM	17/4
BOURGES	27/11	PERPIGNAN	24/8	BERLIN	22/9	HELSINKI	10/3	MOSCOU	14/9	SYDNEY	20/11
BREST	26/13	POINTE-A-PIT.	33/23	BOMBAY	37/26	HONGKONG	27/20	MUNICH	20/5	TENERIFE	25/20
CAEN	25/11	RENNES	28/12	BRASILIA	28/18	ISTANBUL	13/7	NAIROBI	25/15	TOKYO	21/13
CHERBOURG	18/9	ST-D.-RÉUNION	23/21	BRUXELLES	24/9	JÉRUSALEM	18/10	NEW DELHI	39/23	TUNIS	23/11
CLERMONT-F.	26/9	ST-ÉTIENNE	26/8	BUCAREST	16/0	KIEV	14/7	NEW YORK	21/14	VARSOVIE	18/5
DIJON	25/11	STRASBOURG	25/7	BUDAPEST	19/8	KINSHASA	31/22	PALMA DE MAJ.	28/7	VENISE	19/10
FORT-DE-FR.	32/24	TOULOUSE	25/9	BUENOS-AIRES	25/13	LE CAIRE	25/18	PÉKIN	24/12	VIENNE	20/12



Situation le 5 mai, à 0 heure, temps universel

Prévisions pour le 7 mai, à 0 heure, temps universel

Il y a 50 ans dans *Le Monde*

Condamnation de Vichy

LES STATISTIQUES des élections municipales commencent de s'établir. Les pessimistes, une fois de plus, auront été de mauvais prophètes. Les Français, d'après eux, effrayés par quelques excès, se replieraient, sous le prétexte de l'ordre, vers les partisans de la stagnation. La Résistance et le gouvernement seraient ainsi désapprouvés. Certains osaient même dire que notre pays se révélerait au fond de lui-même pétainiste. C'était le juger sur quelques salons, qui le sont bien restés.

Les électeurs se sont présentés nombreux devant les urnes. Les femmes, qui n'avaient guère combattu pour conquérir le bulletin de vote, sont conscientes de leurs devoirs et de leurs droits. Les abstentions massives qui se produisirent çà et là n'infirment pas ce que nous écrivons. Elle sont révélatrices d'une opinion restée démocratique : à Bordeaux, Pont-à-Mousson, Périgueux, Clermont-Ferrand, placé devant la liste unique, le corps électoral a montré sa répugnance à jouer la carte forcée. *Dans toute la France,* les partis vaincus sont ceux qui évitèrent, au long des cinq dernières années, de se prononcer ouvertement contre la prétendue révolution nationale. Les alliances qui se sont conclues l'ont été sous le signe de la Résistance. Leur caractère même a sans doute voulu que les élections fussent le plus souvent dominées par des contingences locales : dans nombre de secteurs, singulièrement les petites communes, le retour aux anciennes municipalités a été favorisé par le prestige d'avoir été victimes de Vichy.

Il est symbolique que Pétain soit revenu pour assister à la condamnation de sa politique, de la collaboration, de Vichy, du fascisme. Se consolerait-il en pensant aux succès de MM. Pébellier, Barthe ou Milliès-Lacroix ? Il n'y a là que des exceptions.

(6-7 mai 1945.)

ABONNEMENTS

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : *Le Monde* Service abonnements 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine Cedex - Tél. : 33 (1) 49-60-32-90.

Je choisis la durée suivante	France	Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
☐ 3 mois	536 F	572 F	790 F
☐ 6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
☐ 1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

Abonnements USA/Canada : « LE MONDE » (USPS = 0009729) is published daily for $ 892 per year « LE MONDE » 1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine, France, second class postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSMASTER : Send address changes to IMS of N-Y Box 1518, Champlain N.Y. 12919-1518. Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451-2983 USA Tel. : 800.428.30.03

Nom : .... Prénom : ....

Adresse : ....

Code postal : .... Ville : ....

Pays : .... 501 MQ 001

Ci-joint mon règlement de : .... FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bleue n° ______________

Signature et date obligatoires

PP. Paris DTN

Changement d'adresse :
- par écrit 10 jours avant votre départ.
- par téléphone 4 jours. *(Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.)*

Renseignements : Portage à domicile ● Suspension vacances.

● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

33 (1) 49-60-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

LES SERVICES DU *Monde*

Le Monde	40-65-25-25
Télématique	3615 code LE MONDE
Documentation	3617 code LMDOC ou 36-29-04-56
CD-ROM :	(1) 43-37-66-11
Index et microfilms :	(1) 40-65-29-33
Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE	accès ABO
Cours de la Bourse :	3615 LE MONDE
Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,19 F/min)	

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN : 0395-2037

Imprimerie du *Monde* : 12, rue M. Gunsbourg, 94852 Ivry-cedex. PRINTED IN FRANCE. 1993

Le Monde PUBLICITÉ — Société filiale de la SA Le Monde et de Médias et Régie Europe SA

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morax
Membres du comité de direction : Dominique Alduy, Gisèle Peyou

133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **HÔTELLERIE.** Trois groupes français – Accor, le Club Méditerranée et la société Louvre-Envergure – figurent parmi les vingt-cinq premiers mondiaux spécialisés dans l'hôtellerie. Accor – qui *compte dix enseignes* – arrive en quatrième position, le Club Méditerranée est classé douzième et Louvre-Envergure (Campanile) dix-septième. – *(AFP.)*

■ **MANCHE.** A partir du 29 mai, le nombre des liaisons assurées chaque jour par des Eurostars passera de six à sept entre Londres et Paris, et de trois à cinq entre Londres et Bruxelles. Le 29 mai sera également la date de l'ouverture, en Grande-Bretagne, de correspondances entre les Eurostars et les trains au départ de l'Ecosse, du nord-ouest de l'Angleterre et des Midlands. – *(AFP.)*

■ **ASIE.** Les grandes compagnies aériennes et les agents de voyages opérant en Asie, membres de l'Intra-Orient Marketing Programme, ont renoncé à l'accord qu'ils avaient conclu pour tenter de réguler les prix. – *(AFP.)*

■ **FRANCE.** Air France vient de rassembler, dans une brochure intitulée *Air France Le Kiosque,* ses tarifs les plus attractifs sur cent cinquante destinations. Cette brochure, qui sera régulièrement rééditée, est disponible dans les agences de la compagnie et les agences de voyages de France métropolitaine.

■ **RÉUNION.** Depuis le 16 avril, Air Austral effectue tous les dimanches, au départ de la Réunion, des vols sans escale à destination *de Johannesburg, et le 15 juin,* Air France assurera un vol quotidien sans escale au départ de Paris à destination de l'île.

■ **INDE.** Bombay, la capitale de l'Etat du Maharashtra, a retrouvé lundi 1er mai son ancien nom de Mumbai, du nom de la divinité hindoue Mumba Devi, considérée *comme la* « patronne » de la ville. – *(AFP.)*

■ **COPENHAGUE.** La compagnie aérienne scandinave SAS rouvrira le 3 septembre la liaison, qu'elle avait interrompue il y a dix ans, entre Copenhague et New Dehli, à raison de trois vols directs par semaine. – *(AFP.)*

PARIS EN VISITE

Dimanche 7 mai

■ **L'HÔTEL DE LA PAÏVA** (50 F + prix d'entrée), 10 heures, 25, avenue des Champs-Elysées (Connaissance de Paris).

■ ***LE CIMETIÈRE DU PÈRE-LA-*****CHAISE** (60 F), 11 heures, sortie du métro Père-Lachaise côté escalier roulant (Vincent de Langlade).

■ **MUSÉE DU PETIT PALAIS** : parcours littéraire dans l'exposition Carthage (25 F + prix d'entrée), 11 heures (Musées de la Ville de Paris).

■ **MONTMARTRE** : cités d'artistes et jardins secrets (55 F), 11 h 15 et15 h 15, au pied du funiculaire (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

■ **LA GRANDE BIBLIOTHÈQUE** (55 F + 30 F), 14 heures, sortie du métro Quai-de-la-Gare (Europ explo).

■ **MUSÉE DU MOYEN AGE** (34 F + prix d'entrée) : les thermes antiques et leurs galeries souterraines, 14 heures ; l'Hôtel des abbés de Cluny et les *collections médiévales,* 15 h 30 (Musées nationaux).

■ **LA CONCIERGERIE**, la Sainte-Chapelle et l'histoire de la Cité (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (Connaissance de Paris).

■ **LE QUARTIER CHINOIS** et ses sanctuaires bouddhiques (50 F), 14 h 30, sortie du métro Porte-d'Ivry (Art et Histoire).

■ **LE QUARTIER DE LA GOUTTE-D'OR** (55 F), 14 h 30, sortie du métro Barbès-Rochechouart (Europ explo).

■ **AUTOUR DE SAINT-SÉVERIN** (50 F), 15 heures, sortie du métro *Maubert-Mutualité (Résurrection* du passé).

■ **LA CATHÉDRALE ORTHODOXE RUSSE** (50 F + 12 F), 15 heures, 12, rue Daru (Christine Merle).

■ **LE CIMETIÈRE DU PÈRE-LA-CHAISE** (50 F), 15 heures, sortie du métro Père-Lachaise côté escalier roulant (Bertrand Beyern).

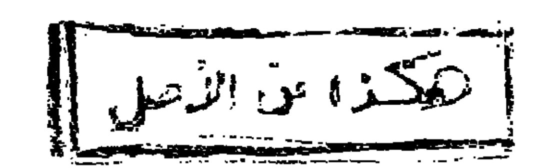
■ **L'HÔTEL DE SOUBISE** (60 F + prix d'entrée), 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (Isabelle Hauller).

■ **L'HÔTEL-DIEU** (50 F), 15 heures, devant l'entrée côté parvis de Notre-Dame (Paris autrefois).

■ **L'ÎLE DE LA CITÉ** (37 F), 15 heures, sur le parvis de Notre-Dame, devant la statue de Charlemagne (Monuments historiques).

■ ***LES SALONS*** *de l'ambassade de* Pologne (45 F + prix d'entrée), 15 heures, sortie du métro Invalides côté esplanade (Didier Bouchard).

■ **LE VIEUX MONTMARTRE** (50 F), 15 h 30, en haut du funiculaire.



SCÈNES La deuxième édition du Marché des arts du spectacle africain (Masa) s'est tenue du 30 avril au 5 mai à Abidjan, en Côte d'Ivoire. ● UNE QUARANTAINE de spectacles de musique, théâtre et danse – le pire et le meilleur – venus de dix-huit pays d'Afrique francophone ont été présentés à d'éventuels acheteurs, occidentaux ou africains. Mais le marché de la culture en Afrique reste cruellement privé de structures de production ou de diffusion, et dans la plupart des cas les artistes ne disposaient pas de cassettes audio ou vidéo en nombre suffisant. ● L'UN DES PARRAINS de cette manifestation organisée par l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), le saxophoniste et compositeur Manu Dibango, appelle à un panafricanisme plus actif. Quelques-uns contournent les obstacles politiques et institutionnels en privilégiant l'initiative privée.

L'Afrique francophone cherche à organiser l'économie de sa culture

Le deuxième Marché des arts du spectacle africain a refermé ses portes le 5 mai dans la capitale ivoirienne. Son ambition est de devenir une sorte de Midem du continent noir

ABIDJAN
de notre envoyée spéciale

En face, en bout de lagune, le phare envoie ses flashs par paquets de deux. Un pont, des lumières urbaines, des flots de voitures et la rumeur lointaine de Trechville la chaude. Le Marché des arts du spectacle africain (Masa) a pris le maquis, réfugié, en version off, dans un bar-restaurant (ici on dit un maquis, comme si les problèmes quotidiens méritaient d'être fuits), le Nandjelet, dans un quartier précaire blotti au bord de l'eau, le Blokauss. Les baraquements sont en bois mal joint, des femmes dorment dehors sur des nattes tressées, de longs garnements au cuir dur procurent des taxis aux noctambules que le climat incertain, à six mois de la première élection présidentielle après la mort de Felix Houphouët Boigny, n'effarouche pas.

Le but, après tout, est pacifique : écouter de la musique en buvant, peut-être une Flag, la bière nationale, ou deux, en se racontant des histoires drôles pour réchauffer une ambiance déjà survoltée. C'est l'Afrique populaire, telle qu'on l'imagine, avec sa scène en plein air, électrifiée au fil rafistolé, protégée des pluies violentes par un toit de tôle ondulée. Les chanteurs qui s'y produisent offrent une vision cosmopolite de l'Afrique, à la mesure d'Abidjan, où Sénégalais, Maliens, Burkinabés, Guinéens sont venus respirer l'air de la prospérité économique. Avant la crise.



FORUM AU NANDJELET

Avant la vague xénophobe surgie au lendemain de la promulgation par le président Henri Konan Bédié (PDCI) d'un nouveau code électoral exigeant des candidats à la présidence qu'ils soient Ivoiriens depuis trois générations, destiné à écarter son opposant, Allassane Ouattara dont le père est Burkinabé. Au Nandjelet, on parle politique entre deux rasades de musique. Le saxophoniste Mamadou Aliou Barry, un Peul de la côte qui dirige l'orchestre du Kaloum Star, évoque des influences du *high-life* nigérian, du jazz américain passé par le Libéria et des mélopées mandingues qui nourrissent sa musique.

Rescapé des festivals de la jeunesse et des arts de Sékou Touré, sélectionné au Masa avec cinq autres troupes de Guinée-Conakry, le Kaloum Star profite de la nuit adbijanaise comme si le Palais des congrès et l'Hôtel Ivoire, où il vient d'assurer ses quarante minutes de concert officiel, vibraient encore de la prospérité affairiste de l'après-indépendance. En marge de la ville, le Nandjelet est un forum d'expression populaire, débarrassé de la conception officielle selon laquelle *« l'artiste est dangereux, puisqu'il ne suit pas le modèle en place et qu'il veut toujours tout tranformer »*, comme le disait Bernard Dadié, écrivain, ancien ministre des affaires culturelles ivoirien, convié à animer une table ronde du Masa la veille. Au Nadjelet, tard dans la nuit, la griotte Oumou Kouyaté viendra rejoindre le Kaloum Star et chanter avec les femmes de l'assistance, galvanisées: *« Ce que femme veut, Dieu le veut »* (en français). La chanson s'appelle *Femmes d'Afrique* et décrit les douleurs de l'enfantement, la lourdeur du travail aux champs ou le mépris masculin. Oumou Kouyaté, au contraire du Kaloum Star, créé en 1969, est trop jeune pour avoir cru à la reconstruction de l'identité africaine par la culture, idée propagée par le président Sékou Touré. Le parti unique avait créé des structures en béton armé, comités et fédérations achetaient les instruments que les orchestres remboursaient à crédit et à long terme. En 1984, à la mort de Sékou Touré, tout s'effrondre. *« Aujourd'hui, on cherche les bonnes volontés »*, explique Mamadou Alio Barry. Hommes d'affaire désireux d'investir davantage que le prix d'une cassette de louanges – durée de vie: trois mois – enregistrée à Abidjan (il n'y a pas de studio à Conakry) par un griot flatteur. Des aides et, pourquoi pas, un contrat au Masa. Pour eux, l'Etat-providence fait partie du passé.

LE CANCER DU PIRATAGE

Au Nandjelet, cette nuit-là, le bœuf était offert par EMI-Pathé Marconi, une filiale ouverte par la multinationale britannique en 1988, et qui aurait dû servir de tête de pont à la conquête du marché discographique africain. Pari raté. Elle fut vendue en mai 1994 pour une bouchée de pain, *« ce qui était normal*, explique Alain Texier, le repreneur français, *compte tenu du risque encouru : la Côte-d'Ivoire avait à peine enterré Houphouët, le franc CFA venait d'être dévalué sans qu'on en connaisse les conséquences exactes »*. En un an, selon Alain Texier, le chiffre d'affaires de la maison de disques (où l'on trouve Alpha Blondy, le reggae-man maître d'Abidjan) a été multiplié par quatre. La recette ? Le pragmatisme à petite échelle. *« Le pari que les affaires, avec la hausse des cours du café, allaient reprendre en brousse. » « Pour combien de temps ? »*, s'interroge un producteur du Nord, que l'habitude des affaires africaines a rendu méfiant.

Alain Texier a *« revitalisé les points de vente »*. Il s'en est pris à la petite piraterie. Les industriels du genre travaillent à partir du Ghana voisin. Avec l'appui d'éléments sympathisants des forces de sécurité, on emprisonne les revendeurs pirates, puis on les embauche. *« Oui, mais*, rétorque Manu Dibango. *Quand un policier ou un fonctionnaire n'a pas été payé depuis plusieurs mois, et qu'on lui glisse une petite « motivation », que va-t-il faire ? »* La dizaine de ministres de la culture africains réunis à Abidjan à l'occasion du Masa ont juré d'harmoniser leurs législations afin d'éliminer le cancer du piratage qui prive les artistes de leurs droits. Ils ont juré d'imaginer des circuits de financement non-étatiques et *« de considérer la culture comme une filière économique susceptible de générer des ressources »* selon le nouveau ministre des affaires culturelles du Sénégal, M. Karré, partisan farouche de la filière économique culturelle, qui vient tout juste de reporter d'un an la Biennale des arts de Dakar, qui devait s'ouvrir ce printemps.

A petits pas, l'idée de casser les escrocs par un professionnalisme accru fait son chemin, bousculant au passage *« ce milieu interlope »*, selon les termes de M. Karré. Et si les danseurs en sont encore à poser les nécessaires bases théoriques (danse traditionnelle, danse contemporaine), les professionnels de la musique et du théâtre s'essaient au fonctionnement en réseau. Souvent par le biais du Nord, mais dans *« un rapport beaucoup plus égalitaire qu'il y a une dizaine d'années »*, souligne le Français François Campana, directeur de l'agence de spectacles Kyméa International, citant en exemple l'Atelier théâtre burkinabé, le Théâtre de la fraternité de Ouagadougou, l'Espace Linga Tere de Bangui ou le Théâtre de l'Intrigant de Kinshasa.

Dans les couloirs du Masa, dans les maquis du soir, au Bronx, boîte pour rappers patentés, fans de zouglou, de ziglibiti, de polieh – tous rythmes empruntés à la brousse et replacés à l'ère de l'automobile – où les gamins portent des jeans de taille énorme, on se prend à rêver que le projet de la Trans Africaine des arts imaginé par quelques managers et des professionnels de haut niveau aboutisse. Que les tournées panafricaines ne soient plus le seul fait des centres culturels français, si performants soient-ils.

Rien n'est gagné. La nuit danse au maquis. Il y a des odeurs de poulets grillés. Jeudi 4 mai, à la veille d'un grande manifestation de rue qui devait rassembler les partis d'opposition, le Comorien Maalesh chantait au Palais des congrès, les rappers sénégalais Positive Black Soul scandaient *Respect the Nubian*. Dehors, un gamin vendeur de billets à la sauvette a été tué de trois balles par un policier énervé. Sur l'esplanade de l'Hôtel Ivoire.

Véronique Mortaigne

Le Masa s'est imposé dès sa deuxième édition

ABIDJAN
de notre envoyée spéciale

Le Masa a été créé, en 1993, à l'initiative de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), instance internationale fondée en 1970 qui regroupe 37 pays de la sphère francophone. Il cherche encore son identité. D'abord jugé de qualité médiocre, le Masa a gagné en deux ans une surprenante notoriété, preuve, s'il en fallait, des besoins d'une Afrique de l'Ouest encore vierge de réseaux privés de financement culturel et de production. Doté d'un budget généreux – 14 millions de francs (ACCT: 10 millions de francs ; Communauté européenne: 3,5 millions de francs ; ministère ivoirien de la culture et de la ville d'Abidjan, responsable de festivités *off*, largement suivies en ville : 500 000 francs) –, le Masa a présenté cette année 39 spectacles de théâtre, de danse, et des concerts, venus de 18 pays et sélectionnés parmi 800 troupes ou artistes.

Idéalement, dans une décennie peut-être, le Masa devrait marcher sur les traces du tentaculaire Midem de Cannes, théâtre et danse en sus, avec vitrines scéniques de qualité inconstante et rencontres professionnelles souterraines. Pour le moment, il a réussi à mettre dans un même hôtel, l'Intercontinental-Ivoire d'Abidjan, des habitués des spectacles africains pour qui il est parfois plus difficile de donner rendez-vous à Paris que dans la capitale ivoirienne. Ainsi la plupart des grands festivals de musique et de théâtre axés sur l'Afrique, des Francophonies de Limoges aux membres du réseau européen de l'European Forum of Worlwide Music Festivals, y ont-ils traité leurs affaires.

Ni les Anglo-Saxons ni les compagnies discographiques (hormis l'indépendant français Mélodie, Island-Afrique du Sud et l'anglais World Circuit) ne sont venus dynamiser un marché en forme de chasse réservée, où les considérations politiques priment parfois sur la création. L'Afrique est démunie, et certaines règles de base ont ici été oubliées, que les organisateurs auraient pu rappeler afin que le continent noir se positionne enfin en tant que grand marché régional. Ainsi, mis à part les jeunes rappers sénégalais Positive Black Soul, que leur appartenance au réseau du rap européen sauve de l'indigence, ou quelques artistes travaillant déjà en Europe (le Guinéen Habib Koité), aucun sélectionné du Masa ne disposait de cassettes audio ou vidéo en quantité suffisante pour satisfaire la curiosité d'acheteurs potentiels et néophites. A moins que les organisateurs n'en ait sincèrement pas vu l'utilité, tant le circuit est fermé.

L'ACCT – dans ce cas précis, à la fois commanditaire, prescriptrice et programmatrice – avait, pour établir ses sélections, mandaté des experts, dont certains, agents ou directeurs de festivals, utilisent des subventions publiques (coopération et francophonie) pour la bonne marche de leurs affaires. Et cette logique a voulu que ces sélectionneurs spécialistes incontestés de la création africaine se retrouvent au Masa comme « acheteurs ».

« Le Masa, explique Jean-Louis Roy, secrétaire général de l'ACCT, *devait répondre à deux questions: l'Afrique intéresse-t-elle? a-t-elle le niveau technique? Avec 250 acheteurs en 1993 et 160 contrats signés, 360 participants cette année, nous y avons répondu positivement. Mais il est vrai que la coopération réussit quand elle devient inutile : nous allons nous désengager en espérant fortement qu'un comité panafricain prenne l'organisation du troisième Masa en main. »* Avec le risque que le Masa ne devienne une manifestation purement ivoirienne.

V. Mo.

Manu Dibango, francophone convaincu, coopérant déçu

LE SAXOPHONISTE Manu Dibango est de toutes les messes francophones, par conviction. *« Nous devrions*, dit-il, *être toujours heureux de pouvoir nous parler, de débattre ensemble. »* Ce pionnier – il fut l'artisan du premier tube mondial de la musique afro-occidentale, *Soul Makossa* en 1973 – est un fervent partisan des échanges Nord-Sud, mais préfère à *« la main tendue »*, le *Do it yourself* (« faites-le vous-même ») anglo-saxon. Sans ministre, sans gouvernement, et, accessoirement, avec subventions.

Manu Dibango traverse dans la même conversation des vagues de pessimisme politique et des flambées d'optimisme artistique. *« En vingt ans, énormément de choses ont changé. Il faut du temps pour façonner le goût des gens, et l'Afrique ne s'est pas toujours aidée elle-même : en un siècle, nous n'avons eu que trois festivals panafricains sur le continent, le Festival d'art nègre de Dakar en 1966, le Festival d'Alger en 1967, le Fespaco de Lagos en 1977. Entre-temps, les arts africains ont acquis une place qu' on leur niait encore, il y a dix ans, des styles, dont on voulait auparavant qu'ils soient conformes au fantasme du Nord »*, continue le musicien, lassé *« qu'on lui reproche de jouer du saxophone et non du balafon »*.

« Nous avons fait un rêve commun qui a duré deux ou trois siècles, et maintenant chacun rentre chez soi »

Manu Dibango était l'un des quatre parrains du Masa, aux côtés de la Béninoise Angélique Kidjo, du Zaïrois Papa Wemba et de la Cap-Verdienne lusophone Cesaria Evora, sans doute ici pour avoir bâti son succès à partir de l'Hexagone. Critique et complice consentant, Manu Dibango défend l'idée d'un Masa *« manivelle, marche-pied, une manifestation dont on peut se réjouir, puisque la nature a horreur du vide »*.

Mais, ajoute-t-il, il est temps de sortir de l'enfermement franco-africain, pour enfin *« se regarder en face. Et tant que les Africains ne se « sentiront » pas, il y aura des Masa »*, imaginés et financés au Nord selon des critères parfois en décalage avec la réalité.

Manu Dibango, comme Angélique Kidjo, est un panafricain convaincu (à écouter: l'album *Wakkafrika*, chez Fnac Music). Tous deux travaillent dans la capitale française, mais aussi à Londres ou à New York, *« où il est désormais plus facile d'aller enregistrer, de jouer. De toute façon, depuis que Jean-Marie Le Pen s'est prononcé pour le départ de tous les étrangers et que l'idée a été communément admise – même si elle n'est pas partagée par tous –, une page a été tournée. Nous avons fait un rêve commun qui a duré deux ou trois siècles, et maintenant chacun rentre chez soi. Or, la France, pays des libertés et de la Révolution, a toujours un rang à tenir sur la scène mondiale, sous peine de mourir par étouffement, alors que celui de l'Afrique est encore à inventer »*.

A quoi bon mettre, au Masa d'Abidjan, des tourneurs du Nord face à des artistes africains si on refuse les visas d'entrée dans l'espace Schengen à ces derniers ? Manu Dibango épingle au passage les artistes français, incapables, *« sauf Higelin »*, de concevoir *« un bouquet francophone dans leur concert pour aider leur public à comprendre. Je vois de plus en plus d'artistes africains francophones installés aux Etats-Unis : des Ivoiriens, des Sénégalais, des Maliens, des Camerounais. Dans vingt ans, leurs enfants seront des fils d'Africains, et non plus des descendants d'esclaves »*, conclut Manu Dibango, alors qu'à Dakar, vient de s'ouvrir le deuxième sommet Africains-Africains-Américains et que le Sénégalais Youssou N'Dour devient une vedette mondiale grâce à *7 Seconds*, un duo avec l'Anglaise Neneh Cherry, venu après une collaboration remarquée avec le cinéaste afro-américain Spike Lee.

V. Mo.

Youssou Inc.

En dix ans, le chanteur sénégalais Youssou N'Dour s'est créé un domaine où l'Afrique est reine. Le petit prince de la médina de Dakar a travaillé avec Peter Gabriel ou Spike Lee, mais c'est à Dakar qu'il investit. En 1984, il créé sa société de production, la Saprom, qui possède aujourd'hui un système de sonorisation sophistiqué et loue ses prestations. En 1991, il rachète le studio Xippi, où il enregistre ses albums et produit de jeunes talents, puis ouvre en 1994 une usine de duplication de cassettes. Ces activités sont regroupées au sein de la SARL Xippi Inc. Le chanteur est actionnaire de Dakar Loisir Club (DLC), qui gère trois boîtes de nuit. Une holding, le groupe Youssou N'Dour, chapeaute le tout, tandis que la YNHO (Youssou N' Head Office) gère la carrière internationale de l'artiste et ses contrats discographiques.



SERGE PROKOFIEV
Sonates pour piano et violon en fa mineur et en ré majeur – Cinq mélodies
Joshua Bell (violon), Olli Mustonen (piano).

ŒUVRE DE GUERRE, hiératique et brutale, la *Première Sonate pour piano et violon*, dédiée à David Oïstrakh, fait partie de ce que le musicien russe a écrit de plus personnel, avec les noires sonates pour piano de la même époque. Sa cadette, en *ré* majeur, initialement destinée à la flûte, apparaît en comparaison comme un badinage, de facture sage. Sans paroles, mais faites à l'origine pour être chantées, les *Cinq Mélodies* furent d'autant plus naturellement transcrites pour violon que leur tonalité est naturelle, fraîche et plutôt gaie.

Ces trois visages de Prokofiev inspirent les valeurs montantes de chez Decca, l'Américain Bell et le Finlandais Mustonen. Le jeu spontané et bondissant du pianiste interdit toute afféterie au violoniste, dont c'est la tendance. La sonorité est plus fine que celle d'Oïstrakh, l'intonation infaillible. *A. Ry.*
★ 1 CD Decca 440926-2.

Quelques orgues d'Europe et d'Amérique

Dominique Ferran, Ton Koopman, Gustav Leonhardt, Thierry Escaich et Marie-Claire Alain font sonner des instruments étonnants

BERLIOZ QUI DÉTESTAIT les harmoniques dégagés par certains jeux d'orgue eût été étonné de celui que l'on entend, comme une étrange et fantomatique voix supplémentaire, au début de *Ma jeune vie a une fin* de Sweelinck, joué sur l'orgue du village de Choluba, au Mexique. Mais peut-être eût-il aimé ces alliages de couleurs étranges, ces saveurs acidulées ou fondantes qui sont le propre de la première instrumentation de ses *Nuits d'été* ?

Construit au milieu du XIXe siècle selon une technique archaïque incomparable à la facture européenne contemporaine, l'orgue de Choluba ne sonnait plus depuis un siècle. Grâce au financement apporté pour moitié par le gouvernement mexicain et l'université fédérale de Mexico, avec le soutien de l'Association française d'action artistique (Afaa) et de la Fondation Paribas, le facteur Pascal Quoirin et l'organiste Francis Chapelet l'ont fait revivre, un peu ébaubis par cet instrument si curieusement et pourtant si bellement sonnant (1 CD K 617/Afaa sur Mesures 6170.48). Le discret mais excellent Dominique Ferran faisait lui aussi partie d'une expédition mexicaine organisée à l'automne 1994 par l'Afaa, la Fondation Paribas et l'infatigable Alain Pacquier, l'animateur du label K 617. L'orgue de Tlaochahuaya (autre village mexicain) que Ferran joue n'est pas moins magnifique. Construit aux XVIIe et XVIIIe siècles, il ne comprend qu'un seul clavier. Mais que de couleurs, de feux et d'ors (1 CD K 617/Afaa sur Mesures 617.049) ! Ces deux enregistrements en appellent d'autres et complètent d'ores et déjà les anthologies des orgues méditerranéennes réalisées pour Harmonia Mundi et Astrée-Auvidis.

A l'orgue, Gustav Leonhardt conserve l'exquise sécheresse qui caractérise son jeu au clavecin : qu'il joue Bach ou la musique française, la précision de son articulation et l'élégance un peu hautaine de son lyrisme font merveille. Dans un récital de « Musique d'orgue française et du sud des Pays-Bas » (1 CD Sony Classical SK 57963), Leonhardt fait sonner, sur l'incroyable Parisot de Notre-Dame de Guibray, à Falaise (Normandie), deux auteurs peu connus mais particulièrement représentatifs de la somptueuse école d'orgue baroque française, Jacques Boyvin et Jean-Adam Guilain.

UNE IVRESSE PARTICULIÈRE

Le tempérament de l'instrument a les effets d'un calvados hors d'âge et chagrinera par son astringence les oreilles trop tempérées. Les autres se laisseront porter par l'ivresse particulière dégagée par ce disque, complété des pièces signées Krieger, Kerll, Froberger et Chaumont touchées sur l'orgue Goltfuss de l'église Sint-Jan-de-Doper, à Louvain.

Masqué par ses activités de chef d'orchestre et de claveciniste, le talent d'organiste de Ton Koopman – disciple de Leonhardt – est méconnu. Douze ans après deux récitals Bach parus chez Deutsche Grammophon et Archiv Produktion, Koopman commence une intégrale de l'œuvre d'orgue du Cantor. Le premier volume (1 CD Teldec 4509-94458-2) laisse augurer le meilleur : plus incisif encore que Leonhardt (qui ne s'aventure que rarement dans une littérature, faisant appel à une partie de pédalier trop technique), Koopman détaille la polyphonie (celle à cinq voix de la *Pièce d'orgue BWV 572* sonne avec lisibilité) et orne plus que ne le font ses collègues. La confrontation de cette intégrale avec celle entreprise chez Deutsche Harmonia Mundi par divers organistes – mais sur un seul instrument, le Arhend de Milan –, s'annonce passionnante.

Thierry Escaich est l'un des surdoués de la jeune école d'orgue et de composition française. Sa musique se réfère volontiers aux principes du *cantus firmus*, dans la descendance d'un Tournemire.

En fin connaisseur des styles, Escaich peut aussi bien improviser une tierce en taille qu'une série de variations dans le style symphonique. Au sein du premier volume d'une anthologie des orgues d'Ile-de-France (1 CD Chamade CHCD 5620), il improvise et joue sa propre musique sur l'orgue de la collégiale Notre-Dame de Mantes-la-Jolie, tandis que Marie-Claire Alain interprète des pièces de son frère Jehan Alain sur l'instrument dont elle est titulaire, à l'église Saint-Germain de Saint-Germain-en-Laye.

Renaud Machart

HANNS EISLER
Hollywood Song Book (Chants de l'exil)
Dietrich Fischer-Dieskau (baryton), Aribert Reimann (piano)

CONTRAINT A L'EXIL comme son ami Bertolt Brecht, Hanns Eisler choisit de se fixer aux Etats-Unis tandis que le dramaturge partait pour le Danemark, dans un premier temps, pour finalement atterrir lui aussi outre-Atlantique. Par leur concision, leur charge émotive inversement proportionnelle à leur longueur, ces trente-deux Lieder sont quasiment tous de petits chefs-d'oeuvre, en particulier les fulgurantes « coupures de journaux » empruntées à Brecht, et les déchirants extraits des *Pensées* de Pascal. Musique d'une grande tristesse, tout intérieure. Eisler, en digne descendant de Schumann et de Wolf... *A. Ry.*
★ 1 CD Teldec 4509-97459-2. Distribué par Warner.

MUSIQUES DE FILM
Œuvres de Weill, Schreker, Schoenberg, Berg, Hauer et Eisler
Ensemble Recherche, Lothar Zagrosek (direction).

EISLER, ENCORE, avec ses *Quatorze Manières de décrire la pluie*, authentique musique de concert, même si elles servirent de bande-son à un film de Joris Ivens ; l'*Ostinato* écrit pour l'interlude filmé de *Lulu* de Berg ; la célèbre – et splendide – *Musique d'accompagnement* de Schoenberg, pour laquelle les images restent à inventer ; un Weill sans histoire et quatre petites pièces dans le même ton « populo » de Schreker ; cette découverte, enfin : neuf haïkaï de l'inconnu Josef Matthias Hauer, composés en 1929, et curieusement proches des *Sports et Divertissements* de Satie. *A. Ry.*
★ 1 CD Auvidis Montaigne MO 782068.

D'AMOR RAGIONANDO
Ballades du neo-stilnovo en Italie, 1380-1415.
Ensemble Mala Punica

MICHEL BERNSTEIN n'a pas modifié ses pochettes : tandis que d'autres déguisent leurs disques en productions euphorisantes à coups d'images *new age* ou psychédéliques, le créateur d'Astrée continue sans tapage son exploration des musiques « subtiles » du tournant entre le XIVe et le XVe siècle. Avant-gardistes, élitistes, ces musiques sonnent avec étrangeté et magnétisme. Les dix-huit minutes du *Serà quel zorno may* de Matteo de Perugia sont une plainte douce-amère, éperdue et hypnotique. La voix acidulée mais parfaite de Jill Feldmann (la première et insurpassée Médée de William Christie, chez Harmonia Mundi) fait corps avec la flûte, les cordes frottées, l'orgue et les quelques énigmatiques cloches de cet enregistrement d'une beauté surnaturelle. *R. Ma.*
★ 1 CD Arcana A 22. Distribué par Média 7.

JAZZ

FREDY STUDER ET CHRISTY DORAN
Half a Lifetime

EN SUISSE, d'abord, puis dans le reste de l'Europe, le batteur Fredy Studer et le guitariste Christy Doran apparaissent, depuis plus de vingt ans, comme des acteurs autant de l'improvisation libre que d'un rock bruitiste qui ne portait pas encore le nom d'alternatif ou d'indépendant. Dans les deux cas, la démarche empêche les grands prêtres de ces deux domaines de situer trop franchement les choses.

Un double CD montre ce parcours non balisé, à partir d'extraits de disques déjà parus ou de concerts. Ainsi, à partir de 1974, le groupe OM – conduit avec Urs Leimgruber et Bobby Burri –, né des explorations électriques de l'après-Miles Davis, ou divers fracas salutaires avec Ray Anderson, Sonny Sharrock, Hans Koch et Martin Schütz. Ailleurs, ce sont les tortures électroniques de Stephan Wittwer, le quartette à deux basses avec Jamaladeen Tacuma et Jean-François Jenny-Clark, ou le groupe consacré avec une joie iconoclaste à Jimi Hendrix avec un Phil Minton qui chante, grogne, geint et crie. Certaines expériences paraissent un peu surévaluées mais l'urgence de ce radicalisme conserve son impact. *S. Si.*
★ 2 CD Unit Records UTR4068-2. Distribué par Orkhestrâ International.

ROCK

ALLIANCE ETHNIK
Simple & funky

UNE NOUVELLE ÉCOLE rap française est reconnue même au-delà de nos frontières. A l'instar de MC Solaar, cette mouvance préfère les chaloupements aux coups de poing, la rime maligne à celle, assassine, du hardcore (la ligne Suprême NTM). En se concentrant sur les aspects les plus moelleux du groove – au funk ce que le swing est au jazz –, des groupes comme Alliance Ethnik élaborent un hip hop à l'élégante silhouette. Quintette « black-blanc-beur », l'Alliance signe un premier album qui ne cache pas son jeu, *Simple & funky*. Sur disque comme sur scène, leur dextérité impressionne. Celle des deux DJ (disc-jockeys), Fast Jay et Crazy B, jonglant avec les scratches, prouvant leurs réflexes dans la relance des rythmes. La virtuosité aussi de Kamel et Médard, tchatcheurs optimistes, déclinant sur un ton léger tous les mérites de la danse et des fêtes sudatoires. Pour appuyer leur démonstration, de vrais instruments jouant des partitions, empruntées au P. funk du convivial George Clinton, ondulent sensuellement. Ce rap-là ne connaîtra pas la censure; le simple, *Respect*, est déjà d'ailleurs un succès en radio. On aimerait que les jolis sourires de ce groupe sympathique aient parfois plus de mordant. *S. D.*
★ 1 CD Delabel 7243-8-40161-2-8. Distribué par Virgin.

PAVEMENT
Wowee Zowee

NOUVEL ÉLOGE de l'imperfection et de la nonchalance, *Wowee Zowee* ressemble à une chambre d'adolescent attardé. Dix-sept chansons jetées en vrac, salies, râpées, débraillées avant d'avoir vraiment servi. Entre une bière tiède et une pizza froide, les guitares dérapent, la batterie feignasse, la voix boiteuse de Stephen Malkmus se balade sur une route cahoteuse. Le cancre pourtant a du génie. Derrière chacun de ses brouillons percent des mélodies d'une inspiration insolente. Son apparent je-m'en-foutisme donne surtout de la pudeur à ses introspections. Malgré quelques décharges d'électricité, le rock de Pavement doit moins à la jeunesse hardcore qu'aux harmonies fragiles du Velvet Underground ou à la mélancolie country-rock des Byrds et de Gram Parsons. Jouant du contraste avec une constance légèrement perverse (voire maniérée), des chansons comme *Motion Suggests*, *Grave Architecture* ou le déchirant *We Dance* semblent gagner plus d'éclat en se roulant dans la boue. *S. D.*
★ 1 CD Big Cat PIAS F 004. Distribué par PIAS.



PRINCESS ERIKA
D'origine

LA JEUNE MÉTISSE, Princess Erika, qui partait en guerre il y a deux ans contre le blabla et l'hypocrisie sur fond de rap-funk, récidive, décidée. Décidée « *à sortir ce soir* », par exemple, envie subite qui nous vaut un bel inventaire de garde-robe et de rythmes possibles afin de se saouler à la danse – raggamuffin orientaliste, reggae hip-hop, chanson eau de rose accélérée : du moment qu'il y a du *groove*! Prise de bec avec Dieu, déserteur de la cause humaine qui ferait bien d'« *inventer un autre Moïse* ». Culotée, Erika affirme ses droits à l'inquiétude maternelle, à la paresse (*Faut qu'j'travaille*) et joue les séductrices kamikazes d'une voix un peu américanisée. Pour l'amour et sur la façon de le chanter, même en duo avec Freddy Mac Gregor, elle est un peu jeune : trop de fraîcheur nuit, trop de romans-photos tue l'émotion. Cette « *originale africaine, 100 % parisienne* » n'est jamais aussi bonne que quand elle incarne la seconde génération, qui fait chanter ses parents dans leur « *patois* » du Cameroun. *V. Mo.*
★ 1 CD Polydor 527139-2.

LA TORDUE
Les Choses de rien

COMPLICES des Têtes raides, La Tordue pratique un genre vigoureux, à la croisée du rock, de la rumba, de la java et de la chanson réaliste, passée au filtre de pratiques anarcho-surréalistes. La Tordue, ce sont trois garçons qui s'amusent énormément sous des airs de sérieux noir, des atmosphères de Café de la Marine. Accordéon, guitares, cymbales et voix mâles explorent d'impossibles polkas, s'attaquent à Aragon (*La Rose et le Réséda*, avec chœurs, guitares flamenco, scie musicale, et énergie concentrée) ou Gaston Couté, émoustillé par les vendanges. Benoît Morel écrit des textes à tiroirs, énigmes déchiffrables par qui veut bien, interpellations à Dieu « *qui brille par son absence... T'es la Greta t'es la Garbo d'tous les ballots* » (condamnation de l'intolérance facile à danser, avec piston puissant). La Tordue incarne le côté le plus proche de la chanson française (Brassens, les Frères Jacques, le cabaret et l'anarchisme, avec attaque en règle de M. Pasqua) du mouvement de la java-rock à la française né il y a peine cinq ans. C'est revigorant, intelligent. *V. Mo.*
★ 1 CD Media 7 MDC 701.



FAMILIA VALERA MIRANDA
Music from Oriente de Cuba

L'ÉDITEUR britannique Nimbus, plus connu pour ses goûts classiques et orientaux que pour son penchant pour l'Amérique, a diffusé en Europe quelques fleurons de la musique savante indienne (dont le flûtiste Chaurrasia). Sa recette de la qualité dans la tradition s'applique avec une même rigueur à ce volume consacré au *son* cubain. Et c'est avec le même souci de l'ethno-musicologie vivante qu'est présentée la famille Valera Miranda, Felix le père, sa femme, un frère Radamès, trois de leurs fils, tous *soneros* chanteurs, joueurs de guitare *tres*, ou de *cuatro*, de *maracas*, de *bongo*, de *clave* ou de contrebasse. Chansons d'amour, de nostalgie, odes aux activités essentielles et aux espoirs du paysan, ces musiques fraîches et émouvantes viennent du bassin du fleuve Cauto, à l'est de l'île. *V. Mo.*
★ 1 CD Nimbus Records NI5421. Distribué par WMD.

NUSRAT FATEH ALI KHAN
Back To Qawwali

RETOUR au qawwali pur souche, cette jubilation chantée à la gloire d'Allah par une bande de fervents soufis. Nusrat Fateh Ali Khan, grand chanteur pakistanais devenu un phénomène mondial, s'est souvent écarté des voix de la tradition *qawwali* pour emprunter les sentiers plus rentables du remixage façon *bangrha*, le rythme d'ethno-*dance* adulé par les jeunes de la communauté indo-pakistanaise d'Angleterre ou des faubourgs de Karachi et de Lahore. A cheval entre deux mondes, l'imposant Nusrat jette des ponts entre le monde du rock et celui de l'islam du sous-continent. A preuve, ses deux derniers albums européens, réalisés pour le label de Peter-Gabriel, RealWorld. Le musicien français Alain Weber fut l'un des découvreurs de Nusrat Fateh Ali Khan il y a une dizaine d'années, il a depuis fondé sa propre collection de disques, Long Distance. En produisant ce *Back To Qawwali*, Alain Weber et Armand Amar ont remis le chanteur sur le droit chemin de la poésie mystique penjabie. Battements de main, chœurs, harmonium, tablas accompagnent la formidable voix de Nusrat, mélange de miel et de feu, qui joue avec son jeune neveu à la voix aigre, les vecteurs enfiévrés entre le tout-puissant et l'amoureux d'absolu. *V. Mo.*
★ 1 CD Long Distance 122.083. Distribué par WMD.

CLASSIQUE

■ **Sony Classical** annonce la publication à partir du mois de septembre d'une édition Isaac Stern. Quarante-trois disques compacts fêteront les soixante-quinze ans du violoniste américain et ses cinquante ans de collaboration avec CBS-Sony.

■ **L'Ensemble 2e2m**, spécialisé dans la création d'œuvres contemporaines et la recréation de musiques oubliées, vient de créer son label de disques qui sera distribué par Concord. Sept disques compacts, proposant des pièces de Mefano, Dusapin, Debussy et Alkan, devraient être publiés cette année. Le premier de la série est consacré à Ivan Wyschnegradsky (1893-1979), compositeur qui a passé sa vie à explorer la technique de la musique en quart de tons et a influencé des compositeurs tels qu'Alain Louvier et Alain Bancquart.

JAZZ

■ **À la fin des années 70**, le quintette VSOP (pour Very Special One Time Performance), avec Herbie Hancock, Wayne Shorter, Ron Carter, Tony Williams et Freddie Hubbard dans le rôle de Miles Davis, ne devait faire revivre qu'une fois la formation acoustique conduite par le trompettiste au milieu des années 60. En fait, VSOP restera, pour plusieurs saisons, l'un des groupes préférés des festivals, et notamment au Japon où ont été enregistrés trois concerts. Déjà réédités, ces CD sont à nouveau disponibles avec leur pochette originale : *VSOP the Quintet*, *Tempest in the Colosseum* et *Live Under the Sky* sont édités par Columbia et distribués par Sony Music.

ROCK

■ ***Les disques*** **de reprises** sont en vogue. Le groupe Duran Duran qui, dans les années 80, s'était fait une spécialité des clips à grand spectacle, tente d'accéder à une crédibilité que lui a toujours refusé le milieu rock, en interprétant une douzaine de titres d'artistes habituellement jugés respectables. Sur *Thank You*, on retrouvera, par exemple, *Lay Lady Lay*, de Bob Dylan, *Perfect Day*, de Lou Reed, *911 Is A Joke*, de Public Enemy, ou *Success*, d'Iggy Pop. A une ou deux exceptions près, le résultat est affligeant. 1 CD EMI 7243-8-31879-2-8.

MUSIQUES DU MONDE

■ **Les archives du fado** viennent de gagner deux nouveaux volumes. L'un est consacré aux chanteuses de l'entre-deux-guerres (voix frêles et émouvantes, de l'avant-Amalia Rodriguez, qui a apporté une force conquérante au genre), l'autre au guitariste Armandinho, enregistré en 1928 et 1929. 2 CD Heritage vendus séparément HTCD24 et 25.

■ **La collection « Mémoires sonores »** présente les *Chants et musiques du canton de Molières* (Tarn-et-Garonne). Doté d'un livret illustrés de cent pages (explications, paroles en français et en occitan), ce nouveau volume est un témoignage irremplaçable de la vie rurale du bas Quercy : 1 CD Gemp/Talvera GEMP 43D, qui fait suite à un album consacré à Félix Trébosc, « *cantaire de Roèrgue* » : Aveyron : 1 CD GEMP 37D.

Les animaux malades de la piste aux Bouffes du Nord

Reprise à Paris d'un joli spectacle de Jean-Paul Farré créé avec succès à Avignon en 1994

LES ANIMAUX, ce sont les élèves du Centre national des arts du cirque de Châlons-sur-Marne ; *le malade de la piste*, c'est Jean-Paul Farré, roi du soliloque fantasque, acteur comique qui entre en piste comme par effraction.

La mise en scène de Vincent Colin et Agnès Boury réunit joliment les prouesses physiques d'une jeune troupe d'apprentis et les délires verbaux de notre amuseur sur une piste ronde qui deviendra vite un terrain d'aventures aux mille chausse-trappes.

★ **Bouffes du Nord, 37, bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10e. Mº La Chapelle.** *Du mardi au vendredi, à 21 heures ; le samedi, à 16 heures et 21 heures.* **Tél. : 46-07-34-50. Durée : 1 h 30. 60 F et 130 F.** *Jusqu'au 3 juin.*

UNE SOIRÉE A PARIS

Malick Sidibé
Ce Malien de cinquante-neuf ans a photographié la jeunesse de Bamako, dans les années (chaudes) 60-70, déchirée entre les traditions ancestrales et l'émergence d'un mode de vie (vêtements, musique, danses) venu tout droit de l'Occident. Les images sont fraîches, pétillantes, pleines de mouvement. Et Malick Sidibé est un des pionniers d'une photographie africaine que l'on découvre à peine.
Fondation Cartier, 261, boulevard Raspail, Paris-14e. Tous les jours, sauf le lundi, de 12 heures à 20 heures. Le jeudi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 11 juin. Tél. : 42-18-56-51.

Kamel Messaoudi
Né en 1961, Messaoudi a réinventé le *chaâbi*, qui accompagnait la vie de la casbah de ses rythmes et de ses textes métaphoriques depuis qu'El Hadj El Anka (1917-1978) l'avait imposé. Aux instruments traditionnels Messaoudi a rajouté un piano et une guitare sèche. Pour s'imposer, le jeune musicien dut lutter contre la déferlante raï, mais en 1991 une modeste cassette devait lui apporter la gloire. Ses textes engagés avaient rencontré l'adhésion du public.
Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris-5e. Mº Jussieu. 20 h 30, les 5 et 6 mai. Tél. : 40-51-38-37. De 70 F à 90 F.

Amour noir
L'un des projets du percussionniste Gérard Siracusa, en résidence depuis janvier à Argenteuil. Sous les voûtes de la Cave dîmière seront alliés textes et musiques avec le saxophoniste Daniel Petitjean, le pianiste Jean-Marie Machado et l'acteur Michael Lonsdale. Siracusa, qui refuse d'avoir à choisir entre musique contemporaine et jazz, est l'un des rares, depuis vingt ans, à parvenir à ce que ce mélange prenne réellement. *Cave dîmière, 107, rue Paul-Vaillant-Couturier (voie piétonne), Argenteuil. 21 heures, le 5. Tél. : 34-23-44-70 ou 30-76-25-51. De 60 F à 80 F.*

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

FREDDY SORT DE LA NUIT
Film américain de Wes Craven, avec Robert Englund, Heather Langenkamp, Miko Hughes, David Newsom, Tracy Middendorf, John Saxon (1 h 52).
Interdit – 12 ans.
VO: Forum Orient Express, dolby, 1er (36-65-70-67); UGC Odéon, dolby, 6e (36-68-37-62); UGC Normandie, dolby, 8e (36-68-49-56).
VF: Rex, dolby, 2e (36-68-70-23); UGC Montparnasse, dolby, 6e (36-65-70-14; 36-68-70-14); Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31; 36-68-81-09; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12e (36-68-62-33); UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27); Mistral, dolby, 14e (36-65-70-41; réservation: 40-30-20-10); UGC Convention, dolby, 15e (36-68-29-31); Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96; 36-65-71-44; réservation: 40-30-20-10).

L'INONDATION
Film franco-russe d'Igor Minaïev, avec Isabelle Huppert, Boris Nevzorov, Macha Lipkina (1 h 40).
VO: Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5e (43-54-15-04).

LA JARRE
Film iranien d'Ebrahim Fozouzesh, avec Behzad Khodaveisi, Fatemeh Azrah, Alireza Haji-Ghasemi, Ramazan Molla-Abbasi, Hossein Balai, Abbas Khavaninzadeh (1 h 26).
VO: Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49); Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LES QUATRE FILLES DU DOCTEUR MARCH
Film américain de Gillian Armstrong, avec Winona Ryder, Samantha Mathis, Christian Bale, Mary Wickes, Gabriel Byrne, Kirsten Dunst (1 h 55).
VO: Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); UGC Danton, 6e (36-68-34-21); Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67; réservation: 40-30-20-10); Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (36-65-70-38; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Kinopanorama, dolby, 15e (43-06-50-50; 36-68-75-15; réservation: 40-30-20-10); Majestic Passy, dolby, 16e (36-68-48-56); Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).
VF: Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43; 36-65-71-88); Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67; 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Les Montparnos, dolby, 14e (36-65-70-42; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10).

REALITY SHOW
Film français de Michel Poulette, avec Martin Drainville, Agathe de La Fontaine, Dominique Michel, Yves Jacques, Patricia Tulasne, Benoît Brière (1 h 29).
Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20); Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).

SONATINE
Film japonais de Takeshi Kitano, avec Takeshi Kitano, Aya Kokumai, Tetsu Watanabe, Masanobi Katsumuru, Susmu Terashima, Ren Ohsugi (1 h 34).
VO: Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Racine Odéon, 6e (43-26-19-68); Le Balzac, 8e (45-61-10-60); Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20).

THE KILLER
Film de John Woo, avec Chow Yun-Fat, Danny Lee, Sally Yeh, Chu Kong (1 h 50). Interdit – 16 ans.
VO: Gaumont les Halles, 1er (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Publicis Saint-Germain, 6e (36-68-75-55); Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23; 36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22).
VF: Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10).

UN ANGLAIS SOUS LES TROPIQUES
Film britannique de Bruce Beresford, avec Sean Connery, Colin Friels, Joanne Whalley-Kilmer, John Lithgow, Diana Rigg, Louis Gossett Jr (1 h 36).
VO: Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83; 36-68-68-12); Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08; 36-68-75-75; réservation: 40-30-20-10); Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).
VF: Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31; 36-68-81-09; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Miramar, dolby, 14e (36-65-70-39; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10).

RÉGIONS

Une sélection musique, danse, théâtre, art et cinéma en région

MUSIQUE CLASSIQUE

ARLES
Georges Pludermacher, Jean-François Heisser
Stravinsky : *Sonate pour piano ; Piano Rag Music ; Concerto pour deux pianos ; Le Sacre du printemps, transcription pour piano : Pièces pour piano à quatre mains.* Georges Pludermacher, Jean-François Heisser (piano).
Eglise Saint-Martin-du-Méjan, 13 Arles. 21 heures, le 12 mai. Tél. : 90-49-56-77. 100 F.

CAEN
Le Triomphe de l'honneur
de Scarlatti. Solistes vocaux, Orchestre Il Nuovo Ensemble italiano, Maurizio Dini Ciacci (direction), Joël Lauwers (mise en scène).
Théâtre, 135, boulevard du Maréchal-Leclerc, 14 Caen. 20 h 30, les 11 et 12 mai. Tél. : 31-30-76-20. De 130 F à 190 F.

MULHOUSE
Orchéstre symphonique de Mulhouse
Rota : *Musiques de film.* Prokofiev : *Alexandre Nevski.* J. Strauss : *Le Beau Danube bleu.* Alexandra Papadjiakou (mezzo-soprano), Orchestre symphonique de Mulhouse, Lucas Pfaff (direction).
La Filature, 20, allée Nathan-Katz, 68 Mulhouse. 20 h 30, les 10 et 11 mai. Tél. : 89-36-28-28. De 90 F à 130 F.

NANTES
Orchestre philharmonique des Pays de la Loire
Verdi : *Requiem.* Michèle Lagrange (soprano), Yvonne Schiffelers (alto), Dino Di Domenico (ténor), Jean-Philippe Courtis (baryton), Chorale Giuseppe Verdi di Parma, Chœur régional des Pays de la Loire, Orchestre philharmonique des Pays de la Loire, Hubert Soudant (direction).
Cité des congrès, 1, rue Valmy, 44 Nantes. 20 h 30, le 9 mai. Tél. : 51-88-20-00. De 55 F à 120 F.
Et le 10 mai, à 20 h 30, à l'Auditorium du Centre des congrès, à Angers.

NICE
Otello
de Rossini. Chris Meritt (Otello), Lella Cuberli (Desdemona), Rockwell Blake (Rodrigo), Michael Cousins (Iago), Giovanni Furlanetto (Elmiro), Nadine Chery (Emilia), Franck Cassard (Ludo, le gondolier), Chœur de l'Opéra de Nice, Orchestre philharmonique de Nice, Klaus Weise (direction), Eric Vigie (mise en scène).
Opéra, 4-6, rue Saint-François-de-Paule, 06 Nice. 14 h 30, les 7 et 14 mai ; 20 heures, les 9 et 16 mai. Tél. : 93-85-73-36. De 110 F à 290 F.

ROUEN
Le Turc en Italie
de Rossini. François Loup (le Turc Selim), Danielle Borst (Fiorilla), Elio Feretti (don Narciso), Elsa Maurus (Zaïda), Michel Fockenoy (Albazar), Paul Guigue (don Geronio), Chœurs et ballet du Théâtre des Arts, Orchestre symphonique de Rouen, Cyril Diederich (direction), Marc Adam (mise en scène).
Théâtre des arts, 22, place de la Bourse, 76 Rouen. 20 h 30, les 12 et 19 mai ; 15 heures, le 14 mai. Tél. : 35-15-33-49. De 100 F à 225 F.

STRASBOURG
Tosca
de Puccini. Gail Gilmore (Tosca), Giorgio Tieppo (Cavaradossi), David Pittman-Jennings (Scarpia), Chœurs de l'Opéra du Rhin, Orchestre philharmonique de Strasbourg, Paolo Olmi (direction), Renate Ackermann (mise en scène).
Théâtre municipal, Opéra du Rhin, 19, place Broglie, 67 Strasbourg. 20 heures, les 8, 12, 20 et 22 mai ; 15 heures, le 14 mai. Tél. : 88-75-48-23. De 45 F à 270 F.
Le 24 mai, à 20 h, à l'Opéra du Rhin, à Strasbourg, et les 30 mai et 2 juin, à 20 h 30, à la Filature de Mulhouse.

JAZZ

AVIGNON
Oliver Lake, Fred Hopkins, Andrew Cyrille
Le free des années héroïques. Concert organisé par l'Association jazz musiques improvisées (AJMI).
La Manutention, rue des Escaliers Sainte-Anne, 84 Avignon. 21 heures, le 11. Tél. : 90-86-08-61. De 50 F à 90 F.

BORDEAUX
Deuxième nuit du jazz vocal
Organisée par l'association Jazz on the Blocks. Avec Sarah Lazarus et plusieurs formations locales.
Le Thelonious, 18, rue Bourbon, 33 Bordeaux. 22 h 30, le 13. Tél. : 56-11-00-50. 40 F.

CHALON-SUR-SAÔNE
Cordacor
Un trio de cordes malicieux.
Jazz-club, 9, impasse de l'Ancienne-Prison, 77 Chalon-sur-Saône. 20 h 30, le 12. Tél. : 85-48-56-96 ou 85-46-41-36. De 50 F à 70 F.

LYON
Stéphan Oliva Trio
Le pianiste en compagnie du contrebassiste Bruno Chevillon et du batteur François Merville, l'un et l'autre habitués de cet indispensable lieu de recherche au cœur du Vieux Lyon.
Bar de la Tour Rose, 22, rue Bœuf. 22 h 15, les 12 et 13. Tél. : 78-37-25-90. 90 F.

MULHOUSE
Daunik Lazro, Joe McPhee, Evan Parker
Souffles continus et crais mélodiques dans la pleine liberté du jazz et des révoltes de plus en plus nécessaires.
La Filature, salle modulable, 20, allée Nathan-Katz, 68 Mulhouse. 20 h 30, le 12. Tél. : 89-36-28-28. De 40 F à 110 F.

NANTES
Tim Berne et Marc Ducret
Le saxophoniste new-yorkais et le guitariste parisien dans un récent club qui se montre très entreprenant.
Pannonica, 9, rue Basse-Porte, 44 Nantes. 20 h 30, le 10. Tél. : 40-48-74-74. De 30 F à 80 F.

DANSE

ALBERTVILLE
Compagnie Jackie Taffanel
Jackie Taffanel : *Hors champs.*
Le Dôme Théâtre, place de l'Europe, 73 Albertville. 20 h 30, le 10 mai. Tél. : 79-37-70-88. De 80 F à 130 F.

ANGERS
Compagnie Catherine Diverrès
Catherine Diverrès : *L'Ombre du ciel.*
Nouveau Théâtre, place du Ralliement, 49 Angers. 19 h 30, le 11 mai ; 20 h 30, le 12 mai. Tél. : 41-87-80-80. De 75 F à 110 F.

ANNECY
Compagnie Maguy Marin
Maguy Marin : *Waterzooï.*
Théâtre, 1, rue Jean-Jaurès, 74 Annecy. 20 h 30, le 10 mai. Tél. : 50-33-44-11. 105 F.

CAEN
Centre chorégraphique de Caen
Karine Saporta : *Morte Forêt.*
Théâtre, 135, boulevard du Maréchal-Leclerc, 14 Caen. 20 h 30, le 6 mai. Tél. : 31-30-76-00. De 40 F à 110 F.

MONTPELLIER
Centre Chorégraphique national de Montpellier
Xavier Lot : *Eleteben.* Mathilde Monnier : *Chinoiserie.*
Théâtre Jean-Vilar, 155, rue de Bologne, 34 Montpellier. 20 h 30, le 11 mai. Tél. : 67-40-41-39. De 60 F à 70 F.

LE PONT-DE-CLAIX
Anne Garrigues, Julien Hamilton, Carme Renalias
Anne Garrigues : *A cet instant.* Julien Hamilton : *Cortex.*
Amphithéâtre, place des Iles-de-Mars, 38 Le Pont-de-Claix. 20 h 30, le 11 mai. Tél. : 76-98-40-40. 100 F. Et Violaine Véricel, Bertrand Davy, Boris Charmatz, le 12.
Amphithéâtre, place des Iles-de-Mars, 38 Le Pont-de-Claix. 20 h 30, le 12 mai. Tél. : 76-98-40-40. 100 F.

LA ROCHELLE
Compagnie Schmid-Pernette
Andréas Schmid. Nathalie Pernette : *Verba volant.*
La Coursive, 4, rue Saint-Jean-du-Perot, 17 La Rochelle. 20 h 30, le 10 mai. Tél. : 46-51-54-02. 120 F.

SÈTE
Groupe Emile Dubois
Jean-Claude Gallotta : *Prémonitions.*
Théâtre, avenue Victor-Hugo, 34 Sète. 20 h 30, le 9 mai. Tél. : 67-74-66-97. De 60 F à 120 F.

THÉÂTRE

BESANÇON
Expédition Rabelais
d'Eugène Durif, d'après François Rabelais, mise en scène d'Anne Torrès, avec Daniel Koenigsberg, Miloud Khetib et Claire Lasne.
L'Espace-Scène nationale, place de l'Europe, 25 Besançon. Les mercredi 10, jeudi 11, vendredi 12, à 20 h 30. Tél. : 81-82-00-30. Durée : 1 h 40. 60 F et 100 F.*

CAEN-HÉROUVILLE-SAINT-CLAIR
Savannah Bay
de Marguerite Duras, mise en scène de Jean-Claude Amyl, avec Martine Pascal et Gisèle Casadesus.
Comédie de Caen, 1, square du Théâtre, 14 Caen-Hérouville-Saint-Clair. Les mercredi 10 et jeudi 11, à 19 h 30 ; les vendredi 12 et samedi 13, à 20 h 30. Tél. : 31-46-27-29. Durée : 1 h 15. 85 F et 105 F.*

CHAMBÉRY
La Légende du Wagadou vue par Sia Yatabéré
de Moussa Diagana, mise en scène de Patrick Le Mauff, avec Sidiki Babaka, Abdulaye Diop, Mouna N'Diaye, Mohamed Wane, Mamadou Fomba, Gérard Essomba, Maïmouna Doumbia, Ibrahima Traoré, Ildevert Meda, Silly Sumaré, Lassina Coulibaly, Hassane Kouyaté et Kalifa Jobarteh.
Sous Chapiteau, 73 Chambéry. Le mardi 9, à 20 h 30 ; les mercredi 10, jeudi 11, vendredi 12, samedi 13, à 19 h 30. Tél. : 79-85-55-43. Durée : 2 heures. 80 F.

GRENOBLE
La Vraie Vie d'Hector F
de Stanislas Nordey et Sarah Chaumette, mise en scène de Stanislas Nordey, avec Gérard Belliard, Bertrand Bossard, Rémi Claude, Eric Laguigné, Josée Schuller et Virginie Volmann.
Le Cargo-Maison de la culture, 4, rue Paul-Claudel, 38 Grenoble. Le mercredi 10, à 14 h 30 ; le jeudi 11, à 9 h 30 et 19 h 30 ; le vendredi 12, à 9 h 30 et 14 h 30. Tél. : 76-25-05-45. Durée : 1 h 35. 25 F et 60 F.*

LILLE
Qui veut noyer son chien ?
de Murielle Mayette, mise en scène de l'auteur, avec hélène Alexandridis, Pascale Bardet, Marie Matheron et Christophe Odent.
La Métaphore, 4, place du Général-de-Gaulle, 59 Lille. Le jeudi 11, à 19heures ; les vendredi 12 et mardi 16, à 20 h 30 ; le samedi 13, à 17heures et 20 h 30. Tél. : 20-40-10-20. Durée : 1 h 20. 90 F et 130 F. Jusqu'au 20 mai.*

MARSEILLE
Paroles du sage-L'Ecclésiaste
d'après la Bible, mise en scène de Claude Régy, avec Marcial Di Fonzo Bo.
Les Bernardines Théâtre, 17, boulevard Garibaldi, 13 Marseille. Le samedi 6, à 21 heures. Tél. : 91-24-30-40. Durée : 1 h 15. 50 F et 90 F.*

MONTPELLIER
Le Menteur
de Pierre Corneille, mise en scène de Jean-Marie Villégier, avec Frédéric Laurent, Stéphane Fauville, Anne Claire, Candy Saulnier, Patricia Berti, Véronique Willemaers, Alfredo Canavate, Jean-Pierre Baudson et François Frapier.
Théâtre des Treize-Vents, domaine de Grammont, 34 Montpellier. Les mardi 9, vendredi 12, samedi 13, à 20 h 45 ; les mercredi 10 et jeudi 11, à 19 heures ; le dimanche 14, à 18 heures. Tél. : 67-58-08-13. Durée : 2 h 50. 75 F et 110 F.*

NANCY
L'Opéra de quat'sous
de Bertolt Brecht, mise en scène de Charles Tordjman, avec Jean-Claude Leguay, Daniel Martin, Philippe Fretun, Coco Felgeirolles, Isabelle Mazin, Mona Heftre, Isabelle Gozard, Yedwart Ingey, Pierre Meunier, Dominique Balzer, Philippe Crubezy, Jean-Claude Perrin et Marc Spilmann.
La Manufacture, 10, rue Baron-Louis, 54 Nancy. Le samedi 6, à 20 h 45. Tél. : 83-37-42-42. Durée : 3 heures. 80 F et 120 F. Dernière.*

NÎMES
Les Petits Potages mécaniques
de et par Olivier Saladin, mise en scène de Catherine Delattres.
Odéon, 7, rue Pierre-Sémard, 30 Nîmes. Le samedi 6, à 21 heures. Tél. : 66-36-02-04. Durée : 2 heures. 60 F et 100 F.*
Adrien, les mémoires
de François Morel, mise en scène de Christophe Loisillon, avec Olivier Broche.
Odéon, 7, rue Pierre-Sémard, 30 Nîmes. Le samedi 6, à 21 heures. Tél. : 66-36-02-04. Durée : 2 heures. 60 F et 100 F.*
Choral
de François Tanguy, d'après Kafka, mise en scène de François Tanguy, avec Frode Bjornstad, Branlo, Laurence Chable, Jean-Louis Coulloc'h, Yves-Noël Genod, Pierre Meunier, Nigloo, Jean Rochereau et Nadia Vonderheyden.
Théâtre, 6, rue Fresque, 30 Nîmes. Les jeudi 11, vendredi 12, samedi 13, à 20 h 30. Tél. : 66-36-00-83. Durée : 1 h 50. 90 F et 130 F.*

RENNES
Le Cri de la méduse
de Jean-François Peyret, mise en scène de l'auteur, avec Evelyne Didi, Roser Montllo et la voix d'André Wilms.
Le Grand Huit-Théâtre national de Bretagne, 1, rue Saint-Hélier, 35 Rennes. Le samedi 6, à 19 heures. Tél. : 99-31-12-31. Durée : 1 heure. 110 F.
Incidentes-Esquisse
de Georges Lavaudant, mise en scène de l'auteur, avec Anne Alvaro et André Marcon.
Le Grand Huit-Théâtre national de Bretagne, 1, rue Saint-Hélier, 35 Rennes. Le samedi 6, à 20 h 30. Tél. : 99-31-12-31. Durée : 1heure. 110 F.

SAINT-YRIEIX
La Dernière Bande ou le Ressassement nécessaire
de Samuel Beckett, mise en scène de Mario Gonzalez, avec Stuart Seide.
Salle des fêtes, 16 Saint-Yrieix. Le vendredi 12, à 21 heures. Tél. : 45-38-61-62. Durée : 1 h 10. 70 F.

STRASBOURG
Le Terrier
de Francis Freyburger, d'après Kafka, mise en scène de Francis Freyburger, avec Luc Schillinger.
Pôle Sud, 1, rue de Bourgogne, 67 Strasbourg. Les mercredi 10 et samedi 13, à 20 h 30 ; le jeudi 11, à 19 h 30. Tél. : 88-27-61-81. Durée : 2 heures. 90 F et 120 F.*

ART

AIX-EN-PROVENCE
Jean Dubuffet : voyages au Sahara
Espace 13-Art contemporain, 21 bis, cours Mirabeau, 13 Aix-en-Provence. Tél. : 42-93-03-67. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 31 mai.

ANGERS
Daniel Tremblay
Musée des Beaux-Arts, 10, rue du Musée, 49 Angers. Tél. : 41-88-64-65. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 12 juin.

ANTIBES
Zoran Music
Musée Picasso, château Grimaldi, place Mariéjol, 06 Antibes. Tél. : 92-90-54-20. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 15 juin. 20 F.

ARLES
Marino Marini
Espace Van-Gogh, rue du Président-Wilson, 13 Arles. Tél. : 90-49-37-02. De 10 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 18 juin.
Musée Réattu, 10, rue du Grand-Prieuré, 13 Arles. Tél. : 90-49-37-58. De 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 18 juin.

BEAUMONT-DU-LAC
Vladimir Skoda, Annabelle D'Huart, Bruno Rousselot, Thibaut Cuisset
Centre d'art contemporain de Vassivière, Ile de Vassivière, 87 Beaumont-du-Lac. Tél. : 55-69-27-27. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 11 juin.

BORDEAUX
Attitudes/sculptures, 1963-1970
CAPC-Musée d'Art contemporain, 7, rue Ferrère, galerie Ouest, 2e étage, 33 Bordeaux. Tél. : 56-44-16-35. De 12 heures à 19 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 14 mai. 30 F.

CAMBRAI
Louis Cane, Daniel Dezeuze, Claude Viallat
Musée municipal, 15, rue de l'Epée, 59 Cambrai. Tél. : 27-82-27-90. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé lundi, mardi. Jusqu'au 9 juillet.

CLERMONT-FERRAND
Vidéoformes 1995 : Bill Viola, Nam June Paik, Jean-François Guiton
L'Art du temps, Atelier bain d'huile, espace Tipic-Tipic. Entrée libre, rue de l'Oratoire, impasse St-Austremoine, rue du Port, 63 Clermont-Ferrand. Tél. : 73-90-67-58.. Du 9 mai au 24 mai. Entrée gratuite.

DOUAI
Louis Cane, Daniel Dezeuze, Claude Viallat
Espace La Maison, 15, rue Pierre-Dubois, 59 Douai. Tél. : 27-87-00-87. Jeudi, vendredi, samedi de 15 heures à 19 heures et sur rendez-vous. Jusqu'au 27 mai.

GRENOBLE
Rebecca Horn
Musée de Grenoble, place de Lavalette, 38 Grenoble. Tél. : 76-63-44-44. De 11 heures à 19 heures ; nocturne mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 28 mai.

MARSEILLE
L'Esprit Fluxus
Musée d'Art contemporain, galeries contemporaines, 69, avenue d'Haïfa, 13 Marseille. Tél. : 91-25-01-07. De 10 heures à 17 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 11 juin.

MULHOUSE
Bill Culbert
Musée des Beaux-Arts, 4, place Guillaume-Tell, 68 Mulhouse. Tél. : 89-45-43-19. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ; jeudi de 10 heures à 17 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 3 juin.
Richard Deacon
La Filature, 20, allée Nathan-Katz, 68 Mulhouse. Tél. : 89-36-28-28. Mardi, jeudi, vendredi de 11 heures à 18 heures ; mercredi, samedi de 9 h 30 à 18 heures ; dimanche et jours fériés de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 mai.

NANCY
La Peinture espagnole de 1874 à 1906
Musée des beaux-arts, place Stanislas, 54 Nancy. Tél. : 83-85-30-72. De 10 h 30 à 18 heures. Fermé lundi matin, mardi. Jusqu'au 27 juin.

NICE
Robert Malaval
Musée d'art moderne et d'art contemporain, promenade des Arts, 06 Nice. Tél. : 93-62-61-62. De 11 heures à 18 heures. Nocturne vendredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 12 juin.

ORLÉANS
Le Front populaire et l'art moderne
Musée des beaux-arts, place Sainte-Croix, 45 Orléans. Tél. : 38-53-39-22. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 31 mai. 17 F.

QUIMPER
Léa Lublin
Le Quartier, centre d'art contemporain, place du 137e Régiment-d'Infanterie, 29 Quimper. Tél. : 98-55-55-77. De 11 heures à 19 heures ; samedi de 14 heures à 18 heures ; dimanche de 14 heures à 17 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 31 août.

REIMS
Mai de la photo : Beat Streuli, Philippe Durand
Palais du Tau, 2, place du Cardinal-Luçon, 51 Reims. Tél. : 26-47-81-79. De 14 heures à 18 heures. Fermé lundi. Du 9 mai au 5 juin. 27 F.
Mai de la photo : Lewis Baltz
Musée des beaux-arts, 8, rue Chanzy, 51 Reims. Tél. : 26-40-22-23. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Du 9 mai au 5 juin. 10 F.

SAINT-ÉTIENNE
Fabrice Hybert
Musée d'art moderne, La Terrasse, 42 Saint-Etienne. Tél. : 77-93-59-58. De 10 heures à 18 heures. Fermé jours fériés. Jusqu'au 28 mai. 26 F.
Tony Smith
Musée d'art moderne de Saint-Etienne, La Terrasse, 42 Saint-Etienne. Tél. : 77-93-59-58. De 10 heures à 18 heures. Fermé jours fériés. Jusqu'au 19 juillet. 26 F.

TOULOUSE
Le Corps de la mémoire
Musée des Augustins, 21, rue de Metz, 31 Toulouse. Tél. : 61-21-34-50. De 10 heures à 17 heures ; nocturne mercredi jusqu'à 21 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 3 juin. 15 F.

VILLENEUVE-D'ASCQ
François Rouan
Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59 Villeneuve-d'Ascq. Tél. : 20-05-42-46. De 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 28 mai. 25 F.

CINÉMA

ROUEN
Les Viennois de Hollywood
Dans le cadre du festival Ouverture France-Autriche, une importante section cinématographique, composée d'une quarantaine de films, est consacrée aux « Viennois de Hollywood » avec notamment un week-end Fritz Lang, un hommage à Billy Wilder et une soirée Otto Preminger. Intégrée dans la programmation pluridisciplinaire (théâtre, musique, lecture, arts plastiques, colloque, bal et café viennois) de ce nouveau festival, le sens de cette rétrospective sera de montrer que l'un des foyers du cinéma du XXe siècle fut « Vienne en exil ». Cette manifestation a pour objectif de mieux faire découvrir les nombreuses facettes de la culture autrichienne, ceci au moment de l'entrée effective de l'Autriche dans l'Union européenne.
Les Viennois de Hollywood : *du 10 au 23 mai. Cinéma Le Melville, 12, rue Saint-Etienne-des-Tonneliers, 76 Rouen. Tél. : 35-98-79-79. 18 F et 27 F par séance ; carte 8 entrées : 126 F.*
Festival Ouverture France-Autriche : *du 16 au 30 mai, à Rouen et en Haute-Normandie. Réservations et renseignements, tél. : 35-15-55-00.*
(*) Tarifs réduits.

Silvio Berlusconi tente de sauver son empire audiovisuel

ROME
de notre correspondante

La bataille pour l'espace audiovisuel, qui sous-tend depuis des mois les querelles politiques en Italie, vient de connaître une nouvelle flambée. Jeudi 4 mai, au moment même où la présidente de la RAI, Letizia Moratti, présentait avec satisfaction, à Londres, le bilan 1994 de la télévision publique – positif de 19 milliards de lires, soit 56 millions de francs – alors que l'année précédente s'était terminée dans le rouge, Silvio Berlusconi, ex-président du conseil et patron des télévisions privées concurrentes (Fininvest), se rendait chez le président de la République pour lui présenter les récriminations de sa formation de centre-droit.

Depuis plusieurs jours, les hommes de la Fininvest et ceux du pôle de centre-droit dirigé par l'ex-président du conseil tentent de trouver un terrain d'entente concernant le futur paysage audiovisuel avec leurs interlocuteurs du centre-gauche, afin d'éviter la série de référendums prévue le 11 juin. Mais les amis de M. Berlusconi ont appris avec surprise que, pendant ce temps, la Chambre des députés décidait d'adopter des procédures accélérées pour fixer le nouveau mode de désignation du conseil d'administration de la RAI, à l'initiative des élus du centre-gauche...

« CE NE SERAIT PAS JUSTE »

Pour Silvio Berlusconi, cela signifie qu'il devrait alors s'apprêter à quelques concessions. Une situation qu'il a du mal à accepter. Il constate, de plus, que ces élus ont le vent en poupe depuis les élections régionales du 23 avril, et tentent par tous les moyens de pousser vers la sortie l'actuel conseil d'administration de la RAI, jugé trop « berlusconien ».

« On ne peut négocier et se faire poignarder dans le dos en même *temps* », déclarait avec fureur M. Berlusconi, en annonçant la fin de toute négociation. Ce qui pourrait signifier que les référendums, qui, en Italie, sont toujours abrogatifs faute d'avoir été désamorcés par des propositions de loi allant dans leur sens, auront bien lieu le 11 juin.

Les électeurs devront donc choisir d'interdire ou non à une personne privée de posséder plus d'une chaîne de télévision et de limiter ou non les coupures publicitaires dans les films. Pour M. Berlusconi, dont la Fininvest contrôle trois chaînes et dont les recettes proviennent exclusivement de la publicité, affronter pareils référendums revient à jouer à la roulette russe.

La défaite serait double : pour son entreprise et pour lui-même. *« Les sondages me sont favorables »*, a-t-il toutefois déclaré, en s'en remettant à *« la volonté des électeurs »* et en dénonçant les *« manœuvres de la gauche »*. *« Ce n'est pas à cinquante-huit ans, et après tout ce que j'ai fait, que je vais me laisser exproprier. Ce ne serait pas juste »*, a ajouté l'ancien président du conseil.

M.-C. D.

Maurice Saatchi remporte le budget de British Airways

Associée au groupe Publicis, la nouvelle agence britannique renforce son image mais ne met pas fin aux hostilités entre Saatchi and Saatchi et son ancien président

LONDRES
correspondance

En gagnant le budget publicitaire de British Airways avec son allié français, Publicis, la nouvelle agence de publicité fondée par Maurice Saatchi, The New Saatchi Agency, renforce sa crédibilité face à Saatchi and Saatchi Advertising Worldwide, son ancienne agence, qui gérait ce prestigieux contrat depuis treize ans.

« Ce fut pire que d'attendre les résultats d'une élection », confie, de son manoir du Sussex, Maurice Saatchi. Il arbore l'air apaisé de celui à qui la fortune sourit à nouveau, après l'avoir délaissé. Fin 1994, il fut limogé de la présidence de Saatchi and Saatchi, agence créée avec son frère Charles en 1970 et qu'il avait réussi à porter à la première place mondiale au milieu des années 80.

Après avoir ravi à son ancienne société les budgets des cigarettes Silk Cut, du groupe de presse Mirror Group et de l'entreprise d'électroménager Dixons, ce génie de la publicité, dont l'agence est située Davies Street, dans le centre de Londres, vient de réaliser un coup d'éclat en s'appropriant la promotion de British Airways, un budget de 60 millions de livres.

« Nous avons sélectionné l'agence qui répond à nos besoins, et qui nous assure une présence mondiale essentielle », fait remarquer Robert Ayling, directeur de la compagnie aérienne britannique. Ce sont autant le mécontentement provoqué par la chute de Maurice Saatchi que le récent accord de ce dernier avec le Français Publicis, qui offre un important réseau international, qui ont justifié l'octroi du marché à New Saatchi.

Dans la foulée de la décision de British Airways, la compagnie australienne Qantas, son associée dans le Pacifique, a annoncé le tranfert de son budget publicitaire à la compagnie de Maurice Saatchi.

Du côté de Saatchi and Saatchi, rebaptisé récemment Cordiant, le moral est en berne. *« La décision de British Airways est décevante »*, regrette Jennifer Laing, la présidente, en soulignant toutefois que cette déconvenue était compensée par l'obtention de nouveaux marchés. Pourtant, le total des budgets perdus par Cordiant à la suite de l'« affaire Saatchi » (Mars, British Telecom ont confié leurs campagnes à diverses autres agences) s'élève à 149,3 millions de livres. L'agence n'aurait gagné qu'un seul nouveau client, la chaîne d'électroménager Comete, qui ne pèse que 25 millions de livres !

L'hostilité entre Maurice Saatchi et les dirigeants de Cordiant défraie toujours la chronique de Berkeley Square, QG londonien de la publicité. A en croire le *Sunday Times* du 30 avril, Maurice Saatchi envisage de saisir les tribunaux pour tenter d'empêcher la publication des comptes 1994 de Cordiant, qui contiennent des révélations sur un plan de retraite plus que généreux.

Quant à Cordiant, il pourrait réclamer à son ancien président une partie des bénéfices nés d'une association avec Adidas, dirigé aujourd'hui par le Français Robert-Louis Dreyfus, qui fut directeur général de Saatchi and Saatchi de 1990 à 1992.

Marc Roche

La diffusion du « Monde » en 1994...

LA DIFFUSION TOTALE payée en France du *Monde* a baissé de 1,9 % en 1994, selon Diffusion contrôle (ex-OJD). Cette diffusion s'établit à 302 203 exemplaires contre 308 157 exemplaires en 1993. A l'intérieur de la diffusion totale payée, en revanche, le secteur des abonnements est en croissance : le nombre d'abonnements passe de 100 394 à 104 466, soit une progression de 4 %.

La diffusion payée à l'étranger (ventes et abonnements) est de 41 710 exemplaires, une baisse de 4,2 % due essentiellement à l'arrêt des ventes en Tunisie en mars 1994. Le président Ben Ali a levé cette interdiction le 6 mars (*Le Monde* du 9 mars). Le tirage moyen du *Monde* en 1994 a été de 472 973 exemplaires contre 487 085 en 1993. La diffusion totale payée de la plupart des autres publications du *Monde* est également en recul : *Le Monde diplomatique*, avec une vente moyenne de 153 600 exemplaires par mois, perd 2,3 % ; *Dossiers et Documents* (78 245), 11,41 % ; *Le Monde de l'éducation* (66 304), 6,64 % ; *Le Monde des philatélistes* (25 453), 3,34 % ; et *Le Monde des débats* (26 668), 32,66 %. *La Sélection hebdomadaire* du *Monde* progresse de 1,81 % avec 19 638 exemplaires.

... ET DEPUIS LA NOUVELLE FORMULE

Ces chiffres sont rendus publics alors qu'avec le lancement de la nouvelle formule du *Monde*, intervenue le 9 janvier, la diffusion s'est redressée. Pour le mois d'avril, selon de premières estimations, les ventes au numéro en France ont été, en moyenne, de 199 000 exemplaires par jour (soit + 23 290 exemplaires par rapport à avril 1994 et une progression de 13,3 %). De même, les abonnements sont en croissance par rapport au même mois de 1994 : avec 102 371 (+ 1 840 et une progression de 1,8 %). En cumul depuis le début de l'année, l'augmentation des ventes au numéro en France est de 12,2 % (+ 22 329), et celle des abonnements de 2,8 % (+ 2 842).

La diffusion totale France (ventes au numéro, abonnements et ventes directes) a progressé, au cours du premier trimestre, de 8 % par rapport à la même période de 1994. Parallèlement, depuis le lancement de la nouvelle formule, les résultats publicitaires du quotidien ont progressé de 9 % par rapport à la même période de 1994.

VENDREDI 5 MAI

TF 1

13.40 **Feuilleton : Les Feux de l'amour.**
14.30 **Série : Dallas.**
15.20 **Série : La loi est la loi.**
16.15 **Jeu : Une famille en or.**
16.45 **Club Dorothée vacances.**
17.30 **Série : Les Garçons de la plage.**
18.00 **Série : Premiers baisers.**
18.30 **Série : Le Miracle de l'amour.**
19.00 **Magazine : Coucou !** (et 0.35).
19.50 **Le Bébête Show** (et 1.20).
20.00 **Journal, La Minute hippique, Météo, Trafic infos.**

20.45 **Téléfilm : Les Armes de la passion.** De Charles Jarrot.
22.25 **Magazine : J'y crois, j'y crois pas.** Des hommes et des animaux. La science est-elle obligée de sacrifier des animaux ? Le trafic des chiens et des chats volés est-il une réalité ?
1.25 **Journal et Météo.**
1.35 **Programmes de nuit.** Millionnaire, 2.15, Histoires naturelles (et 3.20) ; 2.05, TF 1 nuit (et 3.10, 3.50) ; 4.00, L'Aventure des plantes ; 4.30, Musique, 5.05, Histoire de la vie.

FRANCE 2

13.35 **Bourse, Météo, Point route.**
13.30 **Campagne officielle pour l'élection présidentielle** (et 20.30, rediff.) avec Lionel Jospin et Jacques chirac (3 min. chacun).
13.50 **Série : Inspecteur Derrick.**
14.55 **Série : L'Enquêteur.**
15.55 **Variétés : La Chance aux chansons** (et 5.15).
16.45 **Des chiffres et des lettres.**
17.10 **Série : Seconde B.**
17.40 **Série : Les Années collège.**
18.15 **Série : Sauvés par le gong.**
18.45 **Jeu : Que le meilleur gagne** (et 3.30)
19.10 **Flash d'informations.**
19.15 **Studio Gabriel** (et 1.35)
19.50 **Bonne nuit les petits.**
19.59 **Journal.**
20.40 **Météo, Point route.**

20.50 **Série : Le RIF.** L'Air d'une fugue, de Marco Pico.
22.35 **Magazine : Bouillon de culture.** Présenté par Bernard Pivot. Les Hommes de l'ombre. Invité : Paul Paillole, Anatoli Gourevitch ; L'amiral Pierre Lacoste ; Gilles Perrault.
23.45 **Variétés : Taratata.** Invités : Kent, Enzo Enzo, Jane Birkin, Dalean, Georges Moustaki.
0.55 **Les films Lumière.**
1.05 **Journal, Météo, Journal des courses.**
1.55 **Programmes de nuit.** Envoyé spécial (rediff.) ; 4.00, 24 heures d'info, 4.50, Nam Nom l'enfant thaïlandais ; 6.00, Dessin animé

FRANCE 3

13.35 **Magazine : Vincent à l'heure.**
14.35 **Campagne officielle pour l'élection présidentielle** (et 18.10, 23.15, rediff.). Avec Jacques Chirac et Lionel Jospin (3min. chacun).
14.45 **Série : La croisière s'amuse.**
15.35 **Série : Simon et Simon.**
16.30 **Les Minikeums.**
17.40 **Une pêche d'enfer.**
18.20 **Jeu : Questions pour un champion.**
18.50 **Un livre, un jour.** *La France par les fleuves et les canaux*, de Hugh McKnight.
18.55 **Le 19-20 de l'information.** A 19.09, Journal régional.
20.05 **Jeu : Fa si la chanter.**
20.35 **Tout le sport.**
20.45 **INC.**

20.50 **Magazine : Thalassa.** Le Printemps de l'Europe, en direct de Hambourg. Yémen : Les sardines du désert.
21.50 **Magazine : Faut pas rêver.** Invitée : Diane Dufresne. Burkina Faso : Les femmes peintres ; Portugal : Cercueils vivants ; France : Les géants de la Bessède.
22.55 **Météo et Journal.**
23.25 **Passions de jeunesse.** Robert Hossein.
0.20 **Court métrage : Libre court.** Roland, de Lucien Dirat.
0.50 **Musique Graffiti.** *Surabaya Johnny*, de Weill, par Ute Lemper (10 min)

M 6

13.25 **Série : L'Homme de fer.**
14.20 **Série : Jim Bergerac.**
15.10 ***Boulevard des clips*** (et 1.15, 6.30).
17.00 **Variétés : Hit Machine.** Emission présentée par Yves Noël et Ophélie Winter.
17.30 **Série : Guillaume Tell.**
18.00 **Série : O'Hara.**
18.54 **Six minutes première édition.**
19.00 **Série : Agence Acapulco.**
19.54 **Six minutes d'informations, Météo.**
20.00 **Magazine : Vu par Laurent Boyer.**
20.05 **Série : Madame est servie.**
20.35 **Magazine : Capital.** Présenté par Emmanuel Chain.

20.45 **Téléfilm : Tailleur croisé et bas résille.** De Jack Bender.
22.35 **Série : Aux frontières du réel.** L'Ange déchu.
23.35 **Magazine : Secrets de femme.**
0.05 **Magazine : Dance Machine Club.** Présenté par Ophélie Winter.
2.30 **Rediffusions.** Fréquenstar ; 3.25, Espagne, ardente et mythique ; 4.20, Coup de griffes (Christian Lacroix) ; 5.15, La Tête de l'emploi ; 5.40, Culture pub ; 6.05, Fanzine.

CANAL +

13.35 **Cinéma : Héros malgré lui. ■** *Film américain de Stephen Frears* (1992).
15.30 **Série : Babylon 5.** [5/22] Le Parlement des rêves.
16.10 **Surprises.**
16.20 **Cinéma : Le Cheval venu de la mer. ■■** Film irlandais de Mike Newell (1993).
18.00 **Canaille peluche.** Rocko and Co.

En clair jusqu'à 20.30

18.30 **Jeu : Pizzarollo.**
18.40 **Nulle part ailleurs.** Présenté par Jérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.
19.20 **Magazine : Zérorama.**
19.55 **Les Guignols.**

20.15 **Sport : Football.** En direct. 35e journée du championnat de France de D1. Nantes-Monaco : 20.30 coup d'envoi.
22.35 **Flash d'informations.**
22.40 **Court métrage : Ne dis rien.** De Pedro Paz.
23.00 **Cinéma : Kika. ■■** Film espagnol de Pedro Almodovar (1993).
0.49 **Pin-up.**
0.50 **Cinéma : Dans les ténèbres. ■■** Film espagnol de Pedro Almodovar (1983, v.o.).

LA CINQUIÈME

13.30 **Défi.** Les Enchanteurs : Le cirque de l'an 2000 avec Annie Fratellini (rediff.).
14.00 **Détours de France.** Le village aux livres (rediff.).
15.00 **C'est pas normal.** Magazine de l'exclusion.
15.30 **Qui vive.**
15.45 **Allô ! La Terre.** Le Feu (5).
16.00 **La Preuve par cinq.** De l'URSS à la Russie (5, rediff.).
16.35 **Inventer demain.** Albert Jacquard, généticien (5).
16.45 **Cours de langues vivantes.** Anglais.
17.00 **Jeunesse.** Les Explorateurs de la connaissance ; Téléchat.
17.30 **Les Enfants de John.**
18.00 **Question de temps.** Les Réseaux de bénévoles.
18.15 **Ma souris bien-aimée.** Les finances.
18.30 **Le Monde des animaux.** Peurs animales : les vampires.
18.55 **Le Journal du temps.**

ARTE

19.00 **Magazine : Confetti.** *Spécial goût à la Foire de Paris.*
19.30 **L'Eldorado du roi Salomon.** L'énigme de Zimbabwe, de Dieter Grossherr. *Sur les traces de l'explorateur Carl Mauch qui pensait avoir trouvé l'Ophir du Livre des Rois.*
20.30 **8 1/2 Journal.**

20.40 **Téléfilm : Ballade allemande.** De Tom Toelle [2/3]. Avec Ulli Philipp, Matthias Habich. *Libérée du nazisme, la ville de Königsbruck s'est habituée aux Américains. Les habitants règlent leurs comptes.*
22.20 ▶ **Magazine : Archimède.** Le Soleil. Aurore boréale ; Eclipse ; Le Soleil brille ! ; Le Mystère des neutrinos ; Le Voyage d'Ulysse ; Les Enigmes du Soleil ; Coups de soleil ; Bibliographie.
23.05 **Cinéma : Meyer de Berlin. ■■** Film allemand d'Ernst Lubitsch (1919, N., muet).
0.05 **Magazine : Velvet Jungle.** Top Live : Morphine ; Close-up : L'Affaire Louis Trio (rediff.).
1.05 **Série : Johnny Staccato.** 17. The Only Witness, de Robert Sinclair (v.o., rediff.).
1.30 **Court métrage : Voilà !** De Bruno Podalydès (rediff., 35 min). *Un jeune père emmène son bébé en promenade, à la découverte de la nature.*

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Montagne. 20.30 Evasion. 21.00 La Cité volante. De Pierre Stine et Thierry Belletroid (55 min). 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Le Grand Jeu des célébrités. 22.45 Taratata. Rediff. de France 2 du 28 avril. 0.00 Intérieur nuit. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3 (25 min)

PLANÈTE 19.35 Chippendales : Descente sur la ville. De Paul Martisen. 20.30 La Loi du collège. De Mariana Otero [2/2]. 21.25 Talents rugby. De Jacques Alain Raynaud. 21.50 Force brute. De Robert Lihani [62/65]. Le Premier de cavalerie aéroportée au Vietnam. 22.40 Objectif canopée. De Karel Prokop. 23.35 Laogaï : au cœur du goulag chinois. De Roger Finnigan. 0.25 Les Visiteurs de l'espace. De Juhan Af Grann (55 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos (et 23.55). 19.15 Tout Paris (et 20.30, 23.25). 19.45 Archives. 20.00 Musiques en scènes. 21.00 Embouteillage. 22.00 Musiques en scènes. 22.30 Entre Munich et Berlin. De François Foussillon. 0.05 Jean-Edern's Club. 1.00 Aux arts et caetera (25 min)

CANAL J 17.35 Les Tripies. 17.40 La Panthère rose. 17.55 Soirée Domino. C'est *comme moi* ; 18.00, *Il était une fois les Amériques* ; 18.20, Fute-fute ; 18.25, Les Nouvelles Aventures de Skippy ; 18.55, Tip top clip ; 19.00, Bêtes pas bêtes ; 19.15, Tip top clip ; 19.20, Rebus. 19.30 Série : Zorro

CANAL JIMMY 20.00 The Muppet Show. Invité : John Cleese. 20.30 Série : Les Envahisseurs. 21.20 Série : Au nom de la loi. 21.50 Cobra Girls. 22.15 Chronique moscovite. 22.20 Série : Dream On. 22.45 Série : Seinfeld. 23.10 Country Box. 23.40 Série : New York Police Blues. 0.25 Série : Michel Vaillant. 0.55 Nonante (55 min).

SÉRIE CLUB 19.50 Série : Ne mangez pas les marguerites. 20.15 Série : Les deux font la loi. 20.45 Série : Julien Fontanes, magistrat (et 23.50). 22.15 Série : Code Quantum. Lisa. 23.00 Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI (50 min).

MCM 19.30 Blah-Blah Groove. 20.10 MCM mag. 20.40 MCM découvertes. 21.00 Concert : Ras Dumisani. Enregistré le 29 janvier 1995, au Studio Circus de Cannes. 22.00 MCM dance club. 0.30 Rave On (90 min)

MTV 19.00 Music Non Stop. 20.00 Greatest Hits. 21.00 Guide to Alternative Music. 22.00 The Worst of Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 The Zig and Zag Show. 0.00 Party Zone (120 min).

EUROSPORT 19.30 Eurosportnews (et 1.00). 20.00 Hockey sur glace. En direct. Championnats du monde : 2e demi-finale, à Stockholm (Suède). 22.30 Karaté. En différé. Championnats d'Europe, à Helsinki (Finlande). 0.00 Rallycross. Résumé. Championnat d'Europe : 1re man-che, à Nordring-Fu glau (Autriche, 60 min).

CINÉ CINÉFIL 19.05 L'Eventail de Lady Windermere. ■■ Film américain d'Otto Preminger (1949, N., v.o.). 20.30 La Beauté du diable. ■ Film français de René Clair (1949, N.). 22.05 La Femme en question. ■■ Film britannique d'Anthony Asquith (1950, N., v.o.). 23.30 Le Moineau de la Tamise. ■ Film britannique de Jean Negulesco (1950, N., v.o., 100 min)

CINÉ CINÉMAS 18.25 Téléfilm : Le Hérisson. De Robert Enrico. 20.15 Le Nouveau Bazar de Ciné-Cinémas (45 min). 21.00 Young Guns. ■ Film américain de Christopher Cain (1988). 22.45 Cobra. □ Film américain de George Pan Cosmatos (1986, v.o.). 0.10 La Secte. □ Film italien de Michele Soavi (1991, 120 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE
19.00 Agora. Frank Lestringant (Les Tragiques, d'Agrippa d'Aubigné). 19.30 Perspectives scientifiques. Biologie et médecine. La Salpêtrière (3). 20.00 Le Rythme et la Raison. La Chanson engagée (5). 20.30 Radio archives. Prémonitions. 21.28 Poésie sur parole. Poèmes et chansons de Boris Vian (5). 21.32 Musique : Black and Blue. Quatre années à New York, avec Jacky Terrasson. 22.40 Les Nuits magnétiques. Les petites ondes. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Coda. Les couleurs de la nuit (5). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE
19.05 Domaine privé. Gérard Courchelle, journaliste. 20.00 Concert franco-allemand. (Emis simultanément sur Hessischer Rundfunk et Saarländischer Rundfunk). Donné le 14 mars 1994, à Leipzig, par le Chœur et l'Orchestre symphonique de la radio de Liepzig, dir. Günther Theurig : Symphonie nº 6 Pastorale, de Beethoven ; Messe D. 950, de Schubert. 22.25 Dépêche-notes. 22.30 Musique pluriel. Pièces pour guitare, de Rodrigo, Marc Jean-Bernard, guitare ; Concerto pour piano et orchestre, de Landowski, par le Philharmonie de Lorraine, dir. Jacques Houtmann, France Clidat, piano. 23.07 Ainsi la nuit. Trio pour violon, violoncelle et harpe, de Spohr, Helga Stork, harpe, Kurt Guntner, violon, Klaus Storck, violoncelle ; Sonate pour violon et basse continue nº 12 *La follia (transcrip. de Fritz Kreisler)*, de Corelli ; Der Hirt auf dem Felsen op.129 D. 965, Suleika I D. 720, de Schubert. 0.00 Jazz club. En direct de la villa, à Paris. Le saxophoniste Gary Thomas avec Misja Fitzgerald Michel, guitare, Thomas Bramerie, contrebasse et Mark Mondesir, Batterie. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector.

Les interventions à la radio

RTL, 18 heures : François Hollande et Elisabeth Hubert (« L'invité de Jean-Marc Lefebvre »).
RTL, 18 h 30 : Débat organisé par Jean-Pierre Defrain, entre François Barouin et Jean-Christophe Cambadélis.
France Inter, 19 h 20 : Philippe Séguin (« Le téléphone sonne ») spécial présidentielle.

هكذا من الأصل

« Capitaine Cyrano » brouille les pistes du jeu

Le téléfilm conçu pour France 3 par Maurice Failevic et Jean-Claude Carrière mélange le théâtre et la vie, et réactive le thème du « héros malgré lui »

EN JUIN 1944, dans un petit village de Normandie, une panne de véhicule immobilise une troupe de théâtre ambulant. Le lendemain, des soldats allemands ont envahi les bois environnants et bloquent toutes les routes alentour. Ne comprenant pas les raisons de cette présence soudaine de l'ennemi, les villageois se mettent à soupçonner les comédiens. Pour se mettre en évidence, Lulu, le fils de onze ans de la « jeune première », confie à une gamine que les membres de la troupe sont en fait des résistants et que parmi eux se trouve un grand chef de guerre, le *Capitaine Cyrano*.

La nouvelle fait vite le tour du village et prend une ampleur toute particulière quand la radio annonce le débarquement. Les résistants du bourg, comme ceux qui ont quelque chose à se reprocher, se mettent alors à dorloter les gens de la troupe... Raymond – alias Capitaine Cyrano – se trouve soudain obligé d'entrer dans la peau de ce personnage, inventé par l'enfant, qui n'existe dans aucune pièce du répertoire mais qui va mettre à jour la nature profonde et les positions de chacun des villageois.



Sans que Maurice Failevic, le réalisateur, et Jean-Claude Carrière, co-scénariste, en aient fait le thème central de leur oeuvre, *Capitaine Cyrano* aborde le sujet *« du héros malgré lui »*, qui, par le hasard des événements, va devoir prendre position et participer à l'action. Un sujet qui porte aussi en lui la marque d'une théâtralité avec laquelle les auteurs n'ont cessé de jongler. *« Vie et théâtre, théâtre de la vie, mensonges et vérité. Tout ce jeu nous offre un miroir, assez drôle, où soudain nous nous reconnaissons. Nous adhérons à l'illusion. Et la fiction, si nous l'acceptons, nous fait apparaître plus convaincante et plus forte sa vieille compagne, la réalité »*, disent les deux auteurs. Tout, dans ce téléfilm, concourt à brouiller les pistes et à rendre floue la limite entre le jeu et le réel.

La place du village – un décor naturel – ressemble étrangement à la toile de fonds d'un théâtre tandis que les comédiens, dont on attend un jeu théâtral, adoptent le « naturel » imposé par les exigences du réalisme. La mise en scène s'équilibre entre les conventions purement cinématographiques (plans larges, mouvements de caméra, montage découpé, etc.) et celles qui relèvent davantage de la scène (décors, placement des comédiens) et se pose en arbitre entre le vrai et le faux.

RÉALITÉ ET MENSONGE

Maurice Failevic est un réalisateur qui aime les acteurs. Avec eux, il prend le temps des répétitions, s'essaie à de nombreuses prises de vue afin d'aller au plus juste. Pour *Capitaine Cyrano*, il ne pouvait imaginer qu'une « vedette » incarne le rôle-titre : *« Avoir des comédiens moins connus créait une meilleure cohérence de jeu*, précise-t-il. *Finalement, c'est le collectif des acteurs qui est la vedette. »*

Le résultat est que cette fiction dégage une harmonie troublante, et rare, entre les figurants, les enfants – des habitants des lieux mêmes du tournage – et les comédiens professionnels (Marc Fayolle, Georges Goubert, Pierre Aussedat, Frédérique Ruchaud, etc.). Ensemble, ils parviennent à mêler le principe de réalité à l'art du mensonge et amenuisent, jusqu'à la faire disparaître, la frontière entre deux genres qui, ordinairement, s'opposent.

Commandé par France 3 à Maurice Failevic, en 1994, *Capitaine Cyrano* n'a pas pu être terminé à la date de diffusion prévue, lors de l'anniversaire du débarquement. En outre, il n'a pu être tourné en Normandie, où *« la plupart des villages ont été reconstruits après la guerre »*, souligne le réalisateur. C'est donc à Courléon, dans le Maine-et-Loire que s'est trouvée réunie, durant cinq semaines, l'équipe du film. Et c'est donc à l'occasion du 8 mai que France 3 a décidé de programmer ce *Capitaine Cyrano*, qui aura brouillé les pistes jusqu'au bout.

Véronique Cauhapé

★ *Capitaine Cyrano*, France 3, samedi 6 mai, 20 h 50

Bonheur de campagne

par Agathe Logeart

BIENTÔT, c'en sera fini. On rangera les panneaux qui campent depuis des semaines devant les mairies. Les isoloirs seront remisés dans leurs cagibis. Les permanences électorales redeviendront des boutiques à louer. Les bulletins de vote inutilisés finiront à la broyeuse. Les militants pourront souffler, repasser dans leurs têtes le film de leurs plus riches heures, les joies de leur camaraderie retrouvée. Bientôt, il n'y aura plus de candidats. Il y aura un président et un vaincu. Mais il reste quelques heures encore, dont il n'est pas question de gâcher une miette. Il faut grignoter des points, électeur par électeur. Ne rien omettre, ne rien tenir pour négligeable. Tout compte, avant que l'on en vienne au décompte. Il ne faut pas rater le dernier coup de reins. On le sentait bien, si l'on regardait LCI.

L'idée était excellente de diffuser en direct le dernier grand meeting de campagne du candidat Jospin, avant de faire de même le lendemain pour le candidat Chirac. Pour la première fois, on n'eut pas seulement droit à des morceaux choisis. A ces petites tranches de saucisson que les journaux télévisés glissent d'habitude entre deux tranches d'autre chose, et qui n'étaient jamais bien alléchantes. Pour une fois, il fallut digérer l'intégrale.

C'est sûr, on n'aurait pas fait ça tous les jours, car on en aurait vite soupé. Mais, admettons-le, pour une fois, rien qu'une, on s'est régalé. Etait-ce le charme incomparable du direct ? Possible. Mais il semble surtout que le plaisir, le bonheur, de ceux que l'on voyait, militants et orateur, ait été contagieux. Il se passait là, devant nos yeux, quelque chose que nous n'avions pas encore vu depuis le début de la campagne. Ce peut être assez beau, la rencontre d'un homme passionné et d'une foule. Et ce le fut.

D'abord, on l'attendit longtemps. Comme si nous avions nous-mêmes été sous le grand chapiteau de Toulouse, nous ne savions rien, et nous nous impatientions dans l'irritant couinement des cornes de brume. Puis il arriva. On ne le vit pas se frayer un chemin ni serrer des mains. Il apparut tout à coup sur la scène où il eut le plus grand mal à commencer son discours. Les photographes refusaient de le laisser seul, le public l'ovationnait avant même qu'il ait ouvert la bouche.

Que pouvait-il se passer dans sa tête à cet instant précis ? Est-on pris d'un sentiment de toute-puissance devant cette masse d'hommes et de femmes acquis, conquis ? A-t-on le trac, la gorge nouée ? Repasse-t-on en accéléré les étapes qui ont conduit jusqu'ici, les chausse-trappes comme les victoires ? A-t-on envie de suspendre le temps, de l'immobiliser là sans même connaître l'issue de la bataille, pour ne rien gâcher de ce moment suspendu ?

Etait-ce l'émotion ? Lionel Jospin renversa son verre d'eau avant de se lancer. Il le fit comme on plonge dans une mer fraîche quand le soleil a trop chauffé. Avec délices. Cela dura longtemps, et ne fut jamais ennuyeux. La politique, enfin, était devenue vivante.

SAMEDI 6 MAI

TF 1

13.15 Magazine : Reportages. Les Enfants de la nuit, de Claude Couderc et Jean-Claude Fontan.
13.50 L'homme qui tombe à pic.
14.50 Série : Cannon.
15.45 Série : Les Aventures du jeune Indiana Jones.
16.35 Série : Valérie.
17.05 Série : Chips.
18.00 Trente millions d'amis.
18.30 Divertissement : Vidéo gag.
19.05 Série : Beverly Hills.
20.00 Journal, Tiercé, La Minute hippique, Météo.

20.45 Divertissement : Les Grosses Têtes. *Philippe Bouvard et ses invités.*
22.45 Magazine : Ushuaïa. Le pays des neiges. Surfing the Moon ; Jana ; Les Routes himalayennes ; L'Atlantyd.
0.00 Magazine : Formule foot.
0.35 Documentaire : La Victoire en couleurs. De Daniel Costelle.
1.30 Journal et Météo.
1.45 Programmes de nuit. Les Rendez-vous de l'entreprise (rediff.) ; 2.05, TF 1 nuit (et 3.10, 4.10) ; 2.15, Les Aventures du jeune Patrick Pacard [1/6] ; 3.20, Histoire des inventions ; 4.20, L'Aventure des plantes ; 4.45, Musique ; 5.05, Histoire de la vie.

FRANCE 2

13.40 Magazine : Savoir plus santé. Présenté par Martine Allain-Regnault et François de Closets. Non à la douleur, oui à la morphine. Invités : les docteurs François Larue et Daniel Serin.



14.40 Histoires sauvages. [2/2] La Reine des éléphants, voyage avec Mark Shand, de Harry Marshall.
15.35 Magazine : Samedi sport. 15.40, Tiercé, en direct de Vincennes ; 15.50, Cyclisme : Quatre Jours de Dunkerque ; 17.15, Automobile : Tour de Corse.
18.05 Série : Hartley cœurs à vif.
18.55 Magazine : J'ai un problème... et alors ?
19.50 Tirage du Loto (et 20.30).
19.59 Journal et Météo.

20.35 Sport : Rugby. Finale du Championnat de France : Toulouse-Castres.
22.35 Magazine : Les Enfants de la télé.
23.45 Les Films Lumière.
23.50 Journal, Météo, Journal des courses.
0.05 ▶ Magazine : La 25e Heure. Présenté par Jacques Perrin. L'Enigme Dali, de Jordi Llado.
1.05 Programmes de nuit.

FRANCE 3

13.00 Samedi chez vous (et 15.05, 16.45).
14.05 Série : Les Brigades du Tigre.
17.45 Magazine : Montagne. Les Groux ; un repaire de puristes.
18.20 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. *Boulevard du Guinardo*, de Juan Marsé.
18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.09, Journal régional.
20.05 Jeu : Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.

20.50 Téléfilm : Capitaine Cyrano. De Maurice Failevic.
22.25 Magazine : Ah ! Quels titres ! A quoi sert la famille aujourd'hui ? Invités : Irène Théry ; Aldo Naouri ; Maurice Maschino ; Anne Michel ; Henri Léridon ; Coups de cœur : Robert Merle, Lucas Fournier.
23.25 Météo et Journal.
23.55 Musique et compagnie. Chansons yiddish, chansons de la mémoire. Émission enregistrée au Théâtre de La Villette avec Moshe Leiser, guitare et chant ; Ami Flamer, violon ; Gérard Barraux, accordéon.
0.55 Sport : Voile. Finale de la Coupe de l'America.
1.55 Musique Graffiti. *Marche n° 2*, de Schubert, par Josef Villa, piano (15 min).

M 6

13.00 Série : Les Rues de San Francisco.
14.10 Série : Supercopter.
15.10 Série : Les Champions.
16.20 Série : Airport unité spéciale.
17.25 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
18.20 Série : Amicalement vôtre.
19.10 Magazine : Turbo. Présenté par Dominique Chapatte. Le coup de cœur : la Yamaha V Max ; L'enquête : la femme et l'auto ; L'essai : la nouvelle Pontiac Firebird ; L'express info ; Le dossier technologique ; La rubrique téléspectateurs : la suspension activa ; Génération auto.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Filles à papas.
20.35 Magazine : Stars et couronnes. *Présenté par Isabelle Heurtaux.* Les médecines de Rika.

20.45 Téléfilm : L'Emprise du mal. De Glenn Jordan.
0.25 Série : Les Professionnels. La pitié ne nourrit pas un homme.
1.25 Musique : Boulevard des clips (et 6.30).
3.00 Rediffusions. *La Tête de l'emploi* ; 3.25, Culture pub ; 3.50, Chine impériale et millénaire ; 4.45, Caravane des Andes ; 5.10, Fanzine ; 5.35, Fréquenstar.

CANAL +

14.00 Sport : Basket-ball. En direct.
15.45 Documentaire : Le Lac des insectes. De Richard Matthews.
16.10 Insektors. Les Détraqueurs du ciel.
16.25 Les Superstars du catch.

En clair jusqu'à 20.30

17.15 Décode pas Bunny.
18.15 Dessin animé : Profession critique. Dr Jay.
18.40 Magazine : Tellement mieux.
18.55 Flash d'informations.
19.00 L'Hebdo de Michel Field.
20.00 Magazine : C'est pas le 20 heures.

20.30 Téléfilm : Abus de confiance. De Carl Schultz.
22.00 Flash d'informations.
22.05 Surprises (et 3.48, 5.30).
22.15 Magazine : Jour de foot. Présenté par Thierry Gilardi. Buts et extraits des matches de la 35e journée du championnat de France de D1.
23.00 Sport : Boxe. En direct. Championnat d'Europe des poids mi-lourds : Christophe Girard (France)-Eddie Smulders (Pays-Bas), à Romorantin.
0.00 Le Journal du hard. *Présenté par Philippe Vandel.*
0.05 Cinéma : La Chienne. *Film américain*, classé X, de John Leslie (1994).
1.40 Cinéma : Douba-Douba. ■■ Film russe d'Alexandre Khvan (1993, v.o.).

LA CINQUIÈME

13.30 A tous vents. Contes de la mer.
14.30 Découvertes. Aime-moi, je t'aimerai.
15.30 Arts musique. Le chant des anges.
16.30 Mag 5.
17.00 Les Grandes Séductrices. Ingrid Bergman (rediff.). *Dans les années 40, elle est l'actrice européenne la plus populaire d'Hollywood.*
18.00 Magazine : Arrêt sur images. Comment lire les images.
18.55 Le Journal du temps.

ARTE

19.00 Série : Ça vous fait rire ? Question de goût [2/2]. De Mark Chapman, avec Dany Webster, Luke Sarba.
19.30 Le Dessous des cartes. De Jean-Christophe Victor. Russie : Tchétchénie, de Jean-Loïc Portron (rediff.).
19.40 Histoire parallèle. Actualités américaines, britanniques et françaises de la semaine du 6 mai 1945, commentées par Marc Ferro, Marlis Steinert et Pierre Milza.
20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Téléfilm : Ballade allemande. De Tom Toelle [3/3].
22.30 Les Hommes du port. D'Alain Tanner.
23.35 Magazine : Velvet Jungle. Présenté par Valli. Cream : Strange Brew.
0.45 Série : Johnny Staccato. 18. Nuit d'angoisse, de et avec John Cassavetes (v.o.).
1.15 Téléfilm : La Vallée de l'Eden. De Murray Martin, avec Brian Hogg, Daren Bell (v.o., 96 min, rediff.).

CÂBLE

TV 5 19.00 Y'a pas match. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Téléfilm : Les Cavaliers aux yeux verts. De Michel Wyn [3/3]. Avec Irène Papas, Xavier Deluc. 21.30 Concert : Festival franco-ontarien. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Le Grand Jeu des célébrités. 22.45 Théâtre : Décibel. De Julien Vartet. Mise en scène de Gérard Savoisien, enregistrée au Théâtre Edouard-VII. Avec Christian Marin, Corinne Le Poulain. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3 (25 min).

PLANÈTE 19.35 Polles. D'Eric Fayolle. 20.00 La Quatrième force. De Jean Druon et Eusebio Serrano. 20.25 Les Ailes de légende. De Barry Cawthorn [26/38]. Catalina PBY. 21.20 Chippendales : Descente sur la ville. De Paul Martisen. 22.10 La Loi du collège. De Mariana Otero [2/3]. 23.05 Saint-Anatoly. De Jean-Luc Prince. 23.35 Force brute. De Robert Lihani [62/65] (50 min).

PARIS PREMIÈRE 19.30 L'Aloum. 20.00 Café-théâtre. 20.30 Echecs. 22.00 Embouteillage. 23.05 Le court en dit long. 23.55 A bout portant. 0.45 Paris Match Première (25 min).

CANAL J 18.15 Série : Un bon petit diable. 18.30 Série : Opération Mozart. 19.00 Regarde le monde. 19.15 Série : Souris noire. Souris noire visite la Cité des sciences. 19.30 La Panthère rose. 20.00 Pinocchio.

CANAL JIMMY 21.00 Série : Les Aventures du jeune Indiana Jones. 21.50 Série : Les monstres nouveaux sont arrivés. 22.15 Chronique du chrome. 22.20 T'as pas une idée ? Invité : Rony Brauman. 23.20 Série : Private Eye. 0.10 Road Test. 0.30 Série : Seinfeld (25 min).

SÉRIE CLUB 19.10 Série : Force de frappe. 19.55 Série : Miami Vice (et 23.50). 20.45 Série : Joséphine, ou la Comédie des ambitions. 22.10 Série : Cosmos 1999. 23.00 Série : Mystères à Santa Rita. 0.40 Série : Julien Fontanes, magistrat (90 min).

MCM 19.30 L'invité de marque. Christophe Martet, président d'Act-Up. 20.00 MCM mag. 20.30 MCM euromusiques nordica. Danemark. 21.30 MCM backstage. Little Bob. 22.30 MCM dance club (210 min).

MTV 19.00 European Top 20. 21.00 Concert : Hip Hop Unplugged. 21.30 Concert : Arrested Development Unplugged. 22.00 The Soul of MTV. 23.00 First Look. 23.30 The Zig and Zag Show (30 min).

EUROSPORT 14.45 Motocyclisme. En direct. Championnat du monde de vitesse : Grand Prix d'Espagne. Essais des 500 cm³, à Jerez. 15.55 Football. En direct. Championnat de France D2 : 39e journée, Marseille-Gueugnon. 18.30 Haltérophilie. En direct. Championnat d'Europe messieurs : finale du groupe A. Catégorie des 99 kg, en Pologne. 19.30 Golf. En différé. PGA européenne : Open d'Italie. 3e tour. 21.30 Hockey sur glace. En différé. Championnats du monde : finale pour la troisième place, à Stockholm (Suède). 0.00 Tennis. En différé. Tournoi messieurs d'Atlanta (Géorgie) : 1re demi-finale (120 min).

CINÉ CINÉFIL 18.10 Actualités Pathé nos 1, 2, et 3. 20.45 Le Club. Invité : José Giovanni. 22.05 ▶ Les Simon, père et fils. De Michel Boujut et Ana Simon. 23.00 L'Eventail de Lady Windermere. ■■ Film américain d'Otto Preminger (1949, N., v.o.). 0.20 La Femme en question. ■■ Film britannique d'Anthony Asquith (1950, N., v.o.).

CINÉ CINÉMAS 9.45 La Lettre du Kremlin. ■■ Film américain de John Huston (1970). 18.35 Téléfilm : Par le sang versé. De Robert Ellis Miller. 20.10 Hollywood 26. 20.40 Téléfilm : La Maison dans la dune. De Michel Mees. 22.05 Dans les coulisses de... 23.00 Palace. ■ Film français d'Edouard Molinaro (1984, 90 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE
19.32 *Poésie sur parole*. Spécial Alain Jouffroy. 20.00 Le Temps de la danse. Spécial Roland Petit. 20.30 Photo-portrait. Séverine Jouve, écrivain. 20.45 Fiction. Nouveau répertoire dramatique : Changement de direction, de Guy Foissy. 22.35 Musique : Opus. Felicity Lott. Avec Jean-Albert Cartier et Armin Jordan. Œuvres de Richard Strauss, Chausson, Poulenc, Mozart. 0.05 Clair de nuit. Rencontre avec Georges Godeberg. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Euphonia : La nuit (2) ; 2.00, Milady, d'après Alexandre Dumas (2) ; 3.56, Profils perdus : Antoine Meillet (2) ; 4.54, Le Voleur honnête, d'après Dostoïevski ; 5.39, Qui êtes-vous Paul Morand ? ; 6.10, L'élection de Paul Doumer à la présidence de la République.

FRANCE-MUSIQUE 19.30 Soirée lyrique. En direct de l'Opéra national de Paris, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra national de Paris, dir. Graeme Jenkins : Iphigénie en Tauride, de Gluck, sol. Carol Vaness (Iphigénie), Anthony Michaels-Moore (Oreste), Keith Lewis (Pylade), Philippe Rouillon (Thoas), Raphaelle Farman (Diane). 23.00 Musique pluriel. Concert donné le 27 avril, *à la salle Olivier Messiaen, à Radio-France*, Michel Portal, clarinette : Œuvre de Portal (création mondiale) ; Portrait de Michel Portal pour bande et clarinette (création mondiale), de Ferrari. 0.05 Auto-portrait. Arthur Oldham, chef du Chœur de l'Orchestre de Paris. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector. Œuvres de Telemann, Haydn, Liszt, Mendelssohn, Fauré, Poulenc, Gershwin, Carmichael, Parish, Ellington et Hodges, Barber, Rachmaninov, Borodine, Dvorak, Sibelius.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Le Monde
SAMEDI 6 MAI 1995

L'oracle

par Pierre Georges

IL EST DES PHRASES qui, bien involontairement, vous sont un enchantement. C'était à l'heure de la revue de presse et de la brosse à dents. La journée s'annonçait radieuse, bleue comme une journée de travail. Le ciel était bien dégagé et l'échéance, proche. Du poste est tombée une citation marmoréenne, à inscrire au fronton des écoles de sondage, une merveille de pensée en peau de lapin : *« Le caractère mobile de l'électeur flottant. »*

Ah, qui dira jamais assez le caractère mobile de l'électeur flottant au gré de ses tourments et de ses scrupules ! *Fluctuat nec mergitur.* L'indécis, son nom de code, est un bouchon, un pauvre vieux bouchon sur l'élection. L'indécis est une épave par temps de crue présidentielle qui se raccroche à tout et à rien, au moindre argument, à la plus mince impression, et ne s'indécide point. L'indécis est ce naufragé dont les tourments ne prendront fin qu'en vue de l'isoloir, quand il pourra crier et voter enfin *« terre, terre »*.

La peste soit des indécis et de l'indécision ! Car, paradoxalement, ce sont eux et elle qui font la décision. La démocratie est ainsi ce jeu pervers qui confie son destin à ceux qui ont le moins de convictions, aux votants de la vingt-quatrième heure. C'est totalement immoral !

Sont-ils encore nombreux, ces électeurs flottants à caractère mobile ? Comment savoir ? Les sondages sont interdits. Ou plutôt leur publication en France. Interdits mais pas pour tout le monde, interdits de dire mais pas de savoir. Des sondages, autant l'avouer ici, chaque journaliste en a plein les poches, plein la tête. Des vrais, des faux, des officiels, des RG, des bidons, des tordus, des sérieux, des concordants, des divergents, des chiraquiens, des socialistes et même des balladuriens. Une vraie avalanche au marché noir du sondage !

Privilège des sachants ? Voire. Car on s'aperçoit vite que, quand on sait tout, on ne sait rien. Ou pas grand-chose. Et, d'ailleurs, il ne tient qu'à l'électeur de se mettre au suisse ou à l'anglais pour n'en savoir pas plus. Les gazettes étrangères se font un plaisir de publier l'état de nos sondages. Il n'est même plus très loin le jour où la résistance à l'obscurantisme s'organisera. On imagine très bien une radio émettant des montagnes valaisanes ou de l'île de Wight. On imagine un générique : Pom, Pom, Pom, Pom. On imagine un titre : « Les sondés parlent aux sondés ».

On peut tout imaginer. Et ne rien savoir. La preuve, ici même au *Monde*, entreprise qu'il ne convient pas de prendre au tragique ou au sérieux plus que nécessaire. La coutume, ancestrale, veut qu'à chaque élection soit organisé un concours de pronostics. A charge pour le vainqueur de régaler la garnison. Cette fois, nul n'est parfait, le gagnant du premier tour ne le dut qu'à une sorte de dyslexie élective. Il avait pronostiqué les bons scores, mais inversé les noms.

Son mérite reconnu, il convenait, ce matin même, d'aller consulter l'oracle. Il en avait fini d'éventrer les poulets et lisait *L'Equipe*. Et la sentence tomba, irréfutable. Si Toulouse gagne la finale de rugby, ce sera Jospin. Si Castres l'emporte, ce sera Chirac. On vous livre le pronostic pour ce qu'il vaut.

M. Pasqua précise aux préfets l'organisation des « pays »

Des expériences pilotes seront lancées

LA « LOI PASQUA » sur le développement et l'aménagement du territoire introduit officiellement – dans ses articles 22 à 24 – une notion administrative, politique, et géographique nouvelle, le *« pays »*. *« Ce sont des espaces cohérents, aux plans géographique, culturel, économique et social, qui expriment une communauté d'intérêts et scellent, le cas échéant, des solidarités réciproques entre la ville et l'espace rural »*, indique une circulaire que Charles Pasqua, ministre d'Etat, a adressée jeudi 4 mai aux préfets, pour leur expliquer comment, dans chaque département, devra être organisé et maillé le territoire placé sous leur responsabilité.

La politique d'aménagement du territoire prendra appui sur des réseaux de solidarité, qui seront essentiellement les *« réseaux de villes »* et les *« pays »*. Le gouvernement ne veut pas que la délimitation géographique des pays soit imposée d'en haut et il faudra *« faire preuve de pragmatisme »*. MM. Balladur et Pasqua n'ont pas voulu faire du pays une nouvelle circonscription administrative, encore moins une future circonscription électorale en pointillé, ce qui aurait naturellement provoqué l'ire des conseillers généraux.

« STRATÉGIES VIABLES »

Le pays n'est qu'un *« territoire »*, précise la circulaire. *« Il ne respectera pas obligatoirement le découpage des circonscriptions existantes »* et pourra déborder les limites d'un département et d'une région. La taille et l'étendue de ce territoire seront différents selon les endroits, mais ce doit être, en tout cas, *« l'espace pertinent pour mener une action globale de développement et d'organisation des services publics de l'Etat »*. On trouvera des pays en milieu rural, mais aussi dans les villes et les banlieues périphériques.

Dans chaque département, la commission de coopération intercommunale est chargée de formuler des propositions de délimitation des pays sur le territoire qui la concerne. A l'issue des travaux de cette commission, les préfets publieront la liste et le périmètre géographique des pays. Lorsque des pays *« chevaucheront les limites de plusieurs départements, c'est le préfet de région qui veillera à la cohérence des délimitations proposées »*. Il est recommandé aux préfets de s'entourer des avis de géographes, d'historiens, de sociologues, d'économistes, et de prendre en considération la présence d'équipements comme les gares, les hôpitaux, les collèges, avant de donner leur feu vert aux limites d'un pays.

Enfin Charles Pasqua demande que ces nouveaux espaces *« constituent des entités de taille suffisante pour conduire des stratégies économiquement viables. Le pays ne pourra être limité au périmètre d'un seul canton. Il doit au contraire, notamment dans les zones de faible densité, en comporter un certain nombre. »* Cette disposition a provoqué un désaccord entre Charles Pasqua et son ministre délégué Daniel Hoeffel (qui estime qu'un canton peut fort bien, à lui seul et dans certaines zones, représenter un réel espace de solidarité et de cohérence). En conséquence, ce dernier a refusé de cosigner la circulaire du ministre d'Etat.

Le gouvernement va sélectionner quinze à vingt *« pays tests »*, en zones urbaines et rurales, pour lancer des « opérations de préfiguration » et engager, à partir d'expériences pilotes, une politique d'organisation des services publics.

F. Gr.

M. Mitterrand soutient les parents « sans-papiers » d'enfants français

LE PRÉSIDENT de la République devait recevoir, vendredi 5 mai en fin de matinée, une délégation du comité de soutien aux parents étrangers d'enfants français sans papiers, dont six observent une grève de la faim depuis le 11 avril, dans un foyer protestant du quinzième arrondissement de Paris (*Le Monde* du 5 mai). Outre Ibrahim Karamoko, président de l'association « Plein droit » qui soutient les grévistes et Ahmed Meziani, son porte-parole, François Mitterrand devait s'entretenir avec le pasteur Jacques Maury, président de la CIMADE, M[e] Henri Leclerc, président de la Ligue des droits de l'Homme et Fodé Sylla, président de SOS-racisme.

Les ministères concernés ne proposent aucune issue à la situation absurde de ces étrangers ni expulsables (comme parents d'enfants français) ni régularisables (car en situation irrégulière au moment de leur demande de papiers) en vertu de la loi Pasqua de 1993. Leur lutte pour la régularisation, qui dure depuis plus d'un an, n'avait ému, jusqu'à présent, que les associations de défense des droits de l'homme et quelques personnalités comme Marina Vlady, Pierre Bourdieu et Léon Schwartzenberg. Danielle Mitterrand avait rendu visite aux grévistes, le 19 avril et Lionel Jospin avait promis, le 2 mai, lors de son débat avec Jacques Chirac, qu'il entendait *« changer »* la disposition de la loi Pasqua pour remédier à cette situation.

DÉPÊCHES

■ **DÉLOCALISATIONS : l'association Antidéloc,** qui revendique une centaine d'adhérents, a présenté, jeudi 4 mai, une motion destinée au futur président de la République. Ce texte demande l'arrêt immédiat de la politique de transferts de services publics en province lancée en 1993 par Edith Cresson et poursuivie par Edouard Balladur, une évaluation de son impact sur le développement local et une estimation, par la Cour des comptes, des dépenses qu'elle a engendrées (*Le Monde* du 18 janvier).

■ **AFFAIRES : l'ancien maire de Nice, Jacques Médecin,** actuellement en prison, son successeur, Honoré Bailet (RPR), sénateur, ainsi que douze autres personnes ont fait l'objet d'un renvoi en correctionnelle, dans le cadre de l'affaire de la caisse noire de la SEREL, une entreprise spécialisée dans la signalisation et la régulation électronique du trafic routier. Poursuivi pour *« recel d'abus de biens sociaux et corruption passive »*, M. Médecin est accusé d'avoir touché quatre millions de francs entre 1986 et 1990.

■ **DÉCÈS : Lewis Preston, président de la Banque mondiale** depuis 1991, est décédé jeudi 4 mai des suites d'un cancer à l'âge de soixante-huit ans, a annoncé la Banque mondiale à Washington. Lewis Preston avait déclaré au début de l'année qu'il quitterait ses fonctions fin mai en raison de sa maladie. Il doit être remplacé par un autre Américain, James Wolfensohn. – *(Reuter.)*

■ **ACADÉMIE FRANÇAISE : l'écrivain Jorge Semprun,** qui est de nationalité espagnole, a posé sa candidature au fauteuil du philosophe Henri Gouhier (l'élection aura lieu le 1[er] juin). Ancien ministre de la culture du gouvernement socialiste espagnol, Jorge Semprun est l'auteur de nombreux ouvrages écrits en français. Dans le dernier, *L'Écriture ou la vie* (Gallimard), il aborde pour la première fois ses souvenirs de déportation à Buchenwald, où il fut interné en tant que résistant communiste.

SOMMAIRE

BOURSE

Cours relevés le vendredi 5 mai, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	—	—	– 13,35
Honk Kong index	8319,75	+ 0,24	+ 1,57

Tokyo : Nikkei sur 3 mois

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 04/05	Var. en % 03/05	Var. en % fin 94
Paris CAC 40	1946,19	– 1,26	+ 3,46
Londres FT 100	3264,30	+ 0,05	+ 6,48
Zurich	1249,22	+ 0,89	+ 0,71
Milan MIB 30	1032	+ 0,78	+ 0,68
Francfort Dax 30	2044,79	+ 0,79	– 2,93
Bruxelles	1457,70	+ 0,82	+ 4,89
Suisse SBS	1055,35	+ 0,93	+ 1,65
Madrid Ibex 35	—	—	+ 1,70
Amsterdam CBS	284,60	+ 0,18	+ 2,37

DEMAIN dans « Le Monde »

FIN DE SAISON A L'ÉLYSÉE : pendant que François Mitterrand assume jusqu'au bout les devoirs de sa charge, ses collaborateurs vivent intensément leurs derniers jours à l'Elysée, avec un pincement au cœur et l'envie de ne pas penser à l'« après ».

Tirage du *Monde* daté vendredi 5 mai 1995 : 533 199 exemplaires

DANS LA PRESSE

M. Chirac et l'Europe

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

Au-delà de la France, cette initiative de dernière minute [le projet de référendum sur l'Europe] est susceptible d'ébranler l'Allemagne et les autres pays européens, en les inquiétant à propos de la fiabilité de M. Chirac, après l'étroit partenariat entre Bonn et le président François Mitterrand. (...)

L'avenir de l'Europe a été absent de la campagne électorale, même si c'est la question principale qui intéresse les voisins de la France.

Joseph Fitchett

LA TRIBUNE

Est-ce Jacques Chirac qui s'embrouille ou les marchés qui comprennent mal ? Difficile d'imaginer qu'il pût en être autrement, considérant la diversité des opinions que le candidat doit fédérer au sein de sa famille politique. Cette contradiction est un casse-tête pour un chef de parti. Elle est embarrassante pour un candidat à la présidence. Elle peut devenir périlleuse pour le pays si ce candidat est élu. (...)

Les violons s'annoncent moins faciles à accorder [au sein du couple franco-allemand] si l'interlocuteur du chancelier allemand s'appelle Jacques Chirac.

Pascal Aubert

FRANCE-INTER

La réactivation de ce thème [d'un éventuel référendum sur l'Europe] n'est bien sûr pas innocente dans la mesure où il peut rassurer et mobiliser, en faveur du maire de Paris, la droite eurosceptique qui a voté de Villiers ou Le Pen, le 23 avril. Mais elle a aussi pour résultat d'offrir à Lionel Jospin, qui n'a pas été brillant sur le sujet au cours du débat télévisé, l'occasion de souligner le flou et la plasticité du discours européen de son adversaire, et d'émettre un signal en direction du centre.

Pierre Le Marc

هكذا من الأصل

Le Monde
DES LIVRES
SAMEDI 6 MAI 1995

Incomparable Dumézil

Neuf ans après la mort du grand maître des études indo-européennes, des inédits et une réédition soulignent son apport irremplaçable

LE ROMAN DES JUMEAUX
Esquisses de mythologie
de Georges Dumézil.
Gallimard, « Bibliothèque des sciences humaines »,
350 p., 150 F.

MYTHE ET ÉPOPÉE I, II, III
de Georges Dumézil.
Gallimard,
nouvelle collection « Quarto »
1484 p., 160 F.
(En librairie le 12 mai.)

Un nouveau livre de Georges Dumézil est une fête pour le lecteur. Une de ces fêtes qui procurent une sorte de joie enfantine, celle que nous avons tous connue un jour ou l'autre, en découvrant que *Les Trois Mousquetaires* avaient une suite, et que le livre ne s'arrêtait pas quand on en tournait la dernière page. Nous avons beau savoir que ce quatrième volume des *Esquisses mythologiques*, lui, n'aura pas de suite, qu'il survient neuf ans après la mort du mythologue, aucune tristesse ne vient tempérer notre plaisir. Car le livre brûle de cette foi en l'avenir qui l'a toujours habité, et qu'il réussit de nouveau à nous communiquer. Ecoutons ce que nous annonce, dans la centième et dernière esquisse, cet homme de quatre-vingt-huit ans, depuis longtemps malade ; relisant le mythe de Prométhée, il y décèle une aporie, et une énigme à résoudre : *« Je proposerai plus tard, dans une autre esquisse, les éléments d'une solution. »* Magnifique et vertigineux optimisme !

Il est vrai que les quatre livres de cette série, d'*Apollon sonore*, en 1982, au *Roman des jumeaux*, aujourd'hui, sont entièrement tournés vers le lecteur du futur. On en connaît le principe : c'est tout le contraire d'un testament, plutôt une sorte de pari intellectuel ou de placement scientifique. Certain d'être rattrapé par le temps avant d'avoir achevé son œuvre, Dumézil se refuse à laisser perdre l'univers en mouvement qui hante son infatigable cerveau, programmé pour sécréter littéralement idées et visions nouvelles. Dès le début des années 80, il décide de les confier à la postérité, bien sûr, mais aussi, dans l'immédiat, aux lecteurs, sous forme d'*« esquisses »*, c'est-à-dire de projets plus ou moins élaborés, menés aussi loin que possible, mais toujours inachevés. *« Chacune,* précise-t-il, *pose un problème et présente ce qui nous paraît être les principaux moyens de solution. Elles ne sont pas toutes poussées au même point. Certaines sont rudimentaires, d'autres plus développées et plus nuancées, mais aucune n'approche son terme. »* Ainsi ouvertes au public, ces pistes s'offrent à tout « écolier » d'aujourd'hui et de demain, assez aguerri ou intrépide pour s'y engager et les suivre jusqu'au bout. Plusieurs d'entre nous s'y sont risqués, à la grande satisfaction du maître : *« L'expérience montre du moins que ce genre littéraire n'est pas inutile. »* Prévoyant que ses « destins », ses *fata*, aimait-il à dire, ne tarderaient pas à se faire plus pressants, il avait annoncé qu'il publierait *« encore une série de projets »*, dont certains ne seraient plus, faute de temps, *« que des « croquis », des « lettres », voire des « billets » de mythologie »*. Ainsi se présente, effectivement, *Le Roman des jumeaux*, à ceci près qu'il est resté lui-même inachevé, et que plusieurs de ces esquisses représentent effectivement... des ébauches d'esquisses. Toutefois, beaucoup avaient déjà été travaillées et remises sur l'établi par Dumézil. C'est pourquoi ce ne sont nullement, contrairement à ce qu'affirme la présentation de l'éditeur, *« des épaves retrouvées »*, puisqu'elles avaient été, dès leur conception, destinées à la publication, et n'ont jamais été ni perdues ni abandonnées. Ce sont plutôt des pièces d'orfèvrerie auxquelles manquent quelques éclats et le dernier lustrage. Car Dumézil était « un homme de ratures », qui reprenait inlassablement ses manuscrits.

> *Regard sur des jumeaux légendaires de l'Inde, de l'Iran et d'ailleurs*

Joël Grisward, fort de son expérience de médiéviste, a réussi à déchiffrer le grimoire. Il a pris le parti de le publier en l'état, sans correction de style. Pour une éventuelle réédition, mieux vaudrait toutefois remanier légèrement la numérotation des esquisses, pour aboutir à 101, préféré par Dumézil au nombre 100, qu'il trouvait *« plat »*. Il suffirait de numéroter 82 l'esquisse 81 *bis*, qui est indépendante de 81, ou de donner le n° 101 au dernier texte, *Prométhée I*, qui n'est pas numéroté. Dans les textes anciens subsistent çà et là de rares impropriétés, que les spécialistes rectifieront d'eux-mêmes. Par exemple, en arménien classique, il faut inverser les apostrophes rondes. Il est toutefois une coquille malencontreuse, répétée, qui devra être absolument corrigée : dans le mythe de Prométhée, la querelle des dieux et des hommes se réglait à *Mêkônê*, et non à *Mykone*, qui évoque un peu trop une île de vacances à la mode...

Les sujets traités, ainsi le veut le genre, relèvent des nombreuses provinces du monde indo-européen : Inde, Iran, Arménie, Rome, Scythie, Grèce, Scandinavie, d'autres encore, sans oublier les voisins, Lapons, Circassiens et Lazes du Caucase, etc. Beaucoup de ces études, mais non toutes, précisent, éclairent ou prolongent ce système « trifonctionnel », qui reste une des grandes découvertes de Dumézil. Les peuples parlant des langues d'origine indo-européenne ont dû avoir en commun, vers 3000 avant notre ère, une conception tripartie de l'univers et de la société. Ce schème classificatoire a conditionné, structuré et informé la plupart des créations de l'esprit, infléchissant la théorie de la société et du mariage, la religion et la théologie, la mythologie, l'histoire idéale des origines, la littérature écrite et orale, le folklore, plusieurs œuvres d'art. Chacune des trois composantes hiérarchisées se rapporte à un ensemble d'activités humaines essentielles : la souveraineté politique et religieuse ; la force physique et la guerre ; la production et la reproduction, avec les biens de la terre, la fécondité, la volupté. Chacune est représentée, illustrée, animée par un ou plusieurs types de divinités et de héros épiques.

Ainsi la troisième fonction est-elle volontiers interprétée, au sens scénique du mot, par un couple de jumeaux, tels les Nâsatya de l'Inde védique.

Cette mise en drame gémellaire occupe près de la moitié du livre et lui fournit son titre. D'une certaine manière, les « variations sur les jumeaux indo-européens » relèvent donc de la troisième fonction. On y trouve les grands thèmes depuis longtemps abordés par l'auteur, et notamment l'épisode, caractéristique, du rajeunissement d'un vieillard, spécialité des Dioscures indiens. Dumézil a reconnu une représentation de cette scène sur un vase iranien. La démonstration, parfaitement convaincante, tient du tour de force, car elle occupe exactement... une page, reproduisant une lettre adressée à un savant belge. Les « variations » valent surtout par les projections de la dialectique gémellaire, étendue à des couples non fraternels. Ces transferts de la gémellité et leur lien avec l'inceste évoquent le beau livre, révolutionnaire, publié récemment par Françoise Héritier-Augé (1).

La seconde partie aborde plus directement les structures trifonctionnelles, détectées sous des nouvelles formes ou en d'autres lieux, parfois inattendus. Beaucoup sont tout à fait réussies, comme cette lecture « tripartie » des « trois malheurs » d'Electre. L'analyse est si judicieuse que les commentateurs d'Euripide devront désormais en tenir compte ou expliquer autrement ce thème récurrent, s'ils refusent le filtre trifonctionnel.

Le plus passionnant ne tient pas tant à l'approfondissement du système tripartie en lui-même qu'aux nombreuses escapades dont il offre le prétexte.

Georges Charachidzé

▶ **Professeur d'études géorgiennes et caucasiennes à l'INALCO et à l'École pratique des hautes études.**

Lire la suite page VIII

(1) *Les Deux Sœurs et leur mère*, Odile Jacob, 1994. (« Le Monde des Livres » du 7 mai 1994.)

Georges Dumézil, un savoir mis au service d'une logique imperturbable et d'une imagination passionnée

ARNAUD BAUMANN

Une insolente gaieté

Mêlant journal intime, roman et essai, Stéphane Zagdanski livre un traité personnel, paradoxal et provocant, sur l'antisémitisme

DE L'ANTISÉMITISME
de Stéphane Zagdanski
Julliard, 312 p., 120 F.

Il n'a fallu à Stéphane Zagdanski que deux petits livres – *Céline seul* et *Le Sexe de Proust* (1) – pour se mettre à dos les bien-pensants, les fonctionnaires gris d'une pensée plus grise encore, les faux modestes et vrais intolérants ; bref, les journalistes, dirait-il sans doute en riant. Il vient d'aggraver son cas avec ces quelque trois cents pages brillantes et insolentes réunies sous le titre *De l'antisémitisme*. Ni étude, ni thèse, ni pamphlet, voici une sorte de traité, très personnel, paradoxal et provocant comme son auteur, mêlant le journal intime, le roman (dialogues avec des personnages qui sont des sortes de double), l'essai, et jouant sans cesse de la digression, de la dérision.

Ce livre est d'abord le travail d'un écrivain qui, à trente ans, se sent prêt à exister sans se faire « réduire », « commercialiser », « pacifier », et qui affirme, à la dernière ligne de son « épilogue » : *« Moi je m'appelle Stéphane Zagdanski, écrivain de langue française, et je suis un juif glorieux. »* Écrivain, à coup sûr. Quand on commence un de ses livres, quel qu'en soit le sujet, on va au bout. *De l'antisémitisme* devrait passionner les néophytes et agacer les spécialistes – comme toujours quand un écrivain s'empare, à sa manière, de leur sujet d'étude.

Mais Zagdanski, qui aime bien avoir réponse à tout, leur a réservé quelques réflexions, sous le titre « Les experts » : *« Le meilleur moyen de* connaître *l'antisémitisme ? Lire les quatre volumes de l'*Histoire de l'antisémitisme *de Poliakov. (...) Le meilleur moyen de* comprendre *l'antisémitisme ? Né surtout pas s'acharner à recenser les faits et les dires antisémites. A condition d'avoir un tant soit peu d'ouïe talmudique, on en apprend mille fois plus sur le cœur de l'affaire en lisant la Bible que* Mein Kampf. *Allez faire comprendre ça aux experts. Un expert est un être qui passe des centaines d'heures de sa vie à étudier (...) des monceaux de propagande nauséabonde. (...) Comment ne succomberait-il pas ? (...) Souvent donc ce sont les spécialistes de l'antisémitisme et du fascisme (...) qui se mettent à déraper brusquement (...). »*

Les filiations de l'écrivain Zagdanski sont claires, et portent en elles-mêmes leur lot d'embûches : la judéité singulière de Philip Roth, la rythmique de Philippe Sollers, et la jubilation des deux. Comme Roth, il est déjà traité de juif antisémite (on vient même de l'attaquer en justice pour avoir décrit dans ce livre une anodine et parisienne « soirée juive », épisode « pipikesque » qui réjouirait Roth). Le « péché » principal de Zagdanski est certainement de vouloir balayer l'image du juif souffrant, si prisée par les philosémites (évidemment antisémites à *ses yeux*) et par ceux qu'ils nomment *« Les antisémites honteux »*, pour exalter *« la joie juive »* : *« Les juifs en un mot ont inventé la joie (...). Ils ont lancé au monde la plus insupportable des* bonnes nouvelles : *être élu consiste à s'élancer dans la liesse de la Loi, laquelle ne traduit pas la raideur de la Règle, mais l'attrait des Lettres. »*

> *« L'antisémitisme c'est une haine du style (...) une haine de la pensée en acte. »*

En douze parties, précédées d'un prologue, de la parabole de Balac et Balaam (qui lui servira constamment à illustrer son propos), et suivies d'un épilogue, Zagdanski prend parti avec vigueur, sans modestie, sans précautions, pour la langue, pour le corps, pour « l'oreille », en un mot pour le style : *« L'antisémitisme est une haine du style. C'est-à-dire une haine de la pensée en acte. C'est-à-dire une haine du corps. »* On dira qu'il tranche de tout un peu vite. Il répondra que les écrivains l'ont toujours fait. Et il a à ses côtés ceux qu'ils fréquentent depuis longtemps déjà : Kafka, Proust, Céline, Artaud, Joyce et quelques autres.

Si on n'aime pas son livre, on est suspect à ses yeux. Mais si on l'encense, on l'est tout autant. Il faut courir le risque. Comme il faut accepter d'encourir sa colère en se montrant détestablement paternaliste : il ne gagne rien en désignant les personnes qu'il met en scène *par leur patronyme* – au contraire, il « provincialise » son propos. Pour jouer avec les identités, il doit peut-être attendre encore un peu... Puisqu'il est déjà assez libre pour être la cible des conformistes, Stéphane Zagdanski est certainement assez fort pour continuer à écrire sa vérité *sans écouter ses ennemis*, ni ses amis.

Josyane Savigneau

(1) Gallimard, « L'Infini », 1993 et 1994.

هكذا من الأصل

L'ÉDITION

■ **Agnès Touraine quitte le groupe Hachette.** Agnès Touraine, quarante ans, a décidé de quitter, pour des *« raisons personnelles »* liées à *« une évolution normale de carrière »*, le groupe Hachette. Elle y dirigeait, depuis 1989, l'importante branche grande diffusion d'Hachette livre, après être entrée à la direction générale du groupe en 1985.

■ **Résultats en hausse pour Hachette Livre.** Hachette Livre, la filiale édition de Lagardère Groupe, a enregistré en 1994 un résultat net consolidé de 137 millions de francs, contre 104 millions de francs en 1993, soit une progression de 32 %. Également en hausse de 8 %, le chiffre d'affaires hors taxes d'Hachette Livre s'élève à 4,326 milliards de francs en 1994. Avec des best-sellers comme *Paris au XX[e] siècle*, de Jules Verne, ou *Lajja*, de Taslima Nasreen, la littérature affiche la progression la plus significative (+17 %), devant le secteur du tourisme (+12 %) et la vie pratique (+11 %). La jeunesse et l'éducation (+3 %) connaissent une année correcte, tandis que la vente par courtage reste stable et que le poche recule un peu après une année 1993 qualifiée de *« remarquable »*.

■ **Georges Leser président des Presses-Solar-Belfond.** Jusqu'à présent vice-président - directeur général des Presses-Solar au Groupe de la Cité, Georges Leser *vient d'être nommé président*-directeur général de l'ensemble Presses-Solar-Belfond. Celui-ci comprend les Presses de la Cité, spécialisées dans la littérature de grande diffusion, Solar, spécialiste du livre illustré grand public, et les éditions Belfond, acquises par le Groupe de la Cité à l'occasion du rachat de Masson, en novembre 1994.

■ **Nouveau souffle pour la collection « Poésie » chez Flammarion.** Retenir *« des œuvres singulières, secrètes, habitées, en essayant d'éviter le dogmatisme des chapelles »*, privilégier les *« voix sans interprète »* de *poètes qui inventent leur « langue privée »* : tel est le projet d'Yves di Manno, qui a pris chez Flammarion, à l'automne, la direction de la collection « Poésie », lancée en 1985, sous sa forme actuelle, par Claude Esteban. *« Malgré les temps incertains que nous vivons, je reste intimement persuadé de la nécessité du poème, de sa fonction d'échange, du travail auquel il participe en profondeur par son immersion dans la matière et la mémoire d'une langue, quelle que soit l'époque où il émerge »*, affirme Yves di Manno. Après deux premiers titres sortis en 1994, *Parafe*, de Jean-Paul Auxeméry, et *L'Océan jusqu'à toi*, de Mathieu Bénézet, deux nouveaux titres viennent de paraître, *Le Général et le Titanic*, de Hervé Piekarski, et *Faïences*, de Paul-Louis Rossi. Un nouveau recueil de Claude Esteban, *Quelqu'un commence à parler dans une chambre*, sortira en mai, tandis qu'est prévu pour la rentrée un recueil d'un jeune poète, Pascal Boulanger.

■ **Reprographie.** Daté du 14 avril, le décret d'application de la loi du 22 décembre 1994 relative à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie a été publié au *Journal officiel* du 19 avril. Ce décret comporte deux chapitres précisant notamment les conditions d'agrément des sociétés susceptibles d'assurer la gestion de ce droit.

■ **Prix littéraires.** Le prix Jean-Jacques Rousseau récompense Jean-Claude Guillebaud pour son essai *La Trahison des lumières* (Seuil). Le prix de la librairie l'Astrolabe a été décerné, au cours du festival Étonnants voyageurs, à Saint-Malo, au Polonais Ryszard Kapuscinski pour son roman *Imperium* (Plon). Le prix du Premier roman attribué par l'université d'Artois revient à Éric-Emmmanuel Schmitt pour *La Secte des égoïstes (Albin Michel), et le prix Séverine à* Zakya Daoud pour *Féminisme et politique au Maghreb, soixante ans de lutte* (éd. Maisonneuve et Larose).

L'avenir de Gallimard

Les milieux de l'édition évoquent avec insistance une possible redistribution du capital de la maison. État des lieux

Quand on est la première maison d'édition française indépendante, avec un nom et une histoire aussi prestigieux que ceux de Gallimard, il ne faut pas s'étonner d'être perpétuellement l'objet de commentaires ou de rumeurs. On n'y prêterait pas attention plus que de coutume si ces « bruits », ces temps-ci, ne se faisaient particulièrement insistants et concordants à propos d'un aspect stratégique pour l'avenir de la maison : une éventuelle redistribution de son capital.

De quoi s'agit-il ? On se souvient qu'après avoir été nommé, en 1988, par son père Claude, à la tête de la maison fondée, en 1911, par son grand-père Gaston Gallimard, Antoine Gallimard avait dû affronter une vive querelle familiale, au terme de laquelle il était finalement parvenu, en juillet 1990, à constituer un pacte d'actionnaires lui garantissant le contrôle de sa maison.

A cette date, et pour la première fois, des actionnaires extérieurs étaient entrés dans le capital de Gallimard, jusqu'alors entièrement familial. Parmi ceux-ci, figuraient notamment la Banque nationale de Paris (BNP), à hauteur de 12,5 % ; l'éditeur italien Einaudi (10 %) ; le groupe Havas (7 %) ; des institutions financières comme la Compagnie financière de Rothschild (2,5 %) ou la Financière Saint-Dominique (2 %), et d'autres petits actionnaires. Depuis la mort de Claude Gallimard, en 1991, cette répartition a légèrement varié. Les parts de la BNP sont désormais autour de 14 % et celles d'Havas de 12,5 %. De sorte qu'au total 40 % environ *des actions de la maison se* trouvent aujourd'hui à l'extérieur du cercle rapproché d'Antoine Gallimard.

NOUVEAU PACTE

Or c'est l'équilibre général de cet édifice qui risquerait aujourd'hui de subir quelques bouleversements. En effet, le pacte d'actionnaires, d'une durée initiale de cinq ans, arrive à expiration en juillet. Il est vrai que, selon plusieurs sources, un nouveau pacte, plus récent, aurait été signé dans l'intervalle, qui ne comporterait pas, lui, d'échéance. Quoi qu'il en *soit, à plus ou moins* long terme, le problème de la composition du capital – donc de l'indépendance de Gallimard – risque de se trouver posé.

D'abord parce que la BNP – qui, à l'époque où elle était encore nationalisée, n'était pas entrée de son plein gré dans le capital de Gallimard – souhaiterait aujourd'hui se dégager de cette participation dormante. Officiellement, la banque dément cette information. Mais, Daniel Lebègue, directeur général de la BNP, aurait reconnu que la banque n'avait pas vocation à rester actionnaire et qu'elle saisirait l'occasion de vendre, si celle-ci se présentait.

Situation similaire du côté des Italiens. Certes, Gallimard et Einaudi peuvent s'enorgueillir de belles réalisations éditoriales communes, telles que la « Bibliothèque de la Pléiade » en Italie, ou la création de la filiale Gallimard-Electa dans l'édition d'art. Il n'empêche que, depuis la prise de contrôle de Einaudi par Elemond – elle-même propriété de Mondadori, le groupe dont Silvio Berlusconi est le principal actionnaire –, le partenariat avec Gallimard est devenu plus incertain. Il n'est pas sûr que l'ancien président du conseil italien et ses associés souhaitent conserver durablement une participation dans l'édition littéraire française. A la direction financière de Mondadori, on ne cache pas que *« cette participation n'est pas stratégique »* et que *« l'idée est de vendre si l'on trouve un acheteur »*. Des *« conversations »* seraient actuellement en cours.

Au total, si la BNP et Einaudi se retiraient, près du quart des actions de Gallimard se trouveraient sur le marché. Soucieux de *relativiser ce risque*, Antoine Gallimard affirme : *« Il est vrai que la BNP souhaite quitter le capital. Mais nous nous sommes mis d'accord pour qu'elle puisse sortir de manière calme, sans mettre en péril l'indépendance de la maison. »* Il insiste par ailleurs sur *« le noyau dur d'actionnaires »* qui l'entourent. Juridiquement, il est vrai, ceux-ci ont signé une déclaration rappelant *« l'indépendance de la société vis-à-vis de tout tiers »*. Leur niveau de participation est plafonné, et tout nouvel entrant doit recevoir l'agrément du PDG. Cependant, remarque ce dernier, *« on ne connaît la valeur d'un lien que lorsqu'on l'éprouve »*. Que se passerait-il si un actionnaire extérieur manifestait de façon « agressive » sa volonté de « s'approprier » en partie l'un des fleurons de l'édition française ?

Comme toujours dans ces cas-là, les rumeurs vont bon train sur l'intérêt que les grands groupes – et, en particulier, le Groupe de la Cité – pourraient porter à la maison de la rue Sébastien-Bottin. Le leader français de l'édition dément vigoureusement ces allégations. Mais selon des sources internes au groupe, le PDG, Christian Brégou, aurait, lors de réunions, évoqué explicitement l'acquisition éventuelle de Gallimard comme la seule intéressante pour le groupe, parce qu'elle lui assurerait « l'éclat » qui lui manque en matière de littérature générale. *« Christian Brégou en a assez d'entendre qu'il ne sait faire que des livres scolaires, universitaires ou médicaux,* commente un observateur extérieur. *Le groupe veut montrer qu'il s'intéresse à la littérature, surtout quand il est attaqué par voie de presse à propos de Julliard et de Belfond. »* Et un cadre de la maison renchérit : *« Si le Groupe de la Cité, filiale d'Havas, achetait les actions BNP et Einaudi, l'ensemble Havas-Groupe de la Cité contrôlerait plus de 30 % de Gallimard. Pour peu qu'il faille procéder à une augmentation de capital, les parts de la famille risqueraient de se trouver complètement diluées. »*

SPÉCULATION

Or cette augmentation de capital pourrait s'avérer nécessaire. Avec un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de francs sur l'exercice 1994-1995, le groupe Gallimard – qui *compte un millier de salariés* – a, certes, enregistré un résultat suffisamment important pour mettre en place un système d'intéressement (« Le Monde des livres » du 10 mars). Mais, ces dernières années, il a dû consentir des investissements significatifs – dans le domaine des guides notamment – et pourrait avoir besoin d'argent frais s'il décide de se lancer dans l'édition électronique.

Sur ce plan comme sur celui d'une éventuelle redistribution du capital, il ne s'agit aujourd'hui que de spéculations, amplifiées sans doute par le rapport passionnel – admiration et jalousie mêlées – qu'entretient avec Gallimard une bonne partie de la profession. La maison de la rue Sébastien-Bottin est aujourd'hui confrontée à un problème commun à beaucoup d'entreprises de taille moyenne : comment concilier la préservation de son indépendance et une nécessaire politique de développement ? Les conditions dans lesquelles elle parviendra à dépasser cette « contradiction » ne sauraient laisser indifférents ceux qui sont attachés à la qualité de l'édition française.

Florence Noiville

DROIT DE CITER

« Il faut qu'une image se transforme

au contact d'autres images, comme une couleur

au contact d'autres couleurs. Un bleu n'est pas le même

bleu à côté d'un vert, d'un jaune, d'un rouge.

Pas d'art sans transformation. »

ROBERT BRESSON, extraits de *Notes sur le cinématographe*, « Folio » Gallimard, n° 2705

Genève : un Salon en demi-teinte

Le IX[e] Salon international du livre et de la presse, qui s'est tenu, du 27 avril au 1[er] mai, à Genève, a été nettement moins brillant que les précédents. Ceux-ci avaient bénéficié de la participation d'un nombre impressionnant de personnalités du monde des lettres françaises. Les éditeurs et les auteurs de l'Hexagone étaient-ils, cette année, davantage intéressés par la campagne électorale ? Rares sont ceux qui se sont déplacés.

Les visiteurs, pour leur part, sont de plus en plus nombreux d'année en année. Quinze mille cette fois-ci, soit trois mille de plus que l'an dernier, et presque tous d'excellents acheteurs. Il n'empêche que l'ensemble tenait plus d'un immense supermarché du livre que d'un événement culturel majeur. La manifestation bénéficiait, pourtant, d'initiatives intéressantes. Relevons, au pavillon d'honneur, une exposition consacrée aux livres italiens et, au stand « Guerre et Paix », la place donnée à l'évocation des multitudes d'enfants victimes des conflits à travers le monde. Les éditeurs suisses romands ont été à juste titre appréciés : les éditions de l'Aire (Lausanne) et les éditions Zoé (Genève) ont présenté, en plus de leurs remarquables productions, de minuscules poches de toute beauté à des prix dérisoires.

Limitrophe, le Salon de la musique, pourvu d'ouvrages précieux, non seulement de musicologie, mais aussi d'histoire et de biographies, a obtenu un vif succès, de même que l'exposition consacrée au grand artiste suisse qu'était le comédien Michel Simon.

Isabelle Vichniac

CHER CHURCHILL...

Les archives de Winston Churchill, un million et demi de documents tant d'ordre privé que public, conservés dans quelque 2 000 boîtes, ont été vendues par son petit-fils, « Young » Winston Churchill – cinquante-quatre ans, député conservateur aux Communes, fils de Pamela Churchill Harriman, ambassadeur des États-Unis en France, démocrate – au gouvernement britannique pour la somme de 12,5 millions de livres sterling (100 millions de francs), prélevés sur les gains de la toute récente Loterie nationale. Cette acquisition et son prix ont provoqué une vive controverse en Grande-Bretagne. En effet, si l'usage autorisa longtemps les ministres à garder des documents d'État dans leurs archives personnelles, il leur fut demandé, dès 1935, de les restituer. Beaucoup de ministres acceptèrent, mais pas Winston Churchill. Il fut convenu alors d'attendre son décès pour trouver un terrain d'entente avec ses héritiers. Peine perdue. Un « trust » fut constitué par la famille Churchill en 1946 en ce qui concerne les documents couvrant la période 1874-1945, les archives postérieures étant léguées à la veuve de l'homme d'État, qui en fit don au Churchill College de Cambridge. Après différentes tractations qui ont toutes échoué, le gouvernement de John Major a dû se résoudre à l'arrangement « à l'amiable » qui vient de se conclure.

■ **GRANDE-BRETAGNE.** Penguin, filiale du groupe Pearson, a racheté, pour 59 millions de dollars (environ 295 millions de francs), *49 % du capital de l'éditeur américain de livres pour enfants, Troll,* qui est distribué dans des clubs de livres ou directement dans les écoles. Un marché de 500 millions de dollars aux États-Unis.

■ **RUSSIE.** *« Une spirale de couleur dans une bille de verre, voilà comment je vois ma vie »*, écrivait Vladimir Vladimirovitch Nabokov (1899-1977). Cette vie, nombreux sont ceux qui l'ont racontée, en français, en anglais,... mais pas en russe. Désormais, c'est chose faite : l'écrivain et traducteur Boris Nossik vient de publier *Le Monde et le don de Vladimir Nabokov*, première biographie russe du célèbre romancier (éditions Penaty, Moscou, en collaboration avec la société Rid, Saint-Pétersbourg).

■ **ESPAGNE.** Selon des chiffres communiqués par la Fédération espagnole des Chambres du livre, l'Espagne occupe le quatrième rang sur la liste des pays producteurs de livres dans le monde et le second pour l'Union européenne, avec 51 048 titres publiés en 1994 *(dont 41 315 en première édition). Elle a exporté l'an dernier* pour 48 905 millions de pesetas (1,9 milliard de francs), avec pour principal acheteur le Mexique, suivi de l'Argentine, de la France et du Royaume-Uni.

■ **AUTRICHE.** Salman Rushdie a fait une apparition publique à Vienne devant 40 000 personnes rassemblées pour célébrer le cinquantenaire de la II[e] République d'Autriche. C'est la première fois depuis deux ans que l'écrivain s'exposait devant une foule aussi importante, à laquelle il a adressé un discours de cinq minutes, réclamant le respect et la défense de la liberté, avant de s'éclipser.

■ **SUÈDE.** Tout augmente, même le montant des prix Nobel ! En octobre 1995, à Stockholm et à Oslo, chaque récompense sera dotée de 7,2 millions de couronnes suédoises (environ 4,9 millions de francs), soit une augmentation de 3 % par rapport à 1994. Le montant global qui sera ainsi versé en 1995 par la Fondation atteindra 36 millions de couronnes (près de 25 millions de francs).

COLLOQUES, BULLETINS ET SOCIÉTÉS

■ **LE GLOBE ET SON IMAGE.** Une journée d'étude consacrée à l'histoire des représentations du globe terrestre et organisée par la Bibliothèque nationale de France se déroulera, jeudi 11 mai de 9 h 30 à 17 heures, à l'auditorium de la Galerie Colbert, où se tient également une exposition sur le même thème, ouverte du lundi au vendredi, de 12 heures à 19 heures (Galerie Colbert, 2, rue Vivienne, 6, rue des Petits-Champs, 75002 Paris, inscription au colloque par télécopie au 47-03-75-62).

■ **JOURNÉES MARCEL BATAILLON.** Un colloque international sur l'œuvre de Marcel Bataillon (1895-1977), historien, spécialiste de l'Espagne du siècle d'or, se tiendra du 10 au 12 mai à Paris, à l'occasion du centenaire de sa naissance. Mercredi 10 mai à 17 heures, un hommage lui sera rendu par José V. de Pina Martins, de l'Académie des sciences de Lisbonne au centre culturel Calouste-Gulbenkian (51, avenue d'Iéna, 75016 Paris) ; jeudi 11, le colloque sera inauguré à 14 h 30 à la Fondation Singer-Polignac, où il se prolongera vendredi 12, de 10 heures à 13 heures (43, avenue Georges-Mandel, 75016 Paris) ; vendredi 12, de 15 heures à 18 heures, les travaux se poursuivront à la Sorbonne (salle des commissions) ; enfin, ce même jour à 20 h 30, une table ronde clôturera le colloque à la Cité universitaire, collège espagnol (7 E, boulevard Jourdan, 75014 Paris) (renseignements au Collège de France, 44-27-10-20).

■ ***POÈTES, TÉMOINS DE LEUR* TEMPS.** La paroisse Saint-Pierre du Gros-Caillou organise trois manifestations sur la poésie moderne : mardi 9 mai, à 20 h30, un spectacle consacré à Max Jacob, par la compagnie du Regard ; jeudi 11 à la même heure, une lecture sur « Poètes en temps de détresse (1939-1945) » ; dimanche 14, lecture de *La Nuit spirituelle* (éd. Arfuyen), de Lydie Dattas, en présence de l'auteur (Saint-Pierre du Gros-Caillou, 92, rue Saint-Dominique, 75007 Paris, rens. auprès de Paul de Sinéty, 47-05-19-48).

■ **L'ÉCOLE SPÉCIALE D'ARCHITECTURE** organise sa quatrième foire aux livres, les 11 et 12 mai, de 10 heures à 17 heures, avec la participation de vingt-cinq éditeurs d'art et d'architecture (254, bd Raspail, Paris-14[e], tél. : 40-47-40-47).

■ **DANIEL DE ROULET** rencontrera Michel Vinaver autour du thème « Deux écrivains face au réel ordinaire d'aujourd'hui », lors d'une soirée organisée par le Centre culturel suisse, jeudi 11 mai, à 20 h 30 (38, rue des Francs-Bourgeois, Paris-3[e], tél : 42-71-44-50).

■ ***L'ÉCRITURE COLLECTIVE***, ses théories et ses pratiques seront au centre d'un colloque international organisé, les 12 et 13 mai à Bruxelles par la Maison de la francité et le collectif d'alphabétisation (Renseignements auprès de Philippe Ernotte au 19-32-2-219-49-33 ou de *Karine* Wattiaux au 19-32-2-538-36-57.)

■ **LA BROCANTELLE DU LIVRE** et des papiers de collection de Pontoise consacrera plus particulièrement son édition du 6 mai, veille du second tour de l'élection présidentielle, aux ouvrages ayant trait à la politique (renseignements au 47-89-14-76).

■ **LES AUTEURS-ÉDITEURS** et les historiens locaux organisent, le 13 mai, une journée d'information à l'intention de tous ceux qui souhaitent « écrire, éditer et diffuser un livre ». La *manifestation aura lieu à la cité* du livre de Bécherel, en Ille-et-Vilaine (renseignements au (16) 99-66-83-60 ou, le soir, au (16) 99-69-98-83).

■ **« EDMOND JABÈS : LE GESTE PARABOLIQUE »**, tel est le titre du colloque organisé par le collège universitaire Saint-Dominique de Bordeaux, les 11 et 18 mai, puis les 1[er], 8 et 15 juin, de 20 h 30 à 22 h 30 (20, rue des Ayres, 33 000 Bordeaux, tél. : (16) 56-51-60-96).

■ **« PENSER LA GUERRE »** sera le thème du colloque international organisé, du 9 au 11 mai, par la ville de Dunkerque, les universités Paris-VIII et du Littoral, dans le cadre des cérémonies commémoratives de la libération de Dunkerque (Renseignements et inscriptions auprès de la Maison de la recherche, 21, quai de la Citadelle, 59140 Dunkerque, tél. : (16) 28-23-71-00).

■ **CARTE BLANCHE** sera donnée aux éditions de jeunesse Le Sourire qui mord, du 18 au 22 mai, à Bordeaux. Dans le cadre de cette manifestation *créée par le Centre régional des* lettres d'Aquitaine, la maison dirigée par Christian Bruel se trouvera au centre *d'un* ensemble de rencontres comprenant un concours, une exposition, des débats et une journée professionnelle (renseignements au (16) 56-24-32-51 ou au (16) 56-17-00-59).

PRÉCISIONS

Jacques Réda

Trois des ouvrages de Jacques Reda cités dans le portrait que Monique Petillon a consacré au poète (« Le Monde des livres » du 21 avril) ont paru aux éditions Fata Morgana. Il s'agit du *Premier Livre des reconnaissances* (1985), de *Celle qui vient à pas légers* (1985) et du *Nouveau Livre des reconnaissances* (1992).

Paul Auster

Dans notre chronique consacrée à l'actualité de l'édition étrangère, nous évoquions, dans « Le Monde des livres » du 28 avril, la parution en Angleterre de *The Red Notebook*, de Paul Auster. En France, l'ouvrage a paru aux éditions Actes Sud, sous le titre *Le Carnet rouge* (1993), et vient d'être réédité en Babel.

Dans les dédales d'O'Brien

Récit cauchemardesque au pays des morts ou dialogue métaphysique désopilant dans l'au-delà : le romancier irlandais, salué par Joyce, donne libre cours à sa fantaisie, à son ironie, et jongle en virtuose avec l'anglais et le gaélique

LE TROISIÈME POLICIER
(The Third Policeman)
de Flann O'Brien.
Traduit de l'anglais (Irlande)
et préfacé
par Patrick Reumaux,
Granit. 265 p., 120 F.

L'ARCHIVISTE DE DUBLIN
(The Dalkey Archive)
de Flann O'Brien.
Traduit de l'anglais
et préfacé par Patrick Reumaux,
Granit. 237 p., 120 F.

LE PLEURE-MISÈRE
(An Béal Bocht)
de Flann O'Brien.
Traduit par André Verrier
et Alain Le Berre,
éd. Ombres. 152 p., 59 F.

De son vrai nom Brian O'Nuallain, ou O'Nolan, Flann O'Brien est né en Irlande du Nord, en 1911, et il est mort, miné par la boisson, à l'âge de cinquante-quatre ans – peut-être dans ce pub où, poussés par leur créateur, Bloom et Dedalus pénétrèrent le 16 juin 1904, et où ils continueront de boire pour les siècles et les siècles.

Polyglotte, linguiste éminent, haut fonctionnaire du gouvernement, secrétaire de plusieurs ministres, O'Brien connut une célébrité à la fois tardive, bruyante et équivoque, fruit de ses chroniques dans l'*Irish Times*, qu'il rédigea pendant un quart de siècle, parfois en gaélique, les signant d'un second pseudonyme, Myles na gCopaleen, tandis que son œuvre littéraire demeurait l'affaire d'une modeste confrérie, Joyce et Dylan Thomas ayant salué la parution de son premier ouvrage, *La Kermesse irlandaise* (1), que Graham Greene, enthousiasmé par la lecture du manuscrit, fit publier en 1939.

Lorsqu'on lit la première phrase du *Troisième Policier* (2) : « *Tout le monde ne sait pas comment j'ai tué le vieux Phillip Mathers, lui défonçant la mâchoire à coups de pelle* », on croit savoir à quoi s'en tenir. Or, avec Flann O'Brien, on ne le sait jamais : le récit n'a en commun avec le roman policier que d'en être issu ; et cela, afin de conduire le lecteur à sa guise, à travers un dédale où il est bien difficile de suspendre volontairement son incrédulité, comme l'exige la littérature, selon Coleridge. Et où, cependant, sans être dupe, ayant depuis longtemps deviné que le roman se déroule au pays des morts, lesquels ignorent leur condition, on éprouve de l'angoisse pour le personnage qui, au lieu de fuir les dangers qui pèsent sur sa « vie », les courtise avec une *intrépidité d'enfant.*

C'est là que se manifeste le génie de narrateur d'O'Brien, dans le fait de clouer sur place le sceptique, dans l'attente d'une révélation qui n'aura pas lieu, car elle s'est déjà produite ; de nous rendre, en somme, pareils à la fervente de Renan, qui, remerciant l'écrivain de l'envoi de sa *Vie de Jésus*, lui dit son impatience d'en achever la lecture afin de connaître le dénouement.



Avec Flann O'Brien, on ne sait jamais à quoi s'en tenir...

Le Troisième Policier est l'un des cauchemars les plus diaboliques de la littérature – si généreuse en songes qui n'intéressent que leur auteur, – entrecoupé d'idylliques descriptions de la nature et, par moment, entre deux visions d'horreur, d'aveux à mi-voix : « *La vie ? Je préférerais m'en passer car elle n'est presque d'aucune utilité (...), c'est une roue de secours dans le noir si on la déshabille pour la fourrer au lit avec soi quand on tremble de passion après une nuit de bière brune.* » L'assassin est un adolescent tout à l'espoir d'écrire une thèse pour rendre justice à un savant méconnu, un certain De Selby, théologien et physicien qui, à l'instar de Zénon d'Elée dans son paradoxe d'Achille et de la tortue, nie le mouvement ; parmi bien d'autres extravagances, n'affirme-t-il pas que, si l'on place son visage entre deux miroirs parallèles le reflétant à l'infini, on peut observer qu'il rajeunit à mesure que son image multipliée s'éloigne ?

Le génie de clouer sur place le sceptique dans l'attente d'une révélation

De Selby apparaît en chair et en os dans *L'Archiviste de Dublin* – entorse au titre, *L'Archive de Dalkey*, mais que ne doit-on pas faire de nos jours pour éveiller, au moins, la curiosité de quelques-uns ! De Selby possède des pouvoirs extraordinaires, voire surnaturels : à l'entendre, il a, d'une part, la possibilité d'effacer l'Histoire et de léguer à l'univers la planète Terre vierge d'humanité ; et, d'autre part, il a ses entrées dans les illustres établissements de l'au-delà, et des rapports avec leurs pensionnaires.

Le voici, donc, accompagné de deux étudiants férus de théologie, franchissant le seuil de l'éternité, où, bientôt, il entame un dialogue avec un Africain qui se prétend Romain et fils de saint Patrick, le patron de l'Irlande ; qui s'exprime avec l'accent de Dublin, et n'est rien de moins que saint Augustin : « *Comment vous sentez-vous, ou plutôt comment croyez-vous que vous vous sentez ?* » Et De Selby de l'apostropher d'emblée, le traitant d'espèce de post-gnostique obscène qui devrait avoir honte de ses acrobaties en matière de doctrine, maintenant qu'il est Père de l'Eglise. A quoi Augustin répond qu'il y a bien d'autres hurluberlus au Paradis, tel ce vautour de François-Xavier, jadis trinquant et butinant les filles des bas-fonds de Paris, en compagnie de Calvin – comme Ignace de Loyola dans des garennes pleines de rats, de vermine, de sycophantes et de syphilis, devenu par la suite le général d'une armée de mendigots...

Et Pierre, l'apôtre ? « *Les gars, chez nous, le poursuivent en poussant des cocoricos.* » Et saint Paul ? « *Quand ce grand hâbleur aux épîtres écrites en mauvais grec, cet infidèle chronique, en fait trop, je lui gueule parfois : « Tu n'es plus sur le chemin de Damas ! »*

Et le Temps – la nature réversible du temps qui ne coule pas du passé vers l'avenir, mais de l'avenir vers le présent, lequel n'est que l'instant où le futur devient passé ? « *Si vous connaissiez Dieu, vous connaîtriez le temps. Dieu est temps. Dieu est la substance de l'éternité (...). Le temps n'entre pas comme acte dans la création divine. Dieu peut créer quelque chose qui a la qualité d'avoir toujours existé (...). Je n'ai pas de demain. Je suis. Je ne suis que du maintenant.* » Les jeunes étudiants qui ont assisté à ce singulier entretien se regardent comme deux vagabonds égarés dans le désert, l'un demandant à l'autre la sortie. Mais le romancier, qui lui n'a pas partie liée avec la vraisemblance, trouve opportun de faire entrer en scène James Joyce. (On pouvait s'attendre à cette apparition, du moment où nos jeunes gens empruntaient tous les jours, dans leur village, la route de Vico...) Le Joyce qui apparaît a plus de quatre-vingts ans ; il a inventé de toutes pièces son décès ; mais, pour O'Brien, de toute évidence, il a l'âge et les hantises de Stephen Dedalus – Stephen « *le héros* ». Il est barman. Ecrit-il toujours ? « *Ecrire n'est pas vraiment le mot. Assembler est peut-être mieux. On pourrait dire que la tâche que je me suis assignée est de traduire dans le langage de purs concepts spirituels (...). Je suis plutôt perdu dans le « langage »... mais communiquer clairement les idées en anglais est ma difficulté. Vous voyez, il y a un considérable écart entre l'anglais d'un côté et l'hébreu et le grec comme véhicule de l'épistémologie...* »

Mais, enfin, connaît-il le destin glorieux de son *Ulysse* ? *Ulysse* ? Pour Joyce, son chef-d'œuvre n'est que la plaisanterie d'une dame américaine, Sylvia Beach, qui a voulu faire croire qu'il était l'auteur d'un ramassis de blagues d'amateurs – canailles de bas étage, luxurieux, délateurs sodomites, colporteurs de tous les vices de l'humanité déchue... Non, à part *Gens de Dublin* (« *ce qui touche les gens, on dit que c'est sentimental* »), il n'a écrit que des pamphlets pour la propagation de la foi catholique en Irlande ; et il n'aspire qu'à devenir un prêtre jésuite, à réformer la Compagnie de Jésus et, à travers celle-ci, l'Eglise, pour en finir avec les superstitions qui n'ont rien à voir avec les Ecritures : « *Le Saint-Esprit est une invention des plus imprudentes parmi les premiers Pères.* »

Certes, il convient de ne pas ignorer ne fût-ce que le projet littéraire de Joyce, et d'avoir parcouru, au moins, les *Confessions* de saint Augustin, pour apprécier la métaphysique désopilante de ce roman hors du commun. Mais, peut-être, la meilleure façon de s'initier à la lecture de Flann O'Brien consisterait-elle à commencer par ce laconique chef-d'œuvre qu'est *Le Pleure-Misère* (3). Rédigé en gaélique, traduit par l'auteur en anglais et, dit-on, retraduit par lui-même dans la langue d'origine, il s'agit d'un récit allégorique sur la famine qui, en Irlande, à maintes reprises, décima des milliers de personnes – et obligea plus d'un million à émigrer en Amérique il y a un siècle et demi. Compatissant, et en même temps incorrigiblement ironique, O'Brien pourfend ses compatriotes, qui se veulent celtes, antérieurs aux Romains, aux Saxons, aux Angles, aux Normands, et vivent dans l'obsession d'être à tout instant irlandais. Mais il ne néglige pas non plus la situation tragique d'un peuple qui, dépossédé de sa langue par l'Angleterre, allait peu à peu essayer de la récupérer.

W. B. Yeats avait lutté pour en réveiller le *plaisir* chez ses compatriotes ; Joyce lui-même, qui ne prenait pas au sérieux la tentative de Yeats, a cependant avoué, à propos de la langue anglaise, qu'elle serait toujours pour lui une langue acquise ; et Flann O'Brien, qui, dans le sillage de Joyce, jongle en virtuose avec l'anglais, doit la richesse de ses images et de ses inventions au gaélique.

Hector Bianciotti

(1) Gallimard, 1965.
(2) Déjà paru, dans la même traduction, chez Hachette « POL », en 1980.
(3) Déjà paru, dans la même traduction, aux éditions Le Tout sur le tout, en 1984.

Chorégraphie de la destruction

Festival de morbidité et d'humour noir dans ces nouvelles de Vila-Matas où la vie prend forme dans le suicide

SUICIDES EXEMPLAIRES
d'Enrique Vila-Matas.
Traduit du castillan
par Eric Beaumartin
éd. Christian Bourgois
190 p., 100 F.

Dans le fond, il n'est qu'un combat vraiment instructif, celui que chacun livre pour se détruire. Et toute vie devrait se résumer en une seule question : quel style ai-je choisi pour mourir ? Cette question est au cœur du recueil de nouvelles d'Enrique Vila-Matas : *Suicides exemplaires*, envoûtante chorégraphie de l'auto-anéantissement où la vie semble bien fade, mesquine ou ridicule face à la *plénitude du* suicide. Elle ne commence paradoxalement à s'animer que lorsque nous entrons dans le *monde du désespoir*, lorsque nous nous apprêtons à quitter la *scène*, lorsque nous sommes happés par l'irrémédiable.

Dans son premier livre, *Abrégé d'histoire de littérature portative*, Enrique Vila-Matas témoignait déjà d'une tendresse particulière pour Jacques Rigaut, qui avait eu le bon goût de mépriser la littérature et la sagesse de se tirer une balle dans le cœur à trente et un ans dans un luxueux hôtel de Palerme. Jacques Rigaut se gaussait des écrivains qui étaient des grands amoureux de la vie (« *Vous êtes tous des poètes et moi je suis du côté de la mort* ») et, outre son Agence générale du suicide chargée d'exécuter les dernières volontés de son aimable clientèle, personne n'a oublié son mot célèbre : « *Essayez donc, si vous le pouvez, d'arrêter un homme qui voyage avec son suicide à la boutonnière.* »

VOYAGEURS ÉGARÉS

Enrique Vila-Matas a suivi quelques voyageurs égarés dans le labyrinthe du suicide. Ils aspirent à disparaître, mais sans précipitation, avec ce petit rien d'original ou d'excentrique qui serait comme la signature apposée à un bilan de faillite ou à une lettre d'adieu. Il arrive que le destin, parfois bon prince, se mette à leur service : ainsi, un clochard propose à une ménagère qui veut effacer tout son quotidien d'images tristes, une capsule de cyanure pour que sa mort soit esthétique. Mais mourir, c'est coïncider avec soi-même – et s'effacer avec élégance n'est pas à la portée de n'importe quelle ménagère.

Bref, Enrique Vila-Matas nous propose un festival de morbidité et d'humour noir aussi jouissif que les *Crimes exemplaires* d'un autre Espagnol, Max Aub, qui fut l'ami de Luis Buñuel. On serait prêt à parier d'ailleurs que, si ce dernier avait l'occasion de revenir sur terre, pour être un peu plus dégoûté de l'humanité, il emporterait avec lui dans son palace d'Outre-Tombe ces *Suicides exemplaires*. L'histoire du footballeur que rien n'attire à part la mort et qui hante les cimetières pour déchiffrer les épitaphes semble avoir été écrite pour lui. Il goûterait particulièrement l'inscription gravée sur la tombe du poète Sabdell : « *Les jours impairs, la vie l'étouffait au plus haut point. Les jours pairs, elle lui faisait penser à un couteau sans lame auquel manque le manche.* »

Roland Jaccard

P O É S I E

A la barbe des dévots

Réfugié à Peshawar au Pakistan à partir de 1980, Sayd Bahodine Majrouh partageait son temps entre trois activités principales : la poursuite de son grand œuvre, *Ego-Monstre* (1), la transcription des chants des femmes pachtounes (2) et l'animation du Centre afghan d'information qui alertait l'opinion internationale sur les combats menés contre l'occupant soviétique. Poète, philosophe, historien, mais surtout intellectuel d'une indépendance d'esprit à toute épreuve, Majrouh avait décrit, avant Rushdie et Talisma Nasreen, la montée des ténèbres jusque sur la face des hommes : « *Bientôt, la longueur du poil fit loi, et quiconque ne s'affublait pas de l'ostensible et sacro-sainte barbe se voyait mis à l'index, mauvais homme et mauvais croyant (...). Ceux qui tenaient à leur liberté intérieure furent dénoncés. Il fallut se taire, ou bien prendre la fuite ou se résoudre à être enlevé en pleine nuit... Il y eut des disparitions sans cause apparente, et des meurtres sans assassins.* »

En 1988, Majrouh fut lui-même victime de l'un de ces « *meurtres sans assassins* ». Il se savait menacé mais n'avait voulu ni fuir ni se taire. Depuis un an, il rassemblait les aphorismes et les contes soufis qu'il aimait, composant par là une anthologie en forme de réjouissant viatique. A la barbe des sombres et sanglants dévots, il y célébrait la joie, l'insolence, la tolérance de Jâmi, Attâr, Ibn'Arabî et autres mystiques d'avant le fanatisme. « *Je préfère la compagnie de gredins pleins d'humour à celle de grincheux lecteurs des Saintes Écritures* », avouait ainsi Juneyd. Quant à Ansarî, il disait simplement, magnifiquement : « *Un disciple suffit au maître/Une oreille suffit au mot juste/Une aube suffit au soleil pour illuminer le monde.* » Un tel livre n'invitait pas à rire aux éclats, mais à rire à cœur ouvert.

(1) Publié en deux volumes chez Phébus : *Le Voyageur de minuit* et Le Rire des amants.
(2) Publiée sous le titre Le Suicide et le Chant, Gallimard, coll. « Connaissance de l'Orient ».

André Velter

▶ *Rire avec Dieu*, de Sayd Bahodine Majrouh, traduit par Serge Sautreau, Albin Michel, coll. « Spiritualités vivantes », 200 p., 45 F.

Dernières livraisons

LITTÉRATURE FRANÇAISE

TOUT DIRE, de Jérôme Beaujour
L'enfance explique-t-elle tout ? Ou encore la vie adulte n'est-elle qu'une somme d'indices qui permettent de comprendre et de reconstituer les premières années, l'entrée dans le monde ? Le narrateur de ce deuxième roman – par un auteur qui avait signé des conversations avec Marguerite Duras (*La Vie matérielle*, POL, 1987) – raconte au jour le jour son existence, prise entre son amie Clémence et sa mère avec laquelle il entretient des rapports complexes : des difficultés professionnelles, des amitiés ternes, des rencontres avortées le font réfléchir, dans un style désabusé, prosaïque mais intense, sur son enfance, où il a frôlé la folie, et sur l'échec. *« Mais à quoi ressemblerait une vie qui n'a pas l'échec dans sa mire ? »* (POL, 144 p., 79 F).

BAB EL OUED, de Merzak Allouache
Merzak Allouache a tourné son film *Bab el Oued-City* très rapidement et dans une semi-clandestinité. Son roman *Bab el Oued* n'est pas une « novelisation » du scénario. Mais une oeuvre à part entière qui lui permet de préciser ses personnages, de mieux montrer comment ils sont intérieurement traversés par la menace ou la tentation intégriste, et d'approfondir la chronique actuelle d'un quartier d'Alger qui a toujours reçu l'Histoire de plein fouet (Le Seuil, 222 p., 95 F).

JE VOUS HAIS, de Michel Desgranges
Un homme – *« trop déchiré, trop meurtri, trop souillé de ses larmes contenues pour encore trembler »* – décide de détruire un ordre social qui, pense-t-il, rejette sa *« triste différence »*. Avec un groupe d'activistes, il fait exploser des bombes au hasard à travers Paris. Le roman de Michel Desgranges détone par un lyrisme du mal, traversé de fulgurances noires. Mais une certaine délectation dans la haine universelle engendre, parfois, une impression de malaise (Ed. du Rocher, 398 p., 129 F).

L'AMOUR CONFIANCE, de Bourbon Busset
Un homme travaille, à la fin du XXIe siècle, dans le service d'un savant spécialisé dans l'étude du cerveau. Il embarque avec lui pour un voyage intergalactique, survole le monde, ses paysages, ses cultures, ses systèmes, et revient plus léger, vers Laure. Elle incarne à ses yeux le meilleur de la vie : la confiance qui *« libère à la fois celui qui la donne et celui qui la reçoit »*. Un conte métaphysique qui charme par son scepticisme souriant, son humour bienveillant (Gallimard, 136 p., 80 F).

LETTRES ÉTRANGÈRES

LE MONDE PERDU DE JOEY MADDEN, de David Payne
Depuis son superbe premier roman, *Le Dragon et le Tigre* (Presses de la Renaissance), paru en 1986, on attendait impatiemment le deuxième livre de David Payne. Celui-ci est très différent, moins érudit, plus tendre. C'est un roman à trois voix : le père, Jimmy, la mère, May, et, surtout, le fils, Joey. Ils racontent, chacun à leur manière, comment, dans une petite ville de Caroline du Nord des années 50, le couple se défait, sous le regard du petit garçon impuissant. D'autres personnages forts, superbement plantés – en particulier, les grands-parents, avec une prédilection pour le grand-père maternel, et le petit frère Reed et son inséparable dinosaure en peluche – égayent cette chronique douce-amère (traduit de l'anglais – États-Unis – par Françoise Cartano, Belfond, 479 p., 149 F).

MIDDLEMARCH, de George Eliot
De son vrai nom Mary Ann Evans, George Eliot (1819-1880) fut une des romancières les plus originales de son temps. D'elle, Virginia Woolf écrivit, en 1919, qu'*« en dépit de tous les obstacles (...) elle a cherché toujours plus de connaissance et toujours plus de liberté »*. Outre *Middlemarch*, l'un de ses romans les plus célèbres, le livre, publié en Omnibus, regroupe *Adam Bède* et *Silas Marner* (traduit de l'anglais par Albine Loisy, François D'Albert Durade – traduction revue par Dominique Jean – et Joseph Vilar, Omnibus, 1277 p., 145 F).

HISTOIRE LITTÉRAIRE

MESSAGERS DE LA NUIT, d'André Brincourt
Roger Martin du Gard, Saint-John Perse, André Malraux : rien de commun entre eux, si ce n'est, précise André Brincourt au seuil d'un essai qui les réunit, *« une renommée déplacée, et cette lumineuse complicité avec la nuit »*. Rencontres et entretiens avec eux se placent dans la décennie qui précède leur mort : c'est sous cette lumière rasante que tous se livrent et se délivrent par à-coups et que leur scrupuleux interlocuteur consigne ces notes en bas de vie qui nuancent l'autoportrait que les écrivains savent si complaisamment composer. Roger Martin du Gard, humaniste inquiet, un rien bougon, que *Maumort* et un *Journal* imposant devraient sauver d'une certaine désaffection pour son oeuvre-fresque. Saint-John Perse, *« esprit royal »* qui se vante de *« scruter la mer sans ciller »*, solitaire, hautain, polissant son masque de bronze. Malraux, *« quittant son socle de Chat botté »* pour, dans un vertige de mots et d'images, refuser la fatalité tragique de l'homme et poursuivre ses dialogues familiers entre l'art et la métaphysique. Autant d'instantanés pris sur le vif, amplifiés par les commentaires, enregistrés par un témoin chez qui ferveur et acuité critique conduisent à un rapport de vérités – d'ultimes vérités (Grasset, 246 p., 115 F).

MALAPARTE M'ÉCRIVAIT..., de René Novella
La correspondance de l'auteur de *La Peau* avec son traducteur, actuellement ambassadeur de la principauté de Monaco au Vatican. Un document pour quiconque s'intéresse au travail de traduction et à l'histoire de l'introduction de la littérature italienne en France. De l'écrivain souvent contesté et à présent au purgatoire, son introducteur tente une réhabilitation chaleureuse : *« J'estime que Malaparte est un authentique poète et que sa nature poétique permet d'expliquer ce qu'il a été convenu d'appeler ses étrangetés »* (Ed. du Rocher, 154 p., 120 F).

GÉRARD DE NERVAL, de Claude Pichois et Michel Brix
En cinq cents pages agrémentées de photos et documents divers, dont de nombreuses généalogies, Claude Pichois et Michel Brix s'engagent dans la lourde tâche de *« chercher à suggérer cette « vie poétique » en l'inscrivant prudemment dans la « vie réelle », si mal connue »*. Méfiants à l'égard des indications données par Nerval dans une oeuvre en elle-même largement autobiographique, ils cherchent, à travers un récit riche et précis de sa vie, à se démarquer de la tradition littéraire en confrontant constamment l'homme et son mythe. Une démarche qui les amène, par exemple, à préciser les rapports du poète avec Jenny Colon : *« N'en déplaise à ceux qui se sont faits les champions de Jenny, la cantatrice ne fut jamais la muse de Nerval. »* L'ambition de cet ouvrage est d'amener à la lecture de Nerval lui-même. Mission accomplie (Fayard, 502 p., 180 F).

François Maspero, côté ombre

Un homme seul au bout de son destin : le romancier tisse, avec une précision douloureuse, la chronique d'une désillusion

LA PLAGE NOIRE
de François Maspero.
Seuil, coll. « Fiction & Cie », 155 p., 85 F.

Un lieu indéterminé, une maison au bord d'une plage, et, à l'intérieur, claquemuré, comme encalminé dans ce coin désert, un homme qui attend, cerné de menaces diffuses – policiers inquisiteurs, villageois hostiles, lettres égarées, communications téléphoniques coupées... Alberto a la soixantaine. C'est un intellectuel, un éditeur, un homme de revues et de livres. Toute sa vie, il a rêvé. D'égalité, de fraternité, de liberté. Près de quarante ans durant, ce pays qui est le sien et dont on ne connaîtra pas le nom a subi la poigne d'un dictateur. Alberto a lutté, connu la prison, puis l'exil, *« des dizaines d'années d'exil au cours desquelles, chaque jour, son pays avait pris plus de force, d'évidence : d'existence »*. Deux ans plus tôt, la dictature, sous la poussée d'une mobilisation pacifique, s'est écroulée, comme minée de l'intérieur. Alberto est revenu, heureux, disponible. *« C'était l'euphorie. La parole était libre. »* Elle ne l'est pas restée longtemps. Appels à la responsabilité, nécessité de ne pas brûler les étapes, loi du marché, « difficile apprentissage de la démocratie »...

Des trois hommes qui ont négocié, au nom du mouvement populaire, le départ du dictateur, l'un est le nouveau président, le deuxième, après avoir formé un parti d'opposition, est en prison, *« attendant d'être jugé sur des bases obscures : entraves à la démocratie ou corruption, on ne sait pas encore »*, et le dernier, Sider – Sider le poète, qui écrivait, du temps de l'exil, des vers *« limpides et ironiques, où la révolution avait les noms de fleurs des femmes qu'il aimait »* –, vient d'être assassiné par des inconnus, la radio nationale déplorant la disparition d'une *« grande figure du renouveau démocratique »*, tout en suggérant qu'il s'agit d'une affaire de moeurs. Alberto, lui, s'est réfugié, là, au bord de la plage. Dans l'attente de l'autorisation nécessaire pour sortir du pays et retrouver à Paris celle qui l'aime et le presse de la rejoindre. Personne ne s'oppose franchement à la délivrance de ce visa. Simplement, les démarches n'aboutissent pas, se perdent dans l'entrelacs administratif. *« Revenez... »* Alors, il attend. Avec la douloureuse conscience d'être redevenu, aujourd'hui comme hier, un étranger dans son propre pays...


BOGDAN KONOPKA
François Maspero, une vibration retenue

On avait quitté François Maspero sur *Le Temps des Italiens* (1), le parcours solaire, magnifique, d'une femme qui, par la force de sa mémoire, traversait la vie avec une grâce légère, exempte de toute futilité. En apparence, *La Plage noire* est l'exacte antithèse de ce roman de lumière. Tout, ici, baigne dans une atmosphère délétère, où s'épuisent les velléités de révolte : *« Ses gestes, ses pensées sont englués dans un brouillard épais. Une sorte d'anesthésie ? pense-t-il. Je me sens tiré vers le fond. »* Tempo lent, à la mesure de la résignation qui gagne Alberto devant la vanité de ses efforts ; ambiance grise, habitée d'une angoisse sourde. Pourtant, furtivement, au détour d'une page, ces mots : *« Tu te souviens de ce que Lise disait : « Ce que j'aime chez Alberto, c'est que souvent, il est un peu ailleurs »*. Lise, dont c'est la seule mention, c'était le prénom de l'héroïne du *Temps des Italiens*. Elle-même ne cessait de se dire *« en transit »*. Voici que, d'un roman l'autre, elle fait signe. Et donne une clé : loin de s'opposer, les deux romans se complètent, s'harmonisent, dessinent un canevas délicat sur la trame de la mémoire.

Alberto est frère de Lise, comme l'ombre de la lumière. L'un et l'autre pratiquent la même lucidité exigeante face à la vie et à ses ruses, stoïciens modestes qui n'ont d'autre guide que leur morale personnelle, d'autre but que la sauvegarde de leur intégrité. L'un et l'autre ont placé leur vie sous le signe de l'espoir commun, mais sans jamais aliéner leur indépendance. Ce chemin-là est étroit et escarpé. Lise a su le parcourir en conservant son équilibre. Au moment où *La Plage noire* le saisit, Alberto, lui, chute du fil, comme entraîné par le poids d'une mémoire devenue trop lourde.

Ce lent naufrage, François Maspero le décrit avec la même précision attentive, la même sobriété, qui n'est pas froideur, mais vibration retenue, comme on dit d'une note qu'elle est suspendue. Avec, çà et là, une fulgurance, comme une flamme de glace dans la chronique de cette désespérance – oh, la cruauté tranquille du bref portrait du « grand écrivain » officiel ! Au milieu du roman, Gilles, un photographe ami d'Alberto, donne cette définition de son art : *« Il faut marcher au milieu des gens (...), écouter, s'immerger, laisser lentement la réalité vous saisir, vous imprégner. Et c'est seulement après un long temps de patience, d'inquiétude, d'angoisse, que l'écran se dissipe et que la question se pose, peut-être, de se servir de l'appareil de photo. »* Nul ne peut plus en douter : après deux romans largement nourris de son expérience personnelle, puis deux essais, Maspero en est précisément arrivé à ce moment-là. Il a su « s'immerger », a probablement connu l'angoisse avant d'oser. Et ses « photos », aujourd'hui, sont d'une âpre et douloureuse beauté.

Bertrand Audusse

(1) Seuil, coll. « Fiction & Cie », 1994.

Miel amer

Hubert Nyssen s'engage à son tour sur le chemin du père

L'ITALIENNE AU RUCHER
de Hubert Nyssen.
Gallimard 172 p., 90 F.

Le chemin du père : voilà qu'Hubert Nyssen l'emprunte, à son tour, dans son nouveau roman, *L'Italienne au rucher*. Mais il le fait avec une sorte de violence, de fascination rageuse et presque dépitée qui étonnent et captivent. Car les carnets que le père, Nicolas Mouratov, a écrits pendant six ans, provoquent, lorsqu'il les trouve, un an après sa mort, un véritable vacarme dans sa tête – *« à ne plus entendre le mistral secouer les platanes »* –, et bouleversent l'image qu'il s'était faite d'un homme dont les opinions, de son vivant, *« passaient en demi-teinte, les ordres à demi-mots »*. Il découvre que Nicolas Mouratov n'était pas simplement un chimiste ponctuel, un apiculteur sédentaire qui savait tout sur *« le miel, la cire, le nectar, la propolis »*, mais un illuminé, un nomade qui s'est engagé sur une piste interdite, celle de la passion. Et c'est l'histoire d'une passion – telle qu'elle est racontée dans les carnets, mais telle aussi que le romancier, profitant des blancs, des lacunes, et cédant à la tentation de la fiction, la reconstitue – qui représente le coeur brûlant des carnets.

Il commence tout en douceur, l'amour que Nicolas Mouratov éprouve pour Aurélie, une vague cousine, quasi orpheline, de trente ans plus jeune, qu'il recueille avec sa femme, Thérèse, cette petite Mère courage qui feindra toujours de ne rien voir. Nicolas initie Aurélie à l'apiculture, mais glisse peu à peu du simple élan du maître à l'apprentie vers une adoration sensuelle ; il décrit, avec une précision de botaniste, le corps de la jeune fille, s'attardant *« aux parcelles de chair qu'il allait cueillir dans les bruissantes étoffes »*. Puis c'est l'emportement du plaisir, au hasard d'appartements clandestins ou des voyages qui les conduisent en Islande, en Grèce, en Espagne. Mais il y a, au fond, quelque chose de pathétique (et Hubert Nyssen analyse très bien le décalage de visions et d'envies des amants) dans la quête d'un absolu sensuel de la part d'un homme qui, au soir de sa vie, éprouve le besoin de donner tout ce qui est en lui et, par orgueil, ne veut rien retenir, tout en sachant qu'avec la jeune femme aimée, les promesses sont inégales, que la lumière émane d'elle, que l'ombre vient de lui, qu'elle lui offre son corps et qu'il cherche à dissimuler le sien dans le secret des chambres où il se hâte d'éteindre avant l'étreinte.

Elles sont belles, les pages où Nicolas Mouratov apprend que toutes les abeilles se sont enfuies, ont déserté les ruches au moment même où Aurélie lui annonce sa décision de reprendre sa liberté, et s'en va rejoindre Balsa, un clown, qu'il s'évertue à imiter, seul, une nuit, en fardant toutes ses rides. A l'impudeur éclatante des pages des carnets consacrées au récit de la passion, succède la pudeur meurtrie avec laquelle le narrateur évoque le départ, loin des dernières ruches désaffectées, de Nicolas et de Thérèse vers le désert de Cyrénaïque où ils finissent par se perdre et mourir. A peine se risque-t-il à émettre l'hypothèse d'un *« suicide hautain »*.

Mais la lecture des carnets amène surtout le narrateur à s'interroger sur lui-même. Il doit s'avouer – peut-être parce qu'il a aimé aussi en secret, dans son adolescence, Aurélie – la jalousie tardive qu'il éprouve à l'égard de son père. Mais tout en ayant la hantise de ressembler à son père, il voudrait que le feu des carnets se communique à la relation, devenue un peu trop complice et sage, qu'il a désormais avec sa compagne, Colette, retirée dans la pénombre, discrètement amère, où elle traduit *La Promenade au phare* de Virginia Woolf. Dans la dernière partie, la plus intime mais aussi la plus involontairement cruelle du roman, il ne parvient pas à dépasser la simple connivence affectueuse qu'il connaît avec Colette, à ressusciter l'exaltation amoureuse d'antan, à s'abandonner à un désir passionnel identique à celui de son père, dont il est condamné à être le double un peu gauche. Et c'est l'aveu de l'incapacité à l'égaler, à célébrer les mêmes fêtes charnelles, qui fait le poignant charme du roman.

Jean-Noël Pancrazi

Secrets de famille

SOUS QUELLE ÉTOILE
de Sylvie Doizelet.
Gallimard, 184 p., 90 F.

La nostalgie entretient le rêve et peut mener au cauchemar. C'est le parcours que va suivre Warren, cinquante-deux ans, médecin à Bâle. Soigner les corps ne lui suffit pas, il aspire à décrypter les âmes et nourrit en lui le regret de n'avoir pas suivi les traces de Carl Gustav Jung, à qui il voue une véritable dévotion. Entre sa femme, Esther, qui à l'occasion le traite de raté, et son jeune fils, Thomas, qui se prend soudain de passion pour Johanna, sa grand-mère, il mène une existence banale, mais le pouvoir d'inquiétude qui l'habite va être violemment décuplé à la suite de révélations brutales.

Une indiscrétion de son fils lui apprend ainsi que Johanna aurait eu un autre enfant né d'une liaison passagère et mort en bas âge. Malgré le soutien que lui aurait apporté Don, son mari, elle aurait longtemps vécu dans le souvenir du petit Franz, au détriment de l'affection qu'elle porta tardivement à Warren. Peut-il lui pardonner d'avoir été lésé ? Mais jusqu'où croire une mère jugée mythomane...

Une autre découverte va renforcer son accablement. L'infâme Lars Lieber qui inonde la région de brûlots antisémites et rêve de mettre le feu aux synagogues n'est autre que Don, son père. Faut-il symboliquement le « tuer » ?

Warren va dès lors livrer un combat intérieur qui le mène de l'exaltation vengeresse au désir de fuite. Justicier de lui-même et des autres, il entre dans un délire inquiétant pour son état mental. Sa femme fait son procès : *« Tu ne veux ni la réalité, ni le présent, ni le bonheur. Tu veux être celui qui voit des signes, celui qui « sait » à l'avance, celui qui met en garde, Cassandre. »*

Mais dans le théâtre d'ombres qu'il se joue, Warren n'est peut-être que le maillon d'une fatalité. Orpheline, sans famille, Esther, dont le grand-père, un « Tsaddiq », a été victime des nazis, a vu son père renier le Dieu de ses aïeux pour l'élever dans le culte de l'oubli. Et Jung n'a-t-il pas dit : *« Ce que l'on cherche à travers l'être aimé, ce sont ses parents et la destinée de ses ancêtres... »* Un rabbin pourra-t-il amener Don à tuer son double maudit : Lars Lieber ?

Après *Haut Lieu* (1), ce roman confirme la maîtrise romanesque de Sylvie Doizelet. Même si elle force parfois le trait et frôle l'invraisemblable, elle maintient constant l'intérêt du lecteur. On retrouvera ici, bien exploités, les thèmes qui semblent la hanter : quête d'identité, mises en question et ambivalences des comportements, vertiges inquisiteurs d'une conscience meurtrie. *Sous quelle étoile* affirme à nouveau un talent qui concilie l'art du climat psychologique, le suspense et la vigueur narrative.

Pierre Kyria

(1) Voir « Le Monde des livres » du 15 juillet 1994.

D'Aaltonen à Zylis-Gara

La publication en français du classique de Theodore Baker, le « Dictionnaire biographique des musiciens », est un événement

DICTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE DES MUSICIENS
de Theodore Baker
et Nicolas Slonimsky.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Anna-Stella Pâris,
adapté et enrichi
par Alain Pâris,
Laffont, coll. « Bouquins »,
trois tomes, 4 728 p., 495 F.
jusqu'au 30 juin, 594 F ensuite.

Si la littérature musicale de langue française s'est enrichie, depuis le début des années 70, de remarquables biographies de musiciens, d'études esthétiques ou historiques, de dictionnaires listant le répertoire dévolu à l'orchestre, à l'opéra, à l'orgue, au piano, au lied et à la mélodie dus à des auteurs français, il n'y avait pas de dictionnaire ou d'encyclopédie de référence ayant trait à la musique depuis la publication de la *Biographie universelle des musiciens et bibliographie générale de la musique* de Fétis... entre 1833 et 1844. Réédité entre 1860 et 1865, cet ouvrage en huit volumes, le plus important de l'époque dans le monde, fut encore réactualisé une vingtaine d'années plus tard, avant de quitter les librairies pour entrer définitivement dans les rayons des bibliothèques universitaires.

En 1880, l'Américain Theodore Baker vivait à Leipzig, où il étudiait la musique et s'apprêtait à publier sa thèse de doctorat sur la musique nord-américaine. En 1895, il publie son premier best-seller, un *Dictionnaire des termes musicaux*, qui, en vingt-cinq tirages, devait se vendre à plus d'un million d'exemplaires. Cinq ans plus tard, Baker publiait son grand œuvre, le *Dictionnaire biographique des musiciens*, qui n'a cessé d'être réactualisé. Preuve que sa première édition était suffisamment sérieuse pour l'être.

La fracture éditoriale qui s'est produite en France avec l'abandon du Fétis n'a jamais pu être réparée malgré les mérites de l'Encyclopédie publiée dans « La Pléiade », de celle de Fasquelle éditée sous la direction de François Michel, du *Dictionnaire des musiciens* de Larousse, dirigé par Antoine Goléa et Marc Vignal, ou du « Honegger » publié par Bordas. Incomplets, quand certains de leurs articles ne sont pas inspirés du célèbre et insurpassé *Grove Dictionnary* (non traduit en français), ces différents ouvrages sont, en outre, parfois marqués par une idéologie qui leur fait expédier certains compositeurs et en surévaluer d'autres.

Même si une bonne dose d'objectivité a été insufflée au nouveau Larousse... qui ne reprend rien de l'ancienne édition, son petit format lui interdit de lutter à armes égales contre la huitième édition du Baker dont les 15 000 entrées et les 4 728 pages l'écrasent – d'autant que ces deux ouvrages sont vendus à un prix comparable.

Baker étant mort avant la deuxième guerre mondiale, le compositeur Nicolas Slonimsky s'est chargé depuis les années 40 de la refonte et de l'actualisation de cette somme. Esprit libre, cet Américain d'origine russe sait ne pas sombrer dans les jugements à l'emporte-pièce, sans pour autant abdiquer ses goûts. Son talent de conteur se double d'un penchant pour l'enquête. Le nombre d'erreurs, de légendes et d'imprécisions corrigées dans ce dictionnaire par ce Sherlock Holmes est aussi impressionnant que l'objectivité rageuse qu'il met à rappeler les mauvais penchants – politiques et autres – de certaines gloires de la musique (*cf.* Karajan) et que la hauteur de son appréciation sur l'œuvre de compositeurs bien souvent décriés en France par conformisme ou surévalués par un *anticonformisme plus conformiste* encore : certains auteurs français se sont ainsi spécialisés dans les petits maîtres français qu'ils défendent à coup d'épithètes si enflées qu'ils en publient des textes dont la naïveté se nourrit de leur manque de connaissances – mal relayées par les dictionnaires français disponibles.

FORMULE JUSTE ET CONCISE

La subjectivité de Slonimsky est celle d'un compositeur à la connaissance encyclopédique. Cet « honnête musicien », né en 1894, formé dans les conservatoires de la Russie tsariste, a vécu les révolutions musicales du XX[e] siècle, tout entendu, tout vu, sans jeter ce qui ne lui convenait pas pour faire place nette à ce qu'il jugeait digne d'exister. Ennemi de la table rase, amoureux de la musique, Slonimsky, qui vient de fêter ses cent un ans, sait toujours trouver la formule juste et concise qui retient l'attention et donne envie d'écouter la musique du compositeur dont il dissèque la carrière et l'oeuvre. De la musique de Sibelius, il écrit : *« L'atmosphère est sombre, voire tragique, avec un certain coup de balai fondamental et une certaine grandeur. »* Ce qui ne l'empêche pas de noter que *Le Sacre du printemps* de Stravinsky *« marque un point de non-retour par rapport à toutes les conventions de composition musicale »*, ni d'admirer, pour des raisons explicitées, Fauré – *« Le temps n'a pas émoussé la stature de Fauré en tant que compositeur. Il s'est forgé un langage musical personnel (...), il évoque l'aura de l'art éternellement frais »* –, Bruckner, Rachmaninov, Tchaïkovski, Morton Feldman, Elliott Carter, John Adams, Gavin Bryars et beaucoup d'autres.

Ecrit pour le marché anglo-saxon, le Baker est au *service* d'un public qu'il veut non pas éduquer mais informer. Là est la seule justification de son existence. Il peut être mis entre toutes les mains, de l'amateur – que les vingt volumes et la langue anglaise du *Grove* effraieraient – comme du professionnel – qui y trouvera quasiment tout ce qu'il cherche.

Car le Baker fourmille d'informations sur nombre de compositeurs d'hier et d'aujourd'hui oubliés ou au début de leur carrière. Pour la version française, Alain Pâris, chef d'orchestre, musicographe et producteur d'émissions musicales, a ajouté cinq cents notices plus spécifiquement nationales – en omettant volontairement les interprètes qui figurent dans son *Dictionnaire des interprètes* (1) – et adapté les textes d'origine sans pour autant les « dénaturer ». Un regret d'importance : Michel Portal, qui est aussi compositeur, ne figure pas dans ce pavé d'où n'ont été évacués ni les musiciens populaires ni ceux qui jouent du jazz. La version française du Baker a conservé sa saveur et sa distance originelles envers le rayonnement de musiciens (interprètes et compositeurs) dont on croit parfois à tort qu'ils sont des stars planétaires. A sa précision factuelle, le Baker ajoute un tel agrément de lecture que l'on ne voit pas ce qu'un mélomane français qui en a les moyens financiers pourrait faire d'autre qu'acheter ce triple pavé qui vaut, après tout, le prix d'un coffret de quatre disques compacts.

Alain Lompech

(1) *Laffont.*

Franz Liszt en prophète

Ses textes en français, pour la première fois réunis, donnent la mesure de l'extraordinaire clairvoyance du musicien

ARTISTE ET SOCIÉTÉ
de Franz Liszt.
Edition des textes
en français réunis,
présentés et annotés
par Rémy Stricker,
Flammarion,
coll. « Harmoniques »,
432 p., 230 F.

Dans la si courageuse collection « Harmoniques » de Flammarion, paraît, pour la première fois réuni, un corpus essentiel, une source capitale du romantisme musical, aussi pionnier que le legs berliozien, plus prophétique encore : les textes en français de Franz Liszt.

Aucun compositeur romantique, hormis Berlioz, n'a autant commenté les enjeux musicaux de son temps, mais là où Liszt est magistral, c'est dans la prescience du jugement de la postérité, dans sa finesse d'analyse aussi, et sa bienveillance – vertu exceptionnelle – envers ses confrères. Son souci de célébrer la tradition, longtemps négligée et que la démarche d'un Mendelssohn contribua fortement à redécouvrir, ne cède jamais à la tentation de sacrifier la création contemporaine, qu'il encourage au contraire (il crée *Lohengrin*), soutient et impose même parfois, par son action de concertiste, de chef, de *Kappelmeister* aussi, d'analyste enfin. Ses pages sur John Field, dont il brosse un portrait indulgent mais lucide, restaurent le « chaînon manquant » entre les écritures pianistiques classique et romantique ; et si l'originalité et la féconde postérité des *Nocturnes* de l'Irlandais le cèdent aux feuillets de Chopin, *« plus voisins de la douleur »*, d'une *« poésie plus sombre et plus fascinante »* qui ravit davantage *« mais nous repose moins »*, Liszt marque sa révérence au virtuose nonchalant qu'il avait applaudi dans sa jeunesse. Ses fidélités qui l'accompagnent sans reniement, cette sûreté de jugement qui lui fait reconnaître le génie de Schumann dans la *Sonate op. 11* et garder plus de réserve pour la pièce que Charles Valentin Alkan lui dédie, en feraient déjà sans conteste une référence musicologique.


HARLINGUE-VIOLLET

La virtuosité doit être « un moyen et non une fin »

Ajoutez à cette pénétrante lucidité une écriture tenue et singulièrement heureuse – si les vocalises, agiles, sont des *« entrechats de gosier »*, l'orgue est un *« océan mystique »* qui dépose *« avec ses flots d'harmonie les prières et les gémissements des siècles »*. Cet homme cultivé, qui cite Shakespeare, Corneille, La Fontaine ou la Bible en latin avec une désinvolte facilité, ne célèbre-t-il pas les bibliothèques, *« ces gouffres d'intelligence »* ? Les artistes, *« ces apôtres, ces prêtres d'une religion ineffable, mystérieuse, éternelle qui germe et grandit incessamment dans tous les cœurs... »* ? Certes, ces élans qui glorifient l'artiste en un plaidoyer enflammé sont la marque des années de jeunesse. Mais la croisade que mène *Liszt* pour la reconnaissance du musicien comme vrai responsable de ses choix (programme et salle de concerts, instrument), en rupture avec l'usage qui l'assimile encore volontiers au serviteur d'un commanditaire fortuné, ne saurait être caricaturée en défense personnelle. Virtuose, Liszt raille très tôt *« la puérilité musicale »* des Paganini *« des boulevards »* et compose même, à la mort de l'illustre violoniste qu'il a admiré plus jeune, un hommage nécrologique génois fort abrupt : *« phénomène unique dans la sphère de l'art »*, le virtuose est aussi le symbole d'une vision périmée de l'artiste, *« dernier illustre exemple »* d'un *« rôle égoïste et vain »*. Pour celui qu'on réduit souvent à un magicien du clavier à la pyrotechnie suffocante, la virtuosité doit être *« un moyen et non une fin »*, *« GÉNIE OBLIGE »*.

Cette magistrale réfutation de l'artiste en musicien de salon ne se teinte d'aucun dogmatisme, et l'homme reprend toujours ses droits face au penseur. Malicieux lorsqu'il se désole devant la *« bizarre inconséquence »* des réformés qui ont banni de leurs temples les arts plastiques, conservant toutefois la musique et l'éloquence ; très « moderne » lorsqu'il dénonce la presse qui fait du sensationnel avec *« tous les secrets du foyer »*, spéculant sur une *« pitoyable curiosité »* du public ; patriote lorsqu'il s'enflamme devant l'*incompréhension des Français* quand il reçoit des magnats hongrois un sabre d'honneur : il *convient de ne pas blesser ainsi « un juste orgueil national »*.

Décidément, Liszt est un témoin extraordinaire de son temps, acteur, penseur engagé et théoricien d'une rare lucidité, défenseur de la musique, de son patrimoine comme de sa nécessité d'innovation. Le ton des textes, la qualité et la précision de l'argumentation dissipent le doute qui plana sur la paternité de ces écrits, parfois attribuée à ses deux compagnes, Marie d'Agoult et Carolyne von Sayn-Wittgenstein.

L'admirable clairvoyance de ces pages, le brio des passages polémiques comme le scrupuleux respect de la propriété musicale d'autrui qu'il a toujours affiché rendent justice de ce soupçon. Liszt apparaît ici aussi grand écrivain que génial compositeur : c'est dire si le rendez-vous de cette édition ne doit pas être manqué.

Philippe-Jean Catinchi

Histoires littéraires
PAR FRANÇOIS BOTT



B. CLEEVE

JE ME SUIS BEAUCOUP PROMENÉ...
de Michel Déon.
La Table Ronde, 234 p., 110 F.

UNE LONGUE AMITIÉ
Lettres de Michel Déon
et d'André Fraigneau.
Préface d'Olivier Frébourg,
édition établie
par Alice Déon,
La Table Ronde, 240 p., 125 F.

Cambriolage et littérature

Les écrivains sont des voleurs, on le savait. Non pas qu'ils dévalisent nécessairement le petit (ou le grand) commerce... Mais, lorsqu'ils déambulent dans Paris ou lorsqu'ils voyagent à l'étranger, ils dérobent des *« images »*, elles-mêmes *« furtives »*, pour les transformer ou les maquiller avec des ruses de vieux receleur. La seule victime de ce larcin, c'est, bien sûr, le *« temps »* qui *« dévore »* toutes les choses... Quand ces *« images »* n'entrent pas dans les romans et restent inemployées, les écrivains les raniment et les sauvent d'une autre manière. Par exemple, le souvenir de cette jeune femme que Michel Déon rencontra à l'aéroport de Dresde. Elle était arrivée la dernière, bien après l'heure de l'embarquement pour Francfort, mais le vol avait été lui-même retardé. La présence de l'inconnue transfigura mystérieusement la *« laideur »* et la *« pauvreté »* de l'endroit. Et l'on appela tout de suite les passagers, *« comme si on n'attendait qu'elle pour embarquer »*. Michel Déon la revit, le soir, à l'Opéra de Francfort. Elle était encore en retard, mais le spectacle n'avait pas commencé à l'heure. Là aussi, on paraissait *« attendre »* la jeune femme. Michel Déon se demande *« quel merveilleux pouvoir elle possédait pour* (...) *plier le monde à ses horaires »*. Ou *« peut-être était-ce simplement le hasard »* qui avait mis l'auteur des *Trompeuses Espérances « sur la route »* de la demoiselle dans *« ces instants quasi magiques »*. Il faut reconnaître que le hasard a souvent des faiblesses pour les inconnues des aéroports.

***« Je me suis beaucoup promené... »*, dit Michel Déon. C'est le titre de son dernier ouvrage. Il s'entend comme une sorte d'aveu. L'une de ces confidences que l'on fait à des heures tardives, quand les anges passent : *« Je crois m'être beaucoup promené en flâneur sur cette terre et dans les livres des écrivains que j'aimais... »* Durant sa jeunesse, Michel Déon fut, en effet, l'un de nos auteurs les plus remuants et les plus nomades, avant de se fixer... en Grèce, puis en Irlande. Il nous fait connaître, ici, ses réflexions sur le voyage et sur l'exil. *« Le vain travail de voir divers pays... »*, disait Valery Larbaud, citant Maurice Scève. Toutefois, le père de *Barnabooth* s'empressait de démentir cette pensée mélancolique par le charme qu'il donnait aux récits de ses escapades, notamment la description de son *« Italie buissonnière »*. A quoi sert de voyager, se demande à présent Michel Déon, si l'on rencontre sur les plages lointaines des *« milliardaires »* avec *« leur cinquième épouse »*, des *« comtesses monténégrines fardées comme des clowns »* et des *« gangsters en vacances avec leur famille »* ? *« Parti chercher l'oubli »*, on rentre avec le *« sentiment d'avoir été leurré »*. Michel Déon pense que la *« promiscuité »* n'améliore personne. Elle accroît même *« la sottise des êtres »*... Pourtant, quel plaisir d'*« apercevoir les pistes sur lesquelles s'envolent ou se posent sans bruit, avec des grâces de goélands et des profils de requins, des avions aux noms de jeunes filles ou de saints »* ! Quelle excitation de s'en aller ! *« Rien ne nous guérira de nos curiosités »*, affirme Michel Déon. Malgré les ingratitudes, les inconvénients et les déceptions du tourisme moderne, les voyages sont toujours recommandés pour *« réveiller »* les appétits et l'inquiétude nécessaires à la littérature. Et puis la première raison du départ, c'est peut-être l'*« obscur espoir de rajeunir »*. La conviction qu'en s'éloignant on se lave de tous les mauvais hivers... Si l'on en croit Michel Déon, c'est *« une sorte d'instinct supérieur »* qui *« conduit »* le touriste solitaire *« vers les quartiers réservés »* des villes étrangères. Lui-même se retrouva ainsi dans les endroits mal famés de Bologne, pour entendre la pensionnaire d'une maison close refuser énergiquement ses charmes à l'un des clients, parce que c'était *« l'ailier gauche de l'équipe d'Italie »* et qu'il jouait le lendemain contre l'Angleterre. La demoiselle de petite vertu donnait des leçons de *« civisme »* à ses compatriotes. Très joli, n'est-ce pas ?**

Chez les Français, *« si les voyageurs ne manquent pas, de Chateaubriand à Morand, les* nomades sédentaires *sont rares »*. Michel Déon parle des gens qui vont s'établir ailleurs. Il cite naturellement le cas de Stendhal, qui s'exila à Milan pour soigner la désillusion qu'avait entraînée la fin de l'Empire. A l'inverse, Byron et Shelley quittèrent leur nation parce qu'ils ne supportaient pas *« la grosse satisfaction de soi »* que procurent les victoires. C'était une autre forme de ce qu'on appelle « le mal du pays » : le malaise que l'on éprouve chez soi... Même s'ils ne gardent pas toujours de bonnes relations avec leur patrie, les Français se montrent plus *« casaniers »* que les Anglais. Ils partent pour avoir le bonheur de revenir. D'où le caractère souvent *« intimiste »* de notre littérature, selon Michel Déon. Pour sa part, il a pris ses quartiers dans cette Irlande où *« s'achève l'Europe »*. Et c'est en visiteur qu'il retourne à Paris...

Michel Déon et André Fraigneau se sont écrit pendant plus de quarante ans, de Noël 1947 à février 1991 – trois mois avant la mort de celui que Déon surnommait « l'Iroquois », à cause de ses manières et de son *« teint »*. Les deux amis s'entretenaient de mille choses : leurs livres, Florence, Venise ou l'Amérique... Ils eurent longtemps *« leurs habitudes en Italie »*, comme le dit Olivier Frébourg, le préfacier de cette correspondance. Encore l'Italie... Mais il est vrai que, depuis Montaigne et Du Bellay, nos écrivains manquent rarement d'aller faire leurs « compositions françaises » dans la Péninsule.

D'autres mondes
PAR NICOLE ZAND

Contes du bidonville

CONTES DE LA MONTAGNE D'ORDURES
(Berci Kristin cop Masallari)
de Latifé Tekin.
Traduit du turc
par Ali Semizoglu,
Stock, 196 p., 110 F.

Latifé Tekin était venue à Paris pour la première fois il y a deux ans, en mai 1993, invitée pour les « Belles étrangères » de Turquie. Mince, petite, le cheveu court, contenant avec un sourire une révolte qu'elle ne laissait pas affleurer, elle ne pouvait passer inaperçue. On savait que Yachar Kemal la tenait en haute estime. Que, comme lui, elle était autodidacte. Elle était la plus jeune, la plus secrète aussi.

Et voilà qu'avec la traduction des *Contes de la montagne d'ordures*, son deuxième roman, paru en Turquie en 1983, nous découvrons un écrivain singulier, qui nous jette avec une froide brutalité dans un univers d'immondices et de misère. Celui du bidonville où échouent les millions de paysans chassés par la misère. Une écriture sèche, sans graisse, sans psychologisme, sans références à la grande Histoire, à Constantinople ou à Mustafa Kemal. Pas de cris, pas de larmes, même pas de revendication. Un livre terrible et fort qui ne ressemble à rien d'autre pour ce qui d'ordinaire ne se dit pas. Et s'écrit encore moins.

Comment faire entendre la voix des misérables de notre temps ? Comment exprimer le langage des pauvres ? *« Ecriture, cruel ennemi des pauvres, je t'utilisai pour obscurcir encore le mystère de notre vie haillonneuse »*, a écrit Latifé Tekin pour justifier cette bataille qu'elle ne cesse de mener avec les mots pour exprimer ce qui est au-delà de l'exprimable. *« L'écriture est en elle-même étrangère aux pauvres.* (...) *Un outil du pouvoir. Les pauvres ne peuvent jamais se l'approprier. »* Elle-même, née en 1957 dans un village d'Anatolie, arrivée avec sa famille dans un bidonville d'Istanbul comme des millions d'autres paysans, a commencé à écrire après le coup d'Etat de 1980. Etrangère aux formes classiques de l'écriture qu'elle n'a connues que tardivement, et qu'elle rejette comme incompatibles avec son sujet, elle invente une langue ni populaire ni argotique ; délabrée comme le bidonville.

Une langue parfaitement incorrecte. Hors des références culturelles. Hors de la syntaxe. *« Cela ne se dit pas en français,* objectait l'éditeur à la lecture de la traduction. *– En turc non plus »*, répondait le traducteur turc, Ali Semizoglu, qui a réussi à nous faire appréhender la violence et l'originalité de ce livre si peu romanesque. *« J'ai essayé d'imaginer comment on pouvait déranger les habitudes de la langue cible, de façon à créer le même effet de délabrement du texte authentique tout en en conservant la beauté »*, note, en postface, le traducteur. *« Rien, dans ce discours, n'est fait pour rendre intelligible la vie dont le sens échappe à celui même qui le vit,* dit-il encore dans un article intitulé « La rhétorique de la misère » (revue *Anka*, nº 18-19, 1993). *Le romancier est un égal de son personnage. Il n'invite pas le lecteur à comprendre, il ne donne pas à lire le sens légitime mais le sens brut des faits, tel qu'il est aperçu dans l'univers qui le produit* (...). *Dans le roman de Tekin, le lecteur s'immerge dans la réalité au lieu de la survoler. »*

> *Une bataille avec les mots pour exprimer ce qui est au-delà de l'exprimable*

En effet, sur cette *« montagne d'ordures »* qui est le centre d'une nouvelle humanité, il y a d'abord l'amas des faits : sur la colline, domaine traditionnel des chiffonniers et des usines ultrapolluantes à la périphérie de la grande ville, d'étranges « bâtisseurs », portant sur leur dos des matériaux hétéroclites, surgissent la nuit sur le « chemin aux ordures » pour édifier des baraques de fortune, d'infortune. Des masures de carton goudronné, de toile cirée, d'assiettes cassées. *« Le matin, autour des monceaux d'ordures, en face de la fabrique d'assiettes, en contrebas de l'usine d'ampoules et de l'usine pharmaceutique, au sein des déchets et de la boue, était né un quartier avec des toits en bassines de plastique, des portes en vieux kilims, des vitres de nylon et des murs de briquettes encore humides. »* Au matin, les « démolisseurs », à coups de pied, à coups de pioches, à coups de bulldozers, détruisent les constructions misérables. Qu'on reconstruit chaque nuit. Impuissantes, les autorités maquillent le lieu des ordures du nom pimpant de « mont aux fleurs ». Avec un boulevard de l'OTAN ! Jusqu'à ce que survienne une nouvelle marée de SDF bâtisseurs, encore plus nombreux à défier le chaos, à affirmer leur volonté d'exister, la force de la vie, pour reconstruire d'autres quartiers – qui s'appellent « Trou d'ordures », ou « Pied de l'usine » –, avec des mosquées, des écoles, des cafés – cent cinquante sur le boulevard de l'OTAN – où l'on joue au jacquet... L'eau du quartier bleuit le linge et fait peler, puis couvre de plaies et d'ulcères les corps tout entiers. Trier les ordures est l'occupation des femmes et des enfants. Un été, l'usine pharmaceutique fait tomber sur le Mont aux fleurs des flocons blancs que les gens étonnés prennent d'abord pour de la neige. *« Les poules inclinèrent le cou et se recroquevillèrent. Les gens furent incapables de garder leur tête droite. Les enfants devinrent tout violets comme s'ils avaient avalé des pilules et s'endormirent pendant les jeux. L'un des enfants endormis ne se réveilla plus. L'usine qui faisait neiger fut lapidée. »* Un jour, alors que les habitants étaient évanouis à cause de la puanteur, le patron leur envoie du yaourt.

En turc, bidonville se dit « bâti la nuit » *(gecekondus)*, vocable qui exprime la réalité d'une ville comme Istanbul, que les paysans d'Anatolie se sont appropriée pour en constituer les neuf dixièmes tandis que la population, en quarante ans, est passée d'un million d'habitants à dix millions. Ou douze, qui peut savoir ? Après la lutte qui a opposé pendant longtemps les bâtisseurs aux démolisseurs, ce qui est bâti la nuit a fini par obtenir droit de cité, à constituer une ville nouvelle dans un entassement indescriptible. Les immigrants, que méprisent les vieux Stambouliotes, ont colonisé la ville qui en a tant vu depuis Byzance, tandis qu'une lutte tout aussi acharnée oppose en permanence les syndicats ouvriers des usines aux habitants des baraques, proie naturelle pour l'islamisme. Pas de solidarité entre eux, surtout pas pendant les grèves.

Comme toute communauté, la montagne d'ordures a ses notables : l'agha des ordures, l'épicier des ordures, Mustafa Nylon le Cupide, Cemal le Kurde le « promoteur immobilier » qui promet d'ouvrir un cinéma au milieu des ordures, monsieur Izak et sa baraque-usine qui empiète sur les tombes du cimetière, l'instituteur qu'on a surnommé le « prof aux poèmes » qui crée le groupe folklorique du Mont aux fleurs, le père Roses, le doyen du bidonville, un ancien ouvrier, un peu guérisseur, un peu sorcier, qui dit des prières pour les gens qui viennent le consulter. La douleur des femmes est insoutenable : telle Sirma, la petite fille saisie de tremblement qui s'arrache les cheveux et qu'on ligote un chiffon entre les dents ; ou bien Sengül, l'accouchée, dont les seins déversent du sang au lieu de lait.

On n'est pas près d'oublier l'image de ces baraques aux toits soudain arrachés par le vent, et dont les berceaux suspendus – pour être hors de portée des rats – sont arrachés des poutres et s'envolent, emportant les bébés endormis qu'on retrouve au matin, coincés entre les débris. *« La mère s'arracha les cheveux et déchira ses vêtements. Ramassant des pierres dans le pan de sa jupe, elle monta en haut de la colline et lapida le vent en hurlant des injures. Depuis ce jour-là, le sommet de la colline fut appelé sommet des Blâmes. »* Il faut lire Latifé Tekin.

Vie du langage
PAR DENIS SLAKTA

Éloge de la sophistique II

Quand il entreprend l'éloge du tabac, Sganarelle commence par écarter, d'une brève subordonnée concessive, les objections que pourraient formuler *« Aristote et toute la philosophie »* (*Dom Juan* I-1), en même temps qu'il néglige les condamnations portées par les autorités civiles et religieuses. Le dernier des arguments, le plus *« renversant »* semble-t-il, est que le tabac favorise la concorde et suscite la bienveillance, portant *« les honnêtes gens »* au plaisir d'offrir : *« On n'attend même pas qu'on en demande, et l'on court au-devant du souhait des gens : tant il est vrai que le tabac inspire des sentiments d'honneur et de vertu à tous ceux qui en prennent. »* La conséquence n'est pas moins paradoxale que la thèse avancée : toute interdiction du tabac pourrait nuire gravement à la concorde, tout autant qu'à la vertu. Voilà une assez jolie tirade de Sganarelle en apprenti sophiste ; son maître Don Juan ne sera pas en reste, achevant l'éloge du libertinage par une grandiose comparaison qui évoque le bonheur de rêver à d'autres mondes possibles : *« Je me sens un cœur à aimer toute la terre ; et comme Alexandre, je souhaiterais qu'il y eût d'autres mondes pour y pouvoir étendre mes conquêtes amoureuses. »* Comme « envoûté », Sganarelle se trouve réduit au silence : *« Je ne sais que dire, car vous tournez les choses d'une manière qu'il semble que vous avez raison. »* L'apparence de raison vaut raison ; tout l'art du discours est « dans la manière de dire ».

On devine que les protestations n'ont jamais manqué. Tous les honnêtes gens n'entendent pas raillerie. Déjà au Vᵉ siècle avant notre ère, le scandale fit quelque bruit lorsque Gorgias avait pris plaisir à soutenir un éloge d'Hélène, *« version théâtrale »*, dit Barbara Cassin (1) d'un *Traité du non-être* ; lequel développait que *« rien n'est »*, et que, par suite, la vérité n'est qu'affaire d'opinion ou de discours, soumise à l'air du temps : aux circonstances.



SERGUEI

La rhétorique n'est, aux dires d'Aristote, que *« la capacité de faire dans chaque cas la théorie de ce qui convient pour persuader »*, ou pour séduire. Inutile de s'intéresser à la prétendue force de la vérité ; nouvelle Hélène, elle succombe en un clin d'œil aux « charmes » du discours.

C'est que le discours *« ne coïncide pas,* dit Gorgias, *avec les choses dotées d'une existence réelle. Nous représentons donc aux autres, non pas les choses qui existent, mais le discours, qui est autre que ce qui est réel »*. Le discours requiert donc tous les soins et toutes les parures. Ainsi, Protagoras prenait grand soin de la grammaire, *« ce par quoi la parole prend force »* (2). Prodicos s'attachait aux vertus des synonymes ; Antiphon découvrait le bonheur des néologismes. Et Gorgias, outre qu'il *« avait réponse à tout »*, savait comme personne faire bouquet troublant de ces fleurs qu'on dira de rhétorique. Suidas précise, bel éloge : *« Le premier, il donna à la mise en forme rhétorique de la culture, sa formulation et sa technique, utilisant tropes, métaphores, allégories (...), répétitions, retournements et assonances »* (3). Un joli néologisme résumait le tout : *« Gorgianiser. »*

L'indignation des philosophes, Platon en tête, atteignit des sommets. Et prenant Gorgias, ses pairs, et ses disciples au mot, Aristote n'y va pas de main morte : prétendant parler, les sophistes *« parlent pour ne rien dire »* ; ou, Hélène aidant, ils parlent pour le seul *« plaisir de parler »*. Ce qui revient, commente Barbara Cassin, à les reléguer – *« plantes qui parlent »* – *« aux confins, non seulement de la philosophie, mais de l'humanité »*.

Mais enfin, de quoi donc la sophistique est-elle coupable ? Bel exemple de question ouvrant à des débats contradictoires. Hegel, par exemple, ne ménage pas l'éloge : *« Les sophistes sont les maîtres de la Grèce, c'est par eux que la culture proprement dite y est venue à l'existence. »*

Tout, en effet, avait commencé par des discours d'éloge ; par *« l'éloge d'Hélène »*, *« le plus ancien des éloges conservés,* dit Barbara Cassin, *le plus célèbre aussi »*. Quelle histoire ! Fallait-il vraiment offrir en modèle initial l'éloge d'une épouse adultère ? D'autant plus, précise Barbara Cassin, que le discours d'éloge se pare volontiers des prestiges de l'opinion reçue pour *« assurer le consensus »* – tout en cherchant, par là même, à manifester le charme des valeurs nouvelles ou menacées : le lieu commun assure le triomphe du paradoxe. Deux exemples, futiles comme il se doit, suffiront à illustrer le point.

Baudelaire a consacré quelques jolies pages à *« l'éloge du maquillage »*, sans craindre de « gorgianiser » un peu : *« Idole,* [la femme] *doit se dorer pour être adorée. »* Les erreurs relatives au beau naissent au XVIIIᵉ siècle, de l'idée alors admise que la nature est la « source » de *« tout bien et de tout beau possibles »*. Or, il est patent que le mal se fait *« sans effort, naturellement »*, tandis que le bien *« est toujours le produit d'un art »*. Ainsi, le rouge et le noir exaltent l'artifice et la beauté. Le noir donne à l'oeil *« une apparence plus décidée de fenêtre ouverte sur l'infini »*, et le rouge *« qui enflamme la pommette, augmente encore la clarté de la prunelle et ajoute à un beau visage féminin, la passion mystérieuse de la prêtresse »*. Ailleurs, et plus tard, Junichirô Tanizaki, dans *Éloge de l'ombre* (4), cherche à combattre *« les débauches* [modernes] *de lumière électrique »*, de brillant et de clinquant. Le maquillage traditionnel des femmes japonaises est fait pour l'ombre. Point de rouge ici, mais sur les lèvres *« un enduit de vert noirâtre »* qui, *« à la lueur vacillante d'une lanterne »*, fait scintiller des dents de laque noire. De sorte que se trouve comme rehaussée la blancheur du visage. En somme, le beau n'est rien *« qu'un dessin d'ombres »*. Et le projet littéraire se définit ainsi : *« J'aimerais tenter de faire revivre, dans le domaine de la littérature au moins, cet univers d'ombre que nous sommes en train de dissiper. »*

La conclusion de Barbara Cassin peut se dire, à la Gorgias, sous la forme d'un chiasme : un discours d'éloge est toujours un éloge du discours, de ses pompes et de ses « artifices ».

---

(1) Barbara Cassin, *L'Effet sophistique*, Gallimard (voir notre précédente chronique « La vie du langage » dans « Le Monde des livres » du 7 avril).

(2) Gilbert Romeyer-Dherbey, *Les Sophistes*, Q. S. J. Voir surtout Mario Untersteiner, *Les Sophistes I et II* (traduit de l'italien par Alonso Tordesillas, réédition Vrin, 1993).

(3) *Les Présocratiques*, édition établie par Jean-Paul Dumont, « La Pléiade » Gallimard.

(4) Traduit du japonais par René Sieffert, Publications orientalistes de France, 1993.

LE FEUILLETON DE PIERRE LEPAPE


TUDOR BANUS

QUEL ANGE N'EST TERRIBLE ?
de Marc Le Bot.
POL, 128 p., 80 F.

LA CLASSE DE NEIGE
d'Emmanuel Carrère.
POL, 168 p., 75 F.

Les enfants de la nuit

Dans le quatrième et dernier volume des *Esquisses*, laissé inachevé par sa mort et que publie Joël Grisward, Georges Dumézil se livre à quelques étourdissants slaloms mythologiques sur le thème des jumeaux et sur leurs fonctions dans la société des dieux (1). Du panthéon scandinave à celui de l'Inde védique, de la théologie iranienne à celle des Ossètes, des Hébreux et des Arméniens, Dumézil décline en virtuose les variations, analogies et parallélismes à l'oeuvre dans des récits de la gémellité. Les jumeaux qui sont à la fois le Double et le Même disent le malheur de la séparation et de l'altérité, et la nostalgie de l'identité originelle. Ils ont aussi partie liée aux anges et donc aux démons.

Un des mythes nordiques du deux en un que commente Dumézil a trait à l'origine de la poésie. « *Le commencement fut que les Ases eurent une guerre avec un peuple qu'on appelle les Vanes. Mais ils s'accordèrent pour la paix et ils la firent de la manière suivante : chacun des deux partis alla au même récipient et ils lancèrent dedans leurs crachats. Quand ils se séparèrent, les Ases ne voulurent pas laisser perdre ce signe de paix et ils en firent un homme. Celui-ci s'appelle Kvasir. Et il est si sage qu'il n'y a pas de question dont il ne connaît la solution.* » Mais deux nains tuent Kvasir et font couler son sang, qu'ils mélangent à du miel, « *et alors se forma un hydromel tel que quiconque en boit devient poète et savant. Les nains dirent aux Ases que Kvasir avait étouffé dans sa sagesse parce qu'il n'y avait là personne d'assez savant pour pouvoir épuiser par des questions son savoir.* »

Marc Le Bot, qui est féru de mythologie grecque, retrouvera dans ces récits surgis d'autres horizons quelques-unes des images et des constructions symboliques qui circulent dans son livre. Des affaires de sang et de boue, de chairs meurtries et séduites, de guerriers et d'animaux, de métamorphoses et d'interdits, de beauté et d'horreur. Le hasard n'y est pour rien. *Quel ange n'est terrible ?* est un roman des énigmes premières. On pourrait dire : un roman primitif, à condition d'ôter à l'adjectif tout ce qu'il pourrait suggérer de grossier, d'inculte ou de naïf. Il y a aussi un primitif savant.

L'histoire qu'évoque le romancier tient en quelques mots. Deux adolescents, des jumeaux, un garçon et une fille, se retrouvent après dix ans de séparation dans une ferme le temps des vacances d'été. Autour d'eux, la guerre, qui va un instant briser le rythme régulier des travaux et des jours. Les deux jeunes gens, fascinés et troublés par ce double de l'autre sexe qu'ils découvrent en face d'eux, vont entreprendre, dans l'émoi et dans la cruauté, de devenir eux-mêmes, c'est-à-dire de sortir du chaos de l'enfance et d'être autre que leur double. Jusqu'au jour où, lors d'une promenade au bord de la mer avec son frère, la jeune fille tombe d'une falaise et se fracasse sur les rochers.

Le livre commence par le récit de la chute. Plus exactement par l'impossibilité de raconter cette chute avec les mots d'un récit. Il y a simplement un moment où la jeune fille est là et un autre où elle gît brisée sur les récifs. Entre les deux, il n'y a que l'horreur, l'indicible, l'innommable, ce que les yeux ne peuvent pas voir ni les mots dire. Le soleil comme la mort ne peuvent pas se regarder en face. Le roman tout entier peut se lire comme une tentative pour contourner cette stupeur, pour décapiter, ainsi que le fit Persée, la tête de Méduse, en la voyant sans la regarder et sans être vu d'elle, dans ce bouclier-miroir qu'est l'écriture. Ecrire, pour Marc Le Bot, c'est faire l'expérience symbolique de ce qui ne s'expérimente pas : la naissance et la mort.

On est donc tout proche, dans ce roman, de la poésie, c'est-à-dire aussi aux antipodes de ces choses douceâtres et informes qu'on a coutume d'appeler « prose poétique ». Il s'agit, au contraire, de saisir avec la plus grande précision ce qui se donne le moins aisément à saisir, le plus fugace en apparence, mais qui demeure souvent plus vivace que les idées : les sensations, les couleurs, les odeurs, les saveurs, « *le plus réel de la réalité* ». C'est à travers elles, à travers ces données semi-organiques et ces impressions sensibles, que les jumeaux appréhendent, dans la fièvre et dans l'angoisse, leur passage à l'âge adulte et leur entrée dans le monde d'une violence qui cesse d'être innocente. En contrepoint à cette interprétation sensuelle et immédiate, d'une vaste et profonde beauté, l'auteur évoque quelques figures mythologiques – Orphée, Narcisse, Ishtar, la déesse-truie, et bien sûr Castor et Pollux, les Dioscures, ces jumeaux nés de Léda et de Tyndare, dédoublé en Zeus, qui vivent et meurent un jour au ciel et le lendemain au tombeau. Bien loin de donner un tour savant à un récit sauvage, ces références aux chansons antiques, de même que les allusions à la peinture dont Marc Le Bot étoile son texte, ajoutent, au contraire, une dimension de trouble, un frémissement supplémentaire.

C'est comme si le romancier avait retrouvé, en deçà du logos antique, de la pensée organisée en système, en ordres, en hiérarchies et en lois, en deçà même de la pensée sauvage des mythes, les ébranlements, les peurs et les mystères sacrés qui les mettent en mouvement. Ces choses indistinctes ou changeantes, ces frontières qui se déplacent ou s'effacent, ces interdits dont il faut inventer l'origine : la nuit, le jour, la différence des sexes, le vieillissement, le dehors des choses et leur dedans, le noble et l'obscène, le normal et le monstrueux, le désir et la violence. Marc Le Bot ressuscite ce tremblement primordial, dans des phrases simples, fluides et qui chavirent.

Emmanuel Carrère parle lui aussi d'enfants, de dédoublements, de peurs et de sang. Lui aussi situe son récit sur la fragile ligne de crête qui sépare le réel de ses interprétations mythologiques, le visible de son double invisible. Plutôt que sous le soleil grec et les ivresses antiques, il puise son imaginaire du côté des brumes romantiques allemandes et des romans gothiques anglo-saxons. Auteur d'une remarquable biographie de Philip K. Dick parue il y a deux ans, Emmanuel Carrère avoue aussi dans *La Classe de neige* ses dettes envers une forme de fantastique moderne qui tire sa force hallucinatoire du doute permanent que lui inspire la réalité (2). Chez Carrère comme chez Dick, les gens et les choses ne sont jamais ce qu'ils paraissent être, et ce hiatus – comme dans *La Moustache* – peut tourner au cauchemar (3).

Il est donc presque impossible de dérouler la trame de *La Classe de neige* puisque sa réussite, esthétique et émotionnelle, repose précisément sur l'impossibilité de donner une signification unique et stable au récit qui nous est proposé. On peut dire qu'il s'agit de l'histoire d'un jeune garçon, Nicolas, qui est envoyé en classe de neige par ses parents et qui découvrira, après une suite d'aventures, que son père est un pédophile assassin. Mais Carrère a soin de parsemer cette belle piste blanche et droite de tant d'embûches, de poteaux indicateurs fallacieux et de plaques de verglas qu'il n'est guère possible de l'emprunter en confiance. D'autres détails sont dessinés avec assez d'insistance pour nous faire glisser vers d'autres lectures : Nicolas peut s'être raconté toute cette sanglante histoire pour se venger symboliquement d'un père tyrannique, ou pour s'attirer l'amitié d'un camarade qui le méprise ; ou encore a-t-il décidé, du fond de la déprime et de la solitude qui l'accablent dans ce chalet de montagne, de mettre fin à ses jours en sortant une nuit, en pyjama, dans la neige et la fin du récit n'est-elle faite que des images qui l'assaillent avant que le froid ne le tue.

D'autres voies s'ouvrent encore, que Carrère balise pendant quelques pages avant d'effacer les repères ou de les faire se recouper avec d'autres traces. Le lecteur s'égare sans avoir un seul instant l'impression d'avoir été perdu. Rien ne paraît caché, les mots sont sans trouble et sans mystère, la phrase d'une netteté toute classique, les sentiments ordinaires jusqu'au moment où des actes semblent révéler leur monstruosité. *La Classe de neige* est construit comme une machine infernale par un ingénieur qui connaît les arts du feu sur le bout du doigt. Et le fait est que souvent on pousse des oh ! et des ah ! tant les artifices sont savamment dissimulés, tant l'auteur est habile à susciter l'effroi et le trouble et la compassion. Il ne manque qu'une chose pour que la réussite soit complète : la présence de l'auteur. Il nous demande d'être dans un livre où lui-même ne semble avoir mis que son cerveau et son métier. Là réside peut-être la différence qui sépare un beau texte d'un grand livre.

(1) Lire, en pages I et IX l'analyse de Georges Charachidzé.
(2) Je suis vivant et vous êtes morts : Philip K. *Dick, 1928-1982*. Seuil, 1993.
(3) *La Moustache*, d'Emmanuel Carrère, paru chez POL, en 1986, est également disponible en « Folio » Gallimard (n° 1883).

Version originale

Hamlet et les vieillards

Anglais installé aux États-Unis, Alan Isler publie son premier roman à soixante ans. Et la critique américaine d'évoquer Saul Bellow ou Isaac Bashevis Singer...

L'histoire de ce premier roman, *The Prince of West End Avenue*, est aussi banale qu'un conte de fées : refusé par toutes les grandes maisons d'édition américaines, il est confié par son auteur, Alan Isler, à un tout petit éditeur, Warren Philips, un de ses voisins des Hamptons (Long Island) qui dirige Bridge Works et n'a publié qu'une dizaine de livres. Mais celui-là est accueilli par la critique comme un immense roman, comparé aux oeuvres de Saul Bellow, d'Isaac Singer ou de Bernard Malamud. Réimprimé plusieurs fois aux États-Unis, il est envoyé chez l'éditeur Jonathan Cape à Londres sur les conseils de Cynthia Ozik. Et Jonathan Cape achète les droits, y compris de traduction (le livre va sortir en Allemagne, puis en France, au Seuil). Il semble même qu'il y ait un projet de film en perspective avec des rôles en or pour tous les acteurs célèbres de plus de soixante ans ! La presse anglaise s'est montrée beaucoup plus réservée dans son ensemble, sans doute un peu déroutée par le côté très américain d'un livre un peu vite présenté outre-Manche comme étant d'un auteur britannique.

Le romancier a lui-même une soixantaine d'années, et ses personnages, qui vivent dans une maison de retraite – nommée Emma Lazarus, en mémoire de l'écrivain et poète de la fin du XIXe siècle –, sont tous âgés, le narrateur et principal protagoniste ayant quatre-vingt-trois ans. L'auteur est né en Angleterre en 1934, il a émigré aux États-Unis, à dix-huit ans, en 1952, et enseignait la littérature anglaise au Queen's College de New York avant de revenir récemment à Londres pour travailler à son deuxième roman. C'est justement ce mélange d'américanisation et d'héritage anglais, auquel s'ajoutent une érudition toute universitaire et une profonde culture juive, qui donne à ce petit ouvrage son originalité. La langue est tout à fait étonnante. On est très loin du « *yinglish* » habituel qui marie le vocabulaire yiddish à la langue anglaise avec des mots comme *donstairsiker* (voisin du dessous) et *opstairsiker* (voisin du dessus), ou comme *lendler* (venu de landlord, propriétaire, qui caractérise toute la méchanceté humaine) et *tenor* (son locataire – son « tenant » –, qui n'a pas le coeur à chanter).

HUMOUR ET DÉRISION

Cette langue des pauvres émigrants venus d'Europe centrale déconstruit et reconstruit la grammaire pour lui insuffler la mémoire de la *Mame Loschen* (la langue maternelle); lui restituer un passé qui ne peut s'oublier et donne une façon de parler très particulière (que l'on peut comparer à certains passages de *Quoi de neuf sur la guerre ?*, de Robert Bober). Mais cette langue-là est celle du Lower East Side ou de Brooklyn, des quartiers juifs traditionnels, et nous sommes ici sur West End Avenue dans un quartier bourgeois de New York. Alan Isler superpose à un petit fond inévitable (« *Lady, shmady* ») – réservé subtilement aux personnages les moins instruits – et aux mots hébreux utilisés dans la vie religieuse quotidienne un superbe style où l'anglais et l'américain se combinent pour la plus grande délectation du lecteur. Ce qui subsiste de vraiment juif, ce ne sont donc pas tant les tournures de phrase que la tournure d'esprit, l'humour pour ne pas pleurer, la dérision, l'Ange de la Mort toujours prêt à frapper, l'absurdité de la vie. Quand la seconde épouse, claustrophobe, du narrateur souhaite être incinérée, celui-ci lui répond que les juifs ne se font pas incinérer. En tout cas, « *pas intentionnellement* »... Tout aussi macabre, tout aussi dérisoire : retrouvé dans un camp de réfugiés par son beau-frère en 1947, Otto Korner, rescapé d'Auschwitz, arrive à New York pour trouver la soeur qu'il n'a pas revue depuis des années, pendue dans sa cuisine... Rien n'est jamais acquis. Tout oscille. C'est très facile d'être juif à New York, surtout quand on a de l'argent, et en matière de maison de retraite, Emma Lazarus a de quoi séduire : présence médicale à demeure vingt-quatre heures sur vingt-quatre, vastes chambres que chacun peut décorer et meubler à sa guise – avec des *mezuzahs* au-dessus de chaque porte, « *sauf celle des toilettes* » –, nourriture casher de premier choix, plus d'activités qu'on ne peut en faire dans toute une vie, sans obligation de respecter le rituel religieux – « *On peut vivre comme un goy, c'est comme l'État d'Israël* » ; bref, on s'y sent comme un membre respectable de l'un de ces clubs anglais très fermés. Simplement, les résidents appellent le directeur – derrière son dos –, « *Herr Kommandant* ». A quelques minutes de marche, sur Broadway, on trouve un *dairy* (laitier) *restaurant* (les règles alimentaires juives interdisent de manger le veau dans le lait de sa mère, autrement dit de mélanger produits laitiers et viande animale. Honte à l'égaré qui réclame un sandwich jambon-fromage !). Cet endroit, remarquablement décrit, sert de lieu de rendez-vous aux comploteurs d'Emma Lazarus. Ils sont en train de préparer une représentation d'*Hamlet*, ce qui permet à Isler d'ajouter une pièce, non pas dans, mais autour de la pièce, et à Otto Korner de dispenser réflexions critiques et suggestions de mise en scène. Ces répétitions, où la mort fait des ravages dans la troupe, obligeant à des remaniements successifs qui feront passer Otto du rôle du fantôme à celui du fossoyeur puis à celui d'Hamlet, vont être le théâtre de scènes formidables. Hommes et femmes vont révéler leur personnalité, on va assister au déchaînement de passions amoureuses, d'ambition débridée, d'orgueil, accompagnés de sottises ou de mesquineries. C'est une vision de la vieillesse rare, où chacun est encore ce qu'il a toujours été au-delà des apparences. Et c'est jubilatoire, cynique et finalement plein de dignité.

MÉMOIRE ET PRÉSENT

Tout cela n'est que la gangue du livre – mais sans doute le plus réussi. Otto est coincé entre sa mémoire et le présent. Lorsqu'il était au camp, il s'est convaincu, pour survivre, que la vie qu'il menait était irréelle, s'astreignant à évoquer, chaque jour, un moment ancien comme si c'était là le vrai présent. Depuis, il n'a sans doute jamais vraiment rafistolé les morceaux. L'arrivée d'une physiothérapeute qui lui rappelle son grand amour de jeunesse (envolée depuis en fumée) l'amène à faire de plus en plus de plongées dans son passé de jeune bourgeois allemand, poète publié à dix-neuf ans, félicité par Rilke, fréquentant les dadaïstes à Zurich, en 1917, croisant Joyce et Lénine, mais qui finira par se retrouver dans l'horreur de la montée du nazisme et la culpabilité refoulée.

Martine Silber

(1) *The Prince of West End Avenue*, d'Alan Isler, Jonathan Cape éd., 246 p., £ 9,99.

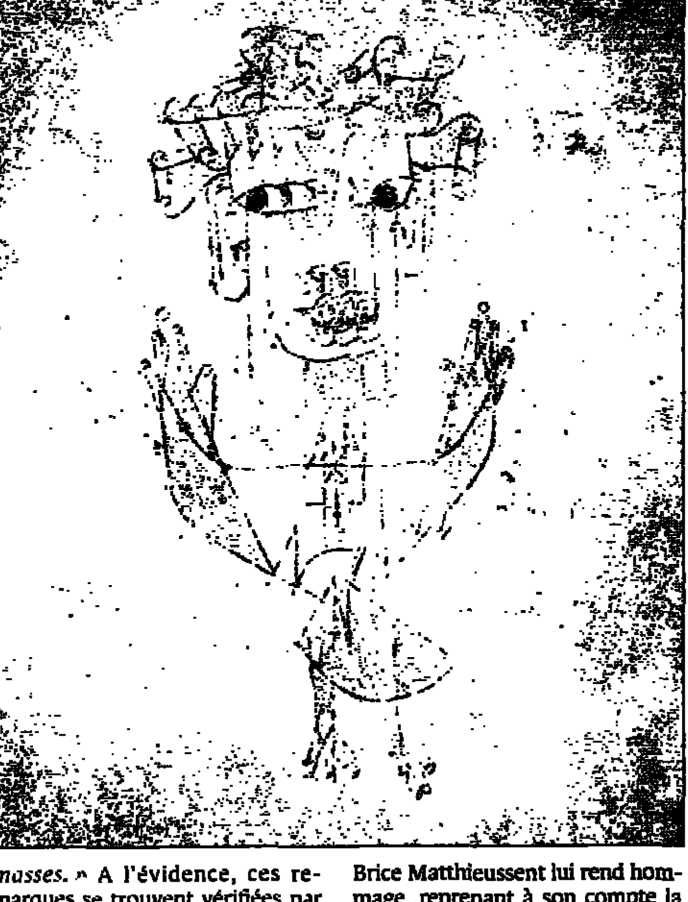
Walter Benjamin, détective subtil

Le philosophe allemand est de ceux qui ont vu juste tôt, notamment sur l'évolution du statut de l'œuvre d'art. Deux essais rendent hommage à cette lucidité

EXPOSITIONS
Pour Walter Benjamin
de Brice Matthieussent.
Fourbis, 124 p., 98 F.

WALTER BENJAMIN
Réflexions sur un contemporain
de Hans Mayer.
Traduit de l'allemand
par A. Weber,
Le Promeneur, 94 p., 85 F.

En 1936, Pierre Klossowski publia, dans une version très abrégée, la première traduction française de *L'Œuvre d'art à l'ère de sa reproductibilité technique*. Une traduction complète a paru grâce à Maurice de Gandillac en 1975. Des essais d'esthétique critique de Benjamin, celui-ci est le plus souvent cité – ce qui, du reste, ne signifie pas qu'il soit lu ou compris de tous ceux qui invoquent son autorité. Benjamin y oppose la valeur cultuelle de l'œuvre d'art unique, telle qu'elle exista jusqu'à l'âge des inventions modernes, à la valeur d'exposition. Il tente d'analyser les effets de l'apparition de la photographie au XIXe siècle et ceux de l'invasion du cinéma. A propos de ce dernier, il n'hésite pas à citer Georges Duhamel, dénonçant un *« passe-temps d'illettrés, de créatures misérables, ahuries par leur besogne et leurs soucis »*. Plus modéré lui-même, il n'en conclut pas moins que le film *« n'exige* [du spectateur] *aucun effort d'attention »* et relève du divertissement, par opposition aux œuvres qui demandaient le recueillement. Plus subtil, il analyse la différence entre image picturale et image cinématographique en termes de distance et de morcellement, comparant le peintre au mage et le cameraman à un chirurgien.



© ADAGP, PARIS 1995

Une idée d'ensemble et une constatation d'historien sont à l'origine de la réflexion : quand l'art devient « de masse », il change de nature. *« Les tableaux n'ont jamais prétendu à être contemplés que par un seul spectateur ou un petit nombre*, observe Benjamin. *Le fait qu'à partir du XIXe siècle un public important soit admis à les regarder ensemble correspond à un premier symptôme de (...) crise, qui n'a pas été seulement provoquée par l'invention de la photographie, mais, d'une manière relativement indépendante de cette découverte, par la prétention de l'œuvre d'art à s'adresser aux masses. »* A l'évidence, ces remarques se trouvent vérifiées par les formes actuelles de diffusion de l'art, non seulement reproduit, mais postérisé et numérisé. De la valeur d'exposition à la valeur d'échange, la distance se franchit vite et, à *« l'ère de la reproductibilité technique »* – la nôtre –, est apparu ce qui se nomme aujourd'hui la « culture », marché de signes et clichés circulant à grande vitesse.

Distinguer valeur cultuelle et valeur d'exposition

Si Benjamin continue à intéresser, si plusieurs essais témoignent simultanément de ce succès posthume – rappelons que l'écrivain se suicida en 1940 à Port-Bou pour échapper aux polices vichystes et franquistes –, ce n'est donc point piété tardive, mais nécessité intellectuelle : il y a là, dans cet essai et dans quelques autres, la *Petite Histoire de la photographie* (1) et *Paris capitale du XIXe siècle* (2) par exemple, de quoi nourrir la réflexion sur un aujourd'hui remarquablement conforme à ce que Benjamin avait déduit de ce qu'il percevait. Autrement dit, il est de ceux qui ont vu juste tôt.

Brice Matthieussent lui rend hommage, reprenant à son compte la distinction de la valeur cultuelle et de la valeur d'exposition. Il en mesure l'efficacité grâce à des exemples que Benjamin n'avait qu'effleurés ou qu'il ignorait et développe des arguments contenus en puissance dans son essai. C'est dire que, délibérément, il se situe à l'intérieur de la pensée qu'il commente. Son attitude est d'un disciple auquel il est permis de reprocher cette proximité trop grande, qui le conduit à illustrer la pensée plus qu'à la mettre à l'épreuve – du moins jusqu'aux deux tiers du livre. Les derniers chapitres, consacrés à Don DeLillo et Andy Warhol, suggèrent une actualisation et un déplacement de la pensée benjaminienne et réintroduisent l'idée de l'aura cultuelle de façon inattendue. Warhol aurait ainsi su *« faire de l'art la marchandise suprême* [et] *identifier l'aura de l'art et de l'artiste à celle de la marchandise en adoptant le mode de production de cette dernière »*. L'hypothèse peut séduire. Mais il ne serait peut-être pas faux non plus de suggérer que c'est en s'appropriant les genres picturaux anciens – du portrait à la vanité – et en feignant d'adopter un mode de production commerciale que l'image warholienne conserve son aura. Elle est, en somme, trop outrageusement fausse pour n'être pas vraie.



WERKBUND ARCHIV, MUSEUM DER ALTAGS KULTUR, BERLIN

L'*Angelus Novus* (1920-1932), de Paul Klee, retrouvé dans les manuscrits de Walter Benjamin, est aujourd'hui conservé au Musée Israël, à Jérusalem.

Historien de la littérature et de la philosophie allemandes contemporaines, Hans Mayer porte un regard fort différent sur Benjamin, sous la forme d'une biographie intellectuelle et d'une chronique abondante des relations du philosophe avec Hofmannsthal, Brecht ou Horkheimer. Ce dernier lui ouvrit les cahiers de son Institut de recherche sociale quand, après 1933, Benjamin s'exila en France. Nulle hagiographie dans ces pages qui dépeignent un homme amoureux de l'ambiguïté et ennemi des choix trop tranchés, un penseur susceptible d'engouements et d'abandons silencieux – ainsi de son attitude vis-à-vis du marxisme. Sans doute traitent-elles trop sommairement de l'écrivain et de l'observateur des avant-gardes artistiques – Benjamin fut un des meilleurs analystes du dadaïsme –, mais elles rappellent quelques faits auxquels il serait tentant de prêter une valeur presque allégorique. Tel celui-ci : les manuscrits de Benjamin furent sauvés par Georges Bataille, que l'exilé fréquenta au plus fort du Collège de sociologie et qui les cacha à la Bibliothèque nationale. Parmi ces papiers, se trouvait *Angelus Novus*, tableau de Paul Klee, figure de l'ange triste dans un *siècle déchu, figure du penseur* égaré dans le monde des barbares mécanisés et des peuples frappés d'amnésie.

Décidément, il faut lire et relire *L'Œuvre d'art à l'âge de sa reproductibilité technique*, lire et relire Benjamin, ses essais, ses nouvelles, ses bribes d'autobiographie. Il n'y a pas de défense plus sûre contre le remplacement de l'art par la culture.

Philippe Dagen

(1) Dans le tome II (1935-1940) des *Essais*, publié chez Denoël, 1983.
(2) Cerf, 1989.

Du langage au corps

A travers Nelson Goodman et Richard Shusterman, la philosophie américaine revient sur la question cruciale de l'interprétation

RECONCEPTIONS EN PHILOSOPHIE
de Nelson Goodman
et Catherine Z. Elgin.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Jean-Pierre Cometti
et Roger Pouivet,
PUF, 190 p., 196 F.

SOUS L'INTERPRÉTATION
de Richard Shusterman.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Jean-Pierre Cometti,
éd. L'Éclat, 112 p., 80 F.

Doyen des philosophes américains vivants, Nelson Goodman, né en 1906, perpétue, contre vents et marées, la tradition du constructivisme héritée de Carnap. Les sciences, les arts et la philosophie ne sont pour lui que des manières voisines de *« fabriquer des mondes »*. Seules diffèrent, dans chaque discipline, la nature des signes utilisés (il peut s'agir de *mots ou d'équations*, de diagrammes ou de cartes, de couleurs ou de sons) et, bien entendu, celle des lois qui régissent leurs combinaisons.

Sur cette base qui n'a pas varié depuis un demi-siècle, Goodman s'attache à développer une théorie générale des symboles d'inspiration analytique, autrement dit logico-linguistique. Comme il est, par ailleurs, amateur de peinture et de littérature, il puise largement dans ces deux champs pour tester la validité de ses concepts. Ainsi que l'a reconnu, dans *L'Œuvre de l'art* (1), *Gérard Genette*, ses *conclusions* sont souvent proches de celles de l'esthétique structuraliste.

Reconceptions en philosophie ne s'adresse pas, toutefois, qu'aux spécialistes de critique d'art. Le dernier livre de Goodman constitue également une réplique aux relativistes qui, comme Richard Rorty, nient qu'il existe un critère infaillible permettant de déterminer si telle « reconstruction » du monde est plus vraie que telle autre. Pour Goodman, en effet, nos théories ne se réduisent nullement à des points de vue subjectifs – et tous équivalents – sur le réel. Certaines sont objectivement plus « correctes » que d'autres, soit parce qu'elles sont plus cohérentes, soit parce qu'elles semblent mieux « ajustées » au contexte qu'elles ont pour mission d'éclairer.

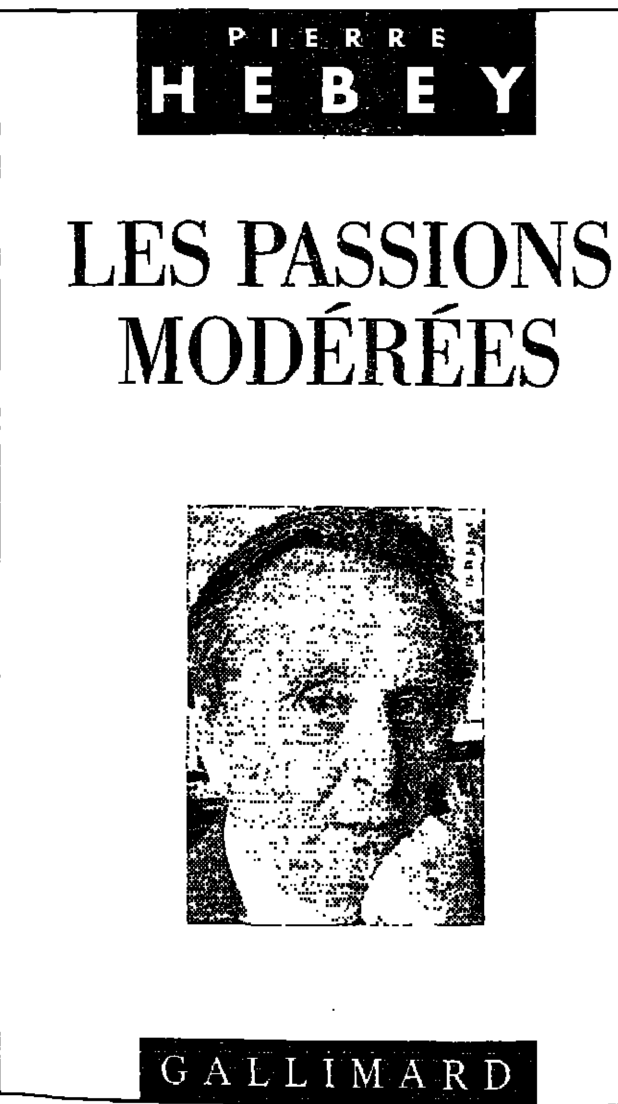
La question de l'interprétation (des faits ou des discours), centrale pour la philosophie analytique depuis Frege, est donc au cœur de cet ouvrage. On pourrait ajouter qu'elle est aussi cruciale pour la philosophie continentale, de Heidegger à Derrida en passant par Gadamer et Lévinas. Il resterait alors à s'interroger sur les raisons d'un tel succès : c'est ce que tente, de son côté, un jeune philosophe américain, Richard Shusterman, professeur à Temple University.

La vogue du mode interprétatif est liée, on s'en doute, à celle de la problématique du langage : depuis Nietzsche, l'activité philosophique s'identifie pour une grande part à une pratique de « déchiffrement ». L'intérêt du livre de Shusterman est de ne pas en rester à ce constat, mais d'esquisser une critique ou, plus exactement, un déplacement des perspectives : contrairement, en effet, à ce que nous répétons depuis un siècle, l'univers humain ne se limite pas au seul langage. Sous les symboles, sous les interprétations qu'en proposent les philosophes, existent d'autres réalités, muettes mais influentes – à commencer par celle du corps, que la pensée spéculative a toujours eu tendance à négliger. Peut-on réintroduire le corps dans la philosophie ?

Tel est, en tout cas, le programme que se fixe Shusterman, dont on avait pu lire il y a trois ans un essai sur l'esthétique du rap, *L'Art à l'état vif* (2). Programme ambitieux, mais qui n'est pas lui non plus sans précédent, comme le montrent, en particulier, deux œuvres auxquelles *Sous l'interprétation* se réfère fréquemment, celles de Merleau-Ponty et de Dewey. Deux œuvres qui, grâce à Shusterman, auront peut-être enfin la postérité qu'elles méritent.

Christian Delacampagne

(1) Seuil, 1994.
(2) Minuit, 1992.



Incomparable Dumézil

Suite de la page 1

Car l'immensité chatoyante du savoir, mis au service d'une logique imperturbable et d'une imagination passionnée, incitent cet inlassable curieux à convoquer une foule de personnages venus des quatre coins du monde et dont la réunion fût restée inconcevable pour tout autre que lui. Sa verve intarissable et son goût des mises en scène surprenantes n'empêchent pas Dumézil de rester fidèle à quelques-uns des grands desseins qui parcourent l'ensemble de son œuvre : le recours, toujours heureux, à l'épopée finnoise du *Kalevala* ; l'appel du Caucase, auquel manifestement il ne peut rester sourd ; la théorie tripartie du mariage, une de ses plus belles trouvailles, qui n'a jamais eu l'audience qu'elle méritait.

Dumézil avait prévenu la postérité : *« Les trois fonctions, quoi qu'on en dise souvent, ne sont pas l'unique objet de ma recherche. »* Les *Esquisses* ont le mérite de montrer en raccourci tous les aspects de l'oeuvre et d'en faire étinceler toutes les facettes. Les soixante-quinze premières études y réussissaient déjà fort bien, favorisées par cette sorte de perfection fugitive propre aux œuvres de l'esprit volontairement inachevées, et dont l'auteur savait admirablement jouer. Les vingt-cinq dernières procurent un plaisir d'une autre nature, en laissant voir à *l'état brut* cette curiosité inspirée qui possédait Dumézil, dont l'aiguillon le lançait sans relâche sur des pistes inattendues. Merveilleux vagabondage, qui fait tout le prix de cet adieu à l'écriture.

D'autre part, pour premier titre d'une nouvelle collection intitulée « Quarto », les éditions Gallimard prennent l'heureuse initiative de réunir en un fort volume de 1 484 pages, d'un maniement aisé, les trois tomes de *Mythe et épopée*, publiés, de 1968 à 1973, dans la « Bibliothèque des sciences humaines » (avec plusieurs rééditions). Dumézil y voyait avec raison la plus importante de ses oeuvres et la meilleure introduction à l'ensemble de son travail. Sa notoriété de comparatiste, dont le travail fut longtemps méconnu, date de cette parution.

Véritable somme, elle aborde les grands problèmes du comparatisme indo-européen. Comme dans les *Esquisses, mais par de plus larges avenues*, le lecteur y est convié à parcourir l'univers de Dumézil, à travers les mythologies et les épopées de l'Inde, de l'Iran, de Rome, des Scythes et des Ossètes du Caucase, des Germains, des Slaves et de bien d'autres. Le fil conducteur en est la littérature, que nous fait découvrir avec délectation ce conteur de génie que fut toujours l'auteur. C'est un plaisir sans mélange que de l'accompagner dans sa lecture, vivante et pleine d'humour, des merveilleuses histoires du Mahâbhârata ou des légendes nartes du Caucase. Ces livres ne sont pas seulement à savourer. Ils sont à lire, aussi, comme un bilan du travail de Georges Dumézil, et comme l'avènement d'une révolution scientifique.

Georges Charachidzé



Le suicide de la République

En 1940, ils furent quatre-vingts parlementaires à refuser les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Pierre Miquel les sort d'un injuste oubli

LES QUATRE-VINGTS
de Pierre Miquel.
Fayard, 330 p., 120 F.

Ils sont restés dans l'Histoire sous le nom des « quatre-vingts ». Le 10 juillet 1940, alors que la France partait à la dérive, accablée par la défaite et l'humiliation, une poignée de parlementaires se rebella. Ils ne furent que quatre-vingts à refuser les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Quatre-vingts sur cinq cent soixante-huit députés et sénateurs présents. Mais ils sauvèrent l'honneur. Le leur et celui de la République.

Ce sombre épisode de l'histoire de France a maintes fois été raconté. Les historiens ont ajouté une note psychologique aux explications politiques et militaires de la défaite : les Français souffraient de dépression collective. Ils ne croyaient plus à leur destin. Historien chevronné de la IIIe République, Pierre Miquel n'a pas la prétention, en trois cents pages, d'embrasser tous ces points de vue. Il s'intéresse surtout aux individus. Comment expliquer que certains refusèrent le sabordage de la République tandis qu'une majorité y prêtait la main, avec empressement ? Les raisons des uns et des autres sont très diverses, prévisibles souvent, contingentes aussi. Pierre Miquel les expose avec force détails, au point de nuire parfois, par minutie, au tableau d'ensemble.



ARCHIVES DE LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

Pétain en visite à Lyon, quatre mois après avoir obtenu les pleins pouvoirs.

Nous sommes en juin 1940. Promu légalement président du conseil, Pétain a opté pour l'armistice. Une capitulation militaire aurait pourtant autorisé la poursuite des combats outre-mer. Se sentant trahi, l'allié britannique décide, le 3 juillet, d'attaquer la flotte française réfugiée à Mers-El-Kébir. Il y a 1 297 morts. L'opposition au maréchal s'en trouve quasiment anéantie. Pour les parlementaires convoqués à Vichy sur ordre de Laval, le vice-président du conseil, il n'est plus « le vainqueur de Verdun ». Pétain est désormais, aux yeux des Français, l'homme qui a mis fin aux combats et à l'exode. Faute d'être leur épée, il sera leur bouclier.

CLIMAT DE DÉBANDADE

Le renoncement des politiques est presque total. Leurs chefs de file eux-mêmes sont comme tétanisés. Pierre Miquel écrit : « *Trois hommes (...) de la gauche traditionnelle, muets, accablés (...) symbolisaient alors l'impuissance du Parlement à affirmer, face à Laval, une ligne politique claire : Herriot (...), Léon Blum (...) et Jules Jeanneney, le président du Sénat.* »

Le plus étonnant, estime Miquel, c'est que, dans ce climat de débandade, il se soit trouvé quatre-vingts parlementaires pour refuser de se soumettre. Pour « résister ». Le mot aura un bel avenir. Le 10 juillet, dans la salle du Grand Casino de Vichy où sont réunis députés et sénateurs, le suicide de la République est consommé. Article unique : « *L'Assemblée nationale donne tous pouvoirs au gouvernement de la République, sous l'autorité et la signature du maréchal Pétain, à l'effet de promulguer, par un ou plusieurs actes, une nouvelle Constitution de l'Etat français. Cette Constitution doit garantir les droits du travail, de la famille et de la patrie. Elle sera ratifiée par la nation et appliquée par les assemblées qu'elle aura créées.* »

Pierre Miquel a le tort de ne pas insister sur les conséquences annoncées de ce reniement. Avant le vote, Laval n'a guère caché son jeu, malgré quelques concessions de circonstance. Ceux qui consentirent, ce 10 juillet 1940, au bradage de la République savaient pour l'essentiel à quoi s'en tenir. Le lendemain et le surlendemain sont promulgués quatre « actes constitutionnels » qui concentrent le pouvoir législatif et une part du pouvoir juridictionnel dans les mains d'un seul homme. Lequel dispose du droit de désigner son dauphin. En un trait de plume, la « Révolution nationale » raye de l'Histoire les conquêtes de la Révolution.

L'origine géographique des parlementaires qui dirent « non » est révélatrice. Ils représentent pour la plupart, observe Miquel, des départements montagneux ou ayant une façade maritime. C'est là que s'organisa la résistance aux Allemands et se manifesta l'appel de l'outre-mer où la lutte continua. Ce déterminisme géographique semble avoir joué davantage que l'étiquette politique des protestataires : 71 % des socialistes et 80 % des radicaux se rangèrent dans le camp des « néo-Versaillais », ceux qui dirent « oui ». La plupart des « quatre-vingts » étaient maires et furent destitués. Beaucoup entrèrent dans la Résistance et y laissèrent leur vie. Le plus symptomatique, néanmoins, est la litanie de ceux qui acceptèrent le sabordage de la IIIe République et firent carrière de républicains après la Libération : René Coty, Joseph Laniel, Antoine Pinay, Robert Schuman... On lit leur nom, sur la liste que publie, en annexe, Pierre Miquel, à côté de ceux de Philippe Henriot ou de Xavier Vallat, bientôt collaborateurs de la pire espèce.

Au lendemain du vote obtenu à la hussarde par Laval, quelques parlementaires, dont ceux-là, furent pris de remords. Leur conduite durant les années qui suivirent les réhabilita. Il n'empêche : si les partisans du « oui » sont parés aujourd'hui de la mauvaise excuse du désastre, la plupart de ceux qui dirent « non » ont été oubliés. Après d'autres, le livre de Pierre Miquel leur rend l'hommage que la République leur doit.

Bertrand Le Gendre

Le métier d'espion

Responsable du renseignement français entre 1935 et 1945, le colonel Paillole livre sa vérité sur les services secrets

L'HOMME DES SERVICES SECRETS
de Paul Paillole.
Entretiens
avec Alain-Gilles Minella,
Julliard, 324 p., 129 F.

Depuis ses précédents livres de souvenirs, *Services spéciaux*, en 1975, et *Notre Espion chez Hitler*, en 1985 (1), on savait que le colonel Paul Paillole a le renseignement dans le sang. Le voici donc qui récidive, avec *L'Homme des services secrets*, un livre-entretien avec un jeune historien, de près de cinquante ans son cadet, sur les dix années 1935-1945 qui s'étalent de la montée du nazisme à la capitulation du IIIe Reich.

Paul Paillole ne l'écrit pas aussi ouvertement. Mais il le pense si fort que son lecteur croit l'entendre dire, avec l'amiral Wilhelm Canaris, le « patron » du renseignement au grand état-major allemand, que le renseignement est « *un métier de seigneur* ». En quelque sorte, une chevalerie, avec ses règles ou ses pratiques, et quasiment avec un code propre de déontologie.

Car le colonel Paillole, qui a dirigé, entre 1935 et 1945, la section allemande du contre-espionnage militaire français, puis les services secrets sous l'Occupation en France et, enfin, la sécurité militaire et le contre-espionnage à Alger, n'aime pas la confusion des genres. Chacun son métier. « *Les espions, ce sont les autres* », écrit-il, en parodiant Jean-Paul Sartre. Le renseignement, c'est bien autre chose. « *C'est comme l'air que l'on respire. On s'aperçoit qu'il est indispensable lorsqu'on en manque.* »

MÉPRIS

Dès mars 1940, le service de Paul Paillole avertit le gouvernement et le commandement que la Wehrmacht réunit des informations sur l'axe Sedan-Abbeville, par où s'engouffra l'invasion allemande après la percée des Ardennes. Nul n'en tiendra compte. Avec trois jours d'avance, le même service annonce l'entrée en guerre de l'Italie : le ministère des affaires étrangères préfère s'en remettre aux télégrammes apaisants de son ambassadeur à Rome. D'une manière générale, note le colonel Paillole, les autorités ont « *un mépris souverain* » pour le renseignement, car, entre elles et lui, il y a « *une accumulation d'échelons hiérarchiques* » qui dénature le renseignement et « *stérilise sa crédibilité* ».

Paul Paillole sait de quoi il parle. Avant la guerre, il a connu certains des chefs militaires qui allaient conduire, en 1940, l'armée française à la plus humiliante de ses défaites. Un instant, il a cru, jusqu'à la poignée de main avec Hitler à Montoire, que le maréchal Philippe Pétain pouvait être l'homme de la situation. En 1943, il a espéré en une réconciliation entre Charles de Gaulle et le général Henri Giraud, pour lequel il avait de la sympathie. Mais les gaullistes de 1940 continuent, malgré des hauts et des bas dans leurs relations, à travailler avec lui. Tout comme il entretiendra des rapports professionnels efficaces, durables et confiants avec l'Intelligence Service britannique et l'Office of Strategic Service américain, l'ancêtre de la CIA, qui rendront hommage au savoir-faire de ses agents.

A Alain-Gilles Minella, qui l'interroge tout au long de ce livre et qui s'étonne d'un tel parcours, le colonel Paillole réplique qu'il le doit à « *l'objectivité et la compétence* » de ses collaborateurs ainsi qu'à son refus de « *s'inféoder* » à quiconque. En ce sens, *L'Homme des services secrets* est un ouvrage d'actualité à l'heure où le renseignement, toutes origines confondues, sous toutes les latitudes, se cherche un nouveau destin après la chute du mur de Berlin. « *Une des grandes leçons de mon passage dans la maison,* confie Paul Paillole à son interlocuteur, *est que les moyens humains sont irremplaçables pour se renseigner. Il y a des secrets que vous ne pouvez recueillir que par l'homme. C'est toujours vrai aujourd'hui. Cela nécessite du travail, une formation, des délais.* » Cela ne s'improvise pas.

On retrouve là l'idée que le renseignement forme, en quelque sorte, une corporation d'élite qui a ses valeurs à elle, ses principes propres et qui est jalouse de son indépendance. « *Le travail des services spéciaux,* revendique Paul Paillole, *doit se rapprocher de celui de la justice, c'est-à-dire disposer d'une certaine indépendance vis-à-vis du pouvoir !* »

Le colonel Paillole sent bien que cette ambition, à peine posée, peut se révéler dangereuse à l'usage puisqu'il insiste aussitôt sur la nécessité absolue de ne recruter, dans les services secrets, que des personnels « *moralement et nationalement solides* », offrant toutes les garanties de sérieux et d'objectivité. « *C'est d'autant plus indispensable que nous avons souvent affaire à des situations très ambiguës* », reconnaît-il sans peine.

La comparaison avec les juges ne tient pas véritablement la route, sauf à assimiler les hommes du renseignement à des juges d'instruction chargés d'élucider une énigme. Les juges agissent dans le cadre des lois, établies par le Parlement et admises par l'ensemble de la communauté nationale. Les spécialistes du renseignement, eux, s'affranchissent plus souvent des lois qu'ils ne sont amenés à les respecter et ils excipent plus souvent de leur intime conviction qu'ils n'apportent de preuves tangibles.

Jacques Isnard

(1) Tous deux chez Laffont

Dernières livraisons

CIVILISATIONS

BOUDDHA, de Paul Dreyfus
De l'Inde à l'Extrême-Orient, c'est un voyage sur les traces de Bouddha que raconte ici Paul Dreyfus, grand reporter. A travers son livre, c'est une histoire des lieux et des hommes qu'il nous fait découvrir, un trésor de compassion et de sagesse qu'il délivre (Bayard Editions, 340 p., 149 F).

LES CULTURES NOIRES D'AMÉRIQUE CENTRALE
d'Eve Demazière
« *Gardons présent à l'esprit que notre peuple n'est ni européen ni nord-américain ; qu'il est bien plutôt un composé d'Afrique et d'Amérique qu'une émanation d'Europe...* », disait Simon Bolivar. Cette réalité, les élites blanches et créoles d'Amérique centrale ont tendance à la nier, excluant de leur histoire les « marrons » – esclaves en fuite – du Panama, les Afro-Antillais du Costa-Rica ou les Miskito du Nicaragua. Eve Demazière rend justice à ces Afro-Américains oubliés, dont les représentants les plus étonnants sont peut-être les Garifunas, qui peuplent, aujourd'hui encore, la côte atlantique du Honduras : l'histoire de cette ethnie, née au XVIIe siècle, de la rencontre, dans l'île de Saint-Vincent, d'Indiens caraïbes et de Noirs marrons, est si aventureuse que l'auteur qualifie ses représentants d'« *Ulysses noirs* »... (Karthala, 220 p., 130 F).

DOCUMENTS

VOYAGE EN ENFANCE, d'Anne Michel
Pour Anne Michel, il y a en chacun de nous une nostalgie dévorante : celle du paradis de l'enfance. Le mystère de l'enfance repose dans le secret des cellules, le labyrinthe des organes, dans la manière de voir le monde, d'écouter la musique, de tendre la main pour dire bonjour. Le tout est de savoir l'entendre, de le reconnaître quand il revient à nous. L'auteur d'*Exercice d'amour* a interrogé des dizaines de témoins sur l'enfant qui demeure en eux. Et ce sont autant de petits romans de l'enfance revisitée qui se déroulent au long de ce livre, plein de fraîcheur, de curiosité limpide, de candeur retrouvée (Flammarion, 324 p., 135 F).

HISTOIRE

LE CAIRE DES JANISSAIRES, d'André Raymond
Dans la même plaisante nouvelle collection, qui vient d'éditer *Carthage cité punique*, de M'hamed Fantar, l'orientaliste André Raymond donne un *Caire des janissaires* plein de séduisante érudition et d'illustrations rares. L'enchevêtrée métropole cairote actuelle nous apparaît plus compréhensible en la découvrant telle qu'elle fut à sa grande époque urbanistique islamique, sous le régime ottoman d'Abderrahmane Katkhouda (1751-1765), forban raffiné s'il en fut. L'auteur brosse également le portrait d'une « *Egypte éblouissante de beauté* » à une époque de haute créativité artistique dont témoignent encore de nombreux monuments (Ed. du CNRS, coll. « Patrimoine de la Méditerranée », 130 p., illustré noir et blanc et couleurs, 135 F).

LA FRANCE EN EUROPE, d'Alain Prate
Une réédition qui vaut le détour, car il s'est passé beaucoup de choses depuis le *Quelle Europe ?* du même auteur, publié en 1991. L'enrichissement apporté par ce bon connaisseur des affaires européennes est très sensible sur l'« après-Maastricht ». Ses propositions méritent attention. Il faudrait concevoir, pense-t-il, un « traité dans le traité » offrant aux pays qui en ont la volonté et les moyens la possibilité d'adhérer sans réserve aux objectifs d'une union politique et d'adopter un dispositif institutionnel permettant d'arriver au moins à une confédération (éd. Economica, 374 p., 150 F).

SCIENCES HUMAINES

CRITIQUE DE LA MODERNITÉ SPORTIVE
Ce fut un développement du corps. C'est devenu une violence, parfois mortelle. Ce fut souvent une fête. C'est aujourd'hui un spectacle fortement « encadré ». Où vont les sportifs et leurs spectateurs ? Que signifie ce phénomène social ? Autour de ces questions, une dizaine de contributions, rassemblées par Frédéric Baillette et Jean-Marie Brohm, forment une nouvelle publication de la série *Quel corps ?*, qui dénonce depuis vingt ans la « *logique capitaliste du sport de compétition* » (Editions de la Passion, 18, rue Claude-Tillier, 75012 Paris, 336 p.F).

Paul Veyne historien énergumène

Le savant professeur au Collège de France est un adepte de l'ascèse gaie. En lui, se conjuguent un chercheur scrupuleux et un joyeux perturbateur

ERNEST PIGNON - ERNEST

Il est des hommes ainsi faits qu'ils ont vocation à penser autrement, à s'inscrire en faux, à progresser hors piste et, pour tout dire, à ne pas jouer le jeu. Titulaire de la chaire d'histoire de Rome au Collège de France, Paul Veyne est précisément de ceux-là : savant scrupuleux, philosophe éruptif, historien énergumène. Il a gagné ses galons de professeur et d'érudit sans jamais endosser le costume. Il a écrit plusieurs livres décisifs sans jamais s'en montrer satisfait. Où qu'il s'aventure, il objecte. Quoi qu'il découvre, il regimbe. Ce n'est pas que les raisins soient trop verts, ni les lauriers mal coupés, mais l'impatience ou l'intuition, la lucidité, le désir, le poussent à courir la poste, voire plusieurs lièvres à la fois. Et l'on aurait garde d'oublier qu'il est aussi du genre à se jeter la première pierre, lui qui s'avoue *« lutin imprévisible, flottant et mal embouché »*.

Les entretiens qu'il vient de mener avec Catherine Darbo-Peschanski, regroupés sous le titre *Le Quotidien et l'intéressant*, invitent donc à une rencontre hautement réjouissante et tonique. L'ordonnancement, on s'en doute, tient plus du vagabondage que de la marche à pas comptés. Tout l'ouvrage s'apparente d'ailleurs à un *« libre parcours »*, comme l'annonce le long préambule qu'il a rédigé. L'essentiel ici n'est pas de prendre la pose, de s'appesantir sur les étapes d'une « carrière », de préparer le socle d'une statue. Le ton est celui de la conversation – conversation brillante certes, mais surtout alerte et en alerte. D'où l'irruption constante de réflexions à la diable, de témoignages intempestifs sur la vie, la mort, l'amour, le temps qu'il fait.

On sent combien Veyne s'est méfié de ce projet qui aurait pu tourner à l'exercice de complaisance. Alors, afin de se prémunir contre tout esprit de sérieux, il a le réflexe rapide : il ne rate pas une occasion de se dénigrer ou, pour le moins, de se divertir. Il propose ainsi une sorte de *« portrait d'un professeur au Collège de France en jeune phoque »* qui ne va pas manquer de faire date : *« Si je n'avais aucun enseignement à donner, je serais infiniment soulagé. Dès que je dois enseigner, je suis comme un phoque savant. Les phoques, le saviez-vous, ne tiennent pas du tout à faire tourner un ballon sur leur nez. Aussi, quand on veut en éduquer un pour le cirque, le met-on sur la piste avec tout le personnel du cirque sur les gradins et le force-t-on à faire tourner un ballon sur son nez. A peine est-on arrivé à le lui faire faire que les gens du cirque applaudissent à tour de bras. A partir de ce moment-là, le pauvre phoque est perdu : bien que faire tourner un ballon ne l'amuse pas, le goût des applaudissements et, surtout, la peur de ne plus les mériter sont tels qu'il le fait avec enthousiasme dès qu'on le lui demande. »*

Cette verve joyeuse, alliance de désinvolture et de franchise, se donne naturellement libre cours tout au long de l'ouvrage. Mais cette manière n'est pas nouvelle et nullement réservée à un texte en grande partie dialogué. Depuis *Comment on écrit l'histoire* (1), l'essai d'épistémologie qui le révéla en 1971, les lecteurs de Paul Veyne connaissent son goût pour les notations ironiques, les raccourcis abrupts, les digressions fantasques, les effractions paradoxales. Lui qui a mené la traque du questionnement de la vérité historique, pour en conclure que finalement seul le discours fait l'histoire, a su d'emblée se doter d'un style de perturbateur. Le recours constant au langage parlé place ainsi de l'éphémère, du précaire, de l'incertain au cœur même de l'écriture. Aucun message définitif, aucune étude pontifiante ou satisfaite ne peuvent naître d'un tel discours en crise. *« Mon horreur de la prédication me fait voir des Victor Cousin* (2) *partout*, confie-t-il. *Or le contact des Victor Cousin me donne un frisson funèbre. »*

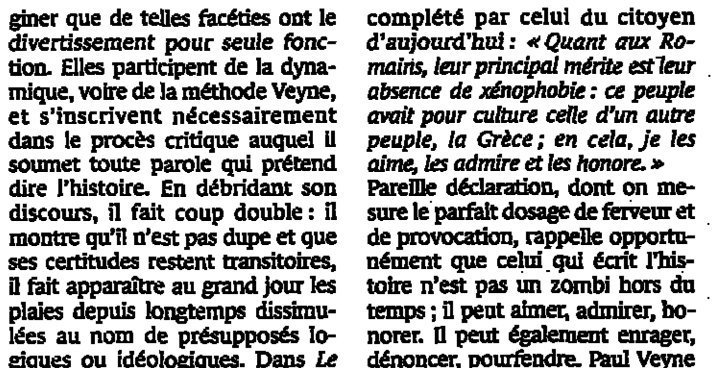
L'une des grandes réussites de Veyne, et la séduction si particulière de ses œuvres, tiennent à ces décrochages, à ces sautes d'humeurs et de perspectives. Aucun laisser-aller pourtant, aucun relâchement, mais des récits qui ne craignent pas de basculer, de s'emballer, de se mettre à la question ou de partir d'un grand éclat de rire. Dans un livre aussi docte que celui qu'il consacre à *L'Élégie érotique romaine*, par exemple, Veyne note, mine de rien, que *« pour saisir intuitivement ce que fut le lyrisme gréco-romain, il suffit de penser, non à nos poètes, mais à nos chanteurs »*.

L'agent perturbateur de cette phrase anodine, c'est, bien sûr, *« intuitivement »*. Car notre historien se rue aussitôt avec entrain sur l'analogie qu'il vient de repérer. *« Quand un chanteur entre sur la scène d'un music-hall et commence à roucouler :* « Le plus beau de tous les tangos du monde, c'est celui que j'ai dansé dans tes bras », *nous savons parfaitement qu'il ne parle pas de lui-même ; mieux encore, nous lui refusons le droit de le faire : s'il le faisait, nous nous demanderions avec indignation si ce cabotin ne se prend pas pour Victor Hugo. »* Et, une page plus loin, revenant sur l'idée de l'identité fictive dans la poésie antique, il ajoute : *« Catulle s'interpelle lui-même sous le nom de Catulle ; ce qui n'est qu'une fiction, car enfin il ne nous arrive guère, dans la réalité, de nous donner à nous-mêmes notre nom et de nous dire :* « Mon pauvre Veyne, arrête tes sottises. »

Qu'on n'aille cependant pas imaginer que de telles facéties ont le divertissement pour seule fonction. Elles participent de la dynamique, voire de la méthode Veyne, et s'inscrivent nécessairement dans le procès critique auquel il soumet toute parole qui prétend dire l'histoire. En débridant son discours, il fait coup double : il montre qu'il n'est pas dupe et que ses certitudes restent transitoires, il fait apparaître au grand jour les plaies depuis longtemps dissimulées au nom de présupposés logiques ou idéologiques. Dans *Le Pain et le cirque*, où il use en virtuose de ses qualités d'historien, de philosophe et de sociologue, Veyne s'attache à ce rôle de soutier démystificateur qui remonte en surface les aspects irrationnels, occultés, de la réalité romaine.

« Ce serait mal connaître l'Empire romain, résume-t-il dans ses entretiens, *que d'y voir une merveille d'organisation, d'État de droit et d'ordre public. Cet empire était celui du bakchich et du clientélisme. C'était aussi un régime policier ; l'ordre public y régnait autant qu'à Chicago au temps d'Al Capone ; la justice et les méthodes pour rétablir l'ordre valaient celles que les nations coloniales les plus exploiteuses ont pu utiliser en Algérie ou au Congo belge. »* Ce jugement peu amène de l'historien se trouve très vite, non pas tempéré, mais complété par celui du citoyen d'aujourd'hui : *« Quant aux Romains, leur principal mérite est leur absence de xénophobie : ce peuple avait pour culture celle d'un autre peuple, la Grèce ; en cela, je les aime, les admire et les honore. »*

Pareille déclaration, dont on mesure le parfait dosage de ferveur et de provocation, rappelle opportunément que celui qui écrit l'histoire n'est pas un zombi hors du temps ; il peut aimer, admirer, honorer. Il peut également enrager, dénoncer, pourfendre. Paul Veyne ne s'interdit pas d'intervenir, au gré des sollicitations ou de ses propres coups de sang, dans tel ou tel débat public, même s'il y a là contradiction visible avec ce que lui ont enseigné ses recherches. *« Rien ne justifie*, avoue-t-il, *que l'on accepte encore, mieux, que l'on se passionne encore pour ce que Supervielle a superbement nommé : la Fable du Monde. Rien ne justifie cela. Sinon le fait qu'on est vivant. »*


« Rien ne justifie que l'on accepte encore, mieux, que l'on se passionne encore pour ce que Supervielle a superbement nommé : la Fable du Monde. Rien ne justifie cela. Sinon le fait qu'on est vivant. »

Et la vie engage, semble suggérer Veyne. Elle place chacun, qu'il le veuille ou non, au centre du temps. Il y a donc à décider, à combattre, à agir ici et maintenant, mais, si possible, sans jamais devenir le dévot de ses actes. Quand il évoque Michel Foucault, à qui le liait une amitié exigeante et vive, Veyne souligne l'obsession qui leur était commune : *« Faire son salut en se dépouillant toujours plus de ses illusions. »* Puis, par pudeur sans doute, il attribue au seul philosophe une manière de penser et d'être qu'ils avaient à l'évidence en partage : *« Foucault se prenait lui-même pour terrain d'expérience : il pouvait le faire parce qu'il avait assez de largeur de vue pour s'amuser de lui-même et de ses idées, avec plaisir et curiosité. »*

Paul Veyne définit ainsi une attitude qui pousse assez explicitement la quête scientifique vers l'ascèse. Une ascèse gaie, cela va de soi, une ascèse frondeuse, sans garde-fou, qui peut aussi bien mener au scandale qu'à l'extase. En d'autres termes, il appelle de ses vœux le jour où la science cessera d'être *« corps des résultats pour devenir mouvement des recherches »*. La chasse alors sera plus intéressante que la prise. L'ombre inexplorée, trouble, risquée, plus attirante que la proie répertoriée. Car, pour Veyne, l'ennemi, c'est le tiède, le prudent, le précautionneux qui se nourrit de redites et s'alarme d'un mystère. C'est ce poids d'habitudes, de certitudes, de réflexes moraux ou intellectuels qui tendent à ne produire que de la copie conforme.

L'œuvre, chez Veyne, est toujours l'effet d'une insatisfaction créatrice. Car il est, car il reste, homme du chaos, et son érudition – vertigineuse, boulimique, incontrôlable – obéit à un principe d'extrême acuité : l'acuité du désastre. Ce n'est pas lui qui convoquerait le savoir, la connaissance afin de refiler en douce quelques viatiques rassurants, quelques poires pour la soif. La paix de l'esprit n'est pas son affaire, et il n'a cure d'adoucir les mœurs. Quand on lui demande pourquoi, en dépit d'un scepticisme sans fond, il continue à entreprendre des recherches vouées au doute sinon à l'échec, il répond sans hésiter : *« Pour agacer la plaie. »*

En praticien exercé, Veyne n'ignore pas qu'il n'y a guère de bon usage de la blessure ouverte, mais qu'un agrément peut surgir du déplacement soudain des champs d'investigation. Il s'est ainsi, des années durant, mis à l'écoute de René Char (3), *« le grizzli qui avait avalé un rossignol »*, comme il aimait à le peindre. Avec son voisin des abords du Ventoux, il est entré dans les images et les signes, les fables et les rêves. Il s'est approché au plus près de cette alchimie du verbe, qui, à ses yeux, conjugue la seule expérience vraiment éclairante avec la seule expression vraiment salvatrice. Car il n'en démord pas : *« L'Histoire est méchante. »*

André Velter

(1) Cet ouvrage et les autres livres de Paul Veyne cités dans la suite de l'article ont paru au Seuil.

(2) Cet académicien, « gloire scolaire » du XIX[e] siècle (1792-1867), présida pendant plus d'un quart de siècle le jury d'agrégation de philosophie et imposa ainsi une sorte d'histoire officielle de la discipline en France.

(3) *René Char en ses poèmes*, Gallimard.

LE QUOTIDIEN ET L'INTÉRESSANT
Entretiens avec Catherine Darbo-Peschanski, Les Belles Lettres, 320 p., 125 F.
Par ailleurs, Paul Veyne vient de préfacer une passionnante anthologie des hymnes d'Orphée composée et traduite par Pascal Charvet, sous le titre : *La Prière* (Nil éd., 164 p., 120 F).

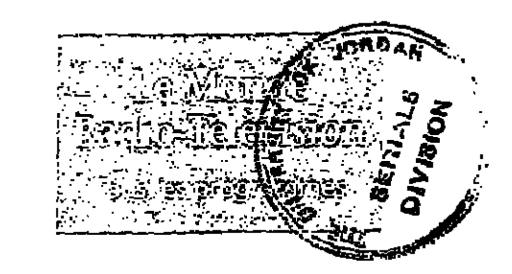
SOMMAIRE

LITTÉRATURES

CHRONIQUES

ESSAIS

PORTRAIT



Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE – Nº 15638 – 7 F

DIMANCHE 7 - LUNDI 8 MAI 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

M. Chirac fait appel à MM. Barre et Balladur pour contenir l'élan créé par M. Jospin

L'issue du second tour de l'élection présidentielle dépend des électeurs restés indécis

CHURCHILL AU 2e TOUR, C'EST IN THE POCKET !

MAIS, CHUUT !

ALORS que tout au long de la campagne, les électeurs ont manifesté une indécision plus élevée que lors des précédentes élections présidentielles, Lionel Jospin et Jacques Chirac se sont appliqués à motiver les électeurs encore hésitants et à mobiliser les 21,62 % d'abstentionnistes du premier tour.

Tous deux l'ont fait dans un registre différent, M. Jospin choisissant celui de l'optimisme et de l'offensive, M. Chirac empruntant davantage à celui de la dramatisation. Avant de recevoir samedi matin Edouard Balladur, le maire de Paris a lancé, à Lyon, un appel à *« une forte mobilisation »*. En présence de Raymond Barre, il a affirmé que *« rien n'est acquis, rien n'est gagné »* et qu'il existe *« un vrai danger socialiste »*. M. Jospin, qui a enchaîné trois meetings dans la journée de vendredi, lui a répondu que s'il y avait un *« danger Jospin, il n'est pas pour la France, il est pour Jacques Chirac »*

L'incertitude s'attache d'abord aux reports de voix, qui pèseront d'autant plus dans l'issue du scrutin que jamais, depuis 1965, les deux candidats du second tour n'auront réunit à eux deux aussi peu de voix au premier tour. M. Jospin et M. Chirac n'ont été choisis, dimanche 23 avril, que par 44,14 % des électeurs qui se sont sont exprimés, loin des 75,85 % rassemblées par François Mitterrand et Valéry Giscard d'Estaing lors de leur premier affrontement en 1974, loin même des 54,16 % du 26 avril 1981 et des 54,06 % réunis par MM. Mitterrand et Chirac il y a sept ans.

Lire pages 6 et 7

M. Mitterrand et M. Kohl n'assisteront pas au défilé du 9 mai à Moscou

POUR PROTESTER contre la guerre que mène l'armée russe en Tchétchénie, François Mitterrand et le chancelier allemand Helmut Kohl ont décidé de bouder, mardi 9 mai à Moscou, le défilé des anciens combattants sur la place Rouge organisé à l'occasion du cinquantième anniversaire de la victoire des Alliés sur l'Allemagne nazie. Ils n'assisteront pas non plus à la revue militaire prévue dans la banlieue de la capitale russe. Bill Clinton sera présent sur la place Rouge, mais s'abstiendra également de paraître aux cérémonies militaires. De Londres à Moscou, en passant par Paris et Berlin, une cinquantaine de chefs d'Etat et de gouvernement vont, trois jours durant, présider aux commémorations de cet anniversaire.

Défilés militaires, banquets, fêtes diverses ne masqueront pas que tout le monde ne célèbre pas exactement la même chose : nostalgie pour une époque héroïque en Grande-Bretagne, souvenirs parfois ambigus en Allemagne, exacerbation nationaliste en Russie, etc. Les festivités devaient commencer samedi 6 mai à Londres par une cérémonie d'ouverture en fin de matinée et se poursuivre le lendemain, toujours à Londres, par une cérémonie en la cathédrale Saint-Paul, suivie d'un déjeuner à Buckingham Palace. Présidents et premiers ministres devaient se transporter lundi 8 mai, à Paris, pour un défilé sur les Champs-Elysées et un déjeuner à l'Elysée, avant de gagner Berlin dans l'après-midi, où François Mitterrand devrait prononcer l'un de ses derniers discours de président.

L'étape russe, la dernière, devrait être la plus importante et marquer un joli succès pour Boris Eltsine : en dépit de la guerre en Tchétchénie, pas un invité occidental n'a renoncé à faire le voyage de Moscou. Et, les festivités closes, Boris Eltsine tiendra un mini-sommet avec le président Bill Clinton.

Lire pages 2, 3 et 4

Les homosexuels américains délaissent le « safe sex »

QUINZE ANS après l'émergence de l'épidémie de sida et une décennie après l'acceptation collective de la terrible réalité, on observe, au sein de la communauté homosexuelle, les premiers et inquiétants symptômes d'un découragement, d'une lassitude, qui ne sont peut-être qu'une forme nouvelle de déni.

A New York, les observateurs rapportent que de nouveaux lieux de *« rencontres sexuelles »* ouvrent chaque mois, dans lesquels les conduites des clients sont fort éloignées du *« safe sex »*. Les épidémiologistes, ces géomètres de la progression du mal, rapportent qu'à San Francisco les taux de contamination chez les jeunes homosexuels sont aujourd'hui quatre fois plus élevés qu'en 1987.

Parce qu'il faut bien comprendre, on avance diverses hypothèses. Le tribut payé par la communauté homosexuelle à cette maladie, le nombre croissant de morts et de malades, auraient réduit la dimension préventive inhérente à la mise en scène du fléau. Pour les plus jeunes des homosexuels, le sida serait déjà une maladie de « vieux », une contamination d'un autre âge, frappant électivement les militants de la libération sexuelle des années 70.

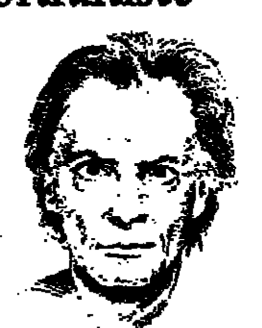
Il y a, surtout, l'impuissance de la biologie et de la médecine à fournir de véritables parades médicamenteuses ou vaccinales. On a enfin compris que le sida n'était pas une maladie infectieuse comme les autres. On saisit de mieux en mieux la complexité de la mécanique pathologique qui est en cause. Pour autant, on ne parvient pas à traduire tout cela en termes curatifs.

Dans sa dernière livraison, le *Journal du sida* se fait, non sans courage, l'écho de cette problématique. C'est ainsi que le mensuel de l'association française Arcat-Sida reproduit, illustré par Martin Veyron, un article signé Michael Werner, publié en janvier dernier dans *Village Voice*. Cet article, explique la rédaction du *Journal du sida*, *« révèle crûment des réalités ignorées des programmes traditionnels et des discours officiels sur le pourquoi et le comment de la prise de risques chez les homosexuels »*. *« Qu'est-ce qui fait que certains hommes baisent sans protection, alors qu'ils en connaissent les dangers, alors qu'ils ont accès aux préservatifs, alors qu'ils se sont protégés pendant des années, même lorsqu'ils sont impliqués depuis longtemps dans la lutte contre le sida ? »*, s'interroge l'auteur.

Dans le même *Journal du sida*, Alain Finkielkraut estime qu'il ne faut pas encourager, comme aux Etats-Unis, une *« culture gaie »*. *« Il est réducteur de figer en identité les pratiques sexuelles, quelles qu'elles soient*, affirme l'écrivain. *La discrétion, l'ambiguïté, l'indétermination, la pudeur ne sont pas, comme on le croit souvent, des vestiges d'un ordre répressif ou des marques d'inhibition, mais des formes indispensables de tout art de vivre. »*

Jean-Yves Nau

La rétrospective d'un grand portraitiste

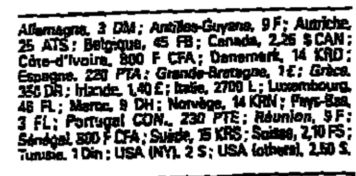


D'APRÈS « AUTOPORTRAIT » PAR RICHARD AVEDON

RICHARD AVEDON

SOLITAIRE, Richard Avedon est l'un des deux ou trois plus grands photographes vivants. Une rétrospective de ses cinquante ans d'images est présentée à la National Portrait Gallery de Londres. Ce New-Yorkais de soixante-douze ans fut d'abord une des figures de la photographie de mode des années 40-50 : il a fait descendre les mannequins dans la rue et leur a donné fraîcheur et mouvement. D'autres voient en lui le grand portraitiste qui a fait défiler devant sa chambre 8 X 10 écrivains et artistes du monde entier : Jorge Luis Borges, Samuel Beckett, Francis Bacon, Ezra Pound, Henry Miller, Carson McCullers, Truman Capote, Michelangelo Antonioni, Andy Warhol... Autant de célébrités transformées en masques tragiques. Avedon a inventé le portrait frontal, sur fond blanc, sans accessoire, jamais anecdotique.

Lire page 20



Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 350 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2700 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 9 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 230 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 800 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.



M 0146 - 0507 - 7,00 F

Les ambiguïtés d'une commémoration

DE LONDRES À MOSCOU, les nations occidentales s'apprêtent à célébrer avec éclat la capitulation de l'Allemagne nazie, le 8 mai 1945. Les fastes de la « diplomatie commémorative » ne parviendront pourtant pas à dissiper un trouble réel de la mémoire à propos d'une date dont on sait aujourd'hui qu'elle ne marqua pas seulement la victoire des Alliés, mais fut aussi comme la promesse funèbre de nouvelles guerres.

Au point que la paix put paraître un songe. L'Union soviétique n'allait-elle pas bien vite retourner à ses démons ? Sans jamais oublier ses vingt-six à vingt-sept millions de morts, Moscou renoua de fait avec une âpre guerre intérieure, déportant à tout va ses minorités ethniques et ses opposants supposés. Ainsi les victimes du goulag – quelque quinze millions – s'ajoutèrent-elles aux victimes de la « grande guerre patriotique », simple parenthèse dans l'histoire des convulsions d'une société dévorant ses enfants.

Fourbue, exsangue, la quasi-totalité de l'Europe centrale et orientale devait, elle aussi, ployer à son tour sous le joug totalitaire, passant de la dictature nazie à la dictature communiste, ces deux jumeaux ennemis, après une courte pause démocratique. Le rideau de fer faisait ainsi son apparition et la guerre froide succédait à la deuxième guerre mondiale... Il était écrit que la liesse du 8 mai 1945 devait être de courte durée. Elle sembla même irréelle aux Etats-Unis alors que ses *boys* se sacrifiaient par centaines de milliers dans la guerre du Pacifique. Vue de New York ou de San Francisco, la capitulation du IIIe Reich ne pouvait en rien occulter la résistance frénétique du Japon.

C'était là l'autre face d'une guerre mondiale opposant les sujets du Seigneur du Ciel aux GI's, îlot par îlot, dans des corps à corps d'un autre âge. Les statisticiens de l'état-major américain en vinrent bientôt à prédire la perte d'un million de jeunes soldats pour venir à bout de l'armée nippone. Ainsi le feu nucléaire allait-il être déchaîné par Washington sur Hiroshima et Nagasaki en août 1945, inaugurant pour des décennies la stratégie de la dissuasion.

Pour sa part, la France vécut sans s'en douter les prémices de la dissolution de son empire, en ce 8 mai 1945. En Algérie, à Sétif, des manifestants musulmans assassinent vingt-neuf Européens au cours d'un soulèvement et l'on compte plus d'une centaine de morts dans la campagne environnante. La répression française sera féroce, laissant de 6 000 à 8 000 morts. Commence alors la douloureuse période de la décolonisation.

En métropole même, la France manifeste le 8 mai une joie *« grave et contenue »*, comme l'écrit le général de Gaulle. Car la victoire de 1945 ne fait que couronner la Libération de 1944. Et parce que la paix, si ardemment désirée, se pare d'une vision de cauchemar : des cohortes de fantômes, pâles survivants des camps de concentration, rejoignent les rescapés de l'armée des ombres. La révélation progressive du génocide des juifs et des Tziganes, le choc alors provoqué par les rares photographies de presse montrant ces poignées d'hommes et de femmes décharnés, accablent la conscience collective.

Aussi la date du 8 mai 1945 n'échappe-t-elle pas à l'ambivalence. Tout à la fois source d'espoir et symbole d'une appréhension angoissée de l'avenir face à l'éternelle barbarie des hommes. La commémoration de l'événement s'en ressentira sous les IVe et Ve Républiques. Le 8 mai sera tantôt une fête fériée, tantôt une date minorée au point que Valéry Giscard d'Estaing annoncera en 1975 la suspension de toute célébration dans l'intention de renforcer l'Europe...

D'une capitale à l'autre, le souvenir du 8 mai 1945 renvoie de la sorte aux chocs des révolutions rouge et brune qui ont marqué le siècle. Ce *« siècle de fer »*, selon la formule de Julien Green.

Laurent Greilsamer

COMMÉMORATION Plus d'une cinquantaine de chefs d'Etat et de gouvernement sont attendus à Paris le 8 mai à l'occasion des commémorations du cinquantième anniversaire de la victoire des Alliés sur l'Allemagne nazie. Un grand défilé militaire est prévu sur les Champs-Elysées. Celui-ci sera présidé par François Mitterrand, qui aura à ses côtés son successeur. ● M. MITTERRAND et le chancelier Helmut Kohl ont décidé de bouder le défilé des anciens combattants à Moscou, le 9 mai, en signe de protestation contre la poursuite de la guerre en Tchétchénie. Ce couac ne devrait pas gêner le bon déroulement des cérémonies, auxquelles succédera une rencontre au sommet entre Boris Eltsine et Bill Clinton. ● LA DATE du 8 mai 1945 renvoie à une période glorieuse à Londres, à des souvenirs ambigus à Berlin et donne lieu à un regain de nationalisme à Moscou.

Une cinquantaine de chefs d'Etat célèbrent la victoire du 8 mai 1945

En Grande-Bretagne, en France, en Allemagne puis en Russie, ils commémorent la capitulation du IIIe nazi. Pour protester contre la guerre en Tchétchénie, MM. Mitterrand et Kohl n'assisteront pas aux défilés militaires à Moscou

BONN
de notre correspondant

Comment célébrer l'anniversaire de sa propre capitulation ? Dans tout autre pays que l'Allemagne, cette question paraîtrait incongrue. Or, depuis au moins dix ans, les cérémonies du 8 mai sont l'occasion, pour une majorité d'Allemands, d'exprimer leur soulagement d'avoir été débarrassés du régime nazi par les puissances alliées.

« Il ne fait aucun doute que la libération de la barbarie nazie a été nécessaire pour instaurer un Etat de droit en Allemagne et rendre possible la paix et la réconciliation en Europe », dit un message du chancelier Kohl rendu public à Bonn le vendredi 5 mai. Avant de parvenir à une telle affirmation, il a fallu qu'un long cheminement se fasse dans les esprits.

Trente ans après la fin de la guerre, en mai 1975, Walter Scheel, alors président de la République, soulignait toute l'ambivalence de cette commémoration. Il insistait sur la complexité du souvenir où se mêlaient le sentiment d'avoir été délivré du joug nazi, mais aussi celui d'avoir été privé d'une moitié de sa patrie après la guerre. *« Nous pensons à la fin de la guerre avec douleur. Non, nous les Allemands n'avons aucune raison de faire la fête »*, disait-il le 6 mai 1975.

Dix ans plus tard, en 1985, le président von Weizsäcker invitait ses compatriotes, à l'occasion de son discours du 8 mai 1985, à considérer la capitulation allemande avant tout comme un jour de *« libération »*. En indiquant qu'on ne pouvait dissocier les souffrances de la fin de la guerre de leur véritable cause – l'accession au pouvoir d'Hitler le 30 janvier 1933 –, Richard von Weizsäcker démontrait *a posteriori* qu'on pouvait à la fois être patriote et souhaiter la défaite militaire de son propre pays.

1995 : cinquante ans après, le propos de Weizsäcker n'est plus fondamentalement remis en cause. Le chapitre des conséquences de l'agression nazie ayant été définitivement clos par la chute du mur de Berlin, l'unité de l'Allemagne retrouvée et les blessures du passé guéries, il n'y a plus aujourd'hui de grand débat sur le sens du 8 mai. *« 80 % des Allemands d'aujourd'hui n'ont pas de souvenirs personnels concernant la période de la fin de la guerre, et le consensus antitotalitaire est acquis »*, selon l'historien Horst Möller, qui dirige l'Institut d'histoire contemporaine à Munich.

Quelques dizaines de personnalités de droite et des intellectuels viennent pourtant d'effectuer une tentative de relecture de l'Histoire, en lançant, à la fin du mois d'avril, une pétition *« contre l'oubli »*, justifiée selon eux par le fait que le 8 mai 1945 a été *« le début de la terreur liée aux expulsions de populations, d'une oppression nouvelle à l'Est et de la partition* [du] *pays »*. Le texte a été signé par Alfred Dregger, président d'honneur du groupe parlementaire chrétien-démocrate au Bundestag, par le ministre de l'aide au développement Carl Dieter Spranger, mais aussi par les hérauts de la « nouvelle droite » (Rainer Zitelmann, Heimo Schwilk) et quelques représentants de l'extrême droite.

Cet appel aurait dû être couronné par une manifestation à Munich, le 7 mai, à la veille des cérémonies officielles de Berlin. Mais des pressions discrètes de la part de la chancellerie de Bonn ont amené certains participants éminents, comme Alfred Dregger, à décommander leur venue et la manifestation a été tout bonnement annulée. En dépit de son écho médiatique, l'opération s'est donc soldée par un échec.

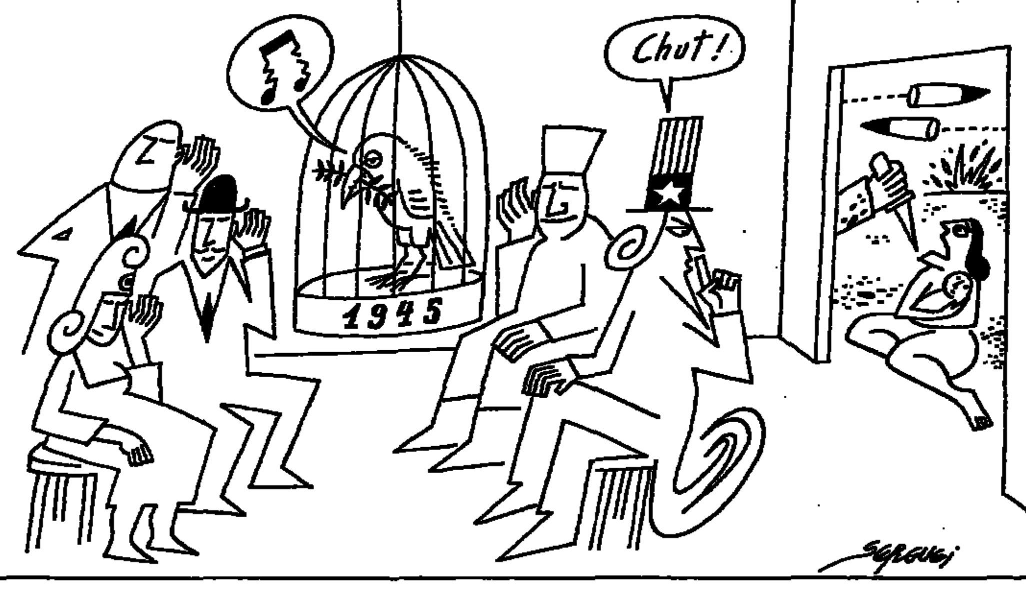
Aujourd'hui, à peu près tout le monde en Allemagne pense que le 8 mai 1945 a signifié avant tout une libération collective pour le peuple allemand, mais aussi, sur le plan individuel, une série de souffrances pour des millions d'Allemands confrontés à la perte d'un ou plusieurs de leurs proches, exposés à la vengeance de l'armée rouge, ou expulsés des territoires de l'Est. Cette approche, qui fait la synthèse de sentiments contradictoires, est facilitée par la distance du temps, mais aussi par les efforts continus d'un dirigeant féru d'histoire comme Helmut Kohl.

« LIBÉRATION DE LA MÉMOIRE »

Celui-ci, dans son communiqué du 5 mai, tente de rendre hommage à la fois à la douleur des détenus des camps de concentration, à celle des soldats allemands tombés au front et à celle des victimes d'expulsions forcées après la guerre. Cette philosophie de l'Histoire, quoique très contestable – comment associer, même si c'est dans le deuil, les victimes de la Shoah et les combattants de la Wehrmacht ? –, répond avant tout à une volonté de pacification et de réconciliation.

Cette année, cinquante ans après les événements, les Allemands donnent libre cours à *« la libération de leur mémoire »*, pour reprendre l'expression de l'historien Etienne François (directeur du Centre Marc-Bloch de recherche en sciences sociales, basé à Berlin). On assiste à une multiplication sans précédent de commémorations du 8 mai ainsi qu'à un foisonnement éditorial spectaculaire concernant la période de la fin de la guerre. Pour Etienne François, *« le phénomène est comparable aux commémorations du bicentenaire de la Révolution française en 1989. Cette surenchère rhétorique est sans doute le signe qu'on est en train de se détacher du passé »*.

Lucas Delattre



Des sondages ambigus

Les sondages concernant le rapport des citoyens allemands à leur histoire sont à prendre avec précaution. Si 80 % des Allemands affirment aujourd'hui que le 8 mai 1945 fut pour eux une libération, il est tout aussi vrai que la majorité d'entre eux, sur le moment, associèrent cette date à un sentiment de défaite. C'est ce que démontre un sondage de l'Institut Allensbach paru le 3 mai dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, qui qualifie de *« légende »* l'idée que les Allemands aient accueilli la nouvelle de leur capitulation dans la joie. Ce même sondage montre que, pour la grande majorité des Allemands de l'Ouest, ce sont les Américains qui ont joué un rôle décisif dans la défaite du Reich, tandis que les Allemands de l'Est continuent à penser (à 87 %) que ce furent les Soviétiques. Ce sondage indique encore que 32 % des Allemands de l'Ouest estiment que la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse comme frontière orientale de l'Allemagne *« a été une erreur »*.

Russie : le refoulement de l'histoire et du présent

MOSCOU
de notre correspondante

Evgueni Khaldeï ne veut plus prendre de photos. Après celle, mondialement célèbre, du drapeau rouge accroché sur le Reichstag le 2 mai 1945, qui aurait dû lui amener gloire et fortune, ce photographe de guerre de l'agence Tass fit un séjour au goulag : juif, il subit alors les effets de la « lutte contre le cosmopolitisme », la dernière invention de Staline. Aujourd'hui, réduit à la misère commune des retraités de l'ex-URSS, il n'a plus goût à son métier. Depuis cinq mois, les images des morts et des réfugiés de Tchétchénie, victimes de l'armée russe, lui rappellent trop douloureusement, dit-il, les souffrances endurées il y a un demi-siècle, quand les « fascistes » étaient l'ennemi.

Le 9 mai, Boris Eltsine aura finalement la satisfaction de recevoir à Moscou, malgré sa guerre en cours, Bill Clinton et des dizaines de chefs d'Etat étrangers pour fêter la victoire commune sur le nazisme. Mais Evgueni Khaldeï ne sera pas au nombre des 4 000 vétérans de la « grande guerre patriotique » choisis pour défiler devant eux sur la place Rouge. Il évitera aussi la grande parade militaire (avec vols de démonstration des mêmes types d'avions que ceux qui bombardent la Tchétchénie) qui suivra à l'ouest de la capitale ; il ne se rendra pas non plus à la « manifestation alternative » de la seule opposition organisée existant aujourd'hui en Russie : celle des communistes et des nationalistes, finalement autorisés à défiler le même jour, avec leur folklore habituel, au nord de Moscou, loin du Kremlin.

Contrairement à la majorité de ses concitoyens, Evgueni Khaldeï a résisté aux relectures de l'histoire imposées depuis près d'une décennie aux enfants du stalinisme et de la perestroïka, qui ont abouti à un chaos intellectuel qui ne le cède en rien à celui de l'économie. Les célébrations moscovites seront ainsi marquées avant tout par une série de malentendus : entre la Russie et ses anciens alliés, entre ex-Soviétiques et entre Russes eux-mêmes. Si on fête en Occident le « triomphe de la démocratie » sur toutes les formes de totalitarisme après la chute du mur de Berlin, en Russie, l'heure est plus que jamais au recours aux vieilles ficelles du nationalisme guerrier pour surmonter l'humiliation des temps présents.

Une campagne officielle « d'information et de propagande » pour cette 50e commémoration vise ainsi à *« promouvoir les idées de patriotisme et de la défense de la patrie au moyen du rappel des actions héroïques des soldats russes durant la seconde guerre mondiale »*. Car les douloureuses interrogations sur l'histoire, soulevées avec la glasnost de la fin des années 80, n'ont pas abouti. Le premier ministre Viktor Tchernomyrdine a pu ainsi, par deux fois au cours de ces dernières semaines, rendre hommage au rôle de Staline durant la guerre devant un parterre de vétérans qui l'ont alors frénétiquement applaudi. Cette banalisation du stalinisme, qui vise à réchauffer le cœur à défaut des ventres des spoliés de la Russie actuelle, s'accompagne d'une méconnaissance continue de la spécificité du nazisme : la Shoah est ici toujours largement ignorée, l'antisémitisme latent et le racisme contre les « gens du sud », avant tout tchétchènes, tragiquement actuel.

Ces malentendus sur l'histoire, et l'immense confusion idéologique qui en résulte, expliquent pourquoi, aujourd'hui, chaque camp en Russie accuse l'autre de fascisme. A la veille du 9 mai, ce sont ainsi des opposants nationalistes qui ont lancé à Moscou un Centre patriotique contre le fascisme, le dit fascisme étant assimilé à la *« russophobie internationale »*. Celle du FMI, de son *« agent »* le président Eltsine, de la presse russe libérale, du *« nouvel ordre mondial »*, sans oublier celle d'une *« nation non autochtone qui a un Etat hors de Russie »* – allusion à Israël...

LES « HÉROS » DE TCHÉTCHÉNIE

« Ces gens sont eux-mêmes des fascistes, qui parlent de génocide contre les Russes comme Hitler parlait de génocide contre les Allemands quand il est arrivé au pouvoir », rétorque, à contre-courant, le groupe Mémorial. Mais celui-ci, qui fut un mouvement anti-stalinien de masse sous la perestroïka, végète aujourd'hui autour de quelques dissidents. Sa voix ne sera guère entendue lors des célébrations moscovites, ni celle de Sergueï Kovaliev, le délégué présidentiel aux droits de l'homme, qui n'a plus accès au président et que des ténors de la Douma veulent mettre en prison pour ses dénonciations de l'usage que fait Boris Eltsine de son armée.

Alors que Bill Clinton aurait posé comme condition à sa présence de ne pas voir des participants à la guerre en Tchétchénie ni trop de matériel militaire, les journaux du pouvoir expliquent que *« ce n'est pas à l'Occident de décider qui doit participer aux défilés à Moscou »*, sous-entendant qu'il n'est pas question d'en écarter les *« héros »* de la guerre actuelle.

Sophie Shihab

Le président Mitterrand et le chancelier Kohl bouderont les cérémonies militaires

Le président François Mitterrand arrivera mardi en début d'après-midi à Moscou et n'assistera donc pas au défilé des anciens combattants sur la place Rouge ni à la revue militaire prévue un peu plus tard dans la banlieue de la capitale russe, a-t-on indiqué vendredi 5 mai à l'Elysée. Bien que la présidence de la République n'en fasse pas état, il apparaît que M. Mitterrand – tout comme le chancelier allemand Helmut Kohl,qui l'a déjà fait savoir – entend marquer sa réprobation à l'égard des autorités russes qui mènent une guerre meurtrière en Tchétchénie. Au mois de février, M. Mitterrand avait adressé une lettre au président russe Boris Eltsine, dans laquelle il s'inquiétait des *« violations des droits de l'homme »* en Tchétchénie et demandait à la Russie de *« respecter les principes des Nations unies et de l'OSCE »*. – (AFP.)

Grande-Bretagne : une fierté un peu nostalgique

LONDRES
de notre correspondant

Le 8 mai 1945, Churchill passa sa matinée au lit à rédiger son discours de victoire. Puis il s'assura auprès du ministère de l'alimentation qu'il y aurait assez de bière disponible pour permettre aux centaines de milliers de Londoniens qui allaient déferler dans les rues de célébrer la fin de six années de guerre. Sir Winston Churchill, avec son air de bouledogue, son cigare, sa canne et son discours sur *« le sang, le labeur, les larmes et la sueur »* aura – tout comme « Monty », le maréchal Montgomery – longtemps personnifié aux yeux du monde la seconde guerre mondiale et la résistance au nazisme, au fascisme et à l'impérialisme nippon.

Il était donc normal que les Britanniques veuillent être les premiers à commémorer le cinquantième anniversaire du *« VE Day »* (le jour de la victoire en Europe) et du *« VJ Day »* (celui de la victoire contre le Japon), et qu'ils le fassent avec le faste, le style et la classe dont ils ont, dans l'histoire, été coutumiers. D'autant qu'ils sont conscients, et toujours fiers, d'avoir été le ciment de la victoire; ceux qui ne plièrent jamais, même entre la capitulation de la France et l'entrée en guerre de l'URSS et des Etats-Unis, enfin les véritables vainqueurs du conflit. Ils en tirèrent un prestige immense, une idée d'eux-mêmes plus haute encore ; mais ils payèrent cette gloire de la perte de leur empire et de leur influence mondiale, reprise par l'allié américain.

Ce fut *« le bon combat »*, a écrit le 30 avril dans un éditorial le *Sunday Telegraph* : *« Nous avons fait ce que nous devions faire.* [...] *Même si les auteurs révisionnistes ont raison et si le* VE Day *a marqué la fin de la puissance britannique, même si (et nous ne le croyons pas) il nous a condamnés à l'obscurité future, cela en valait quand même la peine. Car, ce qu'a fait la Grande-Bretagne a été – pour utiliser un mot passé de mode – glorieux, et la gloire n'est pas ternie mais brille encore plus quand elle est teintée de mélancolie. »*

Toute une ville de tentes a été dressée dans Hyde Park pour accueillir invités et visiteurs avec l'inévitable chasseur *Spitfire*, les expositions, salles de concert et boutiques de souvenirs. Certes, le président Bill Clinton a préféré accepter l'invitation à Moscou de Boris Eltsine et s'est fait remplacer par son vice-président Al Gore, signe que les relations anglo-américaines ne sont plus ce qu'elles étaient.

La conscience d'avoir été le ciment de la victoire

Certes, les Japonais, qui sont pourtant des partenaires commerciaux importants, n'ont pas été invités, car on leur reproche de n'avoir pas assez pris de distance avec leur passé ; des anciens combattants demandent toujours à la justice nippone une indemnisation pour les souffrances subies, au pont de la rivière Kwaï comme ailleurs en Asie. Mais on attend trente-huit chefs d'Etat et cinq chefs de gouvernement, en particulier les deux principaux dirigeants allemands, le président Herzog et le chancelier Kohl. Le président Mitterrand ne viendra que quelques heures dimanche.

La reine-mère Elizabeth, celle-là même qui, aux côtés de George VI, galvanisa le pays dans les heures les plus noires du Blitz, devait honorer de sa présence la cérémonie d'ouverture samedi en fin de matinée. La reine Elizabeth II, sa fille, qui revêtit l'uniforme pendant la guerre, devait présider un service religieux à Saint-Paul, offrir à ses hôtes un banquet au palais de Buckingham avant d'assister à la cérémonie officielle dimanche.

On ne peut comprendre les Britanniques si l'on ne se souvient pas de la guerre. Car, eux se souviennent, avec un orgueil teinté de nostalgie, de ces temps bénis où l'Angleterre était une puissance et encore une île. Même s'ils n'en ont pas tiré les mêmes conséquences que les autres Européens, alliés comme anciens ennemis, qui ont vu, dans la Communauté puis dans l'Union européenne l'instrument politique d'une réconciliation durable. On sent encore chez certains une haine de l'Allemand, savamment entretenue par des journaux comme *The Sun* ou par les politiciens euro-sceptiques, tout comme un mépris pour les Français et tous les autres, coupables d'avoir été battus et occupés, avant d'être libérés par les Anglo-Américains.

Mais cette fierté d'un peuple qui a vu son revenu par tête successivement dépassé depuis la guerre par les Allemands, les Français, les Italiens, et maintenant par leur ancienne colonie de Singapour, n'est plus tout à fait ce qu'elle était. Le petit-fils de Churchill, un député conservateur qui se prénomme également Winston, vient de faire la « une » de la presse pour avoir vendu les papiers de son illustre ancêtre 12,5 millions de livres... Pire, selon une enquête du *Sunday Times*, 25 % des écoliers de onze à quatorze ans de l'enseignement public ne savent pas qui était Hitler, et 36 % ignorent qui était Churchill. Certains ont même cru voir en lui un président américain, un agent d'assurances ou un parolier de chansons.

Patrice de Beer

هكذا في الأصل

TROISIÈME ÉDITION

Le Monde

L'ALLEMAGNE A CAPITULÉ

LA CRISE POLONAISE

Selon l'agence Reuter, la radio allemande de Flensburg (seul poste émetteur officiel encore en service) annonce que l'amiral Dœnitz a ordonné la capitulation sans condition de l'ensemble des forces allemandes.

LA REDDITION A ÉTÉ SIGNÉE CETTE NUIT A REIMS

L'insurrection a éclaté en Bohême-Moravie

VICTOIRE

A San-Francisco

Les premiers travaux de la conférence

« Le Monde » du 8 mai 1945 titre sur cinq colonnes à la « une » : « L'Allemagne a capitulé ». La reddition du Reich a été signée par le général Jodl à Reims dans la nuit.

La bataille du rang

BIBLIOGRAPHIE

LE TEMPS des historiens est-il enfin venu ? La deuxième guerre mondiale, avec son cortège de souvenirs terrifiants, s'enfonce-t-elle finalement dans les limbes d'un passé devenu indolore ? Tels sont, en tout cas, les vœux des historiens, et c'est en les formulant explicitement qu'André Kaspi et ses collaborateurs, Anne Grynberg, Catherine Nicault, Ralph Schor et Annette Wieviorka achèvent leur *Libération de la France*, l'ouvrage le plus complet sorti à l'occasion du cinquantenaire du 8 mai 1945.

Pourra-t-on enterrer aussi vite la mémoire vive des années noires ? André Kaspi suggère que, dès 1944, l'image que la nation produit d'elle-même se trouble. Confusion que traduit, d'après lui, l'étrange phénomène de purification collective de la tonsure des femmes soupçonnées de liaison avec l'occupant. De plus, l'interprétation officielle de la Libération est pressée en tout sens, pour permettre à la France de remporter l'ultime bataille : celle du rang.

Sur le terrain, les militaires et diplomates français éprouvent vite le faible impact de leur représentation auprès des Alliés. Staline exclut ainsi sans ménagement la France de Yalta, sous prétexte que Paris n'a pas *« porté [...] le fardeau de la bataille »*. Le président américain Roosevelt, dont l'aversion pour de Gaulle est légendaire, consent facilement à laisser la France à la porte de la conférence, et *« refuse cet indésirable élément de complication »*. Les généraux français seront des invités par raccroc aux signatures des 7 et 8 mai.

Pourtant les Français ne perçoivent pas tout de suite cette réalité blessante, ou, du moins, pas tout de suite. Au contraire. Dès les premiers mois de 1945, relève André Kaspi, une enquête de l'IFOP montre que 80 % des sondés croient leur pays redevenu une grande puissance (ils n'étaient encore que 64 % à le penser en décembre 1944). Ce hiatus grandissant entre prose diplomatique et mythologie nationale aura la vie dure, et ils sont bien peu, ceux qui, dès la Libération, comprennent, à l'instar d'Albert Camus ou de Raymond Aron, que la pente sera difficile à remonter. Autre conséquence de ce souci obsessionnel du rang : un renforcement du discours colonial, qui pèsera lourd dans la décennie suivante. La pente sera d'autant plus dure à remonter que les conséquences de la collaboration minent la cohésion intérieure. Sur ce sujet toujours sensible, André Kaspi a le mérite de faire le point, à la lumière des réévaluations les plus récentes. On sait qu'il a fallu attendre le début des années 80 et les travaux de deux historiens américains, Peter Novick (*L'Epuration française*, Seuil) et Herbert Lottman (*L'Epuration*, Seuil), pour en finir avec les chiffres les plus fantaisistes qui faisaient osciller le nombre des exécutions sommaires entre quarante mille et cent mille.

Si ce chiffre doit être révisé à la baisse (9 000 victimes), celui des Français ayant eu maille à partir avec la justice pour fait de collaboration a tendance en revanche à être, lui, revu à la hausse. Par ailleurs André Kaspi inclut les condamnations à mort prononcées par les juridictions militaires, généralement non comptabilisées. Cette dernière mise à jour double le chiffre des exécutions légales en le portant à près de 1 500 morts.

Le propos d'André Kaspi se fait parfois militant dans ses conclusions. L'historien cherche visiblement à inverser l'image, esquissée dans les travaux de l'américain Robert Paxton, et qui s'est imposée peu à peu de ce côté-ci de l'Atlantique, d'une épuration bâclée au nom de la « nécessaire » continuité de l'Etat. *« En termes quantitatifs, l'épuration revêt en France un caractère globalement massif, touchant un Français sur cent douze »*, soutient l'auteur de *La Libération de la France*, renvoyant ainsi dos à dos ceux qui n'y ont vu qu'une mascarade et ceux qui en dénoncent les abus sanglants.

André Kaspi défend l'œuvre officielle. Etait-elle aussi nécessaire pour protéger la France du chaos social et de la débandade économique ? Peut-être. Mais n'est-ce pas le fait d'une épuration mal achevée que d'engendrer tant de mythes aussi contradictoires que durables : mythe d'une France intégralement « collabo » ou « mythe résistantialiste », selon lequel l'ensemble de la population aurait soutenu la France libre. La dislocation de tous ces mythes, somme toute récente, ne fait que commencer à développer ses imprévisibles conséquences, même si les historiens se sentent investis, parfois, de la mission d'en cautériser les plaies.

Nicolas Weill

★ *La Libération de la France, juin 1944-janvier 1946*, d'André Kaspi, Perrin, 562 p., 149 F.

★ De nombreux ouvrages ont paru à l'occasion des commémorations du 8 mai, parmi lesquels il faut citer un recueil de photos d'époque, accompagnées d'un commentaire de l'historien Pierre Miquel : *Le 8 mai. Le monde bascule*, éditions du Chêne, 230 p., 298 F. Signalons aussi *Paris 1944-1954, artistes, intellectuels, publics : la culture comme enjeu*, dirigé par Philippe Gumplowicz et Jean-Claude Klein, aux éditions Autrement, 290 p., 130 F.

Le rendez-vous de Moscou

ANALYSE

LES RETROUVAILLES itinérantes des successeurs de Roosevelt, Staline, Churchill et de Gaulle à l'occasion des cérémonies commémoratives de la capitulation de l'Allemagne nazie, le 8 mai 1945, sont à l'image du monde nouveau de l'après-guerre froide : elles sont tout autant une interrogation sur un avenir incertain qu'une occasion de réfléchir sur les leçons d'une histoire tragique.

Le sens des cérémonies du cinquantenaire du débarquement en Normandie était sans équivoque : sur la plage d'Omaha Beach, c'était la fraternité d'armes des Anglo-Saxons venus libérer le continent européen du joug nazi qui était à l'honneur. La France accueillait les survivants et les héritiers de ses libérateurs, se réservant de célébrer plus tard, en août, la libération de Paris et les exploits de la Résistance. Boris Eltsine avait marqué quelque irritation à ne pas avoir été associé aux cérémonies, et le chancelier Kohl avait bien compris que ce jour n'était pas le plus opportun pour que l'Allemagne unifiée soit présente au côtés des représentants des anciens vainqueurs.

L'OMBRE POLONAISE

Pour adoucir les inévitables irritations, les « grands » de ce monde s'étaient donné rendez-vous un an plus tard, avec comme objectif de ne laisser personne à l'écart, et surtout de faire de ces journées une ouverture en fanfare d'une époque nouvelle. La célébration de l'union antifasciste de 1945 ne serait plus cette sorte de rituel où, selon les phases de la guerre froide, on se lançait des anathèmes ou bien, au contraire, on tentait des ouvertures pour réduire la tension entre les deux blocs.

Ce pari optimiste n'est qu'en partie gagné. Le chancelier Kohl peut se réjouir que la présence de l'Allemagne soit maintenant considérée comme naturelle, et même indispensable dans une telle occasion. Depuis le poignant discours du président fédéral Richard von Weizsäcker à Bergen Belsen le 8 mai 1985, qui appelait la jeunesse allemande à assumer le passé de la nation en *« acceptant la réalité historique avec objectivité, sans fuite dans les idéologies utopiques, mais également sans arrogance morale »*, l'Allemagne officielle a accompli un parcours sans faute dans des périodes où les sirènes du ressentiment et de la révision de l'Histoire se faisaient lancinante dans une partie de l'opinion.

Une ombre, néanmoins, assombrira les célébrations berlinoises : les dirigeants polonais n'ont pas été invités à la cérémonie du Schauspielhaus de Berlin, au prétexte que l'on aurait été alors contraint d'inviter tous les chefs des Etats d'Europe centrale et orientale ayant eu à souffrir de l'occupation nazie. L'invitation faite au ministre polonais des affaires étrangères, Wladislaw Bartoszewski, de s'exprimer devant le Bundestag le 28 avril (*Le Monde* daté 30 avril-2 mai) n'est qu'une piètre consolation pour Varsovie.

En Pologne même, l'affrontement entre le président de la République, Lech Walesa, et le premier ministre Josef Oleksy, s'est cristallisé sur l'opportunité d'effectuer le déplacement à Moscou du 9 mai. Pour le premier, qui n'ira pas dans la capitale russe, le 8 mai 1945 est tout autant l'anniversaire de l'instauration du régime stalinien en Pologne que celui de la libération du régime nazi, alors que le second, membre du Parti socialiste ex-communiste, fera le déplacement sans états d'âme. Cette querelle a au moins le mérite de rappeler aux Occidentaux que les suites du 8 mai 1945 ont été de nature différente selon que l'on était d'un côté ou de l'autre de ce rideau de fer dénoncé par Winston Churchill dès le lendemain de la victoire. Aux uns le plan Marshall, les « trente glorieuses », la construction européenne, aux autres l'illusion, vite dissipée, d'un « avenir radieux » transformé en grisaille totalitaire.

LA TACHE TCHÉTCHÈNE

Il y aura, à Londres comme à Paris, un parfum de nostalgie et de gloire passée : l'absence de Bill Clinton à Londres, représenté par le vice-président Al Gore, est un petit signe que le monde a changé. La Grande-Bretagne a cessé d'être l'alliée privilégiée et choyée des Etats-Unis, et la France n'est plus dans cette Europe remodelée qu'une puissance parmi d'autres, qu'on verrait bien à Washington soumise sur le Vieux Continent à la prééminence d'une Allemagne jugée plus solide et plus digne de confiance. En Angleterre, on se consolera en fêtant joyeusement à Hyde Park le VE Day (jour de la victoire en Europe). A Paris, l'adieu à François Mitterrand dominera la journée.

C'est donc à Moscou qu'aura lieu l'événement politique majeur de ces célébrations : la présence de plus de cinquante chefs d'Etat aux côtés de Boris Eltsine sur la place Rouge et le sommet entre le maître du Kremlin et l'hôte de la Maison Blanche qui suivra marquent bien le choix effectué. En dépit de la « sale guerre » menée par Moscou en Tchétchénie, aucun des principaux chefs d'Etat invités n'a annulé son voyage. « Punir » Boris Eltsine pour Grozny n'est pas à l'ordre du jour, et rien ne semble pour l'instant détourner les principaux dirigeants mondiaux de l'idée qu'une déstabilisation du pouvoir en Russie ne pourrait que mener à une situation pire encore. Cette attitude est jugée sévèrement par de nombreux intellectuels, particulièrement en France (leurs homologues allemands sont encore trop marqués par la culpabilité vis-à-vis des millions de morts soviétiques pour les suivre dans cette voie).

Cette controverse classique entre les défenseurs intransigeants des droits de l'homme et les gestionnaires de la Realpolitik est devenue le leitmotiv malheureusement presque classique d'une période où les repères anciens ont été effacés. Boris Eltsine peut considérer comme une victoire que les appels au boycottage du 9 mai à Moscou n'aient pas été suivis d'effet, même si l'on tient compte du geste du président Mitterrand et du chancelier Kohl, qui s'abstiendront d'assister au défilé des anciens combattants sur la place Rouge. Cela va-t-il l'encourager à poursuivre sa politique impériale et brutale dans les marches de son empire ? Ou peut-on espérer, au contraire, que le rappel solennel de l'alliance antifasciste de 1945 soit une nouvelle étape sur le chemin tortueux de la Russie vers la démocratie ? L'ambiance qui règne aujourd'hui à Moscou, où les flots de propagande nationaliste officielle étouffent les voix des démocrates radicaux, incite à ne pas trop croire à un « miracle du 9 mai ».

LA BLESSURE YOUGOSLAVE

Cette commémoration n'est qu'une parenthèse dans l'ordre du jour chargé et périlleux des relations internationales : une fois éteints les lampions de la fête, il faudra bien affronter les problèmes brûlants de l'heure, comme la dégradation galopante de la situation dans l'ex-Yougoslavie. Sera fini alors le temps de l'introspection, où chacun regarde le chemin parcouru depuis cinquante ans pour en vanter les acquis ou déplorer les occasions manquées. A un moment où les nations, mêmes les plus grandes, sont tentées de se replier sur leur pré carré, les rendez-vous de Paris, Londres, Berlin et Moscou auront au moins la vertu de rappeler au plus grand nombre que la liberté et le bien-être n'ont pu être reconquis il y a un demi-siècle que grâce à l'effort et au sacrifice de peuples guidés par des dirigeants visionnaires.

Luc Rosenzweig

Dans les numéros du « Monde » des 9 et 10 mai

LE MONDE rendra compte des cérémonies commémoratives de Londres, Paris, Berlin et Moscou dans ses éditions datées des 9 et 10 mai. D'autre part, nous publierons dans nos éditions datées du 10 mai, en collaboration avec le quotidien allemand *Frankfurter Rundschau* et d'autres grands journaux, les principaux éléments d'un échange de lettres inspiré au début de cette année à deux écrivains, l'Allemand Günter Grass et le Japonais Kenzaburô Ôe, Prix Nobel de littérature 1994, à l'approche de cette commémoration.

Diversement marqués par la sanglante défaite et l'effondrement momentané de leur pays à la fin du second conflit mondial, l'« imprécateur » des lettres allemandes, né en 1927 à Dantzig, et celui qui se considère membre d'une *« génération arrivée en retard »* (en 1935) pour la guerre comme pour la paix japonaises nouent leur dialogue autour de cette *« blessure qui ne veut pas se cicatriser »* et la marque indélébile qui a survécu à leur *« jeunesse abusée »* (Günter Grass).

Marques, souvenirs... *« Dans les premières années d'après-guerre*, rappelle l'auteur du *Tambour* et de *La Ratte*, *on parlait évasivement de* « la débâcle » *et on s'efforçait également de transformer la fin de la terreur, qui n'avait pu être obtenue que par la force des armes, en une* « heure zéro », *comme si on pouvait recommencer frais comme une rose... »*

Le Prix Nobel de littérature 1994 trouve dans la lecture de cette évocation matière à briser certaines amnésies : *« En lisant votre lettre, je me suis aperçu qu'il y a aussi des souvenirs que nous avons refoulés pendant toute la période de l'après-guerre. Au cours de la guerre, le garçon que j'étais vivait dans un mélange ambivalent de désir ardent et de terreur de partir bientôt pour le front, comme soldat de l'empereur, et d'y mourir. »*

هكذا من الأصل

Le Monde

TROISIÈME ÉDITION

LE TRIOMPHE DES ALLIÉS

LA MISSION DE CHARLES DE GAULLE

La guerre est gagnée ! Voici la victoire ! annonce aux Français le général de Gaulle

Allégresse et recueillement

LE JOUR ATTENDU...

L'AMIRAL DŒNITZ parle au peuple allemand

« Le Monde » du 9 mai 1945 consacre sa une à la victoire alliée. L'allocution prononcée par de Gaulle après l'annonce de la capitulation allemande est publiée intégralement.

Le récit du général de Gaulle

« L'ENTREPRISE de Hitler fut surhumaine et inhumaine. Il la soutint sans répit. Jusqu'aux dernières heures d'agonie au fond du bunker berlinois, il demeura indiscuté, inflexible, impitoyable, comme il l'avait été dans les jours les plus éclatants. Pour la sombre grandeur de son combat et de sa mémoire, il avait choisi de ne jamais hésiter, transiger ou reculer. Le Titan qui s'efforce à soulever le monde ne saurait fléchir, ni s'adoucir. Mais, vaincu et écrasé, peut-être redevient-il un homme, juste le temps d'une larme secrète, au moment où tout finit.

» La capitulation allemande n'est plus, maintenant, qu'une question de formalités. Encore faut-il qu'elles soient remplies. C'est à l'amiral Doenitz que le Führer prescrit qu'on transmette ses pouvoirs après son propre suicide. L'amiral est donc investi par un ultime télégramme lancé de l'abri souterrain de la chancellerie d'Empire.

» Jusqu'à la fin, les derniers tenants de l'autorité du Reich s'efforcent d'obtenir quelque arrangement séparé avec les Occidentaux. En vain ! Ceux-ci excluent toute autre issue qu'une reddition sans condition reçue par tous les Alliés à la fois. Il est vrai que l'amiral Friedeburg conclut, le 4 mai, avec Montgomery la capitulation des armées du nord-ouest de l'Allemagne, du Danemark et des Pays-Bas. Mais ce n'est là qu'une convention entre chefs militaires locaux, non point un acte engageant le Reich. Finalement, Doenitz se résigne. Le général Jodl, envoyé par lui à Reims, y apporte à Eisenhower la capitulation totale. Celle-ci est conclue le 7 mai à 2 heures. Le feu doit cesser le lendemain à minuit. Comme l'acte est signé au quartier général du commandant en chef occidental, il est entendu que, par symétrie, une ratification aura lieu, le 9 mai, au poste de commandement soviétique à Berlin.

» Je n'ai naturellement pas manqué de régler à l'avance, avec les Alliés, la participation française à la signature de ces deux documents. Le texte, d'une extrême et terrible simplicité, ne soulève de notre part aucune objection. Mais il faut que la France, elle aussi, le prenne formellement à son compte. Je dois dire que les Alliés nous le demandent eux-mêmes sans ambage. A Reims, comme on en est convenus, le général Bedel Smith, chef d'état-major du général Eisenhower, préside la cérémonie au nom du commandant en chef et signe, d'abord, avec Jodl représentant de Doenitz. Ensuite, pour les Russes le général Sousloparov, pour les Français le général Sevez sous-chef d'état-major de la défense nationale, – Juin étant à San Francisco, – apposent leur signature. Quant à l'acte de Berlin, il va comporter une plus grande solennité. Non point qu'il ajoute quelque chose à celui de Reims. Mais les Soviets tiennent beaucoup à le mettre en relief. Pour y représenter la France, je désigne le général de Lattre.

» Celui-ci, reçu par les Russes avec tous les égards convenables, se heurte cependant à une objection protocolaire. Le maréchal Joukov étant le délégué du commandement soviétique et l'air-marshal britannique Tedder celui du commandement occidental, les Russes déclarent qu'en principe ils sont d'accord pour que le général de Lattre soit, lui aussi, présent. Mais, comme les Américains ont envoyé le général Spaatz afin qu'il signe comme de Lattre, le sourcilleux M. Vichynsky, accouru pour « conseiller » Joukov, observe que l'Américain fait double emploi avec Tedder et ne saurait participer. Le Français serait, dès lors, exclu. Avec adresse et fermeté, de Lattre prétend, au contraire, remplir bel et bien sa mission. L'incident est bientôt réglé. Le 9 mai, le général de Lattre prend place aux côtés des délégués militaires des grandes puissances alliées, sous une panoplie où le tricolore figure avec leurs drapeaux. A l'acte final de la capitulation allemande, le représentant de la France est signataire, comme ceux de la Russie, des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Le feld-marschall Keitel, en s'écriant : *« Quoi ? Les Français aussi ! »*, souligne le tour de force qui aboutit, pour la France et pour son armée, à un pareil redressement.

« La joie du peuple, tout comme la mienne, reste grave et contenue »

» *« La guerre est gagnée ! Voici la victoire ! C'est la victoire des Nations unies et c'est la victoire de la France !... »* J'en fais l'annonce, par la radio, le 8 mai à 15 heures. A Londres, Winston Churchill, à Washington Harry Truman, parlent en même temps que moi. Un peu plus tard, je me rends à l'Etoile. La place est remplie d'une foule qui, après mon arrivée, devient énorme en quelques instants. A peine ai-je salué la tombe du soldat inconnu que la masse se précipite dans une tempête d'acclamations en bousculant les barrages. Malaisément, je m'arrache au torrent. Pourtant, cette manifestation, les cortèges organisés, le son des cloches, les salves d'artillerie, les discours officiels, n'empêchent pas que la joie du peuple, tout comme la mienne, reste grave et contenue.

» Il est vrai que, depuis des mois, nul ne doute de l'échéance et que, depuis des semaines, on la tient pour imminente. La nouvelle n'a rien d'une surprise qui puisse provoquer l'explosion des sentiments. Ceux-ci, d'ailleurs, se sont déjà donné libre cours à l'occasion de la libération. Et puis l'épreuve, si elle fut marquée, pour nous Français, par une gloire tirée du plus profond de l'abîme, n'en a pas moins comporté, d'abord, des défaillances désastreuses. Avec la satisfaction causée par le dénouement, elle laisse, – c'est pour toujours ! – une douleur sourde au fond de la conscience nationale. Au reste, d'un bout du monde à l'autre, les coups de canon de l'armistice sont accueillis, certes, avec un soulagement immense, puisque la mort et la misère s'éloignent, mais ils le sont sans transports car la lutte fut salie de crimes qui font honte au genre humain. Chacun, quel qu'il soit, où qu'il soit, sent en lui-même l'éternelle espérance prendre à nouveau son essor, mais redoute que, cette fois encore, *« la guerre qui enfante tout »* n'ait pas enfanté la paix.

» La mission qui me fut inspirée par la détresse de la patrie se trouve, maintenant, accomplie. Par une incroyable fortune, il m'a été donné de conduire la France jusqu'au terme d'un combat où elle risquait tout. La voici vivante, respectée, recouvrant ses terres et son rang, appelée, aux côtés des plus grands, à régler le sort du monde. De quelle lumière se dore le jour qui va finir ! Mais, comme ils sont obscurs les lendemains de la France ! Et voici que, déjà, tout s'abaisse et se relâche. Cette flamme d'ambition nationale, ranimée sous la cendre au souffle de la tempête, comment la maintenir ardente quand le vent sera tombé ? »

★ Extrait des *Mémoires de guerre, le Salut 1944-1946*.

De la capitulation allemande à la reddition japonaise

MAI 1945

● **1er.** La radio allemande annonce la mort de Hitler et son remplacement par le grand amiral Dönitz.
● **7-9.** Le Reich signe, le 7, sa capitulation sans condition à Reims, tandis qu'une cérémonie semblable a lieu le 8 à Berlin pour s'achever le 9.
● **9.** La capitale de la Tchécoslovaquie, Prague, est libérée. Le chef du gouvernement, Edouard Benes, revient d'exil.
● **14.** L'Autriche déclare son indépendance. 500 bombardiers B-29 américains, partis des îles Mariannes, larguent plus de 3 000 tonnes de bombes sur Nagoya, au Japon.
● **28.** Yokohama est rasée par les raids aériens américains.
● **31.** La première réunion de la commission interalliée des crimes de guerre se tient à Londres.

JUIN

● **5.** A la suite d'une déclaration signée à Berlin, les Alliés assument l'autorité suprême en Allemagne. La France obtient une zone d'occupation.
● **10.** Les forces australiennes débarquent dans la baie de Brunei sur l'île de Bornéo.
● **21.** Les forces américaines se rendent maîtresses d'Okinawa.
● **26.** La conférence des Nations unies, qui s'est ouverte à San Francisco le 25 avril, s'achève par la signature de la Charte de l'Organisation des nations unies (ONU). La France est membre permanent du Conseil de sécurité.
● **29.** La Tchécoslovaquie signe avec l'URSS un traité lui cédant la Russie subcarpatique.

JUILLET

● **14.** L'Italie déclare la guerre au Japon.
● **16.** Les Etats-Unis expérimentent la première bombe atomique à Alamogordo dans le désert du Nouveau-Mexique.
● **17-2 août.** Les Trois (URSS, Etats-Unis et Grande-Bretagne), réunis à Potsdam, délimitent des zones d'occupation alliées en Allemagne. Le pays sera dénazifié. Chacune des trois puissances reçoit l'autorisation de prélever des réparations dans sa zone d'occupation. Seule l'URSS opérera des prélèvements en nature jusqu'en 1953.
● **26.** En Grande-Bretagne, à l'issue d'élections législatives favorables aux travaillistes, Winston Churchill est écarté du pouvoir.
● **28.** Les Etats-Unis, la Chine et la Grande-Bretagne adressent un ultimatum de reddition au Japon.

AOÛT

● **6.** La première bombe atomique américaine est larguée sur Hiroshima.
● **8.** L'URSS déclare la guerre au Japon. Un accord interallié intervient sur le jugement des criminels de guerre.
● **9.** La seconde bombe atomique américaine est larguée sur Nagasaki.
● **11.** Les dirigeants nationalistes indonésiens Sukarno et Haata proclament l'indépendance de leur pays.
● **14.** La Chine et l'URSS signent à Moscou des accords qui scellent leur alliance contre le Japon. Moscou rétrocède la Mandchourie à la Chine.
● **15.** L'empereur Hirohito annonce à la radio la capitulation du Japon.
● **29.** Les forces américaines débarquent au Japon.

SEPTEMBRE

● **2.** La capitulation japonaise est signée en baie de Tokyo sur le cuirassé *Missouri*. Ho Chi Minh proclame à Hanoi l'indépendance du Vietnam.

L'assassinat de cinq coopérants à Ghardaïa montre que le Sud algérien n'est pas épargné par la violence

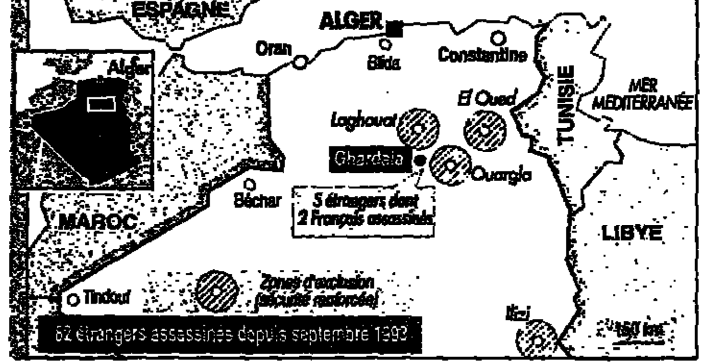
Les mesures de sécurité ont été renforcées, au Sahara, autour des champs pétrolifères et gaziers

L'assassinat de cinq coopérants – deux Français, un Britannique, un Canadien, un Tunisien –, vendredi 5 mai, à Ghardaïa, porte à 82 – dont 29 Français – le nombre d'étrangers assassinés depuis le début des violences en Algérie, il y a trois ans. Cet attentat attribué par le pouvoir à des « terroristes armés », a été commis quelques jours après que les mesures de sécurité eurent été renforcées, au Sahara, autour des champs pétrolifères et gaziers.

LA COMMUNAUTÉ étrangère en Algérie a de nouveau été la cible des groupes islamistes armés en lutte contre le pouvoir depuis l'arrêt du processus électoral, en janvier 1992, et l'annulation des premières élections législatives pluralistes.

Cinq coopérants dont deux Français – Richard Machabert et Jean-Claude Corjon –, un Britannique, un Canadien et un Tunisien, ont été assassinés, vendredi 5 *mai*, à *Ghardaïa*, à *600* kilomètres au sud d'Alger. Un policier a aussi été tué et quatre membres des services de sécurité ont été blessés, lors de cette opération menée à l'aube, par *« un groupe de terroristes armés »*, selon la version officielle. L'attentat a eu lieu dans les locaux de l'entreprise Anabib, filiale algérienne de la firme américaine Bechtel, spécialisée dans la fabrication de tuyaux. Cette dernière construit pour le compte de la société nationale d'hydrocarbures Sonatrach, les 530 kilomètres du tronçon algérien du gazoduc Maghreb-Europe (GME).

Selon le ministre de l'intérieur, Abderrahmane Meziane-Chérif, les victimes ont été *« mitraillées dans leurs appartements »* à l'intérieur de la zone industrielle de Bounoura, située à quatre kilomètres de la capitale du Mzab et où sont installées la plupart des entreprises de la ville. Le ministre a reçu l'ambassadeur de Grande-Bretagne et les chargés d'affaires de France, du Canada et de Tunisie pour leur exprimer *« l'indignation du gouvernement algérien et condamner cet acte odieux »*.



Ces nouveaux assassinats portent à 82 le nombre de ressortissants étrangers tués, depuis septembre 1993, dont 29 Français. Le dernier assassinat d'un étranger remonte au 3 mars, lorsqu'un étudiant palestinien avait été retrouvé égorgé à Benzerga, un des fiefs islamistes d'Alger. Le Groupe islamique armé (GIA) a menacé de mort tous les étrangers vivant en Algérie, accusés de soutenir *de facto « la junte »* au pouvoir. Le premier avertissement adressé aux entreprises d'hydrocarbures remonte à octobre 1994. Deux techniciens du groupe Schlumberger – un Français et un Italien – avaient été tués et décapités lors d'une attaque revendiquée par le GIA, contre une base de forage dans le massif des Aurès.

C'est cependant le plus sanglant attentat commis contre des étrangers dans le Sahara algérien jusqu'alors relativement épargné par la violence qui sévit dans le nord du pays. Le 8 décembre 1994, huit policiers au moins avaient péri dans une embuscade montée par un groupe armé à l'entrée de Ghardaïa. En *janvier*, deux Pères blancs – un Français et un Suisse – avaient échappé à une agression à leur domicile. En mars, quatre policiers avaient été assassinés, à Metlili, une petite localité située à une trentaine de kilomètres au sud de la capitale du Mzab.

« ZONES D'EXCLUSION »

Des mesures de sécurité renforcées venaient d'entrer en vigueur, il y a quatre jours, dans quatre *« zones d'exclusion »*, à Ouargla, Laghouat, El Oued et Illizi, pour protéger les champs pétrolifères et gaziers où travaillent encore quelques milliers d'expatriés et qui procurent, à eux seuls, à l'Algérie près de 95 % de ses recettes d'exportation. L'assassinat de deux de ses ressortissants confirme que la France paye le plus lourd tribut au Djihad (*guerre sainte*) mené par les groupes armés, qui lui reproche son *« soutien inconditionnel, politique, militaire et économique »* au régime. Le Quai d'Orsay a *« vigoureusement »* condamné, vendredi, *« le lâche assassinat »* de MM. Machabert et Corjon et a demandé au gouvernement algérien de lui *« apporter tous les éléments en sa possession »*. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Richard Duqué, a rappelé que les Français dont *« la présence n'est pas indispensable »* sur place *« doivent rentrer »*. Londres et Ottawa ont aussi vivement dénoncé l'attentat de Ghardaïa.

De son côté, le vice-président de l'ex-Front islamique du salut, Cheikh Abdelbaki Sahraoui, qui vit à Paris, a *« déploré »* l'attentat qu'il attribue aux *« services occultes du régime* (algérien) *à la veille de l'élection présidentielle française »*. A Ghardaïa, l'émotion est grande. La population se rend compte avec angoisse qu'elle ne peut plus échapper au cycle de violence qui ensanglante le pays. *« Notre hospitalité est bafouée*, s'indigne Amar, un jeune commerçant. *Pourtant, l'Islam nous fait obligation de protéger les étrangers. »*

Le particularisme du Mzab

Située à 600 kilomètres, au sud d'Alger, Ghardaïa est, aux portes du du Sahara, la capitale du Mzab, région touristique, célèbre pour la beauté de sa pentapole (cinq villes) et de ses oasis.

Les habitants, d'origine berbère, se réclament de l'ibadisme, un schisme de l'islam apparu au VIIe siècle qui se caractérise par l'observation très stricte de règles religieuses puisées dans le Coran. La communauté mozabite s'est montrée, jusqu'à présent, peu perméable aux thèses islamistes.

■ **Un avant-projet d'ordonnance sur la privatisation** a été mis au point, mercredi 4 mai, entre le gouvernement, l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et les dirigeants des entreprises publiques. Il concerne notamment le tourisme, le commerce, les travaux publics et le transport routier ; 30 % des actions des sociétés privatisées seront attribuées aux salariés. Une commission de contrôle doit garantir *« la régularité et la transparence des opérations »*. – *(AFP.)*

Le sommet entre le président angolais et le chef de l'Unita a été retardé

LUSAKA
de notre envoyé spécial

Pour la première fois depuis les élections manquées de 1992, une rencontre au sommet devait réunir, vendredi 5 mai, à Lusaka, capitale de la Zambie, le président et le chef des opposants armés de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita), Jonas Savimbi. Ce dernier était présent au rendez-vous, mais son interlocuteur, sous un prétexte futile, faisait savoir qu'il ne viendrait pas à une rencontre pourtant annoncée en grande pompe.

Cependant, comme l'avait annoncé Alioune Blondin Beye, le représentant spécial des Nations unies en Angola, Jose Eduardo Dos Santos est arrivé à Lusaka dans la matinée de samedi. Le président angolais s'est immédiatement rendu à la présidence de la République zambienne où doivent avoir lieu les consultations.

En novembre 1994, une comédie analogue s'était jouée au même endroit. Alors que les accords mettant fin à la guerre qui oppose le gouvernement angolais à l'Unita étaient sur le point d'être signés à Lusaka, le chef de l'Unita, qui venait de perdre sa « capitale » de Huambo tombée aux mains de ses adversaires, s'était décommandé à la dernière minute, laissant le chef de l'Etat angolais esseulé et furieux. L'accord de paix ne fut ratifié qu'*in extremis*, par des seconds rôles.

ESCARMOUCHES

L'importance accordée à ce nouveau sommet par toutes les parties en dit long sur la précarité du processus de paix. Théoriquement, tout aurait dû être réglé lors des accords de Lusaka signés, le 20 novembre 1994, après un an de laborieuses négociations. En réalité, plusieurs questions délicates, au nombre desquelles le futur statut de M. Savimbi, sont restées dans l'ombre. Sur le terrain, la guerre a laissé place à des escarmouches, mais ce n'est pas encore la paix, chacun restant prêt à en découdre. Le calendrier dressé en 1994 a pris du retard, qu'il s'agisse du déploiement de 8 000 « casques bleus » pour séparer les belligérants, du désarmement de ces derniers ou de la formation du gouvernement d'union nationale.

Plus que tout, ce sont les tergiversations du gouvernement angolais qui semblent à l'origine des difficultés d'aujourd'hui. Soumis à la pression militaire de son adversaire, M. Savimbi ne peut qu'appliquer un accord qui lui assure une survie inespérée. Mais, sous les influences contradictoires de son état-major et de la communauté internationale, aux prises avec une situation économique désastreuse, le président Dos Santos, qui sent une victoire par K.O à sa portée, paraît plus hésitant. Ce n'est donc pas un sommet, entre deux interlocuteurs dont la méfiance réciproque n'a jamais faibli, qui peut changer cet état d'esprit.

Georges Marion

Les partisans de M. Ramos sont favoris des élections générales aux Philippines

BANGKOK
de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Le président Fidel Ramos subit son premier véritable test, lundi 8 mai, avec le renouvellement de la moitié du Sénat, de la Chambre des représentants ainsi que l'élection de centaines de fonctionnaires provinciaux et locaux. Porté, en 1992, à la magistrature suprême par un quart seulement des suffrages exprimés, le successeur de Cory Aquino est cependant donné gagnant dans une épreuve qui marque le moyen terme de son mandat.

Dans une société où l'on se prononce en faveur de personnalités et non de programmes ou de formations politiques, l'élection de douze sénateurs, sur vingt-quatre, est le principal centre d'intérêt. Face aux candidats qui se réclament d'une très lâche alliance progouvernementale formée à la fin de 1994, trois personnalités retiennent l'attention : Ferdinand « bongbong » Marcos, fils aîné de feu le dictateur ; Gregorio « gringo » Honasan, ancien officier qui a joué un rôle dans le renversement de Ferdinand Marcos en 1986 ainsi que dans au moins deux coups de force avortés, en 1987 et 1989, contre Mme Aquino ; Miriam Defensor Santiago, arrivée, à la surprise générale, en deuxième position lors du scrutin présidentiel de 1992. Des trois, cette dernière aurait les meilleures chances d'être élue, auquel cas elle convoiterait de nouveau la présidence en 1998.

Voilà deux mois encore, s'appuyant sur une nette reprise économique qu'illustre un taux d'expansion de 5,1 % en 1994, et sur la stabilisation du système politique, le chef de l'Etat estimait que ses partisans enlèveraient les douze sièges du Sénat. Mais, depuis lors, deux événements l'ont conduit à réviser à la baisse ses objectifs : la crise provoquée par la pendaison pour meurtre, à Singapour, d'une employée de maison philippine, et un raid d'extrémistes musulmans contre une ville du sud de l'archipel. Il se contenterait aujourd'hui de sept sièges au Sénat, ce qui lui permettrait néanmoins de disposer d'une large majorité à la Chambre haute, où il détient déjà onze voix sur douze.

RÈGLEMENTS DE COMPTES

M. Ramos semble aussi assuré de l'élection à la Chambre basse et aux fonctions de gouverneurs de province d'une majorité de candidats qui se réclament de sa coalition gouvernementale. Même si des réalignements paraissent inévitables au sein d'un système politique qui ne favorise guère la discipline de vote, le président a ainsi réussi à prévenir le rassemblement de l'opposition. Or ce genre de manœuvres constitue l'essence de l'art politique aux Philippines, où les partis ne sont que des machines électorales peu structurées, souvent éphémères et au service de coalitions d'intérêts.

Comme les électeurs n'assistent aux réunions électorales que si un spectacle leur est offert en prime, les campagnes sont toujours colorées. Elles peuvent être aussi violentes : des règlements de comptes ont déjà fait une trentaine de morts ; il y en avait eu 236 en 1988 lors des élections générales et locales et 60 en 1992 lors de l'élection présidentielle.

Pour sa part, M. Ramos, qui considère le scrutin du 8 mai comme un référendum sur son action, a d'autant plus besoin d'une nette victoire que, dans le cas contraire, nombre d'élus qui se réclament de lui feront preuve d'indiscipline dans leurs votes et envisageront d'autres combinaisons dans la perspective du prochain scrutin présidentiel.

Jean-Claude Pomonti

Le chômage remonte aux Etats-Unis

WASHINGTON. Pour la première fois depuis plus de deux ans, le taux de chômage a augmenté aux Etats-Unis en avril : il a atteint 5,8 % de la population active, contre 5,5 % en mars, a indiqué le département du travail le 5 mai. Le nombre d'emplois non agricoles aurait baissé de 9 000. Après révision, les créations d'emplois ne devraient pas dépasser 150 000 – après 177 000 en mars et une moyenne mensuelle de 292 000 sur l'année 1994. L'industrie manufacturière, a perdu 28 000 emplois en avril et 39 000 au total sur les deux derniers mois, le bâtiment 20 000, après en avoir créé 68 000 en mars ; les services en ont encore créé 42 000 en avril. Après le ralentissement de l'activité constaté sur le premier trimestre (une progression de 2,8 %, après les 5,1 % atteints au dernier trimestre 1994), ces chiffres vont dans le sens d'une croissance encore *« plus faible »* au deuxième trimestre, selon Laura Tyson, chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, et laissent présager un *« atterrissage en douceur »* de l'économie américaine en 1995. – *(AFP.)*

Les Tchétchènes annoncent une trêve pour le 9 mai

« L'ÉTAT-MAJOR des forces tchétchènes, comprenant l'importance de la victoire sur le fascisme célébrée le 9 mai, a ordonné de réduire au minimum les activités militaires ce jour-là », a déclaré, vendredi 5 mai, Movladi Oudougov, porte-parole du président Doudaev. Mais ce « minimum » reste aléatoire, car les combats se sont étendus, le même jour, sur tous les fronts en Tchétchénie, à Grozny et ailleurs derrière les lignes russes comme au pied des montagnes, à Bamout, bombardée par des hélicoptères et à Serjen Iourt, où un avion russe a été abattu par les Tchétchènes. – *(Corresp.)*

EUROPE

■ **GRANDE-BRETAGNE : le premier ministre, John Major**, a assuré, vendredi 5 mai, qu'il entendait rester à la tête du Parti conservateur et à Downing Street jusqu'au terme de son mandat jusqu'en 1997, tout en reconnaissant la défaite cuisante de son parti aux élections locales de jeudi. Les conservateurs ont perdu 2 027 sièges de conseillers sur les 4 083 qu'ils détenaient avant le vote. – *(AFP.)*

■ **IRLANDE DU NORD : dix-sept policiers ont été blessés** lors d'un défilé commémorant la fin de la deuxième guerre mondiale à Belfast, jeudi 4 mai. L'émeute a éclaté à la fin du défilé du groupe protestant Orange Order, quand des membres du cortège ont jeté des cocktails molotov sur les policiers. – *(Reuter.)*

■ **SLOVAQUIE : la majorité parlementaire** dirigée par le premier ministre Vladimir Meciar a voté, vendredi 5 mai, une motion de censure contre le président Michal Kovac afin d'obtenir sa démission. La résolution n'a toutefois pas obtenu le nombre de voix nécessaires pour prendre effet légalement. – *(AFP.)*

■ **RUSSIE : aux termes d'un accord signé avec Cuba**, jeudi 4 mai, la Russie devrait recevoir, en 1995, 1 million de tonnes de sucre cubain et livrer en échange 3 millions de tonnes de pétrole brut. – *(ITAR-TASS.)*

■ **TURQUIE : la Turquie et l'Iran ont signé**, vendredi 6 mai, un accord portant sur la fourniture de gaz naturel iranien à compter de 1988 et pour vingt-trois ans. L'accord prévoit également la construction d'un gazoduc entre les deux pays. – *(AFP.)*

AMÉRIQUES

■ **ÉTATS-UNIS : le président russe Boris Eltsine** ignorait peut-être le projet de vente d'une centrifugeuse à gaz à l'Iran, a estimé, vendredi 4 mai, le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher. La coopération nucléaire russe avec l'Iran figurera au menu des discussions entre Bill Clinton et Boris Eltsine lors du prochain sommet russo-américain, le 10 mai. – *(AFP.)*

■ **MEXIQUE : six détenus ont été tués et 58 blessés** lors de la répression d'une mutinerie déclenchée, jeudi 4 mai, dans la prison de Guadalajara pour protester contre des mesures pour lutter contre le trafic de drogue dans l'établissement. – *(AFP.)*

ASIE

■ **JAPON : un nouvel attentat au gaz dans le métro de Tokyo** a entraîné l'hospitalisation de quatre employés, vendredi 5 mai. Les quatre personnes qui travaillaient à la station de Shinjuku ont été intoxiquées par les vapeurs dégagées par la combustion de sacs contenant des produits chimiques pouvant dégager, s'ils se mélangeaient, du gaz cyanuré. La police, qui ne dispose d'aucun indice, a ouvert une enquête pour tentative de meurtre. – *(AFP.)*

■ **OUZBÉKISTAN : le président ouzbek Islam Karimov** a affirmé, jeudi 4 mai, son soutien à l'embargo américain contre l'Iran tout en condamnant le projet russe de vente de réacteurs nucléaires à ce pays. – *(AFP.)*

AFRIQUE

■ ***BURUNDI : l'explosion d'une grenade*** sur le marché de Bujumbura a fait 31 blessés, dont six graves, vendredi 5 mai. L'auteur de l'attentat a été arrêté par la police. Le 3 mai, l'attaque d'un autobus par une bande armée dans la province de Ngozi avait fait 19 morts, en majorité des élèves tutsis qui regagnaient leurs écoles après les vacances. Le massacre aurait été sélectif selon un survivant. – *(AFP.)*

■ **SOMALIE : les combats entre factions ont repris** dans le sud de Mogadiscio, vendredi 5 mai, faisant une vingtaine de morts et 43 blessés. Les affrontements opposent les partisans du « président par intérim » Ali Mahdi Mohammed et ceux du « général » Mohamed Farah Aidid, qui se disputent le pouvoir depuis la chute du dictateur Siad Barre, en janvier 1991. Ces combats sont les plus violents depuis le départ des forces des Nations unies, début mars. – *(AFP.)*

■ **MAROC : un modèle de voiture « économique »**, fabriqué en collaboration avec Fiat a été mis sur le marché jeudi 4 mai. La version essence doit être vendue 64 000 dirhams (35.000 F.) Cette opération est destinée à relancer l'industrie automobile nationale. – *(AFP.)*

Un attentat fait quinze morts en Ethiopie

ADDIS-ABEBA. Une bombe a explosé jeudi 4 mai sur le marché au qât de Dire Dawa, dans l'Est de l'Éthiopie, tuant une quinzaine de personnes, quelques jours avant les premières élections multiparties de l'histoire du pays, organisées le dimanche 8 mai. On attendait une large victoire du parti du président Meles Zenawi, le Front révolutionnaire démocratique du peuple éthiopien, presque toutes les formations d'opposition ayant annoncé leur intention de boycotter le scrutin.

L'attentat pourrait être le fait militants indépendantistes oromos, qui disputent la ville – située dans la province de l'Ogaden, mais dotée d'un statut autonome – aux Somalis. La nouvelle constitution éthiopienne reconnaît le droit des provinces à la sécession, mais le pouvoir a adopté une attitude répressive à l'égard de l'opposition. Les élections ont été reportées au 27 mai dans l'Afar et l'Ogaden. – *(AFP, Reuter.)*

SECOND TOUR Jacques Chirac a participé à la dernière réunion publique de sa campagne, vendredi 5 mai, là où il l'avait commencée, à Lyon, en présence de Raymond Barre. Le maire de Paris a lancé un ultime appel à la mobilisation. Il devait rencontrer Edouard Balladur, samedi matin, à la demande du premier ministre, selon l'entourage de M. Chirac. ● LE MARATHON électoral de Lionel Jospin s'est terminé à Besançon, en présence de Jean-Pierre Chevènement. Devant des auditoires enthousiastes, le candidat du PS a exprimé sa conviction que la victoire est à sa portée. ● LES DEUX CANDIDATS ont bénéficié, vendredi, d'appels en leur faveur venus de milieux divers : associations, élus, intellectuels, artistes. Le scrutin étant perçu comme incertain, ces engagements ont pris d'autant plus de valeur dans les deux camps.

Jacques Chirac adresse un appel pressant aux abstentionnistes

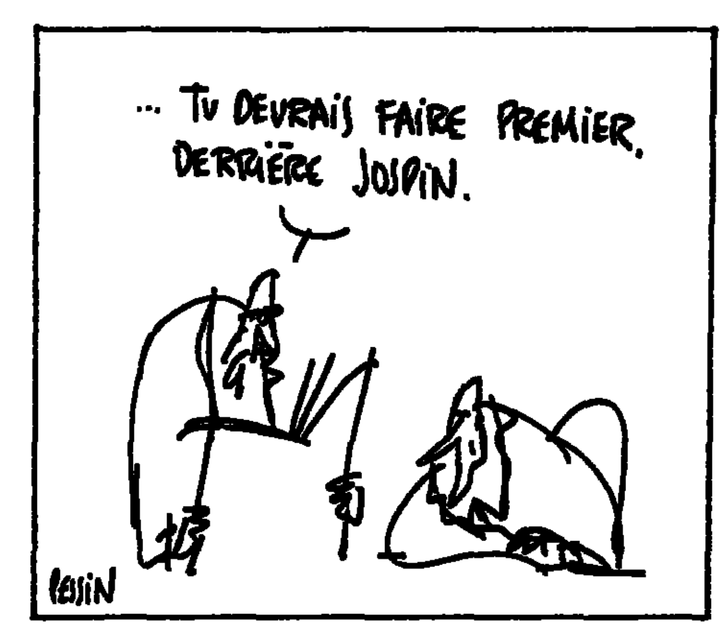
Appuyé par Raymond Barre après avoir reçu le soutien de Valéry Giscard d'Estaing et avant de rencontrer Edouard Balladur, le candidat de la droite s'est efforcé de mobiliser en sa faveur les électeurs qui s'étaient dispersés au premier tour

LYON
de notre envoyé spécial

Dans l'avion qui le reconduisait à Paris, vendredi soir 5 mai, Jacques Chirac s'est détendu. Il a pris le micro pour s'adresser aux journalistes, aux reporters-photographes, aux cameramen, aux techniciens de radio et de télévision. Il a remercié tous ceux – en particulier *« ceux qui portent des choses lourdes »* – qui l'ont accompagné au cours de sa campagne présidentielle. Le maire de Paris venait de participer, à Lyon, à son ultime réunion publique, la quarante-deuxième, avant le second tour de l'élection présidentielle.

Le candidat en est sorti revigoré : le soutien de Raymond Barre et les emportements juvéniles de l'auditoire n'y étaient pas pour rien. M. Chirac a achevé sa campagne là où il l'avait commencée, le 16 décembre 1994. Fréquemment interrompu par les *« Chirac président »* et les *« on va gagner »*, il a lancé : *« A l'avant-veille du jour décisif, j'appelle à se rassembler tous les républicains qui veulent faire revivre les valeurs de la République. »*

M. Chirac, devant plusieurs milliers de sympathisants, a lancé, à Lyon, un appel à *« une forte mobilisation »* afin d'éviter *« l'aventure d'un troisième septennat socialiste »*. La tribune ressemblait étrangement, par sa composition, à un paysage ministériel balladurien. Dans cette ville qui a placé Edouard Balladur en tête le 23 avril, avec 23,37 % des voix devant Lionel Jospin (22,76 %), il n'y avait guère que Jean-Louis Debré, secrétaire général adjoint du RPR, pour représenter le chiraquisme pur sucre, au premier rang des personnalités présentes. A côté de lui, se trouvaient quelques anciens soutiens du premier ministre, Michel Barnier (RPR), ministre de l'environnement, et Dominique Perben (RPR), ministre des DOM-TOM, ainsi que Bernard Bosson (UDF-CDS), ministre de l'équipement, Edmond Alphandéry (UDF-CDS), ministre de l'économie, et Pascal Clément (UDF-PR), ministre des relations avec l'Assemblée nationale.



PAS DE PRONOSTICS

Vedette américaine de cette dernière réunion, M. Barre, qui n'avait pu assister aux retrouvailles de la droite unie à Bagatelle, le 29 avril, était accompagné de Charles Millon (UDF-PR), président du conseil régional Rhône-Alpes. Acclamé, l'ancien premier ministre, lui aussi, a appelé à la mobilisation, indiquant que *« l'abstention serait une lâcheté »*. Comme en écho, M. Chirac, qui s'est déclaré *« particulièrement sensible »* à ce soutien du député de Lyon, a répondu que *« rien n'est plus important aujourd'hui que de rassembler toutes les énergies »* car *« rien n'est acquis, rien n'est gagné »*. *« Nul ne peut aujourd'hui pronostiquer le choix que feront dimanche nos compatriotes »*, a déclaré le candidat. *« Dans des circonstances aussi graves*, a-t-il martelé, *voter est un devoir moral pour tout Français qui aime sa patrie. »*

Les électeurs de Philippe de Villiers, apparemment nombreux et bruyants, ont été sensibles à ces références. D'autant que M. Chirac a su trouver les mots qui pouvaient les faire réagir en dénonçant les nationalisations, la régularisation de *« la situation de centaines de milliers d'immigrés clandestins »* au début de la décennie 80 (le nombre de régularisations décidé à l'été 1981 est de cent trente mille) ou la relance de *« la guerre scolaire »* en 1984. Il a su aussi captiver son auditoire en parlant de la famille. *« La famille est l'une des valeurs essentielles qui fondent notre société »*, a-t-il dit.

Ces même villiéristes, soutenus probablement par les éléments les moins européens du mouvement néogaulliste, ont beaucoup moins apprécié la profession de foi pro-européenne de M. Chirac : *« Je me suis personnellement engagé en faveur de la mise en œuvre de l'Union économique et monétaire lorsque les conditions prévues par le traité seront réunies, en toute hypothèse pour le 1er janvier 1999. »* Ces forts propos ont satisfait M. Barre et les barristes, mais ils ont été accueillis fraîchement par un petit groupe qui n'a cessé, à l'insatisfaction visible de M. Millon qui hochait la tête négativement, de faire de l'animation légèrement contestataire.

Olivier Biffaud

M. Barre et le référendum sur l'Europe

Vendredi 5 mai, à Lyon, Raymond Barre a rappelé son attachement à la construction européenne et exposé les *« deux raisons »* qui ne lui font pas craindre le référendum sur les institutions européennes annoncé par M. Chirac. *« La première,* a-t-il dit, *est que j'attache le plus grand prix à demander aux Français de se prononcer sans intermédiaire sur les questions d'intérêt national et que j'ai confiance dans leur jugement. » « La seconde,* a-t-il continué, *est que je suis persuadé qu'il n'est pas dans vos intentions de remettre en question, de manière indirecte, l'objectif de la monnaie unique. J'ajoute que si les révisions constitutionnelles imposent à l'avenir de recourir au référendum, vous n'hésiterez pas, en tant que chef de l'Etat, suivant en cela l'exemple du général de Gaulle, à vous engager personnellement devant le peuple Français pour faire avancer la réalisation de l'Union européenne. Cela aussi, c'est l'esprit de la Ve République. »*

Lionel Jospin se prépare à l'éventualité de sa victoire

CAEN, MULHOUSE et BESANÇON
de notre envoyé spécial

C'est dans *« l'allégresse »*, *« raisonnée »* certes, mais l'allégresse tout de même que Lionel Jospin a terminé, vendredi 5 mai, de la Normandie à la Franche-Comté en passant par l'Alsace, les ultimes foulées de son marathon électoral. Regonflé par le deuxième souffle que lui a apporté le résultat du 23 avril, le candidat socialiste aura achevé cette campagne en toute décontraction, dans une sorte d'euphorie maîtrisée où se lisait une sorte de secrète jubilation.

Il tient enfin cette *« revanche »*, à laquelle il associait, la veille à Toulouse, tous les électeurs de gauche, mais qui est, au passage, sa revanche personnelle contre les doutes, les critiques, voire les sarcasmes dont il se sentait victime. Il l'a dit carrément, avec humour, à Mulhouse, en refaisant le film de ces trois mois de campagne. *« C'est le dernier jour de la campagne, alors, pardonnez-moi si je me laisse un peu aller, mais rappelez-vous ce qui se disait au début : " Ah ! si ce Jospin avait pu avoir ne serait-ce qu'un zeste de charisme ! S'il n'était pas aussi ennuyeux, aussi professeur, aussi protestant, aussi guindé !* (...) *S'il n'avait pas, en outre, ce côté agaçant, qui consiste à faire des propositions et à argumenter, peut-être qu'il aurait été au second tour. ". »* Chroniqueur de sa propre métamorphose, comme dopé par les foules toujours plus nombreuses qui viennent le soutenir – de vieux militants caennais pleuraient vendredi midi de voir plus de monde à une réunion improvisée en quatre jours qu'il n'en était venu depuis si longtemps, et les anciens notaient, le soir à Besançon, que le palais des sports était plus bondé, presque plus vibrant, que pour François Mitterrand en 1981 –, M. Jospin, libéré, met en scène son propre personnage et le projette dans cet avenir si proche où il pourrait se retrouver premier magistrat de France.

« Peut-être que les Français se disent, à mon égard, qu'ils ne me connaissent pas assez », a-t-il ainsi lancé à Mulhouse, avant d'ajouter : *« Encore que, depuis trois mois, les Français m'ont vu évoluer à leur contact et devant la conscience grandissante de ma responsabilité de candidat, comme devant les responsabilités qui pourraient m'échoir... Et ils ont vu que j'apprends vite* (...)*, ils ont vu que je sais tenir un cap. »*

CONVICTION

Face à M. Chirac, peut-être *« fatigué »*, peut-être *« déçu par le résultat du premier tour »*, mais qui donne surtout l'impression *« d'avoir perdu ses repères, de n'être plus habité par une conviction »*, M. Jospin entend se poser, lui, en homme de conviction, tourné vers l'avenir, capable de tracer une *« vision moderne de la société »* et de réconcilier les Français avec la politique. Bref, *« entre un homme qu'ils connaissent trop et un homme qu'ils apprennent à connaître, le risque vaut peut-être la peine d'être tenté, parce que ce risque, c'est peut-être une chance pour la France. »*

En trois mois de campagne et, surtout, au cours de ces derniers jours, M. Jospin est donc devenu lui-même. *« Vous me pardonnerez si ma voix a quelques fêlures »*, lance-t-il à Caen. Et d'enchaîner, en provoquant les rires : *« C'est la seule que j'accepte de perdre, pour la bonne cause ! »* Un peu plus tard, au moment de conclure, il aperçoit au premier rang un militant qui croise les doigts pour aider le sort. Instantanément, il rebondit : *« Croiser les doigts, non, ce n'est pas une attitude rationnelle, c'est un peu trop superstitieux... Mais après tout, si vous voulez, alors il faut croiser les doigts et convaincre, croiser les doigts et entraîner, croiser les doigts et rassembler... »*

« Le 7 mai, conclut-il, *il ne s'agira plus de croiser les doigts, mais de les écarter »* pour faire le signe de la victoire. Cette victoire, M. Jospin la croit à portée de la main. Et, comme jamais, il croit en lui-même.

Gérard Courtois

Le maire de Paris, « cet artificier irresponsable... »

JUSQU'AU BOUT, jusqu'à l'ultime limite possible, lors du dernier meeting de Besançon qui a mobilisé quelque sept mille personnes, vendredi 5 mai tard dans la soirée, comme lors des réunions publiques organisées le midi à Caen avec trois mille sympathisants et l'après-midi à Mulhouse, où ils étaient environ cinq mille, Lionel Jospin aura forcé l'allure et durci le ton contre son adversaire du RPR.

VERBATIM

Son premier angle d'attaque porte sur le projet de Jacques Chirac, qui est *« au mieux inefficace, au pis dangereux »*, d'autant que, dans tous les domaines, le maire de Paris ferait preuve, selon M. Jospin, d' *« une très grande passivité derrière le volontarisme affiché »*. C'est vrai, à ses yeux, de la politique de lutte contre le chômage, domaine où M. Chirac se contente de *« généralités qui ne créent pas un seul emploi »*. De même pour la politique de l'éducation : plus vivement qu'il ne l'avait jamais fait, M. Jospin a mis en garde contre les dangers d'un référendum sur l'école évoqué par son adversaire.

Non seulement, a-t-il souligné, le référendum n'est pas la bonne méthode pour faire évoluer un monde complexe, qui nécessite des *« réformes progressives, délicates, intelligentes, négociées avec les personnels, les jeunes, les parents »* ; mais, surtout, c'est une arme *« dont on ne sait pas à quoi elle servirait »*, sinon *« à revenir aux attaques contre l'école publique, à la sélection à l'entrée à l'université ou au SMIC-jeunes »*. Pour le candidat socialiste, M. Chirac est, là comme ailleurs, *« un artificier irresponsable, qui pourrait ainsi dresser une partie du pays contre l'autre »*.

C'est aussi à la personnalité du candidat RPR que M. Jospin s'est attaqué. L'exemple du projet *« saugrenu »* de référendum sur l'Europe, démontre, à ses yeux, que *« M. Chirac réagit par pulsion, prend des initiatives légères »*. Le problème, avec lui, *« c'est qu'on ne sait jamais ce qu'il pense, on sait seulement qu'il change constamment de position »*. Au fond, a-t-il lancé, *« les Français se disent qu'ils connaissent beaucoup M. Chirac, et même un peu trop, et qu'il continue à les inquiéter »*. *« Alors, oui, c'est vrai, il y a peut-être bien un « danger Jospin », mais pas pour la France : pour Jacques Chirac ! »*

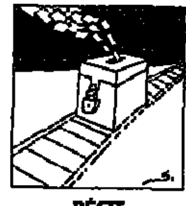
G. C.

Altercation entre chiraquiens et jospinistes

Une brève altercation a opposé une trentaine de partisans de Lionel Jospin et une cinquantaine de militants RPR, massés devant l'entrée de l'Institut national des jeunes sourds de Cognin, près de Chambéry, que Jacques Chirac visitait vendredi 5 mai. *« L'accueil des Savoyards était peut-être un peu vigoureux, mais chacun a le droit de s'exprimer »*, a commenté Michel Barnier, président du conseil général de la Savoie. M. Chirac a arpenté, dans une cohue cette fois chaleureuse, le gymnase et l'atelier de cet établissement, qui compte 250 élèves scolarisés, de la maternelle aux classes post-bac. Interrogé par le directeur, Jean Allanet, inquiet d'un projet de déconcentration menaçant le recrutement national de son établissement, M. Chirac a indiqué qu'il n'y était pas favorable.

Epouvantails, vieilles ficelles et magasin des accessoires

ON FAIT les fonds de tiroirs, on ressort les épouvantails, on use les bonnes vieilles ficelles. Les derniers jours de campagne ont un petit côté fin de banquet, quand le nœud de cravate se relâche et que le mascara se défile. Après s'être mutuellement donné des gages de politesse et de courtoisie, lors de leur face-à-face télévisé, les deux candidats ont changé de ton. Solennel et dramatique, Jacques Chirac, décrète la mobilisation générale et appelle à la résistance contre le socialisme. *« J'appelle chaque citoyenne, chaque citoyen* (...) *à s'engager en allant voter »*, a-t-il déclaré au cours de sa dernière réunion électorale à Lyon, vendredi 5 mai. Insolent et plein d'orgueil retrouvé, Lionel Jospin raille l'inquiétude qu'il sent percer chez son adversaire RPR. *« Il y a peut-être un danger Jospin, mais pas pour la France : pour Jacques Chirac ! »* s'est-il exclamé, vendredi, à Caen.



RÉCIT

Tout à son euphorie, le candidat socialiste devait achever sa campagne en assistant, samedi après-midi, à la finale de la coupe de France de rugby, au Parc des princes à Paris, en compagnie de François Mitterrand. Plus prudent, M. Chirac avait prévu de rencontrer en tête à tête, dans la matinée, Edouard Balladur.

Si les deux candidats savent se tenir, leurs convives se laissent parfois aller. Philippe Séguin, partisan du maire de Paris, a renouvelé au Mans, ses accusations saugrenues contre le *« Front non-républicain »* qui soutiendrait, selon lui, M. Jospin. *« Tout reste possible, même le pire »* a grommelé Cassandre-Séguin. Lucette Michaux-Chevry, ministre délégué à l'action humanitaire et aux droits de l'homme s'est replongée dans l'édition 81 du manuel RPR, en affirmant que M. Jospin *« partisan du centralisme figé autoritaire* (...) *ne déroge pas aux règles marxistes de l'Etat-providence, de l'Etat tout-puissant »*. Philippe de Villiers, candidat malheureux du premier tour, a été prié de reprendre du service, *in extremis*, pour convaincre ses électeurs de *« faire échec »* au candidat de la gauche, en leur rappelant que *« malgré les apparences, Lionel Jospin est l'ancien secrétaire du PS, le représentant de la gauche sectaire »*.

A gauche où, quoiqu'il advienne dimanche, on a le sentiment d'avoir déjà gagné la résurrection, on a la foi débordante de superstition. Henri Emmanuelli, premier secrétaire du PS, n'a pas hésité à voir, dans la victoire des travaillistes aux élections locales en Grande-Bretagne, un *« désaveu cinglant »* pour les conservateurs et une *« marque d'espoir pour l'élection présidentielle en France »*. *« Partout, la gauche relève la tête ! »* s'est-il émerveillé.

RASSEMBLEMENTS

Plus prosaïque, le premier secrétaire du PS s'est aussi dévoué pour balayer les restes dans tous les recoins de la gauche. *« Pour gagner, il faut être rassemblés, tendre la main aux communistes* (...)*, aux radicaux* (...)*, aux écologistes et à tous les démocrates qui ne souhaitent pas voir Jacques Chirac devenir le président de la République parce qu'il leur fait peur »*. Il s'est même aventuré sous les tables du Front national en lançant un appel de bon pasteur œcuménique *« à la conscience de ces hommes et de ces femmes qui ne sont pas encore perdus et que l'on doit ramener au bercail »*.

Dans les deux camps, on est allé piocher au magasin des accessoires tout ce qui pouvait compléter la tenue présidentielle des candidats. L'association Carrefour du gaullisme – qui réunit notamment Roland Nungesser, Roger Frey, Georges Gorse, Alain Peyrefitte et Maurice Schumann – s'est fendue d'un communiqué *« unanime »* en faveur de Jacques Chirac pour *« épargner à la France un troisième septennat socialiste »* et assurer au pays *« un avenir digne de l'héritage du général de Gaulle »*. Retardataire, la comédienne Mimi Mathy a elle aussi fait savoir, vendredi, qu'elle appréciait *« les qualités humaines »* de M. Chirac. A gauche, l'avocat Jean-Pierre Mignard, secrétaire général du club Témoin, a rendue publique une « Déclaration », avec majuscule, signée de dix *« personnalités »* appelant à voter Lionel Jospin, dont lui-même.

Aucun des deux candidats n'a eu le loisir de se rendre personnellement, vendredi, en l'église Sainte-Clotilde, où le prêtre préposé aux tourments des âmes parlementaires, le Père Alain Maillard de la Morandais, a célébré le deuxième anniversaire de la mort de Pierre Bérégovoy, en présence de la veuve de l'ancien premier ministre. Seuls Jacques Delors et Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, ont entendu ce texte de l'Ecclésiaste, qui livre les clés de la *« montagne sainte »* à *« celui qui marche en parfait, agit en juste et dit la vérité de son cœur sans laisser courir sa langue ; qui ne lèse en rien son frère, ne jette pas d'opprobre à son prochain »*.

Récit de la séquence France



هكذا من الأصل

Les jeunes des deux camps se sont mobilisés pour faire triompher le « changement »

Retrouvailles à droite, surprise et espoir à gauche

Entre les deux tours, les jeunes militants de la majorité ont essayé de recoller les morceaux au plus vite, tandis que les jeunes socialistes, osant à peine croire à leur bonheur, avaient le feu sacré. Jacques Chirac n'a pas atteint, auprès des dix-huit à vingt-quatre ans, le score escompté, et Lionel Jospin a fait beaucoup mieux que prévu : ils devraient chèrement se disputer les voix des jeunes le 7 mai.

« Pas de polémique ! » Les retrouvailles des jeunes militants RPR, dans les Hauts-de-Seine, commencent sous le signe des Guignols. Pendant quatre mois de campagne, ils ne se sont pas vus, mais ils se sont téléphoné, les uns guerroyant pour Jacques Chirac, les autres portant les couleurs d'Edouard Balladur. *« On est venus signer notre acte de reddition »*, plaisantent, mi-figue mi-raisin, les balladuriens. *« Vous êtes les bienvenus »*, renvoient sur le même ton les chiraquiens. Il s'agit de recoller les morceaux, au plus vite, entre les deux tours.

La rédaction d'un communiqué commun, intitulé « Pas une voix ne doit manquer à Jacques Chirac ! », devra sceller la réconciliation. Fabrice persiste à utiliser, en guise de brouillon, du papier à en-tête d'Edouard Balladur. Un reste de campagne. *« On pourrait écrire « avec leurs amis de l'UDF »*, suggère l'un ; *« avec les jeunes de la majorité »*, préfère l'autre, pour *« laisser la porte ouverte aux jeunes villiéristes »*, tandis que quelqu'un s'étonne : *« Ça existe, des jeunes villiéristes ? »*

Anne, militante aux *JDS* (Jeunes démocrates sociaux, mouvement de jeunes du CDS), remarque qu'il *« n'y a pas beaucoup d'Europe dans ce tract »*. Au café du coin, ils refont le bilan de campagne. Tout y passe, l'affaire Schuller-Maréchal, le rôle de Philippe Séguin et même les à-côtés anecdotiques, comme la guerre des tee-shirts. Les balladuriens estiment avoir remporté la palme, avec leur *« Just Doudou it ! » « Vous avez gagné grâce à Séguin »*, s'entendent dire les chiraquiens, *« mais, un jour, il claquera la porte »*, prédit un jeune balladurien. Ils n'ont pas de mots assez durs pour *« l'autre politique »* et sont quelques-uns à souhaiter que *« Chirac la mène, cette autre politique, pour qu'un an après on n'en parle plus ! »*

En attendant, il faut régler la note. *« Ce sont les chiraquiens qui invitent ? »*, interroge un de ceux qui a fait la campagne d'Edouard Balladur. La réponse ne se fait pas attendre : *« Mais tu es chiraquien, maintenant ! »* En tous cas, jusqu'au 7 mai.

« SOURIS, LIONEL ! »

Chez les jeunes socialistes, l'heure est à l'enthousiasme. Dans leur local ripoliné de la rue de Rochechouart, trente militants du Mouvement des jeunes socialistes (MJS) s'entassent devant le petit écran et mangent des cacahuètes, un peu compulsivement, en attendant le duel qui doit opposer leur champion à M. Chirac. Alors que la télévision ressasse d'anciens débats ou montre l'arrivée des personnages de second plan, le petit jeu de l'applaudimètre bat son plein : Mitterrand porte encore beau, DSK (Dominique Strauss-Kahn) ne fait pas un tabac.

De toutes façons, celui qu'ils préfèrent, ici et maintenant, c'est Lionel. Prodigues de conseils – *« Souris, Lionel ! »* – que l'intéressé ne peut entendre, certains désespèrent de le voir, au début, si tendu ; Pierre se prend la tête dans les mains quand son candidat préféré se prend les pieds dans la syntaxe. Qu'importe, ils le trouvent au total *« super zen »*. Chaque bon mot du candidat socialiste leur arrache des *« Aaah ! »* de satisfaction. Quant au *« mangeur de pommes »*, ils le voient *« grillé, archigrillé »*.

Sur les bretelles d'Eric, un autocollant proclame, à droite, *« Lionel président »* et, à gauche, *« Il n'y en a qu'un, c'est Jospin »*. Il reste médusé de la *« performance »* de son champion : *« Ma parole, le premier tour, ça l'a dopé ! »* Ils en sont tous là : *« On l'espérait, on l'attendait et, finalement, il a trouvé ses marques. »* Ils ont « tracté », collé, dragué des sympathisants et *« fait Bercy »*, eux aussi, le 3 mai.

Parmi les neuf candidats en lice au premier tour, trois ont atteint un score important chez les dix-huit à vingt-quatre ans : dans l'ordre d'arrivée, Jacques Chirac, 25 %, Lionel Jospin, 22 %, Jean-Marie Le Pen, 14 % ou 17 % selon les instituts. Edouard Balladur n'a pas réussi à remonter son handicap, n'atteignant que 11 %. Un des traits les plus frappants réside dans le vote des jeunes filles, nettement plus à gauche que celui des garçons.

Le favori des filles, tous candidats confondus ? M. Jospin, qui a mis de son côté 29 % des filles de dix-huit à vingt-quatre ans, contre 19 % des garçons. Les deux candidats encore en compétition se renvoient d'ailleurs une image inversée du vote des jeunes. M. Chirac a réalisé, lui, un très bon score chez les garçons (32 % d'entre eux l'ont choisi, dans la même tranche d'âge, contre 23 % des filles). Le premier aurait dû faire le plein des voix des dix-huit à vingt-quatre ans, au regard du vote de 1988, mais n'a réalisé parmi eux qu'un score relativement modeste.

Le second avait manqué son rendez-vous avec les jeunes en 1988, mais l'a réussi en 1995.

Au premier tour, les jeunes n'ont pas choisi leur candidat en fonction de sa stature de chef d'Etat (ce motif n'est important que pour 13 % d'entre eux), mais parce qu'il était *« proche de leurs préoccupations »* (raison essentielle pour 38 % des dix-huit à vingt-cinq ans). Le fait que le candidat *« incarne le changement »* n'intervient qu'en seconde position (22 % seulement ont choisi leur candidat sur ce critère). Pour près de 45 % des jeunes, M. Chirac, au premier tour, incarnait le mieux le changement.

B. G.

Les candidats répondent

En marge des mouvements de militants ou de sympathisants, un groupe d'étudiants parisiens, baptisé « Mai 95 », a questionné tous les candidats à l'élection présidentielle sur leur politique pour la jeunesse, leurs vingt ans ou leur philosophie politique. En raison de la défection de Jacques Chirac, ils n'ont pu diffuser largement leurs réponses auprès des jeunes, comme ils en avaient l'intention.

On aura appris, néanmoins, que, pour Lionel Jospin, *« un homme politique, c'est d'abord un homme, avec ses forces et ses interrogations »*, qui doit avoir *« le sens des espérances qu'il représente »*. Edouard Balladur consacrerait sans doute, aujourd'hui, sa jeunesse à un travail humanitaire au Rwanda. Si Jean-Marie Le Pen estime qu'*« il n'y a pas de mesures pour les jeunes,* [car] *le « jeunisme » est une déformation d'optique »*, Arlette Laguiller ne souhaite qu'une chose pour la jeunesse : *« Qu'elle prépare, impulse et connaisse un nouveau mai 1968. »*

Janine Mossuz-Lavau, chercheur au Cevipof

« Les femmes tournent les hommes sur leur gauche »

« Comment expliquez-vous que le vote des jeunes filles de dix-huit à vingt-quatre ans se soit situé nettement plus à gauche que celui des garçons du même âge au premier tour de l'élection présidentielle ?

– Cette tendance, déjà forte lors des élections européennes, s'est confirmée lors du premier tour : les jeunes filles votent plus massivement à gauche et sont les plus réticentes à soutenir le Front national. La principale raison est que les filles sont en situation plus fragile que les garçons. Elles sont plus souvent au chômage et y restent plus longtemps. En somme, elles savent qu'elles s'en « tireront » moins bien que les garçons et sont donc très attachées aux acquis sociaux. De ce point de vue, le candidat Chirac est moins crédible.

– En quoi ces jeunes femmes réagissent-elles différemment de leurs mères ?

– La plupart d'entre elles ont transformé un féminisme militant en « féminisme ordinaire ». Tous ces droits chèrement acquis par les générations précédentes – le droit au travail, le droit sur leur corps –, elles n'en acceptent pas la remise en question. La gauche a toujours été du côté du droit des femmes, et l'extrême droite leur ennemie, qui veut revenir sur l'interruption volontaire de grossesse et les renvoyer à la maison. On peut prendre l'exemple du salaire parental, dont on sait très bien qu'il s'agira, en fait, d'un salaire maternel, soit une façon de renvoyer les femmes dans leur foyer.

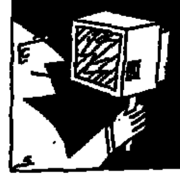
– La tendance à se tourner de plus en plus vers la gauche est-elle vraie pour les femmes en général, ou seulement pour les plus jeunes ? Depuis quand est-elle apparue et comment évolue-t-elle ?

– Depuis que les femmes ont acquis le droit de vote, en 1944, elles ont pratiquement toujours voté à droite. La date-clé, c'est 1986, où, pour la première fois, elles votent, aux élections législatives, autant à gauche que les hommes. Depuis, elles n'ont cessé de tourner les hommes sur leur gauche, si l'on excepte les législatives de 1993, où elles ont donné au Parti socialiste sensiblement le même nombre de voix que les hommes, à savoir 17 %. Il est clair qu'elles ont, lors de cette échéance, manié comme tout le monde le vote-sanction. »

Propos recueillis par
Béatrice Gurrey

L'Elysée vaut bien une fête

C'EST MERCREDI, paraît-il, qu'ils se sont réveillés. Mercredi qu'ils ont réalisé que, pour la seconde fois en quinze jours, ils pourraient peut-être devenir les héros de la fête. La fête ? Quelle fête ? Rue du Cherche-Midi, à la permanence de Lionel Jospin, on se défend d'en avoir *« organisé »* une dans les règles de l'art, mais on reconnaît que la Maison de la chimie, rue Saint-Dominique, où on s'était résigné à migrer quelques jours avant le premier tour pour pallier l'exiguïté du showroom, rue du Cherche-Midi, *« c'est pratique »* : si Lionel Jospin connaissait le 7 mai une *« heureuse surprise »*, le lieu offre des *« zones de dégagement »* à des festivités plus ou moins spontanées : *« les Invalides, la Concorde »*.



HORS CHAMP

La Concorde ? Le peuple de gauche ferait la fête dans les beaux quartiers, sur le lieu de rassemblement de la remontée gaulliste des Champs-Elysées, en 1968 ? On serait loin du Paris populaire de la Bastoche et de la Répu', là où s'étaient fêtées les victoires précédentes. Loin de la grande fête de 1981, quand Jack Lang, Paul Quilès et Christian Dupavillon avaient organisé les choses pour rassembler le « peuple de gauche » aussitôt connue « sa » victoire.

La permanence de Jacques Chirac, avenue d'Iéna, où *« afflueront tous ceux qui viendront spontanément exprimer leur joie »*, n'est, elle aussi, qu'à quelques encablures de l'Obélisque. On pourrait bien voir la « nation de droite » affluer sur les mêmes pavés. Pour la fête de dimanche, on a d'abord entendu parler du parvis de l'Hôtel de Ville. Chacun, ensuite, dans le microcosme, s'est refilé l'info : *« Ce sera au Champ-de-Mars. »* Vendredi 5 mai au soir, il semblait pourtant que c'était place de la Concorde que, dans le plus grand secret, le RPR avait prévu de fêter sa victoire.

Michel Baloche, organisateur des meetings de Jacques Chirac, a-t-il, comme Jack Lang en 1981, prévu des camions *« avec des projecteurs et des plateaux »*, prêts à être *« déballés »* quand le « Tous à la Bastille ! » avait été lancé sur les ondes ? A-t-il déjà, comme on le dit, « booké » ses chanteurs pour cette soirée spontanée ? *« Il n'y aura pas de fumée, de pétards, de laser »*, explique-t-on à la logistique. *« Dans l'esprit de Jacques Chirac,* ajoute-t-on, *la situation ne se prête pas aux débordements divers. » « L'heure est à la spontanéité et à la simplicité, façon bal popu,* explique-t-on chez Dominique de Villepin, directeur du cabinet d'Alain Juppé. *Sobre, dépouillé, comme la déclaration. »*

C'est l'autre symbolique de la soirée : la déclaration de victoire. En 1981, puis en 1988, François Mitterrand avait remercié *« les forces de la jeunesse, du travail, de la création et du renouveau »* depuis son cher hôtel-restaurant du Vieux-Morvan, à Château-Chinon. Jacques Chirac est député de Corrèze, et Lionel Jospin conseiller général de Cintegabelle, en Haute-Garonne. *« Toulouse, quoi que tu fasses, c'est trois heures de transport : t'arrives toujours après la fête. »* Le candidat socialiste parlera donc à la Maison de la chimie. Jacques Chirac doit parler, lui, à l'Hôtel de Ville.

Ariane Chemin

Le département de l'Yonne condamné au bénéfice des maisons de retraite

*LE CONSEIL D'ETAT a condamné le conseil général de l'Yonne, que pré*side Henri de Raincourt (UDF-PR), à payer, sous peine d'astreinte, l'*« allocation compensatrice pour tierce personne »* à une pensionnaire d'une maison de retraite, vendredi 5 mai.

Depuis décembre 1993, M. de Raincourt avait cessé de verser cette allocation à trois cents personnes âgées ou handicapées. Il estime qu'elles n'ont pas à toucher une telle prestation, destinée à financer l'emploi d'une aide à domicile, à partir du moment où elles sont hébergées dans un foyer. C'est pourtant ce que prévoit la loi du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des handicapés, qui régit le problème de la grande dépendance. Deux juridictions administratives avaient déjà condamné M. de Raincourt. Le Conseil d'Etat a jugé que leurs décisions doivent être exécutées.

DÉPÊCHES

■ **ASSURANCE-MALADIE : les dépenses d'assurance-maladie** ont poursuivi leur tendance à la hausse en mars, l'indicateur enregistrant une progression de 0,4 %, comme en février, selon les statistiques publiées jeudi 4 mars par la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS). Ce taux porte à 2,3 % l'augmentation sur douze mois. Les *dépenses, de 36,94 milliards de francs en mars, représentent* 106 milliards en cumulé depuis le début de l'année.

■ ***JUSTICE : la Cour de cassation a rejeté***, *vendredi 5 mai*, le pourvoi formé par un Strasbourgeois, Jean-Paul Klée, empêché de voter au premier tour de l'élection présidentielle à cause d'une erreur de radiation reconnue par l'INSEE, et qui demandait à participer au second tour du scrutin. Le code électoral prévoit en effet que *« seuls peuvent prendre part au deuxième tour du scrutin les électeurs inscrits sur la liste électorale qui a servi au premier tour »*.

■ **MESSE : le Père Alain Maillard de la Morandais** a célébré une messe anniversaire à la mémoire de la mort de Pierre Bérégovoy, vendredi 5 mai, à l'église Sainte-Clotilde de Paris, en présence de Mme Bérégovoy, de Jacques Delors, de Bernard Pons et de quelques paroissiens. Cet office était le *« dernier acte »* qu'il accomplissait en tant que conseiller spirituel des parlementaires, charge dont il a démissionné (*Le Monde* du 28 avril).

PRÉSIDENTIELLE

■ ***COMMUNISTES* : « Chirac, non merci », titre *L'Humanité-Dimanche*** (daté 4 mai). L'hebdomadaire rappelle l'existence du *« bulletin Jospin pour battre la droite »*. Cette invitation est l'une des plus pressantes qui émanent du Parti communiste à *« dire non à la droite »*. Sur TF 1, le 3 mai, Robert Hue avait certes rappelé qu'*« il faut utiliser le bulletin de vote Lionel Jospin »*, mais il avait ajouté : *« Je ne reviens pas sur les critiques fortes que j'ai portées sur* [ses] *choix politiques. »*

■ **UNION : Henri Emmanuelli, premier secrétaire du Parti socialiste,** a plaidé en faveur du rassemblement des partis de gauche, vendredi 5 mai, à Saint-Michel-sur-Orge (Essonne). Il a déclaré que, *« pour gagner »*, il faut *« tendre la main aux communistes »*, *« tendre la main aux radicaux (...), aux écologistes »* et *« à tous les démocrates qui ne souhaitent pas voir Jacques Chirac devenir président de la République parce qu'il leur fait peur »*.

■ **FÉDÉRALISTES : le Parti fédéraliste, que préside Jean-Philippe Allenbach,** appelle à *« ne voter en aucun cas pour le trio jacobin RPR Chirac-Séguin-Pasqua »*, mais *« pour le tandem Jospin-Delors »*, qui se serait *« porté garant »*, à travers Jean-Christophe Cambadélis, de représenter sa sensibilité dans un éventuel futur gouvernement.

■ **Le RPR devrait réunir son conseil national**, le 9 mai, à Paris, afin d'entériner les investitures pour les élections municipales et de mettre en route la procédure de convocation des assises du mouvement, au cours desquelles un nouveau président sera élu.

La mise en liberté de M. Carignon pourrait entraîner le report de son procès

Le maire de Grenoble s'est entouré des juristes les plus expérimentés

Remis en liberté mercredi 3 mai, Alain Carignon a retrouvé sa ville et ses partisans, non sans gourmandise, à l'occasion d'une mise en scène soigneusement préparée. Fixé initialement au 15 mai, son procès pourrait être retardé grâce aux initiatives de procédure élaborées par les experts dont il s'est entouré.

LA LIBÉRATION d'Alain Carignon, brusquement décidée mercredi 3 mai, soit douze jours avant son procès, a surpris un grand nombre de juristes. L'usage veut en effet qu'une demande de mise en liberté présentée dans un délai si proche de l'audience soit refusée, précisément à cause de cette proximité. Les magistrats concluent, généralement, qu'« *il appartiendra à la juridiction de jugement* » de se prononcer.

Or la libération de l'ancien ministre semblait faire si peu de doute qu'elle a été connue la veille de la décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon. Bien que l'arrêt n'en fasse pas état, chacun s'évertuait à expliquer que la mise en liberté était une conséquence de l'ordonnance rendue le 28 avril par le président de la chambre criminelle de la Cour de cassation, car elle entraînait un renvoi du procès. En fait, cette ordonnance fixait au 26 juin l'examen d'un pourvoi formé par M. Carignon et trois autres prévenus contre un arrêt de la chambre d'accusation de Lyon du 7 avril, qui rejetait les arguments de la défense, invoquant la seule compétence de la Cour de justice de la République pour une partie des faits imputés à l'ancien ministre de la communication. Juridiquement, le fait que le président de la chambre criminelle ait jugé que le pourvoi était immédiatement recevable n'avait aucun caractère suspensif. Au contraire, dans ce cas précis, le code de procédure pénale prévoit que si les avocats n'ont pas présenté une requête particulière, « *l'arrêt est exécutoire, et* (...) *le tribunal statue au fond* ». Rien ne s'opposait donc à la tenue du procès, hors une décision contraire – hypothétique – de la Cour de cassation.

APPEL RECEVABLE

La véritable raison du renvoi est peut-être ailleurs. Au Palais de justice de Paris, on se demande pourquoi le parquet général de Lyon, qui s'était d'ailleurs prononcé en faveur de la mise en liberté, a transmis le dossier de pourvoi à la Cour de cassation sans qu'il soit accompagné de l'indispensable requête de la défense. Cependant, il ne faut sans doute pas y voir de malice, car cet oubli serait fréquent. Le sujet fait d'ailleurs l'objet d'une étude qui figurera dans le rapport annuel de la Cour de cassation.

Si l'on fait abstraction des préoccupations extrajudiciaires toujours possibles, un autre élément est venu troubler la procédure. Le 28 avril, la chambre d'accusation de Lyon examinait l'ultime demande de mise en liberté présentée par M. Carignon. Or, le même jour, les magistrats de cette chambre avaient été saisis d'un appel contre l'ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel. En principe, un recours de ce genre est impossible, sauf si l'ordonnance de renvoi statue sur la compétence ou l'application de la loi d'amnistie ; mais l'ordonnance se prononce clairement sur ces deux aspects du dossier, et l'appel est donc recevable. Dès lors, les effets de l'ordonnance – *document qui saisit le tribunal* – sont suspendus. A quelques jours du procès, son ouverture devenait aléatoire face à une défense qui s'est entourée des plus fines lames du droit.

La chambre d'accusation devra statuer rapidement. L'audience est prévue pour le mercredi 10 mai. L'arrêt pourra faire l'objet d'un pourvoi en cassation dans les mêmes conditions que le précédent. Aussi le 15 mai, le procès devrait donc s'ouvrir pour une simple audience de renvoi, sans que l'on puisse exclure d'autres incidents de procédure.

Maurice Peyrot

« Je suis renforcé en proportion de ce que j'ai souffert »

GRENOBLE
de notre bureau régional

Avant de retrouver sa bonne ville de Grenoble, l'ancien ministre de la communication n'avait pas pu s'empêcher de mettre en scène sa réapparition. C'est au volant de sa voiture, avec son épouse, qu'il s'est garé, le 3 mai, quelques minutes après l'heure convenue, au bas de son immeuble, où ses amis, mobilisés par son « comité de sympathie », l'ont chaleureusement accueilli.

Alain Carignon, ému et très tendu, le visage blême après sept mois de privation de liberté, le regard dur, un peu perdu dans la foule qui l'entourait et l'acclamait, a très vite retrouvé ses gestes d'homme politique lorsque les micros se sont approchés. Alors qu'un communiqué de la mairie avait indiqué, quelques heures plus tôt qu'il ne rencontrerait pas la presse, l'élu a saisi l'occasion de son retour pour esquisser devant les journalistes sa stratégie de défense. S'il a refusé de s'apitoyer sur son sort, il a déclaré avoir « *souffert pour Grenoble* ». « *Cette ville ne mérite pas la vindicte et l'opprobre dont elle a été un peu la victime* », a-t-il dit, en se félicitant de l'avoir « *hissée dans le club des grandes villes européennes* ».

M. Carignon rejette toutes les accusations qui sont portées contre lui à propos de la privatisation de l'eau de Grenoble. Selon lui, elle a été effectuée « *dans des conditions de transparence absolue* » et elle a permis à la ville d'« *investir sans lever d'impôts* ». Il a ajouté : « *Grenoble est l'une des villes les moins privatisées de France. En dix ans, nous n'avons fait qu'une privatisation* », oubliant au passage qu'après l'eau, en 1989, ont été privatisés par sa majorité municipale, les abattoirs (1991), les parkings (1992), le centre commercial Grand-Place et le palais des congrès (1993).

Il a déclaré avoir souvent pensé aux hommes politiques victimes de « *l'opprobre* ». « *J'ai imaginé ce qui avait pu se passer dans leur tête pour qu'à un moment donné, comme des Justes, ils n'aient plus que leur vie à donner pour se faire entendre* », a affirmé le maire, qui a ensuite été interrogé sur son avenir politique. « *On verra demain* », a répondu sèchement l'ancien ministre, qui a conclu sa brève conférence de presse par cette phrase énigmatique : « *Je suis renforcé en proportion de ce que j'ai souffert.* »

Claude Francillon

Un militant des Verts engage une procédure au sujet du pavillon de M. Chirac

Un article du code des communes, qui avait déjà été utilisé pour relancer le volet marseillais de l'affaire Urba, pourrait permettre de saisir la justice

EVELYN FERREIRA est un simple contribuable de la ville de Paris, mais l'initiative qu'il a lancée pourrait bien donner quelques soucis judiciaires à Jacques Chirac. Conseillé par l'avocat des écologistes, Me Pierre-François Divier, M. Ferreira a déposé, le 26 avril, auprès du tribunal administratif de Paris, un mémoire retraçant les conditions dans lesquelles M. Chirac a conservé le loyer – modeste – d'un pavillon situé rue du Bac, à Paris. S'appuyant sur un court article du code des communes, M. Ferreira demande au tribunal de l'autoriser à porter plainte en lieu et place de la ville. Si le tribunal accède à sa demande, la justice pourra s'intéresser à l'affaire de l'appartement de la rue du Bac, révélée le 29 mars par *Le Canard enchaîné*.

Depuis 1977, le maire de Paris loue, dans le 7e arrondissement, un pavillon de 189 mètres carrés doté de 128 mètres carrés de caves, une chambre de bonne et un jardin privé de 525 mètres carrés pour la somme de 11 000 francs par mois, soit un prix très largement inférieur au marché. Selon *Le Canard enchaîné*, les propriétaires de cette maison avaient annoncé à M. Chirac, en 1988, qu'ils souhaitaient vendre leur bien.

Afin de permettre aux époux Chirac de rester dans les lieux et de conserver leur loyer, l'hebdomadaire affirme qu'un étrange montage financier a eu lieu : la Société financière et immobilière de la Rochefoucauld (SFIR) – dont le capital est détenu à 49,92 % par la Société de gérance des immeubles municipaux (SGIM), une société HLM de Paris – a créé, en 1989, une société civile immobilière, la SCI Parc Vaneau, qu'elle contrôle à 99 %. En 1990, cette SCI a acheté le pavillon pour la somme de 12 millions de francs. Peu de temps après cette opération, le bail de M. et Mme Chirac a été reconduit sans que le loyer soit changé.

Le maire de Paris affirme « *n'avoir pris aucune part dans cette transaction* », mais Me Divier estime que ces faits constituent des « *prises illégales d'intérêt* ». La SFIR, constate-t-il dans le projet de plainte transmis au tribunal administratif, a été « *quasi exclusivement constituée, au moins au départ* », pour financer l'acquisition et la gestion du pavillon de la rue du Bac. Or son capital est détenu pour près de la moitié par la SGIM, une société de HLM dont les mouvements sont « *strictement contrôlés par la ville de Paris et/ou par son maire* » : trois conseillers de Paris et un représentant de la ville siègent au conseil d'administration, et le maire doit donner son agrément à toutes les augmentations de capital et à la désignation du président du conseil d'administration et du directeur général.

Si le conseil de Paris, qui devrait se voir soumettre ce mémoire, « *refuse ou néglige* » de porter plainte contre son maire dans un délai de deux mois, le tribunal administratif de Paris peut autoriser M. Ferreira à saisir la justice. Un magistrat pourra alors s'intéresser à cet étrange imbroglio financier.

A Marseille, en 1991, l'avocat des écologistes avait déjà eu recours à cette astuce. A la demande de Me Divier, le tribunal administratif avait autorisé un député européen à porter plainte en lieu et place de la ville au sujet des conditions d'attribution du marché du tunnel du Prado-Carénage. Ce dossier avait permis de relancer le volet marseillais de l'affaire Urba.

Anne Chemin

L'article 316

Dans son article 316, le code des communes précise qu'un contribuable a le droit d'exercer, à ses frais et risques et avec l'autorisation du tribunal administratif, « *les actions qu'il croit appartenir à la commune et que celle-ci, préalablement appelée à en délivrer* [délibérer] *a refusé ou négligé d'exercer* ». Si un contribuable estime que les intérêts de la commune ont été lésés, il peut adresser un mémoire détaillé exposant les faits qu'il estime délictueux au tribunal administratif. Le maire doit soumettre ce mémoire au conseil municipal, spécialement convoqué à cet effet. Si celui-ci ne porte pas plainte, le tribunal administratif peut autoriser le contribuable à le faire.

Le dernier conseil municipal de Jacques Chaban-Delmas

BORDEAUX
de notre correspondant

Ce devait être, vendredi 6 mai, l'avant-dernière réunion du conseil municipal de l'« ère Chaban ». Elle fut en fait la dernière présidée par celui qui fut ce jeune homme arrivé en 1947 et qui, encore une fois, n'a pas résisté au plaisir de prendre ses adversaires à contre-pied. A la fin d'une discussion assez vive sur le seul dossier polémique du jour (il concernait le Club de football des Girondins et une assignation de son ancien président, Claude Bez, contre le maire de Bordeaux), Jacques Chaban-Delmas a annoncé qu'il levait pour la dernière fois une séance du conseil municipal.

Après avoir rendu hommage à sa majorité et aux fonctionnaires, le maire de Bordeaux s'est déclaré persuadé qu'ils avaient ensemble « *convenablement agi* » et que la ville et ses habitants « *ont finalement bénéficié de notre action* ». Très ému, il a écouté l'hommage rendu par Philippe Cazentre au nom des anciens résistants et anciens combattants, mais cette intervention était prévue par la majorité municipale.

En revanche, Daniel Jault, pour le groupe socialiste, et Pierre Sirgue (Front national), surpris par une cérémonie qu'ils attendaient un mois plus tard, ont dû improviser. Le premier, en y associant Simone Noailles, a rendu hommage au patriote et souligné le fait qu'étaient souvent apparues des convergences sur les « *actions à mener et les moyens à mettre en œuvre* »». Cela ne l'a pas empêché de dénoncer le « *strapontin* » réservé à l'opposition, l'absence de commissions municipales, le « *domaine réservé de la culture* », des choix architecturaux trop coûteux.

Ancien député d'extrême droite, Pierre Sirgue a choisi de « *laisser parler davantage le cœur que la raison* » et d'« *abandonner les critiques* », pour reconnaître qu'il avait apprécié certains aspects de l'action du maire et « *rendre hommage au patriote* ».

La séance a été close par Mme Noailles, premier adjoint depuis l'élection de Jacques Valade à la présidence du conseil régional d'Aquitaine et fidèle du maire depuis trente ans. « *Les humains sont ingrats. Je suis parfois meurtrie de ce que j'entends, mais je sais que, dans l'avenir, on vous rendra raison* », a-t-elle dit. Son intervention a été suivie d'une ovation de l'ensemble des conseillers et du public, partagés entre admiration, reconnaissance et surprise devant un départ un peu escamoté.

Pierre Cherruau

La politique saisie par le malaise de la quotidienneté

La course à la surmodernité dans laquelle la société est lancée provoque une crise dans laquelle les individus perdent leurs principaux repères

Les deux candidats à la présidence de la République se réclament, chacun à leur manière, du changement, convaincus l'un et l'autre que la société y aspire. Leurs options sont sensiblement différentes et nous les avons largement exposées dans ces colonnes. Mais le changement, *« vrai »* ou *« profond »*, est-il vraiment possible ? Depuis le début de la semaine, nous nous sommes efforcés d'éclairer quelques-unes des questions de fond auxquelles la société française est confrontée. C'est ainsi que nous nous sommes interrogés sur la possibilité de mener une autre politique étrangère (*Le Monde* du 3 mai), sur les manières de répondre à la crise des élites (*Le Monde* du 5 mai) et sur les voies de lutte contre le chômage (*Le Monde* du 6 mai). Nous abordons aujourd'hui les changements intervenus dans la vie quotidienne des Français, aussi bien dans la manière dont ils vivent le temps que dans celle qu'ils habitent l'espace. Des modifications qui provoquent un malaise latent et devant lesquelles les politiques s'avouent souvent impuissants.

QUI CROIT encore au changement ? Quels que soient, à droite comme à gauche, les réflexes d'appartenance ou les derniers vestiges de l'enthousiasme militant, la tendance est plutôt au vote par défaut. Le vote résigné est au cœur du scrutin du 7 mai et illustre ce qui ressemble fort à une démoralisation générale de la société. D'ailleurs, les candidats ne s'y trompent pas. Aucun n'ose aujourd'hui prétendre *« changer la vie »*, une perspective qui a pourtant scandé l'espérance collective, de mai 68 au premier septennat de François Mitterrand.

CHANGEMENT ?

C'est que la vie n'est plus la même et le changement, lui, est bien là. La sphère politique n'a connu que des mouvements modestes. Les préoccupations des individus, elles, se sont massivement déplacées. La grande fracture sociale est passée par là, imposant le triangle infernal précarité-chômage-exclusion dont personne ne peut s'estimer désormais hors d'atteinte. Mais cette cassure spectaculaire qui substitue l'angoisse à l'espoir et disqualifie l'utopie s'est accompagnée d'une multiplicité de modifications sur les rythmes souterrains de la vie. Une succession de fêlures quotidiennes a mené un travail de désagrégation, aboutissant à diffuser un mal de vivre latent dans la plupart des couches de la société, *et pas seulement parmi les plus démunies.*

On le constate tous les jours : les indicateurs de la quotidienneté sont globalement orientés à la déprime et aux insomnies, aux ulcères et aux soins psychiatriques, aux drogues et aux antidépresseurs. Qu'on ait encore un travail, un revenu et un logement ne permet pas d'échapper à ce sentiment largement répandu d'une *quotidienneté baignant dans le vide*, déshumanisée, stressante, implacable et glacée. Confusément, nombre de nos compatriotes avouent un désarroi majeur devant les bouleversements du jour le jour. C'est comme si le sol venait à leur manquer. Deux de leurs repères fondamentaux sont en effet en voie de *mutation radicale : le temps et l'espace.*

Le passé et le futur s'estompent, priorité à l'immédiat

« L'homme moderne éprouve de plus en plus de difficultés à se situer dans la dimension du temps », écrivait Georges Balandier il y a une dizaine d'années. Depuis, une expression a fait florès : *galérer*. Galère du travail, galère du logement, galère des transports, galère ceci, galère cela... On aurait tort de ne voir dans le succès de cette expression que la quête désespérée du laissé-pour-compte pour sa survie. Le mot recouvre une réalité beaucoup plus vaste à laquelle une part de plus en plus significative de la population tend à identifier son quotidien. Enchaînement rapide d'actes au jour le jour, la galère représente ce que l'historien Jean Chesneaux caractérise comme *« le niveau zéro de la temporalité »*. C'est bien le bilan que chacun, peu ou prou, tire de son expérience : faits et gestes se juxtaposent comme une suite chaotique de moments successifs, s'éparpillent en autant de parenthèses éclatées, dépourvus du sens que seul un enracinement dans la durée pourrait leur donner.

L'époque est ainsi entrée dans un hors-temps d'où la mémoire individuelle est bannie et les projets personnels sont absents. Le passé et le futur s'estompent, priorité à l'immédiat, au spot et au clip à destination du consommateur-usager qui n'en peut mais. L'éphémère, la vitesse, le jetable, le virtuel impriment la marque d'un *« temps disciplinaire »* que Michel Foucault avait judicieusement appréhendé. Les séquences de la durée ne sont plus rythmées que par le déterminisme des paramètres économiques. Calibrée, modélisée, fonctionnalisée, la valeur temps se contracte alors dans la seule perception de sa rentabilité immédiate. Ne parle-t-on pas maintenant communément de *« budget temps »* alors qu'il s'était toujours agi, pour la civilisation, de « conjuguer le temps » ?

Déstabilisé dans la gestion de sa propre durée, orphelin d'une temporalité traditionnelle calquée sur les rythmes naturels, beaucoup plus lents, l'individu se retrouve projeté dans l'ivresse d'une course où, pour « vivre avec son temps », *il doit* abandonner la maîtrise de sa vie à l'instrumentalisation de l'instant et à la dictature de l'urgence. Phénomène agravant : ce même individu est aussi en train de perdre sa référence centrale, le travail. Informatique, robotique, télécommunications, biotechnologies, les *« machines à exclure le boulot »*, selon l'expression du sociologue Guy Aznar, précipitent la révolution informationnelle qui dépossèdent l'homme de ce qui constituait son lieu d'accomplissement privilégié en même temps que son principal facteur de socialisation : son métier.

C'est, après la mise à mal du temps personnel, la mort du temps social. La société du travail disparaît *au moment où l'art de vivre le temps* s'effondre. Reste un vide angoissant que rien n'est venu combler et qui explique sans doute largement les succès du vote protestataire. Confronté à l'écroulement de son propre monde, l'individu ne montre que peu d'enthousiasme pour les « cultures de gouvernement » qu'on *lui propose. Celles-ci ne se sont-elles* pas avérées largement impuissantes à s'opposer à cette logique de la désappropriation ?

Il en va de même pour l'espace dans lequel la vie se meut. On assiste à une mise à sac sans précédent des milieux naturels et culturels au sein desquels l'individu avait, vaille que vaille, fait sa niche et trouvé un relatif équilibre. La nature et les paysages, les villes et les campagnes sont saisis d'une déferlante destructrice. La liste est longue des dégradations en cours, de la disparition des bistrots à celle des maisons de la culture, de la pollution des rivières au bétonnage du littoral. La plupart des lieux de sociabilité et d'harmonie est en train de passer à la trappe, *précipitant* la chute du sentiment d'appartenance à un milieu de vie et tout ce *qui fait que l'individu se sent* bien quelque part.

Certes il n'y a pas d'environnement pur, ni d'espace qui n'ait été modifié par l'homme. La valeur d'un paysage ou d'un site n'a jamais d'autre sens que celui que le regard lui confère. Mais quelle valeur peut-on accorder à des cités encloses de murs antibruit ou à des talus d'autoroute érigés au statut de parc paysager ?

L'uniformisation et l'artificialisation président *désormais à la gestion* du territoire. L'espace rural, d'ancien centre de gravité, devient un désert voué à l'agriculture industrielle et aux lunaparks touristiques ; la ville, lieu privilégié de l'intégration, de la créativité et de la convivialité, se retourne en son contraire : congestion, nuisances, exclusion, solitude y deviennent la loi ; les banlieues n'en finissent pas d'entasser les handicaps et de décrocher *du réel* ; les logements se disséminent dans le *no man's land* du péri-urbain, nouveau lieu hybride, ni ville ni campagne, où le rêve pavillonnaire se brise sur l'absence d'activités économiques et culturelles ; les transports drainent et assèchent *les régions* qu'ils traversent à grande vitesse au lieu d'irriguer le tissu local ; l'automobile, incarnation de la liberté individuelle, tire paradoxalement le verrou sur la liberté de circuler en imposant les affres de la « mobilité paralysante ».

Entre la concentration de 80 % de la population *sur moins de 20 %* du territoire et l'extension des déprises, friches et « diagonales arides », l'espace se rétrécit et la singularité des milieux disparaît. L'individu y perd ses racines, comme une plante arrachée à son biotope. Son malaise s'accroît à la mesure de l'écroulement d'un monde dont il a perdu la familiarité. Qu'y peut le politique ? Tout, sans doute, même si la prise en compte de la crise existentielle oblige celui-ci à *revoir largement sa copie.* Encore faudrait-il que les volontés affichent *une alternative à la dictature* de ce que Jean-Claude Guillebaud appelle le *« grand concasseur de la modernité »*. Il s'agit là rien moins que de rompre avec l'état d'esprit consensuel qui cède l'essentiel de la marche au progrès à la logique de la méga machine techno-marchande. Est-il encore possible d'élaborer des programmes qui permettent à l'individu de reconquérir le temps et de se réconcilier avec son espace, peut-on envisager autre chose que des mesures d'accompagnement social, comme si l'ambition *du futur se limitait à humaniser* une barbarie froide, comment échapper à l'orthodoxie de la fatalité technique qui prive l'espèce humaine de la maîtrise de son destin ? L'inflexion sociale du discours des candidats et la mise en scène du thème du changement montrent que ceux-ci ne sont pas insensibles à cette interpellation. Mais il reste désespérément figé dans le catalogue des énumérations quantitatives, dans un registre qu'Edgar Morin qualifie de *« discours absent »* (*Le Monde* du 22 avril).

On attend toujours un projet de société qui, au-delà de la réduction *de la durée du travail*, libère le temps et sache le répartir dans le sens de *« l'autoproduction de services personnels et collectifs »* (André Gorz) ou de la mise en oeuvre d'*« activités productrices de bonheur »* (Jacques Attali). On espère un sursaut qui redéploie l'espace – de l'organisation des villes comme lieu de sociabilité au rôle de l'agriculture comme aménageuse du territoire en passant par les fonctions respectives des transports publics et de l'automobile individuelle. Habiter autrement l'espace et le temps : le défi est à la mesure du tournant civilisationnel que le troi*sième millénaire propose à l'humanité*. Mais c'est la responsabilité du politique que de le relever et d'imaginer, au-delà du débat réducteur « pensée unique » ou « autre politique », une modernité à visage humain.

Jean-Paul Besset

M. Jospin : « Un sentiment de fatalité »

« En cette fin de siècle, un sentiment de fatalité pèse sur les épaules de millions de femmes et d'hommes qui ne croient plus à la capacité des gouvernants d'améliorer leur existence. » **Lionel Jospin, dans ses « Propositions pour la France », semble avoir pris la mesure de *« l'inquiétude »* de tous ceux qui *« se sentent fragilisés ou qui n'osent plus espérer pour leurs enfants un avenir meilleur que le leur »*. Il propose, outre des mesures d'urgence en faveur de l'emploi, de *« réinventer une politique pour la ville »*, d'*« assurer un développement solidaire des territoires »* et de *« mettre en place un plan de reconquête écologique »*. C'est la chanson de Jean-Jacques Goldman *Changer la vie* qui accompagnait ses meetings.**

M. Chirac : « Renoncer au renoncement »

Dans son discours fondateur du 17 février à la porte de Versailles, Jacques Chirac déclarait : *« Nous avons perdu nos modèles* [...], *nous en sommes arrivés à penser que nous n'avions prise sur rien* [...], *le renoncement a pris parfois les couleurs séduisantes de la modernité. »* Il s'engageait à *« renoncer au renoncement »* en remettant *« l'homme au centre des choix économiques »*. Comme son concurrent, il fait de la lutte contre le chômage le vecteur principal de la thématique du changement : *« L'essentiel, c'est d'offrir une activité à tous ceux que l'évolution des techniques exclut du monde du travail. »*

هكذا من الاصل

RAPPORT Jean-Michel Michaux, chercheur à l'école vétérinaire de Maisons-Alfort, recommande dans un rapport remis au ministère de l'agriculture *« d'évoluer progressivement vers un nombre moins élevé d'animaux de compagnie, qu'il sera possible de mieux insérer dans la ville ».* ● LA FRANCE compte plus de 42 millions de ces animaux, qui, s'ils jouent *« un rôle réel dans la prévention de certains déséquilibres psychiques »*, sont aussi à l'origine de nuisances. Conscient qu'il existe des *« surpopulations »* animales, le rapport recommande une maîtrise de la reproduction ● CET ENGOUEMENT des Français contribue au développement d'un vaste trafic de chiens volés contre lequel s'efforce de lutter la cellule antitrafic de la Société protectrice des animaux, qui évalue à 60 000 les *« disparitions »* annuelles.

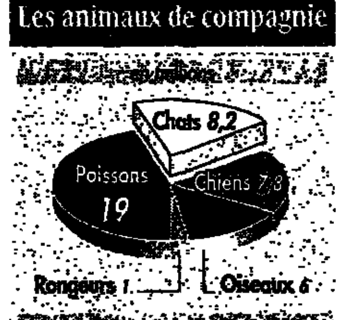
La France compte un nombre excessif d'animaux de compagnie

Une étude remise au gouvernement propose « d'évoluer progressivement » vers une réduction des « surpopulations ». Elle prône également une moralisation et une professionnalisation de l'activité commerciale et la création de labels de qualité

COMPTERA-T-ON bientôt dans l'Hexagone plus de chiens, chats, oiseaux en cage, poissons rouges et hamsters que de Français ? Avec plus de 42 millions d'animaux de compagnie, la France est incontestablement, au même titre que les Etats-Unis, l'Irlande et la Belgique, l'un des pays au monde où leur effectif par habitant est le plus élevé. Pourtant, les problèmes engendrés par cette densité ne sont guère pris en compte par les pouvoirs publics. *« Une politique d'insertion de l'animal en ville est nécessaire. »* Tel est l'appel pressant que lance Jean-Michel Michaux, conseiller de Paris et chercheur à l'Ecole nationale vétérinaire de Maisons-Alfort (Val-de-Marne), dans un rapport intitulé « L'animal et le citadin », remis le 3 mai au ministre de l'agriculture et de la pêche, Jean Puech.

« S'intéresser à cette question est encore aujourd'hui considéré comme superflu. Manifestement, l'intérêt des municipalités et du ministère de l'agriculture pour le dossier de l'animal de compagnie est récent », constate le rapporteur, qui souligne qu'un foyer sur deux possède un animal de compagnie, que plus de 2 000 expositions animalières sont organisées chaque année et que l'ensemble des activités économiques liées aux animaux de compagnie représente un chiffre d'affaires équivalent à celui de Renault. Jean-Michel Michaux invite donc les pouvoirs publics à se pencher sérieusement – et sans tarder – sur le phénomène de la nécessaire maîtrise des surpopulations animales, mais aussi à garantir une moralisation de l'activité commerciale.

Les animaux de compagnie



Si l'animal est *« souvent, dans les grandes villes, l'unique être avec qui les personnes seules peuvent communiquer »* et joue donc *« un rôle réel dans la prévention de certains déséquilibres psychiques »*, il amène également son lot de nuisances : bruit dû aux aboiements intempestifs, morsures de chiens (17 000 chaque mois), sans oublier les déjections animales, qui, pour la seule ville de Paris, occasionnent *« une dépense de plus de 40 millions de francs par an uniquement pour nettoyer les trottoirs »*. Bref, *« sans remettre le moins du monde en cause la possibilité pour nos concitoyens d'acquérir un animal, il est souhaitable d'évoluer progressivement vers un nombre moins élevé d'animaux, qu'il sera possible de mieux insérer dans la ville »*. Une évolution à laquelle les associations de protection animale seraient, selon l'auteur, désormais entièrement favorables. Les cas de maltraitance croissent avec la population animale : abandons, chiens de traîneaux (Huskies) devant supporter les chaleurs estivales en ville...

RESPONSABILISER

Il convient donc désormais, selon M. Michaux, de mieux maîtriser la reproduction des animaux domestiques, en responsabilisant, au moment de la vente, les futurs propriétaires, en aidant les personnes dépourvues de moyens à faire stériliser leur animal et en interdisant la publicité sur les ventes de chiots lorsqu'elle est le fait d'éleveurs semi-professionnels non déclarés. Pour les quelque 500 000 chiens qui, chaque année, ne trouvent pas de maître, l'auteur du rapport recommande par ailleurs d'améliorer le réseau des fourrières et refuges en obligeant les collectivités locales à participer davantage à leur financement. Un abaissement du délai de cinquante jours avant lequel aucun animal ne peut être adopté et une véritable formation des personnels sont également souhaités.

L'auteur du rapport préconise par ailleurs une véritable moralisation du commerce. *« Vendre un animal ne doit pas simplement consister à jouer sur l'affectif du client potentiel »*, souligne-t-il, avant de plaider en faveur du *« respect des normes sanitaires »* et d'un conseil afin que le futur propriétaire puisse *« trouver un animal en adéquation avec son mode de vie et ses aspirations »*. L'accent est mis sur la nécessaire professionnalisation de la filière, avec notamment la création d'un centre de formation et de recherche de haut niveau, le développement de formations de niveau BEP pour les différents métiers liés à l'animal de compagnie et l'instauration de labels de qualité pour les services.

Enfin, le rapport pose le problème du statut de l'animal qui, dans le code civil, n'est pas même distingué des biens matériels. Jean-Michel Michaux, qui réclame par ailleurs l'introduction de questions relatives à la possession d'un animal de compagnie dans les recensements de l'INSEE, ainsi qu'une identification obligatoire des chiens et chats permettant de limiter les trafics, s'oppose en revanche à l'instauration d'une taxe. *« L'animal n'est pas un objet de luxe mais un être vivant qui apporte le plus à ceux qui n'ont pas forcément les moyens de payer des charges supplémentaires. »*

P. Kr.

La SPA sur les traces des voleurs de chiens

« IL FAUDRA TAIRE le nom des villages traversés, et même celui du département... » Promesse tenue, de peur de faire capoter des semaines d'enquête. Car la cellule antitrafic de la société protectrice des animaux (SPA), en mission *« quelque part dans le sud de la France »*, espère bien démanteler rapidement un important réseau de voleurs de chiens. Une indiscrétion, et les chenils suspects se videront comme par magie. A bord d'une camionnette blanche, l'équipe antitrafic au complet, Brigitte Piquetpellorce, Catie Brulfer et son labrador Max, récupéré jadis chez un receleur, arrive chez Robert, dont la chienne a disparu il y a six mois, mais qui refuse obstinément la fatalité.

« Je chasse ici depuis trente ans, je n'avais jamais perdu un chien. » La quarantaine, cadre de banque, Robert, pour qui *« le vol ne fait pas de doute »*, avait besoin de parler. Un jour d'automne, sa chienne, un bruno du Jura, n'est pas revenue de la chasse. Tout près de sa maison, des amis auraient vu une voiture arrêtée sur le bord de la route, puis une femme embarquant un chien qui ressemblait au sien. *« Cela m'a tellement écœuré que pendant longtemps je n'en ai pas dormi... »*

Depuis lors, Robert n'a cessé de chercher. Dans les environs immédiats, d'abord, où il s'est aperçu qu'une douzaine de chiens de chasse avaient disparu en trois mois. Puis à coups d'affiches chez les commerçants et d'offres de récompense dans le journal. Sans succès. Alors il en est venu à mener une vraie enquête, courant les refuges et les pensions pour chiens tous les week-ends. *« Au début, on s'est un peu moqué de moi. Même les gens qui avaient vu leur animal disparaître m'ont ri au nez quand j'ai parlé de vol. Quant aux gendarmes, ils ne parlent que de fugue ou d'accident. »* A force de ténacité, Robert a collecté quelques noms d'éleveurs qu'il croit impliqués dans le trafic et que Brigitte et Catie comparent à leurs propres informations.

Des personnes manifestent par centaines à Montpellier, en tenant des photos barrées d'un « volé » accusateur

« Nous les connaissions tous », notent-elles en repartant, un peu déçues. Demain, elles entendront d'autres témoignages, déposeront plainte à la gendarmerie et tâteront le terrain chez le procureur. *« Il y a beaucoup de chagrin derrière tout ça, même chez les gens équilibrés, pas seulement les « mémères à chienchien »*, assure Brigitte. *Tous préféreraient savoir leur chien mort plutôt que de se demander si on lui fait du mal. »* La démarche volontaire de Robert n'est pas exceptionnelle. *« Comme lui, de plus en plus de gens se battent pour retrouver leur chien ou leur chat. »* En mars, pour la première fois en France, plusieurs centaines de personnes ont même manifesté dans les rues de Montpellier, tenant à bout de bras des photos de chiens barrées d'un « volé » accusateur.

« Le travail de notre cellule antitrafic commence aussi à être mieux connu », poursuit Brigitte, d'une voix qui trahit autant d'inquiétude que de satisfaction. Brune aux cheveux courts, pas du genre à porter le tailleur, cette ancienne marionnettiste de quarante-six ans, désormais salariée de la SPA, éprouve parfois la nostalgie de son ancien métier, *« un métier de bonheur »*. A la tête de la cellule antitrafic de la SPA dès sa création, en 1993, Brigitte parle de planques, d'écoutes judiciaires, d'indics et de *« flags »*, tient secrète l'adresse de son bureau à Narbonne et enlève parfois la plaque « SPA » apposée sur le flanc de sa camionnette. *« Sans être paranoïaque, il est évident qu'à force de surveiller les trafiquants, ils finiront bien un jour par en faire autant... »*

Surtout, Brigitte se sent dépassée par l'ampleur de sa mission. *« Parfois, j'ai l'impression d'avoir l'océan devant moi. Jamais il n'y a eu autant de vols de chiens en France ni autant de trafiquants. Et nous ne sommes que deux, c'est démentiel ! Il faudrait que la lutte contre cet énorme trafic soit enfin prise en charge par l'Etat. »* Et d'expliquer que chaque année environ 60 000 chiens disparaissent ; que les vols ne connaissent pas de saison et n'épargnent aucun département, même si le Sud semble particulièrement visé ; que ce *« commerce »*, vieux d'une quarantaine d'années mais en nette expansion depuis dix ans, est suffisamment juteux pour faire vivre un millier de trafiquants au moins, soit une cinquantaine de réseaux.

Avec près de 8 millions de chiens, la France, énorme réservoir, serait même devenue la plaque tournante du trafic en Europe, *« du fait de l'absence totale de répression »*, mais aussi sous l'effet d'une demande croissante émanant des laboratoires comme des particuliers. *« La surpopulation canine atteint des sommets : les refuges sont pleins à craquer mais des animaleries ouvrent chaque jour, et l'on continue la reproduction car c'est très lucratif. »* Dès lors qu'il s'agit de chiots de race, les Français semblent toujours prêts à dépenser beaucoup... et à fermer les yeux sur l'origine de l'animal lorsque la ristourne est conséquente.

Dans les élevages douteux, un caniche abricot se revend 3 000 francs, un york, 6 000 francs, et un bon chien de chasse jusqu'à 15 000 francs. Ce qui n'est pas écoulé en France part souvent en Espagne, en Italie, au Portugal, dans les pays du Maghreb. *« Mais la moitié environ des chiens sont expédiés directement dans les laboratoires français et étrangers »*, rappelle Brigitte. Les *« rabatteurs »*, ceux qui volent, *« des zonards, des gitans, une multitude de gens payés 150 à 500 francs par chien »*, écoulent leur précieux butin auprès de pseudo-éleveurs, dresseurs, gérants de pensions, non déclarés dans la quasi-totalité des cas. Ces trafiquants, qui, pour certains, disposent d'une couverture idéale puisqu'ils sont en charge de la fourrière municipale ou départementale censée recueillir les chiens errants, fournissent les *« négociants »* qui livrent directement laboratoires et réseaux étrangers. *« Dans ce milieu du chien, il n'y a aucun respect de la réglementation. Les éleveurs « oublient » de s'inscrire auprès des directions départementales de services vétérinaires, ne tiennent pas les registres d'entrée et de sortie des chiens. Et les laboratoires, qui doivent se fournir auprès de pourvoyeurs contrôlés, mais peuvent en cas d'insuffisance de l'offre avoir recours à des fournisseurs occasionnels, ne sont pas très regardants sur l'origine des bêtes. »*

Depuis deux ans que la cellule antitrafic existe, Brigitte est parvenue à faire ouvrir huit informations judiciaires. *« Pour que les procureurs nous prennent un peu au sérieux, il faut vraiment fournir un dossier solide. Avec des noms. »* Pourtant, le résultat des procès est souvent décevant, comme à Foix (Ariège), en 1994, où *« seuls les lampistes furent condamnés »*. *« C'est que le trafic de chiens bénéficie de grosses protections. A un certain niveau, tout bloque, car les intérêts en jeu sont énormes, surtout lorsqu'on s'approche des grands laboratoires... »*

Pascale Krémer

Le statut des médecins diplômés à l'étranger est précisé

COMME PRÉVU, les décrets d'application de la loi du 4 février créant un statut de praticien adjoint contractuel pour les médecins à diplôme étranger ont été signés entre les deux tours de l'élection présidentielle par les ministres concernés (*Le Monde* du 21 avril). Les textes paraphés vendredi 5 mai devraient paraître au *Journal officiel* dans la semaine du 8 au 14 mai. Six arrêtés devront être publiés pour finaliser la réforme.

Les quatre premiers arrêtés concernent l'organisation des épreuves nationales d'aptitude – condition *sine qua non* d'acquisition du nouveau statut –, qui auront lieu *« à partir du 1er janvier 1996 et avant le 1er juin 1999 »*. Les prétendants devant justifier d'au moins trois années d'exercice, près de 2 000 médecins diplômés à l'étranger, sur les quelque 7 900 en poste dans le service public hospitalier, ne pourront pas concourir. Deux autres arrêtés devront préciser les conditions de rémunération des praticiens adjoints contractuels. Selon le docteur Mohamed Ettahiri, président du Comité des médecins à diplôme étranger (CMDE), *« rien ne garantit que le traitement de base des praticiens à diplôme étranger sera aligné sur celui des médecins à diplôme français »*.

Les modalités d'avancement sont également sujettes à caution. Ils pourront grimper les échelons un à un, d'abord par période de trois ans, puis de quatre ans. Le docteur Ettahiri juge que *« les périodes d'avancement sont beaucoup trop longues »* et rappelle que les praticiens hospitaliers à diplôme français passent leurs premiers échelons par périodes d'un an.

Dans une lettre adressée le 1er mars au docteur Ettahiri, le professeur Gilbert Courty, président du conseil départemental de l'ordre des médecins de la Gironde, écrivait *« dans l'attente des décrets »*, que la loi du 4 février *« va créer deux catégories de médecins : d'une part, ceux qui ne pourront exercer qu'au niveau du secteur public et, d'autre part, ceux qui pourront être inscrits au tableau général de l'ordre »*. La loi prévoit en effet que les praticiens à diplôme étranger seront inscrits à l'ordre des médecins *« sous une rubrique spécifique »*. En voulant donner un statut à des praticiens payés au rabais et souvent affectés aux tâches les plus ingrates, le gouvernement a, en définitive, conçu un dispositif qui entérine des situations discriminatoires. La loi stipule d'ailleurs qu'à partir du 1er janvier 1996 *« les hôpitaux ne pourront plus recruter les médecins titulaires de diplôme étranger »* obtenu en dehors de l'Union européenne, à l'exception des médecins venant préparer en France un diplôme de spécialité.

Laurence Folléa

Des policiers des Hauts-de-Seine mutés pour excès de déontologie

DES GARDIENS de la paix affectés dans les Hauts-de-Seine ont été mutés ou changés d'affectation après avoir informé leur hiérarchie de manquements à la déontologie commis par certains de leurs collègues, a déploré, vendredi 5 mai, le Syndicat général de la police (SGP-FASP). En détaillant les violences abusives ou les propos racistes qui ont motivé, selon le SGP, ces *« mutations-sanctions »*, le principal syndicat policier de la région parisienne a mis en cause la politique sécuritaire du directeur de la sécurité publique d'un département dont le président du conseil général n'est autre que le ministre de l'intérieur, Charles Pasqua.

Ainsi un brigadier avait-il adressé à ses collègues policiers, le 18 septembre 1994, en assurant la circulation aux abords du cimetière de Bagneux où se tenait une cérémonie juive, des injures visant François Mitterrand et son épouse. *« Je n'aime pas les juifs »*, avait-il ajouté, au sujet de la communauté israélite. Après avoir réagi à ces propos qui *« déshonorent le métier »* et après en avoir informé sa hiérarchie, un policier a, regrette le SGP, été *« sanctionné et déplacé dans l'intérêt du service »*.

A cela s'ajoute un fichier illégal de délinquants multi-récidivistes, mis en place au commissariat de Clichy en octobre 1994. Dénoncée par un tract syndical, cette *« atteinte à la liberté individuelle »* avait été suivie du lancement d'une motion de soutien au commissaire mis en cause. Mais un brigadier-chef, syndiqué au SGP, avait refusé de signer ce texte que la hiérarchie locale faisait circuler ; il a été détaché, le 2 mai, vers un autre service. *« C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase »*, commente le SGP. Plus récemment, le 23 avril, à Nanterre, un policier avait enfin prévenu ses chefs qu'il venait d'empêcher l'un de ses collègues de porter des *« coups à un individu (...) menotté »* : alors qu'il venait d'interpeller un homme en flagrant délit de cambriolage, il avait dû s'opposer à un fonctionnaire d'un autre service de police, qui s'était rué sur le délinquant pourtant maîtrisé. Quelques jours plus tard, le policier soucieux de déontologie apprenait qu'il serait *« reversé »* dans un autre service. Cette mesure a toutefois été rapportée.

Pour le secrétaire général du syndicat, Jean-Louis Arajol, *« les incompétences »* du directeur de la sécurité publique des Hauts-de-Seine, Roland Roussel, nommé en octobre 1993 par Charles Pasqua, sont en cause. M. Roussel répond que les changements d'affectation ne sont *« nullement liés à des questions de déontologie, mais, selon les cas, à des problèmes d'ordre psychique, d'alcoolisme ou d'insubordination »*. A deux jours de l'élection présidentielle, le syndicat de la FASP rappelle en tout cas à l'ordre déontologique les candidats à l'Elysée.

Charles Pasqua avait certes imposé à tous les gardiens de la paix, l'an passé, de porter en permanence un livret comportant des extraits du code de déontologie promulgué, en mars 1986, par Pierre Joxe. En revanche, M. Pasqua avait, en mai 1993, supprimé le Conseil supérieur de l'activité de la police nationale, destiné à assurer la transparence et la régularité des pratiques policières. M. Pasqua s'était alors engagé à remplacer cette haute autorité par un organisme chargé d'*« assister* (le ministre de l'intérieur) *dans la mise en œuvre de sa politique de déontologie »* (*Le Monde* daté 9-10 mai 1993). Deux ans plus tard, cette promesse n'a pas été tenue.

Erich Inciyan

Deux skinheads sont recherchés dans l'enquête sur l'assassinat du jeune Marocain noyé le 1er mai

Une note de la police judiciaire décrit deux hommes au visage balafré

La brigade criminelle a diffusé un télégramme de recherches donnant un signalement précis de deux skinheads, dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de Brahim Bouraam. Celui-ci devait être inhumé samedi 6 mai au Maroc. Vendredi, *plus d'un millier de personnes* ont défilé à Nantes contre *« le Front national et les idéologies racistes »*. A Marseille, près de cinq cents personnes se sont rassemblées *sur le* Vieux-Port.

LES POLICIERS en charge de l'enquête sur l'assassinat de Brahim Bouraam, mort par noyade après avoir été poussé dans la Seine pendant la manifestation du Front national du 1er mai, ont commencé un travail de longue haleine. Aussi les enquêteurs de la police *judiciaire ont-ils mis* en œuvre la méthode du « rouleau compresseur » qui fait la réputation de la brigade criminelle du 36, quai des Orfèvres. Tous les *éléments* et *tous* les débuts de pistes vont donc être minutieusement exploités par les policiers qui agissent, depuis jeudi 4 mai, sous la conduite du juge d'instruction parisien Jean-Paul Valat.

Un télégramme de recherches visant deux skinheads, dont la description physique est relativement précise mais dont les identités restent inconnues, a ainsi fait l'objet d'une diffusion nationale à tous les services de police. *« Taille 1,70 m environ, crâne rasé, vêtu pantalon jean raccourci et rangers, porteur chaînette de poche au portefeuille*, indique le premier signalement. *Signes particuliers : portait une cicatrice boursouflée de 5 à 7 centimètres de long sur le côté gauche du visage. »* Le second skinhead recherché présente la *« même allure »* que le premier, avec comme signe particulier une *« profonde entaille récente sur le milieu et en travers du nez »*. Tout policier croisant ces deux personnes doit les interpeller et prévenir aussitôt la brigade criminelle, ajoute la note de recherches, diffusée dans la foulée de la mise en garde à vue, mercredi 3 mai, de trente *membres de la mouvance skin de* la région parisienne. On ne sait toutefois si les deux hommes recherchés sont soupçonnés d'avoir participé directement à l'agression ou d'être des témoins importants de la scène.

TROIS PERSONNES IMPLIQUÉES

Parmi les dix membres du groupe de skinheads qui s'était détaché du cortège du Front national pour gagner la berge de la Seine, trois « crânes rasés » ont en effet, selon les témoignages recueillis, directement participé à l'agression du jeune Marocain. Seul l'un d'entre eux aurait poussé Brahim Bouraam dans le fleuve. Autant dire que les personnes incriminées dans cet assassinat encourent des peines très variables. A partir du moment où les policiers auront mis la main sur des membres du groupe initial, les langues devraient donc se délier.

LA LDH PARTIE CIVILE

Dans ce genre d'enquête concernant des mouvances aux *effectifs réduits*, particulièrement dans les milieux skinheads où il est courant de se vanter de ses « faits d'armes » lors de soirées généralement très arrosées, le temps travaille pour la police judiciaire. Après six mois d'enquête, la brigade criminelle avait de la sorte réussi à élucider le meurtre d'un Malien, volontairement poussé dans le canal Saint-Martin, le 13 juillet 1994, par une bande de sept « hard rockers » (*Le Monde* du 14 janvier).

Commencée par un vaste coup de filet dans la mouvance skinhead de la capitale et de la région parisienne, avant tout destiné à recueillir des témoignages, l'enquête s'inscrit donc dans la durée.

Vendredi 5 mai, la Ligue des droits de l'homme (LDH) a annoncé sa constitution de partie civile dans l'information judiciaire contre X... pour *« assassinat » confiée* au *juge* Valat. Dans un communiqué commun avec l'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH), la ligue française a précisé qu'elle sera représentée, au cours de l'instruction, par le président de l'OMDH, Me Abdelaziz Bennani, avocat à Casablanca, *et par* Mes Michel Tubiana et Francis Jacob, du barreau de Paris, responsables de la LDH.

Le corps de Brahim Bouraam devait être inhumé, samedi 6 mai, dans son village d'Amalounsif Ida Ousamlal, au sud du Maroc, après avoir *été rapatrié* la veille de Paris vers Agadir.

Erich Inciyan

La réforme de la filière technologique universitaire de nouveau modifiée

L'ORGANISATION de la filière technologique à l'université est une nouvelle fois remodelée. Deux arrêtés, publiés au *Journal officiel* du 29 avril, modifient le dispositif décrit dans la seconde version de la circulaire du 16 mars que le directeur général de l'enseignement supérieur, Jean-Pierre Bardet, avait été contraint de corriger après les manifestations sur les IUT.

Le premier arrêté, portant sur les spécialités et les diplômes délivrés dans les instituts universitaires professionnalisés (IUP), qui devaient regrouper la quasi-totalité des formations de bac + 1 à bac + 4, exclut de cette filière les licences et maîtrises technologiques. Les diplômes d'études scientifiques et techniques (DEUST) ainsi que les maîtrises de sciences et techniques (MST) pourront également rester autonomes.

Le second arrêté institue une commission consultative commune des IUP et des IUT, mais le ministère a accepté que subsistent deux sous-commissions chargées des questions spécifiques à ces établissements.

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE : Fatima Khaldi, une Algérienne employée** en 1992 et 1993 à la permanence de Jean-Pierre Pierre-Bloch, alors député (UDF) du 18e arrondissement de Paris, *afin de promouvoir son* image auprès de la communauté maghrébine, en échange d'une promesse de régularisation de ses papiers, a obtenu gain de cause le 3 mai, devant le conseil de prud'hommes de Paris, où elle réclamait la reconnaissance de sa qualité de salariée.

M. Pierre-Bloch a été condamné à verser 23 957 francs au titre de rappel de salaires et de congés payés, 5 886,27 francs pour *« non respect de la procédure »* et la même somme au titre de dommages et intérêts.

■ **AFFAIRES : Claude Pradille, sénateur (PS) du Gard, a été remis en liberté**, vendredi 5 mai. Cette décision a été prise au lendemain du procès de l'élu qui était jugé pour deux affaires de fausses factures liées à sa gestion de l'office départemental d'HLM du Gard. Le procureur de la République avait requis à son encontre deux ans de prison. – *(Corresp.)*.

■ **IMMIGRATION : des parents étrangers d'enfants français** de l'association Plein droit, ont été reçus, vendredi 5 mai, par le président de la République, François Mitterrand, qui les a assurés de sa volonté de *« trouver une solution globale »* à leur situation avant son départ (*Le Monde* du 6 mai).

CARNET

Anniversaires de naissance

DIDI

De tout cœur happy birthday !

Sabine, Anna, Noémi.

Conférences

– *Carrefour protestant 1995. Thème général : « Va... Ne crains point... », quatrième et dernière conférence : le Silence* de Dieu, pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, Marek Halter, écrivain. Mardi 9 mai 1995, à 20 h 30, à l'église réformée de l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Armée, 75017 Paris.

Anniversaires

– Il y a dix ans, le 7 mai,

Etienne BOLO

choisit de mourir.

Nous l'entendîmes et ne l'oublierons jamais.

– En ce cinquantième anniversaire de la Victoire, nous nous souvenons des résistants de la DMR des réseaux Action arrêtés le 31 mai 1944 :

Valentin ABEILLE
Suzanne MENGIN
Emile MENGIN
Michel SELDOW
Paul SIMON

– Le 7 mai 1994 disparaissait

Jean BERNOT,
ingénieur métallurgiste.

Voyageur curieux, adepte de la montagne, de la mer, des canaux et des sorties mycologiques ; mais aussi grand lecteur, libre-penseur , franc d'allure et amateur de table éclairé.

Ses proches commémorent son souvenir et convient ses amis à saluer avec eux la belle trajectoire de sa vie.

Raymonde Bernot, née Sanson (Brest).
Louise Herbst (Hambourg).
Amélie Gaudier (Orléans).
Margaret Price (Londres).

Décès

– *On annonce* le décès de

M. André-Raymond NAUDY,
ministre plénipotentiaire honoraire,
ancien ambassadeur de France,
ancien expert auprès de l'Organisation des Nations unies,

survenu le 3 mai 1995, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

De la part de Robert Lafon et de tous ceux qui l'ont connu et aimé.

L'inhumation aura lieu le 10 mai 1995, à 15 heures, au cimetière de l'Est-Père Lachaise, 8, boulevard de Ménilmontant, Paris (20e).

– Bertincourt (Pas-de-Calais).

Mme Emile Durieux,
son épouse,
Georges et Huguette Lambert-Harlez,
Les familles Nicot, Bretagnolles, Guivier, Lasternas, Nicot, Escaffre,
Son beau-frère, sa belle-sœur, ses neveux et nièces,
Les familles de Saint-Aubert, Bricout, Durieux, Pradoura-Versmee, Batman-Versmee,
Ses cousins,
Ses filleuls et filleules,
Le docteur Cany,
son médecin et ami,
Toute la famille et ses amis,
Ses infirmiers et infirmières
vous font part du décès de

M. Emile DURIEUX,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier du Mérite agricole,
sénateur honoraire,
membre honoraire du Parlement,
ancien président du conseil général,
maire honoraire de Bertincourt,

survenu le 5 mai 1995 en son domicile.

Les funérailles auront lieu le lundi 8 mai, à 15 heures, en l'église de Bertincourt. L'offrande tiendra lieu de condoléances. Réunion à l'église à 14 h 30.

Ni fleurs, ni couronnes, ni plaques, ni discours.

Selon la volonté du défunt, il n'y aura pas de visite à domicile.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Clemenceau,
62124 Bertincourt.

– *Mme Eva Paszkowski*,
sa fille,
Et toute la famille
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Veuve Iréna ODRZYWOLSKI,

survenu au Chesnay le 4 mai 1995, à l'âge de quatre-vingt-six ans, dans une grande sérénité.

Priez pour elle !

Les obsèques religieuses seront célébrées *le mercredi 10 mai*, à 10 h 45, en l'église Saint-Germain, rue Jean-Louis-Forain au Chesnay.

Ses cendres reposeront dans la sépulture familiale de Varsovie (Pologne).

3, square Castiglione,
78150 Le Chesnay.

– L'association *AIDES* Paris-Ile-de-France a la douleur d'annoncer le décès de

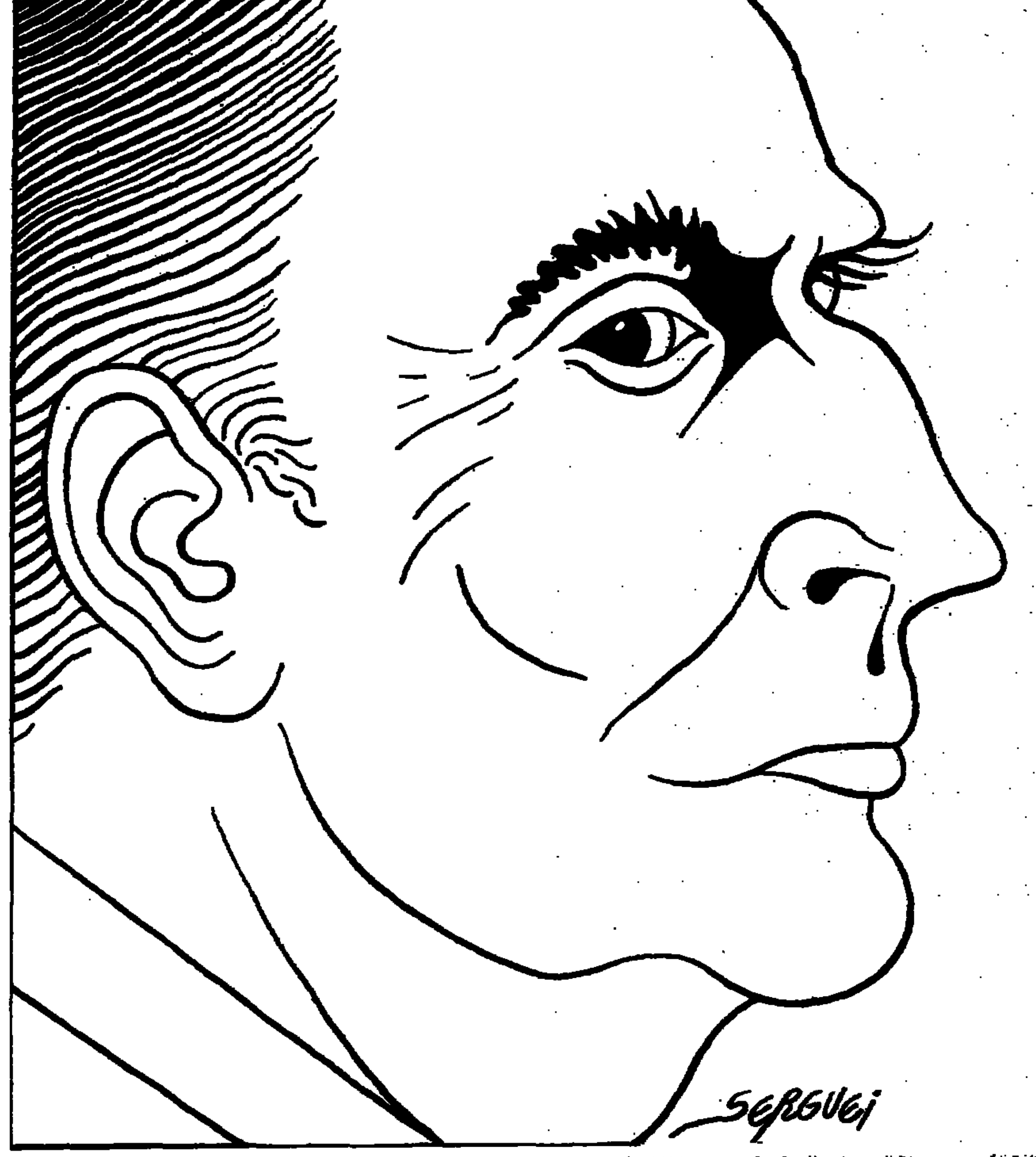
Claude SIDOT,
volontaire du groupe Loisirs
et animateur d'un groupe de parole
en auto-support,

survenu à Paris le lundi 1er mai 1995.

Tous les volontaires de AIDES témoignent à sa *famille et à ses amis* leur estime et leur amitié.

HORIZONS

ENQUÊTE





Pendant que François Mitterrand assume jusqu'au bout les devoirs de sa charge, ses collaborateurs vivent intensément leurs derniers jours à l'Elysée, avec un pincement au cœur et l'envie de ne pas penser à « l'après »

Fin de saison à l'Elysée

LA démarche un peu raide d'un garde républicain. Des visiteurs qui s'attardent et font crisser le gravier de la cour d'honneur. Des dossiers empilés pour les Archives nationales, à l'intérieur de gros cartons ou de vastes corbeilles en osier. C'est une fin de saison à l'Elysée. Une saison longue de quatorze printemps dont le solstice est un pouvoir couchant. *« Le compte à rebours a commencé en septembre 1992, après la première opération du président puis la défaite de la gauche aux législatives »*, se souvient le secrétaire général Hubert Védrine. Ensuite s'est enchaînée la litanie des actes ultimes : le dernier 14 juillet, le dernier 11 novembre, les derniers vœux aux Français, le dernier conseil européen, le dernier concert des demoiselles de la Légion d'honneur, le dernier conseil des ministres, le dernier muguet, en attendant le dernier 8 mai qui, avec les cérémonies de Londres, Paris, Berlin et Moscou, épuisera définitivement l'agenda du chef de l'Etat. *« Depuis un an, on vit jour après jour le dernier quelque chose »*, remarque Michel Charasse.

Mais dans ce palais où les horloges sonnent chaque heure et demi-heure, tous ne ressentent pas la même fuite du temps. Pour Jean Musitelli, porte-parole, l'impression d'achèvement s'est insinuée à la mi-février, lors de la déclaration de candidature d'Edouard Balladur. *« On peut considérer qu'à ce moment le gouvernement n'a plus gouverné. Les ordres du jour des conseils des ministres étaient vides ; il n'y avait plus de grand projet à pousser. Dans ce contexte de mise en sommeil, de gel et de prudence, le président de la République a manifesté sa volonté d'être un point fixe pour les Français. »*

Attaqué par la maladie, François Mitterrand ne s'est pas laissé dominer par elle. Malgré les moments de souffrance nécessitant soins et repos, il s'est efforcé de remplir jusqu'au bout les devoirs de sa charge. Pas une fois il n'aura esquivé un entretien avec le premier ministre ou avec MM. Juppé et Léotard, ses principaux interlocuteurs au gouvernement. Certes, il y a eu des jours « sans », le président ne quittant guère ses appartements privés et communiquant alors avec ses collaborateurs par téléphone. *« La maladie change tout,* estime Robert Badinter. *Il y a une sorte de tristesse due à son état physique et cela colore la campagne de morbidité. »* Le chef de l'Etat a parfois dû renoncer à nombre de ses plaisirs, les longues promenades sur les quais, les survols gourmands de la France campagnarde en hélicoptère, accompagné d'amis choisis, tous ces élans de *« liberté sauvage »* qui donnaient à François Mitterrand ce don – faussement dilettante – de n'être jamais exactement où on l'attendait. Mais, comme le note Bernard Latarget, son conseiller culturel, le président s'est rendu, sans y être obligé, à l'exposition « Carthage » du Petit Palais, au Salon de printemps du quai Branly ou encore à l'exposition Muzic.

FRANÇOIS MITTERRAND, limité moins par la maladie que par les *marges rétrécies* de la cohabitation, s'est montré présent à tous les rendez-vous internationaux. Entre octobre et décembre 1994, alors que son traitement le malmenait, il a accumulé les sommets franco-espagnol de Foix, franco-africain de Biarritz (un mauvais souvenir pour ses collaborateurs, qui voyaient les palabres s'éterniser et le président souffrir...), franco-allemand de Bonn, puis franco-italien d'Aix.

« Il a tiré de lui une énergie surhumaine pour faire face. Cela ne nous a portés ni à la mélancolie ni aux états d'âme », observe Jean Musitelli. Et voilà comment s'est cristallisé chez les proches du chef de l'Etat ce surcroît de respect pour un homme luttant contre le mal et la rumeur – un autre mal –, déjouant les pronostics et affichant autant que possible sa sérénité devant le travail achevé. *« Il a fallu alerter la COB* [Commission des opérations de Bourse] *car on spéculait sur sa mort »*, rappelle son « sherpa » Anne Lauvergeon. Hubert Védrine veut s'en tenir aux paroles du président à sa première sortie de l'hôpital Cochin : *« Un honorable combat à mener contre soi-même. »*

Homme secret, François Mitterrand n'a guère confié ses états d'âme. On ressent chez lui la satisfaction d'avoir inscrit la gauche dans l'Histoire, tant la brièveté de ses passages au pouvoir (en 1936, à la Libération) l'a toujours taraudé. L'anniversaire de la Mutualité, l'exposition de Versailles sur la vie parlementaire, l'inauguration d'une université, le transfert au Panthéon des cendres de Pierre et Marie Curie – il tenait absolument à accomplir ce geste –, toutes ces manifestations ont permis au président de semer *« des petits cailloux blancs »*, selon le mot de M. Musitelli. La foi dans la science, l'esprit de curiosité, l'attachement au *« contrat social français »*, l'Europe et encore l'Europe, une des pièces maîtresses de sa pensée et de son action.

Combien de fois, avec le chancelier allemand Helmut Kohl, s'est-il donné comme impératif de relancer la construction européenne tant que l'un et l'autre seraient au pouvoir, conscients d'appartenir à une génération marquée par la mystique de l'après-guerre. *« Jusqu'à la fin, il a voulu que le processus européen soit irréversible »*, commente le général Christian Quesnot, son chef d'état-major.

Sur ce terrain, le président le sait, le dernier mot n'a pas été dit. Aussi a-t-il écrit des fragments sur la réunification allemande et le sort du Vieux Continent, avec l'idée qu'une Europe forte peut changer la face du monde. Ecrire ? Avec la fin du pouvoir resurgit, malgré la maladie, cette tentation à moitié inassouvie de François Mitterrand. On ne saurait voir en lui le Simon Bolivar dépeint par Gabriel Garcia Marquez dans *Le Général dans son labyrinthe*, dictant, d'après la légende, plus de *dix mille lettres au soir de son règne* et de sa vie. Pas de frénésie graphomane chez le président. Plutôt un sentiment de plénitude, l'envie de s'en remettre au jugement de l'Histoire.

Et pourtant... Les deux *Verbatim* de Jacques Attali, l'ouvrage de Pierre Péan sur sa jeunesse, les confidences faites à Laure Adler pour son livre *L'Année des adieux* et surtout les entretiens avec Elie Wiesel *(Mémoire à deux voix)*, sous l'impulsion de l'éditrice Odile Jacob, ce sont là autant de besoins de dire et de témoigner par personnes interposées, faute de mieux, faute de temps. *« Pour ce livre,* raconte Odile Jacob, *le président a repris sa plume et il a retrouvé le plaisir de l'écriture. Il y a travaillé seul, tous les jours de janvier. C'était comme s'il réapprenait la musique après une longue interruption. Il n'avait rien écrit depuis 1978 avec* L'Abeille et l'architecte. *»*

Le président « a tiré de lui une énergie surhumaine pour faire face. Cela ne nous a portés ni à la mélancolie ni aux états d'âme »

AU moment de rassembler ce qu'il est et ce qu'il fut, François Mitterrand se penche plus qu'à l'ordinaire sur Jarnac (Charente), la maison de sa grand-mère, *« ses matrices affectives »*, précise Jean Musitelli, des lieux qu'il veut encore honorer en sa qualité de président.

Restent les points sombres du passé, de sa jeunesse. S'il se sent injustement attaqué, il ne daigne pas répondre. A propos de René Bousquet, il s'enferme dans un code de l'honneur qui lui est propre, refusant de porter un jugement définitif sur un homme à présent disparu. A Pierre Péan, reçu le 7 février, il se plaindra que son livre *Une jeunesse française* lui ait plutôt *« porté tort ». « Il nous a manqué un entretien au fond sur Bousquet,* a-t-il confié au mémorialiste de ses jeunes années. *Cela donne du personnage une image trop favorable. »*

Qu'en sera-t-il de la sienne qu'il s'ingénie à sculpter depuis deux ans, à travers une mise en scène mêlant l'emphase à la sobriété. *« J'ai été surpris de voir cet homme qui chancelle insister pour évoquer ce qui resterait après lui »*, témoigne Bernard Pivot, après son émission « Bouillon de culture » centrée, à la demande du président, sur les grands travaux. En François Mitterrand, Hubert Védrine voit une sorte de sage de l'Antiquité, *« sans romantisme ni méli-mélo »*. Anne Lauvergeon parle d'un Cincinnatus qui reviendra à son sillon, une fois le pouvoir évanoui. Parce qu'il aime le cinéma, le conseiller diplomatique Jean Levy décrit une fin à la Visconti ; un siècle s'achève ; un homme qui a occupé pendant cinquante ans le devant de la scène politique part au moment de la célébration de la victoire alliée. Et cet homme est malade. Chargé d'organiser *« cette superproduction »* (50 chefs d'Etat seront à Paris le 8 mai), Jean Levy n'ose citer *Le Crépuscule des dieux*. Le général Quesnot, qui restera ici jusqu'à l'arrivée du nouveau président (*« Je dois lui donner des informations et des déclics en matière nucléaire. »*) met le doigt sur la dimension nostalgique de l'instant, *« la conjonction de la fin d'un règne et de la fin d'un homme »*.

Mais, pour l'heure, on s'active pour que, malgré la maladie, malgré la cohabitation, *« la présidence de la République soit respectée jusqu'à la dernière minute »*. En matière de politique étrangère, à l'approche de la conférence européenne de Cannes et du sommet du G7 à Halifax (Canada), l'Elysée a tenu à informer les trois grands candidats (MM. Balladur, Chirac et Jospin) des options prises. Sous l'autorité d'Hubert Védrine, les conseillers diplomatiques Jean Levy et Jean Vidal ainsi qu'Anne Lauvergeon ont préparé une *« plate-forme républicaine »*, en concertation avec les possibles successeurs de François Mitterrand. *« Pour la première fois, les choses vont se passer normalement,* se réjouit Michel Charasse. *Il y aura une continuité de l'Etat. »* Pas de dossier escamoté, pas de querelles mesquines. La transition se fera *« à l'américaine »*, comme lorsque les équipes du président sortant travaillent avec celles du nouvel élu. Une situation inédite pour les collaborateurs de M. Mitterrand. Avant eux, jamais les hommes du président n'avaient pu se préparer à la cérémonie des adieux. De Gaulle était parti en silence un jour de fâcherie avec les Français, en avril 1969. La maladie qui emporta brutalement Georges Pompidou prit son entourage au dépourvu. Dans les deux cas, rappelle Michel Charasse, *« Alain Poher trouva la maison vide ! »*. Et en 1981 M. Giscard d'Estaing affichait une telle certitude de réélection que ses collaborateurs quittèrent les lieux dans une ambiance empoisonnée, peu propice au passage du relais. Officiellement, l'Elysée n'est pas intervenu dans la campagne de Lionel Jospin. M. Védrine a cependant centralisé les demandes de son état-major, et de nombreuses notes techniques sont parvenues à l'équipe du candidat socialiste. *« Nous avons fait de la sous-traitance »*, sourit Jean Musitelli.

BIENTÔT, certains collaborateurs rejoindront leur corps d'origine, le Conseil d'Etat ou la préfectorale. D'autres partiront, si ce n'est déjà fait, vers de nouveaux horizons (comme Bruno Delaye, ancien directeur de la cellule Afrique, nommé ambassadeur à Mexico). D'autres encore entameront une carrière dans le privé, comme Mme Lauvergeon. *« Mais quand on est ici, on est ici ! »*, lance la jeune femme, marquant encore la réticence commune à évoquer « l'après ». Bien sûr, les conseillers ressentent un gros pincement depuis un mois. Au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle, après la réunion économique et sociale du lundi, un coup de déprime a gagné les rangs, soigné par un déjeuner où l'on s'est promis de se revoir... *« Depuis un an, il n'y a plus de compétition entre les gens,* observe Michel Charasse. *Il règne un climat amical. »* Alors chacun s'est mis à classer papiers et dossiers. *« Je suis resté là pendant quatorze ans,* confesse M. Charasse. *Même à l'époque de mon activité gouvernementale, j'avais gardé un bureau. Ça fait beaucoup d'archives... »*

Entré à l'Elysée en 1988, Jean Levy a vu le monde changer sous ses yeux. *« Une tranche de vie énorme »* : les tournées dans le Pacifique sud, la crise chinoise, l'écroulement des démocraties populaires, la guerre du Golfe, les deux présidences françaises de l'Europe. Jusqu'à la veille du départ, il aura adressé au chef de l'Etat télégrammes et projets de lettres, il aura suivi les passes d'armes en Tchétchénie, en Bosnie, au Proche-Orient. Sans oublier la renégociation du traité de non-prolifération nucléaire, que le président veut rendre universel et vérifiable. A toutes les notes de ses collaborateurs, inlassablement, M. Mitterrand aura répondu d'un simple *« vu »* ou par des observations plus détaillées. Les textes revenant de la présidence sont en général raccourcis, clarifiés, pesés au mot près. A tout moment, le chef de l'Etat peut étonner ses conseillers en évoquant un sujet ancien auquel il n'avait pas semblé prêter attention. *« Il a une mémoire pathologique »*, résume Bernard Latarget. Et une capacité intacte à *« recycler l'imprévu »*. Mercredi 3 mai en fin de matinée, sollicité par Roger Hanin et Georges-Marc Benamou, il a décidé de saluer la mémoire du jeune Marocain assassiné. Anne Lauvergeon a annulé en hâte un déjeuner. Une heure avant la manifestation antiraciste, François Mitterrand jetait à la Seine quelques brins de muguet.

Dans la petite rue de l'Elysée qui jouxte le palais, la fenêtre du bureau de Jean Levy est ouverte. On entend le piétinement des gardes républicains, le ballet feutré des autos. D'ici peu, le conseiller diplomatique partira comme consul général à Sao Paulo. A ses yeux, *« la dernière satisfaction du président sera de laisser la place à un socialiste »*.

Eric Fottorino

L'exclusion du politique

par Jean-François Mattéi

LE sociodrame irrésistible auquel les Français ont participé durant toute la campagne présidentielle nous conduit à réfléchir *sur le processus* généralisé d'exclusion du politique qui est notre lot quotidien. La lutte contre les exclusions est devenue à juste titre l'enjeu dominant des programmes politiques, à droite comme à gauche, chez les commentateurs comme chez les politologues, qui assimilent la *justice* à l'effort d'intégration des différentes classes sociales.

Aussi les pauvres, les chômeurs, les drogués, les immigrés, les *femmes*, les homosexuels et bien d'autres catégories marginalisées, exigent-ils, non sans raison, d'être intégrés dans le champ – on n'ose plus dire : le cœur – d'une société éclatée dont les repères traditionnels, en voie d'extinction, n'assurent pas plus la cohérence des *choix que l'orientation* des actions.

On attendrait donc que la pratique politique effective, en premier lieu dans les discours qui en dessinent la configuration spécifique, rassemble les hommes dans cet *« espace public »* pour travailler à ce qu'on appelait autrefois le *« bien commun »*. C'est dans ce champ politique partagé que se *justifie la seule* forme d'exclusion de l'exclusion à la mesure du citoyen : l'intégration des paroles, *des œuvres et des travaux de* chacun dans la cité. Or force est de reconnaître que les discours politiques en France aujourd'hui sécrètent sans cesse des formes d'exclusion plus profondes – celles de la réalité, des hommes et de leurs idées – qui concourent toutes, en imposant la mainmise du virtuel sur le réel, à éliminer à terme le politique lui-même.

1. L'exclusion de la réalité : on assiste aujourd'hui au déclin *insensible de l'espace politique au* profit des représentations virtuelles produites par les simulations médiatiques. Son illustration la plus frappante est celle des sondages préélectoraux qui tendent moins à modifier les choix des électeurs qu'à substituer à la réalité d'une élection l'image anticipée de son résultat possible. Que la réalité ne l'entende pas de cette *oreille ne change rien à l'emprise* de cet univers virtuel des sondages qui a parasité l'ensemble du *champ* politique.

Mis en accusation par leurs clients, les responsables des instituts de sondage répondent inlassablement que leurs études ne fournissent ni des pronostics ni des prédictions, mais des *« photographies »* – en fait, des « spectrographies » – d'un *état mouvant*, sinon volatil, de l'opinion. Mais, si les sondages préélectoraux ne consitutent pas *des instruments* de prédiction, à quoi peuvent-ils raisonnablement servir ?

Il importe peu aux lecteurs des sondages que l'*« opinion publique »* – pour autant qu'elle existe comme une entité indépendante des variations saisonnières mesurées par un questionnaire – dégage tel ou tel choix qui ne constitue en rien un acte politique, dès lors que *ce choix supposé* n'annonce pas le choix réel. *Les sondages* nous somment en définitive de substituer la modalité du possible à celle du réel en affectant de voir *dans la « possibilité »* d'une élection une réalité virtuelle, alors qu'elle n'est qu'une illusion produite par ce que Bergson qualifiait de mouvement rétrograde du vrai. *Supposer que* l'avenir va se plier à la détermination d'une virtualité antérieure, ce qui élimine d'emblée la liberté de l'homme et la réalité du temps, revient à *affirmer la réalité* du possible, ce qui est parfaitement contradictoire.

Prenons un exemple précis : M. Rozès, de l'institut CSA, explique qu'aucun sondage n'avait placé en tête M. Jospin avant le 23 avril parce qu'*« il n'était pas devant au moment où ont été faits les sondages »*. On ne saurait mieux dire. En fait, au moment des sondages en cause, M. Jospin n'était ni devant ni derrière ; il n'était *pas là*, tout simplement, parce qu'aucune réalité politique, et surtout pas l'élection postérieure, *n'était susceptible de* le placer en telle ou telle position. Les résultats des enquêtes d'opinion constituaient seulement l'image simulée d'un candidat dans le contexte déterminé d'une série de questions. Mais, en aucun cas, cette représentation virtuelle, indifférente au vrai et au faux, ne pouvait être assimilée à une anticipation réelle qui aurait conduit à affirmer *que M. Jospin « était »*, ou non, devant ses concurrents.

Toute tentative de passer à la li*mite du possible pour rejoindre* le réel, alors qu'il n'est pas encore accompli, revient à exclure physiquement la réalité, désormais réduite à un flux indéfini de simulations qui fluctuent au *gré des* désirs ou des intérêts de chacun.

2. L'exclusion *des hommes* : elle porte cette fois sur les acteurs eux-mêmes qui n'existent plus *comme des êtres de chair et de* sang, mais comme les effets virtuels de ces entités métaphysiques que l'on nomme *« droite »* et *« gauche »*, *« changement »* et *« conservatisme »*, etc. Il faut ici distinguer entre la description des attitudes politiques qu'il est per*mis d'identifier sous telle ou telle* détermination (le *« socialisme »*, le *« libéralisme »*), à partir d'une *induction fondée* sur les comportements des acteurs sociaux, et la position d'essences méta-historiques dont on prétend tirer, par une déduction nécessaire, l'explication des pratiques politiques effectives. On peut, certes, définir les limites théoriques du champ politique en jouant sur des polarités symboliques (droite-gauche), voire sur des métaphores triviales (changement-immobilité), *si l'on* prend garde que ces images ne doivent pas dépasser leur usage méthodologique. Mais nul n'est autorisé à réduire la réalité politique à ces jeux d'images, parfois à la limite de l'incohérence (*« Le président du vrai changement »* en 1995 *conserve, sans changer* grand-chose, l'image du *« socle du changement »* de 1981), en les projetant dans l'ordre ontologique pour les fixer en essences stables.

Les actions concrètes des hommes sont désormais occultées par ces véritables massifs idéologiques qui ont nom *« droite »* et *« gauche »*, et qui se font face, *pour emprunter encore une* image, comme le massif de la Sainte-Baume et la montagne Sainte-Victoire. Mais *si ces deux* montagnes ont bien une réalité géologique, en dehors de la carte géographique qui en précise les contours, la *« droite »* et la *« gauche » n'ont aucune existence* substantielle en dehors des pratiques mouvantes des acteurs dans l'histoire. La gauche et la droite sont considérées comme des sortes de gisements ontologiques dont les hommes politiques tireraient indéfiniment, *avec leurs idées* (la *justice* sociale serait une idée de gauche, même chez M. Chirac), leurs réserves naturelles d'électeurs (M. Chirac garderait un potentiel de 40 % à droite).

3. L'exclusion des idées : elle est évidemment la *plus grave* et, si l'on peut dire, la mieux partagée, dans une société où les libertés *démocratiques se paient d'un* renforcement des impératifs qui définissent ce qui est *« politiquement correct »*. On a beaucoup daubé, en France, les rigueurs et les ridicules de cette pratique américaine, sans remarquer que l'on rejetait, avec moins de puritanisme mais plus d'*inflexibilité*, les idées jugées incorrectes. Chacun va, excommuniant l'autre à proportion *qu'il a besoin de lui*, au moins pour assurer son identité, comme si l'on pouvait réduire des fractures politiques.

Or l'exclusion des idées, qu'elle soit ou non justifiée sur le plan éthique, voire religieux (M. Cheminade reproche ainsi à M. Le Pen d'interpréter *de façon littérale* le commandement de l'Evangile sur l'amour du prochain), se pro*nonce sur le terrain politique*. Chacun fait mine d'oublier que le principe immanent de la démocratie, établi sur la souveraineté du peuple et indépendant d'une norme morale transcendante, implique que toute manifestation de la volonté populaire, dans le cadre de la loi, se trouve *ipso facto* justifiée. S'il est regrettable que l'extrême droite atteigne le score de 15 %, *sinon de* 20 % selon le calcul de ceux qui amalgament des électorats différents, ces regrets d'ordre moral ne touchent pas à la question qui est d'ordre politique. Le vote démocratique a le mérite de manifester au grand jour, de façon égale, la réalité des opinions des citoyens ; on ne voit pas quelle instance permettrait de saluer certains choix et de condamner les autres. M[me] Laguiller, M[me] Voynet, M. Le Pen ou M. Cheminade, en dépit ou à cause de leurs résultats électoraux, ont autant de droit que leurs *adversaires de professer les thèses* qu'ils croient justes, et leur électorat respectif autant de légitimité démocratique que les autres.

La notion méprisante de *« vote de protestation »* des *« forces périphériques »* opposé au bon *« vote d'adhésion »* des *« forces de gouvernement »* fait bon marché de l'unité et de l'égalité de l'espace politique. Elle revient à considérer les votes politiquement minoritaires, déviants de la norme et *donc virtuellement dangereux*, comme des votes moralement condamnables. On assimile leur expression à un acte politique négatif, sans reconnaître qu'ils témoignent, avec la *liberté* des électeurs, de leurs difficultés ou de leurs détresses réelles qu'aucune *critique envers les risques* possibles de leurs choix, ne saurait faire disparaître. Il n'y a pas de magistère moral en politique.

Un écrivain de la fin du XVIII[e] siècle, peu soucieux de ce qui était moralement ou politiquement correct, demandait aux *Français de faire « encore un effort »* s'ils voulaient être républicains. Ceux qui s'efforcent au*jourd'hui de rester démocrates* et luttent avec raison contre les multiples formes d'exclusion, ne devraient pas oublier que l'exclusion la plus grave, qui engendre toutes les autres, est celle du champ politique quand le langage déserte la réalité pour mieux hanter ses illusions.

Quand le langage déserte la réalité pour hanter ses illusions, les citoyens sont hors-jeu. Non sans péril pour nous tous

Jean-François Mattéi *est professeur à l'université de Nice et à l'institut d'études politiques d'Aix-en-Provence.*

Pour un antifascisme militant

par Gilles Perrault

VOICI *donc qu'on entend* de nouveau, ici et là, des responsables politiques poser la question d'une éventuelle mise hors la loi du Front national. *Vieille* antienne, reprise à chaque nouvelle flaque de sang, et dont les choristes *savent bien l'inanité* : on ne dissout pas une organisation recueillant 15 % des suffrages. Ce sont au demeurant les mêmes qui, tout au long des quatorze dernières années qui *virent* le parti *de M. Le Pen passer de* moins de 1 % des voix à son score actuel, nous ont annoncé avant chaque consultation électorale une stagnation ou un recul du Front national, quand *ce n'était pas sa dé*composition pure et simple. La presse ne prévoyait pas autre chose. Notre *modeste Ras l'Front*, organe des comités du même nom, fut à peu près le seul à prédire ce que les faits confirmèrent implacablement : à une exception près, et d'une *consultation comparable* à l'autre, le Front national n'a cessé de progresser.

*Beaucoup se rassurent en établis*sant une différence entre la direction du Front national et ses électeurs, qui ne seraient que braves gens abusés, indemnes de tout racisme véritable, épargnés par le néofascisme. Mais si l'on avait annoncé aux millions d'honnêtes Allemands qui vo*tèrent pour Hitler en 1933 que* cela aboutirait en dix ans à Auschwitz et à une Europe transformée en charnier, l'immense majorité d'entre eux auraient éclaté de rire, tant ces sinistres perspectives étaient éloignées de leurs motivations. L'antisémitisme forcené du Führer apparaissait à la plupart comme une manie bizarre, de même que la haine des immigrés témoignés par *Le Pen ne trouve probablement* qu'un faible écho chez la plupart de ses électeurs.

La preuve en est la percée qu'il vient d'opérer dans des régions rurales dont les habitants ne voient des immigrés que sur leur petit *écran et où les problèmes d'insécurité* ne se posent pas. L'Appel des 250, d'où naquirent les comités Ras l'Front, l'annonçait dès 1990 : *« Les avancées du Front national sont faites de nos reculs. »* L'explication des succès de M. Le Pen ne réside pas dans la séduction subite d'un discours raciste ressassé depuis des décennies, mais dans l'état de la société française au terme des deux derniers septennats. Les inégalités sans cesse accrues, l'envol de l'exclusion, le chômage ou sa lancinante menace, un monde rural à la dérive, la faillite de l'espérance après l'amère expérience de la gauche au pouvoir, la multiplication des affaires de corruption, *fumier sur lequel prospère* traditionnellement l'extrême droite : tels sont les socles de la nouvelle puissance de M. Le Pen.

On n'en finira donc pas avec le Front national par des mesures dérisoirement autoritaires. On ne le stoppera pas davantage par un anti*racisme jaculatoire*, des grandes messes musicales et fraternelles ou des sermons éthiques. Le malheur est sourd aux leçons de morale. Le drame de Marseille et celui des bords de Seine ne réjouissent très certainement qu'une infime minorité des électeurs du Front national. *Mais la simple vérité est qu'ils* laissent les autres indifférents, murés qu'ils sont dans leurs problèmes. *Le malheur rend aveugle à autrui.* Aussi longtemps que les plaies dont souffre la société française ne seront pas guéries, il y aura un avenir pour le Front national. C'est dire que le vrai remède ne saurait être que politique. En attendant, et plutôt que de laisser tomber du haut des tribunes *jugements et anathèmes, ou de se* réconforter par des rassemblements indignés, il conviendrait de retour*ner sur le terrain et de réapprendre* une activité militante dont la disparition a laissé le champ libre au Front national.

Gilles Perrault *est écrivain.*

Morts de Grozny, morts de Stalingrad

par Marek Halter

DEUX CENTS intellectuels, parmi lesquels nombre de mes amis, ont signé un appel pour le boycottage des cérémonies du cinquantième anniversaire de la victoire sur le nazisme, à Moscou. Pour protester contre la guerre *en Tchétchénie*. Je condamne moi aussi la guerre en Tchétchénie. Mais je conteste la *justesse de leur démarche*. Tant au plan éthique que politique.

Ethique d'abord : on ne punit *pas un peuple* qui a donné vingt millions de vies pour sauver nos vies et notre liberté, à cause de la politique de son gouvernement. Cela est indécent. Les citoyens russes, parmi lesquels des millions d'anciens combattants, et surtout leurs enfants et petits-enfants, ne le comprendraient pas. Ce n'est pas un hasard si une telle démarche n'a *jamais été* envisagée, même au temps du goulag, par les dissidents soviétiques. Car le *même débat* ou presque a surgi en 1980 à l'occasion des Jeux olympiques de Moscou. Certains en souhaitaient le boycottage par l'Occident.

A l'époque déjà, je m'y refusais. Je pensais que manifester notre solidarité avec les dissidents et les refuzniks en Union soviétique même aurait un impact politique bien plus grand que quelques *sièges vides* dans le grand stade de Moscou. Mais c'était sous Brejnev, qui voulait des *« Jeux olympiques propres »*, et je n'étais pas certain de ma position.

Je le suis aujourd'hui. Et je dis aux signataires de l'appel : amis, allons sur la place Rouge, à Moscou, manifester notre opposition à la politique russe au Caucase, comme nous l'avons fait contre le goulag. Les démocrates russes nous en sauront gré. Les médias russes, *désormais libres*, rapporteront l'événement.

Mais personne, en Russie, ne *comprendrait, j'en suis certain,* que la seule voie que les intellectuels aient trouvée pour se solidariser avec les morts de Grozny passe par un geste qui semble mépriser les morts de Stalingrad.

Marek Halter *est président des collèges universitaires français de Moscou et de Saint-Pétersbourg.*

مكرر من الاصل

Le Monde

L'Algérie au fil de l'épée

DE la présente élection présidentielle française et de celle que le pouvoir algérien a promise avant la fin de l'année, les maquisards islamistes n'ont cure. Il n'entre pas dans la stratégie de ces jusqu'au-boutistes, qui entendent confondre leurs adversaires par l'épée, de tirer profit de ce genre d'exercice démocratique. Les commanditaires de l'assassinat de cinq nouveaux étrangers dont deux Français, vendredi 5 mai, à Ghardaïa, dans le sud algérien, veulent se convaincre – et convaincre les autres – que les crimes finiront par payer.

Tout à leur souci de préparer un prochain retour aux urnes, le président Liamine Zeroual et les siens ont engagé contre les islamistes en armes des opérations d'envergure qui ne semblent pas avoir connu le succès escompté. Dans ce contexte-là, si tant est que les actions des « fous d'Allah » obéissent à une logique et soient coordonnées, le sanglant coup de main de Ghardaïa est un singulier pied de nez à la « junte ».

Les groupes armés administrent de nouveau la preuve qu'ils peuvent frapper quand ils veulent et où ils veulent. Qui plus est, dans une région jusqu'à maintenant assez largement épargnée par la violence. Une région – le M'zab – dont le particularisme culturel et religieux n'est pas imperméable au discours intégriste. Une région, enfin, pas très à l'écart des champs pétrolifères tout récemment placés en zones de sécurité renforcée. Les maquisards islamistes paraissent « encaisser » les mauvais coups que leur assène le pouvoir, rebondir sur leurs échecs et modifier leur stratégie en conséquence. Si leurs rangs se creusent au hasard des affrontements, d'autres recrues prennent la relève, plus jeunes et plus fermés au dialogue que leurs aînés. Plus éloignés précisément des « politiques » de l'ex-FIS, qui ont une vue moins manichéenne des choses.

Cette lutte implacable entre « radicaux » des deux bords, qui n'ont rien à s'envier en matière de violations des droits de l'homme, rend très aléatoire toute médiation. La recherche d'une solution du moindre mal appartient-elle aux seuls Algériens? On ne voit guère qu'ils puissent réussir sans aide extérieure. Encore faut-il que celle-ci ne soit pas perçue comme une ingérence, ainsi que l'a été, par le pouvoir, l'initiative de la communauté catholique de Sant'Egidio, qui a abouti, en janvier, à Rome, à la signature d'un « contrat national » par les principaux partis de l'opposition.

La France n'est pas moins impuissante que d'autres à jouer les modérateurs. Tout en dénonçant les dangers de l'intégrisme et de l'autoritarisme et en appelant au réveil des forces démocratiques, le gouvernement d'Edouard Balladur s'est refusé à utiliser l'arme économique pour peser sur les événements. Ni Jacques Chirac ni Lionel Jospin n'ont dit qu'ils avaient en tête une autre politique pour l'Algérie.

L'engagement des jeunes

ON les croyait dépolitisés, inconstants, indécis. On imaginait, au mieux, que leur vision politique s'arrêtait aux « Guignols de l'info ». On les donnait, contre toute attente, pour chiraquiens, comme ils avaient été, la fois d'avant, mitterrandolâtres. On murmurait que, dans les partis, les mouvements de jeunes se cantonnaient au rôle de faire-valoir des aînés ou à celui de pépinière d'apparatchiks. Sur tous les fronts, dans cette campagne, les jeunes ont surpris.

On les a vus partout. Plus que les marins-pêcheurs, les agriculteurs, les veuves, les femmes, les retraités ou les rapatriés, les jeunes ont occupé l'avant-scène. Ou plutôt, selon les circonstances, le fond de l'estrade, judicieusement placés derrière le candidat, les premiers rangs, voire toute la salle, comme le 9 avril, à Bercy avec Jacques Chirac. Dans tous les meetings, ils étaient là, nombreux, avec leurs tee-shirts et leurs cornes de brume.

On les a découverts inventifs, exigeants, autonomes. Comme en des temps oubliés, les signatures de soutien sont arrivées en masse aux QG des candidats : une foule de sympathisants qui, soudain, renouait avec la politique. Ils se sont jetés dans la campagne avec leurs tensions, chez les jeunes balladuriens et chiraquiens de la majorité, leurs doutes et leurs espoirs, chez les jeunes socialistes. Alors même que leur importance dans le corps électoral diminue, au moment où celle des plus de soixante ans augmente, leur rôle dans la campagne reste essentiel, voire s'accroît, à la mesure peut-être des problèmes qui se posent plus particulièrement à eux : le chômage, le sida. L'engagement des jeunes militants s'est révélé actif, dans le sillage de tous les candidats du premier tour – chez les communistes comme chez les socialistes, derrière Edouard Balladur comme aux côtés de Jacques Chirac, dans les publics d'Arlette Laguiller ou, à l'autre extrême, de Jean-Marie Le Pen, davantage que parmi les auditoires de Philippe de Villiers – et, entre les deux tours, leur énergie a pu se donner libre cours au service de « Lionel » comme à l'appui de « Chirac ».

Pourtant, le candidat du « changement », présenté comme le favori chez les dix-huit à vingt-quatre ans dans la mesure où s'affirmer, pour cette génération, consistait à rompre avec « quatorze ans de socialisme », n'a pas obtenu l'avantage qu'on lui promettait. Son avance sur Lionel Jospin n'a été que de 3 points (25 % contre 22 %) au premier tour du scrutin. La dynamique qu'il espérait monopoliser s'est partagée entre les deux candidats, la « surprise » Jospin ayant fait son plein effet auprès des jeunes.

L'indécision prêtée à cette catégorie d'électeurs s'était néanmoins vérifiée au premier tour, 40 % d'entre eux faisant leur choix dans les derniers jours avant le vote. Le même phénomène pourrait se répéter au second tour. L'hésitation leur est permise au moment de désigner le président avec lequel ils passeront au siècle suivant.

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.
Directoire : Jean-Marie Colombani, président du directoire, directeur de la publication ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur de la rédaction

Eric Pialloux, directeur de la gestion ; Anne Chaussebourg, directeur délégué

Rédacteurs en chef : Thomas Ferenczi, Edwy Plenel, Robert Solé, adjoints au directeur de la rédaction ; Bruno de Camas, Laurent Greilsamer, Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Luc Rosenzweig

Daniel Lucbert, directeur du Monde des débats ; Alain Rollat, conseiller de la direction ; Daniel Vernet, directeur des relations internationales ; Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction

Médiateur : André Laurens

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : [illegible] F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du directoire

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : [illegible]

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

Des excuses pour une regrettable comparaison

Dès sa parution dans *Le Monde* du 5 mai, des lecteurs ont protesté, par téléphone, contre l'article intitulé « Balladur, Baldur ? Chirac, Schirach ? » de Agnès Verlet dans la page « Débats ». Parallèlement, des rédacteurs se sont émus et, vendredi matin, dans sa chronique de France Inter, Philippe Meyer nous consacrait une philippique de son cru, dont on pouvait penser, après avoir pesté contre l'auteur, qu'elle était méritée.

L'AVIS DU MÉDIATEUR

Elle l'était, et c'est la raison pour laquelle le médiateur revient à chaud sur cette question, afin de reconnaître les torts du journal dans le dernier numéro diffusé avant la fin de la campagne présidentielle. La réplique de Philippe Briand, publiée à la même place dans *Le Monde* du 6 mai, ne saurait, en effet, tenir lieu de réparation.

Dans l'article contesté, l'auteur partait d'une association par consonance entre les noms propres des deux candidats issus du RPR et celui d'un responsable de la jeunesse sous le régime nazi, pour exprimer l'inquiétude que lui inspirent les discours de M. Chirac et les meetings de ses partisans. Ce n'est pas la signataire de ce texte, accueilli dans nos colonnes, que nous mettons en cause : c'est nous-mêmes, *Le Monde*, pour avoir retenu et publié cet article.

Nous ne regrettons pas de l'avoir fait en raison de sa virulence, car la page « Débats » est précisément conçue comme un espace d'expression ouverte et libre, fût-ce, parfois, jusqu'à l'outrance. Les textes et les auteurs que nous publions dans ce cadre n'engagent pas *Le Monde*, qui a d'autres moyens pour s'exprimer. Ils engagent toutefois sa responsabilité dans la sélection à laquelle il procède. Si elle se trouve en défaut en la circonstance, c'est parce que la forme du propos ne correspond pas, dans son excès, ses références et ses insinuations, au contenu du débat ouvert par l'élection présidentielle, à la nature du RPR et au comportement de MM. Chirac et Balladur. Rien ne permet de justifier l'ébauche d'un parallèle avec le nazisme, même sous le couvert de l'allusion littéraire et le renfort de Lewis Caroll et Heinrich Böll. *Le Monde* présente aux premiers intéressés et à ses lecteurs les excuses qu'il leur doit pour avoir donné à cette interpellation sinon sa caution, du moins une telle publicité.

La comparaison est d'autant moins recevable que dans sa fausseté elle contribue à banaliser la singularité du nazisme, dérive que *Le Monde* a souvent combattue : nous n'en sommes que plus confus.

AH, LES SONDAGES !

Le médiateur avait été saisi, auparavant, de plusieurs contestations sur les sondages électoraux, sur leur utilisation médiatique, sur celle qu'en a fait *Le Monde* : c'est cette dernière question qui nous intéresse, ici, au premier chef. La campagne présidentielle la renouvelle avec force et à juste titre. Si *Le Monde* n'est pas au premier banc des accusés, il n'est pas absent du procès et ne s'exclut pas des médias dont la responsabilité, écrivait Thomas Ferenczi dans le numéro du 25 avril, est autant, sinon plus, engagée que celle des sondeurs.

A l'égard des sondages, ce journal est passé de l'hostilité de principe à un usage tempéré par un reste de méfiance et contrebalancé par l'attention prêtée à la critique de leur méthodologie faite par certains sociologues. Equilibre, ou contradiction, forcément inconfortables : il s'agissait de ne pas ignorer un instrument de mesure, si imparfait qu'il soit, des mouvements de l'opinion, notion elle-même contestée, et de ne pas passer outre les réserves qu'inspirent une caution pas toujours aussi objective qu'il y paraît.

Il faut bien admettre que l'information sur les attentes, les inclinations, les revirements d'une société, en dehors des moments où celle-ci a l'occasion de les formaliser, ne dispose pas de tellement de moyens de connaissance. Le flair des journalistes, leur capacité d'enquête, les affirmations des leaders d'opinion, l'ampleur des manifestations, dont la spontanéité est de plus en plus organisée, ne suffisent pas. Les sondages apportent, en principe, des données plus affinées ; ils rendent compte d'évolutions dans le temps et, pour avoir obtenu des succès indéniables, ils sont devenus des références obligées et spectaculaires, sinon absolues, dans le débat politique. A cela s'ajoute le fait que les chiffres fascinent dans leur prétention à témoigner quantitativement et qualitativement de l'inconnu collectif. Le public est pris au jeu de l'image virtuelle de lui-même que les médias contribuent à lui renvoyer complaisamment, jusqu'au jour où la réalité lui en oppose une autre.

Il appartient aux sondeurs de tirer les leçons de leurs déconvenues et au *Monde* de s'interroger sur ses propres responsabilités. S'il n'a pas mené la ronde des sondages, il s'est laissé prendre par elle, et s'il l'a fait avec des précautions, il a cédé aussi à la fascination réductrice des scores proclamés. On l'a constaté dans certains titres, dans certains résumés de l'actualité électorale, dans certains commentaires, alors que, parallèlement, les résultats des enquêtes étaient présentés avec les restrictions qu'ils appelaient.

La première conclusion à tirer de l'expérience est que *Le Monde* doit mieux assurer la cohérence entre son appréciation critique de l'information fournie par les sondages et l'utilisation qu'il fait, à chaud, de leurs indications. La seconde conclusion devrait le conduire à se montrer plus vigilant dans la caution qu'il peut donner au contenu (méthodologie, résultats et commentaires) d'enquêtes qu'il est censé parrainer, puisque c'est l'une d'entre elles qui se trouve mise en cause ci-dessous, non sans raison.

Le journalisme n'a pas de prétention scientifique, et il vaut mieux qu'il en reste là plutôt que de diffuser ou d'authentifier, sans y regarder de près comme il le fait dans d'autres circonstances, une source d'information et de commentaires certes non négligeable, mais qui n'a pas la fiabilité et la rigueur supposées.

André Laurens

AU COURRIER DU « MONDE »

UNE AUTRE ANALYSE DES DONNÉES

Deux idées-forces se dégagent de l'article sur les intentions de vote au second tour (*Le Monde* des 30 avril-2 mai) : Jacques Chirac dispose d'une confortable avance sur Lionel Jospin (54 %/46 %), mais qui a tendance à légèrement diminuer.

Si on analyse les chiffres plus attentivement, la situation est sensiblement différente. 1 016 personnes ont été interrogées le 28 avril et, parmi elles, 83 %, soit 843 personnes, sont « *certaines d'aller voter* ». Parmi ces dernières, 13 % d'entre elles n'ont pas exprimé leur vote (110 personnes) ; et c'est sur les suffrages exprimés, c'est-à-dire sur les 87 % de personnes déclarant être certaines d'aller voter, que les proportions de votants pour J. Chirac et L. Jospin ont été calculées. Ainsi, en réalité, J. Chirac rassemble 47 % (54 % de 87 %), et L. Jospin 40 % (46 % de 87 %) des suffrages des personnes certaines d'aller voter, et seulement respectivement 39 % et 33 % de l'ensemble des personnes interrogées.

La première idée-force qui devrait ressortir est qu'il reste encore 28 % de personnes n'ayant pas arrêté leur choix (comprenant, bien entendu, les abstentionnistes). Alors que la lecture rapide de l'article laisserait apparaître (54/46) que les jeux sont presque joués... Pourquoi répéter encore les erreurs d'analyse du premier tour ?

Deuxième observation. Votre commentateur compare les évolutions des proportions des suffrages exprimés pour les deux candidats, entre plusieurs sondages successifs, pour conclure à une « *légère érosion du maire de Paris* » : le lecteur retiendra que les intentions de vote pour ce dernier passent de 57 % (24 avril) des votes exprimés à 54 % (28 avril). Ces comparaisons n'ont aucun sens, puisque les pourcentages sont calculés sur des bases qui ont elles-mêmes considérablement changé entre ces deux dates. En effet, le 23 avril, on dénombrait 21 % d'indécis, et seulement 13 % le 28 avril !

Si on suppose qu'il s'agit toujours des personnes « *certaines d'aller voter* »..., la comparaison entre les deux dates conduit à des interprétations tout à fait différentes : par rapport à l'ensemble des personnes « *certaines d'aller voter* », le nombre d'indécis diminue sensiblement, passant de 21 % à 13 % ; les proportions de votes favorables à J. Chirac passent de 45 % à 47 %, ceux favorables à L. Jospin, de 34 % à 40 %. Ainsi, globalement, la diminution de 8 points du nombre d'indécis profite principalement au candidat socialiste...

Je m'étonne qu'un journal comme le vôtre, soucieux de sérieux et de vérité dans l'information, n'ait pas tenu compte des dérives constatées et ne prenne pas plus de précaution dans l'interprétation et l'analyse des données.

Jérôme Lion,
ingénieur conseil,
Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris

INCOHÉRENCE OU MAUVAISE FOI ?

Eh ! Oh ! le Médiateur ! Réveille-toi ! Les sondeurs se sont plantés, mais que dire de commentateurs – des étoiles de l'analyse politique, des professionnels de la critique politique –, bref, que dire de ceux du *Monde*. Dis-moi, Médiateur, chez vous, qui « fait » les « unes » ? Colombani ? Nostradamus ? Qui ? Il n'est pas sérieux ce mec-là ! Regarde ces quelques exemples : les Français souhaiteraient un « *chef* » qui « *remette de l'ordre* » et « *commande* » (11 avril) ; le premier tour est suspendu au vote des indécis (23-24 avril).

Quelle série de ratages ! Alors, *mon ami le Médiateur, dis-moi* : c'est de l'incompétence, de la mauvaise foi partisane, ou quoi ?

Carlos Ferrari-Lopez
Puteaux

LES FRANÇAIS SOUHAITERAIENT...

En matière de sondages, *Le Monde* nous avait habitués à mieux, par la qualité de la formulation des questions qui permettaient de tirer enseignement des réponses ainsi recueillies. Ce n'est malheureusement pas le cas cette fois (*Le Monde* du 11 avril). Outre les formulations floues concernant l'intervention de l'Etat dans la vie économique et l'acceptation du libre-échange, je relève la question suivante qui me choque. « *Il faudrait que les notions de famille, de travail et de religion soient mieux respectées.* »

Trois questions pour une seule réponse ? Si je pense, par exemple, que la « *notion de travail* » doit être mieux respectée – car c'est une valeur à laquelle chacun devrait pouvoir accéder –, et si, d'autre part, je pense au contraire que la « *notion de religion* » doit rester du domaine privé, que dois-je répondre ?

Je poserai ma question hors sondages : « *Il faudrait que la notion du respect du lecteur soit plus présente.* »

Gilbert Thevenard
Caumont-sur-Durance, Vaucluse

SCEPTICISME ET HUMILITÉ

Au-delà de la contestation du rôle des instituts de sondage dans cette élection présidentielle, les résultats du premier tour sont, à mon sens, une défaite tout aussi grande pour les journalistes français qui ont, pour le moins, manqué de modestie durant cette campagne en confondant virtualité et réalité politiques. Je suis certain, hélas, que cet épisode ne sera pas pour les médias une occasion de se remettre en question. Il suffirait pourtant d'effectuer un mouvement de 180 degrés vers ces dernières semaines pour se souvenir :

– du conformisme inédit des médias dans cette campagne (*Le Monde* avec sa rigueur s'en tirant mieux que les autres) ; de l'incapacité d'entraîner les candidats sur le terrain d'un débat non complaisant et argumenté, dégagé des contingences politiciennes, autrement dit le terrain d'un véritable débat de fond.

– de certaines prises de position péremptoires d'analystes bardés de certitudes, participant à leur façon de constructions intellectuelles loin des réalités politiques, et plus simplement des réalités citoyennes.

L'analyse, certes plus difficile, d'une réalité sociale et politique qui va se complexifiant, ne mérite-t-elle pas de la part des médias une attitude plus sceptique, plus critique et plus humble : la possibilité en somme (pas si absurde) de se réformer quelque peu ?

Stéphane Pair,
Paris

UNE LÉGISLATION PLUS CONTRAIGNANTE

C'est l'interdiction des sondages qui est la porte ouverte à toutes les manipulations : ceux qui en ont connaissance – voire qui prétendent en avoir connaissance – peuvent faire courir toutes les rumeurs ; sans parler de l'inégalité des citoyens devant l'information.

La responsabilité des instituts de sondages est ailleurs – et là, peut-être, une loi devrait suppléer à leur malhonnêteté intellectuelle –, même si la commission des sondages a précisé que la marge d'erreur, dans une analyse portant sur 1 000 personnes par la méthode des quotas, était de 2 à 3 points, et que *Le Monde*, depuis quelque temps, le rappelle après chaque publication (mais il ne l'a pas toujours fait). Ce qui signifie des « fourchettes » de 4 à 6 points (« Balladur à 20 % », ça veut dire Balladur entre 17 % et 23 %). Les instituts s'obstinent à donner un chiffre brut (parfois avec une décimale !), et à commenter des variations de 1 % – inférieures à la marge d'erreur de leurs calculs –, ce qui, certes, fait vendre, mais frise l'escroquerie.

Au lieu d'interdire hypocritement la publication de sondages, la loi devrait les autoriser jusqu'au jour de l'élection, voire rendre obligatoire leur énoncé sous forme de fourchettes. Dès lors (...), les prétendues contradictions, les « surprises » disparaîtraient : on s'apercevrait que lorsque les fourchettes de deux candidats se chevauchent, on ne peut savoir lequel devancera l'autre (...).

Elie Arié,
Paris

INFORMATION INDIVIDUELLE ET INFORMATION DU GROUPE

Les résultats de recherches récentes en théorie économique apportent un éclairage partiel sur une élection, qui reste bien sûr un processus très complexe. Ils supposent bien sûr un comportement rationnel des électeurs qui cherchent avant tout à choisir le « meilleur ». Chacun essaie d'apprécier à la fois l'importance de certains problèmes, et l'aptitude d'un candidat à y faire face. Tel électeur connaît mieux le problème du chômage, tel autre celui de l'enseignement primaire, etc... Chaque électeur n'a donc qu'une information imparfaite pour choisir un candidat. Appelons cette information « l'information individuelle ». Dans cette définition, et c'est un point essentiel, chacun ne prend pas en compte l'opinion des autres. L'information de l'ensemble des votants est fragmentée en « informations individuelles », qui sont incomplètes et sujettes à erreurs. Une personne qui choisit un candidat tient compte de tous les éléments d'information qui lui sont disponibles. Parmi ces éléments, il y a l'opinion publique. Un électeur incertain peut, de manière tout à fait légitime ou « rationnelle », tenir compte de cette opinion : les préférences d'un groupe véhiculent une information, et un groupe détient en moyenne plus d'informations qu'un individu isolé. Cet effet de groupe se retrouve bien sûr dans de nombreux usages et comportements sociaux. L'intérêt des travaux de recherche mentionnés ci-dessus, et qu'il n'est pas possible de décrire ici, est de dépasser une description mécanique de mimétisme qui reste stérile, pour en analyser la dynamique à partir des comportements de personnes éclairées.

Christophe Chamley,
professeur d'économie,
Strasbourg, Boston

PRÉSIDENTIELLE 95

FRANCE TÉLÉVISION REMERCIE LES MILLIONS DE TÉLÉSPECTATEURS QUI ONT PLÉBISCITÉ LES DÉBATS DE FRANCE 2 ET FRANCE 3

SOIRÉE DU 23 AVRIL

Résultats du 1er tour de scrutin
France Télévision est en tête de ce 1er tour avec 7,5 millions de téléspectateurs.
France 3 confirme le score : ses débats en 2ème partie de soirée ont été suivi par plus de 1,5 million de personnes.

SOIRÉE DU 2 MAI

Débat télévisé Jacques Chirac - Lionel Jospin :
France 2 sort vainqueur
Plus d'1 téléspectateur sur 3 soit 8 523 000 personnes ont suivi ce face à face sur France 2 qui devance ainsi ses concurrentes.

France 3 maintient l'avance de France 2
Diffusée immédiatement après le débat, l'édition spéciale de France 3 a confirmé le succès de la télévision publique.
1 963 080 personnes ont suivi les analyses et commentaires des éditorialistes parisiens et régionaux présents sur le plateau.

Les rédactions de France 2 et France 3 vous remercient de votre fidélité et vous donnent rendez-vous :

LE DIMANCHE 7 MAI

À partir de 18h00 sur France 3 et 19h00 sur France 2 pour suivre en direct les résultats attendus de ce second tour.

LE LUNDI 8 MAI

Sur France 2 éditions spéciales de 6h30 à 8h30, à 13h00 et à 20h00, et **sur France 3** à 12h00 et à 19h00 éditions spéciales régionales et nationales pour connaître les résultats définitifs et les réactions de la classe politique.



ARMEMENT Malgré un chiffre *d'affaires en progression*, Thomson-CSF, filiale de Thomson SA, spécialisée dans le matériel militaire et l'électronique professionnelle, a enregistré l'an dernier un déficit de 962 millions *de francs à cause* des pertes du Crédit lyonnais, dont le groupe est actionnaire. ● ALAIN GOMEZ, président, dénonce les *« effets sauvages »* de la sous-évaluation du dollar et l'agressivité des *concurrents américains*, qui profitent d'un marché domestique extrêmement étanche alors qu'en Europe la préférence communautaire ne fonctionne pas. ● Les débouchés au *Moyen-Orient sont de plus en plus* difficiles du fait du parapluie mis en place par la diplomatie américaine, mais la zone Asie-Pacifique révèle de forts potentiels pour Thomson, encore peu représenté sur place. ● Des négociations sociales vont s'engager sur l'emploi, qui n'aboutiront pas avant septembre.

Alain Gomez dénonce les « effets sauvages » d'un dollar sous-évalué

Le patron du groupe Thomson a annoncé une réduction du déficit, l'an dernier, de la filiale Thomson-CSF, spécialisée dans l'électronique professionnelle et militaire. M. Gomez se lamente sur la faible réaction des Européens à la stratégie monétaire américaine

ALAIN GOMEZ, président du groupe Thomson, entre en guerre contre les Etats-Unis. Il estime ce pays ouvertement engagé dans *« une guerre économique »* conduite au plus haut niveau au travers de la War Economic Commission créée par le président Clinton pour rassembler, sur chacun des grands contrats internationaux, toutes les énergies pouvant concourir à les obtenir. L'industriel français pointe du doigt l'arme utilisée : le dollar, en *« sous-évaluation latente »*, accusant par rapport au franc un *« différentiel monétaire de 20 à 30 % »*. Les Américains veulent *« exploiter le dollar jusqu'à l'extrême limite »*, a déclaré M. Gomez, vendredi 5 mai en présentant les comptes de Thomson-CSF, filiale à 58 % de Thomson SA, spécialisée dans le matériel militaire (65 % de son chiffre d'affaires) et l'électronique professionnelle (35 %).

Les pertes de 962 millions de francs de la société, imputables à l'impact (1,55 milliard de francs) du déficit du Crédit lyonnais dont Thomson détient 18,9 % du capital, ne révèlent pas de profond malaise (*Le Monde* daté du 6 mai). Le chiffre d'affaires de 36,4 milliards de francs (en hausse de 6 %), réalisé pour 54 % à l'exportation, s'est même rapproché de la crête de 1990. Par contre, sur un marché mondial où *la reprise n'interviendra pas avant* la fin de la décennie avec quelques années de retard sur les prévisions, l'attitude de la concurrence américaine et les *« effets sauvages »* de la sous-évaluation du dollar alarment le patron de Thomson pour l'avenir.

Les Etats-Unis ont, selon lui, adopté aujourd'hui dans le matériel militaire la même stratégie que le Japon autrefois dans l'électronique grand public. *Leurs industriels, qui* traditionnellement se cantonnaient à leur marché domestique, sont touchés de plein fouet par la réduction du budget du Pentagone et se lancent dans l'exportation à un rythme effréné. Ils opèrent des concentrations géantes, comme entre Lockheed et Martin Marietta. De son coté, l'administration de Washington les assiste, en pesant *de tout son poids diplomatique* – comme ce fut le cas en Arabie saoudite – et en veillant à maintenir fermé le marché intérieur américain qui représente toujours 40 % des ventes mondiales d'armement.

Face à ce déploiement de force, les Européens demeurent statiques, se lamente Alain Gomez. Même si l'Europe occidentale fournit 24 % du chiffre d'affaires de Thomson-CSF, il regrette qu'il n'existe pas de *« préférence communautaire »*. La Finlande acquiert des avions de combat américains, comme les Pays-Bas des hélicoptères. Quant au marché commun de l'armement dont le projet est régulièrement évoqué depuis une décennie, il reste *dans les limbes bien que les réalités* économiques devraient amener les gouvernements et les états-majors à évoluer dans ce sens. Thomson-CSF, qui semble renoncer à exercer un lobby auprès du monde politique, pour rapprocher les entreprises françaises tant ses tentatives sont restées infructueuses, réplique en agissant dans deux directions.

TROISIÈME MONDIAL

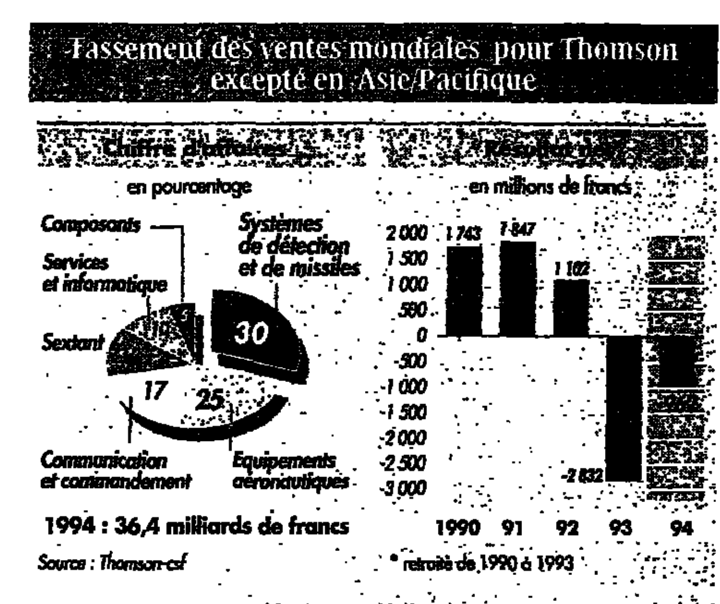
D'abord, en développant la croissance externe dans ses métiers principaux, afin de maintenir son chiffre d'affaires malgré le resserrement des marchés. Ensuite, en adaptant ses coûts par une amélioration de la productivité.

A la fin 1994, l'industriel français est parvenu à conserver sa place de *troisième entreprise mondiale dans* l'électronique d'Etat, derrière les américains Lockheed-Martin Marietta *et Hughes. Les frégates* et Mirage commandés par Taïwan ont fait bondir le chiffre d'affaires réalisé dans la zone Asie-Pacifique. Mais cette percée ne peut compenser la diminution des débouchés au Moyen-Orient. Le carnet de commandes de Thomson-CSF s'y est enrichi l'an dernier de plusieurs contrats avec l'Arabie saoudite (modernisation de navires, maintenance des système de défense Crotale et retombées du contrat Sawari 2 de deux frégates de défense aérienne). Le Moyen-Orient qui fournissait quelques 30 % du chiffre d'affaires de la société à la fin des années 80, n'en représente plus que 8 % en 1994.

Pour renforcer Thomson-CSF sur ses métiers, Alain Gomez a procédé à vingt-trois acquisitions au cours des cinq dernières années. Dernière en date, la prise de participation de 24,9 % au capital de la société espagnole Indra, spécialisée dans les technologies de l'information. La prochaine consistera en une alliance avec le britannique GEC Marconi pour devenir le premier mondial de l'accoustique sous-marine.

Sur le plan social, l'accord – non reconductible – sur le temps réduit indemnisé de longue durée (Trild) signé il y a dix-huit mois pour éviter le licenciement de quelque 2 000 personnes sur les 46 800 salariés du groupe, arrive à échéance à la fin du mois de mai. De nouvelles négociations vont être menées et la situation ne devrait pas être régularisée avant la rentrée.

Gilles Bridier



Les pertes de 1994 sont dues à l'impact (1,55 milliard de francs) du déficit du Crédit lyonnais, dont Thomson est actionnaire à hauteur de 18,9 %.

Recapitalisation avant privatisation

Ne serait-ce que pour bâtir de grandes alliances transnationales, Alain Gomez reste favorable à une privatisation de son groupe, bien que son caractère stratégique ne le place pas parmi les opérations prioritaires. L'industriel a déjà proposé deux schémas possibles, l'un passant par la fusion de Thomson SA et Thomson-CSF, et la fusion de l'ensemble comprenant Thomson Multimedia (la branche grand public filiale à 100 % de Thomson SA). L'autre schéma prévoit la privatisation de Thomson-CSF uniquement, le produit devant servir à recapitaliser Thomson SA. Toutefois, le président du groupe considère que toute privatisation devra être précédée d'une dotation en capital importante de l'Etat pour être attractive et ne pas léser les actionnaires actuels de Thomson-CSF.

Les débrayages se poursuivent chez Renault, au Mans et à Rueil

Le conflit du centre de recherche de Rueil est exemplaire du malaise des cols blancs

LES SALARIÉS de Renault ont perçu, vendredi 5 mai, leur intéressement aux bénéfices de l'année passée, qui représente, pour le groupe, une dépense totale de *175 millions de francs. Un techni*cien avec dix ans d'ancienneté recevra 2 850 francs, à quoi s'ajoute une supplément versé indépendamment par chaque établissement en fonction d'objectifs spécifiques. A la direction des études de Rueil, son montant est de l'ordre de 3 100 francs pour ce même technicien, avec son ancienneté. Soit, pour les deux primes cumulées, *près de 6 000 francs*.

Voilà qui ne saurait satisfaire aux revendications posées depuis des semaines. Au moment où la prime du groupe était versée, des débrayages d'une heure avaient lieu à l'usine du Mans et au centre de Rueil, deux sites encore perturbés. Ailleurs, à Flins, Choisy ou Or*léans, les conflits sociaux déclen*chés le 8 mars à la suite des négociations salariales se sont apaisés.

Bastion traditionnel de la CGT, l'usine du Mans est dotée d'une organisation syndicale réputée pour sa maîtrise des événements. Les débordements intervenus ces dernières semaines sont inhabituels et ils ressemblent à autant d'avertissements lancés par la CGT à l'intention de la direction de Renault et du futur gouvernement pour rappeler son opposition à la privatisation. *L'environ*nement local a également compté à la veille des élections municipales, dans une municipalité communiste.

A Rueil, *dans l'établissement qui* héberge la direction de la recherche, la situation est plus atypique. *« La grève du Mans en 1971 exprimait pour la première fois un besoin de reconnaissance des OS. On parlera probablement de la grève de 1995 à Rueil comme du premier conflit des cols blancs de même nature »*, estime un proche du dossier. Depuis le 20 février, il *ne se passe quasiment pas un jour* sans que près de 1 000 employés, techniciens, agents de maîtrise (ETAM) et même quelques cadres débrayent au moins une heure. *« La colline inspirée »*, comme les Renault appellent le site, connaît pour la première fois depuis 1968 une période de turbulences sociales.

Plus qu'un mécontentement relatif à l'insuffisance de leurs salaires, les cols blancs de Rueil sont aujourd'hui en proie à un véritable malaise. *« Nous assurons une surchage de travail sans précédent, pour atteindre des objectifs de plus en plus élevés »*, explique Serge Charron, ingénieur acousticien et délégué CFDT à Rueil. Ces heures *supplémentaires ne sont pas ré*munérées puisque les techniciens sont payés au forfait. La nouvelle organisation par projet, inaugurée pour la Twingo, puis la division prévue en juillet de la direction des études entre la carrosserie d'un côté et les moteurs de l'autre, perturbent les habitudes de travail : *« Cette nouvelle organisation a été vécue par les techniciens et ingénieurs comme une banalisation de leur travail. »*

La direction de Renault avait identifié ces problèmes mais sans imaginer qu'ils pourraient déboucher sur des mouvements de grève. Aujourd'hui, la situation ne semble pas devoir se débloquer. A tel point que, après dix-neuf réunions et le refus des syndicats de Rueil de signer un protocole de fin de conflit, la direction a décidé d'appliquer unilatéralement un certain nombre de dispositions de ce protocole pour engager le processus de retour au calme. La procédure de licenciement engagée à l'égard de 6 techniciens de Rueil a été transformée en avertissements, des primes exceptionnelles pour les départements les plus *surchargés ont été instaurées*. L'étude de mesures sur les préretraites progressives (à Rueil et au siège) et sur la définition d'heures supplémentaires s'accélère. Mais, inflexibles, les cols blancs de Rueil s'en sont tenus, vendredi 5 mai, à une seule revendication : l'augmentation des ressources de 900 francs par mois et par employé, par le biais de primes exceptionnelles ou encore une augmentation des coefficients.

Virginie Malingre

Trois entreprises françaises abandonnent le Pérou

LIMA

de notre correspondante

LE CRÉDIT LYONNAIS, AIR FRANCE ET LE BRGM, les trois principales compagnies françaises installées au Pérou, abandonnent le pays au moment même où celui-ci jouit, aux yeux des autres investisseurs étrangers, de la meilleure image de marque du continent, grâce à la complète libéralisation du commerce extérieur et aux victoires contre l'hyperinflation et contre le *terrorisme* du Sentier lumineux. Ces départs donnent, sur le continent sud-américain, l'impression que la France se replie sur l'Europe. Ni l'Amérique latine en général ni le Pérou en particulier ne semblent faire partie de ses priorités commerciales.

Air France a abandonné ses vols Paris-Lima fin mars, cinq mois seulement après avoir inauguré deux vols directs par semaine qui diminuaient la durée du voyage de trois à quatre heures. Même si AOM, qui hérite des droits de trafic, prendra la relève à partir de la fin juin, cette décision est ressentie comme symbolique à Lima.

Le Crédit lyonnais, qui vend tout son réseau d'agences en Amérique latine, s'apprête aussi à se retirer du pays. Implantée depuis 1952 en association avec Banco de Lima, la banque française avait relancé ses opérations financières en 1993, après une vingtaine d'années de récession. La Société générale est disposée à prendre la succession, parmi d'autres candidats.

Troisième départ, avec un poids économique certain, celui du BRGM. Associé avec la Newmont Company (américaine) et Buenaventura (péruvienne), le BRGM exploite les riches gisements d'or à ciel ouvert de Yanacocha, situés au nord du pays, dans le département de Cajamarca. *La mine a produit* 9 tonnes d'or raffiné en 1994, 2,5 fois sa production de l'année précédente. Elle pense produire 14 tonnes en 1995. Les 24,7 % détenus par l'entreprise française pourraient être repris par ses partenaires, qui ont un droit de préemption, mais un procès est en cours avec une firme australienne pour cette mine qui promet de faire du pays, à moyen terme, l'un des dix premiers producteurs d'or du monde.

Certains intérêts français demeurent au Pérou, pays avec lequel la balance commerciale reste déficitaire pour la France avec 400 millions de francs d'exportations (automobiles, biens d'équipement, produits dérivés des secteurs chimiques et métallurgiques) et 700 millions d'importations (produits miniers et agroalimentaires). Sous le nom d'emprunt de « Le Monde SA », Peugeot est parvenu à vendre 1 300 voitures en 1994 (soit plus du cinquième des exportations françaises à destination du Pérou). Peugeot se situe derrière les marques japonaises et coréennes, mais loin devant ses partenaires européens. Les laboratoires Larpe, filiale de Roussel-Uclaf, envisagent un investissement de 3 millions de dollars dans les trois prochaines années pour améliorer leur infrastructure. Le *groupe de pêche « Adrien »* transforme 8 000 tonnes de filets de merlu par an, chiffre qui pourrait doubler cette année en mettant en service un deuxième bateau-usine.

France Telecom a *perdu l'appel* d'offres concernant les télécommunications, enlevé par l'opérateur espagnol Telefonica. La France est donc absente des privatisations péruviennes. *Ni le groupe* Accor ni le Club Méditerranée ne se sont intéressés à l'hôtellerie, bien que le secteur touristique ait progressé de près de 40 % en 1994. Mais la Générale des eaux ou la Lyonnaise des eaux, en association avec un consortium de capitaux étrangers et nationaux, ont une grande chance d'emporter l'appel d'offres pour une concession de trente ans sur Sedapal, l'entreprise municipale des eaux de la capitale.

Nicole Bonnet

Echec des négociations commerciales américano-japonaises sur l'automobile

LES NÉGOCIATIONS américano-japonaises sur le commerce des automobiles et des pièces détachées ont pris fin vendredi 5 mai au Canada sur un constat d'échec, a annoncé le représentant américain au commerce, Mickey Kantor. *« Malgré les durs efforts déployés pour trouver des solutions inventives, les Etats-Unis et le Canada ne sont pas parvenus à conclure un accord sur le secteur de l'automobile et des pièces détachées »*, a dit Mickey Kantor à l'issue d'une rencontre avec le ministre japonais du commerce international et de l'industrie, Ryutaro Hashimoto.

Les Etats-Unis ont menacé le Japon de sanctions commerciales si aucun accord n'est conclu sur l'ouverture du marché japonais des voitures et des pièces détachées. Mickey Kantor a déclaré que le Japon avait *« refusé de répondre »* aux *« préoccupations les plus fondamentales »* des Etats-Unis. *« La discrimination contre les constructeurs étrangers de voitures et de pièces détachées se poursuit »*, a-t-il conclu.

■ **Generali : le groupe d'assurances italien Generali a annoncé vendredi 5 mai une forte hausse de 27 % de son bénéfice** net consolidé à 873,4 milliards de lires (2,5 milliards de francs) contre 686 milliards de lires l'année précédente. Le bilan consolidé du groupe ayant son siège à Trieste (Nord-Est) consolide les résultats de 93 compagnies d'assurances et 60 sociétés financières, immobilières et agricoles. *« Le résultat technique a enregistré une nette amélioration, soit pour la branche vie, qui dégage un profit, que pour les dommages, où les pertes ont été fortement réduites »*, souligne la compagnie. Le total des primes consolidées s'est élevé à 28 736,2 milliards de lires (83 milliards de francs), en hausse de 15,5 % (+10,7 % à parité de changes), dont 12 593,7 milliards pour la branche vie (+26,1 %) et 16 142,5 milliards dans la branche dommages (+8,4 %).

■ **Nouveau marché boursier : une trentaine d'établissements financiers français et étrangers envisagent de devenir membres** du « nouveau marché » que compte lancer, début 1996, la Société des Bourses françaises (SBF) pour permettre aux jeunes entreprises innovantes de se financer, a indiqué vendredi 5 mai la SBF. Ces membres auront le rôle d'intermédiaires mais ne seront pas actionnaires de la Société du nouveau marché (SNM), créée le 5 avril. Les règles d'accès à ce marché seront différentes de celles qui prévalent pour la cote officielle. Les sociétés n'auront pas besoin d'être bénéficiaires pour y entrer, de même il ne leur sera pas demandé d'historique de comptes.

■ **Renault Portugal : la société a suspendu son projet de licenciement de 144 des 765 travailleurs de son usine de Setubal** (sud de Lisbonne), 141 d'entre eux ayant accepté le *« plan social »* proposé par la direction, a indiqué vendredi 5 mai un porte-parole du constructeur français. Le plan proposé par la direction de Renault Portugal prévoyait le transfert des 144 travailleurs de l'usine de Setubal menacés de licenciement dans l'autre usine du constructeur français dans le nord du pays (Cacia) ou dans ses délégations de Lisbonne et de Porto.

■ **IBSA : Jean De la Porte Des Vaux, ancien cadre d'une filiale du Crédit lyonnais, International Bankers SA (IBSA) a été mis en examen** *pour abus de biens sociaux, complicité* et présentation de bilan inexact, vendredi 5 mai par Eva Joly, juge d'instruction au tribunal de Paris. Il a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire. Dans le cadre de cette information judiciaire ouverte le 19 septembre, un marchand de biens, Marc Berdugo, et d'anciens cadres d'IBSA, Pierre-Alain Fadhuile *et Michel Marcetteau de Brem, avaient été mis en examen le 10 mars.*

■ **IATA : le nombre de personnes transportées sur les vols internationaux a augmenté de 6 %** pendant le premier trimestre de 1995, par rapport à la même période de référence en 1994, a indiqué jeudi l'Association internationale du transport aérien (IATA). La capacité de transport de passagers a progressé dans la même proportion (+6 %) de janvier à mars. La totalité du trafic aérien (passagers et fret) a augmenté de 9,2 % contre une capacité de transport globale en hausse de 7,4 %.

Revue des valeurs

Semaine du 2 au 5 mai 1995

PARIS	NEW YORK	TOKYO	LONDRES	FRANCFORT
↗	↗	↗	↗	↗
CAC 40	DOW JONES	NIKKEI	FT 100	DAX 30

PARIS

Indice CAC 40 **+ 0,51 %**

Une attente sereine

JACQUES CHIRAC ou Lionel Jospin ? La Bourse de Paris semble *presque* s'en moquer. Non pas que les boursiers n'aient *« rien à cirer » de l'élection* présidentielle, pour reprendre, à l'envers, l'expression d'Edith Cresson, mais, portée par l'optimisme qui lui a permis de regagner près de 13 % en un mois et demi, la Bourse voit avant tout dans l'échéance électorale des promesses de relance de la croissance. L'hostilité à géométrie variable de Jacques Chirac à la politique de franc fort et le programme de Lionel Jospin, qui prévoit d'interrompre les privatisations et de ne pas créer de fonds de pensions, ont laissé les investisseurs de marbre. Ils retiennent surtout la volonté des deux candidats d'augmenter les salaires, de relancer la machine économique et d'alimenter ainsi consommation et investissement.

Du coup, et presque sans états d'âme, la Bourse de Paris a encore gagné 0,51 % sur une semaine réduite à quatre jours en raison de sa fermeture le lundi 1er mai. L'indice CAC 40 s'est inscrit en clôture vendredi à 1 927,41 points ; il avait atteint, mercredi en fin de journée, son plus haut niveau de l'année à 1 971,07 points.

Le relatif optimisme de la Bourse de Paris n'est pas une chose nouvelle. Cela fait un mois et demi, à la surprise générale, que les actions françaises ont commencé à regagner du terrain après un début d'année catastrophique. Une reprise amorcée comme d'habitude par des investisseurs étrangers dont les prises de position sont toujours déterminantes. Il est facile de comprendre pourquoi. Les non-résidents détiennent un tiers de la capitalisation boursière française et surtout la moitié du « flottant », c'est-à-dire la moitié des actions réellement en circulation sur le marché. Et l'analyse des grandes banques anglo-saxonnes est la même depuis le mois de mars : la croissance va reprendre en France après l'élection présidentielle. Elle va s'appuyer sur des programmes de relance plus ou moins marqués, sur le fait que la consommation en Allemagne, le principal partenaire économique de la France, va bénéficier des hausses de salaires et que dans l'ensemble de l'Europe continentale l'activité s'améliore. Les plus audacieux imaginent même que la Bundesbank baissera une nouvelle fois ses taux d'intérêt devant la menace que fait peser sur l'activité outre-Rhin la force irrésistible du deutschemark et que la Banque de France pourra alors lui emboîter le pas.

ESPOIRS DE RELANCE

Le scénario de la relance se verrait même renforcé, selon les analystes, en cas de victoire de Jacques Chirac, qui reste le favori de la plupart des investisseurs, notamment anglo-saxons. Ils imaginent que le nouveau gouvernement de droite laisserait *« légèrement filer le franc »*, ce qui ne pourrait que renforcer la compétitivité des entreprises françaises. Mais un succès de Lionel Jospin, une hypothèse envisagée de plus en plus sérieusement par les opérateurs au fil du temps, ne serait pourtant pas perçu comme un saut dans l'inconnu. Il y aurait également du pouvoir d'achat distribué, une relance du logement, et les investissements des entreprises, bloqués avant l'élection, repartiraient.

Très attendu, le « *courtois* » duel télévisé entre les deux candidats n'a fait que conforter les espoirs de relance. Après avoir gagné 0,96 % mardi, l'indice CAC 40 avait encore progressé de 1,77 % mercredi. Jeudi et vendredi, la prudence reprenait le dessus, le CAC 40 perdait respectivement 1,26 % et 0,96 %, d'autant que, comme à l'accoutumée, les rumeurs les plus contradictoires circulaient sur les résultats de sondages privés.

Eric Leser

VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	28-4-95	2-5-95	3-5-95	5-5-95	-
RM	6 353 419	3 515 784	4 898 797	7 318 532	-
Comptant R. et oblig.	16 498 954	30 971 269	22 423 833	21 627 943	-
Actions	110 359	137 562	143 379	201 536	-
Total	22 962 732	34 624 415	27 466 009	29 148 011	-

INDICES

	2-5-95	3-5-95	4-5-95	5-5-95	-
(base 1 000, 31 décembre 1990)					
SBF 120	1 319,02	1 339,43	1 325,83	1 315,65	-
SBF 250	1 271,32	1 289,13	1 278,85	1 269,92	-
(base 1 000, 31 décembre 1987)					
CAC 40	1 936,85	1 971,07	1 946,19	1 927,41	-

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM

	Nombre de titres échangés	Valeur en KF
Elf Aquitaine	3 901 359	1 570 011
Danone	1 314 290	1 067 333
LVMH Moet Vuitton	1 057 700	997 562
Total	2 829 156	893 879
Eaux (Gle des)	1 712 587	893 354
Alcatel Alsthom	1 812 798	848 131
L'Oréal	622 530	814 770
Carrefour	289 610	720 888
Saint-Gobain	1 041 965	678 312
Société gle	1 156 980	626 955
Peugeot	726 800	533 898
Axa	1 974 310	522 720
Suez	2 038 793	520 572
Lafarge Coppee	1 344 083	517 435

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RÈGLEMENT MENSUEL)

Valeurs en hausse	%
Olipar	+ 19,55
Géophysique	+ 17,68
Finextel	+ 12,69
Metrologie Inter.	+ 12,06
Metaleurop	+ 11,01
Alspi	+ 10,13
Euro Disney	+ 9,28
Dassault-Aviation	+ 7,95
Sade	+ 7,90
Vallourec	+ 7,80
Filipacchi Medias	+ 6,82
UFB Locabail	+ 6,59
SCOR S.A	+ 6,36
Simco	+ 5,86

Valeurs en baisse	%
Credit Lyonn. CIP	- 7,11
CGIP	- 6,93
UGC DA (M)	- 6,54
Z Gr. Zannier #Ly	- 6,42
Pernod-Ricard	- 6,41
Skis Rossignol	- 6,08
Damart	- 5,15
Intertechnique	- 4,59
Essilor Intl	- 4,51
Euro RSCG W.W	- 4,44
Synthelabo	- 4,12
Rue Impériale (Ly)	- 4,08
Bollore Techno.	- 3,96
Legris indust.	- 3,59

LES SECTEURS D'ACTIVITÉS

AGROALIMENTAIRE	5-5-95	Diff.
Bongrain	2 782	[illegible]
Danone	810	[illegible]
Eridania Béghin-Say	741	[illegible]
Fromageries Bel	4 350	[illegible]
LVMH	943	[illegible]
Pernod-Ricard	318	[illegible]
Rémy-Cointreau	163	[illegible]
Saint-Louis	1 566	[illegible]

ASSURANCES	5-5-95	Diff.
AGF	173	[illegible]
AXA	268	[illegible]
GAN	173	[illegible]
SCOR SA	117	6,36
UAP	137,10	[illegible]

BÂTIMENT ET MATÉRIAUX	5-5-95	Diff.
Bouygues	612	[illegible]
Ciments français	227	[illegible]
Colas	891	[illegible]
Eiffage	950	2,20
Eurotunnel	15,90	[illegible]
CTM Entrepose	438	5,94
Imetal	515	0,38
Immob. Phénix	63,10	1,09
Jean Lefebvre	363,90	[illegible]
Lafarge-Coppée	377,50	[illegible]
Poliet	453	4,20
Saint-Gobain	633	0,62
SGE	175	1,24
Spie-Batignolles	-	[illegible]

CHIMIE	5-5-95	Diff.
Air liquide (L')	775	[illegible]
Gascogne	502	[illegible]
Michelin	219	6,45
Plastic-Omnium	551	1,28
Rhône-Poulenc A	118,80	[illegible]
Roussel-Uclaf	693	1,98
Sanofi	281,40	3,52
Synthélabo	237	4,12

CONSOMMATION NON ALIMENTAIRE	5-5-95	Diff.
BIC	805	[illegible]
Chargeurs	986	[illegible]
Christian Dior	449	[illegible]
Clarins	460	3,26
DMC	247	[illegible]
EBF	990	[illegible]
Essilor Int.	845	4,51
Gr. André	456	5,80
Moulinex	115,50	6,43
Oréal (L')	1 282	1,25
Salomon	2 005	[illegible]
SEB	530	[illegible]
Skis Rossignol	1 219	6,08
Sommer-Allibert	1 910	0,79
Zodiac	585	0,86

CRÉDIT ET BANQUES	5-5-95	Diff.
Bancaire (Cie)	547	[illegible]
BNP	250,80	3,72
CCF	214,50	3,37
Cetelem	1 085	3,43
Comptoir entrepr.	-	[illegible]
CPR	360,50	[illegible]
Créd. fon. France	658	[illegible]
Crédit local Fce	424	[illegible]
Créd. lyon. CIP	235	7,11
Crédit national	394,60	+ 0,02
Société générale	545,60	3,48
SOVAC	397	+ 5,36
UFB Locabail	362	+ 6,59
UIC	96,50	+ 1,25
Via Banque	280	2,88

DISTRIBUTION	5-5-95	Diff.
Carrefour	2 468	3,37
Casino	144,50	[illegible]
Castorama Dubois	804	[illegible]
Comptoirs Modernes	1 485	[illegible]
Damart	4 600	5,15
Docks France	741	[illegible]
Galeries Lafayette	2 079	[illegible]
Guilbert	472	4,27
Guyenne Gascogne	1 360	[illegible]
Pinault-Print. Red.	1 120	[illegible]
Primagaz	890	[illegible]
Promodès	1 166	[illegible]
Rexel	790	3,42

ÉLECTRICITÉ ET ÉLECTRONIQUE	5-5-95	Diff.
Alcatel-Alsthom	468,00	[illegible]
Alcatel-Câble	381,90	[illegible]
CS (ex-CSEE)	311	[illegible]
Intertechnique	560	4,59
Labinal	782	[illegible]
Legrand	7 290	1,62
Matra-Hachette	108,00	- 0,91
Radiotechnique	491	+ 3,58
Sagem	2 695	- 2,88
Schneider	378,00	- 0,96
Thomson-CSF	130,50	- 2,97

IMMOBILIER ET FONCIER	5-5-95	Diff.
GFC	373	+ 5,07
Olipar	10,70	+ 19,55
Rue Impériale	3 501	- 4,08
Sefimeg	302	+ 3,60
Simco	433	+ 5,86
UIF	467	+ 4,84
Lucia	75	-
Silic	719	+ 3,75
Sogeparc	561	- 3,60

INVESTISSEMENT ET PORTEFEUILLE	5-5-95	Diff.
Bolloré Techno.	509	- 3,96
Cerus	86,10	- 1,14
CGIP	1 100	- 6,93
Eurafrance	1 560	+ 1,62
Gaz et Eaux	1 961	+ 4,30
Lagardère	111,60	+ 1,54
Marine-Wendel	384,80	- 0,31
Navigation mixte	947	+ 2,37
Nord-Est	133,20	+ 0,45
Paribas	316,60	+ 5,01
Suez	249	- 2,42
Worms & Cie	249	- 3,48
Origny-Desvroise	-	-
Parfinance	179,00	+ 4,06
Arnault Ass.	-	-

MÉTALLURGIE, MÉCANIQUE	5-5-95	Diff.
CarnaudMetalbox	180	+ 3,50
Dassault Aviation	444,90	+ 7,95
De Dietrich	2 660	- 3,55
Fives-Lille	473	+ 3,27
Legris Industrie	375	- 3,59
Métaleurop	65,50	+ 11,01
Pechiney CIP	300,20	+ 0,56
Pechiney Int.	126,30	+ 1,85
Peugeot SA	720	+ 1,69
Strafor Facom	642	- 1,98
Valeo	285,90	+ 2,19
Vallourec	265,20	+ 7,80

MINES D'OR, DIAMANT	5-5-95	Diff.
Anglo-American	281	+ 4,85
Buffelsfontein	34,10	+ 3,64
De Beers	140,20	+ 2,41
Driefontein	72,50	+ 6,30
Gencor Limited	16,15	+ 3,19
Harmony Gold	42,20	+ 0,95
Randfontein	29,50	+ 16,60
Saint-Helena	45,90	+ 4,08
Western Deep	167,60	+ 4,81

PÉTROLE	5-5-95	Diff.
Elf Aquitaine	400,30	+ 0,28
Esso	596	+ 0,67
Géophysique	390	+ 17,68
Total	310,40	- 1,11
BP France	121	- 5,46
Erap-Elf	364	- 0,54

SICOMI OU EX-SICOMI	5-5-95	Diff.
Bail Investiss.	865	+ 0,34
Interbail	348,50	+ 2,50
Klépierre	585	+ 0,86
Locindus	800	-
Selectibanque	156,50	- 0,94
Unibail	500	+ 4,16
Genefim	168	+ 1,20
Immobail	260	-

TRANSPORTS, LOISIRS, SERVICES	5-5-95	Diff.
Accor	593	+ 5,32
BIS	396	+ 2,85
Canal Plus	662	- 1,19
Cap Gemini Sogeti	175,10	- 3,25
CEP Comm.	498	+ 1,01
Club Méditerranée	492	- 1,40
Eaux (Gle des)	524	+ 0,75
Ecco	683	+ 1,09
Euro Disney	15,30	+ 9,28
Filipacchi Médias	720	+ 6,82
Havas	423,50	+ 0,23
Lyonnaise des eaux	501	+ 2,55
Publicis	422	+ 4,22
SITA	701	+ 2,33
Sligos	423	- 1,62
Sodexho	911	- 2,56
SCAC Delmas	700	- 2,09
Dauphin OTA	262	+ 0,76
OGF O. Gest. Fin.	720	-
TF1	465	- 2,19

VALEURS A REVENU FIXE OU INDEXÉ	5-5-95	Diff.
6 % 1993-1997	98,26	+ 0,13
EDF-GDF 3 %	7 350	310
CNB 5 000 F	100,6	- 0,05
CNB Par. 5 000 F	100	- 0,01
CNB Suez 5 000 F	100	-
CNI 5 000 F	100,6	inchangé

TOKYO

Indice Nikkei **+ 1,68 %**

Ebauche de reprise

DEUX SÉANCES seulement cette semaine à Tokyo, en raison des congés de la *golden week*, qui se soldent toutefois par un gain de 1,68 % alors que la période précédente avait été perdante de 0,95 %. Lundi, les principales valeurs de la Bourse de Tokyo et les contrats à terme n'ont pas enregistré de variation très sensible, bien que le marché hors cote ait nettement progressé dans des échanges animés. L'indice Nikkei a fini sur une avance de 4,71 points, soit 0,03 %, à 16 811,46 points. A l'approche des congés mercredi, jeudi et vendredi, les échanges n'ont porté que sur 130 millions d'actions, contre 180 millions vendredi. Après la stabilité affichée la veille, le marché s'est nettement repris, terminant la séance du mardi 2 mai sur une nette hausse grâce à d'importants achats liés aux arbitrages. L'indice Nikkei a gagné 277,20 points, soit 1,65 %, à 17 088,66 points. Ailleurs, les transactions n'ont guère été actives à la veille du congé de cinq jours et l'attention s'est portée sur le second marché.

Indices du 2 mai : Nikkei, 17 088,66 (contre 16 806,75) ; Topix, 1 353 (contre 1 331,82).

LONDRES

Indice FT 100 **+ 1,10 %**

Hausse toujours

LE FOOTSIE a poursuivi sa marche en avant cette semaine à la Bourse de Londres, où l'optimisme n'a guère été affecté par les incertitudes sur les taux d'intérêt et les déboires électoraux du gouvernement. L'indice Footsie des cent plus grandes valeurs a gagné 35 points, soit 1,1 %, en cinq séances, pour terminer vendredi à 3 251,7 points. Il a été notamment encouragé par de bons résultats de sociétés et par la multiplication de rumeurs d'OPA, notamment sur SG Warburg et sur Thorn-EMI.

La lourde défaite du parti conservateur aux élections locales jeudi n'a guère troublé le marché. En revanche, la décision inattendue de la Banque d'Angleterre de ne pas relever ses taux d'intérêt vendredi n'a pas profité au marché des actions, préoccupé par les risques de baisse de la livre.

La banque d'affaires SG Warburg a été la valeur-phare de la semaine, progressant fortement lundi sur de nouvelles rumeurs d'OPA puis à l'annonce, mardi, de discussions avec la Société de Banque Suisse (SBS). Le titre a gagné 73 pence à 842 sur la semaine *tandis que la filiale de gestion de* fonds MAM, qui ne serait pas *comprise dans un rapprochement* avec SBS, prenait 93 pence à 887.

Indice FT 100 du 5 mai : 3 251,7 (contre 3 216,7).

FRANCFORT

Indice DAX 30 **+ 0,39 %**

Indécision

LA BOURSE de Francfort a joué aux montagnes russes cette semaine, alternant hausses et baisses sous les influences contraires de Wall Street, qui chassait le record à la hausse, et de nouveaux accès de faiblesse du dollar. L'indice DAX des trente valeurs vedettes a terminé vendredi à 2 023,83 points, en progression de 0,39 %.

Après un week-end prolongé, en raison du 1er mai, la Bourse avait bien débuté la semaine mardi avec une hausse de 0,99 % dans un faible volume. La stabilisation du dollar, même à un faible niveau, avait rassuré les investisseurs. Mais le répit fut de courte durée, une nouvelle baisse du billet vert ayant provoqué un regain d'inquiétude mercredi. Le lendemain, les investisseurs étaient rassérénés par la forte hausse de Wall Street et un marché obligataire ferme, avant de prendre leurs bénéfices vendredi.

Le titre du groupe pharmaceutique Schering, qui prévoit un résultat en stagnation en 1995 et qui a annoncé un recul de 9 % de son bénéfice net au premier trimestre, a été la vedette malheureuse de la semaine, abandonnant 5 % mercredi et plus de 7 % jeudi. Il s'est ressaisi vendredi pour terminer à 939 marks.

Indice DAX du 5 mai : 2 023,83 (contre 2 015,94).

NEW YORK

Indice Dow Jones **+ 0,51 %**

Inquiétude

WALL STREET a encore continué à gagner du terrain d'un vendredi à l'autre mais à un rythme plus lent que le mois précédent, alors que les signes *« troublants »* d'une correction à la baisse se multiplient, selon les économistes. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé la semaine en hausse de 22,13 points (0,51 %) à 4 343,40 points.

« Le marché n'est arrivé nulle part, mais il a voyagé une longue distance », a affirmé Hugh Johnson, responsable chez First Albany. Le principal indicateur de Wall Street a brièvement conquis le sommet de 4 400 points jeudi en cours de séance, mais il est rapidement redescendu en raison d'une forte résistance technique à ce niveau. La publication vendredi d'un chiffre de l'emploi en avril beaucoup moins bon que prévu a contribué au tassement du Dow Jones. L'économie a perdu 9 000 emplois en avril et le taux de chômage a grimpé à 5,8 %. Les analystes tablaient sur environ 200 000 créations d'emplois et un taux de chômage inchangé à 5,5 %. Le chiffre de l'emploi très faible fait craindre une baisse plus forte qu'attendu de l'activité et donc des bénéfices des entreprises, a relevé M. Johnson.

« L'économie va ralentir beaucoup plus rapidement que les gens ne le pensent », confirme Michael Metz, responsable chez Oppenheimer, qui table sur une récession de l'économie américaine au troisième trimestre. D'autres analystes tablent sur une correction du Dow Jones dès la semaine prochaine. Celle-ci pourrait faire perdre jusqu'à 50 points au principal baromètre de Wall Street.

Indice Dow Jones du 5 mai : 4 343,40 (contre 4 321,27).

COURS DE CLÔTURE D'UNE SEMAINE A L'AUTRE

NEW YORK — Les valeurs du Dow Jones

En dollars	5/5	28/4
Alcoa	[illegible]	44,88
Allied Signal	[illegible]	39,63
American Express	35,13	34,75
AT & T	51	50,75
Bethlehem	[illegible]	14,13
Boeing Co	54,88	55
Caterpillar Inc.	58,75	58,50
Chevron Corp.	48,75	47,38
Coca-Cola Co	59,63	58,13
Disney Corp.	[illegible]	55,38
Du Pont Nemours & Co	66,25	65,88
Eastman Kodak Co	61	57,50
Exxon Corp.	70	69,63
Gen. Electric Co	57,25	56
Gen. Motors Corp.	42,50	45,13
Goodyear T & Rubbe	39,50	38
IBM	93,13	94,75
Intl Paper	76,38	77
J.P. Morgan Co	66,63	65,63
McDonnell Douglas	64	61,37
Merck & Co. Inc.	44,38	42,88
Minnesota Mng. & Mfg	60,25	59,63
Philip Morris	71,50	67,75
Procter & Gamble C	70,38	69,88
Sears Roebuck & Co	53,25	54,25
Texaco	67,88	68,38
Union Carb.	32,25	32
Utd Technol	73,75	73,13
Westingh. Electric	14,63	15
Woolworth	15,75	16

LONDRES — Sélection de valeurs du FT 100

En livres	5/5	28/4
Allied Lyons	5,47	5,48
Barclays Bank	6,42	6,39
BAT industries	4,75	4,69
British Aerospace	5,32	5,36
British Airways	4,20	4,00
British Gas	3,03	3,01
British Petroleum	4,55	4,47
British Telecom	3,98	3,88
BTR	3,32	3,29
Cadbury Schwep	4,52	4,47
Eurotunnel	2	1,90
Glaxo	7,33	7,34
Grand Metropolitan	3,98	3,99
Guinness	4,71	4,69
Hanson Plc	2,38	2,36
Great Ic	6,00	5,90
HSBC	7,32	7,15
Imperial Chemical	7,51	7,55
Lloyds Bank	6,50	6,39
Marks and Spencer	4,22	4,20
National Westminst.	5,39	5,40
Peninsular Orienta	5,82	5,79
Reuters	4,74	4,72
Saatchi and Saatchi	1,02	0,93
Shell Transport	7,58	7,36
Smithkline Beecham	5,02	4,91
Tate and Lyle	4,36	4,33
Unilever Ltd	12,40	12,27
Wellcome	10,63	10,70
Zeneca	9,18	9,04

FRANCFORT — Les valeurs du DAX 30

En deutschemarks	5/5	28/4
Allianz Holding N	2 540	2 539
Basf AG	308,30	308
Bayer AG	336	341
Bay hyp & Wechselbk	370	368,80
Bayer Vereinsbank	399,50	392,50
BMW	727,50	710
Commerzbank	337	334
Continental AG	205,60	206
Daimler-Benz AG	643	634,80
Degussa	428,50	417
Deutsche Babcock A	146	153
Deutsche Bank AG	682,50	679,80
Dresdner BK AG FR	386,50	384,50
Henkel VZ	550	533
Hoechst AG	296,50	295,60
Karstadt AG	596	596,50
Kaufhof Holding	481	492
Linde AG	809,50	798,50
DT. Lufthansa AG	181	183,60
Man AG	355	343,50
Mannesmann AG	391	376
Mettallges AG	-	27,50
Preussag AG	399,80	401
Rwe	461	465
Schering AG	939	1 028,50
Siemens AG	669	673
Thyssen	262,30	257,20
Veba AG	525,20	516
Viag	517,50	512,50
Wellag AG	1 028	1 060

TOKYO — Selection de valeurs du Nikkei

En yens	2/5	28/4
Akai elec.	387	388
Bank of Tokyo	1 570	1 520
Bridgestone	1 330	1 360
Canon	1 380	1 390
Daiwa sec.	1 070	1 060
Fuji Bank	2 090	2 020
Hitachi Ltd	858	855
Honda	1 400	1 360
Japan Airlines	600	600
Kirin Brew	1 020	998
Kobe Steel	253	252
Matsushita EL	1 380	1 410
Mitsubishi Corp.	1 070	1 060
Mitsui Marine	653	637
Nikko sec.	849	824
Nintendo	5 600	5 390
Nippon Steel	339	334
Nissan	614	614
Nomura sec.	1 680	1 700
NTT	751 000	743 000
Pioneer	1 770	1 770
Sanyo	484	474
Sega Enterprises	3 930	3 860
Sharp	1 360	1 380
Sony	4 300	4 240
Sumitomo Bk	1 840	1 820
Suzuki Motors	920	900
Toshiba	565	559
Toyota	1 730	1 710
Yamaichi sec.	590	581

Crédits, changes et grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Regain d'intérêt pour la lire

LA LIRE ITALIENNE retient à nouveau l'attention des investisseurs internationaux. Le climat politique transalpin étant redevenu plus serein, la monnaie a pu se reprendre et les taux d'intérêt se détendre durant la première semaine de mai. Quatre emprunteurs de grand renom en ont profité pour lancer des euro-obligations de deux à trois ans dont les coupons d'intérêt s'étagent entre 11 % et 12 %. La Banque mondiale et le Conseil de l'Europe, ainsi que deux établissements allemands de premier plan, Helaba et Bayrische Vereinsbank, ont, en tout, levé pour 600 milliards de lires. Leurs transactions sont des réussites incontestables. Il leur a été fait un très bon accueil, non seulement en Italie, mais à l'étranger, notamment en Suisse, en Allemagne, en Belgique, au Luxembourg et en France. Plusieurs nouvelles euro-émissions en lires sont prévues pour ces prochains jours et les raisons ne manquent pas d'espérer que ce seront également de grands succès.

Parallèlement, les fonds d'Etat italien ont, eux aussi, bénéficié d'importants achats internationaux. Cette évolution a été favorisée par l'éventualité d'un changement d'ordre fiscal. On parle beaucoup à Rome d'exempter les investisseurs étrangers de la retenue à la source qui grève normalement les revenus que procurent les bons et les obligations du gouvernement italien. Précisons que la question est à l'étude depuis longtemps et que rien n'a encore été décidé à cet égard.

Quoi qu'il en soit, le Trésor public italien ne peut que se féliciter de cette conjoncture, le regain d'intérêt qui se manifeste pour ses propres titres élargit la marge de manœuvres dont il dispose sur l'euromarché où il entend revenir bientôt pour lancer un important emprunt libellé en yen, en mark ou en dollar. Il a maintenant tout le loisir de préparer avec soin cette prochaine affaire qui est attendue avec impatience par les spécialistes.

ÉMISSION FRANCILIENNE

Pour ce qui est des emprunteurs français, leur choix s'est porté, la semaine passée, sur les marchés du dollar et du franc suisse, où il est possible de lever des fonds pour des durées plus longues que les trois ans au maximum que permettent les opérations libellées en lires. L'Ile-de-France a ainsi émis pour 200 millions de dollars d'obligations qui viendront à échéance dans dix ans et dont le taux d'intérêt nominal est de 7,25 % l'an. Une banque d'origine américaine, Goldman Sachs International, dirigeait son emprunt, qui s'est fort bien déroulé, et dont le produit a été échangé contre des ressources en francs français. Le tout revient moins cher à la région que si elle avait directement émis des obligations en francs. La rémunération de son opération variera à intervalles réguliers en fonction de l'évolution du loyer de l'argent tel que le mesure le taux du Pibor qui sert de référence.

Le Crédit foncier a, pour sa part, sollicité le marché pour 100 millions de francs suisses qu'il aura à rembourser dans cinq ans. Le taux d'intérêt nominal de ses titres est de 4,75 % l'an. La transaction était placée sous la conduite de la banque hollandaise ABN Amro, avec laquelle le débiteur a conclu un contrat d'échange de façon à obtenir le produit de son emprunt en dollars. L'affaire est très économique pour l'emprunteur qui a également choisi de rémunérer sa dette en fonction de l'évolution du loyer de l'argent et qui aura à débourser nettement moins que le Libor.

L'opération du Crédit foncier a suivi de près un emprunt de 100 millions de francs suisses et d'une durée de quatre ans pour le compte de la Caisse nationale des autoroutes (CNA) qui avait été émis par l'intermédiaire de l'Union des banques suisses. Cette transaction revient en tout à 4,40 % l'an à la CNA qui l'a lancée pour remplacer un emprunt ancien, plus coûteux, assorti d'un coupon de 6 % et qui aurait encore quatre ans à courir s'il n'avait pas été dénoncé.

Christophe Vetter

MARCHÉS MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Vive la récession !

COMMENT RÉAGIRONT les intervenants du Matif en découvrant, à 20 heures, le visage du nouveau président de la République sur les écrans de télévision spécialement installés pour l'occasion dans les salles de marché ? Les cours du contrat notionnel s'envoleront-ils ? Plongeront-ils ? Resteront-ils stables ? Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle avaient pris les professionnels des marchés financiers à contrepied. Le fait que le candidat socialiste arrive en tête n'entrait pas dans les multiples scénarios qu'ils avaient élaborés et à partir desquels ils avaient mis au point de savantes stratégies d'investissement. Cet événement imprévu leur avait fait peur. La baisse avait été brutale, mais très brève. Le temps – une nuit – pour les opérateurs de recouvrer leurs esprits, et le marché était reparti à la hausse.

Echaudés par la surprise du premier tour, considérant avec une méfiance extrême les sondages qui leur parvenaient, les investisseurs ont abordé le second tour sans aucune certitude. Cela n'a pas empêché le marché obligataire français de progresser fortement au cours de la semaine. Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'est détendu de 7,79 % à 7,68 % d'un vendredi à l'autre. L'écart de rendement avec les titres allemands de même échéance est resté stable à 75 points de base (0,75 %), signe de la fermeté relative du marché français. Les opérateurs du marché obligataire ne semblent pas s'inquiéter outre mesure des résultats du second tour.

Ils considèrent – à tort ? – comme acquis le fait que le prochain gouvernement s'attellera en priorité à la réduction des déficits publics. Il aura fort à faire lorsqu'on sait que le besoin de financement des administrations publiques s'est établi en 1994 à 6 % du produit intérieur brut (PIB) et que le critère retenu par le traité de Maastricht s'inscrit à 3 %. L'annonce rapide par le futur ministre de l'économie d'une hausse de la TVA ou de la CSG inciterait les investisseurs étrangers à regarnir leurs portefeuilles en valeurs du Trésor françaises. Le marché obligataire français bénéficie également de la très belle santé de son homologue américain. Le taux de rendement du Treasury Bond de référence à trente ans est revenu de 7,37 % à 7,05 %, son niveau le plus faible depuis le 28 mars 1994. A l'origine de cette baisse spectaculaire, les nouveaux signes de ralentissement donnés par l'économie américaine. L'indice composite des indicateurs avancés, censé préfigurer l'activité économique dans les six mois à venir, a reculé de 0,5 % au mois de mars. Pis, 9 000 pertes d'emplois ont été dénombrées au mois d'avril (après 177 000 créations au mois de mars).

Le taux de chômage a, pour sa part, progressé de 5,5 % à 5,8 %. Laura Tyson, chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, a estimé que ces statistiques confirmaient l'atterrissage en douceur de l'économie américaine. Mais certains évoquent déjà une récession. A cette idée, les marchés obligataires frétillent d'aise.

P.-A. D.

MATIF

Echéances 5-5	Volume	Dernier prix	Plus haut	Plus bas	Premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Juin 95	128 668	[redacted]	114,08	[redacted]	114,08
Sept. 95	2 604	[redacted]	113,54	[redacted]	113,62
Déc. 95	22	[redacted]	113,14	[redacted]	113,36
Mars 96	–	[redacted]	–	[redacted]	–
PIBOR 3 MOIS					
Juin 95	29 771	[redacted]	92,86	[redacted]	92,76
Sept. 95	14 770	[redacted]	93,71	[redacted]	93,62
Déc. 95	4 639	[redacted]	93,77	[redacted]	93,70
Mars 96	2 836	[redacted]	93,64	[redacted]	93,63
ÉCU LONG TERME					
Juin 95	1 368	[redacted]	84,50	[redacted]	84,44
Sept. 95	–	[redacted]	–	[redacted]	84,38

DEVISES ET OR

Troisième tour monétaire

LE PETIT PINCEMENT au cœur d'avant le grand jour ? Le franc a fléchi, vendredi 5 mai dans l'après-midi, face à la monnaie allemande. Il est tombé à 3,58 pour un deutschemark, non loin de son plus bas niveau historique de 3,59 pour un mark atteint le 8 mars dernier. Mais cet accès de faiblesse doit être relativisé. Depuis le début de l'année, le franc a certes perdu 3,5 % de sa valeur par rapport à la monnaie allemande, mais il en a gagné 8,9 % face au dollar, 8,5 % face à la livre sterling, 10 % face à la lire. Si le franc s'est bien comporté pendant la campagne électorale, qu'en sera-t-il après le 7 mai ?

De nombreux analystes estiment que le franc, quel que soit le nom du nouveau président de la République, traversera une période agitée. Un troisième tour monétaire leur semble inévitable.

En cas de victoire de Lionel Jospin, il pourrait commencer dès dimanche soir. La perspective d'une dissolution de l'Assemblée nationale et de l'organisation d'élections législatives à l'issue incertaine inciterait les investisseurs étrangers à se tenir durablement éloignés du marché français. Le franc s'en retrouverait profondément affaibli.

Un succès de Jacques Chirac aurait certes l'avantage de dégager l'horizon politique. Mais il ne lèverait pas l'incertitude économique. Après sept mois de campagne, les investisseurs ne savent pas toujours pas sur quel pied le maire de Paris, s'il était élu, les ferait danser : celui de la réduction des déficits ou celui la relance de la consommation. Il leur faudra patienter, attendre la nomination du premier ministre et du ministre de l'économie, la présentation détaillée du programme économique, avant d'y voir enfin clair et d'être – éventuellement – rassurés.

Cette période de doutes pourrait être dangereuse pour le franc. Faute de faits, les marchés en seront réduits à imaginer et à spéculer. Les économistes de la banque allemande Dresdner Bank estiment que *« jusqu'à ce que le nouveau gouvernement ait précisé son programme économique, notamment en matière de réduction des déficits, les pressions sur le franc persisteront. Le franc pourrait tomber jusqu'à 3,70 pour un deutschemark, ce qui amènerait certainement la Banque de France à relever ses taux directeurs »*. Les marchés financiers chercheraient à tester la détermination du nouveau pouvoir à poursuivre la politique du franc fort mais aussi à connaître le degré de son engagement européen et son attachement à la monnaie unique.

CASUS BELLI

A cet égard, la proposition de référendum sur les institutions européennes faite *in extremis* par Jacques Chirac n'a fait que raviver les inquiétudes – déjà grandes – des opérateurs. Elle a également remis au goût du jour un scénario que les investisseurs avaient abandonné au lendemain du premier tour : celui dans lequel Philippe Séguin – et non Alain Juppé – s'installerait à l'hôtel Matignon. La réputation d'adversaire du franc fort du président de l'Assemblée nationale est solidement établie sur les marchés financiers internationaux. Sa réponse à Jean Boissonnat (*Le Monde* du 22 avril), membre du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France, n'est pas passée inaperçue à New York, Londres et Tokyo. Il l'avait conclue en rappelant que *« l'escudo du bon docteur Salazar fut en son temps une monnaie forte... pour la plus grande satisfaction du peuple portugais »*. Dans ce contexte, la désignation de Philippe Séguin au poste de premier ministre serait considérée comme un *casus belli* par les marchés financiers... mais aussi par la Banque de France.

En cas d'attaques massives contre le franc, l'institut d'émission – soucieux d'affirmer son indépendance vis-à-vis du nouveau pouvoir politique mais aussi de régler quelques comptes – n'éprouverait aucun état d'âme à durcir sa politique monétaire. Le taux de prise en pension à 24 heures se situe aujourd'hui à 7,75 %. Il pourrait être hissé à plus de 10 %. Dans quelle colère entrerait Philippe Séguin s'il était accueilli, à son arrivée à l'hôtel Matignon, par une hausse des taux directeurs de la Banque de France ? Et si, qui plus est, celle-ci se doublait d'un relèvement du taux de base bancaire, qui, depuis déjà plusieurs mois, démange les banques françaises ? D'un conflit ouvert et violent entre la Banque de France et le gouvernement, le franc aurait quelque peine à se remettre.

On n'en est pas là. A ce scénario noir s'oppose un scénario rose dans lequel les investisseurs internationaux salueraient, dès le 7 mai au soir, la levée de l'incertitude politique en achetant du franc. Prenant acte de l'embellie du franc, la Banque de France, avec une audace et une promptitude inhabituelles, s'empresserait d'abaisser ses taux directeurs afin d'afficher sa sérénité et de prouver à la communauté financière internationale qu'elle considère la crise du franc comme terminée.

Dans la foulée, les taux sur le marché monétaire pourraient très vite décroître et s'aligner sur les taux d'intérêt allemands. Les taux d'intérêt à trois mois reviendraient d'un niveau de 8 % actuellement à moins de 5 %. Une telle décrue n'aurait pas seulement le mérite de soulager l'économie française. Elle aurait également celui de priver de munitions et d'arguments les détracteurs de la politique monétaire française.

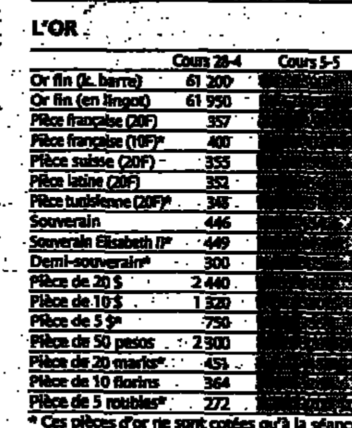
Outre-Atlantique, le dollar a terminé la séance de vendredi en légère hausse face aux principales devises à New York, ne parvenant pas à profiter pleinement d'une forte reprise du marché obligataire après l'annonce d'une petite perte d'emplois en avril aux Etats-Unis au lieu des créations attendues. Le billet vert s'échangeait à 1,3735 deutschemark, 83,95 yens et 4,9065 francs. Les opérateurs ont été déçus que la bonne performance du marché obligataire n'ait pas encouragé les fonds d'investissement étrangers à acheter sur le marché new-yorkais des devises.

Pierre-Antoine Delhommais

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 28 AVRIL AU 5 MAI

DEVISE	New York 5-5	New York 28-4	Paris 5-5	Paris 28-4	Zurich 5-5	Zurich 28-4	Francfort 5-5	Francfort 28-4	Bruxelles 5-5	Bruxelles 28-4	Amsterdam 5-5	Amsterdam 28-4	Milan 5-5	Milan 28-4	Tokyo 5-5	Tokyo 28-4
Livre	1,6025	[illegible]	7,8234	[illegible]	1,8100	[illegible]	2,1914	[illegible]	45,1264	[redacted]	2,4502	[redacted]	2612,08	[redacted]	134,93	[redacted]
$ E.U.	–	[illegible]	4,8820	[illegible]	1,1295	[illegible]	1,3675	[illegible]	28,16	[redacted]	1,5290	[redacted]	1630	[redacted]	84,20	[redacted]
Franc français	20,4834	20,3625	–	–	23,1360	[illegible]	28,0111	[illegible]	5,7681	[redacted]	31,31913	[redacted]	333,8796	[redacted]	17,24708	[redacted]
Franc suisse	88,5347	[illegible]	432,2266	[illegible]	–	[illegible]	121,0713	[illegible]	24,9314	[redacted]	1,35370	[redacted]	1443,1164	[redacted]	74,94626	[redacted]
Deutschemark	73,1261	72,3273	357,0018	[illegible]	82,9960	[illegible]	–	[illegible]	20,5923	[redacted]	111,80987	[redacted]	1191,3561	[redacted]	61,57221	[redacted]
Franc belge	3,5511	[illegible]	17,3366	[illegible]	4,0110	[illegible]	4,8562	[illegible]	–	[redacted]	5,4297	[redacted]	57,80352	[redacted]	2,99006	[redacted]
Florin	65,4022	[illegible]	319,2937	[illegible]	73,8718	[illegible]	89,4375	[illegible]	18,4173	[redacted]	–	[redacted]	1066,0562	[redacted]	55,06867	[redacted]
Lire italienne	0,00613	[illegible]	2,9951	[illegible]	0,6929	[illegible]	0,8390	[illegible]	1,7276	[redacted]	0,938037	[redacted]	–	[redacted]	0,051656	[redacted]

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 5 mai, 5,8324 francs, contre 5,8394 francs le vendredi 28 avril.



L'OR

	Cours 28-4	Cours 5-5
Or fin (k. barre)	61 200	[redacted]
Or fin (en lingot)	61 950	[redacted]
Pièce française (20F)	357	[redacted]
Pièce française (10F)*	400	[redacted]
Pièce suisse (20F)	355	[redacted]
Pièce latine (20F)	352	[redacted]
Pièce tunisienne (20F)*	348	[redacted]
Souverain	446	[redacted]
Souverain Elisabeth II*	449	[redacted]
Demi-souverain*	300	[redacted]
Pièce de 20 $	2 440	[redacted]
Pièce de 10 $	1 320	[redacted]
Pièce de 5 $*	750	[redacted]
Pièce de 50 pesos	2 300	[redacted]
Pièce de 20 marks*	451	[redacted]
Pièce de 10 florins	364	[redacted]
Pièce de 5 roubles*	272	[redacted]

* Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

MATIÈRES PREMIÈRES

Un embargo pétrolier de peu d'effet

LA DÉCISION américaine d'instaurer un embargo commercial et financier à l'encontre de l'Iran n'a pas eu d'effet notable sur les marchés pétroliers. Les cours du Brent auront finalement peu fluctué sur la semaine après une réaction épidermique de quelques heures le 1er mai. Les cours atteignaient alors dans la matinée leur plus haut niveau depuis mars 1993 à Londres en s'approchant des 20 dollars le baril. Cependant, le marché faisait rapidement preuve de modération. Vendredi 5 mai, le Brent se traitait en séance à 18,97 dollars (contre 19,07 dollars le vendredi 29 avril). Tendance voisine aux Etats-Unis, où le baril de brut de référence aux Etats-Unis (le *light sweet crude*) restait stable à 20,35 dollars le 5 mai contre 20,38 dollars une semaine auparavant.

Cette décision de Bill Clinton inquiétait d'autant moins les opérateurs pétroliers qu'elle n'était pas suivie par les alliés de Washington. Ce blocus, décrété pour isoler le régime iranien, accusé de soutenir le terrorisme, et pour le priver de la coopération nucléaire russe, ne devrait donc pas affecter les échanges mondiaux.

Seules les compagnies pétrolières américaines se voient fermer l'accès au marché iranien, où elles jouaient un rôle important enlevant quotidiennement 600 000 barils sur les 2,6 millions exportés par Téhéran. Le président d'Exxon, Lee Raymond, s'est d'ailleurs empressé de critiquer cette décision.

En terme global, l'équilibre de l'offre et de la demande ne va pas être modifié, seule la répartition se modifiera à la marge. Les *majors* américaines achèteront des cargaisons dans d'autres pays pétroliers, tandis que l'Iran prospectera de nouveaux clients, quitte à pratiquer des rabais importants.

COMPENSATION SAOUDIENNE

De son côté, le premier producteur mondial, l'Arabie saoudite, pourrait sans difficulté fournir aux compagnies américaines une part du pétrole manquant : il produit moins que son quota autorisé par l'OPEP. Selon la firme d'Etat Aramco, la production saoudienne était récemment inférieure de 400 000 barils au maximum autorisé par le cartel et qui est de 8 millions de barils par jour.

La semaine aura aussi été fertile en publications de données concernant le premier trimestre. Le 2 mai, le ministère britannique de l'industrie annonçait une hausse de 11 % de la production par rapport à la même période en 1994, totalisant 36,9 millions de tonnes. Cette hausse s'explique par *« la mise en activité de nouveaux champs »* et *« l'arrivée en pleine production »* de plusieurs autres sites en mer du Nord.

Le même jour, le secrétariat de l'International Petroleum Exchange (IPE), annonçait que le nombre de contrats échangés sur le marché pétrolier de Londres avait atteint un niveau record en avril avec une moyenne quotidienne de 80 087 contrats. Selon l'IPE, cette progression de 16,7 % sur le précédent record établi en janvier *« reflète le nombre croissant de compagnies qui cherchent à se couvrir en cette période de fluctuation des cours du pétrole »*.

DEMANDE ACCRUE

Par ailleurs, le 4 mai, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) confirmait une amélioration de la demande d'huile dans les pays de l'OCDE. Au premier trimestre, elle a progressé de 0,6 % à 40,9 millions de barils par jour par rapport au premier trimestre de 1994. Au total, avec la hausse apparente des pays de l'ex-URSS, la demande mondiale au premier trimestre s'élève à 70,2 millions de barils par jour, soit un gain de 0,2 million de barils. Selon cet organisme, cette évolution se poursuit au deuxième trimestre, où la demande mondiale devrait progresser de 1,1 million de barils par jour par rapport à la même période de 1994 pour atteindre 67,3 millions de barils par jour. De son côté, l'offre mondiale au cours des trois premiers mois s'est maintenue au même niveau qu'au premier trimestre 1994, soit 69,6 millions de barils par jour. La réduction de la production en Iran et au Nigeria a été compensée par la hausse de pays comme l'Angola.

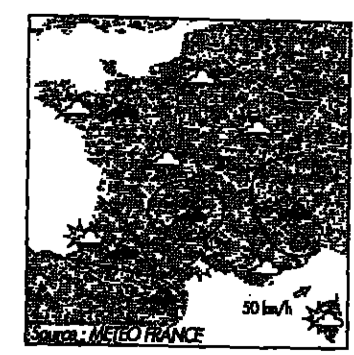
Dominique Gallois

LES MATIÈRES PREMIÈRES
Variations hebdomadaires

INDICES	5-5	4-5
Dow-Jones comptant	195,56	[redacted]
Dow-Jones à terme	279,96	[redacted]
MÉTAUX (Londres)		
Cuivre comptant	2 716	[redacted]
Cuivre à 3 mois	2 706	[redacted]
Aluminium comptant	1 737	[redacted]
Aluminium à 3 mois	1 738	[redacted]
Plomb	599	[redacted]
Plomb à 3 mois	–	[redacted]
Etain comptant	5 975	[redacted]
Etain à 3 mois	5 950	[redacted]
Zinc comptant	1 050	[redacted]
Zinc à 3 mois	1 051	[redacted]
Nickel comptant	6 980	[redacted]
Nickel à 3 mois	6 980	[redacted]
MÉTAUX PRÉCIEUX (New York)		
Argent à terme	4,73	[redacted]
Platine à terme	[illegible]	[redacted]
Palladium	168,25	[redacted]
GRAINES ET DENRÉES		
Blé (Chicago)	1,24	[redacted]
Maïs (Chicago)	2,41	[redacted]
Graine soja (Chicago)	182,50	[redacted]
Tourt. soja (Chicago)	–	[redacted]
P. de terre (Londres)	335,10	[redacted]
Orge (Londres)	108	[redacted]
SOFTS		
Cacao (New York)	1 941	[redacted]
Café (Londres)	3 079	[redacted]
Sucre blanc (Paris)	–	[redacted]
OLÉAGINEUX, AGRUMES		
Coton New York	1,10	[redacted]
Jus d'orange	1,02	[redacted]

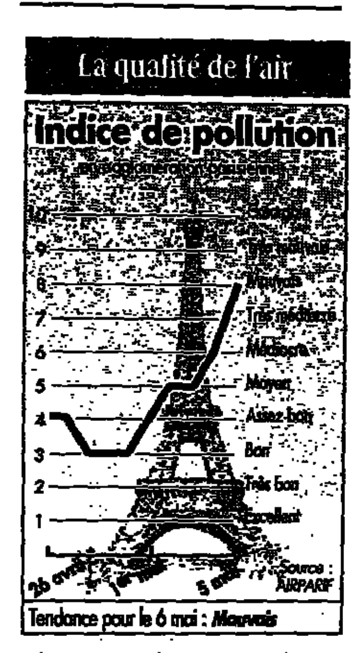
Encore un temps estival

L'ANTICYCLONE présent depuis plusieurs jours sur la France régressera vers le Groenland à partir de lundi. Donc, dès le début de semaine prochaine, le temps se dégradera nettement, surtout au nord de la Seine, avec des températures en baisse sensible sur tout le pays. Il faudra profiter de cette belle journée digne d'un mois de juillet, car la chaleur et le soleil seront encore au rendez-vous.



Prévisions pour le 7 mai vers 12h00

La qualité de l'air



Sur la Bretagne, la Normandie et le Nord-Pas-de-Calais, le ciel sera peu nuageux dimanche matin, mais l'après-midi des passages de nuages élevés voileront le soleil par moment, avec une impression de beau temps. En Aquitaine, le soleil sera encore au rendez-vous, mais les nuages élevés deviendront plus nombreux l'après-midi.

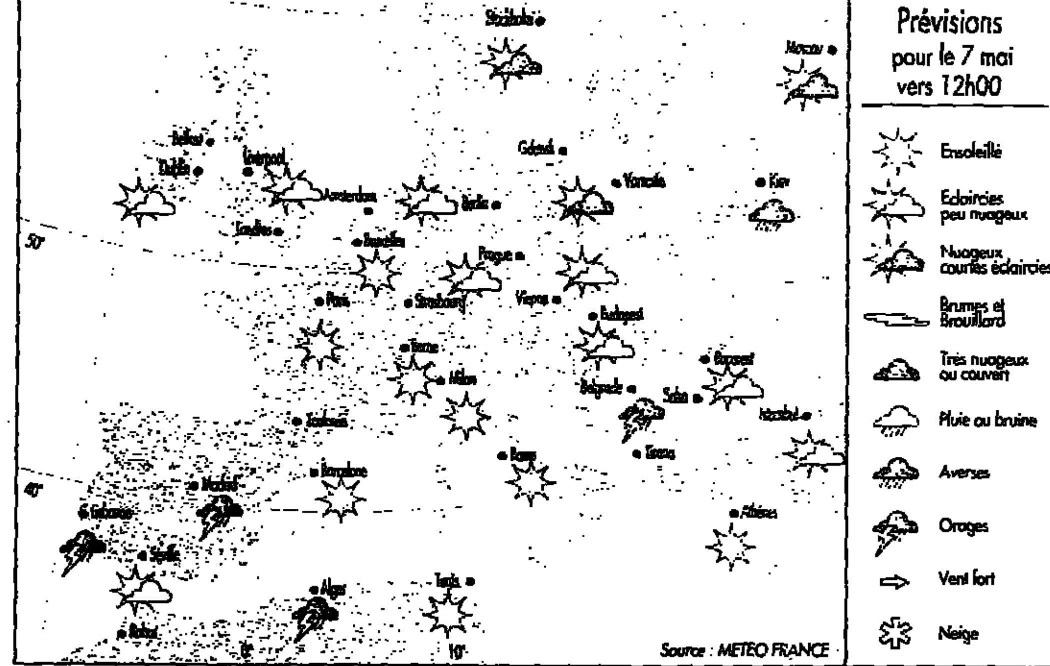
Sur les Pyrénées, le beau temps prédominera, mais par moment des nuages plus menaçants accrocheront le relief l'après-midi. Sur les Alpes et le Massif central, la matinée sera bien ensoleillée, mais l'après-midi des nuages se développeront avec un risque d'orage isolé en soirée.

Sur le reste du pays, le ciel restera bleu une bonne partie de la journée. En soirée, les nuages élevés gagneront le nord-ouest du pays et seront annonciateurs d'une aggravation pour lundi.

Les vents resteront faibles sur le pays. Sur les côtes atlantiques, le régime de brise sera prédominant. En Méditerranée, le flux de sud sera modéré. Les températures minimales iront de 9 à 12 degrés sur la moitié nord du pays. Sur la moitié sud, elles avoisineront 10 à 15 degrés. L'après-midi, le thermomètre marquera 23 à 26 degrés au Nord, et 24 à 28 degrés au Sud. Ces températures seront en légère baisse par rapport à samedi, mais elles restent supérieures aux normales saisonnières de 5 à 7 degrés.

Lundi, les nuages deviendront nombreux au nord de la Loire avec des averses et des températures en baisse. Plus au sud, le ciel restera clément le matin, mais l'après-midi le ciel sera plus menaçant sur le relief.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



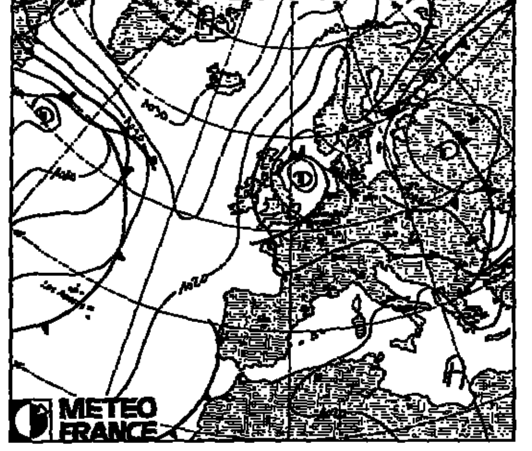
TEMPÉRATURES du 5 mai 1995 maxima/minima

FRANCE	
AJACCIO	20/10
BIARRITZ	29/18
BORDEAUX	28/12
BOURGES	27/11
BREST	27/15
CAEN	25/14
CHERBOURG	20/11
CLERMONT-F.	27/11
DIJON	26/10
FORT-DE-FR.	32/23
GRENOBLE	29/10
LILLE	27/11
LIMOGES	27/15
LYON, BRON	26/11
MARSEILLE	25/10
NANCY	25/7
NANTES	29/13
NICE	20/13
PARIS	28/16
PAU	29/14
PERPIGNAN	25/8
POINTE-A-PIT.	33/22
RENNES	29/14
ST-D.-RÉUNION	22/21
ST-ÉTIENNE	26/10
STRASBOURG	27/8
TOULOUSE	28/11
TOURS	28/12

ÉTRANGER	
ALGER	24/12
AMSTERDAM	26/8
ATHÈNES	21/10
BANGKOK	32/25
BARCELONE	23/12
BELGRADE	18/7
BERLIN	23/13
BOMBAY	35/26
BRASILIA	28/18
BRUXELLES	27/10
BUCAREST	17/5
BUDAPEST	20/8
BUENOS-AIRES	16/10
CARACAS	31/25
CHICAGO	14/4
COPENHAGUE	15/8
DAKAR	25/20
DJAKARTA	31/26
DUBAI	35/21
DUBLIN	15/6
FRANCFORT	26/7
GENÈVE	25/7
HANOÏ	28/23
HELSINKI	11/4
HONGKONG	23/21
ISTANBUL	15/7
JÉRUSALEM	18/7
KIEV	16/9
KINSHASA	27/23
LE CAIRE	26/15
LIMA	21/15
LISBONNE	25/15
LONDRES	27/11
LOS ANGELES	16/12
LUXEMBOURG	26/11
MADRID	28/15
MARRAKECH	23/16
MEXICO	29/13
MILAN	25/8
MONTRÉAL	18/7
MOSCOU	13/6
MUNICH	20/7
NAIROBI	25/16
NEW DELHI	40/23
NEW YORK	15/13
PALMA DE MAJ.	26/7
PÉKIN	31/10
PRAGUE	20/9
PRETORIA	19/12
RABAT	22/18
RIO DE JAN.	26/22
ROME	19/8
SAN-FRANC.	14/8
SANTIAGO	16/9
SÉVILLE	28/14
ST-PÉTERS.	10/3
STOCKHOLM	19/6
SYDNEY	16/12
TENERIFE	29/19
TOKYO	16/14
TUNIS	22/10
VARSOVIE	19/7
VENISE	24/12
VIENNE	21/7



Situation le 6 mai, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 8 mai, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS *Le Monde*

Victoire

LES ANGOISSES et les douleurs des années les plus sombres de notre histoire, les sacrifices de 1940 unis à ceux de 1914, revivent en ces jours plus intensément que jamais. Les déportés nous disent que leurs souffrances et le nombre des sacrifices suprêmes dépassent ce que pouvaient concevoir les plus avertis du fonds de barbarie allemand. Eux-mêmes ne sortent de l'enfer que pour compter les frères d'armes que la mort, en France, a frappés.

Notre victoire s'achève quand revient pour la cinquième fois l'anniversaire du printemps de 1940. Nous nous souvenons des deux voix qui s'adressèrent à la nation. *« Je me répète chaque matin que nous sommes vaincus »*, disait l'une. *« Rien n'est perdu, parce que cette guerre est une guerre mondiale. Dans l'univers libre, des forces immenses n'ont pas encore donné. Un jour, ces forces écraseront l'ennemi. Il faut que la France, ce jour-là, soit présente à la victoire. Alors, elle recouvrera sa liberté et sa grandeur »*, disait l'autre.

Tel fut le but, le seul but des courageux, des clairvoyants qui ont quitté les leurs et tout abandonné pour que notre drapeau ne cessât d'être levé sur les champs de bataille. Tel fut le but des hommes de la guerre clandestine et du soulèvement national qui n'ont faibli devant aucun supplice.

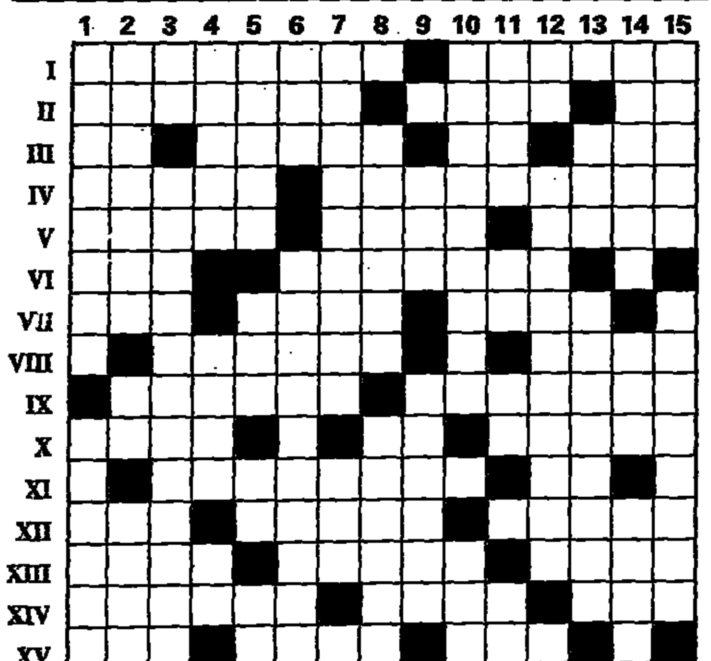
Fidèle à ses alliances, maintenue par le général de Gaulle dans le camp de la liberté, celui de la victoire, la France se retrouve en face d'elle-même et de ses grands devoirs.

Saignée, semée de ruines, vidée de tant de substance, torturée dans les corps des meilleurs de ses enfants, émergeant de la plus grave crise morale, la France contemple et pèse ce qu'elle donna pour la victoire. Elle en est meurtrie, mais fière et confiante dans son avenir.

(8 mai 1945.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6555



HORIZONTALEMENT

I. Un travailleur mis à la porte. Bergère, à Paris. – II. Militaire pas du tout civil. *Une bordure réduite. En magasin.* – III. *Qui est bien rentré.* Fait mal au ventre. D'un auxiliaire. Circulent à l'étranger. – IV. Troue la peau. On y met des garnitures. – V. Vieux jours. *Légume d'Algérie. Administré.* – VI. Est comme un mort. Conservé par un roi qui avait tout perdu. – VII. Période. Sert de réserve quand il est naturel. Pas libres. – VIII. Qui a pris sa volée. *Autrefois, on l'appelait chef.* – IX. Confias temporairement. Couper la parole. – X. Peintre français. Un peu de tabac. Qui ne fait pas de vagues. – XI. Un homme en *danger, si l'on en croit* une allusion littéraire. Branché. – XII. Doit être protégé de la rouille. Comme des centres pour les enfants. Est très doux, mais quand ça l'est c'est dur ! – XIII. *Créateurs pour les gnostiques.* Aime les vieux arbres. Produit congelé. – XIV. De grands hommes. Sorte de machin. Possessif. – XV. Servent de fourrage. Coule en Afrique. *Signe particulier.*

VERTICALEMENT

1. Passer un savon. Qui semble vraiment très lourd. – 2. Endroit où il y a parfois beaucoup de bruits. Participe. N'a pas besoin de *somnifère.* – 3. Déchiffré. *Mènent au « placard » quand ils sont de première classe.* – 4. Ville d'Italie. S'élève en Grèce. En Savoie. – 5. Pas innocents. Pour faire l'appel. Symbole. Qui n'a rien passé. – 6. *Faisait fumer.* Où il n'y a *rien* de cuit. – 7. Bien adoucis. En France. – 8. Tenante, quand on ne perd pas de temps. Un nombre de combattants. – 9. Esprit de l'étranger. Peut *être* donné pour avoir la paix. – 10. Ce peut être une femme qui n'a pas le ticket. D'un auxiliaire. – 11. Dans les archives de Paris. Mieux que rien. Divinité. Adverbe. – 12. *Article. Quand elle grandit, on peut prévoir* une tempête. – 13. Un héros pour les Sudistes. Qui vont très bien. – 14. Se dresse sur une nappe. Sans changement. *Qui semblent sortir d'un poulailler.* – 15. Pris en main. Qui ne semblent pas du tout rongées.

SOLUTION DU N° 6554

HORIZONTALEMENT

I. Bénéfice. – II. Omet. Ours. – III. Xérès. Ra. – IV. Eues. Alep. – V. Teinture. – VI. Aï. Ee. An. – VII. Cernerait. – VIII. Tresser. – IX. ESE. Aéré. – X. Lai. Net. – XI. Résistera.

VERTICALEMENT

1. Boxe. Acteur. – 2. Émeutiers. – 3. Nérée. Réels. – 4. Etésiens. Aï. – 5. Nées. Is. – 6. *Io. AT. Réa.* – 7. *Cu. Lu.* Arène. – 8. Errerai. RER. – 9. Sapent. Eta.

Guy Brouty

LES SERVICES DU *Monde*

Le Monde	40-65-25-25
Télématique	3615 code LE MONDE
Documentation	3617 code LMDOC ou 36-29-04-56
CD-ROM :	(1) 43-37-66-11
Index et microfilms :	(1) 40-65-29-33
Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE	accès ABO
Cours de la Bourse :	3615 LE MONDE
Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,19 F/min)	

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN : 0395-2037

Imprimerie du *Monde* : 12, rue M. Gunsbourg, 94852 Ivry-cedex.
PRINTED IN FRANCE. 1993

Le Monde PUBLICITE
Société filiale de la SA Le Monde et de Médias et Régie Europe SA

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morax
Membres du comité de direction : Dominique Alduy, Gisèle Peyou

133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

ABONNEMENTS

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements
1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine Cedex - TÉL. : 33 (1) 49-60-32-90.

Je choisis la durée suivante	France	Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
☐ 3 mois	536 F	572 F	790 F
☐ 6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
☐ 1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

Abonnements USA/Canada
« LE MONDE » (USPS = 0009729) is published daily for $ 892 per year « LE MONDE » 1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine, France, second class postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSMASTER: Send address changes to IMS of N-Y Box 1518, Champlain N.Y. 12919-1518
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451-2983 USA Tel. : 800.428.30.03

Nom : .... Prénom : ....
Adresse : ....
Code postal : .... Ville : ....
Pays : .... 501 MO 001
Ci-joint mon règlement de : .... FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bleue n°
Signature et date obligatoires

Changement d'adresse :
- par écrit 10 jours avant votre départ.
- par téléphone 4 jours. *(Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.)*

PP. Paris DTN

Renseignements : Portage à domicile ● Suspension vacances.
● *Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.*
33 (1) 49-60-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

PARIS EN VISITE

Lundi 8 mai

■ **LE CIMETIÈRE DU PÈRE-LACHAISE** (60 F), 11 heures et 15 heures, sortie du métro Père-Lachaise, côté escalier roulant *(Vincent de Langlade).*

■ **MONTPARNASSE** (55 F), 11 h 15 et 15 heures, sortie du métro Vavin (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

■ **LE PALAIS-ROYAL** : trois *siècles d'histoire de Paris* (50 F), 14 h 30, place du Palais-Royal devant le Louvre des antiquaires (Connaissance de Paris).

■ **LE VIEUX BELLEVILLE** (50 F), *14 h 30, sortie du métro Pyrénées* devant Twenty (Christine Merle).

■ **MARAIS** : le quartier juif (37 F), 14 h 45, sortie du métro Saint-Paul (Monuments historiques).

■ **L'ÎLE DE LA CITÉ** (55 F), 15 heures, devant le portail central de Notre-Dame (Paris et son histoire).

■ ***LA MONTAGNE SAINTE-GENEVIÈVE*** (37 F), 15 heures, devant la façade du Panthéon (Monuments historiques).

■ ***MONTMARTRE*** (50 F), *15 heures, en haut du funiculaire* (Paris autrefois).

■ **PASSAGES,** du Palais-Royal aux grands boulevards (45 F), 15 heures, sortie du métro Louvre côté rue de Rivoli (Didier Bouchard).

■ **LE VIEUX MONTMARTRE** (50 F), 15 h 30, en haut du funi*culaire sortie côté gauche (Claude* Marti).

Mardi 9 mai

■ **PASSAGES** et galeries mar*chandes du XIXe siècle (50 F), 10 h* 30, 1, rue du Louvre (Paris autrefois).

■ **MUSÉE CERNUSCHI** : exposition Japon, saveurs et sérénités *(50 F + prix d'entrée), 11 heures*, 7, avenue Velasquez (Pierre-Yves Jaslet).

■ **MUSÉE D'ORSAY** : visite par thème : portraits et autoportraits *(34 F + prix d'entrée)*, 11 h 30 ; *Une* œuvre à voir : *l'Atelier*, de Courbet (23 F + prix d'entrée, 12 h 30 (Musées nationaux).

■ ***MUSÉE DU PETIT-PALAIS*** (25 F + prix d'entrée : Cycle XIXe, sculptures et objets d'art, 12 h 30 ; Paysages du XVIe au XIXe, 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

■ ***MUSÉE D'ART MODERNE*** : exposition Chagall (55 F + prix d'entrée), 13 heures, au pied des marches du musée (Europ explo).

■ ***LE PALAIS DE JUSTICE*** en activité (50 F), 14 h 15, 6, boulevard du Palais (Tourisme culturel).

■ **BELLEVILLE** (40 F), 14 h 30, sortie du métro Pyrénées (Sauvegarde du Paris historique).

■ **L'HÔPITAL SAINT-LOUIS** et le canal Saint-Martin (50 F), 14 h 30, 12, rue de la Grange-aux-Belles (Christine Merle).

■ ***LA MAISON DE BALZAC*** (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 47, rue Raynouard (Musées de la Ville de Paris).

■ ***MUSÉE CARNAVALET*** : décor de la demeure parisienne au XVIIIe siècle (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).

■ ***MUSÉE JACQUEMART-ANDRÉ*** (35 F + prix d'entrée), 14 h 30, 158, boulevard Haussmann (Séverin Racenet).

■ ***LE PANTHÉON*** et la montagne *Sainte-Geneviève (45 F + prix d'en*trée), 14 h 30, sortie du métro Cardinal-Lemoine (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

■ **LA SALPÊTRIÈRE** et sa bibliothèque ancienne (45 F), 14 h 30, 47, boulevard de l'Hôpital (S. Rojon-Kern).

■ **HÔTELS ET JARDINS DU MARAIS,** place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ **MUSÉE DU GRAND-ORIENT DE FRANCE** : histoire de la franc-maçonnerie (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 16, rue Cadet (Monuments historiques).

■ **LA MAISON-OPÉRA** (carte d'identité, 55 F + prix d'entrée), 15 h 15, 5, rue du Docteur-Lancereaux *(Paris et son histoire).*

■ **MARAIS** : les rénovations récentes (37 F), 15 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Monuments historiques).

Mercredi 10 mai

■ **MUSÉE DES MONUMENTS FRANÇAIS** : exposition Architecture de la Renaissance italienne (34 F + prix d'entrée), 14 heures (Musées nationaux).

■ **MUSÉE DU MOYEN ÂGE** (34 F + prix d'entrée) : les thermes antiques et leurs galeries souterraines, 14 heures ; l'hôtel des abbés de Cluny et les collections médiévales, 15 h 30 (Musées nationaux).

■ **COURS ET JARDINS** autour de *Clignancourt (45 F)*, 14 h 30, sortie du métro Jules-Joffrin (Paris pittoresque et insolite).

■ **GALERIES ET PASSAGES** autour du Palais-Royal (45 F), 14 h 30, place du Palais-Royal devant le Louvre des antiquaires (Découvrir Paris).

■ **L'HÔTEL DE MIRAMION** (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 47, quai de la Tournelle (Elisabeth Romann).

■ **MUSÉE CERNUSCHI** (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 7, avenue Velasquez (Musées de la Ville de Paris).

■ **LA CONCIERGERIE** (37 F + prix d'entrée), 14 h 45, sortie du métro Cité (Monuments historiques).

■ ***LA BIBLIOTHÈQUE DE FRANCE*** et le nouveau *quartier* Seine-Austerlitz (55 F + prix d'entrée), 15 heures, sortie du métro Quai-de-la-Gare (Paris et son histoire).

■ **LE XIIe ARRONDISSEMENT** d'hier et d'aujourd'hui : la mairie du 12e arrondissement (37 F), 15 heures, 130, avenue Daumesnil (Monuments historiques).

■ **HÔTELS ET JARDINS DU MARAIS,** place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

PHOTOGRAPHIE La rétrospective du photographe américain Richard Avedon, soixante-douze ans, créée au Whitney Museum de New York en 1994, est présentée à la National Portrait Gallery de Londres, jusqu'au 11 juin. Cinquante ans de photographies sont résumés en deux cent cinquante images : depuis les premiers clichés dans les rues de New York, les images de mode pour *Harper's Bazaar*, les portraits, le visage de son père miné par le cancer, jusqu'aux derniers sujets – le bal Volpi et Berlin – pour le magazine *Egoïste*. ● L'ACCROCHAGE de l'exposition est spectaculaire – multiplicité des formats, rythmes variés, présentation de l'image sans cadre – afin que le spectateur se confronte directement avec les portraits. ● PARIS n'a jamais exposé Richard Avedon, ce qui montre le désintérêt de la France pour un des grands photographes de ce siècle.

Les masques tragiques de Richard Avedon s'exposent à Londres

Après Cologne et Milan, la National Portrait Gallery présente cinquante ans de photographies. Une fois de plus, Paris est privé d'un des grands portraitistes du siècle

RICHARD AVEDON 1944-1994 NATIONAL PORTRAIT GALLERY, Saint Martin's Place, Londres. Tél. : 19-44-171-306-00-55. *Jusqu'au* 11 juin. Catalogue « Evidence », éd. Schirmer/Mosel, 184 p., 498 F.

LONDRES
de notre envoyé spécial

L'image est accrochée haut, très haut à l'entrée du musée et flotte tel un emblème au-dessus de l'exposition. C'est un très grand format en noir et blanc, affiché sans cadre ni verre de protection. Il représente Twiggy, un mannequin vedette des années 60. Ce n'est pas un cliché de mode, à peine un portrait tant le mouvement des cheveux est envahissant, tant la fragilité du visage et du regard place d'emblée le visiteur *dans un état de malaise. C'est une* image de mouvement et d'inquiétude. Une photographie de Richard Avedon.

Twiggy domine deux murs foisonnants *sur la mode dans* le Paris des années 40-50. A côté, des images faites dans la rue, à Rome, en Sicile, à New York. Un long et haut couloir présente les fameux portraits de personnalités, intellectuels, écrivains, acteurs, danseurs, cinéastes... Dans une salle, les images brutes sur la dégradation du visage du père du photographe, atteint d'un cancer. Ailleurs encore, les portraits de l'Ouest américain, la Factory d'Andy Warhol, le bal Volpi de Venise, une nuit de réveillon porte de Brandebourg après la chute du mur de Berlin.

Et un peu à l'écart, un peu dans la pénombre, les victimes vietnamiennes du napalm américain. Une dizaine de salles en tout. Deux cent cinquante photographies. Un coup de poing dans la gueule. La rétrospective Richard Avedon trouve sa place *dans cette National Portrait* Gallery de Londres, vénérable institution logée à l'arrière de la National Gallery – le Louvre britannique –, car le photographe américain, soixante-douze ans, est l'un des grands portraitistes du siècle. L'exposition aurait également eu sa place dans un grand musée parisien, et il y aurait eu beaucoup de monde si l'on en juge par la foule qui se presse ici. Mais, une fois de plus, les Français sont privés d'un événement photographique majeur. L'exposition créée au *Musée Withney* de New York en mars 1994, présentée ensuite au *Musée Ludwig* de Cologne, au Palazzo Reale de Milan, à Londres aujourd'hui, repartira pour les Etats-Unis, où elle finira son (beau) parcours à l'Institut d'art de Minneapolis. En oubliant Paris.



« Évidence 1944-1994 », éditions Schirmer/Mosel

Francis Bacon, Paris, 11 avril 1979, par Richard Avedon.

Donc il faut faire le voyage à Londres. Pour se confronter aux épreuves d'un photographe qui n'a jamais été exposé en France ; pour apprécier le travail spectaculaire d'accrochage. Il faut observer les visiteurs, voir comment ils s'arrêtent, pétrifiés, devant les oeuvres, les regardent vraiment plutôt que « glisser » dessus, reculent, reviennent, réagissent, évitent une pièce. Il faut voir cette jeune Londonienne tomber en larmes devant un mur de la détresse qui rassemble les visages *décomposés d'Ezra Pound, Marilyn* Monroe, Dorothy Parker, Marcel Duchamp, le duc et la duchesse de Windsor – un des plus émouvants assemblements d'images qu'il nous ait été donné de voir.

VOYEUR ET OTAGE

Depuis sa première exposition, en *1975 à New York, Avedon a fait éclater* les conventions de l'exposition photographique. Pour « *échapper au reliquaire* », il refuse l'alignement sage d'images du même format, il refuse les encadrements précieux et les verres protecteurs pour faire surgir au mieux l'image brute. A Londres, le photographe a peint les murs en gris, *mais* aucune salle ne ressemble à une autre. Les images sont regroupées ou esseulées ; elles sont accrochées les unes sur les autres ou simplement alignées ; certaines sont floues, à peine lisibles, d'autres d'une précision clinique, *d'autres encore surexposées.*

Toute la gamme des formats est déclinée, depuis l'icône engoncée dans un cadre de métal jusqu'au tirage de 12 mètres de long sur 3 de hauteur, brouillant sans cesse la notion d'échelle. Mais les grands formats *sont dominants, collés* sur des plaques de bois ou de métal, parfois appuyés sur un caisson (discret) de bois ou de fer doré, le plus souvent scotchés au mur sans protection aucune, livrés brutalement au spectateur.

Effet garanti. Avedon a toujours voulu que le spectateur soit impliqué dans l'exposition, « à égalité » avec *les portraits qui lui font face, qu'il* soit autant voyeur qu'otage de ces regards. On retrouve ici nombre de partis pris imposés par la photographie dite « plasticienne » des années 80 : tirage géant monté sans cadre, frontalité du sujet, présence dominante de la matière photographique comme de la chair et de la peau, au détriment de la profondeur de la composition et de l'arrière-plan. Mais cela fait vingt ans qu'Avedon défend ces principes. Il a été le premier à défier le format de la peinture, qui est aussi une manière adroite de sortir l'image de son contexte de production (mode et portraits pour les magazines) et de lui faire gagner son autonomie. Mais, quand les artistes suiveurs sont souvent ennuyeux, Avedon a transformé le musée en *maison d'un* collectionneur qui aurait accroché ses images au mur, comme bon lui semble.

L'exposition montre combien ses obsessions n'ont pas varié d'un iota en cinquante ans : le goût pour le mouvement, pour tout ce qui bouge, vole saute ; son engagement féroce aux côtés des penseurs libéraux, des créateurs, des iconoclastes. Un grand plaisir, aussi, à cerner les contraires : le rire et le *désespoir*, le mouvement et la gravité, un bal guindé à Venise et une folie populaire à Berlin. Dès les premières images, il cherche à entrer en relation avec l'autre, il dialogue avec un gamin de Palerme, un mannequin pour Cardin, Francis Bacon, Samuel Beckett, son père.

Le fond, ce qu'il y a derrière, ne l'intéresse pas, ça perturbe la tension qu'il instaure entre le sujet et lui, entre le sujet et le spectateur. *D'ailleurs*, il ne voit pas l'arrière-plan. Il est myope. Avedon a donc progressivement évacué ces « bruits de fond ». Ils étaient d'abord surexposés, *devinrent flous, gris. Depuis plus* de vingt ans, ils sont blancs. Ah ! le fond blanc chez Avedon ! C'est l'abîme, le vide, le résultat de l'influence de Brodovitch, photographe, légendaire directeur artistique de *Harper's Bazaar*, et mentor d'Avedon. Le blanc, c'est aussi la meilleure façon de faire vivre la surface, les marques de la peau, les traits du visage, un regard, des vêtements, une attitude.

Rendez-vous manqué

Une fois de plus, Paris a raté son rendez-vous avec Richard Avedon. A qui la faute ? Au ministère de la culture, on affirme que plusieurs lieux ont été proposés au photographe pour accueillir son exposition mais qu'il les a tous refusés. Nicole Wisniak, fondatrice du magazine *Egoïste*, et qui s'est battue pendant deux ans pour faire venir l'exposition en France, répond que *« la seule proposition concrète est venue du Centre national de la photographie, mais Avedon refuse d'être exposé dans un lieu spécifique à la photographie, qu'il considère comme un ghetto »*. Le photographe aurait souhaité le Grand Palais, le Musée d'art moderne de la Ville de Paris, le Jeu de Paume ou le Centre Pompidou, mais tous ces musées ont refusé. Le résultat est là : Cologne, Milan et Londres ont réussi là où Paris a échoué.

Le fond blanc est enfin une des *multiples manipulations* que le photographe fait subir à l'image : il la pense minutieusement, la dessine parfois, la met soigneusement en scène, la recadre, la tire selon son goût, fait des collages, bouleverse l'échelle... Les portraits sont-ils ressemblants ? Peu importe. Avedon est ailleurs, il dresse le portrait tragique d'individus qu'il n'aime jamais autant que lorsque les marques de la mort font leur chemin sur la peau.

Parce qu'il brasse beaucoup d'argent, parce qu'il a signé des contrats en millions de dollars avec le magazine *New Yorker*, avec le couturier Gianni Versace ou Kodak, parce *qu'il* fait tourner son studio new-yorkais comme une PME, parce qu'il est incontrôlable et atypique, Richard Avedon est attaqué, des deux côtés de l'Atlantique, et souvent relégué au rang de « bon photographe commercial ». A ceux qui pensent ainsi, conseillons d'aller à Londres pour affronter les masques tragiques de Truman Capote, Carson McCullers, John Ford, Jean Renoir, Borges, Beckett et Henry Miller.

Michel Guerrin

« Vous étiez au cœur du labyrinthe... »

POUR SA PREMIÈRE exposition d'importance à New York, *en* 1975 *à la Marlborough* Gallery, Richard Avedon avait instauré des principes d'accrochage que l'on retrouve à Londres : efficacité visuelle, jeux sur l'échelle, confrontation, tension. Une centaine d'images de formats différents étaient accrochées sur les cimaises blanches, dont certaines culminaient à 2,70 mètres de hauteur.

L'exposition new-yorkaise avait été conçue par Marvin Israel, le directeur artistique du magazine *Harper's Bazaar*, et par Richard Avedon, qui eurent carte blanche pour transformer à leur guise le musée. Ils avaient construit une maquette du lieu et, pendant plusieurs mois, ont pensé leur exposition, bougé les cloisons, « joué » avec les images *au mur. Le spectateur n'avait aucun répit*, parfois coincé dans des petites pièces, écrasé *par des portraits menaçants ; il découvrait des* personnages représentés à la même hauteur que lui, affrontait de nouveau des portraits sous un autre angle... *« Quel que soit l'endroit où vous vous trouviez, vous étiez au cœur du labyrinthe,* raconte Richard Avedon, *et où se portait votre regard, vous n'étiez pas à l'échelle – Gulliver dans l'embrasure de la porte, Godzilla à l'autre bout du couloir. »*

PLANCHES DE CONTACT, ÉPREUVES RATÉES

Cet accrochage allait à l'encontre des principes en vigueur dans le monde de la photographie. Les réactions furent violentes, les *grands formats furent dénoncés*, tout comme le spectaculaire de l'accrochage et son refus de la linéarité. *Dès 1967, Avedon fut accusé de* mépriser la photographie. Il avait imaginé, *pour une exposition à Washington, de présenter* ses images comme un travail en cours : sur un long mur, *étaient collées des images* mais aussi des extraits de planches de contact, des épreuves ratées, instructions de retouches, couvertures de magazines...

Après l'exposition de la Marlborough Gallery, John Szarkowski, le directeur du département photographique du Musée d'art moderne de New York, *qui prônait un* accrochage classique, dit à Avedon : *« J'espère que votre prochaine exposition ne sera pas conçue par vous. »* Avedon se souvient de sa réponse : *« Il vaut mieux que ce soit moi qui la fasse plutôt que vous. »*

M. G.

Les cadeaux de Picasso à l'éditeur Charles Feld en vente au château de Cheverny

Les souvenirs de l'ami du peintre ont été estimés à 2 millions de francs

Mᵉ Rouillac démontre que la province vaut bien Paris, voire Londres, en dispersant des collections attirantes dans un cadre apte à faire de cette vente un événement. L'entreprise suscite la sympathie des vendeurs, l'engouement des acheteurs, *mais engendre la grogne chez* d'autres officiers ministériels, plus attachés aux traditions selon les uns, pusillanimes ou timorés pour les autres.

EN 1992, les Soviets envahissaient les allées du parc du château de Cheverny. Mᵉ Philippe Rouillac, commissaire-priseur à Vendôme, y exposait entre autres une somptueuse statue en pied de Lénine, chef-d'œuvre (?)de réalisme-socialiste en provenance directe de Saint-Pétersbourg. Le vicomte de Sigalas, propriétaire des lieux, n'apprécia, dit-on, que modérément le clin d'œil. Mais l'homme doit avoir le sens de l'humour : sa propriété verra, les dimanche 14 et lundi 15 mai, passer bien d'autres souvenirs révolutionnaires. Comme les tableaux de la famille Droz (dont un grand portrait par Eugène Devéria), qui compte aujourd'hui quelques diplomates, et des ancêtres : un sculpteur, Jules-Antoine (1807-1872), élève de Regnault, et surtout le fondateur de la dynastie, Jean-Pierre Droz (1746-1823), natif de La Chaux-de-Fonds (Suisse), graveur de son état. Il avait trouvé le moyen de multiplier la gravure en taille-douce, ce qui lui a permis de livrer 14 000 planches d'assignats de 25 livres à la toute jeune République française, qui en fit l'usage qu'on sait. Le Directoire, reconnaissant, le nomma à la tête du service de la Monnaie et des Médailles.

VENTES

Pablo Picasso, lui aussi, aimait la révolution. Et la multiplication des planches dont, contrairement à d'autres, il surveillait scrupuleusement le tirage. Environ 120 Picasso passeront aussi sur les pelouses de Cheverny. Point de grands tableaux, certes. Mais mieux, peut-être : des témoignages. Ceux d'une collaboration qui ne tarda pas à se transformer en réelle amitié, entre l'artiste et un éditeur, Charles Feld. En le rencontrant, Picasso l'avait regardé attentivement, et la sentence était tombée : *« Tu as un corps de torero. »* Feld avait fait ses premières armes avec Louis Aragon en publiant; à la *Bibliothèque française*, de grands textes, illustrés par de non moins grands peintres. Picasso, qui avait depuis longtemps pressenti le rôle de l'édition dans la diffusion de son œuvre, avait aidé Zervos et *Les Cahiers d'Art*, Aragon et sa collection. Il encouragea Charles Feld à créer sa propre maison, Le Cercle d'art. D'après Philippe Monsel, qui la dirige aujourd'hui, Picasso aurait dit au jeune homme : *« Tu publieras des livres sur moi, et tu auras déjà beaucoup de travail... »*

En effet, entre 1950 et 1973, année de la mort de Picasso, les livres sortent presque au rythme de un par an. Sans compter ceux consacrés aux autres artistes proches de l'espagnol, Edouard Pignon par exemple. Et à ceux, plus jeunes, qui pouvaient intéresser Feld lui-même : Calder, Hartung, Zao Wou-Ki, Wilfredo Lam, Vieira da Silva, Tàpies... Et avec quels auteurs ! René Char, Aragon, ou encore Henri Michaux. Le seul peintre à se voir opposer un veto du maître fut Dali, dont les prises de position franquistes s'accordaient de toute façon assez mal avec la sensibilité communiste des deux amis.

Selon Philippe Monsel, *« Picasso a nourri de sa sève toute l'activité qui a suivi »*. C'est lui qui faisait vivre Le Cercle d'art. Il ne l'a sans doute pas financé directement. Mais chaque livre qui sortait des presses comportait un tirage de tête, avec des dessins, des gravures ou des lithographies qui s'arrachaient, parfois au sens propre, dès la publication, à des prix assez faramineux. Ce sont ces ouvrages qui payaient l'édition standard.

Ce sont pourtant davantage des souvenirs personnels que des ouvrages de bibliophile dont se sépare Charles Feld. La plupart des livres sont rehaussés par Picasso, par tous les moyens imaginables : feutre, pastel, petits dessins au crayon, petits poissons en guise de clin d'œil à Mᵐᵉ Feld, ainsi surnommée. On trouvera des maquettes de couverture aussi, comme celle pour le livre *Théâtre* de 1967, qui permet d'apprécier la qualité de l'impression des éditions Cercle d'art. Et des portraits, comme celui du militant communiste Henri Martin qui, lorsqu'il se battait contre l'engagement français en Indochine, ne pouvait pas imaginer être un jour l'hôte d'un vicomte.

Estimations ? Christie's avait fait des propositions bien tentantes à Charles Feld, de l'ordre de 2 millions de francs pour l'ensemble. *« Estime-t-on des souvenirs ? »* lâche rêveusement Mᵉ Rouillac... C'est sans doute grâce à une phrase semblable qu'il a pu décider le vieux monsieur à le préférer aux Anglo-Saxons, dont le pragmatisme fait parfois peu de cas des sentiments.

Harry Bellet

★ Philippe Rouillac, commissaire-priseur. Hôtel des ventes, route de Blois, 41 100, Vendôme. Tél. : (16) 54-80-24-24. Les vacations ont lieu, les 14 et 15 mai, à l'orangerie du château de Cheverny.

Sortir de l'ancien régime

Les ventes de Cheverny ressemblent à une gigantesque *« garden-party »*, où l'on croise le bon peuple, quelques quartiers de noblesse *et des rock stars, comme Mick Jagger*, qui vient en voisin. Un commissaire-priseur dynamique a convaincu un aristocrate sans préjugés d'organiser sur ses terres une manifestation qui dépasse de *loin la simple visite d'un des beaux monuments du Val-de-Loire. Le* château n'avait peut-être pas besoin de ça : il a servi de modèle à Moulinsart, celui du capitaine Haddock. Pour une vente organisée *en province, c'est une bénédiction : depuis sept ans, l'endroit capte* une attention constante. Celle du public, celle de la presse, mais aussi et surtout celle des confrères de Mᵉ Philippe Rouillac, un peu *jaloux de tant de succès, qui passent un temps précieux à le rappeler* à l'ordre. Il s'agit moins d'une querelle des anciens et des modernes que de l'affrontement de deux logiques. L'une est crispée sur une réglementation tatillonne et bientôt obsolète : elle risque incessamment de voir son rôle réduit à la vente judiciaire de vieilles voitures saisies. L'autre sait regarder au-delà des bornes, voire des frontières. Cela permet, parfois, de souffler une grande collection au nez de mastodontes comme Christie's.

DANS LES GALERIES

VALÉRIE FAVRE
Galerie Nathalie-Obadia, 8, rue de Normandie, 75003, Paris. Tél. : 42-74-67-68. Du mardi au samedi de 11 heures à 19 heures, *jusqu'au 17 juin.*

Valérie Favre poursuit son itinéraire intérieur, quelque chose comme un voyage au centre de soi-même, avec raccourcis et précipices, *demi-tours et surprises. De ce vagabondage aventureux*, elle conserve des peintures et des objets étranges, parapluie de laine rouge ou chambre à air martyrisé par deux tubes métalliques. Mais, dans l'exposition de ses œuvres les plus récentes, ce sont les toiles qui captent l'œil d'abord, quatre apparitions d'une robe rouge sang, déployée dans le vide, sans un corps pour l'habiter, sans un mouvement pour expliquer les plis qui la tordent et les volumes qui la gonflent. Elle flotte, dangereusement écarlate, *ourlée de blanc nuageux, sur fond vert aquatique ou orange dur.* Ophélie, Lady Macbeth, Desdémone ? On ne sait quelle héroïne reconnaître. On ne sait comment comprendre le symbole – est-ce même un symbole ? Ne serait-ce pas plutôt une vision venue d'un mauvais rêve ? –, mais sa fascination opère et trouble.

Ce dernier sentiment s'augmente à la vue des autres toiles exposées, abstractions obtenues fortuitement en fixant la diffusion d'encres colorées à la surface de l'eau et autoportraits étrangement incomplets, où *le visage semble un tissu qui se déchire* et s'arrache du crâne alors que le regard se brouille et les traits se défont. Des références, des citations ? Aucune ne se signale. Valérie Favre est déjà, *bien au-delà de ces exercices de style*, lancée dans l'accomplissement d'une œuvre de plus en plus convaincante.

Ph. D.

ED PASCHKE
Galerie Darthea-Speyer, 6, rue Jacques Callot, 75006 Paris. Tél. : 43-54-78-41. Jusqu'au 1ᵉʳ juillet.

Depuis une trentaine d'années, Ed Paschke peint la vie américaine telle qu'il l'observe depuis Chicago, où il est né en 1939 et qu'il n'a pas quittée. Cette vie est celle des télévisions diffusant *en permanence leurs messages publicitaires, leurs séries*, leurs slogans, leurs images factices et leurs dialogues vides.

Sur la toile se rencontrent donc des visages-masques aux expressions stéréotypées vus en gros plan, des diagrammes d'automobiles, des produits de consommation, des frises décoratives genre Luna Park et – allusion d'actualité – des munitions, les balles *« full metal jacket »* chères à Stanley Kubrick.

Les couleurs sont d'une aigreur qui blesse l'œil, jaunes et verts d'une insistante acidité posés par vastes plages, sans effet de matière, sans geste, avec la neutralité d'une exécution mécanique.

Le dessin a la simplicité des affiches, mais les compositions organisent des rapprochements incongrus et inquiétants, tels ceux que produiraient une mémoire saturée de représentations et incapable de les absorber plus longtemps. Paschke n'a d'autre but que de capter un peu de cette réalité cathodique et définit ses œuvres comme des *« équations visuelles »*, ce qui est assez justement dit.

Grâce à lui, bien plus qu'à Lichtenstein ou Rosenquist, qui ont dérivé vers des formules maniéristes et décoratives à mesure qu'ils rencontraient un succès plus général, le pop tel que le comprenait Warhol demeure vivant et continue à lancer ses avertissements désabusés et ironiques. C'est du reste peine perdue : la société se plaît dans ses illusions aveuglantes et refuse les miroirs où elle se reconnaîtrait trop exactement figurée.

Ph. D.

هكذا من الأصل

Les Concerts du dimanche matin

Le passage obligé des artistes célèbres et des jeunes en passe de l'être



JANINE ROZE inaugurait sa série de concerts le 9 novembre 1975. Vingt ans plus tard, les Concerts du dimanche matin sont un passage obligé pour des artistes qui, célèbres ou pas, touchent le même cachet. Si le premier concert accueillit 181 auditeurs, il n'est pas rare que le Théâtre des Champs-Elysées en refuse aujourd'hui. Cet hiver, le récital de François-René Duchâble a laissé 500 mélomanes sur le pavé. En 550 concerts, plus de 300 artistes – de Martha Argerich à Frank Peter Zimmermann – se sont pliés aux exigences de programmation de Janine Roze et ont fait le bonheur de parents peu fortunés qui peuvent initier leurs enfants à la musique : l'entrée est libre pour les moins de neuf ans. Dimanche, le violoncelliste Xavier Phillips et la pianiste Anne Queffélec interpréteront la *Sonate pour violoncelle et piano n° 2* de Beethoven et la *Sonate pour violoncelle et piano* de Debussy.

★ Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e. Mo Alma-Marceau. 11 heures, le 7 mai. Tél. : 49-52-50-50. 90 F.

UNE SOIRÉE A PARIS

Bekamby
Madagascar fut longtemps enfermée sur elle-même. Son ouverture récente a fait découvrir aux Occidentaux une richesse musicale qu'ils avaient à peine soupçonnée. Après la série malgache du festival de Musiques métisses d'Angoulême et d'Africolor de Saint-Denis, le Théâtre de la Ville se met à l'heure de l'île Rouge. Bekambi vient de Tulear, à l'extrême sud. Il chante et joue du marovany (cithare sur caisse). C'est beau et surprenant.
Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris-4e. Mo Châtelet. 17 heures, le 6 mai. Tél. : 42-74-22-77. 80 F.

Schkoonk !
En France, le rap entretient des liens de plus en plus étroits avec l'acid jazz ou toute autre forme de musique destinée à mêler le swing du jazz au groove du funk. Avec une souplesse toute latine, Schoonk ! se fond dans cette mouvance qui préfère les danses sudatoires aux coups de poing du hardcore.
Pigall's, 77, rue Pigalle, Paris 9e. Mo Pigalle. 22 heures, le 7 mai. Tél. : 46-27-82-82. 50 F.

Hole
Remise de sa blessure provoquée par un plongeon de scène intempestif, Courtney Love revient cracher son venin sur les planches parisiennes. A moins que son autodestruction chronique nous prive encore du punk-rock inspiré de la veuve de Kurt Cobain.
Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris-11e. Mo Voltaire. 19 heures, le 6 mai. Tél. : 47-00-55-22.

Youval Micenmacher
Percussionniste, mais aussi conteur, Youval Micenmacher aime mettre en son, parfois à partir de presque rien (un bidon, une chaise...), des histoires venant des traditions de l'Orient ou rapportées de ses propres voyages et rencontres. Autour de lui, quelques interlocuteurs réguliers – Gérard Marais, Vincent Courtois, Michel Godard... Une famille.
Passage du Nord-Ouest, 13, rue du Faubourg-Montmartre, Paris-9e. Mo Rue-Montmartre. 21 heures, le 6 mai. Tél. : 36-68-03-32. 100 F.

CLASSIQUE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

LUNDI 8 MAI

Anton Matalaev (violon)
Rachmaninov : *Trio « Elégiaque »*. Chostakovitch : *Quintette pour piano et cordes*. Alain Meunier (violoncelle), Ludmila Berlinskaïa (piano).
Auditorium Saint-Germain, 4, rue Félibien, Paris 6e. Mo Odéon. 20 h 30, le 8. Tél. : 46-33-87-03. De 85 F à 110 F.

MARDI 9 MAI

Eva Schwabe (chant)
Weill : *Pièces vocales*. Rémy Chatton (basse), Serge Noël (piano).
Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris 16e. Mo Trocadéro. 19 h 30, les 9, 10, 11, 12 et 13 ; 14 heures, le 14. Tél. : 47-27-81-15. Entrée libre.

Viktor Tretiakov (violon)
Chostakovitch : *Sonate pour violoncelle et piano ; Trio pour piano, violon et violoncelle*. Prokofiev : *Sonate pour piano et violon op. 80*. Viktor Valentin Berlinsky (violoncelle), Ludmila Berlinskaïa (piano).
Auditorium Saint-Germain, 4, rue Félibien, Paris 6e. Mo Odéon. 20 h 30, le 9. Tél. : 46-33-87-03. De 85 F à 110 F.

Isaac Stern (violon), Yefim Bronfman (piano)
Mozart : *Sonates pour violon et piano KV 454 et KV 296*. Bartok : *Sonate pour violon et piano n° 2*. Beethoven : *Sonate « le Printemps »*.
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e. Mo Alma-Marceau. 20 h 30, le 9. Tél. : 49-52-50-50. De 90 F à 390 F.
Et le 10 mai, à 20 h 30, « Sonate KV 304 » de Mozart, « Sonate » de Janacek, « Sonatine » de Schubert, « Sonate n° 1 » de Bartok.

Orchestre symphonique français
Florentz : *Prière de Marie au Golgotha*. Brahms : *Concerto pour violon et orchestre*. Beethoven : *Symphonie « Héroïque »*. Tania Cristova (soprano), Tedi Papavrami (violon), Laurent Petitgirard (direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8e. Mo Ternes. 20 h 30, le 9. Tél. : 45-61-53-00. De 50 F à 80 F.

Karen Huffstodt (soprano)
Lieder de Beethoven, R. Strauss, Korngold et Bolcom. Mélodies de Liszt, Satie, Poulenc et Herbert. Airs d'opérette de Lehar et d'Offenbach. *Jeff Cohen (piano).*
Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8e. Mo Miromesnil. 20 h 30, le 9. Tél. : 49-53-05-07. De 85 F à 300 F.

La Vie brève
De Falla. Solistes vocaux, danseurs, Chœur régional Vittoria d'Ile-de-France, Orchestre national d'Ile-de-France, Jacques Mercier (direction).
Sartrouville (78). Théâtre, place Jacques-Brel. 21 heures, les 9 et 10. Tél. : 39-14-23-77. De 55 F à 120 F. Le 12 mai, à 21 heures, au Théâtre Luxembourg de Meaux ; le 13 mai, à 20 h 30, à la Salle Pleyel et le 14 mai, à 15 heures, à l'Opéra-Théâtre de Massy.

René Jacobs, Andreas Scholl (hautes-contre)
Blow : *Ode sur la Mort de M. Henry Purcell*. Purcell : *Œuvres sacrées pour deux hautes-contre.*
Versailles (78). Chapelle royale du château. 21 heures, le 9. Tél. : 39-02-30-00. De 60 F à 220 F.

MERCREDI 10 MAI

Solistes de l'Ensemble InterContemporain
Hindemith : *Plöner Musiktag, extrait*. Janacek : *Le 1/X/1905, sonate pour piano ; Marche des cols bleus, pour piccolo et piano ; Capriccio*. Enesco : *Légende, pour trompette et piano*. Kurtag : *In memoriam György Zilcz, pour quintette de cuivres.*
Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1er. Mo Châtelet. 20 heures, le 10. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

Orchestre philharmonique de Radio-France
Ravel : *Valses nobles et sentimentales*. Saint-Saëns : *Concerto pour violon et orchestre op. 61*. Schumann : *Symphonie « Rhénane »*. Reiko Watanabe (violon), Orchestre philharmonique de Radio-France, Marek Janowski (direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8e. Mo Ternes. 20 heures, le 10. Tél. : 42-30-15-16. De 80 F à 190 F.

Quatuor Arpeggione
Quatuors de Schubert, Schumann, Glass et Bartok.
Eglise de la Trinité, 66, rue Saint-Lazare, Paris 9e. Mo Trinité. 20 h 30, le 10. Tél. : 45-87-37-07. De 75 F à 90 F. Et le 12, Auditorium Saint-Germain, 4, rue Félibien, Paris 6e. Mo Odéon. 20 h 30. Tél. : 46-33-87-03. Location Fnac. De 85 F à 115 F.

Nabucco
De Verdi. Solistes, Chœurs et orchestre de l'Opéra de Cracovie, Ewa Michnik (direction).
Palais des congrès, porte Maillot, Paris 17e. Mo Porte-Maillot. 20 h 30, les 10 et 11. Tél. : 40-68-00-05. Location Fnac. 250 F. Le 14 mai, à 17 h 30, au Théâtre impérial de Compiègne ; le 15 mai, à 20 h 30, au Théâtre de Denain ; le 16 mai, à 20 h 30, au Théâtre le Colisée, à Roubaix.

JEUDI 11 MAI

Quatuor Keller
Kodaly : *Quatuor à cordes op. 10*. Bartok : *Quintette pour piano et cordes*. Avec Michel Béroff (piano).
Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris 7e. Mo Solferino. 18 h 45, le 11. Tél. : 40-49-47-17. 60 F.

Pierre-Laurent Aimard (piano)
Pièces pour piano de Cage, Webern et Ligeti.
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16e. Mo Passy. 19 heures, le 11. Tél. : 42-30-15-16. 90 F.

Orchestre philharmonique de Radio-France
Schubert : *Symphonie « Inachevée »*. Mozart : *Concerto pour piano et orchestre KV 488*. Saint-Saëns : *Symphonie n° 3*. hélène Grimaud (piano), Jean-Patrice Brosse (orgue), Marek Janowski (direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8e. Mo Ternes. 20 heures, le 11. Tél. : 42-30-15-16. De 80 F à 190 F.

Felicity Lott (soprano)
Lieder et mélodies de Schumann, Wolf, Stanford, Britten, Musto, Barab, Berners, Gounod, Chausson, Fauré et Chabrier. Graham Johnson (piano).
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e. Mo Alma-Marceau. 20 h 30, le 11. Tél. : 49-52-50-50. Location Fnac. De 90 F à 470 F.

Emile Naoumoff (piano)
Schumann : *Fantaisie pour piano*. Rachmaninov : *Moment musical op. 16 n° 3, Préludes pour piano nos 1 et 4*. Tchaïkovski : *Les Saisons.*
Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8e. Mo Miromesnil. 20 h 30, le 11. Tél. : 49-53-05-07. Location Fnac. De 75 F à 180 F.

VENDREDI 12 MAI

Ensemble Ultréia
Œuvres lyriques occitanes et galiciennes des XIIe et XIIIe siècles.
Musée national du Moyen Age-Thermes de Cluny, 6, place Paul-Painlevé, Paris 5e. Mo RER Cluny-la Sorbonne. 12 h 30, le 12 ; 15 heures, le 13. Tél. : 46-34-51-17. 52 F.

Orchestre national de France
Turina : *La Oracion del Torero ; Danzas fantasticas*. Albeniz : *Iberia, extraits*. Montsalvatge : *Cinq canciones negras*. Falla : *Le Tricorne*. Maria-José Montiel (mezzo-soprano), Jesus Lopez-Cobos (direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8e. Mo Ternes. 20 heures, le 12. Tél. : 42-30-15-16. De 80 F à 190 F.

Ensemble Ader
Hersant : *création*. Œuvres de Jolivet, Ravel et Stravinsky. Pascal Gallois (basson).
Conservatoire national supérieur de musique, 209, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. 20 heures, le 12. Tél. : 40-40-46-46. Entrée libre.

Ensemble Organum
Recréation d'un manuscrit toscan du XIIIe siècle : *Laudario di Cortona*.
Marcel Pérès (direction), Toni Casalonga (mise en scène).
Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. 20 heures, les 12 et 13 ; 16 h 30, le 14. Tél. : 44-84-45-63. Location Fnac. De 60 F à 160 F.

Quatuor Borodine
Beethoven : *Quatuor à cordes op. 132*. Chostakovitch : *Quatuor à cordes op. 144*.
Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8e. Mo Miromesnil. 20 h 30, le 12. Tél. : 44-61-83-54. Location Fnac. De 90 F à 250 F.

Opération Orféo
Cage : *Opération Orféo*. Agnethe Christensen (alto), Ninna Steen (danse), Compagnie Hotel Pro Forma, Chœur Ars Nova, Bo Holten (direction), Kirsten Tomas Dehlholm (mise en scène).
Créteil (94). Maison des arts, place Salvador-Allende. 21 heures, le 12 ; 19 heures, le 13. Tél. : 45-13-19-19. 100 F.

SAMEDI 13 MAI

Orchestre Chalon-Bourgogne
Reverdy : *Le Cercle du vent*. Tchaïkovski : *Concerto pour violon et orchestre*. Haydn : *Symphonie « Roulement de timbales »*. Olivier Charlier (violon), Orchestre Chalon-Bourgogne, Philippe Cambreling (direction).
Etampes (91). Eglise Notre-Dame-du-Fort. 21 heures, le 13. Tél. : 69-92-69-00. De 80 F à 120 F.

DIMANCHE 14 MAI

Quatuor Alban Berg
Britten : *Quatuor à cordes op. 94*. Beethoven : *Quatuor à cordes op. 130, Quatuor à cordes op. 133.*
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e. Mo Alma-Marceau. 11 heures, le 14. Tél. : 49-52-50-50. 90 F.

Quatuor Melos
Haydn : *Quatuor à cordes n° 78*. Schubert : *Quartettsatz*. Debussy : *Quatuor à corde.*
Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1er. Mo Châtelet. 11 h 30, le 14. Tél. : 40-28-28-40. 80 F.

DANSE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

Ballets Ethéry Pagava
Ethéry Pagava : *La Reine des neiges.*
Théâtre du Jardin, jard. d'Acclimatation-bois de Boulogne, Paris 16e. Mo Sablons. 14 h 30, les 9, 10, 11, 16, 17, 18 et 23, jusqu'au 31. Tél. : 46-44-54-86. De 30 F à 45 F.

Les Etoiles du ballet de l'Opéra de Paris
George Balanchine : *Apollon, Sonatine*. Michel Kélémentis : *Sélim*. Twyla Tharp : *Grand Pas, Rhythm of the Saints.*
Opéra-Comique. Salle Favart, 5, rue Favart, Paris 2e. Mo Richelieu-Drouot. 19 h 30, les 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17 et 18. Tél. : 42-86-88-83. Location Fnac. De 30 F à 370 F. Et les 11, 13, 16, 18 mai, « Prédelle » de Marceline Lartigue, « Blues du rouge poisson » de Pierre Darde, « Voilà, c'est ça » de Victor Ullate, « Sonate à trois » de Maurice Béjart.

Compagnie Mark Tompkins
Mark Tompkins : *Klick-clique.*
Dunois, 108, rue du Chevaleret, Paris 13e. Mo Chevaleret. 20 h 30, les 12 et 13 ; 18 heures, le 14. Tél. : 45-84-72-00. De 70 F à 100 F.

Compagnie Cré-Ange
Charles Cré-Ange : *Noir Salle.*
Athis-Mons (91). Centre Culturel, 3, rue Jean-Baptiste-Renoux. 21 heures, le 13. Tél. : 60-48-46-18. De 70 F à 85 F.

Karine Saporta
Karine Saporta : *Un bal dans le couloir de fer.*
La Courneuve (93). Centre Jean-Houdremont, 11, avenue du Général-Leclerc. Mo Aubervilliers-La Courneuve. 21 heures, le 13. Tél. : [illegible]. De 60 F à 80 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

FREDDY SORT DE LA NUIT
Film américain de Wes Craven, avec Robert Englund, Heather Langenkamp, Miko Hughes, David Newsom, Tracy Middendorf, John Saxon (1 h 52).
Interdit – 12 ans.
VO: Forum Orient Express, dolby, 1er (36-65-70-67); UGC Odéon, dolby, 6e (36-68-37-62); UGC Normandie, dolby, 8e (36-68-49-56).
VF: Rex, dolby, 2e (36-68-70-23); UGC Montparnasse, dolby, 6e (36-65-70-14; 36-68-70-14); Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31; 36-68-81-09; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12e (36-68-62-33); UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27); Mistral, dolby, 14e (36-65-70-41; réservation: 40-30-20-10); UGC Convention, dolby, 15e (36-68-29-31); Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96; 36-65-71-44; réservation: 40-30-20-10).

L'INONDATION
Film franco-russe d'Igor Minaïev, avec Isabelle Huppert, Boris Nevzorov, Macha Lipkina (1 h 40).
VO: Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5e (43-54-15-04).

LA JARRE
Film iranien d'Ebrahim Forouzesh, avec Behzad Khodaveisi, Fatemeh Azrah, Alireza Haji-Ghasemi, Ramazan Molla-Abbasi, Hossein Balai, Abbas Khavaninzadeh (1 h 26).
VO: Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49); Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LES QUATRE FILLES DU DOCTEUR MARCH
Film américain de Gillian Armstrong, avec Winona Ryder, Samantha Mathis, Christian Bale, Mary Wickes, Gabriel Byrne, Kirsten Dunst (1 h 55).
VO: Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); UGC Danton, 6e (36-68-34-21); Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67; réservation: 40-30-20-10); Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (36-65-70-38; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Kinopanorama, dolby, 15e (43-06-50-50; 36-68-75-15; réservation: 40-30-20-10); Majestic Passy, dolby, 16e (36-68-48-56); Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).
VF: Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43; 36-65-71-88); Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67; 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Les Montparnos, dolby, 14e (36-65-70-42; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10).

REALITY SHOW
Film français de Michel Poulette, avec Martin Drainville, Agathe de La Fontaine, Dominique Michel, Yves Jacques, Patricia Tulasne, Benoît Brière (1 h 29).
Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20); Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).

SONATINE
Film japonais de Takeshi Kitano, avec Takeshi Kitano, Aya Kokumai, Tetsu Watanabe, Masanobi Katsumuru, Susmu Terashima, Ren Ohsugi (1 h 34).
VO: Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Racine Odéon, 6e (43-26-19-68); Le Balzac, 8e (45-61-10-60); Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20).

THE KILLER
Film de John Woo, avec Chow Yun-Fat, Danny Lee, Sally Yeh, Chu Kong (1 h 50). Interdit – 16 ans.
VO: Gaumont les Halles, 1er (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Publicis Saint-Germain, 6e (36-68-75-55); Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23; 36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22).
VF: Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10).

UN ANGLAIS SOUS LES TROPIQUES
Film britannique de Bruce Beresford, avec Sean Connery, Colin Frieis, Joanne Whalley-Kilmer, John Lithgow, Diana Rigg, Louis Gossett Jr (1 h 36).
VO: Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83; 36-68-68-12); Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08; 36-68-75-75; réservation: 40-30-20-10); Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).
VF: Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31; 36-68-81-09; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Miramar, dolby, 14e (36-65-70-39; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10).

SÉLECTION

A LA CAMPAGNE
de Manuel Poirier,
avec Benoît Régent, Judith Henry, Sergi Lopez, Jean-Jacques Vanier, Serge Riaboukine, Elisabeth Commelin.
Français (1 h 48).
14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23); Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77; 36-65-70-43); Le Balzac, 8e (45-61-10-60); Escurial, 13e (47-07-28-04); Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

ALERTE
de Wolfgang Petersen,
avec Dustin Hoffman, René Russo, Morgan Freeman, Cuba Gooding Jr, Patrick Dempsey, Donald Sutherland.
Américain (2 h 08).
VO: Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); UGC Odéon, 6e (36-68-37-62); Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08; 36-68-75-75; réservation: 40-30-20-10); UGC Normandie, dolby, 8e (36-68-49-56); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79; 36-68-69-24).
VF: Rex, 2e (36-68-70-23); UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14; 36-68-70-14); Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31; 36-68-81-09; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Miramar, dolby, 14e (36-65-70-39; réservation: 40-30-20-10); UGC Convention, dolby, 15e (36-68-29-31); Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22); Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96; 36-65-71-44; réservation: 40-30-20-10).

ASTÉRIX ET LES INDIENS
de Gerhard Hahn,
dessin animé Allemand (1 h 24).
VF: Rex, 2e (36-68-70-23); 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38; 36-68-68-12); UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14; 36-68-70-14); Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08; 36-68-75-75; réservation: 40-30-20-10); UGC Triomphe, dolby, 8e (36-68-45-47); Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31; 36-68-81-09; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33); UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27); Mistral, 14e (36-65-70-41; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79; 36-68-69-24); Saint-Lambert, dolby, 15e (45-32-91-68); UGC Convention, 15e (36-68-29-31); Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22); Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96; 36-65-71-44; réservation: 40-30-20-10).

AU TRAVERS DES OLIVIERS
d'Abbas Kiarostami,
avec Hossein Rezai, Mohamad Ali Keshavarz, Farhad Kheradmand, Zarifeh Shiva, Tahereh Ladania, Mahbanou Darabin.
Iranien (1 h 43).
VO: Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

CHANG, A DRAMA OF THE WILDERNESS
de Merian C. Cooper,
Ernest B. Schoedsack,
avec Kru, Nantui, Nah, Ladah, Bimbo le singe.
Américain, noir et blanc (1 h 10).
14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23).

CHUNGKING EXPRESS
de Wong Kar-Wai,
avec Brigitte Lin Chin-Hsia, Takeshi Kaneshiro, Tony Leung Chiu-Wai, Faye Wang, Valérie Chow.
Hong Kong (1 h 37).
VO: Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67); Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77; 36-65-70-43).

CIRCUIT CAROLE
d'Emmanuelle Cuau,
avec Bulle Ogier, Laurence Côte, Frédéric Pierrot.
Français (1 h 15).
Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49); 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81; 36-68-69-27).

LA CONQUETE DE CLICHY
de Christophe Otzenberger,
avec Didier Schuller, Gilles Catoire.
Français (1 h 30).
L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

L'ÉMIGRÉ
de Youssef Chahine,
avec Yousra, Michel Piccoli, Mahmoud Hémida, Khaled el-Nabaoui, Safia el-Emary.
Egyptien (2 h 08).
VO: 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00; 36-68-59-02).

JLG/JLG,
de Jean-Luc Godard,
avec Geneviève Pasquier, Denis Jadot, Brigitte Bastien, Elisabeth Kaza, André Labarthe, Louis Séguin.
Français (1 h 20).
La Pagode, dolby, 7e (36-68-75-07; réservation: 40-30-20-10).

LE LIVRE DE LA JUNGLE
de Stephen Sommers,
avec Jason Scott Lee, Cary Elwes, Lena Headey, Sam Neill, John Cleese, Jason Flemyng.
Américain (1 h 50).
VO: Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67); Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (36-68-75-13; réservation: 40-30-20-10).
VF: Rex, dolby, 2e (36-68-70-23); Bretagne, dolby, 6e (36-65-70-37; réservation: 40-30-20-10); George-V, dolby, 8e (36-68-43-47); Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67; 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33); Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (36-68-75-13; réservation: 40-30-20-10); Mistral, 14e (36-65-70-41; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).

PETITS MEURTRES ENTRE AMIS
de Danny Boyle,
avec Kerry Fox, Christopher Eccleston, Ewan McGregor, Keith Allen, Ken Stott, Colin McCredie.
Britannique (1 h 35).
Interdit – 12 ans.
VO: 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (36-68-69-23); 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83; 36-68-68-12); Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18); La Pagode, 7e (36-68-75-07; réservation: 40-30-20-10); UGC Champs-Elysées, dolby, 8e (36-68-66-54); UGC Opéra, dolby, 9e (36-68-21-24); 14-Juillet Bastille, dolby, 11e (43-57-90-81; 36-68-69-27); Escurial, dolby, 13e (47-07-28-04); Mistral, dolby, 14e (36-65-70-41; réservation: 40-30-20-10); Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79; 36-68-69-24); Majestic Passy, dolby, 16e (36-68-48-56); UGC Maillot, dolby, 17e (36-68-31-34); Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).
VF: Rex, dolby, 2e (36-68-70-23); UGC Montparnasse, dolby, 6e (36-65-70-14; 36-68-70-14); Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43; 36-65-71-88); Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67; 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10); UGC Gobelins, dolby, 13e (36-68-22-27); Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96; 36-65-71-44; réservation: 40-30-20-10).

STREET FIGHTER
de Steven E. De Souza,
avec Jean-Claude Van Damme, Raul Julia, Kylie Minogue, Ming-Na Wen, Damian Chapa, Byron Man.
Américain (1 h 40).
VO: George-V, 8e (36-68-43-47).
VF: Rex, dolby, 2e (36-68-70-23); UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14; 36-68-70-14); Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31; 36-68-81-09; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33); UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27); UGC Convention, 15e (36-68-29-31); Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22); Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96; 36-65-71-44; réservation: 40-30-20-10).

REPRISES

L'ANGE EXTERMINATEUR
de Luis Bunuel,
avec Silvia Pinal, Tico Junco, Jaqueline Andere, Enrique Rambal, José Baviera, Augusto Benedico.
Mexicain-espagnol, 1962, noir et blanc (1h35).
VO: Latina, 4e (42-78-47-86); Le Quartier Latin, 5e (43-26-84-65).

BIENVENUE MISTER CHANCE
de Hal Ashby,
avec Peter Sellers, Shirley McLaine, Jack Warden, Melvyn Douglas, Richard Dysart.
Américain, 1979 (2 h 10).
VO: Reflet Médicis, salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34).

GOOD SAM
de Leo McCarey,
avec Gary Cooper, Ann Sheridan, Ray Collins, Edmund Lowe, Ray Collins.
Américain, 1948, noir et blanc (1 h 54).
VO: Action Ecoles, 5e (43-25-72-07; 36-65-70-64).

LETTRE D'UNE INCONNUE
de Max Ophuls,
avec Joan Fontaine, Louis Jourdan, Mady Christians, Marcel Journet, Art Smith.
Américain, 1948, noir et blanc (1 h 30).
VO: Action Christine, 6e (43-29-11-30; 36-65-70-62); Mac-Mahon, 17e (43-29-79-89; 36-65-70-48).

SAMEDI 6 MAI

TF 1

20.45 Divertissement : Les Grosses Têtes. Philippe Bouvard et ses invités.

22.45 Magazine : Ushuaïa. Le pays des neiges. Surfing the Moon ; Jana ; Les Routes himalayennes ; L'Atlantyd.

0.00 Magazine : Formule foot.

0.35 Documentaire : La Victoire en couleurs. De Daniel Costelle.

1.30 Journal et Météo.

1.45 Programmes de nuit. Les Rendez-vous de l'entreprise (rediff.) ; 2.05, TF 1 nuit (et 3.10, 4.10) ; 2.15, Les Aventures du jeune Patrick Pacard [1/6] ; 3.20, Histoire des inventions ; 4.20, L'Aventure des plantes ; 4.45, Musique ; 5.05, Histoire de la vie.

FRANCE 2

20.45 Sport : Rugby. Finale du Championnat de France : Toulouse-Castres.

22.35 Magazine : Les Enfants de la télé.

23.45 Les Films Lumière.

23.50 Journal, Météo, Journal des courses.

0.05 ▶ Magazine : La 25e Heure. Présenté par Jacques Perrin. L'Enigme Dali, de Jordi Llado.

1.05 Programmes de nuit.

FRANCE 3

20.50 Téléfilm : Capitaine Cyrano. De Maurice Failevic.

22.25 Magazine : Ah ! Quels titres ! A quoi sert la famille aujourd'hui ? Invités : Irène Théry ; Aldo Naouri ; Maurice Maschino ; Anne Michel ; Henri Léridon ; Coups de cœur : Robert Merle, Lucas Fournier.

23.25 Météo et Journal.

23.55 Musique et compagnie. Chansons yiddish, chansons de la mémoire. Emission enregistrée au Théâtre de La Villette avec Moshe Leiser, guitare et chant ; Ami Flamer, violon ; Gérard Barraux, accordéon.

0.55 Sport : Voile. Finale de la Coupe de l'America.

1.55 Musique Graffiti. *Marche n° 2*, de Schubert, par Josef Villa, piano (15 min).

M 6

20.45 Téléfilm : L'Emprise du mal. De Glenn Jordan.

0.25 Série : Les Professionnels. La pitié ne nourrit pas un homme.

1.25 Musique : Boulevard des clips (et 6.30).

3.00 Rediffusions. La Tête de l'emploi ; 3.25, Culture pub ; 3.50, Chine impériale et millénaire ; 4.45, Caravane des Andes ; 5.10, Fanzine ; 5.35, Fréquenstar.

CANAL +

20.30 Téléfilm : Abus de confiance. De Carl Schultz.

22.00 Flash d'informations.

22.05 Surprises (et 3.48, 5.30).

22.15 Magazine : Jour de foot. Présenté par Thierry Gilardi. Buts et extraits des matches de la 35e journée du championnat de France de D1.

23.00 Sport : Boxe. En direct. Championnat d'Europe des poids mi-lourds : Christophe Girard (France)-Eddie Smulders (Pays-Bas), à Romorantin.

0.00 Le Journal du hard. Présenté par Philippe Vandel.

0.05 Cinéma : La Chienne. Film américain, classe X, de John Leslie (1994).

1.40 Cinéma : Douba-Douba. ■ ■ Film russe d'Alexandre Khvan (1993, v.o.).

ARTE

20.40 Téléfilm : Ballade allemande. De Tom Toelle [3/3].

22.30 Les Hommes du port. D'Alain Tanner.

23.35 Magazine : Velvet Jungle. Présenté par Valli. Cream : Strange Brew.

0.45 Série : Johnny Staccato. 18. Nuit d'angoisse, de et avec John Cassavetes (v.o.).

1.15 Téléfilm : La Vallée de l'Eden. De Murray Martin, avec Brian Hogg, Daren Bell (v.o., 96 min, rediff.).

CÂBLE

TV 5 19.00 Y'a pas match. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Téléfilm : Les Cavaliers aux yeux verts. De Michel Wyn [3/3]. Avec Irène Papas, Xavier Deluc. 21.30 Concert : Festival franco-ontarien. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Le Grand Jeu des célébrités. 22.45 Théâtre : Décibel. De Julien Vartet. Mise en scène de Gérard Savoisien, enregistrée au Théâtre Edouard-VII. Avec Christian Marin, Corinne Le Poulain. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3 (25 min).

PLANÈTE 19.35 Polles. D'Eric Fayolle. 20.00 La Quatrième force. De Jean Druon et Eusebio Serrano. 20.25 Les Ailes de légende. De Barry Cawthorn [26/38]. Catalina PBY. 21.20 Chippendales : Descente sur la ville. De Paul Martisen. 22.10 La Loi du collège. De Mariana Otero [2/3]. 23.05 Saint-Anatoly. De Jean-Luc Prince. 23.35 Force brute. De Robert Lihani [62/65] (50 min).

PARIS PREMIÈRE 19.30 L'Album. 20.00 Café-théâtre. 20.30 Echecs. 22.00 Embouteillage. 23.05 Le court en dit long. 23.55 A bout portant. 0.45 Paris Match Première (25 min).

CANAL J 18.15 Série : Un bon petit diable. 18.30 Série : Opération Mozart. 19.00 Regarde le monde. 19.15 Série : Souris noire. Souris noire visite la Cité des sciences. 19.30 La Panthère rose. 20.00 Pinocchio.

CANAL JIMMY 21.00 Série : Les Aventures du jeune Indiana Jones. 21.50 Série : Les monstres nouveaux sont arrivés. 22.15 Chronique du chrome. 22.20 T'as pas une idée ? Invité : Rony Brauman. 23.20 Série : Private Eye. 0.10 Road Test. 0.30 Série : Seinfeld (25 min).

SÉRIE CLUB 19.10 Série : Force de frappe. 19.55 Série : Miami Vice (et 23.50). 20.45 Série : Joséphine, ou la Comédie des ambitions. 22.10 Série : Cosmos 1999. 23.00 Série : Mystères à Santa Rita. 0.40 Série : Julien Fontanes, magistrat (90 min).

MCM 19.30 L'Invité de marque. Christophe Martet, président d'Act-Up. 20.00 MCM mag. 20.30 MCM euromusiques nordica. Danemark. 21.30 MCM backstage. Little Bob. 22.30 MCM dance club (210 min).

MTV 19.00 European Top 20. 21.00 Concert : Hip Hop Unplugged. 21.30 Concert : Arrested Development Unplugged. 22.00 The Soul of MTV. 23.00 First Look. 23.30 The Zig and Zag Show (30 min).

EUROSPORT 19.30 Golf. En différé. PGA européenne : Open d'Italie. 3e tour. 21.30 Hockey sur glace. En différé. Championnats du monde : finale pour la troisième place, à Stockholm (Suède). 0.00 Tennis. En différé. Tournoi messieurs d'Atlanta (Géorgie) : 1re demi-finale (120 min).

CINÉ CINÉFIL 20.45 Le Club. Invité : José Giovanni. 22.05 ▶ Les Simon, père et fils. De Michel Boujut et Ana Simon. 23.00 L'Eventail de Lady Windermere. ■ ■ Film américain d'Otto Preminger (1949, N., v.o.). 0.20 La Femme en question. ■ ■ Film britannique d'Anthony Asquith (1950, N., v.o.).

CINÉ CINÉMAS 20.10 Hollywood 26. 20.40 Téléfilm : La Maison dans la dune. De Michel Mees. 22.05 Dans les coulisses de... 23.00 Palace. ■ Film français d'Edouard Molinaro (1984, 90 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE
19.32 Poésie sur parole. Spécial Alain Jouffroy. 20.00 Le Temps de la danse. Spécial Roland Petit. 20.30 Photo-portrait. Séverine Jouve, écrivain. 20.45 Fiction. Nouveau répertoire dramatique : Changement de direction, de Guy Foissy. 22.35 Musique : Opus. Felicity Lott. Avec Jean-Albert Cartier et Armin Jordan. Œuvres de Richard Strauss, Chausson, Poulenc, Mozart. 0.05 Clair de nuit. Rencontre avec Georges Godeberg. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Euphonia : La nuit (2) ; 2.00, Milady, d'après Alexandre Dumas (2) ; 3.56, Profils perdus : Antoine Meillet (2) ; 4.54, Le Voleur honnête, d'après Dostoïevski ; 5.39, Qui êtes-vous Paul Morand ? ; 6.10, L'élection de Paul Doumer à la présidence de la République.

FRANCE-MUSIQUE 19.30 Soirée lyrique. En direct de l'Opéra national de Paris, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra national de Paris, dir. Graeme Jenkins : Iphigénie en Tauride, de Gluck, sol. Carol Vaness (Iphigénie), Anthony Michaels-Moore (Oreste), Keith Lewis (Pylade), Philippe Rouillon (Thoas), Raphaelle Farman (Diane). 23.00 Musique plurielle. Concert donné le 27 avril, à la salle Olivier Messiaen, à Radio-France, Michel Portal, clarinette : Œuvre de Portal (création mondiale) ; Portrait de Michel Portal pour bande et clarinette (création mondiale), de Ferran. 0.05 Auto-portrait. Arthur Oldham, chef du Chœur de l'Orchestre de Paris. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector. Œuvres de Telemann, Haydn, Liszt, Mendelssohn, Fauré, Poulenc, Gershwin, Carmichael, Parish, Ellington et Hodges, Barber, Rachmaninov, Borodine, Dvorak, Sibelius.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ ■ Ne pas manquer ; ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

DIMANCHE 7 MAI

TF 1

12.20 Jeu : Le Juste Prix.

12.50 Magazine : A vrai dire.

12.55 Journal et Météo.

13.20 Série : Hooker.

14.15 Série : Arabesque.

15.10 Série : Le Rebelle.

15.55 Série : Les Dessous de Palm Beach.

16.55 Disney Parade. Déboires sans déboires ; Tip-Top et Jim Jam (1re partie).

18.00 Des millions de copains. Avec la série : Alerte à Malibu.

18.55 Tiercé, la Minute hippique.

19.00 Soirée élection présidentielle, 2e tour (et 19.35). Présentée par Gérard Carreyrou et Patrick Poivre d'Arvor.

19.15 Journal, Météo, Trafic infos.

1.00 Téléfilm : L'Ombre de la passion. De Charles Thompson, avec Stefanie Powers, Hunt Block.

2.35 Journal et Météo.

2.50 Programmes de nuit.



FRANCE 2

11.55 50e anniversaire du 8 mai 1945. Cérémonie à la cathédrale Saint-Paul à Londres. Invité : Maurice Schumann.

12.50 Météo (et 13.20).

12.55 Loto.

13.00 Journal, Point route.

13.30 America's Cup.

13.35 Dimanche Martin (et 15.10).

15.00 Flash d'informations (et 16.25, 18.30).

16.35 50e anniversaire de la fin de la guerre. Cérémonie de la réconciliation à Hyde Park, à Londres. Invité : Theodore Zeldin.

17.55 Magazine : Stade 2 (et 4.45).

19.00 Soirée électorale : Election présidentielle 2e tour (et 19.40, 22.15). Présentée par Bruno Masure et Daniel Bilalian.

19.15 Journal et Météo.

22.05 Flash d'informations.

0.30 Les Films Lumière.

0.35 Musiques au cœur. Présenté par Eve Ruggieri. Pavarotti à Modène. Avec Luciano Pavarotti, ténor ; Nuccia Focile, soprano, le Royal Philharmonic Orchestra, dir. Maurizio Benini. Œuvres de Puccini, Lehar, Mascari.

1.55 Programmes de nuit.

FRANCE 3

12.45 Journal.

13.05 Documentaire : Les Cinq Continents. Présenté par Bernard Rapp. Sophia-Antipolis, des souris et des hommes, de Denis Chegaray.

14.00 Sport : Voile. Coupe de l'America.

14.25 Série : New York District.

15.20 Magazine : Sports dimanche. 15.25, Tiercé, en direct de Longchamp ; 15.40, Basket-ball : Championnat de France, demi-finale, 3e match.

17.30 Série : Brigade criminelle.

18.00 Flash d'informations.

18.10 Magazine : Lignes de mire. Présenté par Jacques Chancel.

18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.07, journal régional.

19.35 Election présidentielle. Soirée présentée par Henri Sannier et Gilles Leclerc. Premières estimations à 20.00, suivies de débats.

21.20 Cinéma : Le Casse. ■ Film français de Henri Verneuil (1973).

23.20 Election présidentielle. Résultats et débats avec Christine Ockrent, Serge July et Philippe Alexandre.

0.40 Cinéma : Les Poupées. ■ Film italien de Dino Risi, Franco Rossi, Luigi Comencini, Mauro Bolognini (1965, v.o.).

2.30 Musique Graffiti. *Trois lieder*, de Schubert, par Dietrich Fischer-Dieskau, baryton, Helmut Holl, piano (20 min).

M 6

12.25 Série : Mariés, deux enfants.

12.55 Série : Les Rues de San Francisco.

13.50 Sport : Championnat du Monde moto 1995. Grand Prix d'Espagne.

15.15 Magazine : Culture rock. La saga Michael Jackson.

16.10 Série : Pur-sang.

17.05 Téléfilm : Les Belles Américaines. De Carol Wiseman.

18.40 Série : Enquêtes à Palm Springs.

19.40 Magazine : Sport 6 (et 0.35). Présenté par Stéphane Tortora. Suivi de Météo 6 et du Meilleur du sport.

19.50 Spécial élection présidentielle (et 20.40, 22.45, 0.25). Présenté par Patrick de Carolis.

20.00 Six minutes. Résultats de l'estimation. Sondage M 6-IFOP : quel premier ministre les Français plébiscitent-ils ?

20.10 Série : Madame est servie.

20.45 Cinéma : Les Tribulations d'un Chinois en Chine. ■ Film français de Philippe de Broca (1965).

23.00 Cinéma : Yiddish Connection. □ Film français de Paul Boujenah (1986).

0.45 Magazine : Rock express.

1.10 Boulevard des clips.

2.30 Rediffusions.

CANAL +

En clair jusqu'à 14.05

12.30 Flash d'informations.

12.35 Magazine : Télés dimanche.

13.35 La Semaine des Guignols.

14.05 Téléfilm : Le Rêve brisé de Debbie. De Mimi Leder.

15.35 Documentaire : Oh Boy, it's a Girl. De Brigitte Cornand.

16.30 Dessin animé : Profession critique. Dr Jay.

16.50 Surprises (et 17.50).

17.00 Documentaire : L'Ile aux dragons. De Christian Cascio.

18.00 Cinéma : Grandeur et Descendance. ■ Film britannique de Robert Young (1992).

En clair jusqu'à 20.40

19.25 Flash d'informations.

19.35 Les Guignols. Les Elections présidentielles. *Les résultats en direct avec les Guignols, accommodés des sketchs dont ils ont le secret.*

20.35 Flash d'informations.

20.40 Cinéma : Swing Kids. ■ ■ Film américain de Thomas Carter (1993).

22.35 Flash d'informations.

22.40 L'Equipe du dimanche. Présenté par Pierre Sled.

1.10 Cinéma : Personne ne m'aime. ■ Film français de Marion Vernoux (1993).

LA CINQUIÈME

12.00 Jeunesse. La Panthère rose ; Grimmy (rediff.) ; Rintintin : Le vrai coupable est démasqué (v.f.).

13.00 Jeu : Ça déméninge.

13.30 Les Grandes Séductrices. Audrey Hepburn.

14.30 L'Esprit du sport. Avec Jean d'Ormesson. *Les médailles d'or des sœurs Goitschel (ski) en 1964 et l'ascension de l'Annapurna par Maurice Herzog en 1950.*

15.30 Détours de France. Le mobilier national.

16.30 Jeux d'encre.

17.00 Le Sens de l'Histoire. La fin de la guerre en Europe ; Témoins : Paul-Marie de La Gorce, Mr Kaspi.

18.30 ▶ Magazine : Va savoir. Mont Fort. Avec Gérard Klein.

18.55 Le Journal du temps.

ARTE

19.00 Série : Premiers comiques. [3] Boireau empoisonneur (1913) ; Caza fait des échanges (1913) ; Arthème fait des affaires (1916) ; Tribulations d'une grosse caisse (1909).

19.30 Métropolis (et 20.05, 1.20, 1.55).

20.00 Résultats de l'élection présidentielle (et 1.50). Reprise des images de la soirée électorale de France 3.

20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Spécial second tour de l'élection présidentielle. Animé par Sabine Rollberg et Hervé Claude. Un président pour l'an 2000.

21.35 Soirée thématique : Magie et merveilles. Proposée par Berthold Runge.

21.36 Documentaire : Moments magiques. De Peter Krieg (v.o.).

22.25 Documentaire : Robert-Houdin. Une vie de magicien, de Jean-Luc Müller.

23.25 Cinéma : Les Aventures du prince Ahmed. ■ ■ Film d'animation allemand de Lotte Reiniger (1926, N., muet).

0.25 Débat : L'Effet magique. Filmé par Peter Krieg.

2.20 Rencontre.

CÂBLE

TV 5 19.00 30 millions d'amis. 19.25 Météo des cinq continents. 19.30 Les Présidentielles 95. 22.45 Vu d'ailleurs. 23.30 Programme non communiqué. 0.30 TV5 infos. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3 (25 min).

PLANÈTE 19.05 Talents rugby. De Jacques Alain Raynaud. 19.30 Escales : Bali. De Pierre Brouwers. 20.25 En première ligne. De David Bradbury. 21.20 Pêche au gros. De James G. Bridge [7/7]. Marlins bleus aux Açores. 22.10 Polles. D'Eric Fayolle. 22.30 La Quatrième force. De Jean Druon et Eusebio Serrano. 22.55 Les Ailes de légende. De Barry Cawthorn [26/38]. Catalina PBY. 23.50 Chippendales : Descente sur la ville. De Paul Martisen. 0.40 La Loi du collège. De Mariana Otero [2/3] (25 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Jean-Edern's Club. 20.00 Paris Match Première. 20.30 L'Album (et 0.25). 21.00 Le tueur était presque parfait. ■ Film britannique de Stephen Frears (1984). Avec Terence Stamp. 22.35 Concert : Tito Puente. Enregistré au festival Jazz à Vienne (Isère) en juillet 1994. 0.50 Le Canal du savoir. La France, pays des femmes ? Avec Mona Ozouf et Elisabeth Badinter (60 min).

CANAL J 18.00 A nous la caméra. [1/5] Messages à la Terre. 18.30 Série : Molly. 19.30 La Panthère rose.

CANAL JIMMY 20.00 Série : Seinfeld. 20.30 Série : Dream On. 20.55 Country Box. 21.25 Série : Monty Python's Flying Circus. 21.55 Chronique New Age. 22.00 La Semaine sur Jimmy. 22.10 Série : New York Police Blues. 22.55 Cobra Girls. 23.35 Série : Les Envahisseurs. 0.15 Le Chewing-gum, cet inconnu (50 min).

SÉRIE CLUB 19.00 Série : Force de frappe. 19.45 Série : Miami Vice. 20.30 Le Club 20.45 Série : Heidi. 22.10 Série : Cosmos 1999. 23.00 Série : Mystères à Santa Rita. 23.50 Série : Joséphine, ou la Comédie des ambitions (85 min).

MCM 19.30 Hit des clubs. 20.00 MCM mag (et 1.00). 20.30 MCM euromusiques latina. 21.30 MCM rock legends club. Bob Marley. 22.30 Cinémascope. 23.00 Concert : Celtas Cortos. Enregistré le 31 janvier 1995, au Studio Circus de Cannes. 0.30 Blah-Blah Métal (30 min).

MTV 20.00 Concert : Live ! with East 17. Enregistré à Brighton, en mai 1994. 20.30 News : Weekend Edition. 21.00 120 Minutes. 23.00 Safe'N Sexy. 23.30 Headbangers' Ball (150 min).

EUROSPORT 12.00 Motocyclisme. En direct. Championnat du monde de vitesse : Grand Prix d'Espagne, à Jerez. 15.15 Golf. En direct. PGA européenne : Open d'Italie, 4e et dernier tour. 18.00 Haltérophilie. En direct. Championnat d'Europe messieurs : finale du groupe A. Catégorie des plus de 108 kg, en Pologne. 19.30 Hockey sur glace. En différé. Championnats du monde : finale, à Stockholm (Suède). 21.00 Voitures de tourisme. En différé. Championnat d'Allemagne : 2e manche, à Berlin. 22.00 Motocyclisme. Résumé. Championnat du monde de vitesse : grand Prix d'Espagne. 23.00 Tennis. En différé. Tournoi messieurs d'Atlanta (Géorgie) : finale. 0.30 Boxe. Résumé. Championnat du monde IBF, poids lourds. George Foreman (E.-U)-Axel Schulz (All), à Las Vegas (Nevada, 60 min).

CINÉ CINÉFIL 19.10 Le Club. 20.30 Le Moineau de la Tamise. ■ Film britannique de Jean Negulesco (1950, N., v.o.). 22.05 La Beauté du diable. ■ Film franco-italien de René Clair (1949, N.). 23.40 The Great Saint-Louis Bank Robbery. ■ Film américain de Charles Guggenheim et John Stix (1959, N., v.o., 90 min).

CINÉ CINÉMAS 18.05 Les Derniers Jours de Pompéi. □ Film italo-espagnol de Mario Bonnard (1959). 19.35 Dans les coulisses de... 20.30 La Thune. □ Film français de Philippe Galland (1991). 22.00 Teen Wolf. ■ Film américain de Rod Daniel (1985, v.o.). 23.30 Young Guns. ■ Film américain de Christopher Cain (1988, v.o., 105 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Projection privée. Bernard Chardère, conservateur du Musée Lumière. 19.40 Fiction. Nouvelle : « Le Véliplanchiste », de Jean Fougère. 20.00 Journal élections présidentielles. 20.08 Fiction. Nouvelle : « Cela », d'Anne Bragance. 20.30 Atelier de création radiophonique. Robert Flaherty, prospecteur et cinéaste, ou le rêve d'un prince. Journal d'une poursuite (2). 22.25 Poésie sur parole. Les poèmes et chansons de Boris Vian (6). 23.00 Le Concert. Concert imaginaire. Œuvres de Van de Gorne, Bartholomée, de Filippis, Purcell. 0.10 Clair de nuit. Tentatives premières : Sur l'Aéropostal, par Stéphane Cosme ; Rub a dub dub ; Rémanences : Tigzirfs Chehame ; La durée du oui : Release Your Mind. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Euphonia : la nuit (3) ; 2.00, Milady, d'après Alexandre Dumas (3) ; 3.55, Une heure avec Georges Simenon ; 4.56, Extra-Muros, Chronique de la folie à Bondy ; 6.52, Poésie sur parole : Pier Paolo Pasolini.

FRANCE-MUSIQUE 19.55 Dépêche-notes. 20.08 Musique aujourd'hui. Concert donné le 8 mars, en l'église de la Trinité, à Paris, Jennifer Bate, orgue : Le Banquet céleste, La Nativité du Seigneur, de Messiaen. 21.30 Voix souvenirs. Madame Favart (actes II et III), d'Offenbach, par le Chœur et l'Orchestre radio-lyrique, dir. Roger Ellis, sol. Fanely Revoil (Mme Favart), Liliane Berton (Suzanne), Michel Dens (Favart) (1953). 22.30 Les Greniers de la mémoire. Zino Francescatti. 23.00 Les Magiciens de la terre. Italie : La Squadra, chants polyphoniques de la tradition de Gênes ; Japon : Les tambours Kodo. 0.10 Atelier. Le voyageur, d'après les tableaux de Caspar David Friedrich. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector. Œuvres de Beethoven, Hampton, Britten, Vaughan-Williams, Lemeland, Copland, Poulenc, Honegger, Prokofiev, Martinu, Chostakovitch, Lemeland.

A la radio :

RTL, à partir de 7 h 14, matinée spéciale « élection présidentielle ».
RMC et **RTL**, à partir de 19 h 30, résultats, reportages, ambiances, réactions, analyses et commentaires.
France Info, toute la journée : un point permanent sur la participation ; à partir de 20 heures : résultats, analyses et réactions ; tous les quarts d'heure : un point complet sur l'élection.
France-Inter, avec le concours des 39 radios locales de Radio-France et en association avec l'Institut CSA, vers 19 h 30 : un tour de France sur la participation ; dès 20 heures : premières estimations CSA, résultats, reportages, analyses, commentaires et réactions ; dès 20 h 30 : le scrutin dans les villes et les départements, et dès 22 h 30 : synthèse générale avec une nouvelle analyse du CSA.

Le Monde

DIMANCHE 7 - LUNDI 8 MAI 1995

Dernières cartouches

par Alain Rollat

SI NOUS ÉTIONS à la place de Jacques Chirac ou de Lionel Jospin, nous saisirions sur-le-champ le Conseil constitutionnel. La manoeuvre déloyale à laquelle s'est livrée France 3, dans la nuit de vendredi à samedi, par le truchement de Christine Ockrent, est en effet de nature à fausser les résultats du second tour de l'élection présidentielle. Sous prétexte de l'interroger sur ses « passions de jeunesse », cette coquine avait invité un fils d'immigrés à raconter sa vie, une vie pleine de souvenirs romantiques ; et, comme elle avait choisi un charmeur slave du genre larmoyant, ce qui était manigancé est arrivé: sur le coup de 23 h 30, toute la France des indécis a basculé côté coeur.

Mme Ockrent avait organisé sa mise en scène de façon extrêmement perverse. Pendant que ses questions activaient la puissance d'émotion de son interlocuteur complaisant, défilaient sur un écran, au second plan, des images d'archives dont l'impact multipliait automatiquement la force du témoignage qu'elle sollicitait.

Né à Paris d'un père musicien originaire de Samarcande et d'une mère actrice venue de Kiev, ce fils d'immigrés avait dix-huit ans en 1945 : *« Nous habitions dans un grenier. Mon père jouait du piano, ma mère lui servait le thé... Ils n'avaient rien et ils étaient enthousiastes... Je vivais dans une insouciance absolue... »* Images de la France libérée. Le général de Gaulle parle au pays. On découvre le vote des femmes. *« Ma mère était d'une telle générosité qu'elle avait un réflexe de Pavlov quand elle voyait quelqu'un en difficulté : elle s'arrêtait immédiatement pour essayer de l'aider. Elle secourait toujours les autres ; je lui suis reconnaissant de m'avoir donné mauvaise conscience... »* Images de la France ressuscitée. Le général Leclerc est acclamé à Saïgon. On annonce l'arrivée d'un nouveau film américain, *Autant en emporte le vent*, et un soulèvement à Sétif. *« Ma mère m'emmenait toujours voir des films dont les héros volaient au secours des veuves et des orphelins, mais c'est en voyant* Blanche-Neige *que j'ai eu mon premier éblouissement, l'envie de passer ma vie à me battre contre les dragons... »* Images de Saint-Germain-des-Prés. Boris Vian à la trompette. Jean-Paul Sartre au zénith. *« Je voulais tellement faire du théâtre que je me moquais complètement de la politique. Aujourd'hui, j'ai honte, je demande pardon... »*

Ce modeste fils d'immigrés, subrepticement introduit dans l'arène électorale par Christine Ockrent était un certain Robert Hossein. Nous pouvons témoigner qu'il nous a tous mis dans sa poche quand il a résumé son programme en disant: *« C'est en aimant à la folie les hommes qu'on peut arriver à quelque chose, sinon c'est du vent. »* Nous n'avons pas compris pourquoi il a ajouté en souriant: *« Vive sainte Thérèse ! »* Mais comme, aux actualités, M. Chirac venait de nous mettre en garde sans sourire contre *« les faux prophètes »*, nous avons spontanément prié sainte Thérèse de nous en préserver.

Pharmaciens sans frontières négocie la libération de ses membres détenus par les Serbes de Bosnie

SAMEDI 6 mai, en fin de matinée, au moment même où l'on pouvait raisonnablement espérer une libération imminente des cinq membres de Pharmaciens sans Frontières détenus depuis le 4 mars par les autorités serbes de Bosnie, une nouvelle exigence du général Ratko Mladic, le chef des forces serbes, relançait les discussions. Vendredi, Simon Binet, le responsable de l'antenne de Pharmaciens sans frontières à Sarajevo, après avoir rencontré des représentants des autorités serbes de Bosnie, avait en effet été reçu par un juge de la « cour militaire » d'Ilidza, faubourg de la capitale bosniaque contrôlé par les Serbes, qui lui avait spécifié que l'« instruction » ouverte contre les cinq membres de l'organisation était terminée et que ces derniers seraient rapidement inculpés, ce qui offrirait la possibilité de les « libérer sous caution ». Las, le général Mladic exigea samedi que les prisonniers soient assignés à résidence sur le territoire de Bosnie contrôlé par les Serbes, ce qui obligea les responsables de Pharmaciens sans frontières à demander une nouvelle entrevue au juge.

« VÉRITABLE » JUSTICE

Les responsables de Pharmaciens sans frontières tenaient à la disposition de la *« justice »* serbo-bosniaque tout ou partie de l'argent de la caution, qui se monterait à environ 35 000 francs par prisonnier. Selon certaines sources, Jean-Christophe Ruffin, membre du cabinet de François Léotard, ministre de la défense, parti, vendredi matin, à bord d'un avion du Glam pour Split, en Croatie, devait arriver à Sarajevo samedi matin, porteur d'un éventuel « complément ». Voulant donner l'image d'une *« véritable »* justice, les autorités serbes s'étaient, dans un premier temps, engagées à rendre cette caution, au cas où les *« inculpés »* se présenteraient devant la *« Cour »* lors de leur *« procès »*.

Les cinq membres de Pharmaciens sans frontières sont détenus près de la caserne de Lukavica, à quelques centaines de mètres de l'aéroport de Sarajevo. Les quatre Français-José Rocha, Marc Monboisse, Louis Fleytout, Yannick Moulle – et l'Américain – Jonathan Knapp – faisaient partie d'un convoi, qui, en sortant de Sarajevo, s'était égaré dans les lignes serbes. Prétendant que le convoi était destiné à l'armée bosniaque, les autorités serbes les ont arrêtés, emprisonnés et ont ouvert contre eux une *« instruction judiciaire »*.

RANÇON

Les prisonniers sont vite devenus une monnaie d'échange pour les autorités sécessionistes serbes. Diplomatiquement d'abord, puisqu'il est difficile pour les gouvernements occidentaux de traiter avec les représentants d'une *« République serbe »* de Bosnie non reconnue internationalement et dont certains leaders figurent sur la liste des suspects de crimes de guerre recherchés par le Tribunal de La Haye.

Paris avait pourtant multiplié les démarches auprès des Serbes de Bosnie, de leur représentation à Belgrade et des autorités de Serbie. Toutes étaient restées infructueuses, les responsables soufflant alternativement le chaud et le froid. Après avoir exigé d'Henri Jacolin, l'ambassadeur de France à Sarajevo, une demande écrite adressée à la *« République serbe de Bosnie »*, ils le récusaient peu après sous prétexte qu'il officiait en Bosnie-Herzégovine, pays qu'ils ne reconnaissent pas. Si, le 10 mars, ils assuraient à Jean-François Deniau, qui avait accepté d'intervenir, que les otages seraient libérés dans un délai de cinq jours, un mois plus tard, alors que l'ancien ministre était de nouveau sur place, ils exigeaient une rançon de 35 000 tonnes de carburant.

Comme il est courant dans toutes les tractations, complexes s'il en est, visant à faire libérer des otages, à Paris les différents responsables du dossier n'ont pas toujours été d'accord sur la marche à suivre. Ces différends ont pris d'autant plus d'ampleur du fait de la campagne électorale. Sur le fond, le ministère des affaires étrangères est resté campé sur une position *« classique »* : pas de rançon, même déguisée. Au moment où la polémique s'exacerbait entre les partisans de Jacques Chirac et ceux d'Edouard Balladur, certains membres de l'entourage du premier ministre-candidat laissaient percer leur opposition à la politique suivie par le Quai d'Orsay. Ainsi, le 7 avril, lors de la visite d'Edouard Balladur au siège de Pharmaciens sans frontières à Clermont-Ferrand, Nicolas Sarkozy n'avait pas hésité à évoquer, devant certains journalistes, le peu d'empressement des services d'Alain Juppé, qui, toujours selon M. Sarkozy, ne voulaient pas offrir au premier ministre un *« succès »* diplomatique à la veille du premier tour de l'élection présidentielle.

Lundi « Le Monde » en vente à Paris dès 9 h 30

L'ÉDITION SPÉCIALE du *Monde* de lundi (daté mardi 8 mai), au lendemain du second tour de l'élection présidentielle, sera mise en vente à Paris à partir de 9 h 30. *Le Monde* publiera à cette occasion un cahier spécial de vingt-quatre pages donnant les résultats détaillés du scrutin, région par région, département par département, assortis des commentaires de nos correspondants et des rappels du premier tour, ainsi que du second tour de l'élection présidentielle de 1988. Nous présenterons également le score des deux candidats dans près de huit cents villes de plus de dix mille habitants en province ou de plus de quinze mille en Ile-de-France. Ces résultats seront accompagnés de six cartes en couleur.

Le premier cahier de ce numéro consacrera sept pages aux informations, analyses, reportages, portraits et commentaires sur le second tour de l'élection présidentielle. Nous publierons également deux pages de reportage photographique consacré aux deux candidats. Ce numéro comprendra en outre la plupart de nos rubriques habituelles (international, société, horizons, entreprises, sports, culture, radio-télévision).

Nous avons dû, exceptionnellement, supprimer nos pages Régions, Débats, Loisirs, Conjoncture et Guide culturel, ainsi que notre édition Rhône-Alpes. L'horaire avancé du bouclage nous a conduits à renoncer aussi à la rubrique météo. Nos lecteurs retrouveront dans les numéros suivants les pages dont ils auront été provisoirement privés.

SOMMAIRE

Tirage du *Monde* daté samedi 6 mai 1995 : 532 102 exemplaires · 3

■ **MUSIQUE : le chef d'orchestre William Christie** quittera le Conservatoire national supérieur de musique de Paris à compter du 1er juillet. Chef et claveciniste français d'origine américaine William Christie, qui enseignait, depuis 1982, la musique vocale baroque dans cet établissement, a présenté sa démission, en avril dernier malgré la proposition d'*« aménagement »* de son enseignement présentée par Marc-Olivier Dupin, directeur du Conservatoire. Établi en Europe depuis 1971, William Christie a créé en 1979, l'ensemble instrumental et vocal Les Arts florissants, l'un des fers de lance de la renaissance du répertoire baroque.

■ **FOOTBALL : Nantes et Monaco ont fait match nul (3-3)**, vendredi 5 mai, lors d'un match avancé de la trente-cinquième journée du championnat de France de première division (buts pour Nantes de Ndoram (27e), Pedros (29e), Loko (74e sur penalty) ; pour Monaco de Djorkaeff (16e), Scifo (31e), Henry (90e).

■ **AUTOMOBILISME : Didier Auriol remporte le Tour de Corse** pour la sixième fois sur Toyota Celica. Le pilote français, champion du monde des pilotes en titre, a devancé, vendredi 5 mai à Ajaccio, François Delecour (Ford Escort) et l'Italien Andrea Aghini (Mitsubishi Lancer), au terme de la quatrième manche du championnat du monde des rallyes. Le vainqueur a désigné le pilote belge Bruno Thiry comme *« l'homme fort du Tour de Corse »*. Après avoir remporté la moitié des épreuves spéciales, il a été contraint à l'abandon, vendredi. L'Espagnol Carlos Sainz, qui a terminé quatrième de l'épreuve, reste en tête du championnat du monde des pilotes.

■ **HOCKEY SUR GLACE : Suède-Finlande en finale des championnats du monde dimanche 7 mai à** Stockholm (Suède). Vendredi 5 mai, la Finlande a battu la République tchèque (3-0). Il a fallu attendre la prolongation pour départager le Canada et la Suède. Celle-ci l'a emporté 3-2. Les deux finalistes et leurs six suivants – dont la France, classée huitième – sont qualifiés d'office pour les Jeux olympiques de Nagan (Japon) – (*AFP*)

La Croatie nie toute opération de « nettoyage ethnique »

PAKRAC (Croatie)
de notre envoyée spéciale

Après un échange d'artillerie dans les faubourgs serbes de Pakrac, les forces croates sont venues à bout, jeudi 4 mai, de cette petite ville, la dernière poche de résistance serbe en Slavonie occidentale. Un millier d'hommes, combattants et civils serbes, ont été conduits en autobus dans des centres de détention du nord de la Croatie.

Si, aujourd'hui, les deux côtés de cette localité sont à nouveau sous autorité croate, il faudra beaucoup de patience et de confiance pour faire de Pakrac une ville unie. Abandonnée par une grande partie de sa population, la partie serbe n'abrite guère aujourd'hui que des personnes âgées et des mères de famille qui attendent de revoir leurs époux pour choisir leur avenir. Mirijana, 43 ans, est restée avec ses trois enfants. Assise sur le pas de sa porte, elle raconte : *« Quand l'armée est arrivée, nous sommes sortis de la maison avec un ruban blanc pour qu'ils ne tirent pas sur les enfants. Après avoir séparé les hommes des femmes et des enfants, ils leur ont demandé de se mettre en file, les mains sur la nuque. Puis, ils les ont emmenés ». « La police se comporte correctement et essaie de nous rassurer. Aujourd'hui, une délégation officielle est venue nous expliquer nos droits »*, dit-elle en expliquant qu'elle aimerait rester à Pakrac. En revanche, sa voisine, Gordana, cinquante-deux ans, dont le fils de vingt-trois ans a été fait prisonnier, se plaint de l'attitude brutale des soldats : *« Ils ont mis ma maison sens dessus dessous et ont volé mes bijoux »*. Elle s'inquiète : *« S'ils traitent mon fils comme ils ont traité ma maison ... »*.

L'arrestation de tous les hommes de seize à soixante-cinq ans par les troupes croates qui sont entrées dans Pakrac a déclenché une vive réaction des Nations unies qui ont accusé, d'emblée, la Croatie d'avoir eu recours au « nettoyage ethnique ». Réuni, vendredi, à New York, le Conseil de sécurité, sans réclamer un rapport détaillé, a condamné les violations des droits de l'homme en Slavonie occidentale. Cette mise en cause précipitée a déclenché la colère de Zagreb. La présidence croate a formellement récusé vendredi les accusations de « nettoyage ethnique » dont les Nations unies se servent, selon elles, pour renvoyer dos à dos Serbes et Croates. Pour prouver leur bonne foi, les autorités ont décidé de contrer *« les informations fallacieuses »* de l'ONU en autorisant la presse étrangère à se rendre sur le terrain.

SOUVERAINETÉ

Les observateurs européens autorisés, eux aussi, à se rendre sur le terrain et à visiter, dans la journée de vendredi, les prisonniers serbes, ont assuré qu'*« il n'y avait pas eu de massacre et qu'ils n'avaient assisté à aucune brutalité »*. Albert Durot, chef de cette mission, a indiqué qu'il était trop tôt pour parler de nettoyage ethnique alors que les autorités croates ont fait valoir que tous les Serbes qui le souhaitaient pourraient rester en Croatie. *« Nous avons demandé aux autorités d'interroger les prisonniers en détention pour leur demander s'ils veulent rentrer chez eux »*, a précisé M. Durot.

La Croatie essaie de démontrer à la communauté internationale qu'elle doit, en l'absence d'un règlement diplomatique serbo-croate, laisser à Zagreb l'initiative de restaurer sa souveraineté sur l'ensemble du territoire et réintégrer les Serbes qui reconnaîtraient son autorité. Elle entend veiller à ce qu'on ne puisse l'accuser de *« bavures »* à l'occasion d'une opération-test comme celle de la Slavonie occidentale.

Florence Hartmann

Deux ingénieurs asphyxiés au Centre spatial de Kourou

DEUX INGÉNIEURS, Luc Cellé, âgé de cinquante ans, et Jean-Claude Dhainaut, âgé de cinquante-deux ans, sont morts asphyxiés vendredi matin 5 mai au Centre spatial guyanais (CSG) de Kourou. Ils ont été victimes d'une fuite d'azote, gaz inodore mais qui provoque très rapidement la mort. Selon le directeur du centre de l'Agence française de l'espace (CNES), M. Michel Mignot, l'accident aurait été provoqué par une fuite d'un circuit de balayage d'azote dans un échangeur du mât ombilical du pas de tir ELA-3, sur lequel devait avoir lieu, dans la journée, le premier essai de l'étage principal cryotechnique de la future fusée européenne Ariane 5.

Cinq inspecteurs se trouvaient, vendredi matin, sur les lieux et procédaient aux dernières vérifications avant que ne soient autorisées les opérations de remplissage en oxygène et hydrogène liquides de l'étage. Luc Cellé et Jean-Claude Dhainaut avaient pour tâche de vérifier les locaux de la table de lancement et du bas du mât ombilical. *« Les deux corps ont été retrouvés dans deux locaux à niveaux différents*, a précisé M. Mignot. *La fuite d'azote a provoqué sans doute une très rapide désoxygénation de ces locaux, et les deux hommes sont morts après syncope par asphyxie »*.

Si la plupart des locaux de la table de lancement sont équipés de détecteurs des gaz, ce n'est pas le cas de ceux où s'est produit l'accident mortel. *« C'est la première fois que nous avons à déplorer un drame de cette ampleur en opérations »*, a souligné M. Mignot. Les précédents accidents graves liés directement au programme Ariane avaient fait trois morts (en 1984, un ouvrier était tombé d'une passerelle, et en 1985, deux ouvriers périrent dans un incendie).

Le procureur de la République a demandé que le site soit fermé pour permettre les enquêtes de la justice et de l'inspection du travail. Selon M. Mignot, cela *« ne devrait pas avoir de conséquences sur le premier vol, prévu pour le 29 novembre »*. – (*AFP*)

La soirée électorale sur France 2

DÈS 19 heures dimanche 7 mai, l'antenne de France 2 sera ouverte à la soirée présidentielle. L'institut d'études et de sondages BVA, qui a signé un accord avec la chaîne publique, Europe 1, *Le Monde* et *Paris-Match*, donnera alors une première estimation de la participation au scrutin. A 20 heures, le visage du nouveau président de la République apparaîtra sur l'écran.

Au programme de cette soirée, présentée par Daniel Bilalian et Bruno Masure, avec Arlette Chabot, Jean-Luc Mano, Jean-Michel Carpentier, Albert du Roy et les éditorialistes d'Europe 1, du *Monde* et de *Paris-Match*, sont prévus, outre l'annonce des résultats, plusieurs grands débats, des duplex avec les sièges des partis, les métropoles régionales et les capitales étrangères. Sur le plateau seront présents non seulement les principaux membres des états-majors des deux candidats et des partis politiques, mais aussi des représentants de la *« société civile »* et des jeunes, invités *« à poser des questions au président de l'an 2000 »*. Michèle Cotta animera une revue de presse avec des journalistes de la presse écrite, puis les proches du nouvel élu dresseront le portrait du cinquième président de la Ve République.

Grâce à TV 5 Europe et à Canal France international, cette soirée sera diffusée dans une centaine de pays.

Société des lecteurs du « Monde »

LA SOCIÉTÉ des lecteurs du *Monde* tiendra son assemblée générale ordinaire le samedi 20 mai 1995, à 15 heures au CNIT, 2, place de la Défense (92053 Paris la Défense). Les actionnaires qui n'auraient pas reçu le dossier de convocation sont priés de se faire connaître auprès du secrétariat de la Société (15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15. Tél. : (1) 40-65-25-01).

Les personnes désirant acheter des actions de la Société des lecteurs doivent s'adresser à un établissement financier (banques, agents de change, bureaux de poste...).

